

LES ASSEMBLÉES
DE LA
CONFÉDÉRATION ACHAIENNE

ÉTUDE CRITIQUE D'INSTITUTIONS ET D'HISTOIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

ANDRÉ AYMARD

ANCIEN PENSIONNAIRE DE LA FONDATION THIERS
MAÎTRE DE CONFÉRENCES A LA FACULTÉ DES LETTRES DE TOULOUSE



BORDEAUX
FÉRET & FILS, ÉDITEURS
9, RUE DE GRASSI

1938

*Thèse Paris
1938.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES ASSEMBLÉES
DE LA
CONFÉDÉRATION ACHAIENNE

LES ASSEMBLÉES
DE LA
CONFÉDÉRATION ACHAIENNE

ÉTUDE CRITIQUE D'INSTITUTIONS ET D'HISTOIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

ANDRÉ AYMARD

ANCIEN PENSIONNAIRE DE LA FONDATION THIERS
MAÎTRE DE CONFÉRENCES A LA FACULTÉ DES LETTRES DE TOULOUSE



BORDEAUX
FÉRET & FILS, ÉDITEURS
9, RUE DE GRASSI

—
1938

47803



*A tous les miens,
qu'il m'est doux d'unir
dans cet hommage,
comme ils le sont dans mon affection
et ma tendresse.*

AVANT-PROPOS

C'est l'étude de l'histoire achaienne qui, afin de mieux comprendre les récits qui nous sont faits de certains épisodes, m'a mené à celle des assemblées achaiennes. J'ai recherché, puis contrôlé les renseignements fournis par les ouvrages consacrés spécialement aux institutions grecques. Sur les points qu'il m'importait d'éclaircir, les opinions couramment admises ne m'ont pas, en général, paru satisfaisantes. J'ai donc dû compléter mon enquête et conçu le projet de ce livre.

Entre temps, l'expérience progressivement acquise de l'histoire hellénistique m'a convaincu que les succès et les progrès des Confédérations aitolienne et achaienne étaient les événements principaux de l'histoire politique de la Grèce propre au III^e siècle. L'apparition d'États républicains territorialement étendus est un fait entièrement nouveau en Grèce : sa nouveauté même doit suffire à attirer l'attention des historiens. En outre, ces États ont joué, à certains moments, un tel rôle international qu'il importe de connaître leurs rouages, afin de replacer leur action dans son cadre intérieur et d'en préciser les conditions, les possibilités et les limites intrinsèques.

Pratiquement, j'ai été obligé d'étudier, d'aussi près que ses assemblées, toutes les institutions fédérales de la Confédération achaienne. Néanmoins, je n'ai pas cru nécessaire de les examiner ici dans leur ensemble. En effet, la question des assemblées n'est pas seulement celle sur laquelle les précisions sont le plus abondantes. Toutes les autres sortent d'elle et y ramènent, puisque les assemblées sont, en droit comme en fait, souveraines. J'ai donc eu l'occasion au moins d'aborder, dans mon exposé, la plupart et les plus importantes des questions que pose l'organisation de la Confédération achaienne.

Ainsi, par ses répercussions sur l'interprétation de divers événements et sur l'histoire des institutions dans la Grèce ancienne, le sujet que j'ai voulu traiter sera jugé, je l'espère, moins étroit en réalité que son titre ne lui en donne l'apparence.

Il n'est ni un sujet neuf, ni un sujet que des sources récemment découvertes permettent de renouveler.

Avec l'aide des mêmes textes d'auteurs anciens auxquels nous en sommes, encore aujourd'hui, à peu près exclusivement réduits, l'étude des institutions achaiennes a commencé de bonne heure. Il semble qu'on se soit, dans certains cercles, passionné pour elle à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, parce qu'elle fournissait un exemple d'État fédératif, c'est-à-dire de ce qu'on s'efforçait alors, en tâtonnant, de réaliser dans plusieurs pays d'Amérique et d'Europe. Les ouvrages d'E. A. Freeman et de M. Dubois donneront davantage de renseignements que le mien sur cette Littérature de mon sujet, plus vieillie même qu'elle n'est vieille. On me pardonnera, sans doute, de n'avoir fait aucun effort pour me procurer ce n^o 18 de The Federalist auquel E. A. Freeman, remarquable historien, mais redoutable doctrinaire, a emprunté l'épigraphe de son livre : Could the interior structure and regular operation of the Achaian League be ascertained, it is probable that more light might be thrown by it on the science of Federal Government, than by any of the like experiments with which we are acquainted.

Les recherches plus désintéressées ne manquaient pas, il est vrai, dès cette époque, telle l'admirable édition de Polybe que publiait J. Schweighäuser, dont il est permis d'affirmer qu'elle n'a pas encore été, pour la traduction ou pour le commentaire, remplacée ni même égalée. Elles ont manqué moins encore par la suite. Le mouvement d'érudition, qui, depuis le milieu du XIX^e siècle, a fait réaliser de tels progrès à l'histoire de l'Antiquité classique, n'a pas négligé les institutions achaiennes et les multiples Handbücher der griechischen Staatsaltertümer leur consacraient tous un chapitre.

Il s'est, assurément, dépensé là des trésors de subtilité dialectique. Un peu trop même peut-être, oserai-je dire, si paradoxal et irrévérencieux que le jugement puisse paraître. D'ailleurs, lorsque des sources nouvelles n'ont pas modifié radicalement les données d'une question, ce n'est pas seulement pour les assemblées achaiennes que des solutions admises entre 1880 et 1900 me semblent avoir été abandonnées à tort par la suite. Tout s'est passé parfois — du moins en ai-je l'impression — comme si le désir de présenter une conception nouvelle avait conduit à méconnaître les qualités d'une conception antérieure, dont il eût suffi de compléter et d'améliorer le détail. Dans ce que l'érudition contemporaine a édifié, si orgueilleusement et péremptoirement à

l'occasion, le faux-semblant ne manque pas ; on ne doit pas être surpris de constater, en le jetant bas et en le déblayant, que les fondations des anciens édifices demeurent encore solides.

Je crains, pourtant, de ne pas pouvoir dire tout ce dont je suis redevable à mes devanciers, immédiats ou lointains.

Certains ont commis d'énormes bévues et on devinera, sans que je les définisse, les sentiments divers que j'ai éprouvés en découvrant que l'auteur de l'article Achaicum foedus du Dictionnaire des Antiquités avait imaginé, en partant sans doute de l'« hypostratégie », une « hippostratégie » achaienne. Mais il est rare que je n'aie pas le sentiment d'avoir tiré profit des erreurs mêmes, parce qu'elles m'ont contraint à mieux examiner tel texte, à rechercher et à préciser telle nuance.

Au surplus, les erreurs dans l'interprétation générale ou le résultat final n'ont ordinairement pas empêché de poursuivre le dépouillement des sources ni leur classement méthodique. Les questions sont devenues plus simples en se subdivisant ; des dossiers se sont constitués où étaient versés peu à peu tous les textes utilisables. J'ai donc conscience d'avoir bénéficié de ce qu'a accumulé la laborieuse patience de générations d'érudits.

A chaque pas, surtout, ce sont des services multiples que m'ont rendus les notes, bourrées de références, des plus récents des Handbücher. Je n'ai eu de rapports que par leurs travaux avec G. Busolt et H. Swoboda ; j'ai pris très fréquemment le contre-pied de leurs conclusions ; je n'ai jamais hésité à signaler leurs inadvertances ou leurs erreurs. Mon devoir est, néanmoins, de rendre hommage à la mémoire de ces acharnés travailleurs : leurs publications m'ont permis d'entreprendre et de mener à leur fin mes recherches.

*
* *

Le foisonnement de la bibliographie et des conceptions contradictoires, d'une part, la nature des sources, d'autre part, ont nécessairement donné à mon exposé le caractère d'une étude critique.

Il m'était impossible d'utiliser un texte sans en mesurer la valeur et la portée, comme sans écarter les interprétations différentes qui en avaient été données. Accomplissant ce travail pour moi-même, je n'ai pas cru désirable de n'en apporter à mon lecteur que le résultat dépouillé, ni même de me borner à tracer devant lui, schématiquement, les grandes lignes de mon rai-

sonnement critique. J'ai voulu lui permettre de me suivre et de me contrôler pas à pas.

Aussi est-ce délibérément que j'ai encouru le reproche d'avancer avec trop de lenteur et de m'attarder à des détails ou à des discussions sans véritable intérêt. L'unique justification que je songe à invoquer est que j'ai voulu être à la fois, dans la mesure de mes forces, complet et clair.

Mais, questions politiques et questions juridiques, événements et principes, tout s'enchevêtre à tel point, aussi bien dans la vie réelle et quotidienne d'un État que dans l'univers factice créé par les discussions entre érudits, que le résultat est, je le sais, un ouvrage d'apparence touffue et d'utilisation difficile pour qui n'entreprend pas d'en faire une lecture suivie. Aussi ai-je adopté des procédés dont l'utilité m'était apparue évidente, directement ou par contraste, en maniant certains livres du genre de celui-ci : modification fréquente des titres courants placés en haut des pages, multiplication — jusqu'à l'excès, peut-être — des renvois supra et infra, établissement de plusieurs index et d'une table des matières très détaillée. J'espère être parvenu, de la sorte, à faciliter les recherches qui porteraient seulement sur des détails.

*
* *

Ma reconnaissance est acquise à M. Pierre Roussel, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne, qui, ayant bien voulu lire mon manuscrit, m'a suggéré des corrections et des compléments dont je sens tout le prix.

Je tiens à exprimer mes remerciements et mes sentiments de confraternelle amitié à M. Jakob A. O. Larsen, professeur d'histoire ancienne à l'Université de Chicago : spécialiste très averti des questions et de la période qui m'intéressent, il en a correspondu avec moi à plusieurs reprises et m'a communiqué une copie du manuscrit de sa thèse de l'Université Harvard.

Enfin, il m'est particulièrement agréable de dire ici mon affectueuse gratitude à M. Georges Radet, membre de l'Institut, doyen honoraire de la Faculté des Lettres de l'Université de Bordeaux. Il n'a pas seulement accueilli ce livre, ainsi que son compagnon sur les rapports de Rome et de la Confédération achaienne, dans la Bibliothèque des Universités du Midi. Il n'a pas reculé devant la pénible tâche d'en lire les épreuves et y a dépisté la plupart des fautes indiquées aux errata.

21 septembre 1938.

A. A.

ABRÉVIATIONS ET RÉFÉRENCES ¹

- BCH — *Bulletin de correspondance hellénique*.
- CAH — *The Cambridge ancient history*, publiée sous la direction de J. B. Bury, S. A. Cook, F. E. Adcock, M. P. Charlesworth, Cambridge, 1923 sqq.
- CIG — *Corpus inscriptionum graecarum*, Berlin, 1825 sqq.
- DA — *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, fondé par Ch. Daremberg, publié par E. Saglio, E. Pottier, G. Lafaye, Paris, 1877-1919.
- FHG — *Fragmenta historicorum graecorum*, éd. C. Müller, Paris, 1841 sqq.
- IG — *Inscriptiones graecae*, Berlin, 1873 sqq.
- IG² — *editio minor* de la même publication, Berlin, 1913 sqq.
- IvM — O. Kern, *Die Inschriften von Magnesia am Mäander*, Berlin, 1900.
- IvO — E. Curtius et Fr. Adler, *Olympia*, t. V, W. Dittenberger et K. Purgold, *Inschriften von Olympia*, Berlin, 1896.
- JHS — *Journal of Hellenic studies*.
- RE — Pauly, *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft*, nouvelle édition par G. Wissowa, W. Kroll et G. Mittelhaus, Stuttgart, 1894 sqq.
- REA — *Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux*, 4^e série, *Revue des études anciennes*.
- REG — *Revue des études grecques*.
- SB Berlin — *Sitzungsberichte der preussischen Akademie der Wissenschaften. Philosophisch-historische Klasse*.
- SB Wien — *Akademie der Wissenschaften in Wien. Philosophisch-historische Klasse. Sitzungsberichte*.
- SEG — J. J. E. Hondius, *Supplementum epigraphicum graecum*, Leyde, 1923 sqq.
- SGDI — H. Collitz, F. Bechtel et O. Hoffmann, *Sammlung der griechischen Dialekt-Inschriften*, Göttingen, 1883-1915. Les inscriptions des cités d'Achaïe et de la Confédération achaienne sont publiées par O. Hoffmann, au t. II (1889), nos 1599-1636.
- Sylloge¹, Sylloge², Sylloge³ — W. Dittenberger, *Sylloge inscriptionum graecarum*, Leipzig, 1^{re} éd. 1883; 2^e éd. 1898-1905; 3^e éd. 1915-1924.

1. Les indications qui vont suivre n'ont pas pour but de dresser une bibliographie complète, mais seulement de faciliter l'interprétation des données bibliographiques fournies, souvent en abrégé ou par le seul nom de l'auteur, chemin faisant dans les notes. Il m'apparaît, néanmoins, que cette liste apporte, telle quelle, l'essentiel d'une bibliographie sommaire du sujet.

*
* *

POLYBE est cité d'après l'édition de Th. Büttner-Wobst, 5 vol., Leipzig, Teubner, 1882-1904. Ont été également consultés et sont cités à l'occasion :

— éd. I. Casaubon, Paris, 1609 ;

— éd. J. Schweighäuser, 9 vol., Leipzig, 1789-1795.

— éd. Fr. Hultsch, Berlin, Weidmann, t. I et II, 1^{re} éd. 1867-1868 ; 2^e éd. 1888-1892 ; t. III et IV, 1870-1872 ;

— J. L. Strachan-Davidson, *Selections from Polybios*, Oxford, 1888 ;

— trad. fr. par P. Waltz, 4 vol., Paris, 1921 ;

— éd. du livre II par P. Treves, Naples, 1937.

PLUTARQUE est cité d'après l'édition des *Vitae* de Cl. Lindskog et K. Ziegler, Leipzig, Teubner, et notamment *Philopoimen* et *Titus*, t. II, 2, 1935 ; *Kléoménès* et *Aratos*, t. III, 1, 1915. On a également consulté et cité par le seul nom de l'auteur :

— *Aratos*, éd. de W. H. Porter, Cork, 1937 (cf. *REA*, t. XL, 1938, pp. 70-74), et notamment section VII de l'introduction, *Some features of the Achaean constitution*, pp. xcix-cv.

TITE-LIVE est cité d'après l'édition de W. Weissenborn - H. J. Müller, Berlin, Weidmann : livres XXVII-XXVIII, 4^e éd., 1910 ; XXIX-XXX, 4^e éd., 1899 ; XXXI-XXXIV, 3^e éd., 1883 ; XXXV-XXXVI, 3^e éd., 1906 ; XXXVII-XXXVIII, 3^e éd., 1907 ; XXXIX-XLII, 3^e éd., 1909. L'usage de Tite-Live pour cette période et pour ce sujet est impossible sans la distinction préalable entre les passages d'origine annalistique et les passages d'origine polybienne. Cette distinction se fonde essentiellement sur les conclusions de H. Nissen, *Kritische Untersuchungen über die Quellen der vierten und fünften Dekade des Livius*, Berlin, 1863. Elle a été indiquée chaque fois qu'il a paru nécessaire. L'origine polybienne est implicitement affirmée chaque fois qu'aucune précision n'accompagne la référence à Tite-Live.

Les autres textes anciens sont cités d'après les éditions courantes de Leipzig, Teubner.

*
* *

A. Aymard, *Les premiers rapports de Rome et de la Confédération achaienne* (198-189 avant J.-C.), fasc. XXII de la *Bibliothèque des Universités du Midi*, Bordeaux, 1938.

— *Les stratégies de la Confédération achéenne de 202 à 172 av. J.-C.*, *REA*, t. XXX, 1928, pp. 1-62.

— *A propos d'une assemblée achaienne* (l'assemblée d'Argos : début de 188 avant J.-C.), *Mélanges Gustave Glotz*, Paris, 1932, t. I, pp. 49-73.

— *Recherches sur les secrétaires des Confédérations aitolienne et achaienne*, *Mélanges offerts à M. Nicolas Iorga*, Paris, 1933, pp. 71-108.

— *Une hypothèse nouvelle sur les assemblées achaiennes*, *REA*, t. XXXV, 1933, pp. 445-462.

— *Le Zeus fédéral achaien Hamarios-Homarios*, *Mélanges offerts à M. Octave Navarre*, Toulouse, 1935, pp. 453-470.

— *Le rôle politique du sanctuaire fédéral achaien*, *Annuaire de l'Institut de philologie et d'histoire orientales et slaves*, t. IV, *Mélanges Franz Cumont*, Bruxelles, 1936, fasc. 1, pp. 1-26.

- B. Baier, *Studien zur achäischen Bundesverfassung*, Progr. Würzburg, 1886.
- K. J. Beloch, *Griechische Geschichte*, 1^{re} éd., Strasbourg, 1893-1904 (le volume le plus important pour le sujet est le t. III, 2, paru en 1904).
- 2^e éd. du même livre, Strasbourg et Berlin-Leipzig, 1912-1927 (le volume le plus important pour le sujet est le t. IV, 2, paru en 1927).
- J. B. Bury, voir Freeman¹.
- Busolt² — G. Busolt, *Die griechischen Staats- und Rechtsaltertümer*, 2^e éd., Munich, 1892, t. IV, 1, 1 du *Handbuch der klassischen Altertumswissenschaft* de I. von Müller.
- Busolt³ — t. I de la 3^e éd. du même livre, paru dans la même collection (I. von Müller et W. Otto), sous le titre *Griechische Staatskunde*, Munich, 1920.
- Busolt-Swoboda — t. II de cette 3^e éd., publié (Munich, 1926) par les soins de H. Swoboda.
- Büttner-Wobst, voir *supra* Polybe.
- M. Cary, *A history of the Greek world from 323 to 146 B. C.*, t. III de *Methuen's history of the Greek and Roman world*, Londres, 1932.
- Casaubon, voir *supra* Polybe.
- M. O. B. Caspari, *The Parliament of the Achaean League*, *English historical Review*, t. XXIX, 1914, pp. 209-220.
- *A survey of Greek federal coinage*, *JHS*, t. XXXVII, 1917, pp. 168-183.
- M. Dubois, *Les ligues étolienne et achéenne. Leur histoire et leurs institutions. Nature et durée de leur antagonisme*, fasc. XL de la *Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, Paris, 1885.
- V. Ehrenberg, *Der griechische und der hellenistische Staat*, t. III, 3, de A. Gercke et E. Norden, *Einleitung in die Altertumswissenschaft*, 3^e éd., Leipzig, 1932.
- A. Ferrabino, *Il problema dell'unità nazionale nella Grecia antica*, t. 1, *Arato di Sicione e l'idea federale*, Florence, 1921 (fasc. IV des *Contributi alla scienza dell' antichità* de G. de Sanctis et L. Pareti).
- H. Francotte, *La polis grecque*, fasc. 3 et 4 du t. I des *Studien zur Geschichte und Kultur des Altertums*, Paderborn, 1907.
- *Loi et décret dans le droit public des Grecs*, pp. 3-40 de *Mélanges de droit public grec*, fasc. IV de la *Bibliothèque de la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège*, Liège-Paris, 1910.
- Freeman¹ — E. A. Freeman, *History of federal government from the foundation of the Achaean League to the disruption of the United States*, t. I, *General introduction. History of the Greek federations*, Londres, 1863.
- Freeman² — réédition du livre précédent, augmenté d'un chapitre sur l'Italie, par les soins de J. B. Bury (auteur d' « additional notes » en appendice), sous le titre *History of federal government in Greece and Italy*, Londres, 1893.
- G. Gilbert, *Handbuch der griechischen Staatsaltertümer*, Leipzig, 1881 sqq. (le volume intéressant pour la Confédération achaienne est le t. II, paru en 1885).
- E. Helwing, *Geschichte des achäischen Bundes*, Lemgo, 1829.
- Hermann⁵ — 5^e éd., achevée par J. Ch. Bähr et K. B. Stark (Heidelberg, 1875), de K. Fr. Hermann, *Lehrbuch der griechischen Antiquitäten*, t. I ; 1^{re} éd. : *Lehrbuch der griechischen Staatsaltertümer, aus dem Standpunkte der Geschichte*, Heidelberg, 1831.
- Hermann⁶-Swoboda — en principe, 6^e éd. du même livre ; en pratique livre entièrement nouveau par H. Swoboda, *Staatsaltertümer*, t. I, 3, du *Lehrbuch der griechischen Antiquitäten*, Tübingen, 1913.

Hultsch, voir *supra* Polybe.

U. Kahrstedt, art. Σύνδοκος, *RE*, t. IV A 2, coll. 1415-1420.

Br. Keil, *Griechische Staatsaltertümer*, t. III, 3, de A. Gercke et E. Norden, *Einleitung in die Altertumswissenschaft*, Leipzig, 1^{re} éd. 1912 ; 2^e éd. 1914 (il a été fait usage d'un tirage de 1923, qui n'apporte aucune modification à la 2^e éd.).

M. Klatt, *Chronologische Beiträge zur Geschichte des achäischen Bundes*, Progr. Berlin, 1883.

— (du même auteur, mais n'est jamais désigné par le seul nom de l'auteur) *Forschungen zur Geschichte des achäischen Bundes, I, Quellen und Chronologie des kleome-nischen Krieges*, Berlin, 1877.

J. A. O. Larsen, *A study of representative government in Greek and Roman history, I, Greek history*, thèse (inédite) de *Harvard University*, 1927 : *The Achaean League*, pp. 325-348.

Th. Lenschau, *Bursian's Jahresbericht über die Fortschritte der klassischen Altertumswissenschaft*, t. CXXXV, 1907, *Jahresbericht über griechische Geschichte (1903-1906)*, pp. 54-261 : sur les assemblées achaiennes, pp. 216-218.

J. Lipsius, *Beiträge zur Geschichte griechischer Bundesverfassungen*, II, pp. 160-176 des *Berichte über die Verhandlungen der königlichen sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften zu Leipzig. Philologisch-historische Classe*, t. L, 1898.

— voir Schömann-Lipsius.

C. F. Merleker, *Achaicorum libri tres*, Darmstadt, 1837.

G. Niccolini, *La Confederazione achea*, Pavie, 1914.

B. Niese, *Geschichte der griechischen und makedonischen Staaten seit der Schlacht bei Chaeroneia*, Gotha, t. I, 1893 ; t. II, 1899 ; t. III, 1903.

Nissen, voir *supra* Tite-Live.

Premiers rapports, voir *supra* Aymard.

Porter, voir *supra* Plutarque.

G. de Sanctis, *Le assemblee federali degli Achei*, *Rivista di Filologia e d'istruzione classica*, t. XXXVI, 1908, pp. 252-260.

— *Storia dei Romani*, Turin, t. III, 2, 1917 ; t. IV, 1, 1923.

G. F. Schömann, *Griechische Altertümer*, 1^{re} éd., Berlin, 1855 ; 3^e éd., 1871, traduite en français par C. Galuski, *Antiquités grecques*, Paris, 1884.

Schömann-Lipsius, 4^e éd. du même livre, par J. Lipsius, Berlin, t. I, 1897 ; t. II (seul utile pour le sujet), 1902.

W. Schorn, *Geschichte Griechenlands von der Entstehung des ätolischen und achäischen Bundes bis auf die Zerstörung Korinths*, Bonn, 1833.

W. Schwahn, art. Συμπολιτεία, *RE*, t. IV A 1, coll. 1171-1266 ; pour la Confédération achaienne, coll. 1244-1262, et, pour les assemblées, spécialement 1251-1256.

Schweighäuser, voir *supra* Polybe.

Strachan-Davidson, voir *supra* Polybe.

H. Swoboda, *Die griechischen Volksbeschlüsse. Epigraphische Untersuchungen*, Leipzig, 1890.

— *Studien zu den griechischen Bünden*, III, *Die Städte im achäischen Bunde*, *Klio*, t. XII, 1912, pp. 17-50.

— voir Busolt³-Swoboda et Hermann⁶-Swoboda.

E. Szanto, *Das griechische Bürgerrecht*, Freiburg-i.-B., 1892.

W. W. Tarn, au t. VII de *CAH*, 1928, pp. 737-739.

- F. W. Tittmann, *Darstellung der griechischen Staatsverfassungen*, Leipzig, 1822.
 Treves, voir *supra* Polybe.
- G. F. Unger, *Das Strategenjahr der Achaier, Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und historischen Classe der königlichen bayerischen Akademie der Wissenschaften zu München*, 1879, II, pp. 117-192.
- W. Vischer, *Ueber die Bildung von Staaten und Bünden oder Centralisation und Föderation im alten Griechenland*, Progr. Bäle, 1849 ;
 — long c. r. de Freeman ¹, dans *Neues Schweizerisches Museum*, t. IV, 1864, pp. 281-328 ;
 — l'une et l'autre études reproduites, avec additions, dans *Kleine Schriften*, t. 1, Leipzig, 1877, pp. 308-381 et 534-587.
- E. Wahner, *De Achaeorum foederis origine atque institutis*, Glogau, 1854.
- F. W. Walbank, *Aratos of Sicyon*, Cambridge, 1933.
 Waltz, voir *supra* Polybe.
- R. Weil, *Das Münzwesen des achäischen Bundes*, *Zeitschrift für Numismatik*, t. IX, 1882, pp. 199-272.
- A. Weinert, *Die achäische Bundesverfassung (Ein Beitrag zur Geschichte des Föderalismus)*, I. Teil, Progr. Demmin, 1881.
- Weissenborn-Müller, voir *supra* Tite-Live.
- Ziegler, voir *supra* Plutarque.
-

INTRODUCTION

LES SOURCES ET LA MÉTHODE

« Comme toujours, ce sont les conditions ordinaires de la vie qu'il est le moins nécessaire de rappeler aux hommes dont toute l'existence se passe à s'y conformer ; ce sont celles-là que nous aimerions le mieux connaître et que nous ignorons le plus. »

(É. Bourguet, *L'administration financière du sanctuaire delphique au IV^e siècle avant J.-C.*, Paris, 1905, p. 49.)

En matière d'institutions grecques, les sources les plus dignes de foi sont les inscriptions. Presque toutes les inscriptions, en effet, reproduisent des documents officiels. Leurs rédacteurs, des magistrats politiques ou leurs subordonnés immédiats, furent ceux-là mêmes qui assuraient le fonctionnement quotidien des institutions et les rendaient vivantes. Nul ne peut avoir mieux connu qu'eux l'organisation et les rapports des pouvoirs publics. Les mots qu'ils ont employés sont donc toujours techniques, précis et exacts. Les inscriptions constituent, en outre, presque toujours, des documents contemporains et originaux. Rares sont celles qui ont été l'objet d'une tardive ou seconde transcription. Tandis que les manuscrits qui nous ont transmis les œuvres littéraires sont l'aboutissant de plusieurs copies successives, au cours desquelles chaque nouveau scribe, à la fois inattentif et ignorant, a fidèlement reproduit les fautes de ses prédécesseurs en y ajoutant les siennes propres, seule est à craindre, dans les inscriptions, l'erreur du lapicide, qui ne peut jamais être très grave. Enfin, les inscriptions sont des documents détaillés. Elles n'hésitent pas à mentionner ce qu'un écrivain néglige. En tout pays et à toute époque, la vie officielle est encombrée de formalités sans nulle importance pratique, mais dont l'exécution intégrale est théoriquement indispensable à la validité d'un acte public.

Si l'œuvre littéraire coupe au plus court et n'en embarrasse pas son récit, l'inscription les signale et ces détails, derrière le fait, permettent de retrouver le droit, c'est-à-dire l'essentiel pour l'étude des institutions. La précellence des sources épigraphiques est donc incontestable.

Cette catégorie de sources est malheureusement presque inexistante pour les assemblées de la Confédération achaienne¹. En tout et pour

1. Puisque voici la première occasion qui s'offre d'employer l'expression « Confédération achaienne », il est nécessaire de justifier le choix qui en est fait. — Elle est infiniment préférable au mot « Ligue » qui est le plus communément adopté : cf. le titre même du livre de Dubois et, pour en arriver aussitôt aux ouvrages récents, P. Jouguet, *L'impérialisme macédonien et l'hellénisation de l'Orient* (Paris, 1926), pp. 263, 268, etc... ; P. Roussel, *La Grèce et l'Orient des guerres médiques à la conquête romaine* (Paris, 1928), pp. 416 sqq. ; R. Cohen, *La Grèce et l'hellénisation du monde antique* (Paris, 1934), pp. 446 sqq. Ce mot m'apparaît impropre. Certes, il n'a pas de sens juridique précis et est ainsi susceptible d'emplois très variés. Nul ne niera pourtant que, dans l'acception ordinaire, il met au premier plan l'idée d'alliance militaire et ne suggère pas le moins du monde celle d'organisation politique commune : ce n'est pas sans raisons que, de *League of Nations*, on a cherché et adopté en français une traduction autre que « Ligue des Nations ». Le mot est donc, à coup sûr, impropre pour désigner la forme d'Etat qu'ont réalisée, aux III^e et II^e siècles, les Achaiens et les Aitolien. — Celui de « Confédération » n'est pas parfait. Dans la langue juridique, en effet, il ne désigne qu'une forme, le *Staatenbund*, de l'Etat fédératif. Or l'Etat achaien, ainsi que l'Etat aitolien, n'est pas un *Staatenbund*, mais un *Bundesstaat*, c'est-à-dire ce que les juristes appellent un « Etat fédéral » : cf. L. Le Fur, *Etat fédéral et Confédération d'Etats* (Paris, 1896), p. VIII, n. 1, et ci-dessous, p. 52, n. 1 : cf. aussi Niccolini, qui, p. 204, a bien senti la nuance : *il regime costituzionale degli Achei era ... una confederazione, più esattamente uno Stato federale*. Seule, par conséquent, cette appellation d'« Etat fédéral » aurait des chances d'être exacte. Mais il n'est pas d'exemple qu'elle ait servi à la composition du nom propre d'un Etat particulier. Au contraire, on dit, non seulement dans le langage courant, mais très officiellement dans la langue des chancelleries, « Confédération helvétique » pour désigner un Etat qui, juridiquement, est un *Bundesstaat*, non un *Staatenbund*. Sans doute, il fut autrefois, jusqu'en 1848, un simple *Staatenbund* et on s'est borné à lui conserver une dénomination que l'évolution aurait dû rendre caduque. Ce n'en est pas moins un exemple de l'emploi persistant du mot « Confédération » dans une acception différente de son acception juridique. J'adopte la même convention, en sentant et en signalant à l'avance tout ce qu'elle a de médiocre et de gênant. — La solution ne me semble pas consister dans l'adoption pure et simple de certains mots grecs, car ces mots recouvraient des notions parfois très différentes. Appeler, comme l'a fait Holleaux, *Rome, la Grèce*, p. 122, etc. (imité, jusqu'à la majuscule exclusivement, par P. Roussel, *La Grèce et l'Orient*, p. 426), « Symmachie hellénique » l'organisation d'Antigonos Doson, est un procédé commode, mais qui n'est pas susceptible de généralisation ; car le mot « symmachie » désignait pour les Grecs bien des idées différentes : cf. W. Schwahn, art. *Symmachia* (3), *RE*, t. IV A 1, coll. 1102-1134, qui cherche, un peu arbitrairement, à lui donner un sens précis. Dans le cas ici intéressant, le mot grec adéquat serait « sympolitéia » et c'est bien lui, en effet, que certains historiens allemands auraient tendance à faire adopter. Mais lui non plus ne correspondait chez les Grecs à aucune notion juridique précise : cf. G. Glotz, *La cité grecque*, pp. 335-336. En réalité, il faudrait le préciser en y accolant une épithète : cf. la *bundesstaatliche Sympolitieia* de Szanto, pp. 103 sqq. ; H. Swo-boda, *Zwei Kapitel aus dem griechischen Bundesrecht, I. Ueber das Bundesbürgerrecht* (*SB Wien*, 1924, t. 199, 2, pp. 3-38), pp. 3-4 ; W. Schwahn, *RE*, t. IV A 1, coll. 1172-1174. On est ainsi toujours amené à rechercher la traduction en français

tout, deux inscriptions font mention de trois assemblées¹ et les renseignements qu'elles apportent sont d'une maigreur extrême².

Cette pénurie de documents épigraphiques n'existe pas seulement pour les assemblées ; elle se fait sentir pour tout ce qui, d'une façon générale, touche aux institutions achaiennes. Infiniment rares sont les inscriptions intéressantes ; seules, d'ailleurs, des circonstances exceptionnelles les ont fait découvrir. Certaines proviennent de villes étrangères à la Confédération³. Pour ce qui releva autrefois du territoire achaïen, les trouvailles ont été purement accidentelles⁴ et, de ce fait, très peu nombreuses. C'est que, parmi les lieux où les stèles portant des décrets fédéraux auraient pu être érigées, seuls les sanctuaires d'Épidauros et d'Olympie ont été l'objet de fouilles systématiques. En ce qui concerne l'Achaïe, la récolte y a été maigre⁵, car ces sanctuaires

du mot *Bundesstaat*. Cela n'est pas impossible pour définir la nature juridique d'un régime constitutionnel donné, mais il s'agirait ici de forger un nom propre. — La langue française, qui reflète en cela les vieilles habitudes unitaires de la nation française, ne possède malheureusement pas un vocabulaire assez riche pour rendre sensibles même les catégories les plus tranchées entre lesquelles peuvent se répartir les régimes politiques fondés sur l'association de plusieurs États. Mais est-ce trop s'avancer qu'affirmer également que les historiens français, sur qui pèsent ces mêmes habitudes unitaires, n'ont pas toujours tiré de ce qui existe tout le parti possible ? Ils hésitent entre « Confédération » et « Ligue péloponnésienne » de Sparte, « Confédération » et « Ligue maritime » d'Athènes, alors qu'il serait utile et possible, au moins pour certaines époques, de choisir entre ces appellations. Ils parlent toujours de la « Ligue de Corinthe » de Philippe, Alexandre et Démétrios Poliorkètes. Cette organisation aurait cependant au moins autant de droits à être dénommée « Confédération » que la Confédération péloponnésienne ou les Confédérations maritimes d'Athènes : cf. notamment, pour l'interprétation générale, M. Cary, *A Constitution of the United States of Greece* (*Class. Quart.*, 1923, t. XVII, pp. 137-148) ; J. A. O. Larsen, *Representative Government in the Panhellenic Leagues* (*Class. Phil.*, 1925, t. XX, pp. 313-329, et 1926, t. XXI, pp. 52-71). Ces questions de terminologie ont leur importance, qui est grande. L'adoption concertée de termes précis, adaptés aux notions juridiques, et d'emploi assez généralisé pour entrer dans la composition des noms propres, outre qu'elle faciliterait la tâche aux spécialistes, ferait pénétrer certaines idées claires dans les esprits : chacun, par exemple, prendrait aussitôt conscience du progrès énorme que ce qu'il faut bien, faute de mieux, se résoudre à appeler les Confédérations attolienne et achaïenne ont fait réaliser aux conceptions politiques du monde grec.

1. Une synodos : *IvO*, coll. 86-92, n° 46. — Une synodos et une synklétos : *IG*, t. VII, n° 411 (= *Sylloge*³, t. II, n° 675). — Sur ces deux inscriptions et sur ce qu'elles enseignent, cf. *infra*, p. 25 sqq.

2. Pour être maigres, ces renseignements n'en sont pas moins de tout premier ordre et il peut survenir, si on les néglige, de désastreuses aventures : cf. plus loin, p. 28, n. 1 ; p. 32, n. 3 ; p. 35, n. 3.

3. Oropos : *IG*, t. VII, n° 411. — Magnésie-du-Méandre : *IvM*, pp. 30-31, n° 39.

4. On en est, à cet égard, réduit aux pierres demeurées à la surface du sol : cf., par exemple, *IG*, t. V, 2, n° 344 (= *Sylloge*³, t. I, n° 490), inscription qui fut découverte et publiée par P. Foucart, *Fragment inédit d'un décret de la Ligue achéenne* (*Rev. Arch.*, nouv. série, 1876, t. XXXII, pp. 96-103).

5. Olympie a fourni des inscriptions intéressantes surtout pour l'histoire

paraissent n'avoir jamais joué dans la vie achaienne le rôle que joua celui de Delphes dans la vie aitolienne ¹. C'est le sanctuaire fédéral achaien qu'il serait précieux de fouiller ² et, pour cela, d'abord, de localiser. Problème délicat, mais auquel on ne s'est peut-être pas suffisamment attaché jusqu'ici. Certaines des pages qui suivent ³ n'ont pas l'ambition de le résoudre définitivement. Du moins rassembleront-elles toutes ses données et indiqueront-elles, d'après Strabon et Pausanias, la solution la plus vraisemblable. Peut-être, ainsi, des recherches pourront-elles un jour être entreprises ⁴. Mais ce sont là rêves d'avenir...

Dans l'état actuel des choses, l'insuffisance des sources épigraphiques ⁵

achaienne. Pour les institutions, on ne peut guère citer que celle qui a été signalée plus haut. Les autres, notamment les nos 47-52, outre qu'elles sont souvent très mutilées (48-50), ne parlent presque pas de la Confédération achaienne. En tout cas, ce qu'on n'a pas trouvé à Olympie, ce sont des décrets fédéraux comme on en a tant trouvé à Delphes pour la Confédération aitolienne. — Pour Epidauros, le nombre des inscriptions retrouvées (*IG* ², t. IV, 1) ne doit pas davantage faire illusion. Il en est, en effet, peu d'intéressantes pour les institutions achaiennes. La plus importante, sans doute, est celle qu'a publiée Cavvadias, 'Εφ. 'Αρχ., 1918, coll. 124 sqq., n° 2, reproduite sous le n° 73 dans les *IG* ², t. IV, 1 : cf. *infra*, pp. 183 sqq. et 383 sqq. Mais aucune n'intéresse les assemblées achaiennes.

1. Cf. R. Flacelière, *Les Aitoliens à Delphes. Contribution à l'histoire de la Grèce centrale au III^e siècle av. J.-C.* (Paris, 1937), en particulier pp. 369 sqq. — Pour la Confédération achaienne, si on s'explique assez aisément que le sanctuaire d'Epidauros, à cause de son moindre prestige, n'ait pas joué un rôle semblable à celui de Delphes pour les Aitoliens, le résultat médiocre, du point de vue achaien, des fouilles d'Olympie est plus surprenant. Il faut croire que la domination achaienne sur Olympie, après l'adhésion d'Elis à l'automne 191, a été plus respectueuse de la qualité panhellénique du sanctuaire que la domination aitolienne sur Delphes : cf. les observations que j'ai présentées sur ce point dans *Annuaire de l'Institut de philologie et d'histoire orientales et slaves*, t. IV, *Mélanges Franz Cumont* (Bruxelles, 1936), pp. 23-26.

2. Comme Thermon, le sanctuaire fédéral aitolien où les fouilles ont été si fructueuses : cf. *IG* ², t. IX, 1, nos 1-91.

3. Cf. plus loin, pp. 277 sqq.

4. Tant qu'on plaçait à Aigion même, ville antique à laquelle a succédé une ville moderne, le sanctuaire fédéral achaien, y entreprendre des fouilles eût été bien difficile. Si, comme j'espère le démontrer (*infra*, pp. 279 sqq.), l'emplacement du sanctuaire est situé en rase campagne, dans une direction facile à déterminer, l'espoir de le localiser précisément et d'y entreprendre des fouilles peut apparaître.

5. Cette insuffisance est surtout grave parce que nous ne possédons qu'un nombre absolument infime d'inscriptions reproduisant des actes de la Confédération elle-même : *IvM*, n° 39 ; *Sylloge* ³, t. I, nos 490 et 519. La plupart des autres inscriptions provenant de l'ancien territoire fédéral achaien sont des décrets de villes : *Sylloge* ³, t. I, nos 529-531 ; *IG* ², t. IV, 1, nos 60, 61 ; *IG*, t. VII, nos 188, 233, etc. Sauf exception, bien entendu, un décret de ville en apprend moins, nécessairement, sur les institutions fédérales qu'un décret de la Confédération. — Dès 1864, W. Vischer, dans un compte rendu du livre de Freeman, *Hist. of fed. gov.*, paru dans *Neues Schweiz. Mus.*, t. IV, et reproduit dans *Kleine Schriften*, t. I, relevait, p. 566, que cette pénurie d'inscriptions, *für eine Zeit, wo so viel geschrieben wurde, fast unbegreiflich ist* : elle est très concevable du moment qu'on remarque l'absence de fouilles sur les lieux où il y a chance que des inscriptions aient été déposées.

a pour résultat de rendre très délicate et obscure toute question relative aux institutions achaïennes. Elle n'a son équivalent pour aucun État grec de cette importance et de cette époque ¹ ; elle est absolument irréparable.

Les sources littéraires ne peuvent pas soutenir la comparaison avec les documents de premier ordre que sont les inscriptions. Ce n'en est pas moins à elles qu'il faut avoir recours.

Ces sources sont nombreuses : plusieurs auteurs anciens ont, plus ou moins directement et longuement, traité de l'histoire de la Confédération achaïenne. Mais cette multiplicité n'est qu'apparente ; car leurs œuvres dérivent, presque toujours, d'une œuvre unique, les *Histoires* de Polybe. Nous ne possédons pas celle-ci dans son texte intégral ; pourtant, la comparaison est, dans certains cas, possible, et l'origine polybienne des détails donnés par les autres sources littéraires ne peut alors, le plus souvent, faire aucun doute. Assurément, il se produit quelquefois que les divers récits ne concordent pas ; on contredit Polybe ou bien on le complète, ce qui montre qu'on a puisé ailleurs d'autres renseignements. Mais la sagesse élémentaire oblige, presque toujours, à préférer et à suivre la version de Polybe. En effet, le peu que nous savons des auteurs de première main qui avaient abordé les mêmes sujets que Polybe ou des sujets avoisinants montre que, étrangers à la Confédération, ils ne pouvaient avoir une connaissance parfaite de ses institutions ². Ainsi, les œuvres littéraires autres

1. Il faut naturellement surtout songer à la Confédération aitolienne, qui peut servir de point de comparaison. Sur celle-ci, les renseignements épigraphiques sont assez nombreux, grâce surtout aux résultats des fouilles de Delphes et de Thermion. Aussi ses institutions (cf. Busolt-Swoboda, pp. 1519-1531, et Schwahn, *RE*, t. IV A 1, coll. 1199-1212) sont-elles mieux connues, sur certains points particuliers, que celles de la Confédération achaïenne.

2. Les plus connus, il est vrai surtout par Polybe qui se fait leur acerbe contradicteur, sont les Rhodiens Zénon et Antisthénès (Pol., XVI, 14, 2-20), Timaios de Tauroménion (cf. notamment Pol., XII, 3-16 et 23-28), qui avait pu incidemment dire un mot de la Confédération achaïenne, et Phylarchos. La patrie de celui-ci n'est pas connue avec certitude ; on peut le faire naître à Sikyon ; néanmoins, la presque unanimité des critiques se partage actuellement entre Athènes et Naukratis (cf. W. von Christ, Stählin et Schmid, *Gesch. d. gr. Lit.* ⁶, t. II, 1, p. 210 et n. 3 avec bibliographie). Nous savons assez peu de chose sur ces écrivains, surtout sur les deux premiers : cf. sur Zénon, *ibid.*, p. 394, n. 4 ; sur Antisthénès, p. 85 ; sur Timaios, pp. 218-222. Toutefois, même si on ne prend pas au pied de la lettre les reproches souvent injurieux que leur adresse Polybe et si on doit chercher parfois, grâce à Phylarchos dont Plutarque s'est beaucoup servi dans la *Vie de Cléoménès*, à corriger le

que les *Histoires* ont pour principal intérêt de permettre de compléter ou de reconstituer, au moins par approximation, le texte original de Polybe qui nous est parvenu très morcelé et mutilé. Leur nombre assez considérable ne doit donc pas faire illusion.

Ces sources apparaissent, d'autre part, riches en renseignements : elles font, avec un plus ou moins grand luxe de détails, le récit de très nombreuses assemblées achaïennes. Mais leur examen ne tarde pas à détruire tout espoir d'y découvrir rapidement des solutions dont l'autorité puisse s'imposer. Au surplus, l'usage même qu'il convient de faire de ces récits soulève une importante question de méthode. Pour résoudre cette question préalable, il suffit de considérer d'un peu près la plus précieuse et la plus digne de foi des sources littéraires : ce qui a survécu jusqu'à nous des *Histoires* de Polybe.

Polybe mentionne et raconte très fréquemment des séances d'assemblées achaïennes. Il n'est même pas rare que les récits qu'il en donne semblent former la trame générale de son œuvre¹. A cela, plusieurs raisons.

L'une, la plus apparente, est que la Confédération achaïenne joue, notamment au cours de la première moitié du II^e siècle avant J.-C., un rôle politique important non seulement en Grèce, mais dans toute la Méditerranée orientale. Du fait de son étendue territoriale, elle est une grande puissance dont personne ne peut négliger l'appui ou l'hostilité. Du fait de son alliance avec Rome, elle est entraînée à participer, parfois malgré elle, à une politique au théâtre très large. Ainsi, les assemblées achaïennes ont souvent à débattre des questions touchant à la politique générale du monde hellénistique.

Une autre raison tient aux lacunes qu'offre, dans son état actuel, l'œuvre de Polybe. Les deux recueils qui, à partir du livre XIX, nous en ont transmis les fragments les plus importants sont théoriquement consacrés aux récits des ambassades réciproques échangées entre Rome et les nations étrangères². De nombreuses pages où Polybe traitait

récit de Polybe par trop hostile à Kléoménès et favorable à Aratos, il est évident que ces historiens étrangers ne pouvaient pas être, en ce qui concerne les institutions achaïennes, aussi bien renseignés que Polybe.

1. Cf., par exemple, l'année 220 et toute l'affaire des débuts de la guerre des Alliés : Pol., IV, 3-37, avec les trois assemblées mentionnées en 7,1 ; 14,1 ; 26,7.

2. On sait en quoi consiste essentiellement notre connaissance de l'œuvre de

des ambassades envoyées par les Achaïens à Rome et *vice versa* nous sont donc parvenues. Or, Polybe devait parler, à propos des ambassades achaïennes, des assemblées qui avaient décidé leur envoi et fixé le but de leur mission ; quant aux ambassades romaines, elles comparaissaient devant des assemblées qui écoutaient leurs propositions et prenaient ensuite des décisions. L'œuvre de Polybe donne donc aujourd'hui l'impression d'une grande histoire diplomatique où les débats des assemblées achaïennes tiennent une place considérable ; c'est assez souvent qu'elle paraîtrait mériter d'être qualifiée d' « histoire parlementaire de la Confédération achaïenne ». Mais cette impression est en partie factice. Nous ne possédons, en effet, de cette œuvre, qu'une série décousue de fragments découpés et choisis par des auteurs de recueils spécialisés. Il se trouve que les plus gros de ces recueils ont trait aux négociations diplomatiques. Polybe n'est donc pas seul responsable du caractère très particulier qu'offrent aujourd'hui ses *Histoires* et il est impossible que, dans son état primitif, l'œuvre intégrale ait présenté, au même degré, le même caractère. Le fait actuel, l'abondance relative des récits d'assemblées achaïennes, n'en subsiste pas moins.

Enfin, les tendances personnelles de Polybe doivent être également retenues. Polybe est un Achaïen, un patriote et un homme d'État achaïen¹. Il obéit donc à un penchant très naturel en accordant à la Confédération une importance qui ne fut pas réellement la sienne. Le monde grec comptait plusieurs *omphaloi* et chaque État, pour ses citoyens, est toujours un peu le centre de la terre. Au surplus, des événements survenus dans la période que Polybe étudie, ce sont les

Polybe. Les cinq premiers livres nous sont parvenus entièrement. Des livres VI à XVIII inclus, nous avons des fragments assez importants grâce au ms. *Urbinas 102* dont la confection ne semble avoir obéi à aucun principe logique. Mais, pour les livres XIX à XL, nous en sommes réduits aux recueils composés au ^xe siècle sur l'ordre de Constantin VII Porphyrogénète, qui traitent « des ambassades », « des vertus et des vices », « des sentences », etc. Les manuscrits les plus nombreux et les plus riches, de beaucoup, sont ceux qui contiennent les *Excerpta de legationibus Romanorum ad gentes et gentium ad Romanos*, ces titres ne correspondant, d'ailleurs, que de façon très large au contenu réel de ces recueils.

1. Il fut désigné comme ambassadeur en 181 (Pol., XXIV, 6, 3). Il fut hipparque en 170/169 (XXVIII, 6, 9 ; cf. *infra*, p. 256, n. 1). Il joua un rôle politique qui n'est pas négligeable : cf. ses interventions, qu'il rapporte en XXVIII, 7, 8-13 ; 13, 9-13 ; XXIX, 24, 1-4 ; 7-8. S'il ne tint pas une place plus grande dans l'histoire de la Confédération, c'est qu'il dut vivre seize ans en exil.

événements achiens qu'il connaît le mieux. Sur eux, son information est excellente à partir de la fin du III^e siècle. Il la tient de son père Lykortas, qui fut stratège fédéral, et des partisans de son père. Lui-même, ambassadeur et magistrat achien, non seulement a assisté, mais a pris parfois une part active aux délibérations¹. Aussi, rien d'étonnant à le voir s'attarder avec quelque complaisance à des détails qu'il eût pu s'épargner et relater de menus incidents de séance. Si désireux qu'il soit d'élever son regard et d'étudier l'histoire générale de la conquête du monde méditerranéen par Rome, il ne peut pas se dépouiller de cette innocente partialité en faveur de sa petite patrie.

Il est ainsi certainement moins malaisé d'étudier, d'après Polybe, les assemblées achiennes que celles d'autres États grecs, ou même que le Sénat romain. Les matériaux ne manquent pas. Il reste à en préciser la valeur et à discerner le procédé d'utilisation qui permettra de tirer d'eux le meilleur parti.

Or, l'œuvre de Polybe ne contient pas, dans son état actuel, d'exposé théorique des institutions achiennes. On peut même affirmer qu'elle n'en a jamais contenu et cette absence est toute naturelle. Si le livre VI des *Histoires* est consacré tout entier à l'étude des institutions romaines, c'est pour montrer, déclare expressément Polybe, comment « le caractère particulier de leur organisation politique a grandement aidé les Romains² » dans leur conquête du monde, et il est trop clair qu'aucune raison de ce genre n'existait pour la Confédération achienne. S'il donne à ce moment quelques indications plus ou moins brèves sur les institutions d'Athènes³, de Thèbes⁴, de Sparte⁵ ou des

1. En IV, 2, 2, Polybe explique que les événements qui font la matière de son œuvre ont été contemporains de sa génération et de celle qui l'a précédée, qu'en conséquence il relatera des faits auxquels il a lui-même assisté ou qu'il tient de témoins oculaires. Ce n'est, certes, pas un programme, un exposé de principe : ce n'est qu'un argument (IV, 2, 1) pour justifier la date qu'il a choisie comme point de départ. De même, en III, 4, 13, le fait d'« avoir été, non seulement témoin oculaire, mais aussi tantôt participant et tantôt auteur des événements » lui paraît devoir être l'argument le plus fort pour se justifier de mener son récit jusqu'à ces événements. Néanmoins, cela montre bien sa tendance, excellente, à rechercher une bonne information. Mais il est clair que cette tendance, qui n'a certainement pas pu être satisfaite pour tout et partout, l'a été, grâce à l'origine achienne de Polybe, bien plus aisément et plus complètement pour les événements qui intéressent la Confédération achienne.

2. Pol., III, 2, 6. Cette idée est très fréquemment exprimée par Polybe : I, 1, 5 ; 3, 9 ; 64, 1-2 ; VI, 2 ; etc...

3. VI, 44.

4. VI, 43, 4-7.

5. VI, 10 ; 45, 3-5, et 48-50.

villes crétoises¹, c'est pour les comparer aux institutions romaines² et parce que d'autres écrivains en avaient, avant lui, dit les mérites³. Mais toute comparaison est évidemment impossible entre une constitution municipale, comme celle de Rome, et une constitution fédérale, comme celle de l'Achaïe. Au surplus, l'excellence des institutions de la Confédération achaïenne, nouvelle venue à la vie politique, n'avait encore été affirmée ou contestée par personne ; Polybe est le premier à la proclamer. Ainsi, il n'a pas à justifier son opinion et peut se borner à des généralités⁴. Et c'est bien, en effet, ce à quoi il se borne⁵. Faute d'exposé théorique et complet, il ne mentionne certaine lois qu'accidentellement⁶, lorsque leur connaissance est indispensable pour rendre son récit intelligible. Quand cette nécessité n'existe pas, il se tait ou se contente d'allusions.

Il est vrai que les allusions sont nombreuses. Chaque récit d'assemblée en contient et ne peut pas ne pas en contenir. Si, par exemple, la qualité des assistants n'est pas formellement précisée, il faut cependant les désigner d'une façon ou d'une autre, ne serait-ce que pour construire une phrase et donner un sujet au verbe « décider ». En conséquence, plus ces récits sont nombreux et circonstanciés, — et ils le sont, — plus ils devraient fournir d'occasions et de moyens de recoupement. Ainsi, l'absence d'exposé théorique ne devrait pas se faire trop vivement regretter.

Il n'en est rien, malheureusement. En effet, les expressions qu'utilise le plus fréquemment Polybe en cette matière sont les expressions les plus banales, c'est-à-dire, dans la langue grecque comme dans

1. VI, 46, 1 - 47, 6.

2. Cela résulte de la place même qu'occupent ces études au milieu du livre consacré à la constitution romaine : cf., en VI, 47, 9, à propos de la constitution de Platon, l'aveu, d'ailleurs non déguisé, de ce désir de comparaison ; cf. aussi, à propos de Sparte, VI, 10, 13-14 ; 50, 4-6.

3. Pol., VI, 43, 1 ; 45, 1.

4. Aussi apparaît-il impossible de supposer, comme le fait M. Klatt, *Chronologische Beiträge zur Geschichte des achäischen Bundes* (Progr. Berlin, 1883), p. 10, — et en insistant sur la force de l'argument, — que le livre VI de Polybe a pu, à l'origine, contenir un exposé d'ensemble des institutions achaïennes.

5. II, 37, 7-43, 2. Tout reste, en général, fort vague et Polybe se contente, même dans le passage le plus intéressant (37, 9-11), d'énoncer quelques principes dont on aura plusieurs fois l'occasion de voir par la suite (cf. *infra*, p. 20, n. 2 ; p. 113, n. 2 *in fine* ; p. 169, n. 1) qu'ils ne doivent pas être interprétés très strictement. Le seul détail précis (43, 1-2) n'intéresse que la période des tous premiers débuts et sa présence est, au fond, assez surprenante.

6. Ainsi, XXII, 10, 12 et 12, 6 ; XXIX, 24, 5-6 ; XXXVIII, 15, 1 ; etc.

toutes les autres, celles dont le sens est le moins précis. Et cette banalité, génératrice d'imprécision et d'obscurité, n'est pas le fait du hasard, mais d'un dessein délibéré. Cette observation a de telles conséquences, elle atteint si radicalement, dans son principe même, la méthode d'investigation généralement suivie jusqu'ici, qu'elle a besoin d'une justification, d'ailleurs bien facile à apporter. L'examen, même très rapide, du vocabulaire « parlementaire » achaien de Polybe y suffit.

La Confédération achaienne possédait deux types principaux d'assemblées, les *synodoi* et les *synklètoi* ¹. Les étudier sans les confondre, pour découvrir en quoi elles différaient, est une nécessité. Encore faudrait-il, pour cela, pouvoir classer dans l'une ou dans l'autre catégorie les assemblées dont nous possédons un récit. C'est précisément ce que Polybe, dans un très grand nombre de cas, ne permet pas de faire avec certitude. Certes, il emploie assez fréquemment le terme de *synodos* ². Mais celui de *synklètos* ne se rencontre qu'une seule fois dans tout ce qui nous est parvenu de ses *Histoires* ³; d'ailleurs, sans les circonstances très particulières qui obligeaient Polybe à l'employer en ce passage afin d'opposer sans ambiguïté l'une à l'autre les deux assemblées ⁴, il n'est pas permis de douter qu'il l'aurait, une fois de plus, négligé. Enfin, de très nombreuses assemblées, qui appartenaient à l'un de ces deux types, ne sont expressément désignées par Polybe ni comme *synodoi*, ni comme *synklètoi* ⁵. Assurément, l'obscurité qui les entoure n'est pas toujours impénétrable ⁶. Mais ce sont alors les circonstances de leur convocation et de leur réunion qu'il faut examiner pour en triompher : l'étude des mots n'y suffit plus. Si l'exposé de ces circonstances n'est pas suffisamment explicite, le doute peut demeurer et demeure souvent, en fait, non seulement légitime, mais nécessaire ⁷. Utiliser l'un des deux termes officiels eût cependant détruit immédiatement toute amphibologie embarrassante. L'abstention où s'est tenu Polybe ne peut être que volontaire. Elle

1. Cf. plus loin, pp. 25 sqq.

2. IV, 7, 1; 14, 1; 26, 7; V, 1, 6; etc.

3. XXIX, 24, 6.

4. Cf. *infra*, pp. 36-37. Niccolini a fait l'observation, p. 221.

5. Par exemple, XI, 9; XXVIII, 7, 3; XXXVIII, 12, 2-13, 7.

6. Ainsi, pour la dernière des assemblées indiquées à la note précédente, cf. plus bas, pp. 126 sqq.

7. Ainsi, pour l'assemblée dont il est question en XI, 9, cf. plus loin, pp. 98 sq.

souffrirait, pour les synklètoi, un plus grand nombre d'exceptions, si elle était accidentelle. Ce terme de *synklètos*, technique et précis, semble donc inspirer à l'historien une véritable répugnance ¹.

Aussi bien, cette impression devient une certitude quand on considère les synonymes et les périphrases vagues auxquelles il a recours habituellement en parlant d'assemblées achaiennes. Ἐκκλησία, ἀγορά, βουλή, qui n'ont de sens précis qu'en apparence, et surtout οἱ Ἀχαιοί, οἱ πολλοί, τὸ πλῆθος, ὁ ὄχλος, tels sont les mots que, manifestement, il chérit d'une tendresse particulière ². On s'est souvent hasardé à tirer de leur emploi, et notamment de celui de βουλή, des conclusions hâtives. Mais comment ces expressions pourraient-elles avoir le sens et la portée qu'on leur attribue, puisque la plupart d'entre elles s'appliquent indifféremment à des assemblées de l'une ou de l'autre catégorie ? Cette observation générale n'appelle qu'une seule réserve. Le mot ἀγορά, en effet, semble être l'équivalent de *synodos* ; encore n'est-il employé que deux fois à propos de l'Achaïe et cette rareté est très gênante pour faire de cette synonymie une règle absolue. Déjà pour le mot βουλή, dont on ne saurait nier qu'il désigne le plus souvent une *synodos*, le doute est permis, au moins dans un cas ³. Quant aux autres termes, Polybe les utilise à son gré, pour des *synodoi* comme pour des *synklètoi*, sans chercher, par conséquent, à leur donner une valeur particulière. Il obéit bien à une loi d'imprécision : c'est volontairement qu'il emploie un vocabulaire vague ⁴.

Un semblable parti pris paraît à première vue très étrange. Il ne l'est plus, il est au contraire très naturel, dès qu'on en découvre les raisons profondes.

1. Il est peu probable que l'emploi fréquent fait par Polybe du mot σύγκλητος pour désigner le Sénat romain (VI, 13 ; 16, 1 ; etc.) ait pu le gêner pour employer le même mot au sujet de la Confédération. Dans l'immense majorité des cas, le contexte suffisait amplement à éviter toute confusion, de même qu'en XXXVIII, 4, 6, il est évident qu'il s'agit du Sénat carthaginois, non pas du Sénat romain.

2. Sur ces expressions, sur ce qu'on a voulu tirer de certaines d'elles, sur ce qu'elles indiquent vraiment, cf. ci-dessous, pp. 67 sqq. et 77 sqq.

3. Cf. *infra*, pp. 68 sqq.

4. Bien entendu, des remarques identiques ou semblables n'ont pas manqué d'être faites assez souvent. A cause de la chute amusante de la phrase, je signale l'appréciation portée par J. Krakauer, *De Arato Sicyonio* (Diss. Presbourg, 1874), p. 4 : *obscura verborum significatione et variis unius rei vocabulis nec tamen solitis aut ab omnibus usurpatis usus ipse effecit* [Polybius], *ut multa instituta fœderis Achæi nobis obscura ænigmata essent, quibus adhuc Oedipus deest*.

L'explication la plus simple ¹ ne peut, pourtant, pas être admise. Ce n'est pas, en effet, par ignorance que pèche Polybe. Supposer qu'il ait employé un mot dans une acception contraire à son acception coutumière ou officielle, ou bien que, par prudence et pour dissimuler l'insuffisance de sa documentation, il se soit abstenu de définir ce dont il avait à parler, voilà deux hypothèses également invraisemblables. La première est incompatible avec sa qualité d'ancien magistrat achaien, rompu au fonctionnement des institutions ². La seconde est inconcevable ³, au moins pour la période du II^e siècle pendant laquelle il a été personnellement mêlé aux événements qu'il raconte. Il faut donc chercher ailleurs l'origine de sa déplorable habitude.

Une première raison peut être invoquée, qui a l'apparence, mais l'apparence seulement, d'un paradoxe : c'est que Polybe est trop Achaien pour parler des institutions achaiennes avec toute la netteté que désireraient les modernes. La connaissance parfaite qu'il en a lui fait croire que ce sont choses très bien connues de tous ses lecteurs ⁴. La déformation professionnelle de l'homme politique fait perdre à l'écrivain le sens de la clarté. Il oublie que son œuvre — il le désire et il le sait ⁵ — sera lue par les générations postérieures, qui ne connaîtront plus par expérience directe cette constitution disparue en 146. Il ne songe qu'à ses compatriotes ⁶ et à ses contemporains. Aussi juge-

1. J'écarte, on le voit, d'emblée l'explication tirée de la nécessité, pour Polybe, de ne pas permettre à ses lecteurs de contrôler la véracité des éloges outrés qu'il fait de la constitution achaienne. Malgré son caractère inadmissible, elle a parfois été présentée, ainsi par J. Krakauer (dont la phrase citée à la n. précédente commence par ces mots : *ne perspicua oratione cogitatam illius [foederis] virtutem destrueret*) ou par C. Neumann qui, d'après M. Klatt, *Chr. Beitr.*, p. 11, aurait déclaré dans des conférences (été 1875) sur Rome au I^{er} siècle : *Polybius scheint geflissentlich es darauf abgesehen zu haben, den Lesern ein Bild von der achaischen Verfassung zu erschweren...* *Die Darstellung des achaischen Bundes bei Polybius ist ein vollkommenes Lügengewebe*. Certes, Polybe n'est pas rigoureusement impartial ; les réserves à faire à cet égard comportent néanmoins des limites qui, de toute évidence, sont dépassées par l'hypothèse d'une obscurité due à la préméditation du mensonge.

2. Il me faudra revenir sur ce point, plus loin, pp. 35 sq. L'hypothèse a, en effet, été parfois émise.

3. Elle est cependant invoquée par W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, p. 738.

4. La remarque a déjà été faite par Caspari, *Eng. Hist. Rev.*, 1914, p. 209, et par Tarn, *CAH*, t. VII, p. 737.

5. III, 118, 12, entre autres passages.

6. En écrivant, il songe surtout aux Grecs : cf. I, 3, 8-10 ; cf. encore quelques mots bien curieux en IV, 20, 8, d'où il ressort qu'il raisonne comme si tous ses lecteurs étaient au courant des mœurs arcadiennes. Il pouvait donc logiquement les supposer en possession des connaissances indispensables pour comprendre le fonctionnement des institutions achaiennes.

t-il superflu de tout dire et de tout expliquer. Or, ce qu'il néglige ainsi, de très bonne foi et très innocemment, ce sont évidemment les choses les plus simples, les plus élémentaires. Ce sont précisément celles qui auraient pour nous le plus de prix. Il les passe sous silence ou les signale rapidement, à l'aide de formules vagues. Des mots imprécis suffisent aux initiés ; bien plus, ils les prêtèrent, parce que ces mots sont empruntés au langage quotidien. Mais, si l'usage a consacré ces mots, il les a souvent aussi détournés de leur signification première, à laquelle demeurent réduits les modernes, incapables de discerner le sens spécial que l'usage local leur a conféré. Dans ces pages neutres et ambiguës, parmi toutes ces expressions fuyantes, se dissimulent peut-être un détail ou une nuance infimes, qui ne pouvaient pas autrefois tromper le lecteur averti et dont, aujourd'hui, l'intérêt n'est perceptible pour personne.

Une seconde raison vient, d'ailleurs, se joindre à celle-ci. Elle est la conséquence naturelle des ambitions de Polybe et de l'idéal qu'il se fait du style convenable à ses *Histoires*. En même temps qu'œuvre historique, morale et presque pédagogique ¹, il veut faire œuvre littéraire ². De là, surtout à l'époque où il écrit, toute une série de conventions dont le respect lui semble indispensable pour créer cette fausse élégance de la forme qui constitue son idéal. Tout d'abord, — pour s'en tenir aux défauts qu'il importe de signaler ici, — une véritable répulsion à l'égard du mot technique : un terme officiel n'est pas un terme noble ; il est bien porté de le fuir. Ensuite, l'horreur des répé-

1. Ses préoccupations morales apparaissent nettement, par exemple en III, 4, où il explique qu'il tient à donner à ses lecteurs le moyen de porter un jugement élogieux ou sévère sur la domination romaine (*ibid.*, 7). De même, en II, 56, 13-16, il ne cache pas que, selon lui, l'histoire doit aboutir à un jugement. — Ses tendances utilitaires sont encore plus avouées. Il veut rendre service à ses lecteurs en les aidant à agir « méthodiquement » : IX, 2, 6. Par ses exposés constitutionnels, il veut être utile « à ceux des hommes qui aiment la science et qui s'occupent des affaires » : III, 118, 12. Cf. aussi I, 2, 8.

2. Sans doute, en II, 56, 9-12, il condamne la recherche de l'effet dramatique, l'emploi des procédés de rhétorique destinés, aux dépens de la vérité, à frapper la sensibilité des lecteurs. Mais toute son œuvre montre — ne serait-ce que par l'exclusion du hiatus — que ce refus d'enjolivement porte sur le fond, et non sur la forme. Tout au contraire, le style est l'objet de tous les soins dont l'écrivain est capable. C'est dans ce sens aussi qu'il faut interpréter les reproches, faits à Zénon, de trop viser à l'élégance de la forme : XVI, 17, 9 ; 18, 2 ; 20, 3-4. Le véritable sentiment de Polybe est exprimé par lui en XVI, 17, 10-11 : sans que ce doive être sa principale préoccupation, l'historien doit veiller à son style. Et Polybe y a encore trop veillé, au grand dam de la clarté qu'on pourrait attendre de celui qu'il appelle πολιτικός άνθρωπος (*ibid.*).

titions, le désir de la variété. Ce sentiment l'entraîne à la poursuite des synonymes ; mais, comme leur nombre, en matière d'institutions, est nécessairement très limité, il lui faut se résoudre à l'emploi d'expressions approximatives, de plus en plus banales et dégradées. Déjà, Polybe n'avait reçu des dieux aucun des dons de l'écrivain ¹ et l'un des caractères du mauvais style est qu'il préfère au mot propre le terme vague qui désigne plusieurs choses sans en définir exactement aucune. Mais sa volonté d'élégance, et de fausse élégance, est intervenue, par surcroît, pour enlever toute précision à son vocabulaire.

Ainsi s'explique que la langue de Polybe, quand il traite d'institutions, et surtout d'institutions achaïennes, soit insaisissable et floue ².

Ces remarques doivent suffire à condamner une méthode, celle de l'interprétation littérale, qui a été trop souvent suivie jusqu'ici. On a prêté à cette langue une exactitude mathématique ; on s'est fié à de prétendues synonymies dont on a développé toutes les conséquences logiques ³. C'était commettre une grave erreur de principe. En cette matière, les mots chers à Polybe n'ont pas, pour lui, un sens étroit ni rigoureusement défini. Plutôt qu'à la volonté réfléchie d'un spécialiste

1. Cf. A. et M. Croiset, *Hist. de la litt. gr.*, t. V ² (Paris, 1901), pp. 286-290, et surtout 287-288 ; W. von Christ, Stählin et Schmid, *Gesch. d. gr. Litt.* ⁶, t. II, *Die nachklassische Periode*, 1, pp. 392 sq. (avec abondantes bibliographies) ; T. R. Glover, dans *CAH*, t. VIII, p. 22. L'accord est unanime sur la très faible valeur de Polybe écrivain. — Cependant, en considérant spécialement le problème des assemblées achaïennes, je crois nécessaire une réserve sur des comparaisons et des jugements communs à ces trois études. Christ, p. 392, définit la langue de Polybe *eine Kanzleisprache* ; Croiset, p. 287, la compare avec « le jargon parlementaire et le jargon scientifique » ; pour Glover, Polybe *uses the jargon of the politicians and treaty-makers of his day*. Certes, ces « jargons » sont lourds, embarrassés de mots abstraits et de formules toutes faites ; ils frisent l'incorrection ; et, par là, ils ressemblent à la langue de Polybe. Du moins emploient-ils, en matière d'institutions, les expressions techniques et officielles : la lourdeur de ces expressions est précisément une des causes de leur propre médiocrité. Ce qu'il faut surtout reprocher à Polybe en cette matière, c'est au contraire de ne pas assez utiliser les expressions officielles et, bien plus, de les fuir.

2. Je néglige volontairement d'aborder ici la question des remaniements qu'a pu subir le texte de Polybe du fait de l'*excerptor* des recueils constantiniens. Ces remaniements sont possibles et même certains ; en particulier les phrases par lesquelles commencent ou se terminent les extraits contenus dans ces recueils doivent être parfois considérées comme suspectes : cf. Nissen, *Kritische Untersuchungen über die Quellen der vierten und fünften Dekade des Livius* (Berlin, 1863), p. 9. Mais cela ne signifie nullement que toutes ces phrases doivent être écartées *a priori* et l'argument ne peut être employé que dans des cas très particuliers et vraiment désespérés. Quant au texte intérieur des extraits, infiniment rares sont, dans l'ensemble, les détails capables d'émouvoir la défiance la plus inquiète.

3. Pour les mots *βουλή* et *βουλευτήριον*, d'ailleurs choisis très arbitrairement parmi beaucoup d'autres ; cf. plus loin, pp. 62 sqq.

du droit constitutionnel achaien, les équivalences qui paraissent exister entre certains d'entre eux sont dues à la négligence et aux préjugés d'un écrivain de second ordre, ainsi qu'aux mauvaises habitudes imposées à un Achaien par la vie quotidienne ¹. Au surplus, la méthode employée communément ne peut-elle se juger aux résultats obtenus ? Ils n'ont visiblement rien de satisfaisant. De multiples hypothèses ont été édifiées ² : même lorsqu'elles concordent dans l'ensemble, elles se contredisent dans le détail. Chaque critique renverse sans peine les systèmes imaginés par ses devanciers ; mais il se révèle incapable d'en imaginer à son tour un nouveau qui puisse résister à toutes les objections. C'est qu'on s'en est tenu à interpréter les mots, quand les mots donnés par Polybe se refusent à toute analyse serrée et peuvent indifféremment, selon le passage où ils se trouvent, étayer les arguments les plus opposés. Au lieu de se dissiper, l'obscurité n'a fait que s'accroître et le problème offre aujourd'hui une complexité qui en fait un des plus épineux de l'histoire grecque ³. Cet échec, incompréhensible si on songe au grand nombre d'assemblées achaiennes dont nous posédons un récit, ne peut avoir d'autre origine que le vice fondamental de la méthode utilisée. Tout recommande donc d'en adopter une autre.

La seule méthode raisonnable est imposée par les défauts et les qualités mêmes de Polybe. Les réserves qui viennent d'être présentées sur la valeur de son œuvre concernent uniquement sa langue et son vocabulaire ; elles n'atteignent en rien les faits qu'il relate. L'emploi, dans un récit, d'un terme vague et peut-être impropre — si tant est que son impropriété puisse être démontrée — est chose fâcheuse. Il est le résultat d'une inadvertance accidentelle ou coutumière, l'indice d'un style défaillant et relâché. Allons plus loin. On peut y voir le symptôme d'un mépris du détail précis, de l'information complète et sûre : or, le

1. La remarque faite par W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, p. 737 (*like many Greeks, he [Polybius] does not use technical terms with modern precision*), ne se confond nullement avec l'observation qui est ici présentée ; Tarn va beaucoup plus loin en prêtant à Polybe des inexactitudes qu'il a certainement été incapable de commettre (cf. *infra*, pp. 35-36).

2. Cf. *infra*, pp. 47 sqq.

3. W. W. Tarn, *CAH*, t. VII (1928), p. 737, écrit : *the nature of the Achaean Assembly and the Achaean meetings is one of the most difficult problems in Greek history*. Cf. aussi la phrase par laquelle s'ouvre le mémoire de G. de Sanctis, *Le assemblee federale degli Achei* (*Riv. d. Fil. e d'istr. cl.*, 1908, t. XXXVI, pp. 252-260).

goût de celui-là comme de celle-ci doit être mis au premier rang des qualités de l'historien. Mais la valeur du morceau, diminuée, n'est pas annihilée pour autant. Désigner une assemblée d'un mot qui ne s'applique pas seulement ou très exactement à elle ne signifie pas qu'on n'en puisse pas raconter correctement les séances. Ainsi, l'imprécision des mots trouve son remède dans le nombre et la véracité des faits. Interpréter les faits sera plus efficient qu'interpréter les mots. Rechercher les faits intéressants et les confronter avec les diverses explications possibles, tel doit être l'essentiel d'une sage méthode d'investigation.

C'est une méthode semblable, mais plus sévère encore, qu'il convient d'appliquer aux sources littéraires autres que Polybe.

Elles participent à tous les défauts de Polybe en les exagérant. Leur vocabulaire ne présente aucun caractère d'authenticité. Quand écrivent Tite-Live, Plutarque ou Pausanias, la Confédération achaienne est depuis longtemps disparue. Ils ne peuvent connaître ses institutions que par les récits de leurs prédécesseurs et surtout de Polybe. Autant dire, dès lors, qu'ils les ignorent. Peut-être ne sont-ils pas incapables de l'effort critique indispensable pour tirer de leurs sources tout ce qu'elles dissimulent. Mais ils n'en ont ni le goût ni l'expérience. Dans l'ignorance où ils se trouvent des détails constitutionnels, ils ne peuvent apercevoir l'importance parfois attachée à une nuance. Le pire est qu'au lieu de traduire ou de recopier textuellement ce qu'ils ne comprennent pas, ils l'interprètent souvent à leur façon. Leur méthode déplorable, ou plutôt leur absence de méthode est chose unanimement reconnue¹. Elle n'a pu les conduire qu'à dénaturer davantage encore les termes déjà usés ou pris dans une acception arbitraire qu'ils rencontraient chez des auteurs mieux informés. La critique moderne, qui ne les utilise qu'avec force réserves sur des points beaucoup plus importants, ne peut, *a fortiori*, faire fonds sur eux pour ce qu'ils considéraient comme sans intérêt et ce à quoi, par conséquent, ils n'ont jamais consenti à prêter attention².

1. Il me semble inutile d'en fournir des exemples. Je me bornerai à signaler, au sujet de Tite-Live, la lumineuse démonstration qu'en a apportée, une fois de plus, M. Holleaux, *Les deux Perseus* (*Mél. Glotz*, t. I, pp. 431-438), pp. 434-438.

2. Avoir accordé une confiance aveugle au vocabulaire de Tite-Live, Diodore de Sicile, Plutarque et Pausanias est, entre plusieurs autres, une des graves erreurs commises par Kahrstedt. Je ne reviens pas sur les preuves que je crois en avoir données dans l'article que j'ai consacré aux idées de Kahrstedt : *Une hypothèse nouvelle sur les assem-*

Le seul service qu'ils puissent rendre est de combler partiellement certaines lacunes des *Histoires* et de signaler des assemblées achaïennes par ailleurs inconnues. Mais c'est un écho bien lointain et affaibli qu'ils apportent du récit original, disparu, de Polybe. Plutarque et Pausanias mentionnent habituellement ces assemblées sous une forme très sèche ; ils ne s'attachent jamais aux détails, alors que, seuls, les détails pourraient présenter quelque prix. Ils sont donc, pour notre étude, pratiquement négligeables. Tite-Live, au contraire, accepte parfois de se montrer prolix et n'abrége pas à l'excès sa source principale : comme Polybe et d'après Polybe, il signale des incidents, il cite des noms propres, il explique. Seul, donc, des auteurs postérieurs à Polybe, il pourra être, à l'occasion, utile. La méthode fondée sur la recherche et le commentaire des faits, maniée avec prudence — car Tite-Live n'est qu'un auteur de seconde main —, demeure applicable à son œuvre.

Ainsi, le problème des assemblées achaïennes peut et doit être abordé avec l'aide de Polybe et de Tite-Live, en négligeant chez eux ce qui est imprécis : le vocabulaire, et en s'appuyant sur la seule réalité solide : les faits. A ce prix, on peut espérer, grâce aux sources littéraires, remédier, dans une certaine mesure, au défaut de sources épigraphiques nombreuses et explicites. Ce procédé a ses dangers, qui ne peuvent pas être dissimulés. Partir du fonctionnement des assemblées pour découvrir les règles légales de leur organisation et préciser leur nature juridique, c'est passer du fait au droit, de la pratique à la théorie. Or, ce sont deux domaines distincts et le fait est rarement la traduction exacte du droit. Il faut bien, néanmoins, se contenter de lui, puisque nous sommes dépourvus de traduction moins infidèle, et son interprétation mesurée peut, seule, donner des résultats intéressants.

Le choix de la méthode à suivre dans ces recherches pose d'autres questions, moins importantes, d'ailleurs, mais plus délicates, car elles

blées achaïennes (REA, t. XXXV, 1933), pp. 448 sq. On y trouvera toute une série d'exemples montrant combien fugitif peut être, chez ces auteurs, le sens des mots en apparence précis et à quelles erreurs on peut aboutir en les interprétant strictement. Déjà Freeman ², p. 205, n. 1, avait mis en garde contre ce danger et fourni une explication très satisfaisante de l'emploi de certains mots par Plutarque et Pausanias. — A titre de simple curiosité, je relève un argument de Dubois, p. 136, au sujet d'une assemblée, manifestement unique et semblable à elle-même cependant, mais qui est appelée en Liv., XXXII, 19, 13, *contio* pour sa première séance, et *ibid.*, 20, 1, *concilium* pour sa seconde séance : « or, » dit Dubois, « par ce terme [de *con-*

ne peuvent recevoir de solution tranchée ni conduire à l'énoncé de règles précises. Elles doivent être abordées dès maintenant, surtout pour mettre en garde contre certaines imprudences.

La première concerne la méthode comparative, dont plusieurs critiques ont parfois fait usage, presque à leur insu¹. Quels services peut-on attendre d'elle pour la connaissance des assemblées achaïennes ?

Il semble, à première vue, qu'ils doivent être considérables. Aux III^e et II^e siècles, le monde grec a vu se créer, et parfois prospérer, de nombreuses Confédérations. Sur plusieurs d'entre elles, les renseignements sont plus maigres encore que sur la Confédération achaïenne ; il ne peut pas s'agir de se référer à elles, pour éclairer *obscurum per obscurius*. Pour d'autres, au contraire, comme la Confédération aitolienne, un heureux hasard a fait mettre au jour des inscriptions qui fixent définitivement certains détails de leur organisation politique. Ainsi, raisonner par analogie paraît extrêmement tentant ; car, entre les Confédérations aitolienne et achaïenne, le rapprochement s'impose très souvent. Elles sont à peu près contemporaines et le régime qu'elles ont adopté répond aux besoins d'une époque. Elles cherchent, l'une et l'autre, tout en conservant aux cités adhérentes le maximum d'autonomie, à créer un gouvernement central qui ait son existence propre et soit autre chose et plus qu'une conférence d'ambassadeurs². Elles ont donc abouti à des solutions dont la parenté ne peut faire aucun doute. Bien plus, lors des débuts de la Confédération achaïenne, la Confédération aitolienne existe déjà et s'est taillé une belle place dans la géographie poli-

cilium], les Romains entendaient une réunion plus restreinte : la seconde délibération ne peut donc avoir lieu qu'au sein de... » etc. C'est le type même du raisonnement faux : l'important n'est pas, en effet, le vocabulaire latin de Tite-Live, mais le vocabulaire grec de Polybe, que Tite-Live traduit avec plus ou moins d'adresse et de scrupule.

1. Cf. *Mélanges N. Iorga*, pp. 103-104, et 104, n. 1. Caspari, *Eng. Hist. Rev.*, 1914, pp. 210-211, emploie aussi passagèrement le raisonnement par analogie, en reconnaissant qu'il n'a guère de force : il serait donc préférable de le négliger. Porter, p. c et n. 2, l'emploie sans aucune réserve.

2. Avant les Confédérations de l'époque hellénistique, la plupart des grandes organisations politiques grecques, auxquelles on donne souvent le nom de « Confédérations », comme la Ligue péloponnésienne et les Ligues maritimes d'Athènes, n'avaient jamais été, en principe, autre chose que des conférences d'ambassadeurs. La Ligue de Corinthe était mieux organisée (cf. plus loin, p. 52, n. 2) ; mais elle n'a pas vécu. De plus, en pratique, ces Ligues étaient dirigées par une puissance qui exerçait l'hégémonie. — Sur la nouveauté que représentent les Confédérations hellénistiques, sur les buts qu'elles poursuivent et sur l'état d'esprit que leur création révèle, je ne verrais que des détails d'importance secondaire à changer à l'exposé de Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 1, pp. 600 sqq.

tique du monde grec ¹. Il est probable que, selon l'habitude, les contemporains attribuaient au moins une part de ses succès à l'excellence de ses institutions ² et qu'elle servit, ainsi, à la fois d'idéal et de modèle à la nouvelle venue. Personne ne peut contester ces vérités d'évidence ni repousser d'emblée cette hypothèse. Et, de là à attribuer à l'une ce que l'on sait exister chez l'autre, il n'y a qu'un pas : on n'a pas hésité à le franchir ³.

Mais il est impossible de fonder rien de solide sur des arguments de ce genre ; ils ne peuvent aboutir qu'à des probabilités, non à des certitudes. L'emploi de la méthode comparative appelle, au surplus, une objection radicale. Les points litigieux, dans le problème des assemblées achaïennes, portent nécessairement sur des détails, parfois infimes. Or, la ressemblance entre deux Confédérations, même voisines et contemporaines, a-t-elle jamais porté sur autre chose que sur les principes généraux ? Même à l'époque hellénistique, où les rapports de tout ordre se multiplient entre les peuples, la Grèce demeure le domaine par excellence des nuances innombrables et de la diversité infinie. La méthode comparative, admissible et même indispensable pour dégager les grandes idées directrices, offre des dangers certains pour les petites choses, où l'imagination déliée et la subtilité des Grecs se sont donné libre carrière. A vrai dire, cette méthode est plus une méthode de synthèse qu'une méthode d'analyse ⁴. Elle permet, seule, de tirer parti des résultats sûrs

1. Dès le début du III^e siècle, les Aitoliens sont maîtres de Delphes : cf. Flacelière, *Les Aitoliens à Delphes*, pp. 49 sqq. Ils ont soutenu plusieurs guerres heureuses contre la Macédoine : ils ne se sont pas avoués vaincus à la fin de la guerre lamiaque et ils ont résisté à Démétrios Poliorkètes.

2. Cf. plus haut, à propos de Rome, p. 8 et n. 2. Je n'indique comme autre exemple, particulièrement net, de ce raisonnement que le début de la phrase de Polybe, VI, 43, 5 ; on pourrait en citer beaucoup d'autres.

3. Notamment en appliquant ce qu'on savait de la boulé aitolienne à la synodos achaïenne souvent désignée par Polybe du nom de *boulè* : cf. surtout Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, pp. 232 sq.

4. C'est pourquoi on doit, me semble-t-il, juger prématurées des discussions comme celle qui s'est élevée autour du problème du droit de cité dans les Confédérations : cf. plus loin, pp. 110 sqq. Des études d'ensemble du genre de celles qui lui ont été consacrées auraient besoin de s'appuyer sur des études de détail définitives, qui n'existent pas encore. Leurs auteurs doivent donc mener de front le travail d'analyse et le travail de synthèse. Le premier est presque nécessairement influencé par les idées qui leur paraissent se dégager du second. La déviation hors de la ligne qu'imposerait une stricte méthode est d'autant plus aisée que, sur la plupart des innombrables Confédérations de l'époque hellénistique, les renseignements fournis par les sources tant épigraphiques que littéraires sont d'une pauvreté extrême. A propos de la Confédération achaïenne en particulier, les vues théoriques qu'on a cherché à démontrer — et

obtenus par ailleurs ; elle ajoute peut-être à leur certitude, mais elle est incapable de leur en conférer aucune, s'ils en sont dépourvus, encore moins de leur en enlever. Il est donc, à son emploi, des limites assez étroites, dans lesquelles n'est pas contenu le problème des assemblées achaïennes ; car celui-ci n'en est encore qu'à la phase de l'investigation. L'heure de la méthode comparative ne paraît pas encore venue.

Une autre question mérite examen, celle de la valeur chronologique exacte d'un renseignement précis fourni par un texte. Elle appelle une réponse complexe ou, plutôt, des réponses contradictoires.

Sans aucun doute, toute généralisation hâtive de ce que révèle un cas particulier serait une grossière erreur. L'histoire achaïenne ayant duré cent trente-quatre ans, il est nécessaire de tenir compte de l'évolution qui, au cours de cette période, n'a pas pu manquer de se produire. Évolution d'autant plus vraisemblable que le cadre même où eurent à fonctionner les institutions achaïennes s'est considérablement transformé. La Confédération achaïenne se reconstitue au début du III^e siècle, en 281/280¹. Elle ne comprend alors que quatre petites villes de l'Achaïe propre, c'est-à-dire du Nord du Péloponnèse, Dymai, Patrai, Tritaia et Pharai. Les progrès sont à peu près constants, sauf dans le dernier quart du III^e siècle, quand elle est l'alliée de la Macédoine. L'alliance romaine, conclue en 198, les précipite, au moins indirectement. À l'automne 191, enfin, elle s'étend au Péloponnèse tout entier² et cette situation dure jusqu'à sa dissolution en 146. Elle a donc subi, pendant la durée de son existence, une évolution territoriale très importante. Il est clair que cette évolution n'a pas pu s'accomplir sans que ses institutions politiques en ressentissent le contre-coup.

Quand et comment ? C'est ce que, malheureusement, nous ignorons. Polybe, dans ce que nous possédons de son œuvre, ne signale qu'un seul changement³. Tite-Live, évidemment d'après Polybe, en signale

pourquoi ce problème n'aurait-il pas reçu des solutions différentes selon les pays ? — ont évidemment nui à l'étude des détails.

1. La Confédération se dissout après 303/302 (*REA*, t. XXXIX, 1937, pp. 17 sqq.). Elle se reconstitue en 281/280 : *Pol.*, II, 41, 1 et 11.

2. Cf. Paus., VIII, 30, 5. Méthana, en Argolide, n'a jamais appartenu à la Confédération (cf. *Premiers rapports*, p. 13, n. 4). De même, la situation des anciennes bourgades périèques de Laconie, enlevées à Nabis en 195, a toujours été très particulière : cf. *ibid.*, pp. 250 sqq. Ce sont là des exceptions, peu importantes en elles-mêmes, qu'il m'est bien permis de négliger ici, comme Polybe l'a fait en II, 37, 11.

3. II, 43, 2 ; cf. Strab., VIII, 7, 3 (*Cas.*, p. 385). Sur les différences entre ces deux

un autre ; encore se borne-t-il à raconter qu'un projet de réforme fut présenté, sans faire connaître le résultat de la délibération ¹ ; l'adoption du projet est une hypothèse légitime, mais elle n'est pas formellement affirmée ². Au surplus, ni Polybe, ni Tite-Live ne songent, dans l'une ni dans l'autre de ces occasions, à justifier ces modifications constitutionnelles par des modifications territoriales. Le rapport de cause à effet entre les secondes et les premières, si évident qu'il soit au moins dans un cas ³, ne les a pas frappés ou ne leur a pas paru digne d'être signalé. Rien d'étonnant à cela pour Tite-Live : Polybe aurait-il parlé que l'historien latin serait excusable d'avoir supprimé une explication sans intérêt pour lui comme pour le but qu'il voulait atteindre. Mais, dans ce cas particulier, tout montre que Polybe se taisait ⁴, de même qu'il n'avait pas cherché à expliquer la première réforme. C'est ce silence de Polybe qui, selon la conception moderne de l'histoire dont cet auteur est parfois si rapproché, peut apparaître étrange. Il ne l'est, en réalité,

textes, cf. *infra*, pp. 297 sqq. — On trouve encore la trace d'une modification constitutionnelle dans Pol., XXII, 10, 12 et 12, 6 (traduit par Liv., XXXIX, 33, 7) : pour tenir compte dans la loi des instructions écrites du Sénat, encore fallait-il que la Confédération fût devenue l'alliée de Rome : cf. plus loin, pp. 201 sq.

1. Liv., XXXVIII, 30, 2-5.

2. Cf. plus loin, p. 305.

3. Il est manifeste pour la réforme que nous connaissons grâce à Tite-Live : tenue des synodoi dans toutes les villes fédérales et non plus dans la seule Aigion ; lorsque la Confédération recouvre le Péloponnèse tout entier, on ne peut pas toujours exiger des gens de Messène ou de Sparte qu'ils traversent toute la presqu'île pour se rendre à Aigion ; il y a peut-être d'autres raisons à la réforme (cf. plus loin, pp. 302 sqq.), mais celle-ci est la plus importante. — Le motif de la réforme mentionnée par Polybe (création d'un stratège unique, transmission à ce stratège de la prépondérance politique jusqu'alors possédée par le grammateus [sur cette interprétation, cf. mon mémoire des *Mélanges Iorga*, pp. 96-103]) ne nous apparaît pas clairement. Il me semble, toutefois, pouvoir être celui-ci : dès que la nouvelle Confédération eut commencé à s'étendre territorialement, les problèmes de politique extérieure et les problèmes militaires prirent une importance de plus en plus grande ; on éprouva le besoin de concentrer la direction de ces affaires entre les mains d'un stratège unique qui n'eut, dès lors, aucun mal à reléguer à un rang inférieur le magistrat civil qu'était le grammateus. Si c'est bien la véritable explication, cette réforme constitutionnelle est, elle aussi, en relation avec l'évolution territoriale. Ce n'est, cependant, qu'une hypothèse vraisemblable.

4. J'ai affirmé ailleurs (*REA*, 1928, t. XXX, p. 20) qu'en cet endroit Tite-Live avait suivi le texte de Polybe « pas à pas, avec une fidélité remarquable ». E. Cavaignac, *Études romaines, II. Fulvius Nobilior en Grèce (189 av. J.-C.)* (*Mélanges Paul Thomas, Bruges*, 1930, pp. 120-131), avait accusé, p. 126, l'historien latin d'avoir « faussé ou escamoté un passage de Polybe ». L'erreur ainsi commise par Cavaignac a été amplement démontrée : M. Holleaux, *Le consul M. Fulvius et le siège de Samè (Étude de chronologie)* (*BCH*, 1930, t. LIV, pp. 1-41), et *Note complémentaire* (*BCH*, 1931, t. LV, pp. 1-10) ; Aymard, *Mélanges Glotz*, t. I, pp. 49 sqq. De toute cette discussion, Tite-Live est sorti innocent : il est donc permis de penser qu'il nous transmet une image fidèle, sur ce point, du texte original de Polybe. Ainsi, son silence est la simple conséquence du silence préalable de Polybe.

pas davantage que l'absence de tout exposé théorique des institutions achaiennes ou que l'emploi délibéré d'un vocabulaire imprécis. Il est, en effet, la conséquence du même état d'esprit. Polybe connaît certainement l'évolution des institutions achaiennes. Mais elle ne l'intéresse pas lorsqu'il écrit, car elle n'entre pas dans son grand dessein d'histoire générale. De plus, elle ne lui semble pas moins inutile que l'étude, à l'état statique et à une date quelconque, de ces institutions elles-mêmes : son lecteur en connaît par avance les grandes étapes ; il en sait donc tout ce qu'il convient d'en savoir. C'est pourquoi le problème des assemblées fédérales n'apparaît pour ainsi dire jamais dans les sources littéraires sous son aspect évolutif.

Cet aspect ne peut pas, cependant, être négligé. L'ensemble du Péloponnèse ne se gouverne pas comme pouvait être gouverné un petit canton montagneux d'un des angles de la presqu'île. Une adaptation à des conditions territoriales nouvelles était indispensable et elle s'est certainement produite. Très rares ont été les critiques qui ont aperçu la nécessité de cette évolution ¹. La méthode jusqu'ici adoptée doit donc être, sur ce point aussi, modifiée. Aucun fait ne peut être étudié ni ne peut servir de base à aucun raisonnement, sans que la date en ait été, au préalable, déterminée aussi sûrement que possible. Les conclusions auxquelles il permet d'aboutir ne peuvent pas *ipso facto* être considérées comme valables pour la durée totale de la Confédération. La recherche des indications identiques ou contraires doit toujours être systématiquement poursuivie de façon exhaustive et il convient de s'assurer, avant de conclure en généralisant, qu'aucune raison, d'ordre logique ou d'ordre pratique, ne s'oppose à l'extension d'une coutume ou d'une règle données à des époques pour lesquelles n'existe aucun renseignement précis. Principe élémentaire, mais qui a été trop souvent négligé pour qu'il ne fût pas utile de le rappeler ici.

Est-ce à dire, toutefois, que l'évolution constitutionnelle ait toujours été d'une part aussi rapide, d'autre part aussi complète que l'aurait exigé l'évolution territoriale ? Évidemment non. L'adaptation indis-

1. L'idée d'évolution est l'idée directrice de Br. Keil, pp. 415 sq., dont W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, p. 738, adopte les conclusions ; cf. aussi Porter, p. cii. U. Kahrstedt a construit tout son article *Σύννοδος*, *RE*, t. IV A 2, coll. 1415-1420 (cf. *REA*, 1933, t. XXXV, pp. 445 sqq.), sur l'hypothèse d'une modification radicale, à une certaine date, du régime des assemblées achaiennes.

pensable a certainement subi des retards ; car un peuple, dans des circonstances normales, ne se décide jamais très vite ni de très bonne grâce à modifier son organisation politique ; des traditions respectées et, plus simplement, les habitudes prises s'y opposent. Il conserve tout ce qu'une impérieuse nécessité ne lui interdit pas de conserver. Aussi les institutions d'un État, si celui-ci a une certaine ancienneté, sont-elles toujours, par certains détails, anachroniques et démodées. Au surplus, il est d'autres modifications que les modifications officielles, consacrées par des réformes légales, accomplies à une date précise. Il en est aussi de pratiques, qui sont réalisées par une lente évolution des mœurs et des coutumes, qu'un texte de loi vient tardivement ou ne vient jamais sanctionner. Or, dans toute constitution, ce sont là, en général, les réformes les plus profondes ; ce sont aussi les plus nombreuses. Pourquoi cet enseignement, tiré de l'expérience, ne serait-il pas vrai pour la Confédération achaienne comme pour les autres États ? On s'expliquerait ainsi que Polybe n'ait signalé qu'un si petit nombre de réformes : c'est qu'il n'y aurait guère eu de réformes au sens strict du mot, c'est-à-dire de réformes légales. La véritable évolution constitutionnelle se serait réalisée spontanément, à l'aide d'adaptations insensibles.

Mais le principal intérêt de cette remarque n'est pas dans la justification que Polybe en reçoit. Il est dans l'hypothèse des survivances possibles du passé dans le régime politique de la Confédération achaienne ¹. Rien n'autorise à écarter cette hypothèse. Lorsque la Confédération, au début du II^e siècle, atteint son plein épanouissement territorial, elle n'a plus d'achaien que le nom. Elle est, à proprement parler, une « Confédération péloponnésienne », telle que Sparte, à l'époque de sa plus grande puissance, n'est jamais parvenue à en réaliser. Mais le nom d'« achaienne » qu'elle a, même alors, conservé², ne songeant pas ou se refusant à en adopter un autre qui définît mieux son caractère, interdit d'oublier pour quel cadre restreint avait été conçue son organisa-

1. Sur ce problème de l'évolution politique liée à l'évolution territoriale, et sur l'imperfection de cette évolution politique, on trouvera de bonnes remarques chez Caspari, *Eng. Hist. Rev.*, 1914, pp. 211-212.

2. Elle l'a conservé, non pas sous la forme d'une épithète accolée au mot *sympolitéia*, mais par l'expression *οἱ Ἀχαιοί*, couramment et officiellement employée afin de désigner l'Etat achaien.

tion primitive : pour quelques petites villes du Nord du Péloponnèse, et non pour un territoire aussi grand ni une population aussi nombreuse. De ces origines modestes, il est impossible qu'il ne soit demeuré, à la belle époque de la Confédération, aucune trace dans ses institutions. Ainsi, le raisonnement logique, fondé sur la nécessité d'une évolution constitutionnelle, ne peut pas être appliqué brutalement ni sans nuances ; il ne peut fournir aucun argument décisif.

Des observations qui précèdent, une méthode très complexe se dégage. Elle s'inspire de principes multiples et parfois contradictoires. Épuiser les données des sources épigraphiques ; étudier de près les sources littéraires, et surtout les fragments qui subsistent de Polybe ; s'y attacher aux faits positifs de préférence aux mots presque toujours imprécis ; les établir et les dater de façon sûre ; y discerner ce qu'ils présentent d'accidentel et ce qu'ils contiennent de général ; les interpréter en eux-mêmes et pour leur époque ; préciser leur portée dans le temps d'après la vraisemblance psychologique et le développement de l'histoire achaïenne ; tenir compte des circonstances du moment comme de l'héritage transmis par le passé — : tels devraient être, semble-t-il, les principaux préceptes d'une méthode adaptée au problème des assemblées achaïennes.

On ne peut en méconnaître ni les difficultés ni les dangers. La plupart de ces préceptes, sans caractère rigoureux, atténués, sinon même contredits, par le précepte voisin aussitôt qu'énoncés, ne sont pas susceptibles d'une application mécanique. La méthode laisse une trop large place au choix subjectif et aux reconstructions hypothétiques. Mais, malgré son insuffisance, elle est la moins incertaine et la moins imprudente.

C'est donc elle qu'il faut, au moins, tenter de mettre en œuvre.

CHAPITRE PREMIER

SYNODOI ET SYNKLÈTOI

APERÇU DES PRINCIPALES QUESTIONS

Une inscription, découverte à Olympie, mentionne, sous le nom de *synodos*, une assemblée achaïenne qui s'est tenue à Sikyon¹. La date de cette assemblée est incertaine. On a voulu l'identifier avec une réunion de οἱ πολλοί tenue, nous dit Polybe, à Sikyon². S'il en était ainsi, elle devrait être placée entre l'été 182 et l'automne 181³. Mais cette identification demeure hypothétique et, sans doute, inexacte⁴.

1. *IvO*, coll. 85-92, n° 46, ll. 56-57 : τὸ γραπτόν, ὃ ἐθε[σαν οἱ Ἀχαιοί, ... ἐ]ν τῇ ἐν [Σ:]|κυῶνι συνόδῳ...

2. *Pol.*, XXIII, 17, 5. Cf. le commentaire qu'a donné de l'inscription W. Dittenberger, *IvO*, col. 90.

3. Lykortas (*Pol.*, XXIII, 17, 1) est stratège. Or, il l'a été à cette époque entre la mort de Philopoïmen (mai-juin 182) et la sortie de charge des magistrats à l'automne 181 : cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 45-58. Grâce à *Pol.*, XXIII, 16, 12, on pourrait évidemment tenter de serrer plus encore la chronologie et de rapprocher de nous le *terminus post quem* : sur la date exacte de la « deuxième synodos » tenue à Mégalo polis, certainement antérieure à l'assemblée de Sikyon, cf. plus loin, pp. 274 sq.

4. En faisant de la synodos de Sikyon attestée par l'inscription d'Olympie l'assemblée de Sikyon mentionnée par Polybe, Dittenberger n'a pas pris garde que rien, chez Polybe, ne permet d'affirmer que cette assemblée fut bien une synodos. Au contraire, on pense d'habitude qu'elle fut une synklêtos : cf. Hermann⁶-Swoboda, p. 392, n. 8 ; Busolt⁵-Swoboda, p. 1558 (n. 5 de la p. 1557) ; Schwahn, col. 1252, l. 27. En fait, la question est très complexe. L'origine (cf. Hermann⁶-Swoboda, p. 394, n. 10) de la conviction des critiques qui viennent d'être signalés est certainement l'application, aux mots de *Pol.*, XXIII, 17, 5 (συνῆγε τοὺς πολλοὺς), d'un raisonnement fait par Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 234, à propos de *Pol.*, XXXVIII, 12, 2. Or, ce raisonnement (cf. plus loin, pp. 122 sq.) est inacceptable : ni les uns ni les autres n'ont songé à la possibilité de synodoi extraordinaires, possibilité que, cependant, ils admettent ou devraient admettre. Niccolini, pp. 224 sq. et p. 225, n. 1, est beaucoup plus logique avec lui-même et il peut déclarer qu'il n'a rien à objecter à l'hypothèse de Dittenberger. De même, U. Kahrstedt, col. 1417. Dans le système auquel aboutiront mes recherches, toute assemblée extraordinaire est une synklêtos (cf. plus loin, pp. 143 sq.). Or, cette assemblée est bien une assemblée extraordinaire, non pas à cause des mots συνῆγε τοὺς

La seule chose sûre est que cette synodos est postérieure à l'été 182¹. Au surplus, cette discussion chronologique n'a pas ici grand intérêt. En effet, aucun détail n'accompagne cette mention d'une synodos à Sikyon. L'inscription est aujourd'hui très mutilée; bien plus, dans son texte intégral, elle ne devait faire, semble-t-il, que très incidemment allusion, non pas même aux séances, mais à la décision de l'assemblée.

Une autre inscription, découverte à Oropos, est plus importante. Elle reproduit un décret d'Oropos pris en l'honneur d'un Achaïen, Hiéron d'Aigéira, qui a rendu à cette ville des services signalés au cours d'une négociation délicate². Il s'agissait pour les gens d'Oropos — vers le milieu du II^e siècle avant J.-C., entre 155 et 149, — d'obtenir l'aide, et probablement au besoin l'aide militaire, de la Confédération achaïenne contre les Athéniens qui avaient occupé leur ville³. Voici les plus intéressants des considérants de ce décret :

« Considérant. . . .

« que. . . , comme les magistrats [d'Oropos] et nous-même [l'auteur de la proposition] nous étions rendus à la *synodos* [achaïenne] de

πολλούς, mais à cause de l'ensemble du contexte; elle est donc une synklêtos : c'est ainsi que je l'ai considérée *Mél. Glotz*, p. 72, n. 1, et j'en donnerai une démonstration plus complète, *infra*, p. 206, n. 7. Il est surprenant que Lipsius, p. 169, n. 3, se soit laissé influencer par la seule autorité de W. Dittenberger, qui — la n. 6, p. 259, t. II, au n° 675 de la *Sylloge*³ le prouve — n'avait pas étudié de près la question des assemblées achaïennes, et ait conclu, du seul fait de l'identification hypothétique de la synodos de Sikyon mentionnée par ce texte épigraphique à l'assemblée de Sikyon relatée par Polybe, à la possibilité pour le mot *synodos* de désigner une assemblée extraordinaire.

1. Il s'agit, en effet, d'un règlement de frontières entre Mégalopolis et Thouria; or, Thouria n'est devenue une communauté indépendante, détachée de Messène, qu'au plus tôt après la mort de Philopoïmen, suivie de près par la répression de la révolte messénienne (Pol., XXIII, 17, 2; sur les dates de ces événements, cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 45-54, et plus loin, pp. 274-275).

2. *IG*, t. VII, n° 411 = *Sylloge*³, t. II, pp. 256-259, n° 675 (cf. d'autres références *infra*, p. 32, n. 3). Les incidents auxquels se rapporte cette inscription sont racontés également, mais avec des erreurs, par Paus., VII, 11,4 - 12,1. L'intérêt de cette inscription a bien été aperçu pour l'histoire des événements : cf. surtout, G. Colin, *Rome et la Grèce*, pp. 505 sq. Mais, si on ne l'a pas entièrement négligée pour préciser notre connaissance des institutions, on n'en a pas encore tiré tout le parti possible; on l'a invoquée pour confirmer certaines inductions tirées des textes littéraires; on n'en a pas fait, comme cela va être tenté dans les pages qui suivent, le point de départ de toutes les recherches.

3. Puisque Oropos était « réduite en esclavage » (l. 21) et certains au moins de ses citoyens exilés (l. 24) par les Athéniens, l'aide achaïenne devrait être en principe une aide militaire. Cela ne signifie nullement que, pour obtenir la libération de la ville et le retour d'exil de ses habitants, l'intervention militaire ait eu besoin d'être effective : une menace diplomatique a pu suffire. Mais la décision achaïenne devait envisager le pire.

Corinthe, il [Hiéron] a... , par ses conseils, amené les Achaïens à faire preuve de leur entière bienveillance envers notre ville et le sanctuaire de l'Amphiaraiion, parce que nous demeurons les amis fidèles des Romains ;

« que, les Achaïens ayant décidé de réunir pour cette affaire une *synklêtos* à Argos, Hiéron... reçut à son propre foyer tous ceux des citoyens d'Oropos qui étaient présents ;

« qu'il riposta aux discours des Athéniens et des autres contre-ambassadeurs hostiles à notre cause ;

« qu'il amena les Achaïens à ne pas voir avec indifférence une ville grecque réduite en esclavage, alors qu'elle est l'amie fidèle des Romains ;

« que, grâce à sa bienveillance et à sa noblesse morale, nous pûmes recouvrer notre patrie et rentrer d'exil avec femmes et enfants, etc..., etc...¹ ».

Ainsi, la négociation, couronnée de succès, fut menée en deux étapes correspondant à deux assemblées achaïennes, tenues l'une à Corinthe, l'autre à Argos, et ces deux assemblées furent séparées par une intervalle sans doute assez bref².

Telles sont, sur les assemblées achaïennes, les seules données épigraphiques. La rareté même des inscriptions utilisables comme la

1. — 'Επειδὴ Ἱέρων | — (6) τῶν ἀρχόντων καὶ ἡμῶν πα|ραγενομένων εἰς τὴν ἐν Κορίνθῳ σύνοδον — | — συμβουλεύσας παρεστήσατο | τοῖς Ἀχαιοῖς τὴν πᾶσαν πρόνοιαν ποιήσασθαι ὅ|(10)πέρ τε τῆς πόλεως ἡμῶν καὶ τοῦ ἱεροῦ τοῦ Ἀμφια|ραίου, ἐπεὶ καὶ ἐν τῇ Ῥωμαίων φιλίᾳ καὶ πίστει διατε|λούμεν ὑπάρχοντες· ὁδῶντος δὲ τοῖς Ἀχαιοῖς | συναγαγεῖν σύγκλητον ἐν Ἀργεῖ περὶ τούτων, | Ἱέρων — |(15) — ὅπ[ε] δέξατο πάντας τοὺς παραγενομένους Ὡρ[ω]|πίων ἐπὶ τὴν ἰδίαν ἐστίαν — | — πρὸς τε Ἀθηναίους κα[ί] | τοὺς ἄλλους τοὺς ἀντιπρεσβεύον[τ]ας [ἡ]μ[ί]ν εἰπέ | (20) τε καὶ παρεστήσατο τοῖς Ἀχαιοῖς μὴ περιδε[ῖν] | πόλιν Ἑλληνίδα ἐξανδραποδισθεῖσαν οὐσάν | τε ἐν τῇ Ῥωμαίων φιλίᾳ καὶ πίστει, καὶ διὰ τὴν | τούτου πρόνοιαν καὶ καλοκαγαθίαν συ[μ]βέβηκε[ν] | κεκομίσθαι ἡμῶς τὴν πατρίδα καὶ κατεληλ[υ] |(25)θῆναι μετὰ τέκνων καὶ γυναικῶν —. Je n'ai conservé de ce texte, bien établi dans toutes ses parties, que ce qui peut donner matière à une interprétation utile pour cette étude et ce qui sert de base aux raisonnements qui suivent. — Je perçois certains défauts de ma traduction. Mais ils portent sur des détails qui n'ont pas, ici, grande importance.

2. Assurément, les citoyens d'Oropos présents à Corinthe ne pouvaient pas dans l'intervalle rentrer dans leur patrie, puisque celle-ci (l. 21) était aux mains des Athéniens qui les avaient exilés (l. 24). Il était donc naturel qu'ils demeurassent dans le Péloponnèse. Cependant leur attente n'a pas pu être très longue : Hiéron les a tous reçus, dit le décret, ll. 15-16, « à son propre foyer » ; si le séjour n'avait pas été bref, le décret le mentionnerait pour rendre encore plus sensible la grandeur du service rendu par Hiéron. Cf. aussi ci-dessous, p. 31 et n. 1. — Incidemment, je ferai remarquer que, malgré H. Swoboda, *SB Wien*, 1924, t. 199, 2, p. 16, n. 1 (Oropos est évidemment un *lapsus*), et W. Kolbe, *Das griechische Bundesbürgerrecht der hellenistischen Zeit* (*Zeitsch. d. Sav.-Stift. für Rechtsgesch. Rom. Abt.*, t. XLIX, 1929, pp. 129-154), p. 147, rien n'indique dans ce texte que l'attente ait

maigreur des renseignements qu'elles apportent donnent à ceux-ci un intérêt exceptionnel. Ils sont précieux à cause de leur certitude et ils permettent d'apercevoir, tout en prenant contact avec le problème, les principaux aspects sous lesquels il convient de l'envisager.

Un point doit, tout d'abord, être considéré comme acquis, grâce à l'inscription qui donne le texte du décret d'Oropos : c'est que la Confédération achaïenne possédait au moins deux organes délibérants distincts, la *synodos* et la *synklètos*. Mais ce qu'il importe surtout de relever, — puisqu'on a parfois méconnu cette évidence incontestable¹, — c'est que les deux inscriptions font connaître, en même temps que l'existence de ces deux assemblées, leurs noms officiels. *Synodos* et *synklètos* ne sont pas des appellations approximatives, empruntées au langage courant et, par conséquent, susceptibles d'un sens imprécis, mais des termes légaux et techniques. Leur emploi dans ces textes épigraphiques s'oppose à toute autre interprétation.

Sur les différences entre ces deux assemblées, l'inscription d'Oropos — la seule qui soit vraiment intéressante — projette au moins quelques lueurs.

Pourquoi la *synodos* de Corinthe n'a-t-elle pas pris elle-même une décision sur la demande des gens d'Oropos? Pourquoi, bien que cette demande ait été introduite devant elle, s'est-elle dessaisie, en faveur d'une *synklètos*, du soin d'y apporter une réponse définitive? A ces questions, on pourrait être tenté de répondre en invoquant des raisons accidentelles, l'opportunité du lieu et du moment, les circonstances matérielles et humaines, ce qui reviendrait, en bref, à

eu lieu dans une maison que Hiéron d'Aigéira aurait possédée à Argos. Hiéron a fort bien pu amener à Aigéira ses amis, les hospitaliser et repartir avec eux pour Argos.

1. Cf. plus loin, pp. 35 sq. et n. 3. Les deux premières lignes de Niccolini, p. 216, sont à cet égard bien significatives (*La Confederazione Achea aveva due corpi deliberanti, ... la bule e l'ecclesia*), surtout quand on remarque qu'apparaissent seulement à la p. 217, et entourés de réserves, les mots *synodos* et *synklètos*. Pour Caspari aussi, les deux termes officiels sont *boulè* et *ekklesia* (p. 214, n. 23 : *ekklesia* est le « mot-clef »). C'est renverser du tout au tout les données du problème et on cherche vainement pourquoi les inscriptions, seuls textes d'origine officielle, n'utilisent pas ces mots de *boulè* et d'*ekklesia* auxquels on attribue ainsi une valeur hors de pair. Lipsius est extrêmement gêné, p. 169 et n. 3, parce qu'il n'aperçoit pas le caractère technique et officiel du mot *synodos* : une hypothèse de W. Dittenberger (cf. *supra*, p. 25, n. 4) lui semble plus probante que deux inscriptions et il cherche à se raccrocher de son mieux au mot *agora* ; mais celui-ci n'est donné par aucun texte épigraphique. Larsen, p. 338, n. 1, utilise l'inscription IG², t. IV, 1, n° 68 (qui n'a pas le moindre rapport avec les institutions achaïennes), pour conclure que *synodos* désigne la session d'un corps dont le nom officiel est *boulè* ; pp. 340-341, il admet-

avouer notre ignorance¹. Mais, en tout état de cause, une explication logique apparaîtra préférable.

A première vue, il en est deux possibles. Ou bien la synodos de Corinthe agit, à l'égard de la synklëtös d'Argos, comme une boulë à l'égard de l'assemblée populaire : elle étudie la question et la transmet, sans doute avec un projet de décret, à la synklëtös, assemblée souveraine². Ou bien la synodos, assemblée délibérante elle aussi et non plus simple boulë consultative, respecte les droits de l'autre assemblée, la synklëtös, à qui la loi réserve une compétence particulière, et lui renvoie une affaire qui la concerne seule³. De ces deux interprétations, un examen rapide oblige à écarter la première et à adopter la seconde.

Ce qui doit servir de pierre de touche entre elles, c'est, évidem-

trait à la rigueur que *synodos* désignât la réunion de l'assemblée primaire qu'est la synklëtös ; mais rien de tout cela ne me paraît pouvoir s'accorder avec l'inscription d'Oropos.

1. On voudra bien, toutefois, convenir que ces raisons accidentelles ne s'imaginent pas très aisément. Il faut, en effet, noter que la synodos a déjà procédé à un premier débat, où Hiéron a pris la parole, et qu'elle s'est arrêtée à une résolution favorable aux gens d'Oropos (ll. 8-10 ; cf. plus loin, p. 31 et n. 1). Le temps ne lui manquait donc pas, ni le désir d'être agréable aux solliciteurs : l'ajournement du débat n'équivalait nullement à une fin de non-recevoir. Dans ces conditions, je n'aperçois guère qu'une seule explication qui puisse, à la rigueur, être satisfaisante : l'absence du quorum réglementaire pour prendre une décision définitive. Certes, l'obligation d'un quorum ne serait pas invraisemblable : elle a existé, non seulement à Athènes pour les décisions ἐπ'ἀνδρῶν — qu'on accepte, au sujet des 6.000 voix nécessaires, l'explication de Plutarque ou celle de Philochoros (cf. Busolt-Swoboda, t. II, p. 885, n. 2), il s'agit toujours d'un quorum —, mais aussi dans bien d'autres Etats (cf. Busolt, p. 446 et n. 3), même dans une organisation collective comme celle que créa en 303/302 Démétrios Poliorkëtès (cf. l'inscription d'Epidauros qui, sous sa forme complète, est publiée dans *IG*², t. IV, 1, n° 68 : III, ll. 19-20). Mais jamais, dans aucun texte ni à aucun moment, rien ne permet de supposer qu'un quorum ait été nécessaire dans aucune assemblée achaïenne : le raisonnement de W. Schwahn, col. 1255, ll. 30-31, fondé sur l'analogie avec l'inscription d'Epidauros dont lui-même, col. 1121, sait bien qu'elle ne s'applique nullement à la Confédération achaïenne, est absolument fantaisiste. Aussi ne saurait-on retenir ici l'explication, théoriquement possible, par l'absence du quorum nécessaire à une délibération valable.

2. C'est ce qui se produirait dans un Etat grec de constitution démocratique. — Cette explication est couramment présentée : Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, pp. 233-234 ; Hermann-Swoboda, p. 395, n. 5 ; Niccolini, p. 234, n. 8 (selon qui la synodos « prend en considération » la demande) ; Busolt-Swoboda, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555) ; Schwahn, coll. 1252, ll. 21-23, et 1253, ll. 19-20 ; Kahrstedt, col. 1415. Elle est toute naturelle pour ces auteurs qui voient tous dans la synodos une boulë : cf. plus loin, pp. 49, 62 sqq. et 217 sqq. Niccolini, *loc. cit.*, en fait même un « cas typique ».

3. Cette explication qui, comme on va le voir, se suffit à elle-même, est ordinairement combinée avec l'explication précédente ; car même ceux qui font de la synodos une boulë doivent reconnaître qu'elle prend parfois des décisions définitives. — Sur l'explication, certainement fautive, qui est donnée dans *Sylloge*³, t. II, p. 259, n. 6, cf. *infra*, p. 218, n. 2, et p. 219, n. 5.

ment, la nature du débat qui se déroule à Corinthe devant la synodos. Est-il approfondi et complet, jusqu'au décret définitif exclusivement ? Alors la synodos procède à une étude préparatoire sérieuse et aboutit à un *probouleuma*¹ : elle est une *boulè*. Est-il, au contraire, sommaire et rapide ? Alors la synodos se borne à constater son incompétence. Ainsi posée, l'alternative ne peut pas être durable. Car la condition première d'un débat approfondi dans une affaire de cette nature est qu'il sera contradictoire : on ne peut pas s'en tenir à l'audition d'une des parties ; il faut donner la parole à la partie adverse, en l'espèce les Athéniens². Or, le décret, sur ce point, semble net : le débat n'est contradictoire, les adversaires des citoyens d'Oropos n'exposent leurs arguments que devant la *synklêtos* d'Argos³. En effet, si les Athéniens assistent à la synodos de Corinthe et y prennent la parole, pourquoi Hiéron d'Aigéira qui, à la *synklêtos* d'Argos, va se charger de leur répondre⁴, laisse-t-il alors ce soin à un autre⁵ ? Et, s'il riposte dès ce premier débat, pourquoi le décret, qui ne craint pourtant pas les *redites*⁶, néglige-t-il de le signaler en bonne place ?

En vérité, tout devient clair si la synodos de Corinthe délibère seulement, dans l'ensemble, sur la procédure à suivre. L'assemblée se borne à reconnaître que l'affaire qui lui est soumise n'est pas de son ressort et, en provoquant⁷ la réunion d'une *synklêtos* à une date rapprochée, à permettre qu'elle soit rapidement tranchée. Sans doute, on y aborde le fond de la question et Hiéron peut plaider, mais sommairement⁸, la cause des demandeurs. C'est qu'un débat de

1. On ne peut pas concevoir un *probouleuma* sans cette étude préparatoire complète : c'est ce que n'ont pas aperçu les auteurs cités plus haut, p. 29, n. 2, dont plusieurs parlent expressément — malgré le silence du décret — d'un *probouleuma* adopté par la synodos de Corinthe.

2. On peut négliger ici ces autres ambassadeurs qui, selon le décret (l. 19), se montrèrent également hostiles aux demandeurs : ils étaient évidemment délégués par les Oropiens demeurés dans leur patrie et qui s'étaient entendus avec les Athéniens.

3. Dira-t-on que les Athéniens n'ont pas pu députer auprès de la synodos de Corinthe parce qu'ils ignoraient que les gens d'Oropos iraient solliciter l'aide achaienne ? Et que, prévenus seulement au cours de l'intervalle qui sépara les deux assemblées, ils s'empressèrent d'envoyer alors une contre-ambassade ? Mais les Athéniens n'étaient pas assez naïfs pour ne pas soupçonner que leurs victimes allaient tenter des démarches auprès d'Etats étrangers ; ils devaient, par conséquent, s'informer de leurs déplacements et les suivre, en quelque sorte, à la trace.

4. Ll. 18-19.

5. Ce serait la seule hypothèse qui rendrait compte du silence du décret.

6. Cf. ll. 11 et 22 ; 15 et 23 ; etc...

7. Sur la portée exacte du décret, cf. plus loin, p. 219, n. 5 et pp. 319 sqq.

8. L'argumentation de Hiéron est plus complète devant la *synklêtos* d'Argos que devant la synodos de Corinthe : cf. ll. 8-12 et 18-22. Dira-t-on que le décret abrège et qu'on ne doit rien conclure de son silence ? Mais on remarquera qu'il fait,

procédure ne se déroule pas dans l'abstrait, en négligeant entièrement le cas précis qui en est l'occasion, et que, dans une assemblée quelle qu'elle soit, il est impossible d'empêcher une discussion de s'égarer. Au surplus, faire convoquer la synklêtos à plus ou moins brève échéance est, pour la synodos, un moyen indirect d'indiquer ses préférences¹ ; elle est ainsi mise, par la force des choses, dans l'obligation de choisir et il est tout naturel que les orateurs manifestent leurs sympathies en tentant d'éclairer son choix². Mais le véritable débat sur le fond, contradictoire cette fois, ne s'engage qu'à Argos, devant la synklêtos seule compétente pour lui donner une conclusion.

Aussi faut-il admettre qu'une question de l'ordre de celle qui intéressait Oropos, l'aide plus ou moins armée à un État étranger contre un tiers, relevait de la seule synklêtos³. La loi réservait à cette assemblée un domaine exclusif. Une première différence entre les deux types d'assemblées se trouve ainsi précisée. Mais jusqu'où s'étendait la compétence spécialisée de la synklêtos ? La synodos de son côté, possédait-elle également un domaine qui lui fût propre ? Existait-il un véritable partage de la souveraineté entre les deux assemblées⁴ ? Le décret d'Oropos oblige à poser ces questions ; il ne permet pas de les résoudre.

Il oriente aussi les recherches dans d'autres directions, sans fournir davantage le moyen de les pousser jusqu'à leur terme.

Il est clair, par exemple, que synodos et synklêtos ne peuvent pas avoir eu une composition identique. Le principe même d'une compétence particulière de la synklêtos l'implique nécessairement et la procédure suivie lors de cette démarche des gens d'Oropos apporte précisément les éléments d'une démonstration « par l'absurde » de cette déduction logique. En effet, les Achaïens réunis en synodos à Corinthe

dans les deux cas, mention du même argument et dans les mêmes termes : ll. 11 et 22. Pourquoi ne parlerait-il pas, à propos du débat de Corinthe, de l'asservissement d'une ville grecque (l. 21) si Hiéron y avait présenté cet argument ?

1. C'est certainement ainsi qu'il faut interpréter les ll. 8-9 de l'inscription. La mesure favorable à Oropos et au sanctuaire de l'Amphiaraiion prise par les Achaïens à l'instigation de Hiéron est le choix d'une date rapprochée pour la réunion de la synklêtos. Ce n'est donc pas, comme on le croit et le dit d'ordinaire, l'adoption d'un probouleuma ou projet de décret que la synklêtos se bornera à adopter définitivement.

2. On doit ici se souvenir que, devant la Chambre des députés française, la plupart des interpellations sont en fait discutées au cours de débats qui portent en théorie seulement sur la date à laquelle l'interpellation devra être développée. Les orateurs ne se font, bien entendu, pas faute d'aborder le fond.

3. C'est ce qu'on démontrera plus amplement *infra*, pp. 189 sqq. C'est, d'ailleurs, ce qui n'est contesté par personne.

4. Cf. plus loin, pp. 192 sqq.

auraient pris immédiatement la décision définitive, s'ils avaient dû, en la renvoyant à une synklêtos, se retrouver à Argos aussi nombreux et inchangés, sans autre modification que celui du nom officiel de leur réunion. A moins de leur prêter, sans l'ombre d'un motif, un respect quelque peu ridicule de la forme légale, qui n'aurait en l'espèce abouti qu'à leur imposer un second déplacement absorbant et coûteux, il faut bien admettre que la synklêtos d'Argos ne réunit pas, et qu'on savait à l'avance qu'elle ne réunirait pas, la même assistance que la synodos de Corinthe. Et ce n'était pas là un cas particulier, dû à des circonstances exceptionnelles, mais bien une situation absolument normale. Car, s'il en avait été autrement, la loi n'aurait pas cherché à sauvegarder les droits de la synklêtos en lui taillant un domaine réservé. Mais cette différence dans la composition respective des deux assemblées est-elle à la fois théorique et pratique, le droit d'accès à chacune d'elles dépendant de conditions particulières ? Ou bien n'est-ce qu'une distinction pratique, née de l'attirance plus forte exercée sur les citoyens par une synklêtos seule souveraine pour trancher les affaires graves¹ ? Sur ce point, qui est capital, l'inscription d'Oropos, si attentivement qu'on la scrute, n'autorise pas à faire un choix entre des explications contradictoires². La question, nettement posée par elle, demeure ouverte³.

1. Accorder une aide pouvant aller jusqu'à l'aide militaire à un Etat étranger est évidemment une affaire grave. Les autres grandes affaires extérieures relevaient aussi, théoriquement, de la seule compétence de la synklêtos : cf. *infra*, p. 199 et n. 1.

2. Ce choix sera fait plus loin, pp. 42 sqq.

3. Une remarque incidente, qui se rattache aisément au développement qui précède, suffit à ruiner tout le système échafaudé par Caspari. M. Cary, *A history of the Greek world from 323 to 146 B. C.*, pp. 285 sq., semble — son exposé est trop court et général pour qu'on se croie en droit de l'affirmer catégoriquement — avoir adopté très imprudemment les conclusions essentielles de Caspari et se trouver, ainsi, atteint du même coup. Pour Caspari, selon qu'elle était réunie en session ordinaire ou en session extraordinaire, la synodos avait une composition différente ; dans le premier cas, en session ordinaire (deux fois par an), elle avait une composition identique à celle de la synklêtos. Mais il serait alors impossible que les deux inscriptions d'Olympie et d'Oropos n'eussent pas précisé de quelle synodos, régulière ou extraordinaire, elles voulaient parler : on pourrait supposer que la lacune qui, dans l'inscription d'Olympie, s'ouvre après le mot *synodos* contenait cette précision ; mais il n'y a pas de lacune dans l'inscription d'Oropos. On n'évite cet obstacle qu'en se heurtant à un autre. Si on pense que les Achaïens ne possédaient pas de noms différents pour désigner ces deux catégories de synodoi (ce qui justifierait l'imprécision des deux inscriptions), on attribue au vocabulaire officiel des Achaïens tantôt une pauvreté et tantôt une richesse également invraisemblables : ils auraient éprouvé le besoin de créer le mot *synklêtos* pour désigner une assemblée qui ne se distinguait de la synodos normale que par son caractère extraordinaire ; mais ils auraient pu confondre sous la même appellation de *synodos* deux assemblées qui s'opposaient aussi bien par le caractère régulier ou extraordinaire de leurs sessions que par leur composition. L'hypothèse de Caspari est donc inadmissible. — A vrai dire, ce dont on s'avouera surpris,

Ce n'est pas tout. La synklêtos qui se tient à Argos n'est pas une assemblée régulière, prévue à l'avance, réunie à une date fixée par la loi selon un calendrier préétabli. C'est une assemblée extraordinaire, hors série, convoquée en raison des seules circonstances. Au contraire, on acquiert, à lire l'inscription d'Oropos, sinon la certitude, du moins l'impression très vive que la synodos de Corinthe s'est tenue dans de tout autres conditions. Ce n'est pas, en effet, par hasard que les gens d'Oropos se présentent devant elle ; ils semblent gagner le Péloponnèse à coup sûr. Le décret qui énumère les moindres services rendus par Hiéron d'Aigéira¹ ne mentionne ni ne laisse à aucun moment supposer qu'il ait, au préalable, informé ses amis de l'ouverture prochaine d'une session de la synodos. C'est qu'une telle précaution aurait probablement été superflue. On devait savoir à Oropos² que la synodos achaïenne se rassemblerait, non pas sans doute précisément à tel jour, du moins vers telle époque. Tout se passe donc

c'est moins de l'erreur qu'il a ainsi commise que de l'origine de cette erreur. Tout le mal provient, en effet, de ce que Caspari ignore les deux inscriptions d'Olympie et d'Oropos. A moins qu'il n'ait voulu tenir et tenu l'invraisemblable gageure d'entreprendre une étude sur les assemblées achaïennes sans citer une seule fois ces inscriptions... Elles étaient cependant connues depuis longtemps lorsqu'il écrivait, c'est-à-dire en 1914. Le fragment intéressant (b) de l'inscription d'Olympie avait été publié pour la première fois par W. Dittenberger dans *Arch. Zeit.*, 1879, t. XXXVII, p. 131, n° 260, puis, avec les fragments voisins, en 1896, dans les *IvO*, n° 46. Quant à l'inscription d'Oropos, publiée par Leonardos dans *Ἐφ. Ἀρχ.*, 1885, coll. 99 sqq., n° 2, elle avait été reproduite partiellement par U. von Wilamovitz-Moellendorf, *Oropos und die Graer* (*Hermes*, 1886, t. XXI, pp. 91-115), p. 102 (n. 3 de la p. 101), puis à nouveau entièrement par P. Foucart, *BCH*, 1886, t. X, pp. 458 sq., par W. Dittenberger en 1892 dans le t. VII des *IG*, n° 411, puis en 1898 dans la *Sylloge*², t. I, n° 308, enfin par Ch. Michel, *Rec. d'inscr. gr.*, n° 205. Elle avait été, d'autre part, largement utilisée par G. Colin, *Rome et la Grèce* (1905), pp. 505 sqq., pour établir les faits dans le conflit d'Oropos. Lipsius, p. 169 (1898), Beloch, *Gr. Gesch.*¹, t. III, 2, pp. 185 sq. (1904), H. Francotte, *Polis*, p. 233 (1907), Hermann⁶-Swoboda, p. 388, n. 3 (1913), — et je n'épuise certainement pas la liste qui pourrait être dressée — la citaient au cours de leurs recherches sur les assemblées achaïennes. Cependant Caspari, en 1914, ne connaît pas ces deux inscriptions. C'est que, s'il utilise, p. 210, nn. 2 et 4, la 2^e éd. de la *Sylloge* pour l'Akarnanie et l'Arcadie, il en est encore, en ce qui concerne la Confédération achaïenne, à la 1^{re} éd. de ce recueil. Il est facile de le prouver ; l'inscription n° 182, qu'il invoque p. 219, ne porte ce numéro que dans la *Sylloge*¹ (1883) ; elle a le n° 236 dans la *Sylloge*² (1898). Le malheur est que l'inscription d'Olympie ni celle d'Oropos n'avaient trouvé place dans la *Sylloge*¹ : en effet, celle d'Olympie était réduite, en 1883, à un fragment infime et celle d'Oropos n'était pas encore connue. Des aventures de ce genre montrent bien quel prix il faut attacher aux sources épigraphiques : Larsen, p. 341, n. 2, est-il trop ironique en parlant du *Caspari's candid and illuminating article*... ?

1. Notamment, ll. 17-18, un sacrifice (négligé dans la traduction, plus haut, p. 27) à Zeus Soter accompli par Hiéron à l'intention de ses amis.

2. Et, naturellement, d'une façon plus générale, dans tous les Etats grecs qui entretenaient avec la Confédération achaïenne des relations à peu près suivies.

comme si la synodos tenait à Corinthe une session régulière et prévue. A la synklêtos, assemblée extraordinaire, semble ici s'opposer la synodos, assemblée périodique. Mais tout cela n'est nullement décisif. Rien n'autorise à passer de ce cas particulier, peut-être très spécial, à une règle de valeur générale. Rien ne prouve que les sessions de la synklêtos fussent toujours exceptionnelles, ni que toutes les sessions de la synodos fussent fixées par la loi à des dates précises ou approximatives ¹.

Les renseignements fournis par l'inscription sont, de même, insuffisants en ce qui concerne l'ordre du jour de la synodos et de la synklêtos. Sur celui de la synodos, elle n'enseigne rien : il se peut, en effet, que l'arrivée prochaine des ambassadeurs d'Oropos ait été connue des Achaïens et leur audition prévue au programme des séances ; mais le contraire est également possible. Un peu de clarté existe pour la synklêtos, car il est formellement attesté que celle-ci fut convoquée à Argos « pour cette affaire » ². Il serait excessif d'en conclure que son ordre du jour était à l'avance strictement limité. Il est, du moins, certain que la demande d'Oropos en constituait l'article essentiel et qu'il fut porté à la connaissance de tous les intéressés en même temps que la convocation elle-même. Mais, si les choses se sont alors passées ainsi, rien ne prouve qu'elles se passaient ni qu'elles devaient se passer toujours de la même sorte ³.

Ainsi, les textes épigraphiques fournissent de façon sûre les noms officiels de deux assemblées achiennes ; ils précisent que l'une d'elles avait une compétence spécialisée ; ils permettent d'affirmer qu'elles étaient composées de façon différente. Résultats importants et inespérés, étant donné le petit nombre de ces textes et leur sécheresse. Résultats très insuffisants encore en comparaison des questions qu'ils soulèvent : composition légale et composition pratique de ces assemblées ; périodicité ou caractère régulier de leurs sessions ; compétence de chacune d'elles ; fixation de leur ordre du jour. Et il suffit d'élargir cette dernière question, de consentir à ne voir dans l'ordre du jour que ce qu'il est en réalité : un des détails du fonctionnement d'une assemblée. On est alors amené à envisager l'ensemble de ce qu'on pourrait appeler le « règlement » de la synodos et de la synklêtos. Ainsi, grâce à l'inscription d'Oropos, les principales direc-

1. Cette question sera traitée plus loin, pp. 143 sqq. et 233 sqq.

2. L. 13 : συναγαγεῖν σύγκλητον ἐν Ἀργεὶ περὶ τούτων...

3. Cf. l'étude de cet aspect du problème, *infra*, pp. 347 sqq.

tions où les recherches doivent s'engager s'aperçoivent. Le problème est désormais dégrossi. C'est à l'aide des sources littéraires qu'il convient maintenant de le serrer de plus près.

L'emploi des textes littéraires soulève, dès l'abord, une difficulté d'ordre pratique : comment, dans ces textes, distinguer une *synodos* d'une *synklêtos* ? Pour y parvenir, l'adoption d'un critère est indispensable. Il peut être insuffisant pour le moment, ne pas permettre de trancher tous les cas d'espèce, même les plus importants. Aussi bien, chaque pas fait en avant dans ces recherches permettra de l'améliorer¹. Mais on ne saurait se dispenser d'en adopter un, aussi décisif que possible : sans l'avoir au préalable précisé et justifié, toute tentative pour interpréter le récit qui nous est transmis d'une assemblée achaienne quelconque demeurerait vaine. Ce critère existe, heureusement, et sa certitude ne peut faire aucun doute, bien qu'on se soit parfois, au moins indirectement, refusé à l'accepter². Il peut s'énoncer en ces termes : toute assemblée achaienne appelée par Polybe *synodos* ou *synklêtos* doit être rangée dans celle des deux grandes catégories d'assemblées dont elle porte le nom.

C'est à propos du mot *synodos* qu'on risquerait de rencontrer une objection chez plusieurs critiques. Ils hésitent, en effet, à croire que Polybe ait toujours entendu lui donner son sens officiel et technique³.

1. Cf. plus loin pp. 141, 313.

2. A vrai dire, le refus n'a jamais porté que sur le mot *synodos* : cf. la n. suivante. Mais, si on condamne *synodos*, on voit mal pourquoi on innocenterait *synklêtos*.

3. W. W. Tarn. *CAH*, t. VII, p. 737, se borne à suggérer : *he [Polybius] may not always use synodos in its technical senses*. Cette réserve, qui va bien, p. 738, jusqu'à croire Polybe capable d'avoir appelé *synodos* une *synklêtos*, s'accompagne d'une autre accusation inadmissible qui a déjà été réfutée plus haut, p. 12 et n. 3. D'autres critiques sont beaucoup plus affirmatifs que Tarn : ainsi Klatt, *Chr. Beitr.*, pp. 26 sqq. et surtout 28, ou Niccolini, pp. 217-221. Celui-ci pense, p. 217, que *non sempre questi [due termini, sinodo e sinclêto] troviamo usati col dovuto rigore* et, s'il fait grâce ensuite pour *synklêtos* (cf. plus loin, p. 36, n. 4), il conclut, p. 221, *che la parola sinodo non abbia sempre nel testo polibiano valore di designazione specifica*. Les arguments qu'il invoque, pp. 220-221, ne résistent pas à l'examen. En Pol., II, 39, 6, il s'agit de cités de Grande-Grèce et non de la Confédération achaienne : Polybe n'était donc pas tenu à la même exactitude. Qui prouve, d'ailleurs, que ces cités de Grande-Grèce, en empruntant aux Achaïens l'institution des *synodoi*, leur empruntaient aussi celle des *synklêtoi* ? Si Polybe désigne leurs assemblées sous le nom générique de *synodoi*, il se peut que toutes ces assemblées aient effectivement été des *synodoi*. Enfin, à l'époque de cet emprunt (pour la date, cf. *Mél. Navarre*, p. 454, n. 2), rien ne prouve non plus que le koinon achaien connût lui-même les deux catégories d'assemblées : le contraire est infiniment probable ; dès lors, les cités de Grande-Grèce n'ont pu lui en emprunter qu'une, c'est-à-dire celle des *synodoi*, la plus ancienne (cf. *infra*, pp. 411 sqq.). Quant à l'offre d'Euménès dont Niccolini s'empare également, la restriction qu'elle implique trouve aisément son explication (cf. plus loin p. 148, n. 2), toute différente

Si cette hésitation était justifiée, toute étude sur les assemblées achaiennes serait pratiquement impossible, car les matériaux sûrs, donc utilisables, se réduiraient à un nombre infime. Il n'en est rien. Assurément, Polybe se sert d'un vocabulaire imprécis; il éprouve une prédilection certaine pour les expressions passe-partout et approximatives: ce défaut a été marqué, dans certaines des pages qui précèdent, plus fortement qu'il ne l'a jamais été encore¹. Mais le défaut qu'on prétend lui imputer est tout différent. *Synodos* n'est pas un mot passe-partout; l'employer pour désigner une synklêtos reviendrait à lui donner un sens absolument contraire à son sens véritable. Les textes épigraphiques montrent qu'officiellement les deux mots et les deux choses s'opposent. Il est impossible que Polybe, homme politique achaien, ait perdu de vue un seul instant, quelle que fût sa négligence, cette différence fondamentale². Ce faisant, il se serait rendu coupable, non plus d'une simple impropiété de langage, mais d'une erreur caractérisée et grossière, dont on ne peut l'accuser sans des preuves irréfutables qui n'existent nulle part. Il faut donc admettre qu'une *synodos* achaienne est toujours, dans son texte, une assemblée qui mérite officiellement ce nom. Tous les récits qui contiennent ce mot — et ils sont assez nombreux — peuvent être, sans crainte, utilisés comme bases solides de discussion³.

L'emploi que fait Polybe du mot *synklêtos* n'a pas suscité de semblables soupçons⁴. Au surplus, dans tout ce qui nous est parvenu de

de celle qu'il propose. Mais le plus singulier demeure (cf. plus haut, p. 28, n. 1) que cette « valeur de désignation spécifique » qu'il dénie au mot *synodos* chez Polybe, Niccolini la reconnaisse au mot *boulè*, sauf toutefois une exception qu'il s'empresse de mettre, p. 220, au compte de l'*exceptor*, ce qui est un procédé bien commode (cf. *supra*, p. 14, n. 2 et *infra*, n. 3). Il écrit, en effet, p. 219, qu'en employant le mot *boulè* Polybe *si esprime sempre con esattezza*. En réalité, s'il faut, pour désigner celui que Polybe a pu prendre dans un sens vague et peut-être inexact, choisir entre les deux mots *boulè*, dont rien ne montre qu'il ait appartenu au vocabulaire officiel achaien, et *synodos*, utilisé par deux textes épigraphiques, donc officiels, le choix ne peut pas être un seul instant douteux; mais ce n'est pas celui qu'a fait Niccolini.

1. Cf. plus haut, pp. 9 sqq.

2. Le principe est bien formulé par Niccolini, p. 217, mais toujours à contresens, en songeant à des termes qui n'ont rien d'officiel: *boulè* et *ekklèsia*.

3. Polybe ainsi lavé de tout soupçon pour l'emploi du mot *synodos*, reste l'*exceptor* qui a parfois été accusé d'erreurs de copie (cf. par exemple plus loin, p. 77, n. 6). Caspari répond à l'une de ces accusations, p. 214, n. 23, que l'*exceptor* n'a pas pu mal copier un « mot-clef ». L'objection est très faible: elle implique que l'*exceptor* — au ^xe siècle! — connaissait parfaitement les assemblées achaiennes et savait discerner les « mots-clefs ». Personne ne pourra l'admettre, quand on voit ce que Plutarque, Pausanias et *tutti quanti* ont fait de ces mêmes mots. Mais, sauf peut-être dans les phrases de « raccord » de ses fragments, l'*exceptor* paraît mériter confiance: cf. plus haut, p. 14, n. 2.

4. En principe, les soupçons de Niccolini, p. 217, sont les mêmes que pour le mot

son œuvre, une seule assemblée achaïenne est ainsi désignée et le contexte, assez circonstancié, ne permet aucune incertitude. En effet, le récit de Polybe ¹, en cet endroit, constitue comme une réplique, plus précise et, partant, plus précieuse encore, du cas qui nous est révélé par le décret d'Oropos. Au début de 168, des ambassadeurs égyptiens, comme quelques années plus tard les gens d'Oropos, viennent demander à une synodos réunie à Corinthe l'envoi de secours militaires ². On délibère sur cette demande et la majorité incline manifestement à accorder l'aide sollicitée. Aussi les partisans du refus ont-ils recours à un procédé dilatoire. Afin d'empêcher un vote immédiat, un de leurs chefs, Kallikratès, invoque une loi qui interdit de délibérer « sur une aide militaire dans une *agora* », c'est-à-dire évidemment dans une synodos. Grâce à cet argument, non pas de fond, mais de forme, ils obtiennent au moins un ajournement du débat qui ne peut être repris qu'un peu plus tard, à Sikyon, et cette fois devant une *synklêtos* ³. On le voit : toutes choses égales d'ailleurs ⁴, la procédure est identique à celle qui a été suivie au sujet de la demande d'aide, d'aide militaire sans doute aussi ⁵, présentée par les gens d'Oropos. Les deux textes s'étayent mutuellement. Le décret d'Oropos confirme l'exactitude du terme *synklêtos* employé par Polybe : n'est-il pas d'ailleurs évident qu'en de pareilles circonstances l'écrivain se trouvait obligé, malgré sa répugnance ⁶, à user du mot technique ? D'autre part, l'affaire de 168 appuie toutes les conclusions qui se dégagent de l'affaire d'Oropos ⁷. Bien plus, le récit de

synodos : cf. plus haut, p. 35, n. 3. Mais, p. 221, il renonce à ses réserves pour *synklêtos* qui ne se rencontre qu'une fois chez Polybe.

1. Pol., XXIX, 23-25.

2. Pol., XXIX, 23, 1 et 8. Sur la date, cf. *Mél. Glotz*, t. I, pp. 56-57 ; je reviendrai sur cette question chronologique, plus loin, p. 271.

3. Pol., XXIX, 23, 9-24, 6 (24, 6 pour le mot *synklêtos*). On aura bien souvent par la suite (pp. 44, 73 sqq., 147, 189 sqq.) l'occasion de reprendre ce récit. Peut-être, en effet, H. Francotte a-t-il raison de l'appeler (*Polis*, p. 231) « le passage capital sur la *synklêtos* ».

4. La grosse différence est que, dans cet incident de 168, le renvoi de l'affaire à une *synklêtos* résulte seulement de la rouerie procédurière du chef de la minorité ; dans l'affaire d'Oropos, du moins à notre connaissance et à en juger d'après le décret, personne n'eut besoin de rappeler la synodos à la légalité qu'elle respecta *sponte sua*.

5. Cf. plus haut, p. 26 et n. 3.

6. Cf. plus haut, pp. 9 sqq.

7. Le fait de la compétence spécialisée de la *synklêtos* est affirmé explicitement et ne dépend plus d'un raisonnement, si vraisemblable qu'il fût. La différence dans la composition des deux assemblées est également affirmée, sinon très clairement expliquée, par Polybe en XXIX, 24, 6 : cf. *infra*, pp. 44, 74 sq. et 147, pour les conclusions à tirer de sa phrase. Ce récit fournit enfin les mêmes indices que le décret d'Oropos quant au caractère régulier ou extraordinaire des sessions des deux assemblées et quant à la fixation de leur ordre du jour.

Polybe est, par bonheur, plus explicite que le texte de l'inscription. Il constitue donc une source de tout premier ordre et on sera plus d'une fois amené à s'y référer.

Ces observations établissent et justifient de façon décisive le critère précédemment énoncé. Il est malheureusement bien des cas auxquels ce critère est inapplicable et qu'il ne suffit pas à trancher.

Il existe, en effet, chez Polybe, un troisième groupe d'assemblées, dont l'importance numérique n'est nullement négligeable et dont l'intérêt est bien souvent considérable : c'est celui des assemblées que Polybe n'appelle ni *synodos* ni *synklêtos*, pour lesquelles il utilise des mots inconnus des inscriptions, ἐκκλησίαι ou βουλῆς, et dont il désigne l'assistance par οἱ Ἀχαιοί, οἱ πολλοί, τὸ πλῆθος, ὁ ὄχλος¹. En déterminer la nature apparaît très délicat.

Dira-t-on, comme on le fait souvent², que toute assemblée dont le contexte montre qu'elle est extraordinaire est une *synklêtos* et que toute assemblée régulière est une *synodos*? Rien ne peut, au moins au début des recherches et avant d'avoir contrôlé si c'est bien là la différence essentielle entre les deux types d'assemblées, justifier cette affirmation. Certes, l'inscription d'Oropos et le récit de Polybe sur l'incident de 168 font connaître deux cas de *synklêtoi* évidemment imprévus, convoqués pour trancher des affaires inattendues, par conséquent à des dates que la loi n'a pas fixées à l'avance. Mais il ne s'ensuit ni de l'un ni de l'autre cas que toutes les *synklêtoi* aient été ou aient dû être réunies de la même façon. Pour les *synodoi*, l'incertitude est encore plus grande; car il n'est même pas sûr que les deux *synodoi* réunies à Corinthe, l'une en 168, l'autre entre 155 et 149, soient des assemblées régulières. Assurément, Polybe parle, par ailleurs, de ἡ

1. Sur ces expressions, cf. *infra*, pp. 46; 67 sqq.; 77 sqq.; 148.

2. On reviendra plus loin, pp. 143 sqq., sur la question. — C'est évidemment l'opinion de tous ceux (p. 49, n. 3) qui pensent que la *synodos* est, au moins en théorie, une assemblée primaire tout autant que la *synklêtos*. En prêtant (*Mél. Glotz*, t. I, p. 58, n. 2) une opinion différente à Lipsius, j'ai commis une erreur d'interprétation. La véritable pensée, d'ailleurs obscure (Niccolini, p. 224, n. 3, s'y est trompé comme moi), de ce critique, p. 169, est que le mot *synodos* n'a peut-être pas toujours un sens très précis et peut désigner aussi une assemblée extraordinaire. Ce que j'appelle ici une *synodos*, il l'appelle, lui, *Agora* ou *regelmässige Synodos*; ses scrupules sur le sens exact du mot *synodos* sont, d'ailleurs, très excessifs, comme on l'a vu plus haut, p. 25, n. 4 *in fine*, et p. 28, n. 1. Lipsius fait donc bien aussi du caractère extraordinaire d'une assemblée le véritable critère auquel on peut reconnaître ce que je nomme une *synklêtos*. — De plus, et de façon très surprenante (cf. plus loin, pp. 122 sq. et 144 sq.), Beloch, *Gr. Gesch.* 2, t. IV, 2, pp. 231 sqq., Hermann⁶-Swoboda, pp. 391 sq., et Schwahn, coll. 1254 sq., acceptent également ce critère, de façon sinon formelle, du moins tacite. — C'est donc bien le procédé de discrimination le plus ordinairement utilisé.

δευτέρα σύνοδος¹, ἡ καθήκουσα ἐκ τῶν νόμων σύνοδος², d'où il ressort clairement que la loi obligeait à tenir dans l'année, à certaines dates, un certain nombre de synodoi. Mais rien ne prouve que la même assemblée ne pouvait pas être convoquée dans les intervalles de ses sessions ordinaires. On ne peut donc pas admettre, dès maintenant et sous sa forme absolue, le principe de la périodicité de toutes les synodoi et du caractère extraordinaire de toutes les synklètoi. Un certain nombre de critiques modernes n'hésitent pas, d'ailleurs, à s'inscrire en faux contre lui, tout en subissant inconsciemment son influence³, car il est devenu presque traditionnel.

Il serait beaucoup plus logique d'invoquer la compétence. Il est, en effet, permis d'élargir l'idée d'aide militaire, qui apparaît dans les deux cas indiscutables de synklètoi dont on dispose, et, en partant d'elle, d'arriver à l'idée, plus générale, de guerre dont elle n'est évidemment qu'une application particulière. Si, seule, la synklètos peut décider du secours que la Confédération fournira à un État étranger contre un tiers, elle doit être *a fortiori* seule compétente pour déclarer la guerre⁴. Ainsi, toute assemblée traitant de la guerre pourrait être considérée comme une synklètos⁵. Mais ce raisonnement serait très dangereux. L'existence d'une loi n'implique pas que cette loi soit toujours pratiquement appliquée et la loi qui réservait certaines affaires à la syn-

1. Pol., XXIII, 16, 12. On pourrait également songer à invoquer ἡ πρώτη ἀγορά de XXVIII, 7, 3 ; mais l'interprétation de cette expression n'est pas aussi certaine et je penche vers un sens différent : cf. plus loin, p. 273.

2. Pol. IV, 7, 1. Je n'invoque pas les passages où on trouve seulement ἡ καθήκουσα σύνοδος (IV, 14, 1 ; 26, 7 ; XXXVIII, 15, 1), parce qu'ils ne sont peut-être pas aussi nets.

3. Le cas le plus typique est celui de Busolt-Swoboda qui, p. 1557, affirme la possibilité de synodoi extraordinaires et qui, en considérant comme des synklètoi les assemblées mentionnées par Polybe en XXIII, 17, 5 (p. 1558 [n. 5 de la p. 1557] : cf. plus haut, p. 25, n. 4) et XXXVIII, 12, 2 sqq. (p. 1558 [n. 5 de la p. 1557] et p. 1559, n. 4 : cf. plus loin, pp. 122 sq.), raisonne évidemment comme si cette possibilité n'existait pas. On remarquera, d'ailleurs, qu'il ne cite non plus aucun exemple précis de synodos extraordinaire ; il se borne donc à affirmer une possibilité toute théorique. Seul (car l'explication de U. Kahrstedt est très différente), Niccolini, p. 224 et n. 3, ne craint pas de passer, très logiquement, à la pratique : cf. plus loin, pp. 144-145.

4. Ce raisonnement est ici suffisant, sans invoquer le texte précis Pol., XXII, 12, 6, sur lequel on reviendra plus loin, pp. 189 sqq.

5. C'est bien le critère qu'adopte Niccolini, à défaut du caractère extraordinaire qui (p. 224) ne lui paraît pas avoir été le monopole de la synklètos (cf. p. 219 : *questa decisione non poteva prendersi che in una sinclèto*). Il semblerait, d'ailleurs, devoir s'imposer quand on lit chez Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 234, après l'affirmation de la compétence réservée de la synklètos en matière militaire, les mots si formels *Gegeninstanzen gibt es nicht*.

klêtos n'a vraisemblablement pas été toujours respectée¹. L'incident de 168 révèle que les Achaïens négligeaient parfois de songer à elle : sans le rappel qu'en firent, au moment opportun, ceux qui voulaient s'opposer à la demande égyptienne, la synodos n'hésitait pas à trancher une affaire hors de sa compétence et ce n'est pas spontanément qu'elle s'en est dessaisie. Il est probable que des interventions de ce genre ne se sont pas toujours produites et que la synodos, impunément, s'est plus d'une fois permis d'empiéter sur le domaine réservé à la synklêtos². Ainsi, il serait excessif de se fier aux principes théoriques et de considérer comme un élément décisif de discrimination une loi de compétence, qui a existé, mais qui n'a pas pu manquer de subir bien des entorses dans la réalité quotidienne.

Au vrai, il n'est pas et il ne peut pas exister pour le moment de moyen sûr pour surmonter cette difficulté. Le meilleur ou, plutôt, le moins mauvais consiste à combiner les deux caractères d'irrégularité et de compétence spécialisée de la synklêtos. Chacun d'eux, en soi, est insuffisant. Jointes l'un à l'autre, ils ne sont pas sans force, car tous deux se rencontrent, et se rencontrent seuls, dans l'incident de 168 comme dans l'affaire d'Oropos. Il y a ainsi bien des chances pour que toute assemblée convoquée spécialement, en dehors d'une date fixée par la loi, pour discuter sur la guerre, c'est-à-dire pour décider aussi bien l'ouverture et la fin des hostilités que l'envoi d'une expédition militaire destinée à secourir un État étranger, soit une synklêtos. Mais on ne peut se faire d'illusions sur la portée pratique de cette règle. Elle est dépourvue de toute certitude, puisqu'elle se fonde seulement sur l'observation empirique, généralisée non sans hardiesse, de deux cas particuliers. Aussi ne sera-t-elle maniée qu'avec prudence, au moins

1. Ni Niccolini ni Beloch ne paraissent avoir songé à cette observation de bon sens, qu'impose cependant le récit de Polybe, XXIX, 23, 1-24, 6.

2. Contre cette opinion, on ne peut pas invoquer le cas sur lequel nous renseigne le décret d'Oropos, bien qu'alors la synodos, cependant favorable à la demande d'aide qui lui était présentée, paraisse avoir spontanément respecté le privilège de la synklêtos. En cette matière, comme dans toutes les choses humaines, la variété a dû être la règle : tantôt la synodos a observé la loi de son propre mouvement (comme sans doute dans l'affaire d'Oropos) ; tantôt elle y a été contrainte par un rappel à l'ordre venu de la minorité (comme dans l'affaire égyptienne) ; tantôt, sans paraître se soucier de la légalité momentanément oubliée, elle a pris immédiatement une décision définitive, négative (ainsi Pol., XXXIII, 16, texte qui a été bien compris, contre Lipsius, p. 171, par Francotte, *Polis*, p. 235, et Busolt-Swoboda, p. 1559, n. 4 : cf. plus loin, p. 219) ou favorable (comme, peut-être, dans certains cas qui seront étudiés *infra*, pp. 220 sqq., mais aussi, très probablement, dans bien des cas inconnus de nous). Il était fatal que, une assemblée étant réunie et examinant une affaire, on jugeât parfois inutile et même nuisible (à cause du retard provoqué) d'en convoquer une autre spécialement pour trancher cette affaire.

jusqu'au moment où elle aura pu être renforcée par un raisonnement solide ¹. De plus, elle est d'application restreinte : rares sont les assemblées dont le récit soit assez explicite pour qu'on puisse faire la preuve certaine qu'elles répondent à cette définition. La majeure partie des assemblées que Polybe a négligé d'identifier ² sont destinées à demeurer de nature indécise. Telle quelle, cette règle n'en est pas moins la seule qui puisse être provisoirement adoptée.

Quand le texte de notre meilleure source, Polybe, soulève de telles difficultés, que dire de celui de Tite-Live, pour ne pas parler des autres sources littéraires ? En fait, l'obscurité y est, non pas fréquente, mais constante ; car Tite-Live n'a pas de mot précis pour traduire *synodos* et *synklêtos*. Non seulement il ignore la différence qui existe entre ces deux types d'assemblées, mais très probablement il ne soupçonne même pas qu'une différence puisse exister. Aussi emploie-t-il indifféremment, pour l'un comme pour l'autre, des mots tels que *concilium* et *conventus* ³. L'unique procédé de discrimination possible est donc l'examen des circonstances dans lesquelles se réunit une assemblée et de l'objet de ses délibérations. Mais ce procédé demeure aussi peu satisfaisant qu'il l'est à l'égard du texte de Polybe. Il l'est même moins encore, car Tite-Live n'inspire pas la même confiance.

Il faut donc se hâter de découvrir une règle plus sûre ou de transformer cette règle provisoire et médiocre en une règle définitive qui pourra rendre des services réels. Dès lors, la première question à trancher est celle de la composition des deux catégories d'assemblées.

1. On verra plus loin, pp. 145 sqq., que toutes les assemblées ordinaires sont des synodoï, et toutes les assemblées extraordinaires des synklêtoï. Mais, avant que ce principe ait été établi, il n'aura été nécessaire de discuter que deux fois la nature d'une assemblée achaïenne (*infra*, pp. 68 sqq. et 126 sqq., au sujet de Pol., II, 46, 5-6, et XXXVIII, 12, 2 sqq.). Mais on ne croit pas avoir fait, ni dans l'un ni dans l'autre cas, un usage excessif de cette règle provisoire.

2. Ou qui ont été identifiées par lui dans telle ou telle phrase de son récit que l'*excerptor* a négligé et qui, ainsi, ne nous est pas parvenue.

3. A titre de simples exemples, on notera que *concilium* désigne une synodos en XXVIII, 7, 17, et une synklêtos en XXXII, 19, 6 ; XXXV, 48, 1 ; XXXVIII, 32, 3 — et que *conventus* désigne les synodoï en XXXVIII, 30, 2-3 (cf. *Mél. Glotz*, t. I, pp. 59-60 ; *infra*, p. 313, n. 1) et une synklêtos en XXXVIII, 30, 4 (si l'assemblée d'Argos est bien une synklêtos : cf. *Mél. Glotz*, t. I, pp. 70 sqq., et *infra*, p. 323, n. 6), et XLII, 6, 1. — Sans même parler du contresens certain fait par U. Kahrstedt (col. 1417, ll. 45 sqq. ; ll. 64 sqq.) sur le mot *concilium* en Liv., XXXVI, 35, 7 ; XXXVIII, 32, 1 ; XXXIX, 50, 9 (où il signifie « Confédération » et non « assemblée » : cf. *REA*, 1933, t. XXXV, p. 449 et n. 3), les références indiquées plus haut montrent clairement que, quoi qu'en dise Kahrstedt (col. 1416, l. 62), *concilium* n'est pas toujours, chez Tite-Live, l'équivalent de *synodos*.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA COMPOSITION DES ASSEMBLÉES

LA SYNKLËTOS ASSEMBLÉE PRIMAIRE. FRAGILITÉ DE L'OPINION COURANTE SUR LA COMPOSITION DE LA SYNODOS.

I. LA COMPOSITION DE LA SYNKLËTOS. — II. POUR LA PLUPART DES MODERNES, LA SYNODOS EST UNE ASSEMBLÉE DE DÉPUTÉS. — III. IMPORTANCE DE CETTE CONCEPTION POUR L'HISTOIRE DU RÉGIME REPRÉSENTATIF. — IV. EXAMEN ET RÉFUTATION DES ARGUMENTS INVOQUÉS.

La synodos et la synklëtos achaiennes n'avaient pas la même composition : c'est ce qui ressort du décret d'Oropos comme du récit de Polybe relatif à l'incident de 168. En quoi consistait cette différence, tel est le point qui doit être abordé en premier lieu.

La position actuelle du problème des assemblées achaiennes en fait une obligation. Parmi les diverses questions entre lesquelles ce problème peut se fragmenter, la composition des synodoi est celle qui a attiré et qui attire encore l'attention presque exclusive de la critique. Les hypothèses contradictoires qu'elle a fait naître ont été si souvent défendues et attaquées qu'on se trouve, dès l'abord, sommé de faire un choix entre elles ¹.

Aussi bien, la question est d'importance logique considérable. Tout se ramène, en effet, à une alternative qui peut se formuler ainsi : la différence dans la composition de la synodos et de la synklëtos est-elle une différence essentielle, une différence de nature ? ou bien une simple différence de degré ? En termes plus concrets, la synodos n'est-elle accessible qu'à des députés, tandis que la synklëtos l'est à tous les citoyens ² ? ou bien sont-elles l'une et l'autre des « assemblées pri-

1. Pour acquérir une vue d'ensemble des controverses soulevées par cette question et de la diversité des opinions émisees, cf. Busolt-Swoboda, p. 1555, n. 1, et Schwahn, coll. 1253 sq. Encore leur énumération demeure-t-elle incomplète. Comme le dit justement Schwahn, col. 1253, ll. 49-51, sur cette question *gibt es ungefähr so viel verschiedene Ansichten wie Forscher*.

2. La synklëtos, en effet, est, de façon sûre, une assemblée primaire. Il ne peut exister d'incertitude que pour la synodos. — Quand je parle ici de « tous les citoyens », je sous-entends, naturellement, « d'âge légal ».

maires » ouvertes à l'ensemble des citoyens ? Cette dernière hypothèse, qui semble les confondre, n'interdit cependant pas de les distinguer. En effet, les deux assemblées peuvent avoir été d'ordinaire inégalement fréquentées, l'une — la synklêtos — ayant toujours attiré une plus grande assistance ¹. Ainsi, leur composition légale étant identique, leur composition pratique n'en aurait pas moins été très différente. Toutefois, il n'y a plus entre elles, dans cette conception, qu'une nuance, et une nuance introduite non pas dès le principe par la loi, mais *a posteriori* par le fonctionnement des institutions. Il faut ainsi chercher ailleurs ce par quoi les deux assemblées s'opposent principalement, afin de découvrir ce qui a pu faire naître cette différence logiquement, et sans doute chronologiquement, secondaire ². Si, au contraire, la première hypothèse est exacte, si la synodos n'est pas une assemblée primaire, on ne saurait imaginer fossé plus profond ; évidemment distinctes dès le début, synodos et synklêtos ont toujours été en opposition naturelle et absolue ; les autres particularités ne constituent que des détails accessoires, dont aucun ne peut surprendre et dont on devine aisément qu'ils ont été seulement des conséquences. Donc le choix fait entre ces deux explications détermine le sens où il convient de rechercher à la fois la solution logique et la solution historique du problème des assemblées achaiennes. La question de leur composition respective mérite bien d'être traitée la première.

I

Pour la synklêtos, aucun doute n'est permis. C'est une assemblée primaire à laquelle peuvent assister tous les citoyens de trente ans révolus. Cette proposition est unanimement admise. Il ne sera, cependant, pas inutile de s'y arrêter un instant, car il est intéressant de

1. Cf. plus haut, p. 32 et n. 1.

2. Sans doute les auteurs de la loi pouvaient-ils prévoir, ont-ils prévu et même, si l'on veut, escompté ses conséquences pratiques, c'est-à-dire l'abstention, à l'égard des synodoi, de la grande masse des citoyens qui accepterait, au contraire, de se déplacer pour les synklêtoi. Toutefois, cette différence entre les deux assemblées n'a pu devenir régulière et constante qu'à la suite d'une évolution plus ou moins rapide. — Je me place ici dans l'hypothèse de la création simultanée, dès les débuts de la Confédération, des deux types d'assemblées. Mais ce n'est qu'un artifice pour ne pas compliquer inutilement l'exposé dès maintenant. En réalité, on verra plus loin, pp. 411 sqq., que la synklêtos en tant que telle, avec ses particularités qui l'opposent à la synodos, est une création postérieure ; les lois qui l'organisèrent étaient elles-mêmes le résultat de l'évolution des mœurs.

3. Sauf par Wahner, Dubois et Keil : cf. plus loin, p. 46, n. 5.

constater que le texte de Polybe qui sert à l'établir n'est pas rédigé d'une façon irréprochable. L'observation a sa valeur, au moins comme exemple caractéristique de l'impropriété du style et du langage de Polybe.

Dans son récit de l'incident de 168, Polybe précise qu'à la synklêtos de Sikyon, convoquée à la suite de la protestation de Kallikratès¹, « se réalisa la réunion... de tous ceux qui avaient dépassé trente ans² ». On s'aperçoit sans peine que ces mots ne traduisent exactement ni la réalité qu'ils devraient recouvrir ni la pensée de leur auteur. Ils affirment, et affirment uniquement, un fait : la présence de *tous* les Achaïens d'un certain âge à cette synklêtos. Or, ce fait est manifestement faux, puisqu'on doit supposer que beaucoup manquèrent à l'appel. Quand la Confédération achaienne s'étendait au Péloponnèse tout entier, il est invraisemblable que *tous* ses citoyens de plus de trente ans aient pu se trouver réunis, pour quelque occasion et dans quelque ville que ce fût. Cependant, Polybe ne dit pas autre chose. Son texte appelle donc nécessairement une interprétation. Et celle-ci n'est pas le moins du monde douteuse : le renseignement vaut, non pour le fait, mais pour le droit. Polybe veut évidemment dire qu'un grand nombre de citoyens se rendirent à la synklêtos de Sikyon, parmi ceux qui, étant âgés de plus de trente ans, avaient le droit d'y assister³.

L'expérience est concluante : elle montre clairement qu'un texte de

1. Cf. plus haut, p. 37.

2. Pol., XXIX, 24, 6 : συνέβαινε... συμπορεύεσθαι... πάντας τοὺς ἀπὸ τριάκοντ' ἐτῶν. Ma traduction accentuée peut-être un peu trop le sens des deux premiers mots de Polybe : cf. *infra*, p. 74. Ils ne peuvent cependant se comprendre autrement. J'ai cherché vainement l'équivalent français exact de ce qui n'est, chez Polybe, qu'une locution dédoublée d'usage courant et, disons-le, très mauvais style.

3. Les observations qui précèdent sur cette phrase de Polybe n'ont encore été présentées par personne. Dubois semble avoir été seul à vouloir s'apercevoir que, pris dans leur sens littéral, ces mots de Polybe n'expriment qu'un fait ; mais il se refuse à voir, ce qui est tout aussi manifeste, que ce fait est invraisemblable : cf. plus bas, p. 46, n. 5. D'ordinaire, on interprète directement cette phrase comme si elle affirmait le droit et non le fait seul : cf. Hermann⁶-Swoboda, p. 391 ; Niccolini, p. 216 ; Busolt-Swoboda, p. 1555 ; etc... Le procédé de ce dernier peut être pris comme exemple. Il écrit, p. 1555 : *Die Synkletos war... eine Urversammlung, an der alle über 30 Jahre alten Achaier mit Stimmrecht teilzunehmen berechtigt waren* ; or, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555), après avoir cité les textes, il conclut simplement : *die Synkletos [war] eine Versammlung aller über 30 Jahre alten Achaier*. Ces deux phrases n'expriment pas la même idée ; il manque évidemment un chaînon de l'une à l'autre ; ce chaînon ne peut être que le raisonnement qui a été formulé ici. Plus près du texte, mais plus loin de la réalité, sont ceux qui, comme Francotte, *Polis*, pp. 232 et 233, disent que « la synklêtos se compose de tous les citoyens qui ont dépassé trente ans » (cf. aussi Schwahn, col. 1252, ll. 14-15). Mais ce n'est là chez eux, doit-on croire, qu'expression défailante : on ne peut supposer qu'elle corresponde exactement à leur pensée.

Polybe ne mérite pas, du seul fait de sa signature, une entière et aveugle confiance et ne peut pas toujours être interprété à la lettre. Dégager la vérité qui se cachait sous cette formule maladroite était ici très aisé. Il existe malheureusement bien d'autres passages dont la correction se révèle beaucoup plus délicate, et parfois impossible, sans parler de ceux où, faute de moyen de contrôle, la nécessité d'une correction ne se laisse pas soupçonner.

Ainsi, tous les citoyens ayant dépassé l'âge de trente ans avaient accès aux séances de la synklëtös. Rien ne pouvait évidemment les obliger à s'y rendre et le nombre des assistants devait varier entre des limites très larges selon l'emplacement de la ville où siégeait l'assemblée ¹ et selon l'importance de l'affaire mise en délibération. Cependant, qu'on veuille bien admettre dès maintenant, à seule fin de soutenir l'imagination dans l'effort nécessaire à la résurrection de la vie, certains principes qui ne seront établis que dans la suite de cette étude : — la synklëtös est une assemblée extraordinaire assez peu fréquemment réunie en temps normal ² ; — la loi lui réserve les délibérations sur les grandes questions de politique extérieure ³ ; — son ordre du jour précis et limitatif est porté à l'avance à la connaissance des intéressés ⁴. On en conclura aisément que, sauf de très rares exceptions, l'assistance y devait être grande. Un auditoire de plusieurs milliers d'hommes devait répondre aux conditions normales. Auditoire mêlé de riches et de pauvres, sans considération de classes sociales. En effet, si les membres de la classe riche ou largement aisée, seuls capables de supporter les frais du déplacement ⁵, devaient dominer parmi les citoyens venus des

1. Mégalopolis, par exemple, ou Mantinée, à l'époque où la Confédération achaienne s'étendait au Péloponnèse tout entier, pouvaient attirer une assistance plus nombreuse, se trouvant au centre de la presqu'île, que Corinthe ou Messène, très excentriques. Toutefois, il faudrait aussi tenir compte de la densité de population selon les régions. — Bien d'autres facteurs devraient être également envisagés : la saison qui pouvait retenir les citoyens chez eux, soit à cause de la difficulté des déplacements hivernaux, soit à cause de l'urgence des travaux agricoles ; la proportion respective, dans telle ou telle région, de la population urbaine, plus intéressée à la politique, et de la population rurale, souvent indifférente (d'après Pol., IV, 73, 7, on trouvait à son époque en Elide des familles, aisées cependant, dont personne, depuis deux ou trois générations, n'avait assisté à une assemblée municipale : pas davantage, évidemment, à une assemblée fédérale ; et pourtant, il y avait eu au moins, en 188 [Liv., XXXVIII, 32, 3], une synklëtös à Elis ; une assemblée à Elis devait donc offrir un tout autre spectacle qu'une assemblée tenue à Corinthe, ville industrielle et commerçante) ; etc...

2. Cf. plus loin, pp. 146 et 238.

3. Cf. plus loin, pp. 189 sqq.

4. Cf. plus loin, pp. 347 sqq.

5. La question des indemnités sera examinée plus loin, pp. 331 sqq., et recevra une réponse négative.

cités éloignées, la ville où se tenait l'assemblée et les villes voisines pouvaient fournir un nombreux contingent compensateur de citoyens moins fortunés.

Ainsi se justifient amplement les termes employés par Polybe pour désigner cet auditoire. Οἱ πολλοί ¹, τὸ πλῆθος ² traduisent bien à la fois le grand nombre des assistants et, avec la nuance péjorative qu'impliquent ces expressions, le médiocre rang social de la plupart d'entre eux. L'usage des mots οἱ Ἀχαιοί ³ est également tout naturel. Une assemblée de ce genre, organe du gouvernement direct du peuple par le peuple, correspond aux idées couramment admises par les démocraties antiques ⁴; elle est l'expression parfaite, en théorie sinon toujours en pratique, de la volonté nationale.

Tout cela est, au surplus, assez simple et n'a jamais fourni matière à désaccord sérieux entre les historiens modernes ⁵.

1. Je ne cite que quelques exemples concernant des assemblées qui sont certainement des synklëtoi et dont personne ne met en doute qu'elles soient bien telles : Pol., XXI, 3 b, 2 (où se trouve même οἱ πολλοὶ τῶν Ἀχαιῶν); XXII, 10, 10 et 12, 6 (sur ce passage, cf. plus loin, p. 189, n. 1). En XXIX, 24, 9, οἱ πολλοὶ a bien ce même sens et non le sens du comparatif (« la majorité ») que lui attribue P. Waltz dans sa trad. de Polybe, t. IV (Paris, 1921), p. 198.

2. Pol., V, 1, 7 : sur cette assemblée, cf. plus loin, pp. 308 sq. — Je n'invoque pas l'emploi de l'expression ὁ ὄχλος, car elle ne se rencontre pas à propos d'une synklëtos certaine. Mais on la trouve, pour une synodos, en Pol., XXVIII, 7, 4 (cf. 7, 3), et personne n'a jamais soutenu, car c'est insoutenable, que la synodos a réuni une assistance plus grande et, dans l'ensemble, plus pauvre que la synklëtos. L'absence de l'expression pour une synklëtos certaine est donc due seulement, sans aucun doute, à la perte de la plus grande partie de l'œuvre de Polybe.

3. Cf. Pol., XXI, 3 b, 2; XXIII, 5, 17; XXIX, 25, 6.

4. Cf. plus loin, pp. 50 sqq.

5. Extrêmement rares sont ceux qui ont, sur ce point, une opinion différente : il s'agit seulement, à ma connaissance, de E. Wahner, M. Dubois et Br. Keil. — Pour E. Wahner, pp. 30 sqq., les assemblées extraordinaires, qui sont bien, selon lui (p. 30, n. 41), appelées synklëtoi, peuvent être composées, lorsque le temps presse et quand la venue de tous les citoyens de plus de trente ans aurait exigé un trop long délai, seulement de députés des villes ; cela se produisait *saepe* (p. 31) et ces députés, siégeant avec les magistrats, auraient constitué un *amplior senatus*, à qui aurait été réservé le nom de *boulè*. L'origine de l'erreur de Wahner vient de ce qu'il applique la mention de la *boulè* dans Pol., XXIX, 24, 6 (cf. *infra*, pp. 73 sqq.), non pas, comme il convient de le faire, à la synodos assemblée à Corinthe dont Polybe a parlé en XXIX, 23, 8, mais à la synklëtos restreinte et expéditive, c'est-à-dire à l'*amplior senatus* qu'il crée de toutes pièces, que les magistrats auraient pu avoir la tentation de se borner à convoquer si l'opposition de Kallikratès ne les avait pas contraints à convoquer, en respectant la lettre de la loi, tous les citoyens âgés de plus de trente ans. — L'opinion de Dubois est beaucoup moins nette qu'on ne la schématise d'ordinaire en disant tantôt qu'il fait, de la synklëtos comme de la synodos, des assemblées de députés, tantôt qu'il les compose de tous les membres de toutes les boulai municipales : cf. Hermann⁶-Swoboda, p. 390 (n. 1 de la p. 389) ; Busolt-Swoboda, p. 1555, n. 1 ; Schwahn, col. 1254, ll. 2 sqq. Déjà ce désaccord montre qu'il ne s'est pas exprimé clairement. Mais il y a plus. Pp. 129, 137, etc.,

II

Il n'est pas de même pour la synodos. Sur cette assemblée, les renseignements fournis par Polybe sont, en apparence, si ambigus qu'un débat devait fatalement s'instituer. Il est depuis longtemps ouvert et les opinions les plus diverses ont pu être émises.

Vouloir les énumérer toutes entraînerait fort loin, tant leur nombre est considérable. Ce serait de surcroît oiseux, car elles ne sont parfois que le produit de l'imagination la plus fantaisiste. Un exemple suffira pour s'en convaincre. Un historien ¹ a cru trouver le prototype de la synodos achaïenne dans le système des quatre boulai béotiennes de la fin du ^v^e siècle ² et dans le régime, à peu près analogue et, à coup sûr, copié sur lui, des Cinq Mille divisés en quatre sections prévu par les oligarques athéniens modérés lors de la révolution de 411 ³. A l'en croire, dans la Confédération achaïenne, les citoyens d'âge légal auraient

il admet que de simples citoyens pouvaient assister à toutes les assemblées. Il affirme seulement que leur nombre « était peu considérable » (p. 137), leur rôle à peu près nul et leur présence assurée seulement dans des cas exceptionnels. Tout cela est exposé avec le maximum de confusion et je ne me flatte pas d'avoir aperçu toutes les nuances d'une conception qui demeure très imprécise. Seul, E. Szanto, pp. 120 sqq., a jusqu'ici pris la peine de réfuter les raisonnements de Dubois. C'est à lui qu'on renvoie d'habitude pour s'autoriser à les négliger. Il ne me semble cependant pas que Szanto ait découvert la véritable erreur commise par Dubois. Elle consiste à penser, p. 131, que le fait exposé en Pol., XXIX, 24, 6, n'est pas « un fait normal », mais « un événement dont le caractère exceptionnel est bien marqué par Polybe ». Dubois n'a donc pas vu qu'il était impossible d'interpréter cette phrase comme traduisant un fait : d'abord, parce que la réunion de *tous* les citoyens achaïens d'un certain âge est l'in-vraisemblance même ; ensuite, parce que, si fait exceptionnel il y a, rien ne pourrait justifier l'exclusion ou l'absence des citoyens n'ayant pas achevé leur trentième année : la seule mention de cette limite d'âge trahit immédiatement la loi, le principe constitutionnel. L'hypothèse de Dubois est donc inadmissible. — L'erreur de Br. Keil (pp. 416 sq.) est tout aussi évidente. Selon cet auteur, c'est à la synodos que s'applique la règle de la trentième année et la synklêtos, équivalente à l'assemblée de l'armée, est ouverte sans limite d'âge. Le contresens est manifeste.

1. G. de Sanctis, *Le assemblee federali degli Achei* (Riv. di Fil. ed'istr. clas., 1908, t. XXXVI, pp. 252-260).

2. *Ibid.*, pp. 259-260. Dans chacune des villes fédérales béotiennes, les citoyens ayant des droits politiques sont divisés en quatre boulai de nombre égal qui, chacune à son tour, jouent le rôle d'un conseil à l'égard de l'assemblée générale des quatre boulai. Il en est de même pour la Confédération béotienne — j'emploie cette appellation conventionnellement, sans vouloir trancher la question controversée de la nature exacte de l'organisme politique alors existant en Béotie : cf. Busolt-Swoboda, p. 1421 et n. 1 —, chacune des quatre boulai fédérales étant formée de représentants des boulai locales correspondantes. Cf. B. P. Grenfell et A. S. Hunt, *The Oxyrhynchus Papyri*, t. V (Londres, 1908), n° 892, XI, ll. 38 sqq., ou *Hell. Oxyr.* (Oxford, 1909), XI, 2 et 4 ; Thuc., V, 38, 2 ; G. Glotz, *Le conseil fédéral des Béotiens*, BCH, t. XXXII, 1908, pp. 271-278 ; *La cité grecque* (Paris, 1928), pp. 95 et 341 ; G. Glotz et R. Cohen, *Hist. gr.*, t. II (Paris, 1931), pp. 161-162 ; Hermann-Swoboda, p. 258 ; Busolt-Swoboda, pp. 1416-1418.

3. Cf. Arist., *Ath. pol.*, 30, 3 ; Glotz et Cohen, t. II, p. 731 ; Busolt, p. 362 ; Busolt-Swoboda, pp. 906 sq.

été répartis par le sort en plusieurs corps, dont chacun aurait à tour de rôle constitué pendant un an la synodos¹. Le malheur est que nos sources ne contiennent pas le moindre mot qui, de près ou de loin, puisse faire songer à une organisation de ce genre. Le seul argument historique invoqué est que les Péloponnésiens, grâce aux expéditions d'Épaminondas, auraient pu subir l'influence des institutions béotiennes². Mais, si on veut bien se souvenir que le système des quatre boulai avait été entièrement détruit en Béotie dès 378³, c'est-à-dire plusieurs années avant la venue d'Épaminondas dans le Péloponnèse, et cela par les propres amis d'Épaminondas, l'argument ne manquera pas d'apparaître très aventureux. L'hypothèse, pour être ingénieuse, n'en est pas moins parfaitement arbitraire⁴. Elle ne mérite pas qu'on s'y arrête davantage⁵.

1. De Sanctis, p. 260. Il croit vraisemblable que la répartition des citoyens entre plusieurs corps avait lieu à l'intérieur des cités fédérales afin de constituer les boulai municipales. Les bouleutes locaux auraient ensuite constitué, section par section, les diverses boulai fédérales. Si cette hypothèse de l'identité des bouleutes locaux et des bouleutes fédéraux ne lui paraît pas sûre, parce que trop précise, le système des boulai alternantes lui semble, du moins, résoudre toutes les difficultés.

2. *Ibid.*, pp. 259-260. A vrai dire, de Sanctis n'insiste guère sur ce point ; il perçoit sans doute la faiblesse extrême de son raisonnement. Ce n'en est pas moins le seul argument positif qu'on puisse appeler « historique » ou « de fait », les autres n'étant que des arguments négatifs destinés à critiquer les hypothèses contraires ou des arguments logiques destinés à montrer que celle-ci n'est pas en désaccord avec les sources.

3. Le système était à double application : dans chacune des cités béotiennes d'abord, dans la Confédération ensuite. Or la Confédération est dissoute en 386, en vertu du rescrit de Suse ou paix du Roi, et lorsqu'elle se reconstitue, à partir de 378, c'est sur une base démocratique qui exclut un pareil régime, avec un *damos* ou assemblée générale des citoyens (références dans Hermann⁶-Swoboda, p. 267, n. 1) ; le rôle du conseil est sans doute tenu par les béotarques (cf. *ibid.*, n. 4). Quant aux cités fédérales, la chose sûre — qu'on fasse du nouvel organisme qui gouverne la Béotie un Etat fédéral ou un Etat unitaire (cf. bibliographie dans Hermann⁶-Swoboda, p. 264, nn. 7 et 8, et Busolt³-Swoboda, p. 1426, n. 2) — est que, à mesure que ces cités durent adhérer, les démocrates thébains y détruisirent les anciennes constitutions oligarchiques.

4. Cela n'empêche pas, évidemment, ce mémoire de G. de Sanctis d'être très pénétrant pour certains points de détail : cf., par exemple, plus loin, p. 94, n. 2.

5. Hermann⁶-Swoboda, p. 391 (n. 1 de la p. 390), est le seul qui, à ma connaissance, ait discuté l'hypothèse émise par de Sanctis. Son objection est très juste : l'analogie avec la Béotie et Athènes est sans valeur, car il s'agissait là de régimes oligarchiques, tandis que la Confédération achaienne avait (cf. *infra*, p. 56 et n. 4) une organisation démocratique. Busolt³-Swoboda, p. 1555, n. 1, ne cite même pas de Sanctis. Schwahn, col. 1254, l. 14, résume en quelques mots, d'ailleurs inexactement, cette conception, mais sans la réfuter. Sa conclusion inacceptable a évidemment détourné les critiques de l'étude de ce mémoire et les a empêchés d'y apercevoir les choses parfois excellentes qu'il contenait. — On retrouve, pourtant, de façon très inattendue, un écho de la conception exposée par de Sanctis chez Porter, p. ci : il déclare ne pas trouver de difficulté dans Pol., IV, 7, 1, *if membership of the boule* (= synodos) *ran into four figures*. Il n'y a pas, malheureusement, le moindre mot d'explication.

Pour s'en tenir aux conceptions qui présentent un minimum de solidité et de vraisemblance ¹, elles peuvent au premier regard se répartir en deux grands groupes. Sans doute est-ce voir les choses un peu grossièrement, car les nuances sont multiples; mais ces nuances ne proviennent que de divergences sur des détails secondaires ². Pour les uns, la synodos, aussi bien que la synklêtos, est théoriquement une assemblée primaire. Pour les autres, la synodos est une assemblée de députés désignés par les cités fédérales et les simples citoyens n'y ont pas accès. Telles sont les deux grandes thèses en présence.

La première, celle de la synodos assemblée primaire, a dominé jusqu'à la fin du XIX^e siècle ³. Elle est aujourd'hui pratiquement abandonnée ⁴ au profit de la seconde, celle de la synodos assemblée de députés. L'origine de celle-ci remonte à J. Schweighäuser, c'est-à-dire à la fin du XVIII^e siècle ⁵. Mais, après une longue éclipse, elle a été reprise, développée, étayée d'arguments par K. J. Beloch ⁶. Autour d'elle s'est

1. Les autres, d'ailleurs, ont déjà été ou seront à l'occasion examinées : ainsi celles de Caspari, suivie par Cary, ou de Dubois (plus haut, p. 32, n. 3 et p. 46, n. 5). La conception de Kahrstedt a fait de ma part l'objet d'un article spécial auquel je me permets de renvoyer : *REA*, 1933, t. XXXV, pp. 445-462.

2. Le plus important concerne la question du cens : cf. *infra*, pp. 136 sqq.

3. Cf., entre autres, W. Schorn (1833), p. 371, n. 3; Freeman ² (sans changement sur la 1^{re} éd. de 1863), pp. 205 sqq.; W. Vischer, *Kl. Schr.*, t. I (1877), pp. 377 (réédition d'un mémoire de 1849) et 569 sqq. (réédition du c. r. de Freeman ¹ publié en 1864); A. Weinert (1881), pp. 18 sq.; Gilbert, t. II (1885), pp. 114 sqq.; Szanto (1892), pp. 119 sqq.; Lipsius (1898), pp. 171 sqq.; Schömann-Lipsius, t. II (1902), pp. 126 sqq. Cette conception a été présentée pour la dernière fois par H. Francotte, *Polis* (1907), pp. 236 sqq. On voit par les dates seules combien a été grande l'influence de la thèse de Beloch (1904). Un rameau adjacent survit cependant aujourd'hui : Wahner (1854), pp. 27 sq.; Busolt ² (1892), pp. 356 sqq.; G. Colin, *DA*, t. IV, 2, art. *Synodos* (1911), p. 1588; U. Wilcken, *Gr. Gesch.* ³ (1^{re} éd. : 1924), p. 199, et H. Berve, *Gr. Gesch.*, t. II (1933), p. 288. Ces auteurs supposent qu'un cens était exigé pour l'entrée à la synodos; ils font toutefois de celle-ci une assemblée primaire et non représentative.

4. Sans doute, et à des dates récentes, ni Wilcken ni Berve ne suivent-ils Beloch. Malheureusement, la nature de leurs publications ne leur permet pas de discuter la question, par conséquent de donner une base à leur opinion.

5. En plusieurs endroits de son édition critique de Polybe, et notamment t. VIII, 2 (1795), p. 5, art. ἀγορά (2), qui est le passage essentiel; cf. aussi *ibid.*, p. 118, art. βουλή; t. VIII, 1 (1794), pp. 191 sq.; t. VII (1793), p. 617, en note à XXVII, 3, 10; p. 620, en note à XXVIII, 5, 6; etc... L'argument essentiel, tiré de Pol., XXIX, 24, 6 (cf. *infra*, pp. 73 sq.), est déjà formulé excellemment par Schweighäuser. Beloch n'a fait que le généraliser en montrant l'équivalence ordinaire *boulê* = *synodos* et en relevant l'emploi du mot *bouleutêrion* (cf. plus loin, p. 62 sqq.).

6. *Griechische Geschichte*, t. III, 2 (1904), § 79, *Rat und Volksversammlung im achaischen Bunde*, pp. 181-186. Cette étude a été réimprimée sans changement notable (références aux sources épigraphiques modernisées, mais non aux sources littéraires [Polybe cité d'après l'éd. Hultsch]) dans la *Gr. Gesch.*, t. IV, 2 (1927), pp. 230-235. — Avant Beloch, Niese, t. II (1899), pp. 291 sq., avait déjà repris, mais sans l'appuyer d'arguments, la conception de l'assemblée représentative.

réalisée l'unanimité presque complète de ceux qui, depuis plus de trente ans, se sont intéressés à la question. Th. Lenschau, H. Swoboda, G. Busolt, W. W. Tarn, U. Kahrstedt — et ne citer qu'eux est se borner à quelques noms ¹ — se sont ralliés sur l'essentiel à la conception de Beloch. Elle se présente donc actuellement entourée de références impressionnantes, avalisée de signatures dont on ne saurait contester la valeur ni le poids.

Elle n'en est pas moins certainement erronée.

III

La portée réelle du débat dépasse de très loin sa portée apparente. En effet, il n'est pas seulement d'importance capitale pour connaître et comprendre les institutions achaïennes ; il présente aussi un intérêt certain pour fixer l'évolution des idées grecques en matière de droit public et de souveraineté populaire. Les conséquences lointaines de la thèse aujourd'hui dominante n'ont pas toujours été nettement aperçues ni dégagées ; elles sont, cependant, indéniables. En réalité, c'est toute la question du régime représentatif chez les Grecs qui se trouve évoquée et qui reçoit une solution inattendue ².

Il est, assurément, très excessif d'affirmer, selon une formule courante ³ mais trop absolue, que les Grecs n'ont jamais connu ni pratiqué

1. Th. Lenschau, *Bursian's Jahresbericht*, 1907, t. CXXXV, pp. 217 sq. ; Wilamowitz-Moellendorf, *Staat und Gesellschaft der Gr. und Römer*, 1^{re} (1910) et 2^e éd. (1923), p. 175 ; H. Swoboda dans Hermann⁶-Swoboda (1913), pp. 388-390 ; A. Martin, *DA*, t. IV, 2, s. v. *Synedros*, p. 1585 ; Caspari, *Eng. Hist. Rev.*, t. XXIX, 1914, pp. 209-220 ; Niccolini (1914), pp. 216 sqq. ; G. Busolt, dans Busolt³-Swoboda (1926), pp. 1555 sqq. ; J. A. O. Larsen (1927), pp. 328 sqq. ; W. W. Tarn, *CAH*, t. VII (1928), pp. 737-739 ; W. Schwahn, *RE*, t. IV A 1 (1931), col. 1254 ; V. Ehrenberg, *Der gr. und hell. Staat* (1932), pp. 56 sq. ; U. Kahrstedt, *RE*, t. IV A 2 (1932), coll. 1415-1420 (cf. *REA*, t. XXXV, 1933, p. 453) ; F. W. Walbank (1933), p. 27 ; W. H. Porter (1937), p. c. L'idée se répand et passe des ouvrages spéciaux dans les manuels : cf., par exemple, P. Roussel, *La Grèce et l'Orient* (1928), p. 419 ; R. Cohen, *La Grèce et l'hellénisation du monde antique* (coll. *Clio*, t. II, 1934), p. 448. — L'opinion de Br. Keil, pp. 415 sqq., est exposée de façon trop obscure pour qu'on puisse classer cet auteur dans telle ou telle catégorie. Par suite d'un contresens déjà relevé (cf. plus haut, p. 46, n. 5), il applique à la synodos la règle de la trentième année ; mais la possibilité n'est pas exclue qu'il admette également que cette assemblée, s'étant confondue avec la boulè, est composée de députés ayant dépassé trente ans.

2. On n'a pas l'intention ambitieuse de traiter ici toute la question du régime représentatif, mais seulement de montrer en quoi le fait achaïen pourrait être une de ses données intéressantes.

3. Cf. A. Jardé, *La formation du peuple grec* (Paris, 1923), pp. 357 sq. : « La délégation des pouvoirs populaires à des représentants élus, dont les décisions font la loi, a été ignorée de l'antiquité. » Cf. aussi A. Croiset, *Les démocraties antiques* (Paris, 1920), p. 324. On pourrait évidemment multiplier les références.

en aucune manière le régime représentatif. Qu'était donc, en plein siècle de Périclès, la boulè athénienne, ce « grand Conseil des communes » ¹ de l'Attique, sinon un corps représentant le peuple et agissant en son nom ² ? Le tirage au sort utilisé pour son recrutement ne modifie en rien son essence profonde. Du moins n'a-t-on la preuve d'une organisation de ce genre à l'intérieur d'une cité que pour un conseil, jamais pour une assemblée : et ce sont là deux rouages différents de la machine politique ³. Le conseil étudie les affaires, prépare un projet de décret et ne prend lui-même de décision que sur des points de minime importance ⁴. La véritable souveraineté réside dans l'assemblée qui, seule, en principe, est appelée à trancher. Or, cette assemblée ne porte jamais la moindre trace d'une organisation représentative quelconque. Il en est ainsi dans toutes les cités démocratiques et la limitation, plus ou moins étroite dans la pratique, toujours stricte en théorie, de l'activité du conseil est précisément un trait caractéristique de la forme démocratique d'un État grec ⁵.

1. Cf. G. Glotz, *La cité grecque*, p. 214.

2. Si limitées que puissent être les attributions du conseil, le principe de la délégation n'en subsiste pas moins ; les réserves de Jardé, p. 358, ne lui enlèvent pas sa force et la proportionnalité appliquée au recrutement de la boulè accentue son caractère représentatif. Cf. G. Glotz, *ibid.*, pp. 213 sq. : « S'il y a donc quelque chose qui, dans la constitution athénienne, rappelle le système représentatif, ce n'est pas dans l'Ecclèsia qu'il faut l'aller chercher, mais dans la Boulè. » Cf., plus nettement encore, V. Ehrenberg, pp. 28 et 56.

3. Aussi A. Croiset, *op. cit.*, pp. 79 sqq., a-t-il tort de les confondre sous une même appellation : « les assemblées ». — Ce mot « assemblée » est, comme le mot « Confédération » (cf. *supra*, p. 2, n. 1), un de ces mots ambigus sur le sens desquels il faut conventionnellement s'entendre. « Assemblée » peut signifier simplement « réunion d'un assez grand nombre d'individus » ; dès lors, la boulè athénienne est bien une assemblée. Mais, dès qu'on parle de choses politiques, modernes ou anciennes, il est indéniable qu'on réserve le mot pour désigner un corps, composé ou non de représentants, qui possède la souveraineté. Pour Athènes, quand on dit « l'assemblée », on n'a évidemment en vue que l'ekklèsia et, en parlant de l'organisation constitutionnelle actuelle de la France, l'expression courante « les assemblées » (sous-entendu : *politiques*) désigne le Sénat et la Chambre des députés, mais n'englobe pas le Conseil d'Etat. C'est donc bien cet usage qu'il faut, en matière politique, observer.

4. Cf. G. Glotz et R. Cohen, *Hist. gr.*, t. II, p. 282, à propos de l'opposition entre la gérousia spartiate et la boulè athénienne : celle-ci est « enfermée dans des attributions précises » ; elle est « incapable d'empiéter sur » les prérogatives du peuple « et d'exercer une action autonome. »

5. On connaît le texte célèbre d'Aristote, *Pol.*, VI, 14, p. 1298 A, ll. 7 sqq. (IV, 11, 2) : « Il est nécessaire de donner ou toutes les décisions à tous les citoyens, ou toutes à quelques-uns..., ou les unes à tous, les autres à quelques-uns. Un régime démocratique consulte tous les citoyens sur toutes les affaires ; car le peuple aime une telle égalité. » Ces derniers mots donnent l'origine de cette conception. Assurément, un peu plus loin (ll. 29 sqq. = 11, 5), Aristote déclare que le régime où « tous les citoyens rassemblés délibèrent sur toutes les questions et où les *archai* [magistratures, mais boulè comprise] ne décident sur rien, mais se bornent à étudier et proposer la décision, ce régime est la dernière [dans l'ordre de valeur comme dans l'ordre logique]

L'organisation d'une « Confédération d'États » (*Staatenbund*) est nécessairement différente. La « Confédération » ignore les individus, citoyens de tel ou tel des États qui la composent¹. Elle n'a de rapports qu'avec les États, ne veut ni ne peut connaître qu'eux. A sa tête, par conséquent, pour prendre les décisions intéressant la collectivité, se trouve un conseil de représentants. Mais les membres de ce conseil représentent les gouvernements des États adhérents et non les citoyens. Ce sont des ambassadeurs, des plénipotentiaires même dans certains cas, au surplus infiniment rares, mais non des députés, au sens que possède aujourd'hui le mot². Tout cela n'a évidemment rien de commun avec un régime représentatif selon la conception moderne.

des tyrannies » et il l'affirme « analogue à l'oligarchie dynastique et à la monarchie tyrannique ». Mais il n'en admettait pas moins le principe comme l'essence même de la démocratie ; ce principe lui paraissait simplement devoir recevoir, dans la réalité, quelques atténuations. — Il est remarquable que Polybe (VI, 9, 3) s'en tient au même principe et n'apporte d'autres réserves que la nécessité (VI, 4, 5) de respecter les dieux, les parents, les vieillards et les lois : la notion, sur laquelle insistait Aristote, du maintien aux *archai* d'une certaine liberté n'avait pas été communément adoptée.

1. Le principe qui est ici affirmé l'est sans aucune prétention ridicule à trancher la question, si délicate, de la véritable distinction entre « Confédération d'États » et « Etat fédéral ». C'est un des critères auxquels se rallient la plupart des partisans de ce qu'on peut appeler la théorie classique en cette matière. Mais cette théorie est aujourd'hui très contestée, en sens différents, d'ailleurs, par Kelsen, von Verdross, Kunz, etc..., cf. P. Fauchille, *Traité de droit international public*, t. I, 1 (Paris, 1922), pp. 241-257 ; D. Anzilotti, *Cours de droit int.*, t. I (Paris, 1929), pp. 153 sqq. et 189 sqq. ; J. L. Kunz, *Une nouvelle théorie de l'Etat fédéral* (*Rev. de droit int. et de lég. comp.*, 1930, t. XI, pp. 835-877, et 1931, t. XII, pp. 131-149 et 280-302) ; M. Mouskélidzé, *La théorie juridique de l'Etat fédéral* (Paris, 1931) ; G. Scelle, *Précis de droit des gens. Principes et systématique*, t. I (Paris, 1932), pp. 190 sqq. ; etc. Aussi me suis-je borné à adopter, ici et dans le développement qui suit sur l'« Etat fédéral », une définition partielle qui est peut-être théoriquement inexacte ou secondaire, mais, qui, pratiquement, me semble correspondre aux faits antiques. C'est une différence certaine entre la « Confédération péloponnésienne » et la « Confédération achaienne » (cf. *supra*, p. 2, n. 1) que les citoyens des États adhérents ne se nomment pas « Péloponnésiens » dans la première et se nomment « Achaïens » dans la seconde. D'autre part, c'est sur cette différence qu'il me paraît nécessaire, à propos de la question envisagée ici comme pour une discussion qui sera entreprise plus loin, pp. 105 sqq., d'attirer surtout l'attention.

2. En fait, actuellement, les pleins pouvoirs d'un prétendu « plénipotentiaire » ne sont que de façade et l'autorisent seulement à signer un acte diplomatique dont son gouvernement, auparavant consulté, approuve le contenu. On prend ici, pour les opposer l'un à l'autre, les deux mots « « plénipotentiaire » et « ambassadeur » dans un sens beaucoup plus précis et théorique. L'« ambassadeur » est délégué seulement *ad audiendum et referendum* ; il ne peut agir sans avoir pris l'avis préalable ou, plutôt, les ordres de son gouvernement dont il reçoit, sur chaque affaire, un mandat impératif. Le « plénipotentiaire » possède plus d'initiative : même si, sur les points où ses mandants ont été consultés auparavant, il se borne à agir selon leurs instructions, il prend, seul, la décision définitive sur les affaires qui surgissent inopinément et qui doivent être tranchées rapidement sans lui laisser le temps de demander l'avis de son gouvernement. Si, de surcroît, dans des conseils formés de semblables plénipotentiaires, le vote acquis à la simple majorité suffit pour obliger les États adhérents

Mais, si les Grecs ont connu d'assez nombreuses « Confédérations d'États », l'« État fédéral » (*Bundesstaat*) a également existé chez eux. Cet État n'ignore plus les citoyens des villes qui le composent, s'il ne consent pas encore à ignorer complètement celles-ci. Sans doute, il marque ainsi un progrès sensible des conceptions politiques qui se dégagent enfin du cadre étroit de la cité. Toutefois, du moins dans les « États fédéraux » démocratiques et indépendants ¹, — et si on veut bien

à exécuter les décisions prises, il est clair qu'on se rapproche ainsi du gouvernement représentatif. — Or, ce pas a été franchi. Non pas dans la « Symmachie hellénique » d'Antigonos Doson, où les déclarations de guerre adoptées par le *synédriou* doivent être ratifiées par chacun des peuples alliés (Pol., IV, 26, 2). Pas davantage dans la Ligue péloponnésienne, où les divers États votent individuellement sur la guerre avant que leurs ambassadeurs réunis la décident (Thuc., I, 119). Non pas, peut-être (car aucun texte ne permet, semble-t-il, de poser ni de trancher la question) encore, dans l'une ou dans l'autre des deux Ligues maritimes d'Athènes. Mais certainement dans la Ligue de Corinthe de Philippe II ou de Démétrios Poliorkètes, où les membres du *synédriou* sont de vrais plénipotentiaires : cf. J. Kaerst, *Der korinthische Bund* (Rb. Mus., 1897, t. LII, pp. 519-556), p. 556; U. Wilcken, *Ueber eine Inschrift aus dem Asklepieion von Epidauros* (SB Berlin, 1922, pp. 122-147), p. 141; *Zu der epidaurischen Bundesstele vom J. 302 v. Chr.* (ibid., 1927, pp. 277-301), p. 288; IG², t. IV, 1, n° 68, III, ll. 18-19. Ainsi tombent certaines affirmations trop générales sur l'absence totale d'organisation représentative dans les Confédérations : cf. A. Croiset, *Les démocraties antiques*, p. 324; A. Jardé, *La formation du peuple grec*, p. 358. Au contraire, d'autres appréciations apparaissent plus justes, comme celles de M. Cary, *A Constitution of the United States of Greece* (Class. Quart., 1923, t. XVII, pp. 137-148), p. 148, ou de J. A. O. Larsen, *Representative Government in the Panhellenic Leagues* (Class. Phil., 1925, t. XX, pp. 313-329, et 1926, t. XXI, pp. 52-71), p. 69 : il est possible que, comme le disent ces critiques, si Démétrios avait triomphé à Ipsos, la Grèce eût peu à peu pris l'habitude de véritables institutions fédérales, ce qui ne peut pas se concevoir, évidemment, sans l'adoption du régime représentatif. — Mais ce n'est là, et chacun en convient, qu'une possibilité. Même les plus évoluées des Confédérations grecques n'ont contenu que des embryons de gouvernement représentatif, embryons qui ne se sont jamais développés.

1. Cette double réserve, logiquement très justifiée, est indispensable pour rendre compte de certains cas aberrants. Ainsi, celui de la Confédération béotienne à la fin du ve s., où il ne se réunit pas d'assemblée générale pour discuter les affaires fédérales (cf. *supra*, p. 47, n. 2); mais la constitution (cf. Thuc., V, 31, 6) n'est pas démocratique : seul un certain cens, inconnu d'ailleurs de nous, donne au citoyen les pleins droits politiques. Ainsi, le cas de la Confédération des Nésiotes, où on ne trouve aucune trace d'une assemblée primaire (cf. Hermann⁶-Swoboda, p. 425 et n. 5; Busolt-Swoboda, p. 1291; Schwahn, col. 1264, ll. 39-41); mais, puisqu'il n'y existe pas de droit de cité fédéral (cf. Busolt-Swoboda, pp. 1289 et 1319), mérite-t-elle bien d'être considérée comme un « État fédéral » ? De plus, surtout, elle a toujours été sous le protectorat d'une puissance étrangère, Egypte, Macédoine, etc. (cf. Schwahn, col. 1263, ll. 58-60; Ehrenberg, pp. 57-58). Ainsi encore, le cas de la Thessalie après 196, où l'assemblée fédérale est formée de représentants des villes (cf. IG, t. IX, 2, n° 261; Hermann⁶-Swoboda, p. 242 et n. 4; Busolt-Swoboda, p. 1497; Schwahn, col. 1231, ll. 23 sqq.); mais ce koinon a été organisé par Rome, sous son protectorat, et, en 194, T. Quinctius Flamininus a fixé un cens, au moins pour accéder aux magistratures, sinon pour être citoyen actif (cf. Liv., XXXIV, 51, 6; Hermann⁶-Swoboda, p. 241; Busolt-Swoboda, p. 1496, qui, p. 1497 et n. 4, pense qu'un cens était également nécessaire pour être député à l'assemblée; Schwahn, col. 1231, ll. 15-20). Ainsi enfin, les très nombreux *koina* créés par les Romains en Grèce

mettre momentanément hors de cause la Confédération achaienne ¹, — nous ne possédons aucune preuve d'un progrès réel dans la voie du système représentatif. On s'attendrait à constater ce progrès, car le système représentatif semble s'imposer pour un État territorialement étendu. En réalité, la constitution des « États fédéraux » est à peu près copiée sur celle d'une cité. Un conseil, que composent les représentants des villes fédérales, et une assemblée populaire où sont admis tous les citoyens d'âge légal : tels sont les organes communs à la plupart d'entre eux. Si l'un de ces organes manque, c'est le conseil et non l'assemblée générale des citoyens ².

Aussi, puisque cette assemblée, où s'exerce directement la souveraineté populaire, n'a pas disparu, il serait nécessaire, pour pouvoir parler légitimement d'une évolution vers un régime représentatif plus accentué, d'en trouver d'autres indices. Deux peuvent être imaginés ; ils sont d'ailleurs étroitement liés. Il faudrait tout d'abord que le conseil, ayant acquis une importance qu'il ne possède pas dans la cité démocratique, eût considérablement étendu ses prérogatives et le domaine de sa compétence autonome. Il faudrait ensuite que le déclin de l'assemblée populaire se traduisît par la disparition des séances régulières à époques fixes : l'essentiel du travail législatif ³ étant

et dans l'Orient hellénistique. Dans tous ces cas, il est tout naturel qu'on ne rencontre pas l'assemblée primaire, ou bien parce que, l'organisation n'étant pas démocratique, le principe d'Aristote (cf. *supra*, p. 51, n. 5) n'avait pas à être appliqué, ou bien parce que le protectorat étranger ne laissait plus à discuter et à trancher que des affaires sans importance, ou bien parce que ces deux raisons se combinaient.

1. Voici un des cas où il est gênant de ne pas pouvoir créer, pour les raisons exposées plus haut, p. 2, n. 1, un nouveau nom propre. Cette « Confédération achaienne » est en effet un « Etat fédéral » et non une « Confédération d'Etats ».

2. Je n'ai pas étudié de première main toutes les constitutions fédérales pour aboutir à cette affirmation. Mais j'ai passé en revue de mon mieux toutes les monographies données par Hermann⁶-Swoboda, pp. 212 sqq., Busolt³-Swoboda, pp. 1395 sqq., Schwahn, coll. 1192 sqq. Quand ces auteurs généralisent ces observations de détail, c'est bien à la même conclusion qu'ils parviennent : ainsi, Hermann⁶-Swoboda, p. 211 ; Busolt³-Swoboda, p. 1318 ; Schwahn, col. 1183, ll. 11 sqq. Le résumé que donne ce dernier, coll. 1191, ll. 13 sqq., des exceptions au principe général coïncide entièrement avec la règle qui est ici posée : l'assemblée primaire et plénière ne manque dans aucun Etat fédéral démocratique et indépendant (toutes les exceptions signalées par Schwahn ont été expliquées à la n. 1 de la p. 53) ; le conseil manque ou plutôt n'est pas connu de nous chez les Thessaliens au IV^e siècle, avant 352 (Hermann⁶-Swoboda, p. 233 ; Busolt³-Swoboda, p. 1487 ; Schwahn, col. 1228, ll. 36 sqq.), et dans l'Etat béotien démocratique créé en 378 (Hermann⁶-Swoboda, p. 267 et n. 4 ; p. 277 et nn. 4 et 5 ; Busolt³-Swoboda, p. 1428 et n. 5 ; p. 1435 ; Schwahn, col. 1220, ll. 16 sqq., et col. 1222, ll. 51 sqq., qui accepte, mais sans texte sûr, l'existence d'un conseil) Je néglige les cas des Chalcidiens et des Phocidiens, signalés par Schwahn, car nos informations sont trop déficientes pour permettre même de poser la question.

3. L'expression de « travail législatif » est impropre, puisqu'il s'agit de voter des décrets et non des lois. Mais elle est commode, au moins ici.

accompli par le conseil, il suffirait à l'assemblée de se réunir dans des circonstances exceptionnelles. Ces deux indices, s'ils étaient attestés avec une certitude irréfutable, permettraient d'affirmer que l'« État fédéral » a vraiment franchi une étape vers le régime représentatif. Or, pour la plupart des « États fédéraux » grecs connus de nous, si on néglige les Confédérations achaïenne et aitolienne, les renseignements fournis par les sources sont rares : il est impossible d'aboutir grâce à eux à une estimation valable du rôle du conseil¹. Quant à l'assemblée générale des citoyens, ou bien elle continue à tenir dans l'année un certain nombre de séances régulières et légales², ou bien nous ignorons trop les détails de son organisation pour affirmer qu'elle en était réduite à des séances exceptionnelles³.

Ainsi, faute de témoignages certains, il faut croire que rien d'essentiel n'a été changé, même dans les « États fédéraux » de l'époque hellénistique, aux principes appliqués dans les cités démocratiques du v^e siècle. L'« État fédéral », tout en laissant subsister les cités qui le

1. Cela ne signifie pas que le rôle du conseil ne soit pas plus important que dans une cité démocratique. Vraisemblablement, il n'a pas pu ne pas l'être, puisque l'assemblée primaire ne pouvait se réunir aussi fréquemment et qu'attendre sa réunion eût été perdre un temps précieux. Mais, outre qu'on ne possède même pas d'exemple certain à l'appui de ce raisonnement logique (Hermann⁶-Swoboda, p. 211, lorsqu'il l'utilise, doit se borner, n. 4, à citer le cas de la Confédération achaïenne), ce qui serait surtout intéressant, ce n'est pas une preuve tirée de la pratique quotidienne et du fonctionnement des institutions, mais un texte montrant qu'on avait posé dans une loi le principe de la compétence plus grande du conseil. Car il faut soigneusement distinguer les deux domaines du fait et du droit. *En fait*, même une cité démocratique comme Athènes, à certaines époques au moins, a laissé à sa boulé une grande indépendance : elle a donc vécu sous un régime partiellement représentatif ; mais elle ne l'a jamais accepté *en droit*. Puisqu'on se place ici sur le terrain théorique de l'évolution des conceptions politiques, seule doit importer la nature juridique des organisations. Or il est infiniment probable que, dans aucun Etat fédéral, aucune loi n'a jamais accordé au conseil un rôle plus considérable que dans une cité : le principe du gouvernement direct a donc été toujours respecté.

2. Ainsi chez les Arcadiens où l'assemblée des Dix Mille se réunit au moins une fois par an, puisqu'elle élit les magistrats : cf. Hermann⁶-Swoboda, p. 223 ; Busolt³-Swoboda, p. 1406 sq. ; Schwahn, col. 1243, ll. 56 sqq. Ainsi dans l'Etat béotien après 378 : cf. *supra*, p. 48, n. 3. Ainsi, peut-être, chez les Akarnaniens après 230 : cf. Hermann⁶ Swoboda, p. 305, n. 1 ; Schwahn, col. 1197, ll. 59-60. Ainsi, enfin, dans la Confédération aitolienne : cf. *infra*, p. 59 et n. 4.

3. C'est le cas des « Etats fédéraux » qui n'ont pas été énumérés à la n. précédente. Il convient de noter que le silence des sources n'a pas pour conséquence l'équilibre entre les deux hypothèses opposées qui seraient aussi vraisemblables l'une que l'autre. En effet, l'hypothèse qui supprimerait les séances régulières n'a pour elle aucun précédent, ni dans un « Etat fédéral », ni dans un Etat unitaire, sur les institutions normales duquel on semble avoir copié celles de l'« Etat fédéral ». L'hypothèse qui les maintient, au contraire, est riche de très nombreux précédents : tout d'abord tous les Etats unitaires démocratiques sans exception, ensuite les « Etats fédéraux » signalés à la n. précédente. Elle est donc, de beaucoup, la plus vraisemblable et l'*argumentum e silentio* peut être invoqué en sa faveur.

composent, est lui-même une cité, simplement agrandie, dont la constitution n'a subi qu'un minimum d'adaptation à des circonstances nouvelles¹. L'assemblée populaire, par exemple, s'y réunit moins fréquemment². Mais la loi n'en ordonne pas moins sa réunion obligatoire à certaines époques. Certes, à mesure que s'étend le cadre territorial de la vie politique, l'obligation imposée aux citoyens, s'ils veulent exercer leur droit de souveraineté, de le faire directement et personnellement, rencontre de plus grandes difficultés matérielles. Il semblerait, dès lors, logique et naturel qu'on songeât à créer une assemblée de députés, d'autant mieux que cette solution est déjà contenue en germe dans l'organisation du conseil, corps représentatif dont il suffirait de développer les attributions. Mais l'adoption de ce système se heurte à un grand principe théorique. Aux yeux des Grecs, il n'y a pas démocratie là où un citoyen ne peut pas normalement, sans intermédiaire, examiner et trancher les affaires publiques³. Pour penser que des Grecs aient pu abandonner ou dépasser cette idée primitive et se rapprocher des conceptions modernes, il faudrait au moins une preuve décisive qui fait jusqu'ici défaut.

Or, cette preuve décisive, la Confédération achaienne, si la synodos est composée de députés, la fournit. En effet, « État fédéral », elle est en même temps un État démocratique, selon l'idée qu'on se fait de la démocratie en Grèce à son époque⁴. Dès lors, le spectacle qu'elle offre

1. Cf. Schwahn, col. 1183, ll. 10 sq. : *Sie [die Organe des Bundesstaates] entsprechen durchaus den üblichen Organen der Städte*. Cf. aussi Niccolini, p. 218 : *Gli Achei, come in generale i popoli dell' antichità, non seppero sottrarsi al tipo tradizionale delle costituzioni adatte alle città singole*. (Je relèverai plus loin, p. 59, n. 5, l'erreur logique commise par Niccolini dans cette phrase qui ne m'intéresse ici qu'en raison de l'affirmation d'une parenté entre les institutions d'une cité et celle d'un « État fédéral ».)

2. De même, le conseil et les magistrats doivent ordinairement y avoir, en pratique, plus de pouvoir : cf. Hermann⁶-Swoboda, p. 211 ; Busolt³-Swoboda, p. 1318.

3. Si ce principe n'est pas affirmé formellement pour les « États fédéraux », il n'a jamais été nié. Bien plus, on raisonne souvent en le sous-entendant : cf. Hermann⁶-Swoboda, p. 217, et Busolt³-Swoboda, p. 1505, au sujet de la nécessité d'une assemblée plénière chez les Chalcidiens, pour la seule raison que le gouvernement y était démocratique ; cf. le mot *also* de Schwahn, col. 1251, l. 50, au sujet de la Confédération achaienne.

4. Le caractère démocratique du régime est fortement affirmé par Polybe à plusieurs reprises : II, 38, 6 ; 44, 6 ; IV, 1, 5 ; XXIII, 12, 8. Polybe n'était pas seul à l'admettre : un orateur l'affirme également devant une assemblée (Pol., XXII, 12, 6) ; une inscription officielle le proclame (*Sylloge*³, t. II, n° 665 = *IvO*, n° 47, l. 17). Toutefois, il ne faut pas prendre pour argent comptant toutes ces affirmations. W. Dittenberger, en publiant cette inscription, a (*Sylloge*³, t. II, p. 235, n. 9) cherché à expliquer le mot ἀριστίνδαν de la l. 34. H. Francotte, *Polis*, p. 239, a voulu adoucir de la même façon πλουτίνδα καὶ ἀριστίνδα de IG, t. VII, n° 188, l. 8. Hermann⁶-Swoboda, p. 400, n. 1, et Busolt³-Swoboda, p. 1564, n. 1, acceptent entièrement leurs explications. Or, il ne faudrait pas oublier que ces mêmes expressions

est très original et mérite de retenir l'attention. Tout d'abord, c'est en vain qu'on chercherait et qu'on a parfois cherché à réduire l'activité de la synodos au rôle ordinaire d'un conseil¹. Son activité sera étudiée plus tard en détail et précisée² ; mais on peut dès maintenant affirmer qu'elle a été souvent, en pratique au moins, aussi importante que celle de la synklêtos. Bien que Polybe nomme assez fréquemment « boulè » la synodos, ce mot ne doit pas faire illusion. Simple conseil peut-être à l'origine, — et c'est là hypothèse arbitraire, que tout dément³, émise ici comme la plus favorable à l'opinion commune, — la synodos n'en serait pas moins devenue, à la belle époque de la Confédération, une véritable assemblée politique⁴. Elle ne se borne pas

sont utilisées par Aristote (*Ath. pol.*, 3, 1 ; 3, 6) pour caractériser le mode de recrutement des magistrats dans la « vieille » constitution oligarchique d'Athènes. Br. Keil a fait aussi justement remarquer, p. 417, que, dans l'inscription *Sylloge*³, t. II, n° 665, ll. 18-19, le vœu est exprimé que les Achaïens vivent toujours ἐν εἰ|πάνα: καὶ εὐνομίαι, formule où se retrouve le mot εὐνομία cher aux régimes aristocratiques par opposition à ἰσωνομία, utilisé surtout dans les régimes démocratiques (cf. Keil, p. 344 ; sur ces expressions diverses, cf. aussi V. Ehrenberg, pp. 21-22). Le moins qu'on doive admettre est que, derrière la façade démocratique, se cachait souvent une réalité très différente (cf. déjà Wahner, pp. 42 sqq. ; Weinert, p. 14 ; Freeman², pp. 205 sqq.). En cela, la Confédération achaïenne ressemble à de nombreux Etats, ses contemporains. Mais, pour ce qui est ici en cause, seule importe la façade, c'est-à-dire les principes théoriques. Cf. encore, sur cette question, *infra*, pp. 137 et 335 sq.

1. Cf. *infra*, p. 217 et n. 5. Si on a manifesté cette tendance, c'était de façon inconsciente, mais certainement, pour compléter la démonstration de l'identité théorique de la synodos et de la boulè.

2. Cf. plus loin, pp. 205 sqq.

3. Cf. *infra*, pp. 217 sqq. Elle est si bien démentie par les faits que certains partisans de la conception qui fait de la synodos une assemblée de députés adoptent nettement l'hypothèse contraire : ainsi W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, p. 738 (d'après Br. Keil), et U. Kahrstedt qui, avant 183/169, donne tous les pouvoirs à la synodos seule existante et la réduit, après cette date où aurait été créée la synklêtos, au rôle normal d'une boulè (coll. 1416-1420). L'hypothèse de Tarn, très ingénieuse, est conciliable avec les principes qui viennent d'être dégagés : la synodos, assemblée primaire à l'origine, se serait peu à peu confondue avec la boulè ; elle aurait fini par adopter sa composition représentative, tout en conservant les attributions étendues qu'elle devait à sa qualité originelle d'assemblée. L'évolution réalisée par la Confédération achaïenne vers le régime représentatif n'en serait pas moins considérable : Tarn est, d'ailleurs, un des très rares critiques qui en aient eu conscience. Au contraire, l'hypothèse de Kahrstedt — et c'est une objection nouvelle à lui adresser, outre toutes celles que j'ai déjà présentées, *REA*, 1933, t. XXXV, pp. 455 sqq., — ferait de la Confédération achaïenne un cas absolument unique et d'ailleurs invraisemblable : cet Etat démocratique aurait d'abord connu un régime représentatif parfait (cf. aussi *infra*, p. 58, n. 2), puis, très tardivement, serait revenu aux conceptions classiques avec assemblée primaire et boulè représentative. Il est clair que, si évolution il y a eu, elle aurait dû se produire en sens contraire, à mesure que s'accroissait le territoire fédéral. Cf. plus loin, p. 60, n. 5.

4. W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, p. 738, a bien aperçu cette vérité lorsqu'il note : *Some such form of delegation was known on the Councils of various Greek states, but never in the Assemblies.*

à un simple travail d'administration, de surveillance et d'étude ; elle prend elle-même des décisions dont les conséquences peuvent être graves. On saisirait donc sur le vif un conseil dont le rôle déborderait largement hors du cadre normal de ses attributions¹. Ensuite, la masse des citoyens n'aurait été admise qu'aux seules synklètoi, c'est-à-dire à des assemblées extraordinaires ; elle n'aurait plus eu qu'exceptionnellement l'occasion et le droit d'intervenir dans la vie politique. Sans doute aurait-elle eu encore accès aux assemblées électorales, les « archairésiai » qui se réunissaient une fois par an. Assez piètre fiche de consolation en tout état de cause ! Au surplus, rien ne le prouve ; car, pour l'admettre, encore conviendrait-il d'être sûr que les assemblées électorales sont bien distinctes des synodoi. Or, seuls l'affirment — et il n'y a même pas unanimité parmi eux² — ceux qui voient dans la synodos un corps représentatif, et sans le moindre argument³, si ce n'est l'impossibilité probable de faire désigner les magistrats fédéraux par un suffrage à deux degrés⁴ ; mais ce raisonnement théorique ne peut avoir aucun poids dans ce débat d'où les principes qui paraissent le mieux établis risquent de sortir si profondément ébranlés⁵.

1. Et cette extension de sa compétence n'aurait pas été seulement un fait, mais elle aurait été, au moins indirectement, confirmée et approuvée par une loi. En effet, la loi sur la compétence spécialisée de la synklètos ne s'explique (cf. *infra*, pp. 189 sqq.) que si elle a pour but de protéger cette assemblée contre les empiètements de la synodos. Nous aurions donc bien là la preuve d'un progrès théorique de l'organe représentatif, c'est-à-dire ce qui est particulièrement important en cette matière et ce qu'on ne découvre nulle part ailleurs (cf. *supra*, p. 55, n. 1).

2. A vrai dire, U. Kahrstedt est le seul à ne pas le croire dans cette catégorie de critiques : cf. col. 1416, ll. 1-5. Il ne semble pas apercevoir combien il serait étrange que, pour l'élection des magistrats, la Confédération achaienne eût rompu avec la règle de tous les « Etats fédéraux » démocratiques. — Busolt² enlève également à l'assemblée générale de tous les citoyens le droit électoral et le remet à la synodos (cf. p. 357, n. 1, et p. 358). Mais, selon lui (cf. plus loin pp. 136 sq.), la participation à la synodos dépend d'un cens : il ne s'agit donc pas d'un suffrage à deux degrés.

3. L'argument invoqué par Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 232, et qui s'appuie sur Plut., *Phil.*, 7, 4, et Pol., X, 22, 9, a été réfuté par Francotte, *Polis*, pp. 238-239, et Busolt³-Swoboda, p. 1563, n. 2 : cf. plus loin, p. 211.

4. Certains (Hermann⁴-Swoboda, p. 399 ; Busolt³-Swoboda, p. 1563 ; W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, p. 736 ; Schwahn, col. 1253, ll. 38 sqq.), jugeant sans doute que ce raisonnement va de soi, le passent sous silence et s'en tiennent à sa conclusion. Mais il a été présenté par Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 232, et surtout par Niccolini, pp. 222-233. — On reviendra plus loin, pp. 209 sqq., sur la question des *archairésiai*.

5. Remarquons, au surplus, que le système de l'élection par le suffrage à deux degrés a été pratiqué au moins dans un Etat, Mantinée, il est vrai de constitution démocratique modérée : Arist., *Pol.*, VII, 4, p. 1318 B., ll. 23 sqq. (VI, 2, 2). A. Jardé, *Form. du peuple grec*, p. 358, rapproche ingénieusement de ce système le procédé utilisé à Athènes pour la désignation des archontes et qui repose, lui aussi, sur un suffrage (ou, ce qui revient au même, tirage au sort) à deux degrés. Ce raisonnement théorique n'est donc pas d'une solidité à toute épreuve.

Les archairésiai ne peuvent donc pas entrer en ligne de compte. Il ne reste bien que les assemblées extraordinaires, les *synklêtoi*, qui soient accessibles au commun des citoyens.

La différence entre la Confédération achaienne et les autres « États fédéraux » contemporains est ainsi éclatante. Si dangereux que puissent être en cette matière les rapprochements avec d'autres pays, il en est un qui s'impose, puisque, d'ailleurs, on l'utilise¹ afin de justifier cette conception de la *synodos* achaienne : c'est celui dont la Confédération aitolienne peut fournir l'occasion. Précisément, les Aitoliens, s'ils possédaient un conseil, nommé *synédriou* ou *boulê*, formé de députés², continuaient à se réunir, non seulement en assemblées extraordinaires³, mais, chaque année, en deux grandes assemblées générales et régulières, les *Thermika* et les *Panaitolika*⁴. Il n'y aurait donc pas eu, entre les deux Confédérations, l'analogie qu'on a voulu découvrir. Les Achaiens, qui n'auraient plus tenu, à époques fixes, d'assemblées plénières, auraient fait un pas de plus que leurs voisins et rivaux. Leur constitution contiendrait un élément d'originalité indéniable. Certes, ils ne connaîtraient pas encore le véritable régime représentatif. Ils auraient du moins franchi une étape importante de l'évolution qui y conduit⁵.

1. Cf. plus loin, p. 62 et n. 3 ; p. 81 et n. 4.

2. Cela est unanimement admis : cf. *Mél. Iorga*, p. 81, n. 2, et p. 105, n. 1.

3. Sur ces réunions extraordinaires, cf. notamment Hermann⁶-Swoboda, p. 357 et n. 3 ; Busolt³-Swoboda, p. 1522 et n. 1 ; Schwahn, col. 1209, ll. 50 sqq. U. Kahrstedt (cf. la n. suivante) est obligé d'admettre, col. 1343, au moins une assemblée primaire extraordinaire, puisque, à son sujet, Polybe (V, 103, 2), emploie le mot *πανήγυρις* ; c'est, selon lui, un cas unique ; ce seul détail suffit à montrer toute la faiblesse de sa conception.

4. L'étude décisive est ici celle de M. Holleaux, *Sur les assemblées ordinaires de la Ligue aitolienne* (BCH, 1905, t. XXIX, pp. 362-372) ; l'auteur en a maintenu (*Klio*, 1907, t. VII, pp. 294 sq.) les conclusions contre les doutes de Sokoloff (*ibid.*, pp. 71 sqq.). Elles étaient unanimement admises : H. Swoboda, *Studien zu den griechischen Bünden* (*Klio*, 1911, t. XI), p. 456 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 356 ; Busolt³-Swoboda, p. 1521 ; Schwahn, col. 1208, ll. 21 sqq. Mais U. Kahrstedt, art. *Συνέδριον* (1), *RE*, t. IV A 2 (1932), coll. 1339-1344, n'a pas craint de présenter une hypothèse toute nouvelle : selon lui, les *Thermika* et les *Panaitolika* ne sont que des réunions du *synédriou* composé de députés et il n'y a pas d'assemblées primaires régulières. Cette hypothèse appelle les plus expresses réserves qu'il m'est impossible de présenter ici, pour ne pas sortir du cadre de mon étude présente : cf. R. Flacelière, *Les Aitoliens à Delphes*, p. 43, n. 2.

5. Le véritable régime représentatif ne peut s'accommoder de la présence d'une assemblée primaire, à la compétence exclusive de laquelle la loi (cf. *infra*, p. 199 et n. 1) réserve les questions les plus graves. Toutefois, Tarn a raison de noter que, dans cette hypothèse qui est la sienne, *the difficulty of the mass meeting was overcome by some degree of representation* (CAH, t. VII, p. 739). C'est ce *some degree of representation*, inconnu ailleurs, qui constituerait la nouveauté. Larsen, p. 347, a parfaitement raison, dans sa conception, de conclure : *the government of the Achaean League largely*

Mais tout cela n'est vrai que si la synodos est bien une assemblée de députés. . .

Ainsi, la question de la composition des synodoi présente un intérêt considérable. Elle touche à l'histoire des idées et des systèmes politiques. On s'est rarement, on s'est cependant quelquefois avisé des conséquences impliquées dans l'opinion de Beloch. S'il est manifestement excessif de parler du « Parlement de la Confédération achaïenne ¹ », il est conforme à la plus stricte logique de comparer la synklêtos à « un referendum populaire sur des questions particulières ² », formule remarquable de W. W. Tarn qui, en réduisant à ses exactes proportions l'exercice immédiat de leur souveraineté par les citoyens, rend sensible l'exceptionnelle « modernité » des institutions achaïennes ; d'écrire que, « dans la mesure où le système pourrait être dit représentatif, la Confédération achaïenne s'était avancée beaucoup plus loin qu'aucun autre État grec ³ » ; enfin même, — le débat engagé dans cette voie pouvant être mené très loin, — de regretter notre incapacité à décider « quelle chance de représentation existait pour les minorités ⁴ ».

Toutefois, si cette conception de la synodos a le précieux avantage d'ouvrir de si lointains horizons, la richesse même de ses conséquences n'est pas sans entraîner de sérieux inconvénients ⁵. Le plus grave est

was a representative government. Il y a, au contraire, une erreur certaine chez Niccolini lorsque, en estimant que la synodos est une assemblée de députés, il écrit, p. 218 : *Gli Achei... non seppero sottrarsi al tipo tradizionale delle costituzioni adatte alle città singole : essi non ebbero un concetto della rappresentanza nazionale, unico sistema possibile in uno Stato di vasto territorio...*

1. C'est le titre même du mémoire de M. O. B. Caspari, *Eng. Hist. Rev.*, 1914. On retrouve cette expression, comme d'ailleurs l'essentiel du système de Caspari, dans M. Cary, *Hist. of the Gr. world*, p. 285. A vrai dire, ces critiques emploient les mots *the Parliament* sans attacher assez d'importance au fait qu'ils paraissent impliquer un régime représentatif intégral. Or, Caspari accepte l'existence d'une assemblée primaire, la synklêtos ; il estime même que, parfois, la synodos est aussi une assemblée primaire. N'y a-t-il pas dès lors quelque abus dans l'emploi d'une telle appellation ?

2. W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, p. 738 : *a synkletos was really a mass referendum on particular questions.* Cf. aussi P. Roussel, dans Roussel et Cloché, *La Grèce et l'Orient* (Paris, 1928), p. 479 : « un référendum était organisé pour décider de la paix et de la guerre ». Larsen, pp. 337 et 346, est à ma connaissance le premier qui ait utilisé cette comparaison, mais dans un mémoire inédit.

3. Tarn, *ibid.* : *so far then as the system could be called representation, the Achaean League had advanced much further than any other Greek state, owing to its Council having in effect almost become the League Assembly.*

4. *Ibid.* : *But whether the delegations were chosen by election or lot, and what chance of representation there was for minorities, are things unknown.*

5. Je ne veux présenter qu'incidemment une autre remarque préliminaire. Il est infiniment probable que la création de la synodos, si celle-ci est une assemblée représentative, ne date pas de 280, date où se reconstitua la Confédération achaïenne.

d'inspirer un surcroît de défiance à ceux qui doivent examiner la prémisse dont tout découle et de les contraindre à exiger qu'elle soit accompagnée d'un faisceau de preuves invincibles. Des présomptions peuvent, à la rigueur, suffire quand il s'agit d'une affirmation qui s'harmonise avec ce qu'on peut considérer comme bien établi par ailleurs. On ne saurait s'en contenter pour adopter une opinion dont le premier effet est de bouleverser toutes les idées reçues et de révéler un fait nouveau, absolument contraire à tout ce qu'on a pu observer dans des circonstances analogues. On est alors en droit et on a le devoir de demander que la démonstration en soit rigoureusement irréfutable.

Lorsque celle-ci (Pol., II, 41, 12 sqq.) ne comprenait que quelques villes voisines l'une de l'autre, toutes situées dans l'Achaïe proprement dite, il serait invraisemblable qu'on eût jugé nécessaire de dépouiller les citoyens de leur souveraineté directe au profit de députés. Cette idée n'eût pu naître et cet expédient être adopté que quand l'extension du territoire fédéral réduisit pratiquement à rien les droits politiques des citoyens des villes éloignées de celle où était réunie l'assemblée. — Ce raisonnement n'implique nullement que j'adopte l'argument, qu'on pourrait nommer « géographique », qui est invoqué par Niccolini, pp. 218-219, et qui peut se formuler grossièrement ainsi : le régime représentatif était indispensable, puisque l'exercice direct de la souveraineté populaire était territorialement impossible. Contre cet argument, il y a, chez Caspari, pp. 211 sq., de très justes observations : il faut avant tout prendre garde à la modestie des débuts de la Confédération et au fait, certain, que les créateurs de ses institutions n'ont pas songé au Péloponnèse tout entier, mais à l'Achaïe proprement dite, c'est-à-dire à une région dont l'étendue n'était pas plus grande que celle de bien d'autres Etats grecs, la Béotie après 378 par exemple, dans lesquels on s'est tenu au système de l'assemblée primaire; d'autre part, la routine a pu faire conserver les institutions primitives, même lorsqu'elles étaient complètement inadaptées à une situation toute nouvelle. Je me borne ici, en considérant conventionnellement comme démontré que la synodos est composée de députés, à rechercher quand et pourquoi les Achaïens auraient pu décider de rompre avec le système ordinaire des Etats grecs démocratiques. — Donc, le régime représentatif serait, dans la Confédération achaienne, le fruit d'une évolution plus ou moins lente. C'est ce qu'ont bien vu Br. Keil, pp. 416 sq., et W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, p. 738, pour qui la synodos, *originally... the Achaean Assembly* (c'est-à-dire assemblée primaire), *... subsequently absorbed, and became, the Council* (composé de députés). On aboutit ainsi à une évolution qui est rigoureusement l'inverse de celle qu'a supposée U. Kahrstedt, en plaçant (col. 1417, ll. 12 sqq.) entre 183 et 169 la création de la synklêtos, seule assemblée primaire, ce qui serait (col. 1418, ll. 12 sq.) *eine ganz erhebliche Radikalisierung* des institutions achaiennes : mais l'hypothèse de ce critique est inadmissible (cf. *REA*, 1933, t. XXXV, pp. 459 sq.). Si la synodos est une assemblée de députés à la belle époque de la Confédération, c'est elle qui doit être une création *a posteriori*. Dès lors, il faut noter le silence absolu, et assez étrange, de toutes nos sources sur cette création, qui aurait été cependant un événement important à tous égards. La remarque est loin d'être décisive, car, pour ce qui touche aux modifications constitutionnelles, l'*argumentum e silentio* est de médiocre valeur (cf. *supra*, pp. 20 sqq.). Elle devait cependant être faite.

IV

Cette démonstration n'est pas irréfutable et les arguments invoqués, qui ne sont qu'au nombre de deux, apparaissent, dès le premier regard, inconsistants. Ils se ramènent à des coïncidences verbales, beaucoup plus apparentes que réelles.

On se borne, en effet, à remarquer tout d'abord que le lieu où les synodoi se réunissent est appelé par Polybe, toutes les fois où il lui donne un nom, τὸ βουλευτήριον, alors que ce nom n'est jamais appliqué au lieu où se réunit une synklêtos, et à constater ensuite que, toutes les fois où Polybe, parlant de la Confédération achaïenne, emploie le mot βουλή, il s'agit d'une synodos¹. De ces deux remarques, qui sont présentées comme des vérités d'évidence en négligeant tous les cas litigieux², on tire la conclusion que, comme les boulaï des autres « États fédéraux » grecs ou, plutôt, comme la boulè de la Confédération aitolienne, seul « État fédéral » dont les institutions soient, sur ce point de détail, bien connues³, cette boulè achaïenne comprend seulement des représentants désignés par les cités adhérentes à la Confédération. Elle n'est donc pas, à en croire les critiques

1. Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 232, est seul à ajouter un troisième argument, qu'il ne développe pas, mais dont il est aisé de voir qu'il n'a aucune portée. Les synodoi, dit-il, ne sont pas de véritables assemblées populaires : *schon der Name deutet das an*. Sans vouloir entreprendre ici le long et pénible recensement des sens que peut présenter chez Polybe le mot *synodos*, on se bornera à remarquer qu'on trouve (XVIII, 48, 5) ἡ τῶν Θερμαικῶν σύνοδος pour désigner l'assemblée aitolienne d'automne. Or, de cette assemblée, Beloch (*ibid.*, t. IV, 1, p. 605, n. 1) et tous les critiques, sauf Kahrstedt (cf. plus haut, p. 59, n. 4), font une assemblée primaire. L'emploi du mot *synodos* afin de désigner certaines assemblées achaïennes n'entraîne donc aucune conséquence pour leur composition. — Quant aux arguments tirés de la présence des mots *bouleutèrion* et *boulè*, ils sont utilisés par tous les critiques qui prennent la peine de justifier leur opinion. Ce n'est le cas (W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, pp. 737 sq., n'avait pas à le faire) ni de Caspari, p. 209, ni de Niccolini, p. 210, qui se bornent à affirmer. On trouvera l'indication des autres *infra*, p. 63, n. 4, et p. 73, n. 3.

2. Cette hâte est surtout sensible à propos du texte Pol., II, 46, 6 (cf. plus loin, pp. 68 sqq., et en particulier, p. 70, n. 4). Mais il faut aussi noter les interprétations ou hasardeuses ou fausses traditionnellement données à Pol., XI, 9, 8 (cf. plus loin, p. 64, et p. 98, n. 2), comme à Pol., XXXVIII, 12, 5. W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, p. 737, ramène cette évidence à ses justes proportions en écrivant : *except for one passage (IV, 26, 7 [cf. plus loin, pp. 67-68]), Polybius is frankly ambiguous*. Il se décide cependant à opter pour la synodos assemblée de députés ; après un tel aveu, les raisons qui l'y déterminaient eussent été bien intéressantes à connaître.

3. Le rapprochement avec la Confédération aitolienne est présenté surtout par Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, pp. 232 sq. Hermann⁶-Swoboda, p. 390, n. 1, Busolt-Swoboda, p. 1560 (n. 3 de la p. 1559), Schwahn, col. 1254, ll. 30 sqq., se bornent à montrer que la synodos est identique à la boulè. Ils considèrent évidemment comme allant de soi la suite du raisonnement.

modernes, une assemblée primaire, mais une assemblée de députés.

Le point de départ de ce raisonnement est inadmissible. Il implique, en effet, que les mots sont toujours employés par Polybe dans leur acception la plus étroite et la plus précise et qu'il est, en conséquence, permis et, bien plus, nécessaire de les interpréter dans leur sens littéral. Mais on a vu précédemment¹ ce qu'il faut penser de ce principe. Sans doute, sous cette forme catégorique, personne n'entreprendrait de le défendre. On ne se fait pas faute, cependant, de raisonner en le sous-entendant. C'est, par exemple, peu après l'avoir formellement renié² qu'un historien comme K. J. Beloch s'empresse de l'appliquer³. Il y a évidemment là une erreur initiale qui suffit à vicier toute l'argumentation : le vocabulaire de Polybe n'a rien de rigoureux ; on ne peut donc fonder sur son interprétation stricte une démonstration qui exige une certitude absolue.

Au surplus, les synonymies apparentes sur lesquelles on s'appuie sont, en réalité et abstraction faite de tout soupçon préconçu quant à la précision de la langue de Polybe, fort peu nombreuses et fort peu concluantes.

Le cas du mot *βουλευτήριον* sera simple à trancher, car l'erreur commise à son sujet est évidente. Son emploi exclusif par Polybe à propos des *synodoi* montrerait, prétend-on, que la *synodos* est théoriquement une *βουλή*. Sans doute, on ne présente pas l'argument de façon aussi directe ; on insinue plus qu'on n'affirme ; en se gardant de l'invoquer comme une preuve véritable, on se borne à une remarque incidente qui vient appuyer et fortifier l'argument principal⁴. C'est pourtant cette idée qui se cache derrière cette remarque et c'est elle qu'il convient d'examiner.

Tò *βουλευτήριον* se rencontre à trois endroits différents chez Polybe au sujet d'assemblées achaïennes⁵. Une première réserve s'impose :

1. Cf. *supra*, pp. 9 sqq.

2. Cf. Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 230 : *Polybius hat hier, mit seiner gewöhnlichen Flüchtigkeit...*

3. L'argumentation tirée de l'emploi du mot *boulè* commence, dans le même § 107, p. 232.

4. Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 232 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 390, n. 1 ; Busolt-Swoboda, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555) ; Schwahn, coll. 1251, ll. 56-58, et 1254, ll. 41-42. Déjà, l'opinion de Merleker, p. 86, selon laquelle le mot désigne le lieu où se réunissent les bouleutes, se rapprochait fort de l'interprétation aujourd'hui courante. Niccolini également, p. 224, admet que le mot est réservé aux assemblées que je nomme *synodoi* : c'est accepter implicitement l'argument de Beloch.

5. II, 50, 10 ; XI, 9, 8 ; XXII, 9, 6.

rien n'autorise à déclarer qu'il s'agit certainement de trois synodoi. L'une de ces assemblées, dont il sera parlé plus loin en détail, est de nature douteuse¹. On n'y voit communément une synodos que parce qu'elle siège dans un *bouleutèrion*, ce qui est commettre une pétition de principe caractérisée. On ne peut, en effet, tout à la fois la considérer comme une synodos sûre pour établir que le mot *bouleutèrion* est réservé aux synodoi et arguer de ce qu'elle siège dans un *bouleutèrion* pour affirmer qu'elle est une synodos. Or, si elle est une synklètos, — et rien ne montre qu'elle n'en soit pas une, — chacun devra bien avouer que l'emploi du mot *bouleutèrion* ne donne aucune indication sur sa composition ni théorique ni pratique. Il ne reste donc que deux cas sûrs, ce qui est peu en tout état de cause.

Voici comment se présente l'un d'eux. Lykortas, en 185, rend compte à Mégalopolis, devant une synodos², du voyage qu'il a effectué en Égypte pour renouveler l'alliance de la Confédération avec le roi Ptolémée V. Le stratège Aristainos demande alors quel traité d'alliance a été renouvelé, car il en existe plusieurs, conclus antérieurement, qui présentent entre eux des différences sensibles. Personne ne peut lui répondre, car personne ne s'en est préoccupé³. C'est à ce moment que Polybe écrit : « Le bouleutèrion était plein d'embarras⁴ ».

Lorsqu'on prétend tirer une conclusion de ces mots, on oublie que l'incident se place en 185. Or, les synodoi, depuis le début de 188, peuvent se réunir dans toutes les villes fédérales et non plus, comme auparavant, sur le seul territoire d'Aigion⁵. Cette synodos, précisément, se tient à Mégalopolis. Trois ans se sont, en tout et pour tout, écoulés depuis que Mégalopolis a la possibilité de donner asile à une synodos et elle ne peut espérer avoir qu'assez rarement ce privilège qu'il lui faut partager avec les autres villes fédérales. Il est donc, à coup sûr, pratiquement impossible qu'il existe dès 185 à Mégalopolis un bouleutèrion fédéral portant, en permanence, ce nom et servant uniquement aux séances de la prétendue boulè fédé-

1. XI, 9, 8 : cf. plus loin, pp. 95 sqq. Seul Beloch paraît s'en être aperçu, car il se borne à ajouter, à la mention des deux autres textes sûrs, *vgl.* XI, 9, 8, ce qui me semble introduire une nuance dubitative. Mais aucun de ses successeurs n'a eu la même prudence.

2. Pol., XXII, 7, 2. Pour la date, cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 25-42.

3. Pol., XXII, 9, 1-12.

4. *Ibid.*, 6 : πλήρες ἦν τὸ βουλευτήριον ἀπορίας.

5. Cf. *infra*, pp. 302 sqq.

rale. Dira-t-on que le lieu des séances, du seul fait que cette boulè fédérale y siégeait, portait le nom de *bouleutérion* pour la durée de la session ? C'est possible. Encore conviendrait-il, pour en faire la base d'un argument sérieux, qu'aucune autre hypothèse ne fût au moins aussi plausible. Précisément, il en est une, beaucoup plus simple et naturelle : c'est que la synodos fédérale siège, en 185, dans le bouleutérion municipal de Mégalopolis. Cet édifice aurait tiré son nom de la boulè locale qui y siégeait très fréquemment¹ ; il l'aurait conservé en abritant par hasard une assemblée fédérale qui ne serait pas, de ce fait, nécessairement une boulè. L'argument est donc sans valeur. Aussi bien, toutes ces subtilités sont inutiles ; car il ne faut voir, selon toute vraisemblance, dans l'emploi fait ici du mot *bouleutérion* qu'une métonymie, d'ailleurs très courante. En écrivant « le bouleutérion était plein d'embarras », Polybe a en vue, non pas le contenant, l'enceinte de la réunion, mais le contenu, l'assemblée elle-même². Il faut ainsi se borner à noter qu'à propos d'une synodos Polybe utilise un mot qui appartient à la même famille que *boulè*.

Le deuxième et dernier cas appelle une observation identique. Polybe rapporte que, peu avant la conclusion de l'alliance avec Antigonos, c'est-à-dire en 225 ou 224³, les Mégalopolitains se rendent

1. L'existence d'un *synédriou* à Mégalopolis pour l'époque achaienne est attestée par diverses inscriptions : IG, t. V, 2, nos 433, ll. 3 et 8 ; 434, ll. 6 et 7 ; 435, l. 5 ; 437, l. 17 ; 493, l. 1 ; etc. Or, *synédriou* est très fréquemment synonyme de *boulè*. Il y avait aussi une *gérousia*, mais, du fait qu'une inscription cite nommément quatre ou cinq *gérontes* (IG, t. V, 2, n° 443 A, ll. 2 sq.), il semble qu'on doive conclure qu'elle ne formait pas un corps nombreux et que, par conséquent, le local qui lui était attribué n'aurait pas été suffisant pour abriter une assemblée fédérale.

2. On peut remarquer que certains écrivains, il est vrai postérieurs à Polybe, ont employé le mot, sans discussion possible, dans un sens analogue ; cf. Den. Hal., *Ant. Rom.*, II, 12, 4 : τοῖς ... βασιλεῦσιν .. βουλευτήριον ἦν ἐκ τῶν κρατίστων ; Synésios, *Ep.*, XIX : ἐπειδὴ μοι παρὰ παντός συνέστη τοῦ βουλευτηρίου.

3. J'indique ces deux dates, et j'agirai de même par la suite, afin de tenir compte des discussions sur la date de la bataille de Sellasia. Pour cette bataille, on hésite entre 222 et 221. La majorité des critiques paraît aujourd'hui se rallier à 222 : cf. Beloch, *Gr. Gesch.*, 2, t. IV, 2, pp. 219-220 ; W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, pp. 863 sq. Mais il n'est pas mauvais de constater avec quelle prudence conclut en faveur de cette date un papyrologue comme H. Henne, *REA*, t. XXXVII, 1935, pp. 27-29, alors que les papyri ont fourni à Beloch l'essentiel de ses arguments. Il me paraît, en tout cas, certain que l'on peut écarter la date de 223, proposée par Ferrabino, *Arato di Siracusa*, p. 268, et acceptée par Walbank, *Aratos*, pp. 103 et 195 sqq. (erreur sur l'opinion de ce critique dans Flacelière, *Les Aitolians à Delphes*, p. 282, n. 3). P. Treves, *Athenaeum*, t. XV, 1937, p. 317, n. 1, fait connaître, d'ailleurs, que Walbank renonce à 223. — Je ne puis pas accepter davantage la chronologie ni l'interprétation historique de Walbank, pp. 73 sqq. et 192, pour qui les démarches auprès d'Antigonos Doson remontent au début même de la guerre de Kléoménès.

« au bouleutèrion fédéral », εἰς τὸ κοινὸν βουλευτήριον ¹. Quelques lignes auparavant, il a bien précisé qu'il s'agissait d'une synodos ² et, étant donné la date, on est obligé de croire qu'elle était réunie à Aigion ³. Si on veut, ici encore, donner tout son sens au mot *bouleutèrion*, il faut agir de même avec l'épithète qui l'accompagne. Il faut croire, dès lors, que Polybe veut sciemment opposer ce bouleutèrion fédéral au bouleutèrion municipal d'Aigion. Mais on cherche en vain quelle nécessité aurait pu le pousser à apporter cette précision futile dans un récit brossé à très grands traits. Polybe, en cet endroit, se propose uniquement de montrer quels événements et quelles réactions psychologiques ont déterminé à cette époque la politique achaienne ⁴ ; il ne perd pas son temps à des détails de cette sorte. Manifestement donc, là encore, *bouleutèrion* désigne l'assemblée et non le lieu de ses séances ; τὸ κοινὸν βουλευτήριον est simplement une expression construite sur le modèle de ἡ κοινή σύνδοξ, formule utilisée ailleurs par Polybe ⁵, et a exactement le même sens ⁶.

Ainsi, dans ces deux cas, *bouleutèrion* n'a certainement pas le sens précis, auquel on voudrait le restreindre, de « local réservé aux séances de la boulè ». Pour tirer argument de l'emploi qu'en fait Polybe, il faut dès lors se borner à retenir que *bouleutèrion* et *boulè* sont deux mots de même famille. Mais, si on s'engage sur cette voie, ce n'est pas à mi-chemin qu'il convient de s'arrêter. On doit proclamer le principe que tous les mots parents de *boulè* ne peuvent s'appliquer en matière

1. II, 50, 10.

2. *Ibid.*, 4.

3. Cf. *infra*, pp. 277 sqq.

4. Cf. II, 37, 7 : διὰ βραχέων ; IV, 1, 8 : ἐπιψάυνοντες.

5. XXII, 7, 3.

6. Il faut ajouter que, dans les deux textes qui viennent d'être étudiés, *bouleutèrion* pourrait peut-être désigner le lieu exact des séances par son nom officiel, s'il était dans les habitudes de Polybe de désigner ce lieu. Or, il n'en est rien. Polybe se borne d'ordinaire — et souvent même il s'en abstient — à nommer la ville où est réunie une assemblée achaienne, sans indiquer le bâtiment, l'enceinte ou la place publique où siège cette assemblée. Ce détail ne lui échappe que par hasard, très rarement, et sans qu'on aperçoive jamais que ce soit intentionnel. En fait, le cas le plus net est celui d'une synklêtos qui, au début de 168, se réunit dans le théâtre de Sikyon (Pol., XXIX, 25, 2 ; cf. 24, 6). Mais le renseignement ainsi fourni est exceptionnel. Polybe emploie le même mot *théatron* une autre fois, à propos d'une assemblée tenue à Corinthe ; mais il écrit alors (XXXVIII, 12, 7) θεάτρου συνενοουσιῶντος : *théatron* désigne donc ici simplement « l'assistance », qui, seule, peut partager l'enthousiasme de l'orateur. S'ensuit-il nécessairement que l'assemblée siège dans le théâtre de Corinthe ? Je m'avoue disposé à serrer le moins possible ces mots dont le sens métaphorique est probablement très large. En dehors de ces trois emplois de *bouleutèrion* et de ces deux emplois de *théatron*, Polybe n'utilise jamais aucun mot qui permette de préciser quel est le lieu des séances. Il existe ainsi une présomption défavorable à l'interprétation ordinaire de *bouleutèrion*.

politique qu'à une réunion, qui, théoriquement, est une boulè, c'est-à-dire un conseil représentatif et non une assemblée primaire, puis appliquer ce principe, par exemple à *βουλευέσθαι* et à *τὸ διαβούλιον*. Personne, évidemment, ne s'y hasarderait ¹, alors que, cependant, le raisonnement serait identique. En fait, donc, seule importe l'idée de « délibération » et non pas de « conseil ». Le mot *bouleutèrion*, dans les passages envisagés, signifie simplement « assemblée délibérante » ; il ne révèle pas le nom officiel de l'assemblée ; à plus forte raison n'en précise-t-il pas la composition ².

Sans être plus décisif, l'argument fondé sur l'équivalence apparente entre les mots *boulè* et *synodos* est plus spécieux.

Les textes qu'on peut relever sont, en effet, plus nombreux et il est incontestable qu'ils paraissent marquer, en supposant qu'il existât une boulè, — la question sera examinée à son heure ³, — une identité de fait entre cette boulè et la synodos. Presque toujours, il s'agit de récits où Polybe, après avoir parlé de la réunion d'une synodos, appelle par la suite cette assemblée *ἡ βουλὴ*. En voici un exemple ⁴ pour l'automne 220 : « Les Achaïens, s'étant réunis dans la synodos régulière,

1. Personne ne s'y est encore hasardé nettement. On peut toutefois se demander si, lorsque Niccolini, p. 220, prend soin de relever τὰ διαβούλια en Pol., II, 39, 6, il ne songe pas à la parenté du mot avec *boulè* (il est vrai que, p. 224 et n. 2, il ne le retient pas parmi les mots qui lui paraissent révélateurs). De plus, S. Gsell, *Hist. anc. de l'Afrique du Nord*, t. II, *L'Etat carthaginois* (Paris, 1918), p. 212, n. 7, croit bon d'observer que, si Polybe n'emploie pas le mot *boulè* à propos de Carthage, il emploie des mots construits sur la même racine (ainsi οἱ βουλευόμενοι en XV, 2, 2) et cela lui semble un indice possible de l'existence d'une boulè à Carthage. Un raisonnement analogue au sujet des assemblées achaiennes n'est donc pas absolument impossible. Mais un récit de Polybe (XXXVIII, 17 et 18) montre qu'il serait certainement faux. En effet, on y trouve *βουλευέσθαι* en 17, 6 et 9, *τὸ διαβούλιον* en 18, 1 (en 18, 2, le mot concerne une autre assemblée dont nous ignorons tout) ; on y trouve même *συνέδρευν* en 17, 5, ce qui conduit sans peine à *τὸ συνέδριον*, équivalent très fréquent de *boulè*. Or, cette assemblée contient en tout et pour tout (17, 9) cinq personnages ; elle ne peut donc être en aucune façon la synodos, à coup sûr beaucoup plus nombreuse. On relèvera aussi l'emploi de *βουλευέσθαι* en Pol., XXIX, 24, 5 : si on veut y interpréter le mot comme Gsell en donne l'exemple, cette phrase de Polybe aboutirait à dire qu'il est interdit à la synodos (23, 8) de remplir le rôle normal d'une boulè, c'est-à-dire le contraire de ce qu'on s'attache à démontrer. — Porter, p. c, n. 2, invoque, pour montrer que la synodos est une boulè, un texte où il est question des *bouleutes* (Pol., II, 37 [non pas 57], 11) ; ce texte sera examiné et interprété plus loin, pp. 157 sqq. : on verra qu'il ne peut fournir aucun argument en faveur de cette conception.

2. Je ne me rencontre sur ce point qu'avec des critiques déjà anciens : Wahner, p. 33 (n. 45 de la p. 32) ; Weinert, p. 30 ; Dubois, pp. 126 sq.

3. Cf. plus loin, pp. 150 sqq.

4. Il convient de noter que c'est là, et de beaucoup, le cas le plus net. Mais son existence et sa précision obligent, au moins pour le moment, à interpréter de la façon la plus favorable à la thèse qui est ici réfutée les autres cas cités *infra*, p. 68, n. 4.

ratifièrent tous le décret et firent publier la liberté du pillage contre les Aitoliens. Le roi [Philippe V de Macédoine], s'étant aussi rendu à la boulè à Aigion¹, etc... » Comme les synodoi, à cette date, se réunissaient à Aigion², il est à peu près impossible de distinguer ici la synodos dont Polybe parle tout d'abord de ce qu'il nomme ensuite *boulè*³. On pourrait citer d'autres cas à peu près identiques⁴. Les deux corps sont donc bien, parfois, confondus en fait par Polybe.

Il est cependant excessif d'affirmer, comme on s'y hasarde⁵, que *boulè* employé par Polybe à propos de choses achaiennes désigne toujours la synodos. Un texte existe, sur lequel on a longuement discuté⁶ sans en remarquer l'intérêt à cet égard, qui contient le mot *boulè*, mais où il semble bien se rapporter à une synklêtos, non à une synodos.

En 229 ou 228, Aratos et les chefs de la Confédération achaienne ont, tout d'abord, simplement décidé de s'opposer aux attaques des Lacédémoniens⁷. « Mais, raconte Polybe, voyant (θεωροῦντες) par la suite que Kléoménès fortifiait impudemment [l'ouvrage] appelé Athènaion sur le territoire des Mégalopolitains et qu'il se montrait avec évidence un ennemi cruel pour eux, alors, ayant réuni les Achaiens (τότε δὴ συναθροίσαντες τοὺς Ἀχαιοὺς), ils décidèrent avec la boulè d'entreprendre ouvertement les hostilités contre les Lacédémoniens⁸. »

1. IV, 26, 7-8 : Οἱ δ' Ἀχαιοὶ συνελθόντες εἰς τὴν καθήκουσαν σύνοδον τό τε δόγμα πάντες ἐπεκύρωσαν καὶ τὸ λαγυρον ἐπεκήρυξαν κατὰ τῶν Αἰτωλῶν. Προσελθόντος δὲ καὶ τοῦ βασιλέως πρὸς τὴν βουλὴν ἐν Αἰγίῳ... Sur la façon dont j'ai traduit ici *καθήκουσα σύνοδος*, cf. plus loin, pp. 145 sq.

2. Cf. *infra*, pp. 277 sqq.

3. Tous ceux qui font de la synodos une assemblée de députés relèvent naturellement ce texte pour poser l'équivalence *synodos* = *boulè*. Les autres doivent bien reconnaître qu'on ne peut distinguer les deux réunions : Lipsius, p. 172 ; Francotte, *Polis*, p. 241, pense que « Polybe s'est très mal exprimé ».

4. Ainsi, XXII, 7, 3 ; XXVIII, 3, 7 et 10 ; XXIX, 24, 6. Le nombre de ces cas n'est ainsi pas très considérable et, à part XXIX, 24, 6, ils peuvent être contestés : cf. plus loin, p. 77, n. 6, et pp. 154 sqq.

5. Cf. *infra*, p. 73, n. 3. Niccolini et Caspari vont même jusqu'à penser que *boulè* est le terme officiel pour désigner ce que je nomme *synodos* : cf. plus haut, p. 28, n. 1 ; p. 32, n. 3 ; p. 35, n. 3.

6. Les discussions ont porté sur l'interprétation exacte de la discussion prise par cette boulè : cf. plus loin, pp. 70 sq.

7. Pol., II, 46, 4. Il est clair que, comme on l'admet généralement (Hermann⁶ - Swoboda, p. 403, n. 11 ; Busolt-Swoboda, pp. 1566, n. 2 ; Schwahn, col. 1257, ll. 52 sq. ; P. Treves, éd. du I. II de Polybe, Naples, 1937, *ad loc.*), οἱ προεστῶτες τοῦ τῶν Ἀχαιῶν πολιτεύματος est l'équivalent de οἱ ἄρχοντες, assez souvent employé par ailleurs par Polybe (ainsi, en V, 1, 6 et 9). On cherche vainement l'origine de l'erreur commise sur ce point par Dubois, p. 119, n. 2.

8. Pol., II, 46, 5-6 : θεωροῦντες δὲ κατὰ τοὺς ἐξῆς χρόνους τὸν Κλεομένη θρασέως ἐποικοδομοῦντα μὲν τὸ καλούμενον Ἀθήναιον ἐν τῇ τῶν Μεγαλοπολιτῶν χώρᾳ, πρόδηλον δὲ καὶ πικρὸν ἀναδεικνύντα σφίσι πολέμιον ἑαυτὸν, τότε δὴ συναθροίσαντες τοὺς Ἀχαιοὺς ἔκριναν μετὰ τῆς βουλῆς ἀναλαμβάνειν φανερώς τὴν πρὸς τοὺς Λακεδαιμονίους ἀπέχθειαν.

Cette fois encore, il est bien évident qu'on ne peut distinguer la boulè de l'assemblée achaienne convoquée par Aratos et ses amis. On l'a tenté¹, en parlant de sessions contemporaines de la synklètos et de la boulè, c'est-à-dire (prétend-on) de la synodos. Mais cette explication est inefficace : si une synklètos avait été réunie en même temps que la boulè, c'est certainement elle, et non la boulè, qu'on aurait consultée pour proclamer l'état de guerre². Boulè et assemblée ne sont donc bien, dans ce passage de Polybe, qu'un seul et même corps.

Lorsqu'on a aperçu cette évidence, — et la presque totalité des critiques n'y a pas manqué, — on a toujours affirmé sans hésiter, sans même songer à en fournir la moindre preuve, que l'assemblée convoquée par Aratos et les chefs de la Confédération est une synodos³. C'est supposer résolue toute la question, admettre comme un principe au-dessus de tout soupçon l'équivalence absolue des deux mots *boulè* et *synodos*. Peut-être, précisément, cette équivalence serait-elle apparue moins certaine si on avait consenti à regarder ce texte d'un peu près en oubliant que, plusieurs fois chez Polybe, *boulè* est synonyme de *synodos*⁴.

1. Th. Lenschau, p. 217. Il prétend ainsi résoudre la délicate question de la compétence qui va être bientôt abordée.

2. A vrai dire, Lenschau n'étudie pas ce cas de très près. Il se borne à le citer avec d'autres, en indiquant que la solution lui paraît devoir être cherchée dans cette direction. Puis il examine en détail ces autres cas et les explique ainsi. On doit donc admettre que, s'il s'était arrêté à ce texte, il en eût rendu compte de la même façon. Mais l'objection qui est ici présentée est absolument insurmontable, car la phrase de Polybe est très nette. La décision a été prise par Aratos, les chefs de la Confédération et les membres de la boulè ; si, comme le veut Lenschau, la synklètos a été convoquée et réunie, et si elle ne se confond pas avec la boulè, elle n'a certainement pas eu voix délibérative. Cet exemple irait donc directement à l'opposé du but poursuivi par Lenschau, qui est de montrer que, seule, une synklètos pouvait voter une déclaration de guerre. J'ajouterai que, Polybe ne signalant aucune autre décision qui aurait été prise alors et qu'on pourrait attribuer à la synklètos, on ne s'expliquerait ni qu'une synklètos eût été réunie, ni que Polybe eût jugé nécessaire de mentionner sa réunion. — Mon objection principale à l'hypothèse de Lenschau est tirée du partage des compétences, question qui a déjà été abordée *supra*, pp. 28 sqq. et qui sera traitée plus spécialement *infra*, pp. 188 sqq.

3. Outre Lenschau, on ne peut citer que Francotte, qui écrit, p. 235 : « Rien ne prouve que cette assemblée fut plutôt une synodos qu'une synklètos. » Mais, un peu plus loin, p. 240, il admet que ce texte « contient une inexactitude de terme de quelque façon qu'on le prenne » ; c'est toujours raisonner comme je reproche aux autres critiques de l'avoir fait : en proclamant à l'avance impossible que le mot *boulè* s'applique à une synklètos. La seule attitude acceptable est la neutralité : seuls, les mots *synodos* et *synklètos* sont officiels et sûrs, étant fournis par les inscriptions : le vocabulaire de Polybe étant imprécis, il ne faut se fier à aucune apparence, à aucun raisonnement théorique, à aucune analogie. Dès lors, tout est possible, même l'emploi du mot *boulè* pour désigner une assemblée primaire, et il faut admettre cette possibilité au moins pendant le travail d'investigation.

4. Le cas le plus typique à cet égard est celui de Niccolini. Il pose en principe, p. 216, que *bule* est le nom officiel de l'assemblée et, p. 219, que Polybe, lorsqu'il

A propos d'une autre assemblée, annoncée par les mots *συνηγμένων τῶν Ἀχαιῶν*, certains historiens, on le verra, ont jugé que ces mots suffisaient à prouver qu'elle était une synklêtos¹. Les mêmes savants, s'ils avaient remarqué ici l'expression *συναθροίσαντες τοὺς Ἀχαιοὺς*, n'auraient-ils pas été contraints de faire le même raisonnement et d'aboutir à la même conclusion ? Il faut, en réalité, négliger cette formule². Mais il suffit ici de lire le texte et de se laisser porter par lui. Il est alors certain que cette assemblée n'était pas prévue à l'avance. Le participe *θεωροῦντες* ne marque pas seulement, dans cette phrase et dans cette série d'événements, un rapport causal ; il marque aussi un rapport temporel. C'est « parce que », mais c'est aussi « quand » s'ouvrent les yeux d'Aratos et des magistrats que les Achaïens sont convoqués ; les mots *τότε δὲ* sont là, d'ailleurs, pour préciser sans la moindre ambiguïté la pensée de Polybe sur ce point. L'époque de la réunion n'est donc pas fixée à l'avance par la loi achaienne ; elle est déterminée seulement par les progrès de l'insolence ennemie. Aussi l'assemblée est-elle une assemblée extraordinaire³.

D'autre part, on a longuement et subtilement, beaucoup trop longuement et subtilement discuté⁴ pour définir la portée de la décision à laquelle aboutit cette assemblée. Il ne s'agit pas, a-t-on dit, d'« une déclaration de guerre véritable et proprement dite, puisque déjà la guerre existait en fait⁵ » ; « il s'agit seulement de la constatation

emploie ce mot, *si esprime sempre con esattezza*. Nulle part il ne cherche à apporter la moindre preuve à l'appui de ces deux principes, et pour cause, car ils sont injustifiables : cf. *supra*, p. 35 et n. 3. Il se borne, pp. 219 sq., à expliquer deux cas, dont celui-ci, qui *parrebbero smentire questa asserzione*. Cette méthode est viciée à la base. Le raisonnement est identique chez F. W. Walbank, *Aratos*, p. 192.

1. Pol., XXXVIII, 12, 2.

2. Sur tout cela, cf. plus loin, pp. 121 sqq.

3. Ce raisonnement est irréfutable pour ceux qui, comme Beloch, Hermann⁶-Svoboda et Schwahn, n'admettent pas ou ne songent pas à admettre la possibilité de synodoi extraordinaires : cf. plus loin, pp. 122 sq. et 144 sq. Pour les autres (cf. *ibid.*), l'objection n'est pas insurmontable et, précisément, Niccolini, p. 225 (n. 3 de la p. 224), affirme que cette assemblée *ha tutto l'aspetto* d'une synodos extraordinaire. Mais on verra ci-dessous, pp. 145 sq., qu'il n'y a d'autres synodoi, en donnant au mot le sens qu'il eut à la belle époque de la Confédération, que les assemblées régulières.

4. Cette distinction trop subtile a été introduite par Busolt², p. 359 et n. 4. Beloch *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, ne l'a pas reprise et on est surpris que, sans la faire, il ait pu écrire, p. 234 : *Gegeninstanzen* (contre la compétence exclusive de la synklêtos pour déclarer la guerre) *gibt es nicht*. Mais on remarquera que, dans les pages consacrées par lui aux assemblées achaiennes, le cas de cette assemblée n'est pas une seule fois abordé ni ce texte de Polybe une seule fois cité. La même objection doit être faite à Schwahn, qui ne cite ce texte, col. 1251, l. 55 (avec l'erreur, I, 46, 6, pour II, 46, 6), que pour relever le mot *boulê*.

5. Niccolini, pp. 219-220 : [les hostilités furent ouvertes] *senza una dichiarazione di guerra vera e propria, perchè ormai la guerra esisteva di fatto*.

que, par les agissements des Lacédémoniens, la paix était rompue¹. » Et, qu'il y ait dans ces observations une part de vérité, c'est ce qu'il n'est pas utile de nier pour le moment². Il n'en reste pas moins certain que, du fait de cette assemblée, il y a eu novation juridique dans les rapports avec Kléoménès. On avait au début reconnu la nécessité « de ne commencer la guerre contre personne, mais de s'opposer aux attaques des Lacédémoniens³ ». On décide maintenant « d'entreprendre ouvertement les hostilités contre les Lacédémoniens ». Un pas de plus est donc franchi, et le pas décisif après lequel la guerre bat son plein. Peut-être cette reconnaissance officielle, cette proclamation de l'état de guerre est-elle « une déclaration de guerre *sui generis*⁴ » ; elle a cependant des effets identiques à ceux qu'entraînerait « une déclaration de guerre véritable et proprement dite ». La distinction qu'on a voulu introduire ne s'impose donc nullement et elle apparaît trop subtile pour que les auteurs de la loi achaienne sur la compétence de la synklêtos aient pu songer à la prévoir⁵. Il est plus sage de conclure tout uniment que l'assemblée délibère « sur la guerre ».

1. Hermann⁶-Swoboda, p. 397 (n. 9 de la p. 396) : *so handelt es sich hier... nur um die Konstatierung, dass durch das Vorgehen der Spartaner der Frieden gebrochen war*. La même explication est admise par Busolt⁷-Swoboda, p. 1560 (n. 4 de la p. 1559). — On n'a, en réalité, senti le besoin de cette distinction que pour sauver le principe de la compétence de la synklêtos en certains cas. Ce texte n'aurait plus été gênant pour personne si on avait consenti à faire de cette assemblée ce qu'on est tout naturellement conduit à en faire : une synklêtos. Mais, avant d'aborder ce texte, on avait au préalable proclamé que *boulê* ne pouvait désigner qu'une synodos. Qu'on abandonne cette prétendue synonymie, que rien ne justifie, et la question de compétence ne soulève plus ici la moindre difficulté.

2. On reviendra sur ce point plus bas, p. 216. Il suffit ici de répondre à une remarque de Hermann⁶-Swoboda. Il écrit, p. 397 (n. 9 de la p. 396) : *so handelt es sich hier nicht um eine Kriegserklärung (dann würde sich auch Polybios anders ausgedrückt haben)*... Mais je ne pense pas que Polybe ait voulu employer dans cette phrase une expression qui s'accordât avec les règles du droit constitutionnel achaien. La tournure qu'il utilise, et qui est en effet bizarre au premier abord, s'explique beaucoup plus simplement. Ici comme dans tout le récit des débuts de la guerre de Kléoménès, Polybe a pour but principal de montrer qu'Aratos et les chefs responsables de la Confédération, loin de vouloir la guerre, se sont bornés à la subir, parce que, voulue par le roi de Sparte, elle était inévitable. Cette démonstration était d'autant plus utile que d'autres historiens (notamment Phylarchos), dont on retrouve l'écho chez Plutarque, *Kléom.*, 3, 7-8, rejetaient toute la responsabilité sur Aratos. Polybe — et cette idée devait lui être fournie par les *Mémoires* d'Aratos — veut dire en somme que, si la déclaration de guerre est venue des Achaiens, l'agression persévérante, qui l'a précédée et provoquée, vient de Kléoménès.

3. II, 46, 4 : πολέμου μὲν πρὸς μηδὲνα κατάρχειν, ἐνίστασθαι δὲ ταῖς τῶν Λακεδαιμονίων ἐπιβολαῖς.

4. Niccolini, p. 219 : « *ma qui si tratta di una dichiarazione di guerra sui generis* ».

5. Au surplus, les choses sont en réalité beaucoup plus compliquées. Car, à lire Pol., II, 46, 4-6, il semble bien qu'Aratos et les chefs de la Confédération n'eussent pas eu besoin de réunir une assemblée, s'ils avaient jugé possible de se borner à

Dès lors, cette assemblée présente, avec une netteté parfaite, les deux caractères propres aux synklètoi, tels qu'ils se dégagent du décret d'Oropos et du récit fait par Polybe de l'incident égyptien en 168. C'est une assemblée extraordinaire et elle délibère sur la guerre ; elle est donc bien, selon toute apparence, une synklètos¹. Sans doute,

« s'opposer aux attaques des Lacédémoniens ». Comme ils ne pouvaient évidemment s'y opposer que par les armes, ils étaient en somme compétents pour engager la Confédération dans un conflit armé. Dira-t-on que leur devoir, et par conséquent leur droit, est de défendre le territoire fédéral, mais en ne sortant pas de ses limites ? Tandis que la synodos serait compétente pour tirer d'une invasion du territoire fédéral ses conséquences juridiques, c'est-à-dire pour permettre à l'armée achaienne de porter à son tour la guerre sur le territoire de l'ennemi, et que la synklètos serait seule habilitée à lancer spontanément une déclaration de guerre contre un Etat étranger qui n'aurait pas pris l'initiative des hostilités ? C'est bien la seule explication qui permette de sauvegarder le principe même de la distinction imaginée par Busolt² et reprise par la plupart des critiques modernes (cf. *supra*, p. 70, nn. 4 sqq.). Mais elle soulève trois objections également irréfutables. Tout d'abord, c'est faire trop grand honneur aux rédacteurs de la constitution fédérale que leur prêter un sens aussi aigu des nuances et faire remonter jusqu'à eux un échelonnement aussi savant des responsabilités et des pouvoirs : on croira difficilement que les Achaïens fussent dès le début parvenus à articuler avec tant de délicatesse les différents rouages de leur organisation politique. Ensuite, puisque, même en cas d'invasion, les magistrats ne peuvent prendre sous leur bonnet, sans l'approbation d'une assemblée, de poursuivre l'ennemi sur son propre territoire, et puisque, à cette date de 229 ou 228, on convoqua spécialement à cet effet une assemblée, pourquoi serait-ce la synodos, et non la synklètos ? Rien ne se serait opposé à la convocation de celle-ci : puisque la synodos, en tout état de cause, devait, comme elle, comprendre des habitants de toutes les cités fédérales, sa réunion faisait perdre autant de temps, et aussi précieux, que celle de la synklètos ; d'autre part, les membres de la synklètos auraient été tout aussi hostiles à Kléoménès que ceux de la synodos (cf. plus bas, p. 73, n. 1). Au vrai, la convocation d'une synklètos aurait été plus naturelle, car la décision à prendre relevait manifestement plutôt de sa compétence réservée. L'hypothèse de Busolt² serait acceptable quand l'invasion du territoire se produit peu avant ou pendant une réunion normale de la synodos : mais ce n'est précisément pas le cas ici. Enfin, le récit de Plutarque, *Kléom.*, 4, oblige à croire qu'Aratos a conduit ses soldats hors du territoire fédéral avant même la réunion de l'assemblée. Aratos tente, en effet, un coup de main nocturne contre Tégéa et Orchoménos, anciennes possessions aitoliennes et non achaïennes, occupées par les Lacédémoniens (Pol., II, 46, 2). Mais il le tente « sans avoir adressé aucun reproche » à Kléoménès, donc avant l'assemblée. Et, après son échec, il échange des lettres avec Kléoménès, ce qu'il ne pourrait faire si l'assemblée avait déjà décidé « d'entreprendre ouvertement les hostilités contre les Lacédémoniens ». Niccolini, p. 219, semble chercher, sans le dire nettement, à atténuer la portée de cette remarque qu'il est impossible de ne pas faire. Il distingue la *sorpresa notturna su Tegea e Orcomeno* de l'*occupazione palese di Cafie* qui fut réalisée ensuite : la première lui paraît peu importante et c'est pourquoi le *sinarchie* aurait pu l'autoriser, tandis que l'approbation de la *hule* aurait été indispensable pour la seconde. Mais, *notturna* ou non, la surprise *su Tegea e Orcomeno*, si elle avait réussi — or, je suppose qu'en l'entreprenant Aratos espérait qu'elle réussirait — et si, par conséquent, son but avait été officiellement dévoilé, aurait été un acte de guerre tout aussi déclaré que l'*occupazione palese di Cafie*. En tout cas, Tégéa et Orchoménos sont extérieures au territoire achaien. Ainsi, la limite de la compétence respective des magistrats et de la synodos devient, en droit comme en fait, indiscernable. Toute l'explication fondée sur la distinction introduite par Busolt² s'écroule.

1. Cf. plus haut, pp. 38 sqq.

cette conclusion n'est pas absolument certaine. Il se peut qu'en cette circonstance Aratos et ses collègues n'aient pas craint de violer la légalité¹. D'autres solutions sont également possibles. La question, d'ailleurs, mérite d'être reprise et elle aura, plus loin, l'occasion de l'être². Il n'en faut pas moins retenir, au moins provisoirement, qu'une assemblée, dont rien ne prouve qu'elle soit une synodos et qui semble, au contraire, être une synklêtos, est, elle aussi, appelée *boulè* par Polybe. *Boulè* n'est donc pas toujours, même en fait, synonyme de *synodos*. Une pièce essentielle manque ainsi à l'échafaudage qui, aussitôt, menace de s'écrouler.

On va plus loin, pourtant. On ne se borne pas à constater l'équivalence de fait fréquente entre les deux mots. On passe de là à l'identité légale et on suppose que la synodos, comme une boulè fédérale normale, est composée de députés³. On n'invoque pour cela qu'un seul texte considéré à tort comme sans appel : c'est celui-là même qui nous renseigne sur la composition des synklêtoi et qui se rapporte à l'incident de 168⁴.

La synodos de Corinthe, que Kallikratès vient de rappeler au respect de la loi, se sépare sans prendre de décision⁵ et Polybe continue en ces termes : « Peu de temps après, une synklêtos ayant été réunie à Sikyon, où se réalisa la réunion (*συνέβαινε... συμπορεύεσθαι*), non seu-

1. C'est cependant en vain qu'on chercherait pourquoi ils auraient transgressé la loi. Il pourrait sembler que la synodos, assemblée de députés, donc plus bourgeoise, devait offrir contre Kléoménès plus de garanties que la synklêtos, assemblée primaire ouverte aux citoyens des basses classes sociales. Mais Plutarque, *Kléom.*, 3, prouve que les projets révolutionnaires de Kléoménès n'étaient encore connus de personne, hors Xénarès, et ne pouvaient par conséquent disposer en sa faveur aucun des Achaïens : le patriotisme des membres d'une assemblée, quelle qu'elle fût, ne pouvait donc pas être aveuglé par la communauté d'idéal révolutionnaire.

2. Cf. *infra*, pp. 414 sqq. Je signale dès maintenant que la véritable solution me semble consister dans l'apparition tardive du type spécial d'assemblée qui reçut à la belle époque de la Confédération le nom de *synklêtos*. Elle ne peut pas être de voir dans cette *boulè* une synodos du type ordinaire, opposé à celui de la synklêtos.

3. C'est le raisonnement qu'opèrent, explicitement ou non, tous les historiens qui pensent que la synodos est une assemblée de députés (cf. *supra*, p. 49, nn. 5 sqq.). Parmi ceux chez qui il est très apparent et qui, naturellement, s'appuient sur le texte de Polybe qui va être examiné, citons Schweighäuser, t. VIII, 2, p. 5, s. v. ἀγορά (2); Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 232; Busolt-Swoboda, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555); Schwahn, col. 1254, ll. 30 sqq. Tous sans exception se bornent, d'ailleurs, à essayer de démontrer, comme le fait Busolt-Swoboda, que *die Synodos war... nur eine... Versammlung der Bule*; puis ils passent à la discussion du mode de nomination des députés. Aucun ne juge utile de démontrer que la boulè achaienne était composée de députés : le raisonnement par analogie auquel on procède est sous-entendu, ce qui ne signifie nullement, en bonne logique, qu'il soit irrésistible.

4. Cf. plus haut, pp. 37 ; 44 sqq.

5. Pol., XXIX, 24, 5.

lement de la boulè, mais de tous ceux qui avaient dépassé trente ans ¹, etc. . . » De ce passage, on conclut que, seuls, les membres de la boulè avaient accès à la synodos. Mais le texte ne dit rien de tel.

Sans doute, la mention qui y est faite de la boulè s'applique à coup sûr à la synodos de Corinthe ². Mais rien ne montre que le droit d'assister à cette synodos ne fût accordé qu'aux bouleutes. Συνέβαινε n'est pas l'équivalent de ἐξῆν ou de tout autre mot ayant même signification. Associé à συμπορεύεσθαι, il forme une de ces expressions composées, chères à la prose hellénistique et à Polybe, qui n'ont pas d'autre sens que l'expression simple : elle pourrait être très avantageusement remplacée par συνεπορεύετο. Ainsi, ni de près ni de loin, Polybe ne fait allusion aux conditions *légal*es d'accès à la synodos : il se borne à rapporter un *fait*. Sans doute encore, on a vu quelle correction doit subir la seconde partie de la phrase que cette expression commande ³ : pour lui donner un sens, il faut y sous-entendre l'idée du droit qu'ont tous les citoyens de trente ans révolus d'assister à la synklêtos, car le fait de leur réunion à Sikyon, seul exprimé par Polybe, est invraisemblable. Mais où voit-on que la même interprétation soit indispensable pour la première partie de la phrase ? Au contraire, s'il est permis de dépasser le sens précis et restreint de l'expression συνέβαινε... συμπορεύεσθαι, c'est pour le membre de phrase, relatif à la synklêtos, qui est le plus éloigné d'elle, et non pour celui, relatif à la synodos, qui la suit immédiatement, qui même se mêle à elle et sur lequel elle retombe avec toute sa force. C'est seulement en parlant de la synodos que Polybe a pensé, trouvé et écrit les mots συνέβαινε... συμπορεύεσθαι ; l'idée qu'ils expriment doit demeurer intacte, puisqu'il n'y a pas impossibilité absolue à l'accepter ⁴.

Ainsi, ce texte apporte un argument de plus en faveur de l'équiva-

1. *Ibid.*, 6 : Μετὰ δὲ τινα χρόνον συγκλήτου συναγείσσης εἰς τὴν τῶν Σικυονίων πόλιν, ἐν ᾗ συνέβαινε μὴ μόνον συμπορεύεσθαι τὴν βουλὴν ἀλλὰ πάντας τοὺς ἀπὸ τριάκοντ' ἐτῶν...

2. *Ibid.*, 23, 8. C'est ce que, seul, E. Wahner (cf. *supra*, p. 46, n. 5) n'a pas aperçu. Je ne pense pas que cette interprétation ait besoin d'être démontrée ; à toute fin utile cependant, je signale que la démonstration serait aisée en invoquant les textes où l'équivalence *boulè* = *synodos* ne peut faire aucun doute.

3. Cf. *supra*, p. 44.

4. Seul, parmi les critiques qui font de la synodos une assemblée primaire, Francotte, *Polis*, p. 242, a essayé d'écarter l'interprétation apportée à ce texte par ceux qui font de la synodos une assemblée de députés. Voici son interprétation : « Polybe n'a-t-il pas simplement voulu dire que tout le monde se rendit à cette séance si importante [la synklêtos], et le Conseil et les simples citoyens ? » Elle est très peu satisfaisante : la phrase de Polybe signifie certainement aussi que « le Conseil » assistait seul à la synodos précédente ; elle donne donc ce que Francotte ne veut pas accepter, l'identité de la synodos et de la boulè. La seule échappatoire possible est celle qui vient d'être ici présentée : la distinction entre l'identité *de droit* et l'identité *de fait*.

lence de fait entre les mots *synodos* et *boulè*¹. Il montre bien (« non seulement..., mais... ») que les membres de la *synodos* sont pratiquement inférieurs en nombre à ceux de la *synklètos*. Mais il ne permet pas d'affirmer que cette différence ait eu pour origine la loi ou un usage ayant force de loi ; il ne prouve nullement l'identité théorique de la *synodos* et de la *boulè*.

Le raisonnement fondé sur l'emploi du mot *boulè* par Polybe n'est donc pas plus solide que celui qu'on fondait sur l'emploi du mot *bouleutèrion*. Aucun des arguments invoqués par Beloch et par ceux qui ont adopté son opinion ne possède une valeur vraiment probante.

Or, des arguments irrésistibles étaient, on l'a vu, indispensables pour que cette opinion pût être admise.

1. Sur l'explication qu'il est possible de donner de cette équivalence purement verbale, qui n'implique pas que la *synodos* soit légalement composée comme une *boulè*, cf. plus loin, pp. 162 sqq.

CHAPITRE TROISIÈME

LA COMPOSITION DES ASSEMBLÉES

(suite)

LA SYNODOS ASSEMBLÉE PRIMAIRE

I. LE VOCABULAIRE DE POLYBE. — II. LES FAITS : *a*) UNE PREUVE DÉCISIVE POUR L'ANNÉE 217 ; *b*) UNE ASSEMBLÉE PRIMAIRE EN 208/207 ; *c*) UN CITOYEN DÉPOURVU DE NATIONALITÉ LOCALE PARLE DANS UNE SYNODOS ; *d*) L'ASSEMBLÉE DE CORINTHE EN 146. — III. LA SYNODOS ASSEMBLÉE PRIMAIRE.

Après la disparition des deux arguments invoqués pour faire de la synodos une assemblée de députés, le débat pourrait être considéré comme tranché. Le soin de la preuve, en effet, doit normalement incomber aux partisans, et non aux adversaires, d'une opinion aussi surprenante que celle qui attribue aux Achaïens la création, unique dans le monde grec démocratique, d'une assemblée représentative. Aussi, puisque les preuves invoquées par eux s'évanouissent dès qu'on entreprend de les examiner, la seule attitude logique est-elle de revenir, pour la synodos achaienne, au type courant des assemblées politiques grecques, c'est-à-dire au type de l'assemblée primaire. Il convient toutefois, pour lever les derniers doutes, de ne pas s'en tenir à une démonstration négative et de rassembler, en faveur de cette conception, moins originale, mais plus vraie, les arguments positifs que les sources nous fournissent.

I

Il est évidemment impossible d'accorder grande confiance au vocabulaire de Polybe lorsqu'il parle de synodoi. Peut-être, néanmoins, est-il légitime d'y relever certains indices. Ils auraient dû au moins éveiller l'attention des critiques qui tirent de telles conclusions de l'emploi des mots *boulè* et *bouleutèrion*. La méthode même qu'ils mettent en pratique aurait dû leur commander de ne pas les négliger. On ne peut pas accorder une confiance aveugle à certains mots et refuser toute

confiance à d'autres mots considérés, pour les besoins de la cause, comme grossièrement approximatifs.

Ainsi, Polybe appelle à deux reprises la synodos achaienne *agora*¹ et ce mot ne désigne jamais dans son œuvre une synklêtos. Bien plus, dans l'un de ces deux cas, *agora* est utilisé précisément pour opposer la synodos à la synklêtos². Dès lors, puisqu'on se croit autorisé à interpréter strictement le mot *boulê*, pourquoi serait-il interdit d'agir de même à l'égard du mot *agora*? Mais, à prendre les deux mots dans leur sens étroit et classique, il y a manifestement antinomie entre *agora*, assemblée du peuple, c'est-à-dire assemblée primaire³, et *boulê*, conseil composé de délégués. Il faut donc choisir entre les deux mots. Et c'est manifestement *agora* qui l'emporte, à cause des circonstances beaucoup plus nettes de son emploi par Polybe, tandis que *boulê*, on l'a vu, s'applique au moins à une assemblée de nature douteuse⁴.

Une observation identique doit être faite au sujet du mot *ekklêsia*. Le plus souvent⁵, ce mot désigne une synklêtos, dont le caractère, incontesté, d'assemblée primaire s'accorde sans peine avec lui. Mais il est au moins un cas où le même mot est synonyme de synodos⁶. Au

1. Cf. Pol., XXVIII, 7, 3; XXIX, 24, 5, où l'assurance qu'il s'agit d'une synodos est fournie par 23, 8. En XI, 9, 8, *agora* signifie « place publique ».

2. XXIX, 24, 5, fait partie du récit de l'incident de 168 : Kallikratès déclare « qu'il n'est pas permis par les lois de délibérer dans une agora sur une aide militaire ». L'emploi du mot *agora* dans cette phrase a une valeur de premier ordre. En effet, Kallikratès invoque contre ses adversaires une loi qui réserve l'examen de certaines affaires à la synklêtos : on peut donc être sûr que Polybe n'aurait pas employé ici le mot *agora* s'il avait pu, dans le vocabulaire achaien courant, s'interpréter par *synklêtos*. Le mot possède, de façon à peu près officielle, le sens de *synodos*. Cf. *infra*, p. 190, n. 1.

3. C'est bien le sens que le mot a déjà chez Homère. A l'époque classique, si *agora* n'est utilisé à Athènes que pour les assemblées des dèmes et des tribus (cf. *IG*², t. II, nos 1140; 1141; 1165; 1202; etc.), il l'est en plusieurs endroits pour l'assemblée de tous les citoyens : ainsi, à Delphes (cf. *Fouilles de Delphes*, t. III, 1, n° 294), à Larissa (cf. *IG*, t. IX, 2, n° 512, l. 22), à Mopsion (cf. *ibid.*, n° 1056, l. 5), à Phalanna (cf. *ibid.*, n° 1220, l. 6), etc. Assurément, le mot n'est pas d'emploi universel. Il est en tout cas certain qu'on ne le trouvera pas utilisé avec le sens de *boulê* : c'est cependant ce sens qu'il faut lui donner chez Polybe à propos d'assemblées achaiennes, si on veut faire de la synodos une *boulê*. Br. Keil, p. 416, fait une remarque analogue.

4. Cf. plus haut, pp. 68 sqq.

5. Ainsi, Pol., XXI, 3 b, 2; XXII, 10, 10; 11; 12, 5; 7; XXIII, 5, 17.

6. Si on veut, après les textes cités à la n. précédente et celui qui va être examiné, achever la recension des emplois du mot *ekklêsia* par Polybe à propos d'assemblées achaiennes, on ne trouve plus que trois cas (Pol., IV, 15, 8, que relève Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 231, concerne la Confédération aitolienne et non achaienne). En IV, 72, 5 et 7, le nom est donné à l'assemblée formée par les quelque 4.300 Achaïens présents à l'armée de Philippe V (cf. IV, 67, 6; 70, 2); mais on peut admettre (cf. *infra*, pp. 232 sqq.) que l'assemblée de l'armée était considérée comme équivalant à une synklêtos. Pol., V, 1, 6 et 9, où le mot doit être considéré comme se rapportant à une synklêtos (cf. plus loin, p. 308). Quant à XXVIII, 3, 7 (cf. 10), il est peu clair : il semble

printemps 220, « les Achaïens, » écrit Polybe, « l'époque légale étant alors venue d'une synodos régulière, se rendirent à Aigion. S'étant réunis dans l'ekklèsia ¹, etc... » Un seul critique, jusqu'ici, a cru possible de distinguer formellement, dans ce passage, les deux assemblées et de parler d'une réunion de l'ekklèsia, c'est-à-dire, pour lui, de la synklètos, contemporaine, mais distincte, de la réunion de la synodos ². Mais cette explication est l'in vraisemblance même. Elle implique que Polybe parle par énigme et passe avec désinvolture d'une assemblée à l'autre, quand quelques mots auraient suffi pour préciser sa pensée et éviter une confusion presque fatale. On observera, d'autre part, que Polybe écrit « dans l'ekklèsia », εἰς τὴν ἐκκλησίαν, avec l'article défini, et non « dans une ekklèsia », εἰς ἐκκλησίαν, sans l'article défini : or,

qu'il permette de considérer *ekklèsia* et *boulè* comme synonymes ; mais, outre que rien, on l'a vu, ne démontre que *boulè* soit l'équivalent exact et officiel de *synodos*, il est possible d'en rendre compte autrement. En effet, si l'hypothèse d'une erreur de Polybe (Francotte, p. 241) ou celle, plus communément acceptée (Lipsius, p. 172 ; Niccolini, p. 220 ; Busolt³-Swoboda, p. 1556 [n. 3 de la p. 1555]), d'une erreur de l'excipitor sont difficilement admissibles, rien ne permet d'écarter *a priori* l'hypothèse, déjà énoncée par Strachan-Davidson, *Selections from Pol.* (Oxford, 1888), *ad loc.*, et Francotte, p. 241, adoptée par Lenschau, pp. 217 sq., d'un revirement chez les ambassadeurs romains, ce qui permet de distinguer l'ekklèsia de la boulè. Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 232, Hermann⁶-Swoboda, p. 390, n. 1, Larsen, p. 338, n. 1, Schwahn, col. 1254, ll. 37-39, et Porter, p. ci, pensent qu'il ne s'agit que d'une seule et même assemblée, qui serait la synodos. La question me semble pratiquement insoluble. — Le texte qui va être examiné est donc bien le seul où *ekklèsia* soit, sans aucun doute, employé pour désigner une synodos.

1. Pol., IV, 7, 1-2 : Οἱ δ' Ἀχαιοί, καθηκούσης αὐτοῖς ἐκ τῶν νόμων σύνοδου κατὰ τὸν καιρὸν τοῦτον, ἦγον εἰς Αἴγιον. Συνελθόντες δ' εἰς τὴν ἐκκλησίαν... La date n'est pas contestable.

2. Lenschau, p. 217. C'est bien le seul critique dont, en ce sens, l'explication ne laisse place à aucune ambiguïté. Le moins qu'on puisse dire du développement de Niccolini sur ce texte, p. 221, est qu'il manque de clarté. Les doutes ne disparaissent qu'en lisant les affirmations incidentes des pp. 225, n. 1, et 234, n. 8. Selon Niccolini — dont l'opinion se rapproche beaucoup de celle de Lenschau —, Polybe, en mentionnant que l'époque de la synodos régulière était arrivée, aurait voulu seulement indiquer la date de la réunion de l'ekklèsia, c'est-à-dire de la synklètos. Cette interprétation est inacceptable ; aux objections que je présente ci-dessus, j'ajoute qu'elle met au compte de Polybe une maladresse insigne : puisse (cf. Niccolini, p. 231) la synodos tenait dans l'année plusieurs réunions légales, Polybe, pour donner une indication précise, aurait dû dire de quelle session il s'agissait (il le fait parfois : cf. XXII, 16, 12). Busolt³-Swoboda, après s'être rallié, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555) et, semble-t-il, p. 1560 (n. 4 de la p. 1559 : *Ekklesia*), à l'interprétation de Lenschau, n'en considère pas moins (sinon p. 1557, n. 4, à coup sûr p. 1563, n. 1) cette ekklèsia comme une synodos. Il n'est pas le seul historien que ce texte fasse hésiter au point de se contredire : Hermann⁶-Swoboda, p. 393, n. 3, fait de cette assemblée une synklètos et p. 391, n. 1, ou p. 396, n. 4, une synodos ; de même Schwahn, col. 1252, ll. 36 sqq. et col. 1255, ll. 46 sq. Pour tous les autres critiques, *ekklèsia*, ici, désigne bien la synodos : cf. Gilbert, p. 118, n. 3 ; Dubois, p. 137 ; Busolt³, p. 356, n. 5 ; Lipsius, p. 171 ; Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, pp. 231-234 ; Francotte, pp. 232 sqq. ; De Sanctis, p. 253, n. 1. On a beaucoup étudié ce texte à cause du problème de la compétence respective des deux assemblées : cf. *infra*, pp. 220 sqq.

cet article ne définit plus rien, c'est-à-dire qu'il ne se justifie plus, si l'ekklèsia introduite par lui est autre chose que la synodos mentionnée à la ligne précédente¹. Le texte est donc très net. Aussi bien, très rares sont ceux qui nient qu'ekklèsia puisse être l'équivalent de *synodos*². Tout au contraire, K. J. Beloch fait de cette synonymie une règle générale³. Il se trompe d'ailleurs en cela lourdement, car l'identité entre *ekklèsia* et *synklètos* est plus fréquente. Mais il suffit qu'une synodos au moins soit appelée *ekklèsia* par Polybe, et c'est ce qui est bien établi⁴. Dès lors, l'emploi de ce mot ne permet guère d'hésiter. Il ne convient nullement, en effet, à une assemblée dont *boulè* serait l'appellation officielle, composée de délégués comme une *boulè*, jouant le rôle habituel d'une *boulè*. Chez un homme d'État grec mué en historien écrivant pour des Grecs, lorsque auteur et lecteurs appartiennent à des générations habituées à un régime démocratique, c'est évidemment à une assemblée primaire qu'il est le mieux adapté⁵.

1. L'argument serait identique et aurait la même force si on interprétait l'article ἡ comme remplaçant l'adjectif possessif. — Il ne saurait être question d'examiner ici l'emploi et le sens de l'article défini chez Polybe. On se bornera à noter que, devant le mot *ekklèsia*, l'article existe en V, 1, 9, parce que l'assemblée a déjà été désignée, sans article, en V, 1, 6 ; que la même explication vaut pour XXII, 10, 11 et 12, 5 (cf. 10, 10) ; que l'article manque en XXI, 3 b, 2 ; qu'il existe en XXVIII, 3, 7, mais qu'il peut s'y interpréter par « l'ekklèsia dont ils demanderaient la réunion » ou « l'ekklèsia qui se réunirait », selon qu'il s'agit d'une *synklètos* ou d'une *synodos*, ce qui ne peut pas être tranché avec certitude. Tous ces cas corroborent donc bien mon argumentation. — Baier, pp. 28 et 29, invoque à deux reprises contre Klatt la présence de l'article défini. L'argument est assez proche du mien ; mais il est beaucoup plus sommaire. Ici, à mon sens, l'article désigne l'assemblée dont il vient d'être immédiatement question. Pour Baier, sa seule présence suffit à montrer que l'assemblée est une assemblée régulière, prévue, normale, celle qui se réunit nécessairement à la date où le récit en est parvenu. Le raisonnement, qu'on retrouve chez Lipsius, pp. 165 et 170, est loin d'être convaincant.

2. Je ne puis citer ici que Lenschau, dont les explications, pour ingénieuses qu'elles soient, sont souvent en défaut, Niccolini et Porter. Après avoir, p. 221, examiné ce texte, Niccolini ajoute, p. 222, n. 1, une remarque qui demeure sans portée : ce (Pol., IV, 7, 1) serait, dit-il, la seule fois où *ekklèsia* aurait le sens de *synodos* ; mais il suffit d'un seul cas et, de plus, le sens du mot en Pol., XXVIII, 3, 7, n'est pas aussi net qu'il se plaît à le croire. En réalité, il commet au sujet d'*ekklèsia* la même erreur initiale qu'au sujet de *boulè* : cf. plus haut, p. 28, n. 1, et p. 35, n. 3. Pour Porter, p. ci, l'emploi d'*ekklèsia* en IV, 7, 1, constituerait *à terminal inexactitude* de Polybe ; mais on imagine malaisément Polybe commettant une erreur de ce genre pour des choses achaïennes. Busolt-Swoboda semble bien, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555), réserver *ekklèsia* pour la *synklètos*, mais il se contredit p. 1563, n. 1. Ainsi l'opinion de ces critiques ne saurait être retenue.

3. *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, pp. 231 et 232.

4. Pour compléter la bibliographie dispersée dans les nn. précédentes, je signale que l'équivalence possible d'*ekklèsia* et *synodos* est acceptée par G. Colin, *DA*, t. IV, 2, p. 1588, n. 7 ; Hermann-Swoboda, p. 389 (n. 5 de la p. 388) et p. 391, n. 1 ; Larsen, p. 338, n. 1 ; Schwahn, col. 1252, ll. 2-5.

5. Il est, je crois, inutile de citer les États grecs où *ekklèsia* désigne l'assemblée pri-

Après les mots qui désignent la synodos, ceux qui désignent ses membres.

Polybe nomme souvent οἱ Ἀχαιοί l'assistance d'une assemblée, synklêtos ou synodos¹. L'emploi de ce terme pour la synodos est beaucoup plus normal s'il s'agit d'une assemblée primaire que d'un corps de représentants. Si les membres de la synodos sont des députés, les appeler « les Achaïens » sans plus, c'est parler par symbole ; c'est identifier au point de les confondre les députés et leurs mandants ; ce n'est pas seulement en être arrivé, dans l'évolution vers le régime représentatif, à un stade déjà tout moderne : c'est avoir accepté dans le langage courant les résultats de cette évolution². Et ce n'en est pas moins, parfois, s'exprimer de façon très impropre. Qu'on relise la phrase de Polybe citée plus haut : « Les Achaïens, l'époque légale étant alors venue d'une synodos régulière, se rendirent à Aigion. » Écrire ici « les Achaïens » s'il ne s'agissait que de représentants, ne serait-ce pas dépasser toutes les limites admises de la concision et du style elliptique ? Au contraire, partout où elle se rencontre, l'expression est bien celle qui s'impose si la synodos est ouverte à la masse des citoyens.

maire des citoyens ; la liste en couvrirait sans doute des pages entières. Au sens absolument classique du mot, n'existent que de très rares exceptions (cf. Brandis, *RE*, t. V, s. v. Ἐκκλησία, col. 2163) : celle d'Elatéia en Phocide où on trouve (*IG*, t. IX, 1, nos 120 ; 125 ; 126 ; 127 ; cf. 122 et 124) l'expression ἔννομος ἐκκλησία τῶν συνέδρων, qui s'applique évidemment au conseil ; celle de Sparte, où la μικρὰ ἐκκλησία (Xén., *Hell.*, III, 3, 8) ne comprend certainement pas tous les citoyens dotés de droits politiques. Mais on remarquera que le mot *ekklesia* n'est jamais alors employé seul, sans épithète ou complément explicatifs : c'est évidemment qu'une confusion aurait été possible, tant le sens du mot isolé devait paraître clair. Or, chez Polybe, à propos de l'Achaïe, le mot est toujours isolé. — Larsen, p. 338, n. 1, s'explique l'emploi du mot *ekklesia* pour désigner la synodos, d'une part parce que l'assistance était nombreuse, d'autre part parce que la synodos jouait le rôle de la *normal assembly of the league* : ces explications me paraissent insuffisantes.

1. Pour les synklêtoi, cf. plus haut, p. 46 et n. 3. Pour les synodoi, cf. Pol., II, 50, 10 (cf. 4) ; IV, 7, 1 ; 26, 7 ; XXII, 7, 5 ; 8, 8 ; XXVIII, 7, 3 ; 12 ; etc. De nombreuses lacunes ou fautes d'impression existent dans la liste des emplois de οἱ Ἀχαιοί donnée par Schwahn, col. 1252, ll. 5-9. — Je n'invoque pas la présence de οἱ Ἀχαιοί dans des inscriptions pour désigner une assemblée. Dans *IvM*, n° 39, l'expression est souvent employée et notamment l. 27 dans la formule de sanction. Mais rien ne prouve de façon sûre qu'il s'agisse d'une synodos et non d'une synklêtos, bien que ce soit probable. L'inscription d'Oropos (*IG*, t. VII, n° 411 = *Sylloge*³, t. II, n° 675) emploie, elle, les mêmes mots pour la synodos : ainsi, ll. 9 et 12. Mais elle n'est pas un texte officiel achaïen : rédigée à l'étranger par et pour des étrangers, son libellé peut être fantaisiste, bien que le contraire soit beaucoup plus probable. Sans doute est-ce là montrer une prudence excessive.

2. Cet argument est déjà présenté, incidemment, par Francotte, p. 240, mais de façon peut-être trop brutale. Aussi Hermann⁶-Swoboda, p. 391, n. 1, le repousse-t-il. Il ne faut pas dire qu'un tel emploi de l'expression serait impossible : ce serait trancher *a priori* tout le débat. Mais il serait incontestablement anormal.

Restent enfin τὸ πλῆθος, οἱ πολλοί, ὁ ὄχλος, que Polybe, s'il les emploie pour des synklètoi, utilise également à propos de synodoi¹. Les critiques qui font de la synodos une assemblée de députés ne manquent pas d'apercevoir que ces expressions sont difficilement conciliables avec leur opinion et ils multiplient les précautions oratoires². Même ainsi composée, concèdent-ils, la synodos demeure une assemblée nombreuse, et même « extrêmement nombreuse³ ». Ils la comparent à la boulè aitolienne qui compte « dans les mille membres et même davantage⁴ ». Certains se livrent à de savants calculs, parfaitement vains d'ailleurs, au sujet d'une offre de 120 talents faite par Euménès II et aboutissent, pour l'époque de l'apogée de la Confédération, au nombre de 1.200 ou 1.300 membres⁵. Toutes ces explications sont, à la rigueur, admissibles⁶ ; elles sont loin, cependant, de répondre à toutes les objections. La principale est que τὸ πλῆθος, οἱ πολλοί, ὁ

1. Pour des synklètoi, cf. *supra*, p. 46, nn. 1 et 2 (ὁ ὄχλος manque). Pour des synodoi, τὸ πλῆθος est extrêmement fréquent : Pol., II, 50, 10 et 51, 1 (cf. 50, 4) ; IV, 14, 1 ; 2 ; 8 ; XXII, 8, 13 et 9, 10 (cf. 7, 5) ; XXVIII, 7, 14 (cf. 7, 3) ; XXIX, 23, 9 (cf. 23, 8) ; οἱ πολλοί n'est pas rare : XXII, 7, 8 (cf. 7, 5) ; XXIX, 24, 1 et 5 (cf. 23, 8) ; XXXIII, 16, 2 ; XXXVIII, 11, 5 ; ὁ ὄχλος se rencontre une fois en XXXVIII, 7, 4 (cf. 7, 3), mais ce cas, même unique, suffit et exige qu'on en rende compte. Dans une assemblée dont il sera montré par la suite, pp. 121 sqq., qu'elle est une synodos, on trouve τὰ πλῆθη et οἱ ὄχλοι (XXXVIII, 12, 2 ; 10 ; 13, 6).

2. Seul Niccolini ne cherche pas nettement à expliquer l'emploi de ces mots ; mais il le fait de façon sous-entendue, car sa n. 2 de la p. 216 sur le nombre des membres de la boulè (*alcune centinaia*) n'a évidemment pas d'autre cause.

3. Busolt-Swoboda, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555) : *äusserst zahlreich*.

4. Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 232 : *gegen 1000 Mitglieder oder darüber*. Cela est sûr et universellement admis en partant de Liv., XLV, 28, 7.

5. Pol., XXII, 7, 3 : Euménès II offrait à la Confédération un capital de 120 talents, dont les intérêts serviraient à *μισθοδοτεῖσθαι τὴν βουλὴν τῶν Ἀχαιῶν ἐπὶ ταῖς κοιναῖς συνόδοις* ; Polybe ne donne pas d'autres détails. On a beaucoup discuté sur ce texte pour savoir si les membres de la boulè recevaient, avant cette offre, un *misthos* et nous retrouverons cette question plus loin, pp. 331 sqq. Mais on a parfois aussi commenté ce passage de Polybe pour découvrir au moins approximativement le nombre des membres de la boulè : Niese, t. III, p. 40, n. 3, aboutit à 1.000 membres ; De Sanctis, p. 257, n. 1, à 8.640 ! Freemann, de son côté, il est vrai par suite d'une erreur manifeste, aussitôt relevée par W. Vischer, *Kl. Schriften*, t. I, p. 573, réduisait ce nombre à 120 : cf. Freeman, pp. 240 et 650 (rectification de J. B. Bury). L'étude la plus complète est celle de W. Schwahn, *Die Stärke der Bule bei den Achäern* (*Rh. Mus. f. Phil.*, 1930, t. LXXIX, pp. 178-182), dont les conclusions sont reprises par l'auteur dans *RE*, t. IV A 1, col. 1254 : il parvient à 1.200 ou 1.300 membres. Mais on connaîtra aisément qu'il n'a pas résolu ce qu'il appelle lui-même, p. 178, et très justement, « une équation à quatre inconnues » qui sont : le nombre des boules, celui des jours de session (Schwahn néglige les synodoi extraordinaires qui, dans sa conception de la synodos, cf. plus loin, pp. 143 sqq., sont absolument inévitables), le montant du *misthos* et le taux de l'intérêt. Aussi sa conclusion est-elle la fragilité même.

6. Elles sont présentées, non seulement par les critiques cités dans les trois notes précédentes, mais aussi par Hermann-Swoboda, p. 391 et n. 1 ; Kahrstedt, col. 1416.

ὄχλος ne traduisent pas seulement l'idée de nombre : ces expressions comportent aussi, souvent sinon toujours, une nuance péjorative ; elles désignent la foule, la masse pauvre et ignorante par opposition à l'élite¹. Dès lors, elles ne conviennent guère aux membres d'un corps représentatif. Il est, en effet, invraisemblable que les Achaïens, démocrates certes, mais démocrates modérés² sauf à de rares moments de leur histoire, aient désigné comme députés, même pour siéger dans « une semblable assemblée aux mille têtes », « assez de gars dépenaillés » pour justifier l'emploi de pareils termes³. Ces termes, au contraire, sont très naturels si n'importe quel citoyen peut assister aux séances, c'est-à-dire si la synodos est, comme la synklêtos, une assemblée primaire.

Cet examen des diverses expressions utilisées par Polybe lorsqu'il fait le récit d'assemblées achaïennes conduit nécessairement à une dernière remarque, d'ordre plus général. On vient de voir que, sauf *agora*⁴, aucune n'a d'attribution spécialisée et que le vocabulaire de Polybe n'est pas, en cette matière, différencié. Le résultat pratique, et fâcheux, de ce singulier état de choses est qu'il est parfois impossible de déterminer la nature de l'assemblée dont parle l'historien, quand il n'a pas pris soin de lui donner son nom officiel. Or, si la synodos est composée de députés, tandis que la synklêtos est une assemblée primaire, une opposition fondamentale existe entre elles, celle-là même qui se manifeste entre les deux principes qu'elles symbolisent : ici le principe du gouvernement direct et là le principe du gouvernement représentatif. De plus, les publics qu'elles réunissent diffèrent par leur nombre, par leur recrutement social, enfin par la

1. On ne peut évidemment pas faire toujours la preuve de l'existence de cette nuance péjorative. Mais il suffit qu'elle apparaisse clairement en plusieurs cas pour conclure que ces expressions pouvaient la posséder aux yeux de Polybe : il se serait donc gardé de les employer quand rien n'aurait justifié cette nuance. Pour ὁ ὄχλος et οἱ ὄχλοι, aucune démonstration n'est nécessaire. Pour les autres expressions, on se bornera à quelques exemples caractéristiques (peu importe qu'ils ne soient pas tous empruntés à des récits d'assemblées achaïennes) : οἱ πολλοί en VI, 9, 7 ; XV, 33, 9 ; XXIV, 10, 14 ; XXXVIII, 12, 4 ; τὸ πλῆθος en VI, 9, 8 ; XV, 25, 20 ; 27, 3 ; τὰ πλῆθη en VI, 9, 6 ; X, 25, 6 ; XV, 33, 5.

2. Cf. plus haut, p. 56, n. 4.

3. Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 233 : *eine solche tausendköpfige Versammlung... ; es werden genug ruppige Kerle darunter gewesen sein*. Beloch cherche ainsi à rendre compte des expressions examinées ici. Mais son raisonnement est difficilement conciliable avec les observations très justes qu'il a lui-même présentées, t. IV, 1, p. 607.

4. On ne rencontre pas non plus ὁ ὄχλος à propos d'une synklêtos certaine. Mais, tandis qu'*agora* semble bien être réservé à la synodos, le cas de ὁ ὄχλος doit s'expliquer par le hasard qui a choisi les fragments de Polybe parvenus jusqu'à nous.

qualité de leurs membres : ici de simples citoyens, là des représentants investis d'un mandat. Dans ces conditions, le langage courant et un écrivain connaissant les institutions achaïennes ont-ils pu confondre les deux assemblées et désigner leurs auditoires par les mêmes termes ? Cette question est d'autant plus gênante que l'apparition d'une assemblée représentative, inconnue jusqu'alors aux démocraties antiques, n'aurait sans doute pas manqué de frapper les esprits et d'entraîner la création d'un vocabulaire particulier. Dira-t-on que Polybe écrit pour le lecteur informé ? Assurément, mais plus le lecteur est informé, plus il est exigeant. Puisqu'il connaît l'existence de deux types d'assemblées aussi différents l'un de l'autre, il ne peut pas ne pas désirer savoir, dès que l'auteur mentionne une assemblée, auquel de ces deux types elle appartient. Et si, pour satisfaire cette curiosité inévitable, de simples nuances lui suffisent, encore convient-il qu'elles lui soient perceptibles. Pourquoi donc Polybe s'est-il refusé à bannir de son texte ces expressions à double sens, qui posent à la sagacité de ses lecteurs de désagréables énigmes ? Mais cette difficulté, dont on avouera qu'elle est grande, s'évanouit si *synodos* et *synklêtos* sont, l'une et l'autre, des assemblées primaires. Les principes auxquels elles doivent leur organisation ne sont plus en opposition fondamentale et tout se réduit, entre elles, à des différences pratiques. On s'explique ainsi sans aucune peine que le vocabulaire de Polybe soit imprécis et que personne, auteur ou lecteurs, n'ait ressenti le besoin de toujours les distinguer soigneusement.

Que toutes ces remarques ne soient pas décisives, c'est ce qu'on s'empresse de reconnaître. Elles n'en ont pas moins leur intérêt. Elles montrent tout d'abord que, pour faire de la *synodos* une assemblée primaire, on n'en est pas réduit à une attitude défensive et négative, même si le débat porte sur la langue de Polybe. Ensuite, elles restituent l'impression véritable que fait naître la lecture des *Histoires*. Les termes qui viennent d'être relevés s'y rencontrent beaucoup plus fréquemment que *boulè* et *bouleutérion*. Ceux-ci, par leur rareté même, passent inaperçus à qui ne cherche pas le détail inédit ni la difficulté cachée. Ceux-là se trouvent à chaque pas. Leur fréquence est telle et leur interprétation si peu douteuse que la question apparaît résolue aussitôt que posée : il ne vient même pas à l'esprit qu'elle puisse être posée.

C'est donc à un résultat exactement contraire à l'opinion courante qu'aboutit l'étude complète du vocabulaire de Polybe en matière d'assemblées achaïennes.

II

Que pèsent, au surplus, les mots en face des faits ? Et les faits, dès qu'on aborde leur examen en cherchant avec quelle conception de la synodos ils s'accordent, apportent aisément une solution sans appel.

Une remarque préliminaire s'impose. Les séances d'une assemblée primaire ne peuvent pas se dérouler comme celles d'une assemblée représentative, même nombreuse. Les discours prononcés par les orateurs, devant des auditoires si différents, n'y peuvent pas rendre le même son. Les incidents qui éclatent, les intrigues qui se nouent, tout a une nuance particulière selon la composition de l'assistance et la qualité de ses membres. Synodoi et synklètoi, si une opposition de principe existe entre elles sur ce point, ne pourraient donc pas donner lieu à des récits identiques : leur véritable nature devrait fatalement se trahir par des détails *sui generis* qu'une enquête attentive ne manquerait pas d'apercevoir. Or, qu'on lise tous les récits d'assemblées achainnes fournis par nos diverses sources, on n'y relèvera jamais, en ce qui concerne les faits aussi bien qu'en ce qui concerne les mots, l'apparence même d'une différence quelconque entre la synodos et la synklètos. Les deux assemblées apparaissent l'une et l'autre comme de grands meetings populaires. Nulle part on ne découvre, directement ou indirectement, chez les membres de la synodos, ce qui, à un degré si faible qu'il soit, distingue normalement le député revêtu d'un mandat du citoyen « moyen » agissant et parlant en vertu de son droit individuel : l'expérience politique¹, l'autorité, la confiance en soi, la cons-

1. Dira-t-on que, peut-être, les membres de la synodos, si celle-ci est une assemblée représentative, auraient été désignés par le sort, ce qui aurait, sinon interdit (car on peut ne tirer au sort que parmi les candidats), du moins gêné la formation d'une classe de « politiciens » à demi professionnels où ils auraient été recrutés ? Cette hypothèse, qui n'a été faite par personne, semble inadmissible. On voit constamment assister aux synodoi, même lorsqu'ils ne sont pas magistrats, des hommes comme Aratos, Philopoïmen, Lykortas, Kallikratès, Polybe, etc., et on ne peut cependant pas croire que le sort les aurait favorisés avec une telle obstination. Nous n'avons, d'ailleurs, qu'un seul exemple de tirage au sort pour la Confédération achainne : il s'agit de désigner 300 soldats qui occuperont un poste dangereux (Pol., II, 58, 2). C'est le seul cas et, pour pourvoir à des fonctions politiques, le procédé ne paraît pas avoir été en usage dans la Confédération ni du reste dans aucun Etat comparable et contemporain. Cette abstention est-elle bien aussi *streng oligarchisch* que le voudrait Br. Keil, p. 417 ? Je ne le pense pas, car le tirage au sort était pratiqué aussi par certains régimes aristocratiques et ne l'était pas par tous les régimes démocratiques : cf. Gilbert, t. II, pp. 318 sq., et G. Glotz, *DA*, t. IV, 2, s. v. *Sortitio*, pp. 1402 sq. En tout cas, on a déjà vu *supra*, p. 56, n. 4, ce qu'il faut penser de la prétendue démocratie achainne. L'élection est donc bien le procédé de désignation le plus vraisemblable pour les membres de la synodos et, dès lors, ceux-ci auraient possédé un minimum d'expérience politique.

science d'une plus lourde responsabilité¹. Jamais on ne perçoit, dans ce qui nous est rapporté du mode de convocation, des séances ou de la séparation d'une synodos², le moindre fait qui puisse être invoqué à l'appui de l'hypothèse de l'assemblée représentative. Il y a là, manifestement, un indice défavorable à cette hypothèse.

Mais c'est ailleurs que réside l'intérêt principal de la recherche des faits. Elle permet en effet de découvrir, dans quatre récits polybiens de synodoi³, des détails dont personne jusqu'ici ne s'est avisé qu'ils sont soit absolument incompatibles, soit difficilement conciliables avec toute hypothèse qui ferait de ces quatre synodoi autre chose que des assemblées primaires. Trois de ces récits ne sont pas entièrement concluants, mais ils apportent des probabilités, et qui sont grandes. Un autre, au contraire, offre avec certitude tous les éléments de la preuve la plus formelle qu'il soit possible d'exiger.

Pour couper très rapidement court à toute hésitation, c'est ce dernier récit qu'il convient d'examiner en premier lieu.

Au début de la belle saison de 217, pendant la guerre des Alliés, Aratos, devenant stratège de la Confédération achaienne⁴ décide ses concitoyens à un énergique effort militaire. Il leur fait voter⁵ un décret prévoyant que la Confédération entretiendra de façon régulière 8.500 mercenaires et 3.300 citoyens soldats d'élite, ἐπίλεκτοι⁶. Sur

1. Nous connaissons fort mal les séances de la boulè athénienne. Il n'en est pas moins constant qu'elles présentaient un tout autre aspect que celles de l'ekklesia et aboutissaient à des résultats dans l'ensemble moins discutables. La fonction suffit parfois, sans même qu'il en ait nettement conscience, à modeler l'homme. De toute façon, les réactions grégaires, sans être abolies, sont amorties dans une assemblée de députés.

2. Je ne songe à mentionner ici la séparation des membres d'une synodos qu'à cause d'un raisonnement de Kahrstedt dont j'ai déjà montré ailleurs toute l'étrangeté : cf. *REA*, 1933, t. XXXV, p. 453.

3. Ou, plus exactement, de deux synodoi certaines, d'une assemblée dont on admet, sans preuve, qu'elle est une synodos, enfin d'une assemblée, ordinairement considérée comme une synklêtos, et dont je crois pouvoir démontrer qu'elle est une synodos.

4. A l'intérieur de l'année 217, la date est bien précisée par Pol., V, 30, 7 ; 91, 1.

5. *Ibid.*, 5. Dans ce passage, Lipsius, p. 169 et Hermann⁶-Swoboda, p. 389 (n. 5 de la p. 388), qu'imite Kahrstedt, col. 1418, l. 37, interprètent παρακάλεσας dans le sens de « ayant convoqué » : il faut évidemment comprendre « ayant exhorté » (cf. Pol., II, 50, 4, par exemple). Même si le sens admis par ces critiques était exact, il serait impossible (cf. *infra*, pp. 122 sqq.) de trouver dans l'emploi de ce mot la preuve que l'assemblée qui prend cette décision est une synklêtos. Rien, en fait, n'indique sa nature exacte ; cf. *infra*, p. 266, n. 2.

6. Pol., V, 91, 6 : 8.000 mercenaires fantassins et 500 cavaliers ; 3.000 citoyens fantassins et 300 cavaliers. J'ai pris ἐπίλεκτοι dans un sens qui n'est pas unanimement admis (on traduit parfois simplement par « levés »), mais qui, ici, ne me semble pas douteux. Autres emplois du mot, à propos des Achaïens : *IvO*, n° 297 ;

ce dernier nombre, Mégalopolis doit fournir 500 fantassins et 50 cavaliers, soit au total 550 hommes « chalkaspides »¹. Le prédécesseur d'Aratos à la stratégie, Épératos, ayant laissé se désorganiser le corps des mercenaires², il est probable que le décret ne reçoit pas, quant aux 8.500 mercenaires, une exécution immédiate. Peut-être aussi Mégalopolis, alors déchirée par des troubles³, ne peut-elle pas mettre aussitôt à la disposition du stratège le contingent exigé d'elle. Toutefois, quelques années plus tôt, 1.000 Mégalopolitains « armés à la macédonienne » ont combattu à Sellasia⁴ : la levée de 550 soldats « chalkaspides », c'est-à-dire aussi « armés à la macédonienne »⁵, prévue par le décret est donc notablement inférieure aux possibilités de la ville et peut, à la rigueur, être effectuée même en période troublée. Il est, d'autre part, évident qu'Aratos, qui s'empresse de se rendre à Mégalopolis pour y ramener le calme, met à profit son séjour et la réconciliation qui s'ensuit⁶ pour amener la cité pacifiée à remplir ses obligations fédérales, au moins dans une large mesure. Enfin, plus l'exécution du décret se montre difficile et subit de retard en ce qui concerne les mercenaires et le contingent mégalopolitain, plus Aratos doit tenir la main à ce que les autres

Pol., II, 65, 3 ; 95,5 (ce sont les mêmes qu'en 91,6) ; XVI, 37, 2 ; Appien, *Syr.*, 26 ; cf. Liv., XXXII, 25, 6. A-t-il partout le sens de « troupe d'élite » (sur l'âge que le mot implique, ou plutôt n'implique pas, cf. plus loin, p. 95, n. 1) ? Il l'a à coup sûr en XVI, 37, 2, et il l'avait dans le passage, aujourd'hui perdu, que traduit Tite-Live. Pour ce texte de Polybe, V, 91, 6, je pense qu'il s'agit aussi de soldats d'élite, à cause de la mention des 550 Mégalopolitains « chalkaspides » et parce qu'un gouvernement décidé à un gros effort militaire, qui ne mobilise que 3.300 citoyens sur un total de mobilisables certainement beaucoup plus considérable (cf. 95, 5 ; *infra*, p. 87, n. 5), choisit évidemment les meilleurs soldats. Ne pourrait-on croire aussi, à cause de la curieuse coïncidence numérique entre II, 65, 3 et V, 91, 6, que l'armée achaienne possédait normalement un corps d'élite à l'effectif traditionnel de 3.000 fantassins et 300 cavaliers ? Hermann⁶-Swoboda, p. 413, n. 2, Ferrabino, p. 298, Busolt³-Swoboda, p. 1529, n. 5, adoptent pour ce texte la même interprétation ; *contra*, Busolt², p. 361, n. 4 ; Niccolini, p. 240, n. 4 ; Kromayer, *Heerwesen und Kriegführung der Griechen* (*Handbuch der klass. Altertumswiss.* 3, t. IV, 3, 2), p. 131, n. 3. E. Szanto, *RE*, t. VI, s. v. *Epilektoi*, col. 157, apparaît plus hésitant. A. Bauer, *Die gr. Kriegsalt.* (*Handbuch der klass. Altertumswiss.* 2, t. IV, 1, 2), se contredit implicitement : p. 468, il parle d'un corps d'élite de 3.300 hommes et, n. 1, il donne le sens de « levés » au mot *epilektoi* de Pol., II, 65, 3, et V, 91, 6, c'est-à-dire les deux seuls passages où ce nombre soit indiqué.

1. Pol., V, 91, 7 : le texte indique qu'Argos devra également fournir 550 hommes d'élite, sans préciser toutefois qu'ils seront, eux aussi, « chalkaspides ». Je néglige cette indication sans intérêt dans la discussion que je veux ouvrir.

2. *Ibid.*, 4, et V, 30, 1 ; 5-6.

3. *Ibid.*, 93, 1-8.

4. Pol., II, 65, 3 ; 66, 7.

5. Pol., IV, 69, 4-5.

6. Pol., V, 93, 9-10.

villes fournissent exactement le nombre prescrit de citoyens épilektoi.

En fait, d'ailleurs, une armée est réunie et elle comprend des citoyens mobilisés. On voit, en effet, le stratège, avant même le règlement des affaires de Mégalopolis, se porter au secours de la Messénie menacée par les Lacédémoniens et les Éléiens, avec les mercenaires, mais aussi avec « certains des épilektoi ¹ », ce qui implique bien qu'il en existe d'autres qui demeurent sur place — où ? nous l'ignorons — prêts à parer à d'autres attaques. On voit aussi Aratos, après l'échec de cette tentative des ennemis ², conclure avec les Messéniens et le chef macédonien Taurion une convention qui réserve à l'armée achaienne, c'est-à-dire — Polybe le précise explicitement — « aux épilektoi achaiens et aux mercenaires », la garde du Nord et de l'Est du Péloponnèse, régions menacées par les Éléiens et les Aitoliens ³. Ainsi, dès ce moment, la mobilisation de l'élite des citoyens achaiens ne peut faire aucun doute. Est-elle totale et le nombre de 3.300 hommes fixé par le décret a-t-il été atteint ? On aurait plutôt l'impression qu'elle doit être seulement partielle ⁴. Au reste, une seule chose importe, et elle est sûre : c'est, si faible que puisse être leur proportion parmi la masse des citoyens mobilisables en cas de besoin ⁵, la présence à l'armée d'un certain nombre de soldats-citoyens.

1. *Ibid.*, 92, 3 : ἔχων τοὺς μισθοφόρους καὶ τινὰς τῶν ἐπιλέκτων. Ces mots signifient évidemment que *tous* les mercenaires entrés alors au service de la Confédération et une partie seulement des citoyens soldats d'élite déjà mobilisés ont suivi le stratège.

2. *Ibid.*, 4-6.

3. *Ibid.*, 7-10 : τοῖς δ' Ἀχαιοῖς ἐπιλέκτοισι καὶ τοῖς μισθοφόροις. Telles que Polybe les expose, les clauses de la convention peuvent apparaître étranges. En effet, la répartition prévue des forces alliées offre une disproportion choquante : 550 soldats de Taurion et 550 Messéniens défendront, contre Sparte, les territoires de Messène, Mégalopolis, Tégée et Argos, alors que 8.500 mercenaires et 3.300 Achaiens, en Achaïe proprement dite, mettront bon ordre aux entreprises possibles des Éléiens et des Aitoliens. Le déséquilibre est d'autant plus surprenant que les Éléiens peuvent également menacer la Messénie, la Triphylie alors macédonienne et Mégalopolis. Ferrabino, pp. 297 sq., est à ma connaissance le seul historien qui ait aperçu cette difficulté qu'il atténue en supposant, d'ailleurs très arbitrairement, que les soldats-citoyens de Mégalopolis (550), Argos (550) et Tégée doivent demeurer sur le territoire de leur patrie. Je chercherais plutôt la solution dans une autre voie : à l'époque où la convention fut négociée et conclue, la Confédération ne devait avoir encore ni recruté 8.500 mercenaires, ni mobilisé 3.300 citoyens ; ces effectifs théoriques fixés par le décret furent-ils d'ailleurs jamais atteints ? — Je ne puis m'empêcher de voir un contresens dans la traduction de κατωλιγοῦντων τῆς . . . προφυλακῆς de Pol., V, 95, 5, donnée par P. Waltz, t. II, p. 205. Il faut comprendre « négligeant entièrement la garde . . . » et donner au génitif absolu un sens causal, non temporel. Ainsi seulement on s'explique que, à cette époque où aucune circonstance extérieure ne vient gêner l'application de la convention, Aratos et les soldats-citoyens soient en Argolide, région qui, normalement, aurait dû être défendue par Taurion (92, 8).

4. Cf. la n. précédente.

5. Il est bien difficile, impossible même, d'évaluer pour aucune époque le nombre

Telle est la situation lorsqu'Aratos, après avoir mis fin aux querelles intestines de Mégalopolis, se rend « à la synodos des Achaïens »¹. On peut alors relever, dans le récit de Polybe, des détails très caractéristiques.

1. Aratos quitte l'armée, car la présence du stratège est indispensable à la synodos, c'est-à-dire à Aigion². Il ne peut donc plus, pendant la durée de la session, commander les troupes. Aussi bien, Polybe précise que le commandement des mercenaires est remis à Lykos de Pharaï³. Mais Polybe ne dit pas un mot des épilektoi. Tout se passe comme si, ce corps de troupes ayant été dissous, il n'était pas besoin de pourvoir à son commandement. Bien d'autres symptômes viennent, d'ailleurs, confirmer cette impression et la transformer en certitude.

2. L'Aitolien Euripidas, récemment redevenu le chef des troupes éléiennes, « guette » le moment où se tient la synodos pour entrer en campagne et dévaster le Nord du Péloponnèse⁴. C'est donc que sa connaissance, évidemment meilleure que la nôtre, des institutions achaïennes lui permet de croire l'armée achaïenne considérablement affaiblie du seul fait de la réunion d'une synodos⁵. On va le voir, en

des citoyens achaïens capables de prendre place dans les rangs de l'armée. Polybe, en 168, dans un discours dont il rapporte le sens en XXIX, 24, 8, parlait de 30 à 40.000 hommes, ce qui laisse une marge assez grande. Mais (cf. J. Kromayer, *Antike Schlachtfelder*, t. I, p. 289) on peut légitimement le soupçonner d'avoir exagéré pour les besoins de la cause qu'il défendait alors. De plus, ces indications, même exactes, ne vaudraient que pour l'époque où le territoire fédéral s'étendait au Péloponnèse tout entier, ce qui est loin d'être encore le cas en 217. Pour d'autres dates, on trouve des armées comptant 10.000 soldats (Plut., *Aratos*, 16, 1), 20.000 fantassins et 1.000 cavaliers (Plut., *Kléom.*, 4, 8), 10.000 fantassins et 1.000 cavaliers (Pol., IV, 15, 7), 14.000 hoplites et 600 cavaliers (Paus., VII, 15, 7). Mais, pour les sources autres que Polybe, quelle confiance méritent-elles ? Et, sur ces nombres, quelles étaient les proportions respectives des citoyens et des mercenaires ? Toutefois, le nombre de 3.300, qui demeure un maximum sans doute plus théorique que pratique, est certainement très inférieur aux possibilités : Pol., V, 95, 7, suffit à montrer que, le cas échéant, on pourrait encore, en cet été 217, appeler aux armes d'autres citoyens. Cf. Dubois pp. 159 sq. ; Beloch, *Die Bevölkerung der gr.-röm. Welt* (Leipzig, 1886), pp. 155 sqq. ; H. Droysen, *Gr. Kriegsaltertümer* (1886), pp. 168 sqq. ; B. Niese, *Ueber Wehrverfassung, Dienstpflicht und Heerwesen Griechenlands* (Hist. Zeitschr., 1907, t. XCVIII, pp. 263-301 et 472-506), p. 489 ; Niccolini, pp. 239 sq. ; Busolt-Swoboda, p. 1570. n. 5 ; etc.

1. Pol., V, 94, 1.

2. La ville où se réunit la synodos n'est pas mentionnée par Polybe, mais c'est évidemment Aigion : cf. plus loin, pp. 277 sqq.

3. Pol., V, 94, 1.

4. Pol., V, 94, 2-3 : ὅς (Euripidas) τηρήσας τὴν τῶν Ἀχαιῶν σύνοδον...

5. A l'explication qui est ici apportée de l'audace d'Euripidas, on pourrait objecter que celui-ci serait bien maladroit de pousser sa razzia, à travers le territoire de Pharaï, « jusqu'au territoire d'Aigion » (Pol., V, 94, 3). Comme cette ville est celle où se tient la synodos, elle est alors abondamment peuplée d'hommes en âge de combattre si la synodos est une assemblée primaire. Mais cette objection peut être facile-

effet : elle est maintenant réduite aux mercenaires ; les citoyens épikletoi ont disparu et la mobilisation d'autres citoyens est impossible.

3. A la nouvelle de l'attaque d'Euripidas, Lykos et ses soldats accourent en hâte, surprennent l'envahisseur sur le chemin du retour et lui administrent une sévère leçon ¹. Quels sont ces soldats ? Polybe ne

ment écartée. D'une part, la démobilisation des épikletoi nécessitée par la session de la synodos, n'a nullement pour corollaire l'obligation de leur présence à l'assemblée. Rendus à la vie civile, leur liberté demeure entière d'assister ou non aux séances. Un déchet est donc à prévoir, d'autant plus important que ces citoyens ont été déjà et savent devoir être bientôt de nouveau, en vertu du décret de mobilisation, arrachés à leur vie familiale. On croira sans peine que les joies du foyer puissent paraître, à bon nombre d'entre eux, plus attirantes que l'accomplissement d'un devoir civique et la participation à des débats politiques dont aucune grande question ne vient, pour le moment, rehausser l'intérêt. Polybe ne dit, en effet, pas un mot des affaires traitées par cette synodos ; elle s'est donc très probablement bornée à l'expédition des affaires courantes qui ne pouvaient passionner personne. D'autre part, même ceux qui sont venus à Aigion ne sont nullement prêts à combattre, car ils ont auparavant déposé chez eux des armes dont l'attirail serait inopportun à l'assemblée. Euripidas peut donc, sans crainte, avec ses 60 cavaliers et 2.000 fantassins, se hasarder aux environs d'Aigion : les membres de la synodos, désarmés, sont incapables de châtier sur-le-champ sa témérité. Le texte de Plut., *Kléom.*, 17, 7-8, relatif à la prise d'Argos par Kléomènes pendant la célébration des Néméennes, me paraît illustrer fort bien ce raisonnement. Sur l'emplacement probable des mercenaires, qui auraient pu gêner la marche d'Euripidas ou dont la seule présence aurait dû le détourner d'une entreprise en cette région, cf. la n. suivante.

1. Pol., V, 94, 5-6. Polybe donne pour sujet à sa phrase l'expression *οἱ περὶ τὸν Λύκον* et une expression de ce type désigne souvent chez lui le seul personnage dont elle précise le nom : cf. Fr. Krebs, *Die Präpositionen bei Polybios*, p. 103. C'est probablement le cas ici, à cause du participe *συνέντες τὸ γεγονός* qui ne peut concerner que le chef ou, au plus, son état-major. Mais, comme il est bien évident que Lykos avait des soldats, il n'y a là qu'une application du procédé stylistique, courant à toutes les époques dans les récits militaires, qui consiste à ne parler que du général en négligeant ses troupes. — Au moment du raid d'Euripidas, Lykos, bien qu'il soit « hypostratège de la syntéléia » de Patrai ou de Pharai (cf. la n. suivante), ne se trouve avec les mercenaires ni sur le territoire de Pharai ni aux environs (Patrai, Dymai, etc...), sans quoi Euripidas aurait abandonné son projet imprudent ou, du moins, n'aurait pu traverser le territoire de Pharai ni s'avancer jusqu'à celui d'Aigion (Pol., V, 94, 3) sans rencontrer une résistance dont Polybe ne souffle mot. Cependant, les mercenaires, en vertu de la convention conclue avec Taurion (92, 10), devraient être en Achaïe proprement dite, c'est-à-dire dans cette région, et Lykos (94, 1) n'a été chargé de les commander en l'absence du stratège que parce qu'il était (*διὰ τὸ τοῦτον ... εἶναι*) « hypostratège de la syntéléia » de cette région. Cette contradiction apparente se résout, me semble-t-il, aisément. Lorsqu'Aratos se rend à la synodos, il part de Mégalopolis (94, 1) ; or, il avait amené dans cette ville les mercenaires pour secourir la Messénie envahie (92, 3) et Polybe ne signale nulle part qu'ils s'en soient éloignés, car la Messénie fut dégagée sans même qu'ils eussent à intervenir (92, 4-6) ; bien plus, leur présence à Mégalopolis peut expliquer la rapide pacification de la ville (93) : la médiation d'Aratos a eu sans doute d'autant plus de poids qu'elle était armée ; il est ainsi très probable que, au moment où la session de la synodos va s'ouvrir, les mercenaires sont à Mégalopolis avec Aratos. Reste la convention avec les alliés. Aratos pense qu'elle va s'exécuter : c'est pourquoi il délègue le commandement à Lykos plutôt qu'à un autre. Mais, avant de faire partir les mercenaires, il faut que les troupes alliées destinées à les remplacer soient arrivées. Il est d'autant plus probable qu'elles se font attendre que, finalement, Taurion « néglige entièrement » (95, 5 ;

le précise pas spécialement. Mais rien n'autorise à penser que Lykos, pour cette riposte, dispose d'autres troupes que des corps de mercenaires dont le commandement lui a été, peu auparavant, confié par Aratos. Pas un mot n'est dit, à cette occasion, des épilektoi. D'ailleurs, Lykos n'a reçu, en ce qui les concerne, aucune délégation du stratège : à quel titre, donc, leur donnerait-il des ordres ? Peut-être pourrait-on croire que ses fonctions d'« hypostratège de la syntéléia » de Pharai ou de Patrai¹ mettent à sa disposition un corps de citoyens, non plus

cf. *supra*, p. 87, n. 3 *in fine*) la mission qu'il a assumée. Lykos demeure donc à Mégalopolis avec les mercenaires ; l'Achaïe proprement dite est dépourvue de troupes ; Euripidas trouve la voie libre devant lui ; Lykos et ses soldats doivent accourir *κατὰ σποδὴν* (94, 5), lorsque la nouvelle de l'invasion leur parvient ; ils ne rejoignent l'ennemi que quand celui-ci, chargé de butin, a repris le chemin du retour (94, 4). Désormais, les mercenaires demeurent dans l'Achaïe proprement dite (95, 7). — Ainsi, tout ce récit de Polybe, sur les silences aussi bien que sur les dires duquel je fonde ma démonstration, est cohérent, sans fêlure, inattaquable. A lire le mémoire de Ferrabino, pp. 297 sqq. (cf. aussi pp. 217 sqq.), dont il sera question à la n. suivante, on recueille l'impression d'un texte qui, loin de se suffire à lui-même, appelle des additions, bien plus des corrections nombreuses. On vient de voir qu'il n'en est rien.

1. Pol., V, 94, 1 : ... Λύκος τῷ Φαραίῃ, διὰ τὸ τοῦτον ὑποστράτηγον εἶναι τῆς συντελείας τῆς πατρίδος. Le sens du mot *πατρίδος* fait difficulté. Doit-il s'écrire avec une minuscule et, dès lors, dériver de *πατήρ* et désigner la syntéléia « de Pharai », ville qui est la patrie de Lykos ? Ou bien avec une majuscule, dériver de *Πάτραι* et désigner la syntéléia de « Patrai », ville d'ailleurs peu éloignée de Pharai ? Il semble que, philologiquement, les deux étymologies et, par conséquent, les deux interprétations soient possibles. Pour Pharai, opinent S. A. Naber, *Polybiana* (*Mnemosyne*, 1875, t. VI), p. 239, qui propose de corriger en *Φαραίχης* ; Freeman², p. 219, n. 2 ; Dubois, p. 166, n. 1 ; Hultsch et Büttner-Wobst dans leurs éd. de Polybe (toutefois, la majuscule au t. V, p. 139, des *indices* de Büttner-Wobst est contradictoire) ; Beloch, *Gr. Gesch.*³, t. III, 1, p. 627, n. 1 = *Gr. Gesch.*⁴, t. IV, 1, p. 604, n. 1 (qui accepte la correction de Naber) ; Busolt-Swoboda, p. 1550, n. 4. Pour Patrai, W. Vischer, *Kleine Schriften*, t. I, p. 493 (mémoire intitulé *Zu Polyb., V, 94*, publié tout d'abord dans *Philologus*, 1847, t. II) : p. 377, n. 3 (où est jugée préférable une correction en *Πατραίχης*) ; Hermann⁵, t. I, p. 751 ; Weinert, p. 5 ; Dittenberger, *IG*, t. IX, p. 96 (*ad* n° 369) ; Niese, t. II, p. 455 et n. 2 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 388, n. 1, et p. 411, n. 4 ; Niccolini, p. 212 et n. 5 ; Ferrabino, pp. 217 et 298 ; Schwahn, col. 1259, ll. 35 sq. ; Kahstedt, *RE.*, t. IV A 2, s.v. *Συντελεία*, col. 1457 ; F. W. Walbank, *Aratos*, p. 149, n. 2. Et cette bibliographie n'a certainement rien d'exhaustif... — Pour choisir entre les deux solutions, il faudrait savoir ce qu'est un hypostratège et ce qu'est une syntéléia. Or, les textes sont peu nombreux. Pour l'hypostratège, on a Pol., IV, 59, 2, V, 94, 1 et XXXVIII, 18, 2 ; lorsque Plutarque (*Aratos*, 29,7) emploie le mot, il est probable qu'il ne lui donne pas son sens officiel. Pour les syntéléiai, on a Pol., V, 94, 1 et XXXVIII, 16, 4 ; IV, 59-60, qu'on invoque souvent, peut très bien s'expliquer sans supposer sous-entendu le mot *syntéléia*. Les questions qui se posent sont les suivantes : existait-il un seul hypostratège ou plusieurs ? était-ce un fonctionnaire fédéral ou régional ? tout le territoire fédéral était-il divisé en syntéléiai ? ou bien, seule, la région nord-occidentale (Patrai, Pharai, Dymai, Tritaia) connaissait-elle cette organisation ? si cette dernière hypothèse est juste, cette région formait-elle une seule syntéléia ou deux ? On a émis sur tout cela bien des opinions opposées : la plupart des indications bibliographiques données plus haut sont encore utiles ici. — Je n'ai, pour ma part, qu'une certitude : c'est qu'il est impossible de se fourvoyer davantage que ne le fait Ferrabino, pp. 217 sqq. et dans son 9^e appendice critique, *Le tre syntelie acaiche nel 217*, pp. 297-301 (les conclusions

ἐpilektoi, mais soldats ordinaires ¹. Et certes, bien que nous soyons fort mal renseignés sur elles, les syntéléiai semblent avoir été des subdivisions territoriales de caractère militaire, des « cercles » ². Mais cette issue même se ferme si on examine le récit fait par Polybe d'événements presque identiques, postérieurs de quelques semaines seulement : Euripidas, en effet, envahit de nouveau le territoire fédéral et, cette fois, notre historien spécifie que Lykos et l'hipparque Dèmodokos convoquent et joignent aux mercenaires, pour repousser les Éléiens, les citoyens de Dymai, de Patrai et de Pharai ³ : le « cercle » dont Lykos est hypostratège ne possède donc pas, même en temps de guerre, de soldats-citoyens mobilisés en permanence. Il faut considérer, en cette année 217⁴,

essentielles en sont acceptées par Walbank, p. 149). Tout le livre de Ferrabino est rempli d'hypothèses aventureuses, dont aucune toutefois n'a la fantaisie de celle qui est exposée dans ces pages. Elle a pour base une interprétation des ll. 59-63 de *IvM*, n° 38 (= *Sylloge* ², t. I, n° 258 = *Sylloge* ³, t. II, n° 559) qui est inacceptable, B. Niese, *Beiträge zur Gesch. des arkadischen Bundes*, 4, *Das arkadische Dekret für Magnesia am Maiandros* (*Hermes*, t. XXXIV, 1899, pp. 549-552), a montré, p. 551, que le groupement des décrets et le mot « Arcadiens » de la l. 59 ont pour auteurs les Magnètes-du-Méandre et non pas les auteurs du décret. Aucune des dates que l'on a proposées pour la prétendue réapparition d'une Confédération arcadienne (cf. encore Niccolini, pp. 132-133 ; p. 286, n. 2) n'est admissible. L'interprétation de Niese a été ordinairement acceptée : cf. O. Kern, *Magnetische Studien* (*Hermes*, 1900, t. XXXVI, pp. 491-515), p. 505 ; Hiller von Gärtringen, dont il faut comparer *RE*, t. II, s. v. *Arkadia*, coll. 1134 sq., avec *IG*, t. V, 2, p. xxv, et n. 27 de *Sylloge* ³, t. II, p. 54 ; de même, alors qu'il avait accepté autrefois l'hypothèse d'un koinon arcadien distinct au début du II^e siècle (*REG*, 1897, t. X, p. 307), Holleaux n'y fait même plus allusion, donc l'a abandonnée dans *CAH*, t. VIII, pp. 188 sqq. Il est étrange que Ferrabino n'ait pas un mot pour chercher à réfuter cette interprétation. Tout son ingénieux échafaudage doit donc être considéré comme absolument vain. — Mais, cette négation apportée, je réponds à toutes les questions précédentes par un *non liquet*. C'est par pure convention et pour rendre l'exposé plus commode que je raisonnerai comme si tout le territoire achaien était partagé en plusieurs syntéléiai ayant chacune à sa tête un hypostratège. On reconnaîtra d'ailleurs sans peine que tout cela ne peut avoir sur mon argumentation aucune répercussion fâcheuse.

1. Mercenaires et soldats d'élite auraient constitué l'armée de campagne, les autres citoyens mobilisés l'armée territoriale. Toutefois, l'hypothèse est assez invraisemblable, puisque la convention conclue avec Taurion et les Messéniens (*Pol.*, V, 92, 7-10) n'envisage aucune action offensive, mais seulement la défense du territoire des alliés ; il n'y avait donc aucune raison de distinguer armée de campagne et armée territoriale.

2. C'est le seul point sûr, à cause de *Pol.*, V, 94, 1 et XXXVIII, 16, 4. Traduire *συντέλεια* par « contingent », comme le font Dubois, p. 166, n. 1, et P. Waltz, t. II, p. 204, est une erreur certaine (on remarquera aussi que Dubois interprète mal et que Waltz néglige les mots *διὰ τὸ τοῦτον*..., dont j'ai donné la véritable interprétation plus haut, p. 89, n. 1).

3. *Pol.*, V, 95, 6-7.

4. La restriction s'impose, car on ne peut tirer de cette discussion qu'une conclusion valable pour la seule année 217. Tout d'abord, la syntéléia a pu, au cours de l'histoire achaienne, changer de caractère. Mais, surtout, tout devait dépendre des décisions prises par l'assemblée ou par le stratège, au début d'une nouvelle guerre ou d'une nouvelle campagne. On devait alors tenir compte de l'effort probable à fournir, offensif ou défensif, des dispositions plus ou moins grandes des citoyens au dévoue-

la syntéléia comme une circonscription dans le cadre de laquelle s'organise, au jour du danger, une sorte de levée en masse ¹. Elle a à sa tête un chef désigné à l'avance, l'hypostratege, qui peut lever des soldats ou, plutôt, des miliciens qu'il mène au combat, mais qui, s'il n'a pas reçu du stratege de mission spéciale ², est dépourvu de troupes. Avant chacune des invasions d'Euripidas, Lykos n'a, par conséquent, aucun soldat-citoyen sous ses ordres et ses fonctions d'hypostratege demeurent purement virtuelles ³. Or, pour répondre au second raid d'Euripidas, Polybe précise que la mobilisation générale a eu lieu à Dymai, Patrai et Pharai. Au contraire, il ne mentionne aucune mobilisation analogue dans son récit de la première invasion : ce silence montre que, à la différence de ce qui se passe plus tard, les citoyens des régions voisines de l'Élide ne sont pas, alors, appelés aux armes. C'est donc bien avec les seuls mercenaires que, pendant la réunion de la synodos, Lykos poursuit les pillards. Il n'use pas de ses pouvoirs d'hypostratege pour s'adjoindre au moins quelques citoyens. Son abstention ne s'explique que si les citoyens sont, alors, indisponibles ; ils ne peuvent l'être qu'à cause de la synodos ⁴.

ment patriotique, enfin des ressources financières. Précisément, en cet été 217, la pénurie du trésor fédéral semble être extrême : le butin fait par la flotte en pays aitolien évite providentiellement (V, 94, 9) le retour d'incidents semblables à ceux de l'année précédente (V, 30, 5-6) qui avaient réduit l'armée à néant. Le décret présenté par Aratos et adopté par les Achaïens (V, 91, 5-6) représente sans doute un effort maximum : Aratos a dû « exhorter » ses concitoyens. Il est donc possible que, en 217, l'absence de soldats-citoyens mobilisés en permanence dans la syntéléia ait été due à des circonstances exceptionnelles et que, à d'autres époques, l'hypostratege ait normalement disposé de soldats-citoyens.

1. Il s'agit bien aussi, dans un autre récit de Polybe (IV, 59-60) où il est question d'un hypostratege, d'une levée en masse (59, 2 : πανδημεί). Les deux récits doivent naturellement être rapprochés. Néanmoins, il faut noter des différences. En V, 94, 1, Lykos est dit « hypostratege de la syntéléia τῆς πατρικῆς », tandis que, en IV, 59, 2, Mikkos est appelé « hypostratege des Achaïens ». D'autre part, Lykos convoque les gens de Dymai, de Patrai et de Pharai, tandis que Mikkos convoque ceux de Dymai, de Pharai et de Tritaia. On a donc l'impression d'abord que Lykos n'est qu'un hypostratege parmi d'autres, à la tête d'une syntéléia parmi d'autres, tandis que Mikkos est hypostratege unique, ensuite que le découpage des « cercles » a été modifié dans l'intervalle. Mais rien ne prouve que Mikkos ou Lykos aient mobilisé les citoyens de toutes les villes de leur ressort. Ce sont des obscurités de ce genre qui interdisent de résoudre les questions générales touchant l'hypostratege et la syntéléia.

2. Lykos a reçu d'Aratos le commandement des mercenaires, parce qu'il était hypostratege de la région où, en vertu de conventions avec les alliés, les mercenaires devaient stationner. Il s'est sans doute, on l'a vu, rendu alors à Mégalopolis et attendait l'arrivée des troupes alliées à qui la garde de Mégalopolis incombait pour ramener les mercenaires dans le « secteur » qui relevait de lui : cf. *supra*, p. 89, n. 1.

3. Entendons bien : ses fonctions de commandement sur les miliciens de sa syntéléia.

4. Pendant la synodos, la flotte achaienne reste mobilisée et elle ravage les côtes

4. Peu de temps après, « à l'approche de la moisson ¹ », tout est rentré dans l'ordre. Certains citoyens sont de nouveau mobilisés et tous sont mobilisables. Le corps des épilektoi a reparu : sous les ordres du stratège Aratos, il protège en Argolide la rentrée des récoltes. Lykos et Dèmodokos n'hésitent pas, afin de riposter à une seconde tentative d'Euripidas, pourtant moins inquiétante que la première, à convoquer les citoyens de Dymai, Patrai et Pharai ². Mais la session de la synodos est, alors, évidemment terminée.

Ainsi, avant la synodos, une partie au moins de l'élite militaire des citoyens est mobilisée. Pendant la synodos, malgré le danger, ce corps de troupes s'évanouit et on néglige de mobiliser les autres citoyens, même dans les villes proches du théâtre des opérations ; bref, l'occasion paraît si favorable, « le potentiel de guerre ³ » de la Confédération est si réduit que l'ennemi s'empresse d'attaquer et les seuls soldats non-citoyens, les mercenaires, accourent à la rescousse. Après la synodos, tous les citoyens peuvent participer et participent de nouveau à la défense du territoire fédéral.

Tous ces détails demeurent entièrement inintelligibles si la synodos est seulement une assemblée de députés. Jamais, en ce cas, le nombre de ses membres n'aurait pu approcher, même de loin, à cette époque où la Confédération ne s'étend pas sur plus de la moitié du Péloponnèse, du nombre des épilektoi mobilisés ⁴. Jamais, non plus, ces

d'Aitolie (Pol., V, 94, 7-9). Ce détail semble infirmer le raisonnement. Mais on remarquera : 1° qu'il ne s'agit que de trois navires (V, 91, 8 ; les trois autres préposés à la garde des côtes de l'Argolide n'apparaissent pas dans le récit des événements de cette époque), donc d'un équipage dont le nombre est pratiquement insignifiant ; — 2° que nous ignorons absolument quelle pouvait être la proportion des citoyens achaiens sur la totalité de l'équipage des navires ; les textes manquent entièrement et la question ne peut être abordée par personne ; il est donc permis de croire, ce qui serait normal, que la plus grande partie, au moins des rameurs, se composait de mercenaires ou même d'esclaves. Le nombre des citoyens non-démobilisés pendant la session de la synodos est ainsi vraiment négligeable et l'anomalie constituée par la flotte ne peut rien changer à l'argumentation.

1. Pol., V, 95, 5 : τοῦ θερισμοῦ συνάπτοντος, donc en mai ou juin. A. Mommsen, *Griechische Jahreszeiten* (Schleswig, 1870), p. 571, place la moisson en mai. G. Busolt, *Zur Chronologie des peloponnesischen Krieger* (*Hermes*, 1900, t. XXXV, pp. 572-584), p. 576, la place en juin.

2. Pol., V, 95, 5-7. Par cette tentative, Euripidas se borne à vouloir aller dévaster le territoire de Tritaia (*ibid.*, 6) — et son effort avorte aussitôt —, tandis que, lors de la première invasion, il s'avance, « à travers le territoire de Pharai, jusqu'au territoire d'Aigion ».

3. Cf. de Sanctis, *Riv. d. Fil. e d'istr. clas.*, 1908, t. XXXVI, p. 258 : *la potenzialità militare della lega*.

4. Sur le nombre possible des membres de la synodos assemblée de députés, cf. *supra*, pp. 81-82, et notamment p. 81, n. 5. Tous les calculs auxquels on s'est jus-

deux catégories de citoyens, députés et soldats d'élite, n'auraient pu coïncider au point de se confondre et de n'en faire qu'une seule¹. On ne peut pas davantage supposer que, pour permettre aux députés d'assister aux séances de la synodos, on aurait poussé le scrupule de l'égalité jusqu'à démobiliser tous les citoyens de l'armée et à interdire, pendant la session, toute mobilisation, même partielle : adopter et observer un tel principe aurait été, de gaieté de cœur et très consciemment, s'exposer à un danger trop grave.

Tout s'explique, au contraire, de la façon la plus simple et la plus naturelle si l'ensemble des citoyens a accès aux séances de la synodos². Tant que cette assemblée est réunie, l'armée ne comprend plus que les mercenaires. Les citoyens, afin qu'ils puissent exercer librement et directement leurs droits politiques, sont libérés de toute obligation militaire pendant la durée de la session. Seul, ce procédé permet de concilier les deux obligations légales, celle de la réunion de la synodos à époques fixes et celle de l'exercice immédiat de leur souveraineté par les citoyens. On n'affirmera pas que le procédé soit exempt de tous risques : ce qui se passe au cours de cet été 217 est là pour prouver le contraire et Euripidas, avec un peu plus de bonheur, aurait pu remporter de bien autres succès. Mais il ressort des textes que les magistrats de 217 n'ont pas découvert de solution moins hasardeuse — et il serait vain, croit-on, d'en rechercher une — à cette difficulté que les auteurs de la constitution achaïenne n'avaient probablement pas prévue.

qu'ici livré valent pour la belle époque de la Confédération, c'est-à-dire après son extension au Péloponnèse tout entier, et c'est autour du nombre de 1.000 que l'accord se fait en général. Mais, en 217, la Confédération ne comprend ni Corinthe, ni Elis, ni Messène, ni Sparte, pour ne citer que les villes les plus importantes. On est donc très loin des 3.300 épilektoi dont la mobilisation avait été décidée et même du nombre, malheureusement inconnu avec certitude, de ceux qui avaient pu être réellement mobilisés. On voudra bien remarquer, au surplus, qu'il est impossible d'élever très haut le nombre des députés à la synodos. Pour que les Achaïens se fussent résolus à abandonner, pour la synodos, le principe, généralement admis dans les démocraties contemporaines, de l'assemblée primaire, encore fallait-il qu'ils y eussent trouvé un avantage réel, c'est-à-dire que l'assemblée représentative n'eût pas été trop nombreuse.

1. Il est en effet très probable que des soldats d'élite se seraient recrutés parmi les citoyens plus jeunes que les députés : cf. *infra*, p. 100, n. 1.

2. Le seul critique qui, à ma connaissance, ait entrevu l'intérêt qu'offre à cet égard ce texte de Polybe est G. de Sanctis, *Riv. d. Fil.*, 1908, p. 258. Mais il n'en a pas tiré tout le parti possible : il s'est borné à relever qu'Euripidas « guette », pour attaquer, la session de la synodos, d'où il a conclu justement que la Confédération est alors militairement affaiblie. Tout aussi importantes, et d'ailleurs nécessaires pour expliquer qu'Euripidas attende cette occasion, sont la disparition momentanée du corps d'élite et l'inaction des citoyens de la syntéléia de Lykos. — Ferrabino, qui, p. 263 et n. 1, semble accepter l'hypothèse présentée par de Sanctis sur la composition de la synodos, pense aussi, p. 298, que les *scelti* sont certainement présents à la synodos.

Cette synodos de l'été 217 est donc certainement une assemblée primaire : telle est la conclusion irréfutable qui doit être tirée du récit de Polybe ¹.

Les autres récits polybiens qui peuvent être relevés n'ont pas cette netteté. Ici ou là, en effet, le raisonnement présente un maillon dont la solidité n'est pas à toute épreuve, ce qui suffit à empêcher une conclusion aussi formelle. Mais le récit qui vient d'être analysé fournit déjà une certitude qui suffirait amplement à elle seule, en l'absence de tout argument contraire. Les trois autres récits ne vont être invoqués qu'à titre secondaire et accessoire. Il s'en dégage des vraisemblances ou des probabilités telles que la preuve principale s'en trouve confirmée et qu'on peut sans crainte généraliser le renseignement apporté par le texte relatif à la synodos de l'été 217.

A l'automne 208², Philopoïmen devient pour la première fois strège de la Confédération achaienne. Peu auparavant, il a exercé la

1. J'ai été amené, il y a déjà plusieurs années, à indiquer à l'excellent critique américain J. A. O. Larsen que je fondais en grande partie sur ce récit de Polybe ma conviction du caractère d'assemblée primaire de la synodos. Il a eu l'amicale obligeance, pour laquelle je tiens à lui exprimer ici ma sincère reconnaissance, d'examiner l'argument et d'attirer mon attention sur une objection qui m'avait, en effet, échappé et qui est trop importante pour que je ne la signale pas : normalement, les épilektoi ne devraient pas avoir besoin de leur liberté pour aller siéger à la synodos, puisque, jeunes hommes nécessairement, ils n'ont pas l'âge légal pour participer aux assemblées. L'objection est très forte et je conclurai moi-même que, fort probablement sinon indiscutablement, l'accès à la synodos n'était autorisé qu'à partir de trente ans révolus. Mais je ne pense pas que la notion d'épilektoi implique nécessairement un âge moindre. En XXXII, 25, 6 et 9, Tite-Live, d'après Polybe, éprouve le besoin de préciser que les épilektoi sont jeunes : ils ne l'étaient donc pas toujours. Il est surtout indispensable de remarquer que, là où Appien, *Syr.*, 26, parle d'épilektoi achaiens, Tite-Live, XXXVII, 20, 2, parlant des mêmes soldats, les qualifie *veterani omnes et periti belli*. Je sais bien que Polybe (XXI, 3 b, 2) les appelle νεανίσκοι. Mais la précision de Tite-Live n'est certainement pas inventée par lui et il utilise, d'ailleurs, en cet endroit, un passage de Polybe, aujourd'hui disparu (cf. XXI, 9), différent de celui qui contient le mot *neaniskoi*. Ce mot et celui d'*épilektoi* ne sont donc contradictoires ni avec l'idée d'expérience de la guerre ni avec celle de vieux soldat : les épilektoi de 217 pouvaient très bien devoir les qualités militaires qui justifiaient leur choix à l'expérience acquise pendant la guerre de Kléoménès. Enfin, on voit, d'après IV, 20, 7 (cf. 9 et 12), que Polybe ne craignait pas d'appeler encore *neaniskoi* des hommes de trente ans. On m'accordera ainsi, je l'espère, que certains au moins des épilektoi puissent avoir atteint et dépassé la trentaine. — De toute façon, il reste que, pendant la session de la synodos, on n'a pas procédé à une levée en masse pour repousser l'invasion ennemie et qu'on y a procédé, une fois la synodos terminée, en face d'un danger moins pressant.

2. Malgré quelques discussions, la date peut être considérée comme sûre. Elle est admise par tous les critiques récents : cf. Niese, t. II, p. 498 ; Niccolini, p. 286 et n. 2 (abondante bibliographie) ; de Sanctis, *St. d. Rom.*, t. III, 2, pp. 443 sq. ; Holleaux, *Rome, la Grèce etc.*, p. 254, n. 1 ; CAH, t. VIII, p. 133 ; Busolt-Swoboda, p. 1571.

charge d'hipparque et en a profité pour réorganiser, exercer et discipliner la cavalerie achaïenne¹. Parvenu à la stratégie, il cherche aussitôt à transformer de même façon l'infanterie². Une des étapes nécessaires de cette réforme consiste à convaincre ses concitoyens qu'ils doivent veiller scrupuleusement au bon entretien de leurs armes plutôt qu'au luxe et à l'élégance de leurs costumes dans la vie civile³. Il les y exhorte dans un discours dont le début du fragment conservé de Polybe sur la bataille de Mantinée nous transmet une bonne partie⁴.

Où est prononcé ce discours ? Une lecture rapide du texte risque, sur ce point, d'induire en erreur. Tout s'y réduit, en effet, à une sorte de monologue de Philopoïmen. Aucune discussion, aucun vote⁵. On pourrait, par conséquent, croire — bien qu'on n'en ait pas d'exemple

1. Pol., X, 22, 6-7 ; 23, 1-24. 2. La date de 210/209 pour l'hipparchie de Philopoïmen est aujourd'hui acceptée généralement : cf. Niccolini, p. 310. Holleaux, après avoir, avec Kromayer, *Antike Schlachtfelder*, t. I, p. 285, daté la réorganisation de la cavalerie achaïenne, c'est-à-dire l'hipparchie de Philopoïmen, de 209/208 (*Rome, la Grèce* etc., p. 254, n. 1), s'est rallié à la date de 210/209 (*CAH*, t. VIII, p. 133).

2. Pol., XI, 9-10 ; Plut., *Phil.*, 9 ; Paus., VIII, 50, 1 ; Polyain., VI, 4, 3. La bibliographie sur cette réforme est donnée par Holleaux, *CAH*, t. VIII, p. 746, 6.

3. Il est certain que ce ne fut là que le dernier en date des éléments dont l'ensemble constitua la réforme militaire de Philopoïmen ; cela ressort de l'examen aussi bien de Plutarque que de Polybe. Plutarque, qui est de beaucoup la source la plus complète, emprunte ses renseignements à Polybe, mais sans doute à la *Vie de Philopoïmen* qu'avait rédigée ce dernier (cf. Pol., X, 21, 5-8) plutôt qu'à ses *Histoires* (cf. Nissen, *Krit. Unt.*, pp. 280 sqq.). Or, il parle d'abord de la transformation de l'armement et de la tactique et c'est le mot *ἐπειτα* qui introduit le développement sur la réforme morale et somptuaire. Quant à Polybe, son texte actuel ne nous renseigne que sur cet aspect de la réforme. Mais on remarquera que ce texte, qui nous est donné en un seul fragment par le ms. *Urbinas 102*, passe ensuite au récit des tournées d'inspection de Philopoïmen, puis de la bataille de Mantinée. Chronologiquement, la réforme morale est donc bien la dernière. On remarquera aussi que, sur certaines réformes au moins, celle de l'armement par exemple, un vote et un décret d'une assemblée sont indispensables. Or, le texte actuel de Polybe n'en mentionne pas. Donc ce vote et ce décret sont intervenus avant le moment où, par la seule volonté de l'*excerptor*, commence le récit de Polybe et rien ne prouve que tout se soit réalisé en une seule assemblée. C'est pourquoi je serais enclin à croire à des réformes militaires opérées, non pas en un seul bloc, mais par étapes. La réforme morale ne se place donc peut-être pas dès l'entrée en charge de Philopoïmen à l'automne 208 (bien entendu, le délai de huit mois indiqué en Pol., XI, 10, 9, a néanmoins pour point de départ le début même de l'activité réformatrice du stratège). On verra d'autre part, d'après le tableau des synodoi annuelles auquel aboutira (*infra*, pp. 275 sq.) l'étude des dates de ces assemblées, que, s'il s'agit d'une synodos, elle n'est pas antérieure à février 207.

4. Pol., XI, 9, 1-7. Évidemment, ces conseils sont valables pour tous, cavaliers comme fantassins. Toutefois, puisque Philopoïmen a déjà, deux ans plus tôt, réformé la cavalerie achaïenne, on peut croire qu'il s'agit essentiellement, cette fois, de l'infanterie.

5. Personne jusqu'ici n'a fait cette remarque, qui s'impose cependant. Tout au contraire, Kahrstedt déclare hardiment que cette assemblée prend des décisions sur la réforme de l'armée : col. 1418, ll. 12-16. C'est aller beaucoup trop vite : cf. *REA*, 1933, p. 450.

pour l'infanterie ¹ — à une réunion hors cadre, apolitique et purement militaire, ni *synodos* ni *synklêtos*, ne comprenant que des citoyens en âge de porter les armes, convoquée extraordinairement par le stratège pour exposer ses vues aux soldats. C'est à cette hypothèse que conduit l'analogie apparente avec la procédure utilisée précédemment pour la réforme de la cavalerie ². Mais certains mots employés par Polybe dans son récit révèlent indubitablement qu'il n'en est rien et que le discours est prononcé dans une assemblée. En effet, l'historien écrit qu'après le sermon de Philopoïmen les assistants sortent du bouleutêrion ³ et, ce qui est beaucoup plus net, qu'ils repartent vers leurs cités quand « la délibération », τὸ διαβούλιον, est terminée ⁴. L'impression première est donc une impression trompeuse. Notre texte est tout simplement incomplet. Le début en a disparu ⁵, où Polybe devait exposer à la fois les circonstances de la réunion de l'assemblée et les affaires traitées par elle. C'est sans doute en fin de session, et l'ordre du jour épuisé, que le stratège prend la parole pour adresser aux Achaïens une dernière admonestation ⁶. Le fond en est, d'ailleurs, de telle nature — « les ornements recherchés dans le vêtement sont le fait d'une femme, et peu modeste ; dépenser pour ses armes et les porter gravement est le fait d'hommes de cœur » — qu'aucun décret ne peut en sanctionner le contenu ⁷. Aussi les auditeurs se bornent-ils à écouter d'abord, à

1. On en a un exemple pour la cavalerie qui pouvait être réunie en temps de paix pour des manœuvres d'ensemble : Pol., X, 24, 1. Mais aucun cas n'existe d'une réunion semblable pour l'infanterie ; elle aurait été, d'ailleurs, beaucoup plus difficile, puisque l'infanterie apparaît ordinairement dix fois plus nombreuse que la cavalerie (cf. Pol., IV, 10, 2 ; V, 91, 6-7 ; etc.) et puisqu'elle n'est pas, comme la cavalerie (Pol., X, 21, 9 ; Plut., *Aratos*, 11, 1 ; *Phil.*, 18, 7), un corps aristocratique : les citoyens qui y servent disposent donc de loisirs moindres.

2. Pol., X, 24, 1. On notera cependant (cf. *infra*, p. 102, n. 1) que, d'après 23, 9, les conseils sur la réforme n'ont pas été donnés aux cavaliers dans une réunion générale, mais ville par ville. L'assemblée de toute la cavalerie a eu pour but de contrôler la bonne observation des préceptes de l'hipparque, et non de donner à ces préceptes la publicité nécessaire.

3. Pol., XI, 9, 8.

4. *Ibid.*, 10, 8.

5. De ce qu'on peut supposer avoir constitué le début de ce texte, — si tant est, et ce n'est pas prouvé, que Polybe ait traité en un seul bloc de toutes les réformes militaires de Philopoïmen, — nous n'avons que trois fragments transmis par Suidas ou en marge du ms. *Urbīnus* 102 qui nous donne tout le passage relatif à la bataille de Mantinée ; ces fragments forment le ch. 8 du livre XI de Polybe. Les deux derniers de ces fragments (8, 4-6 et 7) concernent la réforme somptuaire. Mais peut-être ne précédaient-ils pas immédiatement le développement (ch. 9) consacré à celle-ci. Je les attribuerais plus volontiers à une introduction générale exposant l'état lamentable de l'infanterie lors de l'entrée en charge de Philopoïmen : ils proviendraient, comme le fragment 8, 1-3, de ce qui servait de préface à l'ensemble des réformes.

6. Cf. plus loin, pp. 394 sq.

7. Tout cela suffit à montrer l'erreur de Kahrstedt, col. 1418, ll. 12-16. Rien ne

applaudir ensuite, avant de se séparer. Il s'agit donc bien d'une assemblée politique, évidemment *synodos* ou *synklêtos*¹. Philopoïmen profite seulement de sa réunion pour donner aux citoyens mobilisables une leçon de « théorie ».

Assemblée politique, est-ce une *synodos* ou une *synklêtos*? Le texte ne contient, à cet égard, aucune indication formelle. Néanmoins, tous les critiques qui relèvent l'existence de cette assemblée la considèrent comme une *synodos*². La plupart, d'ailleurs, négligent de présenter aucun argument pour justifier leur assertion³ et les autres s'abandonnent à un bien étrange raisonnement. Pour eux, c'est une *synodos* uniquement parce qu'elle siège dans un *bouleutérion*⁴. Mais, à quelques pages de là, ces mêmes critiques invoquent ce même texte afin de prouver que le mot *bouleutérion* est employé par Polybe seulement pour les séances de la *synodos*⁵, ce qui implique qu'on dispose

prouve que cette assemblée se soit, en tant qu'assemblée politique discutant une question et votant des décrets, occupée de choses militaires. Les décrets relatifs aux parties de la réforme générale qui comportaient des décrets peuvent fort bien avoir été votées dans des assemblées antérieures et celle-ci n'avoir eu à discuter que des questions d'ordre tout différent. Evidemment, Philopoïmen aurait eu intérêt à battre le fer pendant qu'il était chaud. Mais nous ignorons entièrement s'il l'a fait. — Il y a une erreur analogue à celle de Kahrstedt, mais moins formellement affirmée, dans Hermann⁶-Swoboda, p. 397, n. 4; Busolt³-Swoboda, p. 1562, n. 5; Schwahn, col. 1255, ll. 56 sq. Tous ces critiques, en effet, relèvent en employant les mots *beraten* ou *verhandeln* que l'assemblée s'occupe de questions militaires; mais ces verbes semblent impliquer une discussion et un vote, dont le texte de Polybe ne porte pas la moindre trace. Je fais des réserves semblables sur la définition de J. Kromayer, *Ant. Schlachtfelder*, t. I, p. 287, n. 2 (*ein Stück aus der Rede des Philopömen über die Reform*) : elle ne pourrait être admise qu'en écrivant, au pluriel, *aus den Reden*.

1. A aucun moment n'apparaît dans nos sources une assemblée politique d'un autre type que les *synodoi* ou les *synklêtoi*, et devant qui il aurait été plus normal de prononcer ce discours — sauf, bien entendu, l'assemblée de l'armée, mais en temps de guerre seulement.

2. Lipsius, p. 172; Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 232 (où, il est vrai, l'affirmation est atténuée); Hermann⁶-Swoboda, p. 390, n. 1 et p. 397, n. 4; Niccolini, p. 236; Busolt³-Swoboda, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555), p. 1562, n. 5, et p. 1571, n. 1; Schwahn, col. 1254, ll. 41 sq. et col. 1255, ll. 56 sq.; Kahrstedt, col. 1418, ll. 12 sqq. Francotte, *Polis*, p. 243, n. 1, ne signale pas cette assemblée parmi les *synodoi* siégeant dans un *bouleutérion*. Il faut donc croire, sans doute, que sa qualité de *synodos* ne lui a pas paru d'une netteté indiscutable. Mais on aurait aimé le voir justifier son abstention, puisqu'il écrit (1907) après Lipsius (1899) et Beloch, *Gr. Gesch.*¹, t. III, 2 (1904), p. 184.

3. Ainsi Lipsius, Beloch, Schwahn, Kahrstedt. Niccolini s'est borné à poser, p. 224, sans le moindre essai de démonstration, sans la moindre référence, le principe que le mot *bouleutérion* ne peut s'appliquer qu'à ce qu'on entend d'habitude par *synodos*.

4. Hermann⁶-Swoboda, p. 397, n. 4; Busolt³-Swoboda, p. 1562, n. 5. L'argument n'y est pas formellement développé, mais il est sous-entendu par le renvoi précis à Pol., XI, 9, 8, c'est-à-dire à la phrase qui contient le mot *bouleutérion*.

5. Cf. Hermann⁶-Swoboda, p. 390, n. 1, et Busolt³-Swoboda, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555).

d'un autre argument pour établir que cette assemblée est bien une synodos. En réalité, on l'a vu¹, le mot *bouleutèrion* n'a ni cette importance, ni cette signification. La seule idée qu'il évoque est celle d'une assemblée délibérante, sans en préciser la nature. Il semble ainsi théoriquement et pratiquement impossible de dire avec quelque apparence de probabilité si cette assemblée est une synodos ou une synklètos. Cette fâcheuse incertitude constitue précisément le maillon qui manque au raisonnement dont ce récit de Polybe fournit les éléments².

Qu'on oublie, en effet, cette incertitude et que, comme les critiques modernes et notamment la plupart de ceux qui voient dans la synodos une assemblée de députés³, on range cette assemblée au nombre des synodoi : on s'aperçoit alors, en essayant de comprendre le texte, non pas seulement dans sa lettre, mais également dans son esprit, que cette assemblée est, elle aussi, comme le serait une synklètos, une assemblée primaire. Car une remarque, qui n'a encore jamais été faite⁴, s'impose.

Dans tout ce passage, Polybe rapporte au style indirect, dans des phrases commandées par des ἔφη⁵, un discours de Philopoïmen destiné à réformer les habitudes insuffisamment viriles des soldats-citoyens. Si l'assemblée qui écoute ce discours n'est qu'une assemblée de députés, assurément les auditeurs ont à faire personnellement leur profit de ces conseils : encore doit-il se trouver parmi eux un certain nombre de citoyens dégagés par leur âge de toute obligation militaire et leur nombre est, à coup sûr, proportionnellement plus élevé que si

1. Cf. ci-dessus, pp. 64 sqq.

2. Ce n'est pas, d'ailleurs, le seul point où, à propos de cette assemblée, trébuchent les historiens modernes. Il ressort, en effet, de Pol., XI, 9, 8 que le bouleutèrion où siège cette assemblée se trouve fort près de l'agora, c'est-à-dire, ici, de la place publique de la ville où elle est réunie, dont Polybe ne nous donne pas le nom. On verra plus loin, pp. 294 sqq., que cette précision est incompatible avec l'opinion couramment admise, mais fautive, selon laquelle les synodoi, jusqu'au début de 188, se tiennent dans le sanctuaire de Zeus Hamarios, puisque celui-ci se trouvait en dehors de la ville même d'Aigion (cf. *infra*, pp. 279 sqq.). Dans ces conditions, le seul fait de la proximité du bouleutèrion et de l'agora suffirait à montrer que cette assemblée n'est pas réunie dans l'Hamarion. Seul, Niccolini, p. 236, a signalé cette difficulté. Il la résout, semble-t-il (car sa pensée n'est pas très nette), en voyant dans ce cas unique une exception. Mais c'est fort peu satisfaisant : pourquoi, en effet, aurait-on commis cette infraction à la règle générale ? — Sur la nature de cette assemblée, cf. encore plus loin, p. 276, n. 2.

3. Tous les auteurs cités plus haut, p. 98, n. 2, sauf Lipsius et Francotte, font de la synodos une assemblée de députés. Les autres partisans de cette opinion ne parlent pas de cette assemblée de 208.

4. On ne s'est jusqu'ici intéressé à cette assemblée que parce qu'elle siège dans un bouleutèrion ou parce qu'il y est traité de questions militaires.

5. Pol., XI, 9, 1 et 4. En 7, on trouve ἡξίου, qui a la même signification.

la synodos est une assemblée primaire ¹. Mais, comme la grande masse des citoyens mobilisables est évidemment absente, la tâche essentielle des assistants doit être de se faire, une fois rentrés dans leurs cités, les propagandistes de cette réforme morale. En ce cas, le discours de Philopoïmen devrait contenir, ici ou là, une indication quelconque montrant que le stratège ne s'adresse pas uniquement à ceux qui sont admis à l'écouter, mais aussi, par leur intermédiaire, à leurs mandants. Son but serait double : d'une part, convaincre ses auditeurs qu'ils doivent apporter le plus grand soin à leur armement ; d'autre part, les engager à consacrer tous leurs efforts à convaincre de la même nécessité ceux qu'ils représentent. Peut-être cette dernière recommandation ne serait-elle pas formellement exprimée. Au moins devrait-on trouver au détour d'une phrase un mot ou une nuance qui pût s'interpréter ainsi.

Or, c'est en vain qu'on cherche dans tout ce texte ce mot ou cette nuance. Philopoïmen prêche les assistants, mais il ne s'adresse qu'à eux. Aucun indice, si léger soit-il, ne révèle qu'il donne à des députés des instructions sur le sens dans lequel ils devront diriger leur propagande ². Son discours, dans la forme où Polybe nous le fait connaître, — mais celui-ci était, tout autant que Philopoïmen, informé de la composition des synodoi ³, — n'est, d'un bout à l'autre, explicable que s'il est prononcé devant un grand nombre de citoyens mobilisables comme hoplites, c'est-à-dire devant une assemblée primaire.

On objectera peut-être que, même primaire, cette assemblée politique ne comprend ni tous les citoyens-soldats, ni uniquement des citoyens-soldats, puisqu'il est impossible, d'une part, que l'assistance à la synodos ait été obligatoire pour tous ceux qui y avaient légalement accès et, d'autre part, que le droit d'assister aux séances ait été compris dans les mêmes limites d'âge, inférieure ou supérieure, que l'obliga-

1. Il est infiniment probable, sinon sûr, que les cités auraient eu une tendance instinctive à choisir comme représentants des hommes âgés de préférence aux hommes jeunes. En tout pays et à toute époque, l'âge moyen des députés est supérieur à l'âge moyen des électeurs : une tête chenue semble une garantie de sagesse et d'expérience.

2. On fera aisément quelques remarques : — en 9, 2, quel est le sujet de ποιοῦνται ? et que représente αὐτοῖς, sinon, comme il est manifeste, les auditeurs ? — en 9, 9, le sujet de παρετήρουν σφᾶς αὐτούς est toujours πάντες οἱ πρῶντες de 9, 8 ; — en 10, 1, εἰς λόγος est évidemment le discours de Philopoïmen, que n'auraient cependant pas entendu les non-députés ; — en 10, 4, est-ce seulement τοῖς ἀκούουσι, c'est-à-dire aux députés, que les paroles de Philopoïmen auraient insufflé confiance ? — en 10, 7, Polybe ne dit nullement que les assistants à l'assemblée ont répété autour d'eux, une fois revenus dans leurs cités, les conseils et les arguments du stratège.

3. Et les lecteurs informés de Polybe n'auraient pas manqué de chercher dans son texte le détail que leur connaissance de la composition de la synodos aurait rendu indispensable, dans l'hypothèse de la synodos assemblée de députés.

tion du service militaire ¹. Et c'est le bon sens même. On conviendra, cependant, que le type de l'assemblée primaire se rapproche bien davantage d'une assemblée de l'armée que ne s'en rapprocherait une simple réunion de députés. Le discours de Philopoïmen y apparaît donc comme beaucoup moins déplacé. Assurément, le stratège ne parle pas devant l'organisme qui serait, en stricte logique, seul compétent. Pratiquement, néanmoins, la solution adoptée par lui est la plus raisonnable. Réunir une assemblée générale de l'armée, quand les hostilités ne sont pas encore ouvertes ², est sinon impossible, du moins bien difficile ³. Philopoïmen saisit donc l'occasion commode de la réunion d'une assemblée politique : une bonne partie des intéressés y assiste et l'affaire peut, sans inconvénient d'aucune sorte, être traitée devant ceux des présents à qui leur âge ou leurs infirmités permettent de s'en désintéresser.

Fera-t-on également remarquer que, après avoir développé ses arguments à l'assemblée, Philopoïmen se rend de ville en ville ⁴ et qu'on ne saurait trop ce qu'il y va faire, si ce n'est porter la bonne parole à la masse ? Il aurait ainsi conscience de n'avoir pas atteint, à la synodos, les véritables intéressés et cela s'accorderait très aisément avec l'hypothèse d'une assemblée de députés. Mais il faut considérer le texte de plus près. Assurément, Polybe précise qu'aussitôt après la fin de la session Philopoïmen entreprend de visiter les villes fédérales. Mais il ne signale nulle part que, dans l'une quelconque de ces villes, le stratège recommence son discours. Il réunit partout « la multitude », lui fait accomplir des exercices et des mouvements tactiques ⁵, se bornant en somme à contrôler la réalisation des réformes qu'il a préconisées. Il en a été de même deux ans auparavant pour la réorganisation de la cavalerie : après avoir fourni ses explications « à la troupe et aux chefs », Philopoïmen accomplit une tournée d'inspection pour se rendre compte

1. Sur l'âge minimum nécessaire pour avoir accès à la synodos, cf. plus loin, pp. 139 sqq. L'hypothèse d'une limite d'âge supérieure, au delà de laquelle les citoyens n'auraient plus pu exercer leurs droits politiques, est évidemment invraisemblable. Elle s'impose cependant pour le service militaire.

2. La situation est assurément très différente en temps de guerre et on possède des exemples d'assemblées de l'armée. Mais elles sont destinées à remplacer des assemblées politiques dont la convocation serait alors impossible : cf. plus loin, pp. 232 sqq. Ici, au contraire, il s'agit d'une assemblée politique remplaçant une assemblée de soldats.

3. Cf. ci-dessus, p. 97, n. 1.

4. Pol., XI, 10, 8 : ὁ δὲ Φιλοποίμην εὐθέως ἐπεπορεύετο τὰς πόλεις, ἐνεργῶς καὶ μετὰ σπουδῆς ποιούμενος τὴν ἔργον.

5. *Ibid.*, 9 : συναγαγὼν τοὺς ὄχλους ἅμα μὲν ἐγύμναζεν ἅμα δὲ συνέταττε...

si les hommes obéissent aux ordres et si les chefs commandent clairement et convenablement ¹. Dans l'un comme dans l'autre cas, ce voyage est bien un voyage de contrôle, dont la conception même implique que les idées du général ont été, antérieurement, portées à la connaissance de tous. Or, en cette année 208/207, la seule publicité qu'aient reçue ses idées sur le soin qu'un bon soldat doit apporter à ses armes ² est le discours prononcé devant l'assemblée par Philopoïmen.

Aucune échappatoire, par conséquent, n'existe : ce texte de Polybe n'a de sens que si l'assemblée est ouverte à l'ensemble des citoyens. Donc, dans la mesure où on se croira en droit d'estimer que cette assemblée est bien une synodos, la synodos n'est pas une assemblée de députés, mais une assemblée primaire.

Le second récit, s'il n'aboutit pas davantage à une conclusion certaine, fournit cependant une probabilité plus grande.

En 185, sans doute au printemps, une synodos est réunie à Mégapolis pendant une stratégie d'Aristainos ³. Des ambassades étrangères s'y présentent, et notamment une ambassade du roi de Pergame, Euménès II, qui vient offrir de l'argent aux Achaïens ⁴. Un accueil glacial est fait à cette proposition, « digne », cependant, « des Achaïens par l'importance de la somme ». Après un discours défavorable d'un ami politique de Philopoïmen et de Lykortas, Apollonidas de Sikyon ⁵,

1. Pol., X, 23, 9. La différence est que, dans ce passage, le mot *αἰθεῖς* (négligé par P. Waltz dans sa traduction, t. III, p. 76) montre que Philopoïmen a donné ses conseils au cours d'un premier voyage circulaire de ville en ville. Mais cette dissemblance ne doit pas surprendre. En 210/209, lorsqu'il réforme la cavalerie, Philopoïmen est simplement hipparque. En cette qualité, il n'est pas libre de prendre comme il l'entend la parole à une assemblée politique, pour y traiter d'un sujet non inscrit à l'ordre du jour. De plus, les cavaliers ne forment qu'une très minime partie de l'assistance à une assemblée. Pour atteindre « la troupe et les chefs », l'hipparque se déplace donc et réunit les cavaliers ville par ville, réservant la réunion générale (24, 1) pour des manœuvres d'ensemble qui couronnent sa réforme. Au contraire, à l'automne 208, Philopoïmen est stratège : il a donc, à l'assemblée, les coudées plus franches et les fantassins, auxquels il s'adresse surtout, forment la majeure partie de l'assistance.

2. Le contrôle effectué par le stratège lors de cette tournée d'inspection ne consiste pas seulement ni essentiellement, bien entendu, dans une « revue d'armes ». Il s'agit surtout de constater que les soldats achaiens ont pris l'habitude de leurs nouvelles armes et sont familiarisés avec la nouvelle tactique (Plut., *Phil.*, 9). On doit se souvenir que la réforme morale est seulement un élément d'une vaste réforme générale. Nous ignorons tout de la façon dont les autres articles de la réforme furent connus des intéressés.

3. Pol., XXII, 7, 2. Pour l'année, cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 41-42, et, pour la saison probable, *ibid.*, p. 33.

4. Pol., XXII, 7, 3 et 8-9. Sur cette offre, cf. plus haut, p. 81, n. 5, et *infra*, pp. 331 sqq.

5. Pol., XXII, 8, 1-8. C'est cet Apollonidas qui (8, 1) κατὰ μὲν τὸ πλῆθος τῶν διδο-

le coup décisif est porté par l'intervention d'un certain Kassandros, « Aiginète », par ailleurs inconnu de nous¹. Il rappelle aux Achaïens quels malheurs ont subis les citoyens d'Aigine et comment l'île, autrefois membre de la Confédération achaienne, prise en 210 par les Romains, donnée par eux aux Aitoliens, a été vendue par ces derniers à Attalos I^{er}, père d'Euménès II². A son avis, le meilleur moyen pour le roi de Pergame de mériter l'amitié des Achaïens serait de leur restituer cette acquisition illégitime ; mais accepter pour le moment son offre serait proclamer qu'on se désintéresse de la libération future d'Aigine. Aussitôt, et sans que personne ose parler en sens contraire, l'assemblée repousse à grands cris le présent d'Euménès³.

Ainsi donc, — et c'est une remarque dont il est curieux de constater qu'elle n'a été, jusqu'ici, faite que très rarement⁴, — voici un citoyen d'une ville autrefois fédérale, mais perdue par les Achaïens depuis vingt-cinq ans, qui prend la parole dans une synodos. Et son intervention est absolument régulière. Il importe, en effet, pour s'en convaincre, de bien apercevoir la portée de la décision prise par les Achaïens⁵. Derrière Euménès, allié fidèle des Romains, c'est Rome, en réalité, qu'on veut atteindre et qu'on atteint⁶. Sans dramatiser

μένων χρημάτων ἄξιαν ἔφη τὴν δωρεάν τῶν Ἀχαιῶν. Ses opinions politiques, au moins à cette date, sont sans aucun doute celles de Philopoimen et de Lykortas : *ibid.*, 11, 6-12, 10 (cf. 10, 10-12), et XXVIII, 6, 2-6.

1. Pol., XXII, 8, 9-12 : Κάσσανδρος Αἰγινήτης (8, 9).

2. Cf., outre ce passage, IX, 42, 5-8 et XI, 5, 8.

3. XXII, 8, 13.

4. Seuls, à ma connaissance, s'en sont avisés Niese, t. III, p. 40, n. 5 (cf. plus loin, p. 116, n. 1), et Niccolini, p. 255 (cf. plus loin, pp. 106 sqq.).

5. On apporte parfois une interprétation exactement contraire à celle qui va être présentée : le refus de l'offre d'Euménès aurait pour auteur principal Aristainos, afin d'isoler la Confédération et de ne pas mécontenter Rome en paraissant rechercher d'autres alliances que la sienne (cf., par exemple, P.V.M. Benecke, *CAH*, t. VIII, pp. 297 sq.). Cette explication est certainement fautive, en raison de ce que nous savons des attaches politiques d'Apollonidas de Sikyon.

6. Certes, les Achaïens ne vont pas jusqu'à refuser de « renouveler » leur alliance avec le roi de Pergame (cf. Pol., XXII, 7, 8) : c'eût été refuser d'avoir les mêmes amis que le peuple romain et accomplir un geste particulièrement inamical à l'adresse de celui-ci. Mais ils n'en repoussent pas moins l'offre magnifique qui leur est faite. Ce refus est d'autant plus offensant que, si on les recherche dans les seuls discours prononcés, ses considérants ne laissent pas d'être parfois injurieux (8, 8 : Apollonidas recommande aux Achaïens de « haïr Euménès » pour avoir songé à les corrompre) ou, dans leur naïveté, dérisoires (8, 11 : Kassandros conseille au roi de restituer Aigine). Rome n'est pas en dehors du débat, tout au contraire : si Aigine a perdu son indépendance, c'est aux Romains qu'en remonte la responsabilité, puisque ce sont eux qui l'ont enlevée à la Confédération, et les mauvais traitements (Pol., IX, 42, 5-8) qu'ont subis en 210 les Aiginètes ont pour auteur le proconsul P. Sulpicius Galba ; ces faits, que chacun connaissait, Kassandros prend soin (XXII, 8, 9) de les rappeler à ses auditeurs : la pointe contre Rome est donc visible et certaine ; elle l'est d'autant plus que, pen-

l'incident, il faut y voir un des multiples coups d'épingle dont, à cette époque, afin d'affirmer leur indépendance, sous l'impulsion de Philopoïmen et de ses amis, les Achaïens criblent leurs puissants alliés, les Romains. Mais le stratège du moment est précisément Aristainos, c'est-à-dire le protagoniste d'une politique moins audacieuse, plus soumise aux volontés de Rome et à l'interprétation que celle-ci donne au traité d'alliance ¹. Habile manœuvrier « parlementaire » par surcroît ², il ne manquerait pas d'user de ses pouvoirs de stratège pour empêcher Kassandros de prendre la parole, si Kassandros n'y avait pas un droit indiscutable. Un simple « rappel au règlement » ³ suffirait pour interdire ce discours dont il est facile de prévoir à l'avance et le sens et l'effet sentimental. Puisqu'Aristainos se tient coi, Kassandros, à n'en pas douter, est à sa place et dans son rôle.

Quelle place et quel rôle ? De citoyen achaien, c'est l'évidence même. Un étranger parlerait avant Apollonidas, aussitôt après les ambassadeurs d'Euménès ⁴, tandis que Kassandros met le point final au débat. Au surplus, d'où serait venu un étranger ? Et au nom de qui parlerait-il ? Venu d'Aigine et prétendant exprimer les sentiments des Aiginètes demeurés dans leur patrie ⁵ et sujets du roi de Pergame,

dant les guerres contre Philippe et Antiochos, Rome a prétendu combattre pour libérer la Grèce. — On laisse de côté l'explication qu'apporte W. Schwahn, col. 1256, ll. 33-44, et *Rh. Mus.*, 1930, t. LXXIX, pp. 181-182, au refus de cette offre par les dirigeants achaiens. Elle est jointe par Benecke, *loc. cit.*, à son explication principale. Mais elle suppose tranchées dans un certain sens bien des questions qui ou bien demeurent pendantes (celle de la boulè, cf. *infra*, pp. 150 sqq.) ou bien doivent être résolues dans un sens différent, comme celle de la composition des synodoi. Elle apparaît donc moins sûre que celle qui est ici présentée et qu'elle n'exclut d'ailleurs pas. Cf. aussi la discussion relative au *misthos* : plus loin, pp. 331 sqq.

1. Cf. *Premiers rapports*, p. 292 et p. 391. Le texte essentiel est la comparaison faite par Polybe des politiques d'Aristainos et de Philopoïmen à l'égard de Rome.

2. A la même synodos de Mégalopolis, tout l'incident relaté en Pol., XXII, 9, 5-12, en fait foi.

3. Si on veut qu'Aristainos ait pu craindre, par une tentative de ce genre, de soulever contre lui un tollé général dans l'assemblée et se soit, en conséquence, abstenu, une objection décisive n'en subsiste pas moins. Au cas où la présence et l'intervention de Kassandros seraient illégales, Polybe, en effet, ne devrait pas, normalement, manquer d'expliquer à ses lecteurs, dont certains au moins savent qu'elles le sont, pourquoi on les tolère. Or, sur ce point, son silence est complet.

4. Cf. plus loin, pp. 366 sq.

5. La population de l'île n'a, évidemment, pas été tout entière renouvelée de fond en comble après la conquête par P. Sulpicius Galba. Quoi qu'en dise Kassandros (Pol., XXII, 8, 9), le proconsul romain n'a pas fait vendre comme esclaves tous les Aiginètes : certains ont échappé au vainqueur (Pol., IX, 42, 5) ; d'autres ont pu être délivrés par le paiement immédiat d'une rançon (*ibid.*, 5 et 8). De plus, plusieurs de ceux qu'il avait fait vendre ont pu être rachetés à leurs maîtres et délivrés par la suite. Nous n'entendons pas parler d'un repeuplement d'Aigine par les rois de Pergame. L'île demeure donc, probablement, habitée en majorité par des gens qui ont connu

— le silence de Polybe ne permet pas d'émettre une autre hypothèse¹,
 — à quelles représailles n'exposerait-il pas, de gaieté de cœur, lui-même, ses parents, ses amis ? C'est donc un exilé qui parle, sans doute un des Aiginètes rachetés en 210² ou un de leurs descendants. Et un exilé qui vit sur le territoire de la Confédération achaienne³, un exilé citoyen achaien.

Ici, malheureusement, prend fin la route de la certitude et le raisonnement, qui l'a suivie sans peine jusqu'à son terme, aboutit à un carrefour de trois hypothèses. Trois hypothèses qui soulèvent certains problèmes juridiques, pour l'intelligence desquels un mot très simple d'explication préalable ne sera pas inutile.

En ce qui concerne la nationalité, l'« État fédéral » (*Bundesstaat*) se distingue très nettement de la « Confédération d'États » (*Staatenbund*) aussi bien que de l'« État unitaire ». Le citoyen de l'« État unitaire » ne possède qu'une nationalité : il est Athénien ou Français, mais n'est pas autre chose. Le citoyen qui relève d'une « Confédération d'États » ne possède également qu'une nationalité, celle de sa patrie immédiate : avant 1866, un Bavarois est seulement Bavarois, bien que le royaume de Bavière adhère à la Confédération germanique. Mais le citoyen de l'« État fédéral » possède normalement deux nationalités, une nationalité locale et une nationalité fédérale : à partir du 18 janvier 1871, un Bavarois est à la fois Bavarois et Allemand⁴. Il en est bien ainsi dans la Confédération achaienne : les citoyens d'Orchoménos deviennent « Achaiens » du fait de l'adhésion d'Orchoménos à la Confédération⁵, mais ils demeurent

autrefois la liberté et le rattachement à la Confédération achaienne, ou par leurs descendants.

1. Si Kassandros parle au nom d'un autre Etat étranger, le silence de Polybe est absolument incompréhensible.

2. Pol., IX, 42, 5 et 8.

3. Aigine faisant, en 210, partie de la Confédération achaienne, il est tout naturel que ceux de ses citoyens qui n'acceptaient pas le nouvel état de choses, se soient réfugiés sur le territoire fédéral. On remarquera de plus que la requête des prisonniers à laquelle, en fin de compte, le proconsul fait droit (Pol., IX, 42, 8) consiste (*ibid.*, 5) à obtenir l'autorisation d'envoyer une délégation πρὸς τὰς συγγενεῖς πόλεις περὶ λύτρων. Quelles peuvent être, en 210, ces συγγενεῖς πόλεις sinon les cités achaiennes ? Et, leur rançon payée par leurs amis achaiens, il est peu surprenant que les Aiginètes qui décidèrent de s'expatrier soient allés vivre auprès de ces mêmes amis.

4. Il me semble être là dans le domaine des vérités premières et mes affirmations peuvent se passer de preuves. Toutefois, ce qui vient d'être dit touchant l'« État fédéral » doit s'entendre *lato sensu*, comme l'énoncé d'un principe qui peut souffrir des exceptions : ainsi, dans l'« État fédéral » que sont les Etats-Unis d'Amérique, la nationalité fédérale existe seule.

5. Cf. *Sylloge*, t. I, n° 490 (= *IG.*, t. V, 2, n° 344), ll. 13-14 et 16-17 ; cf. aussi Plut., *Aralos*, 9, 6 et 23, 4 ; etc.

également « Orchoménien »¹. Il semble donc, à première vue², indispensable que Kassandros, pour demeurer citoyen achaïen après 210, possède une autre nationalité locale que celle d'Aigine, puisque celle-ci est sans valeur. C'est bien, en effet, sur ce postulat que se fondent deux des trois hypothèses plausibles.

Des deux critiques qui se sont avisés que la présence d'un Aiginète à une synodos tenue en 185 constitue un fait anormal, puisqu'Aigine est depuis vingt-cinq ans étrangère à la Confédération, un seul, G. Niccolini, s'est hasardé à une tentative d'explication³. A l'en croire, Kassandros, Aiginète de naissance, aurait obtenu, entre 210 et 185, le droit de cité dans une autre ville achaïenne⁴. A ce prix, il aurait conservé sa qualité de citoyen achaïen. Ici s'arrête l'hypothèse telle que Niccolini la présente. Il convient pourtant de la compléter, puisque le même Niccolini fait de la synodos une assemblée de députés⁵, et il faut supposer que Kassandros aurait été choisi comme député par la ville dont il serait devenu, entre 210 et 185, le citoyen d'adoption⁶. Ainsi parachevée, l'hypothèse, pour arbitraire qu'elle soit — puisque rien, dans le récit de Polybe, ne peut être invoqué en sa faveur —, n'en est pas moins, en apparence, logiquement admissible. Mais, à la regarder de plus près, elle se heurte à de multiples objections dictées par le simple bon sens.

Certes, si la synodos est une assemblée de députés, nous igno-

1. Cf. *Sylloge*³, t. II, n° 559 (= *IvM*, n° 38), l. 60. Malgré la l. 59 de cette même inscription, parfois mal interprétée, les Orchoménien ne sont pas alors Arcadiens : cf. *supra*, p. 90, n. 1. Bien d'autres textes montrent qu'un citoyen achaïen possède, normalement, deux nationalités : *IG*², t. II, n° 966 *A*, ll. 17 et 27 ; *B*, ll. 48 et 50 ; n° 968, ll. 6 et 14, etc. Sur ce point, d'ailleurs, aucune contestation sérieuse ne s'est jamais élevée : cf. notamment Szanto, pp. 112 sqq. ; Swoboda, *Klio*, 1912, pp. 18 sqq. ; Hermann⁶-Swoboda, pp. 380 sq. ; Niccolini, pp. 254 sq. ; Busolt³-Swoboda, pp. 1548 sq. ; Schwahn, col. 1248, ll. 25 sqq. Dubois, p. 179, est seul à penser que les villes ne possèdent pas un droit de cité local.

2. A première vue seulement, car on verra bientôt que Kassandros ne possède sans doute pas, en 185, de nationalité locale effective.

3. Niccolini, p. 255.

4. *L'unica cosa che vien fatto di pensare, si è che egli avesse ottenuto la cittadinanza di qualche città della Confederazione...*

5. Niccolini, pp. 216 sqq.

6. Niccolini, p. 234, nn. 2, 5, 6, considère bien cette assemblée comme une synodos. Aussi est-il insuffisant, dans sa conception, de considérer seulement l'acquisition d'une nouvelle nationalité locale par Kassandros comme nécessaire *per avere il diritto di parlare e di partecipare al voto* (p. 255 ; on notera, d'ailleurs, que la participation de l'Aiginète au vote n'est nullement attestée). Si la synodos est une assemblée de députés, cette nationalité locale lui aurait été, bien plus encore, indispensable pour se faire désigner comme député.

rons tout de la façon dont les députés peuvent être désignés par les villes qu'ils représentent¹. La moindre indication probante à cet égard dans les sources suffirait à trancher le problème de la composition des synodoi. On en est donc réduit aux conjectures. Toutefois, l'emploi du tirage au sort paraît bien improbable². De même, puisque plusieurs synodoi se réunissent chaque année³, il est peu vraisemblable que le mandat des députés soit valable seulement pour une session : comme les magistratures, auxquelles, selon toutes les analogies connues, il s'assimile⁴, il doit avoir une durée d'une année⁵.

Dès lors, est-il normal que Kassandros, ainsi « naturalisé » citoyen d'une ville achaienne, y ait acquis assez d'autorité morale et d'influence politique pour être choisi par cette ville comme un de ses représentants à toutes les synodoi de l'année 186-185 ? Bien plus, son élection aurait eu lieu à une époque où on ignorait probablement que le roi de Pergame ferait une telle offre et que cette offre serait soumise à une synodos⁶ : Kassandros serait donc un député ordinaire, et non pas simplement un acteur chargé d'un rôle brillant, mais sans lendemain, dans un ingénieux scénario⁷.

1. Jamais personne, dans le silence absolu de nos sources, ne s'est hasardé même à poser la question.

2. Cf. plus haut, p. 84, n. 1.

3. Cf. *infra*, pp. 262 sqq.

4. Si la synodos est composée de députés, elle dérive évidemment de la boulé des Etats démocratiques, dont elle aurait vu, d'autre part, étendre largement à son profit le champ d'action. Or, la fonction de bouleute est une ἀρχή, comme les magistratures : cf. Aristote, *Pol.*, III, 1, p. 1275 B, l. 18 (ἀρχὴ βουλευτικῆς) ; VI, 2, p. 1317 B ; etc. Et, partout, dans les Etats démocratiques, les membres de la boulé sont désignés pour une année entière.

5. Si on ne songe qu'aux synodoi régulières, on peut être tenté de contester cette affirmation : il est improbable, mais il demeure possible que les Achaïens désignent leurs députés avant chaque session et pour cette seule session puisqu'ils en connaissent à l'avance, au moins approximativement, la date. Mais il faut remarquer que la conception qui fait de la synodos une assemblée de députés a nécessairement pour corollaire (cf. *infra*, pp. 143 sqq.) l'hypothèse des réunions possibles de synodoi extraordinaires. Pour celles-ci, les Achaïens auraient été pressés par le temps et procéder, entre la convocation de la synodos imprévue et sa réunion, à l'élection des députés aurait été s'exposer à un retard gênant. Logiquement, donc, il faut que les députés aient reçu un mandat valable, au minimum, d'une session régulière à une autre, c'est-à-dire aussi pour les synodoi extraordinaires convoqués à l'improviste entre deux synodoi normales. Ainsi, de toute façon, ce ne peut être un mandat limité à une seule session qu'a reçu Kassandros.

6. Si le mandat de député à la synodos doit être assimilé à une magistrature, il est assez naturel de supposer que l'élection des députés avait lieu à la même époque que l'élection des autres magistrats, c'est-à-dire, à cette date, à l'automne (cf. *infra*, p. 239). Ainsi, Kassandros aurait été désigné à l'automne 186 et ses électeurs auraient évidemment ignoré, à ce moment, que la synodos du printemps 185 se trouverait saisie d'une offre d'Euménès.

7. L'obscurité de Kassandros avant et après cette synodos, le but évidemment

En second lieu, est-il normal que Kassandros ne songe, dans son discours à la synodos, qu'à sa patrie d'origine et, délibérément, ne parle que d'elle ? Il n'aurait cependant pas été désigné comme député par sa patrie d'adoption, s'il n'avait fait preuve envers elle d'un minimum d'adaptation, s'il ne s'était pas peu à peu presque identifié moralement à ses nouveaux concitoyens. Sentiments seconds, assurément, et qui n'effacent pas les sentiments premiers, mais sentiments qu'il serait bien maladroit de refouler aussi complètement¹, alors qu'il fait étalage des autres.

En troisième lieu, est-il normal que Polybe, en relatant l'intervention de Kassandros, le nomme purement et simplement « Aiginète² » et désigne Aigine par les seuls mots *ἡ πόλις* qu'il faut bien traduire par « sa ville »³ ? Certes, Polybe ne veut considérer en Kassandros que l'Aiginète chez qui le patriotisme achaien se confond avec l'amour du sol natal. Dans ce personnage aux nationalités multiples, seule la nationalité d'origine l'intéresse et on comprend sans peine qu'il mette l'accent sur elle. Mais, seule aussi, sa nationalité locale actuelle permet d'expliquer sa présence à l'assemblée, si la synodos est composée de députés. Et Polybe n'écrit pas pour lui-même, qui doit savoir à quel titre légal Kassandros assiste à la séance et y prend la parole. Il écrit pour des lecteurs qui n'ignorent pas que la synodos est une assemblée de députés et qui, dans ces conditions, ne peuvent pas ne pas se demander quelle ville Kassandros représente, puisqu'il ne saurait représenter Aigine qui, depuis vingt-cinq ans, a cessé d'être achaienne. Pour permettre à ses lecteurs de résoudre cette énigme dont un minimum de réflexion doit suffire à lui montrer qu'elle se posera certainement à eux, Polybe n'a qu'un mot à écrire. Il ne l'écrit pas, et c'est anormal.

Enfin, est-il normal que les Achaïens, par décision concernant l'un ou la totalité des exilés, par décrets de villes particulières ou par décrets de la Confédération, aient accepté d'engager l'avenir et d'ap-

politique et antiromain de son intervention, son entente manifeste avec Apollonidas pour le partage des arguments à faire valoir, tout conduit à croire qu'il se borne, en réalité, à tenir le rôle qui lui a été assigné dans une manœuvre habile : cf. plus loin, pp. 118 sqq.

1. Les manifester n'eût pas été bien difficile : quelques mots incidents eussent suffi pour dire que le rattachement à une autre cité ne pouvait lui avoir fait oublier sa patrie d'origine. Et, on va le voir, tout ce qu'aurait dit Kassandros en ce sens n'aurait pas manqué d'être soigneusement relevé et noté par Polybe.

2. Pol., XXII, 8, 9.

3. Si *ἡ πόλις* de *ibid.*, 10, s'interprète sans cette nuance, celle-ci est à peu près indispensable à la compréhension des mêmes mots en 11.

prouver le passé en régularisant la situation des Aiginètes demeurés sur le territoire fédéral ? Cependant, le discours de Kassandros¹ comme la vive impression qu'il produit sur les membres de l'assemblée montrent bien que l'espoir de recouvrer Aigine n'est pas abandonné et qu'on n'a jamais formellement renoncé à l'île perdue en un jour de malheur. Or, tout décret donnant aux exilés un nouveau statut juridique et leur accordant une nouvelle nationalité locale eût pratiquement équivalu à une reconnaissance officielle du fait accompli².

Assurément, chacune de ces quatre questions, considérée isolément, peut fort bien recevoir une réponse affirmative. Ce qui est plus délicat et, tranchons le mot, impossible à admettre, c'est d'abord la succession et la lourde addition de ces consentements nécessaires ; c'est ensuite que ces réponses, elles-mêmes hypothétiques, viennent inévitablement se surajouter, en un échafaudage aussi instable que compliqué, à l'hypothèse première. Si donc une explication plus simple peut être découverte, c'est manifestement à elle qu'il conviendra de se rallier.

La seconde hypothèse qu'il faut envisager n'a encore été formulée par personne³. Mais elle est la conséquence trop directe de certaine théorie, émise au cours d'une controverse, assez récemment rallumée, sur la nationalité dans les « États fédéraux » grecs⁴, pour qu'elle ne

1. On notera spécialement l'argument final : accepter cette offre serait, pour les Achaïens, détruire publiquement tout espoir dans le salut futur des Aiginètes (Pol., XXII, 8, 12).

2. Je sais bien qu'en acceptant de « renouveler » une alliance avec le roi de Pergame (*ibid.*, 7, 8) les Achaïens, évidemment, reconnaissent tout, en droit comme en fait. Et cette reconnaissance n'est pas chose récente : en 198, ils ont conclu une alliance avec Attale Ier, père d'Euménès ; ils n'ont pas réclamé Aigine en 196 ; ils ont, en 190, conclu ou renouvelé déjà une alliance avec Euménès et ils lui ont envoyé en Asie des renforts (cf. *Premiers rapports*, pp. 98, 192 sq.). Ils ont, d'autre part, accepté du Pergaménien des services : sinon l'aide militaire contre Nabis qui, en 195 et en 192 est fournie aux Romains, non pas aux Achaïens, du moins l'aide diplomatique d'Attale contre Nabis et les dons d'Attale à Sikyon (cf. *ibid.*, pp. 142 sqq., 146 sqq. et 152 sq.). Mais mon argument n'est certainement pas plus émoussé que celui qu'utilise Kassandros (cf. la n. précédente). Au surplus, ce qui serait surtout surprenant, ce serait d'entendre Kassandros considérer la question d'Aigine comme encore pendante, alors qu'il aurait recherché et acquis une nouvelle nationalité locale. Son discours montre que lui-même, individuellement et dans son for intérieur, n'a pas « renoncé » : il l'aurait fait en se laissant adopter par une autre ville.

3. Au vrai, elle pourrait assez aisément se combiner avec la précédente. Toutefois, Niccolini n'en accepterait certainement pas les prémisses : il n'accorde pas, pp. 254 sq., qu'un droit politique quelconque dans toutes les villes fédérales soit attaché à la possession de la nationalité fédérale.

4. Cette controverse a été provoquée par un revirement de H. Swoboda. Celui-ci,

viennne pas à l'esprit dès qu'on étudie le cas de Kassandros. Elle mérite, par conséquent, un examen sérieux.

Le débat a porté sur les droits que confère, à l'intérieur de toutes les cités fédérales sans exception, la possession¹ de la nationalité fédérale dans un « État fédéral » de l'époque hellénistique. Les uns² nient qu'elle en confère aucun, d'ordre civil ou d'ordre politique. La majorité des critiques accorde les droits civils d'épigamia ou d'enktésis, mais refuse les droits politiques en dehors de la cité dont le citoyen fédéral possède la nationalité locale³. Enfin, un auteur, W. Schwahn, va plus loin et reconnaît à tous les citoyens fédéraux, dans la Confédération achainne comme dans tous les États d'organisation similaire, des droits politiques assez étendus valables pour toutes les cités adhérentes indistinctement⁴. Ainsi, sa conception

après s'en être longtemps tenu (*Klio*, t. XII, 1912, pp. 18 sq. ; Hermann⁶-Swoboda, p. 209 ; p. 381 ; *Die gr. Bünde und der moderne Bundesstaat, Rektoratsrede*, Prague, 1915, p. 10) à la théorie classique selon laquelle la nationalité fédérale confère à son titulaire les droits d'épigamia et d'enktésis dans toutes les cités, a cru bon ensuite de le nier : *Zwei Kapitel aus dem gr. Bundesrecht. I. Ueber das Bundesbürgerrecht*, SB Wien, 1924, t. 199, 2, pp. 3-38 ; cf. les additions de Swoboda aux notes de la p. 1315 de Busolt¹-Swoboda. Il a été suivi par E. Weiss qui n'a, d'ailleurs, pas repris à fond la question. Mais sa conception nouvelle a été combattue, et de façon très détaillée, en même temps par W. Schwahn et W. Kolbe. Cf., dans les nn. suivantes, les références bibliographiques sur les opinions des historiens autres que H. Swoboda.

1. Je ne veux pas envisager ici, pour ne pas compliquer un problème déjà fort enchevêtré, les différentes origines possibles de cette possession : décret fédéral ou local, individuel ou collectif, arrivée normale à l'âge légal, etc. Je me permets, d'ailleurs, d'exprimer une réserve sur la méthode d'investigation qui, dans les différents camps, a été suivie jusqu'ici : on a, à mon sens, considéré le problème sous un angle beaucoup trop large, sans se garder suffisamment de généralisations hasardeuses dans le temps comme dans l'espace ; des études particulières, conduites avec toute la rigueur critique souhaitable, seraient nécessaires avant de chercher à aboutir à des lois générales.

2. Cf. P. Guiraud, *La propriété foncière en Grèce* (Paris, 1893), pp. 155 sqq. ; K. Swoboda, *Zeitsch. f. österr. Gymn.*, 1914, t. LXVII (c. r. de la *Rektoratsrede* de H. Swoboda), p. 52 ; H. Swoboda, dans sa plus récente étude sur la question ; Egon Weiss, *Gr. Privatrecht auf rechtsvergleichender Grundlage*, t. I (1923), p. 187. Bien entendu, on ne peut pas accorder les droits politiques sans accorder en même temps et d'abord les droits civils d'épigamia et d'enktésis : ceux-ci sont le premier échelon nécessaire pour atteindre ceux-là. Donc, même si ces auteurs n'ont pas formellement exprimé leur opinion à l'égard des droits politiques, leur refus des droits civils oblige à penser qu'ils refusent également les droits politiques.

3. Outre les publications, précédemment citées, où s'est manifestée la première opinion de H. Swoboda, il convient de signaler Freeman², p. 201 ; Szanto, p. 150 ; Beloch, *Gr. Gesch.*¹, t. III, 1, p. 626 = *Gr. Gesch.*², t. IV, 1, p. 604 ; Francotte, *Polis*, p. 151 (où la restriction quant aux droits politiques est sous-entendue) ; Niccolini, pp. 254 sq. ; U. von Wilamovitz-Möllendorf, *Staat und Gesellschaft*², p. 175 ; Busolt¹-Swoboda, pp. 1314 sq. (sauf les additions de Swoboda dans les notes) ; Porter, p. civ.

4. Cf. *Das Bürgerrecht der sympolitischen Bundestaaten bei den Griechen*, *Hermes*, 1931, t. LXVI, pp. 97-118, et *RE*, t. IV A 1, coll. 1174-1182 (col. 1248, ll. 30 sqq.,

permet de simplifier jusqu'à le faire apparaître très normal le cas à première vue étrange de l'Aiginète Kassandros.

Au dire de W. Schwahn, en effet, le titulaire de la nationalité fédérale possède de ce seul fait, partout, l'éligibilité aux magistratures locales. Il ne possède, toutefois, le droit de vote que dans la cité où il a fixé sa résidence¹. Mais le changement de résidence et, par con-

pour la Confédération achaienne). V. Ehrenberg, pp. 56 sq., partage l'opinion de W. Schwahn sur ce point, comme, semble-t-il, pour tout ce qui concerne les sympolitēiai (toutefois, une très sage réserve, p. 63, sur l'emploi même du mot *sympolitēia*). Le mémoire de W. Kolbe, *Das gr. Bundesbürgerrecht der hellenistischen Zeit*, *Zeitsch. d. Savigny-Stift. f. Rechtsgesch. Rom. Abt.*, 1929, t. XLIX, pp. 129-154, beaucoup mieux conduit dans l'ensemble, est cependant moins intéressant pour moi ici que celui de W. Schwahn. Il accorde, pp. 138 sqq., les droits civils d'épigamia et d'enktēsis; il pense, pp. 135 et 153, qu'un étranger, recevant, d'un « Etat fédéral » la nationalité fédérale peut choisir à son gré la cité où il obtiendra la nationalité locale. Mais il ne cherche — et cette abstention est assez étrange, car on peut craindre qu'il n'ait pas aperçu le problème — à préciser ni si le citoyen possède des droits politiques dans une cité autre que la sienne, ni s'il peut faire modifier comme il le désire sa nationalité locale. — Dubois, p. 179, admettait déjà que le droit de cité achaien, c'est-à-dire la nationalité fédérale, donnait « accès... aux magistratures de toutes les villes indistinctement », mais, contre toute vraisemblance, il niait l'existence des nationalités locales.

1. Cf. *RE*, t. IVA 1, col. 1175, ll. 53-61 : *Natürlich konnte jeder das städtische Stimmrecht (aktive Wahlrecht) nur an seinem Wohnort ausüben...; dagegen besass er... das passive Wahlrecht... auch abwesend in allen Bundesstädten*. Cf. aussi *ibid.*, ll. 24-26 et col. 117, ll. 9-16 et 23-25. Dans son mémoire de *Hermes*, 1931, W. Schwahn ne fait pas cette distinction : p. 100, il affirme que le citoyen d'une cité fédérale possède *auch in jeder andern Bundesstadt das volle Bürgerrecht ohne jede Einschränkung, also einschließlich des Stimmrechts und des aktiven und passiven Wahlrechts*. La question semble alors se poser de savoir laquelle des deux études de W. Schwahn est postérieure à l'autre, pour connaître à quelle solution il s'est définitivement arrêté. (Remarquons de plus qu'on désirerait aussi savoir si l'un de ces deux travaux au moins n'est pas antérieur au mémoire de W. Kolbe (1929) auquel ni l'un ni l'autre ne font allusion, ce dont, pour l'article de *Hermes*, certains se sont, à bon droit, étonnés : cf. P. Roussel, *REG*, 1932, p. 207 et L. Robert, *REG*, 1933, p. 424, n. 3). La réponse n'est pas automatiquement fournie par les dates de publication (1931 et 1932), car les articles de la *RE* peuvent être rédigés très longtemps à l'avance (cf. Pfister, *Bursian's Jahresbericht, Supplementbd CCXXIX*, 1930, p. 358 : l'article *Sôteria*, paru en 1927, était imprimé dès 1921). Mais l'opinion exprimée par W. Schwahn dans la *RE* m'apparaît plus logique, plus cohérente et plus exactement nuancée que celle qu'il exprime dans *Hermes*. En effet, il est bien difficile de concevoir que, pratiquement, un citoyen ait pu exercer un droit de vote dans plusieurs cités à la fois, et que, théoriquement, il en ait eu le droit; pour employer une terminologie moderne, un citoyen ne peut évidemment figurer que sur une seule « liste électorale » (le régime qu'a connu la Grande-Bretagne après la réforme de 1884 s'explique par les origines et l'évolution historique du droit de suffrage dans cet Etat et rien ne permet d'en imaginer un semblable dans l'Antiquité). W. Schwahn a si bien senti cette impossibilité qu'il introduit, aussitôt après cette affirmation trop générale, une restriction (*Hermes*, 1931, p. 101) : *Natürlich kann jeder nur an einem Orte und nur an seinem Wohnorte die staatsbürgerlichen Rechte ausüben*. Ce qui revient en somme à dire que, possédant virtuellement les prérogatives politiques de toutes les nationalités locales, le citoyen ne peut exercer en fait que celles qui sont attachées à une seule nationalité. On voit qu'il ne fait là aucune distinction entre le droit de vote et l'éligibilité. Or, cette distinction est

séquent, l'obtention de l'électorat dans une autre cité s'opèrent avec une aisance qu'on ne saurait souhaiter plus grande. Si le citoyen « transporte sa résidence dans une autre ville fédérale, il n'a pas à y solliciter le droit de cité ; l'avis qu'il en donne... le qualifie sans autre formalité comme citoyen de plein droit ¹ ». Telle est la théorie de W. Schwahn et les facilités qu'elle offre pour expliquer la présence de Kassandros à une assemblée de députés ² s'aperçoivent aussitôt. Ou bien Kassandros est le délégué élu d'une ville quelconque dans laquelle il détient l'éligibilité en vertu de sa nationalité fédérale. Ou bien — et c'est évidemment l'hypothèse qui paraîtrait préférable à W. Schwahn ³ — il s'est fait, entre 210 et 185, reconnaître le droit de vote et, en 185, désigner comme député par la cité demeurée achaïenne où, réfugié, il a établi sa résidence.

Ce n'est pas ici, assurément, le lieu de critiquer en elle-même et pour elle-même la conception de W. Schwahn. Une telle entreprise entraînerait fort loin des assemblées achaïennes qui constituent l'objet précis de cette étude. Mais comment ne pas remarquer, tout d'abord, que le problème de la nationalité dans les « États fédéraux » grecs, tel qu'il est posé sur le plan des droits politiques locaux attachés à la natio-

très admissible, puisqu'elle existe, par exemple, dans le régime électoral actuellement en vigueur en France. L'ayant négligée dans *Hermes*, W. Schwahn l'introduit dans la *RE* ; il y a donc progrès logique d'une étude à l'autre, aussi bien parce qu'il parvient ainsi à sauvegarder davantage du principe qu'il a posé que parce qu'il peut alors, sans contradiction interne, invoquer le cas d'Aratos de Sikyon élu stratège à Argos : ce cas n'est nullement décisif (cf. *infra*, p. 113, n. 2), mais l'argument que Schwahn en tirait dans *Hermes*, 1931, p. 103, était inconciliable avec ce qu'il avait lui-même écrit, *ibid.*, p. 101. Ainsi, l'article de la *RE*, si même il ne lui est pas postérieur, est à coup sûr préférable au mémoire de *Hermes*.

1. Cf. *Hermes*, 1931, p. 101 : *Verlegt er [der Bürger einer Stadt] aber seinen Wohnsitz in eine andere Bundesstadt, so braucht er an seinem neuen Wohnorte nicht erst das Bürgerrecht zu erbitten, sondern hat durch seine Meldung... ohne weiteres den Anspruch auf das volle Bürgerrecht*. Même opinion dans *RE*, t. IV A 1, col. 1177, ll. 16-22 : *wahrscheinlich bedurfte es dazu keines besonderen städtischen Gesetzes, sondern nur einer Anordnung der obersten städtischen Behörden über die Zuweisung zu einer Phyle, usw.*

2. Schwahn, col. 1254, fait bien de la synodos achaïenne une assemblée de députés.

3. Cela pour deux raisons. Tout d'abord, bien que Schwahn, qui n'aperçoit pas l'intérêt du cas de l'Aiginète Kassandros, ne le dise nulle part formellement, on a toutefois l'impression très nette, en le lisant, qu'il ne peut exister, selon lui, de citoyen fédéral dépourvu de résidence ni, par conséquent, de nationalité locale réelles. Ainsi, certainement, s'il avait à expliquer la présence de Kassandros à la synodos, il le supposerait inscrit dans une autre cité qu'Aigine et il n'aurait pas besoin d'exciper de la distinction entre l'électorat, exercé dans une seule cité, et l'éligibilité, possédée dans toutes les cités. Ensuite, Schwahn écrit, col. 1177, ll. 23-25 : *Das passive Wahlrecht in anderen Bundesstädten kam nur besonders hervorragenden Männern wie Aratos zugute*. Or, Kassandros l'Aiginète n'a jamais rien eu, que l'on sache, d'*hervorragend*.

nalité fédérale ¹, ne comporte, en ce qui concerne la Confédération achaïenne, c'est-à-dire le seul « État fédéral » qui doive ici retenir l'attention, que des données infiniment rares, et surtout aucune donnée dont l'interprétation s'impose ² ? Dès lors, on ne peut tenter et on

1. Et c'est seulement par rapport aux droits politiques que ce problème peut être ici intéressant.

2. Les données les plus intéressantes sont évidemment des cas où la Confédération décerne elle-même la nationalité fédérale. En effet, les décrets de cités particulières accordant leur nationalité locale ne parlent que de celle-ci, même si, comme il est certain, sa possession a pour corollaire la possession de la nationalité fédérale. Il faut aussi que les nouveaux citoyens fédéraux ne soient pas groupés à l'avance dans des cadres organisés qui sont admis d'emblée et tels quels, comme c'est le cas d'une cité qui adhère tout entière à la Confédération. Dès lors, les cas à étudier sont, en tout et pour tout, au nombre de deux et H. Swoboda (*Klio*, 1912, p. 18, n. 3) peut à bon droit se dire surpris de leur rareté. D'abord celui des Déliens réfugiés et πολιτογραφηθέντες sur le territoire fédéral (Pol., XXXII, 7, 3) ; mais personne n'a jamais osé, faute d'une indication quelconque dans une source quelle qu'elle fût, se demander si, avec la nationalité fédérale achaïenne, ils avaient obtenu une nationalité locale. Ensuite, le cas du Troyen Kassandros, fils de Ménestheus, qui se vante d'avoir obtenu la nationalité fédérale achaïenne (*Sylloge* 3, t. II, n° 653 A, 10), alors que le silence qu'il observe montre évidemment qu'il n'a obtenu la nationalité locale d'aucune cité achaïenne. On explique d'habitude le cas de ce Kassandros en parlant d'une nationalité fédérale purement honorifique qu'il n'aurait jamais songé à faire compléter par une nationalité locale afin de pouvoir l'exercer pratiquement (cf., entre beaucoup d'autres, Busolt-Swoboda, p. 1549 et n. 4). Et, s'il ne s'agissait, en effet, que du collectionneur de distinctions variées que nous paraît avoir été le Troyen Kassandros (cf. E. Bourguet, dans *Fouilles de Delphes*, t. III, 1, pp. 120-121), ce serait bien l'explication la plus simple. Mais il y a, de toute façon, les Déliens. L'incident à propos duquel Polybe les mentionne implique qu'ils sont citoyens achaïens même en pratique ; on notera aussi la similitude des expressions, qui révèle la mise en action d'une procédure identique, en Pol., XXXII, 7, 4, et XXII, 4, 13 (à propos d'un conflit entre Béotiens et citoyens achaïens de plein droit). Il s'agit donc bien, pour les Déliens, d'une nationalité entraînant des effets réels et non d'une nationalité honorifique. Dès lors, on ressent des doutes sur la justesse de l'explication ordinairement apportée au cas du Troyen Kassandros. Mais comment interpréter, dans ces deux cas, le silence de nos sources à l'égard de la nationalité locale ? Proviend-il de ce que la nationalité fédérale comporte, entre autres prérogatives, toutes les nationalités locales, au moins de façon virtuelle, ce qui aurait évidemment rendu toute précision inutile ? C'est sans doute à cette interprétation que se rallierait W. Schwahn, qui néglige malheureusement de se poser la question ; cette réponse est celle qui s'accorderait au mieux avec sa conception. Ce silence ne provient-il pas plutôt de ce qu'un citoyen fédéral peut parfaitement vivre, même sur le territoire fédéral, sans posséder pratiquement de nationalité locale ? C'est à cette solution que je me rallierais de préférence, parce que je me représente ainsi, on va le voir, la situation de l'Aiginète Kassandros ; mais je ne me dissimule pas que les Déliens réfugiés et le Troyen Kassandros ont pu relever d'un statut différent. On voit qu'il est impossible de tirer de ces deux textes une conclusion certaine. — W. Schwahn invoque, col. 1175, ll. 59 sq., et coll. 1177, ll. 24 sqq., l'exemple d'Aratos qui, bien que citoyen de Sikyon, est « élu stratège par les Argiens » (Plut., *Aratos*, 44, 5). C'est sur ce seul texte qu'il fonde sa distinction entre *das passive* et *das aktive Wahlrecht*, distinction dont a vu qu'il ne s'était pas avisé dans *Hermes*, 1931. Son raisonnement se devine aisément : Aratos n'est pas citoyen d'Argos ; il n'y vote donc pas ; mais il y est éligible. Au vrai, le fait, depuis longtemps versé au débat (cf. déjà Dubois, p. 179), reçoit habituellement, sauf de Dubois qui l'interprète comme Schwahn, une explication différente qui n'entraîne pas de corollaires si graves. Tous les critiques cités plus haut, p. 110, nn. 2 et 3, l'interprètent ou, s'ils le négligent,

n'a, en effet, tenté de le trancher pour la Confédération achaienne qu'en invoquant des analogies avec d'autres « États fédéraux », où les

l'interpréteraient comme l'indice qu'Aratos, tout en demeurant citoyen de Sikyon, a reçu la nationalité locale d'Argos. Cette explication est parfaitement recevable, d'autant mieux qu'Aratos (Plut., *Aratos*, 2-3) est loin d'être un inconnu à Argos où il a vécu la plus grande partie de sa jeunesse. Rien donc n'autorise à préférer l'interprétation de Schwahn et les conclusions qu'il en tire demeurent sans force. Au reste, quelle confiance mérite Plutarque en cette matière ? Il est probable que des magistrats argiens ont, à l'époque achaienne, porté le titre de stratèges : cf. Liv., XXXII, 25, 2, qui donne la traduction latine *praetores* ; IG, t. IV, n° 557, l. 9, où la restitution proposée par A. Wilhelm, *Zu gr. Inschriften* (Arch.-Epig. Mitth. aus Oesterr., 1897, t. XX, pp. 50-97), n° 18, p. 89, est vraisemblable ; surtout l'inscription publiée par Vollgraff dans *Mnemosyne*, t. XLIV, 1, pp. 65 sqq. ; H. Swoboda, *Klio*, 1912, p. 39 et n. 5 ; W. Schönfelder, *Die städtischen und Bundesbeamten des gr. Festlandes vom 4. Jhdt v. Chr. bis in die röm. Kaiserzeit* (Diss. Leipzig, 1917), p. 97 ; Schwahn, col. 1260, ll. 18 sq. Mais il faut se défier du vocabulaire de Plutarque ; il n'est pas absolument impossible qu'Aratos ait été alors simplement chargé par les Argiens d'un commandement militaire dont la possession n'impliquait pas celle de la nationalité argienne et que Plutarque ait mal compris. — Schwahn, *Hermes*, 1931, p. 101, n. 1, utilise un *argumentum e contrario* qu'il ne reprend pas dans la RE. Est-ce parce que, entre temps, il a conçu des doutes sur sa solidité ? Ces doutes s'imposent, en effet. Il s'agit d'un décret de Dymai (Collitz, *SGDI*, t. II, n° 1615) ordonnant qu'en cas de défaillance les *gérontes* locaux « soient privés de leurs droits de citoyens et chez les Achaïens et dans la cité [de Dymai] » (l. 11 : ἀτιμία τε ὄντωι καὶ ἐν τοῖς Ἀχαιοῖς καὶ κατὰ πόλιν). Schwahn se plaît à y voir la preuve que « l'atimie dans une cité fédérale a les mêmes effets juridiques dans la Confédération et dans toutes les cités fédérales ». Il en conclut que l'obtention du droit de cité dans une ville entraîne l'acquisition à la fois de la nationalité fédérale et de la nationalité locale dans toutes les villes fédérales. Mais le raisonnement pêche par la base. Il repose sur le sens beaucoup trop large donné par Schwahn aux mots ἐν τοῖς Ἀχαιοῖς : selon lui, ils désignent non seulement la Confédération, mais encore tous les États-membres autres que Dymai considérés individuellement. En réalité, ils désignent uniquement la Confédération : avec ce sens, et ce sens seul, l'emploi de οἱ Ἀχαιοί est extrêmement fréquent. Les formules qu'emploie, à propos de ce texte, Szanto, p. 117 (*für den ganzen Bund*), et Swoboda, *Klio*, 1912, p. 28 (*auf das gesamte Bundesgebiet*), sont amphibologiques et mèneraient tout droit à l'interprétation de Schwahn, dont ces critiques sont loin d'accepter les conclusions. Mieux vaudrait préciser et on peut le faire de la façon suivante : l'atimie prévue ne concerne que la nationalité fédérale et la nationalité locale de Dymai ; dans une cité achaienne autre que Dymai, les personnages ainsi frappés pourraient briguer et obtenir une nouvelle nationalité locale, qui leur rendrait *ipso facto* la nationalité fédérale, sans que cela impliquât le désaveu ou le retrait de la condamnation portée contre eux par et pour Dymai ; bien plus, si, avant cette condamnation, un de ces *gérontes* avait possédé, en même temps que celle de Dymai, une nationalité locale d'un Etat-membre autre que Dymai, il demeurerait, après sa condamnation, citoyen de cet Etat-membre et, de ce fait, citoyen de la Confédération achaienne, car la ville de Dymai n'a aucun droit à légiférer au nom des autres cités. Assurément, toutes ces hypothèses sont pratiquement absurdes. Mais, du seul point de vue juridique, elles sont inattaquables. Dès lors, que peut-on conclure de ce texte, *e contrario* et en généralisant ? Une seule chose, que l'on savait déjà par ailleurs : c'est que l'acquisition de la nationalité locale d'un Etat-membre quelconque par la seule volonté de cet Etat-membre entraîne l'acquisition de la nationalité fédérale. Mais rien de plus. Dirait-on que, si cette liaison des deux ordres de nationalité était automatique, les Dymaiens n'avaient nul besoin de préciser que l'atimie s'étendrait aussi à la nationalité fédérale ? L'objection serait sans valeur : les décrets grecs sont souvent encombrés de prescriptions qui nous semblent oiseuses, étant pour nous déjà contenues dans une prescrip-

choses — on s'en flatte du moins — apparaissent plus claires. Et on se heurte ainsi à l'objection de principe déjà présentée contre l'emploi de la méthode comparative, toujours insuffisante pour établir une certitude quelconque¹. Comment, ensuite, ne pas remarquer que, d'une part, la distinction entre l'éligibilité et le droit de vote, d'autre part, la faculté donnée aux citoyens fédéraux de changer très aisément de résidence, au gré de leurs intérêts ou de leurs caprices, sans perdre aucun de leurs droits politiques — c'est-à-dire, dans le système de W. Schwahn, les deux précisions particulièrement précieuses pour rendre compte du cas de Kassandros — sont de pures et simples conjectures, issues de considérations théoriques et qui, pour aucun « État fédéral » grec quel qu'il soit, ne peuvent s'appuyer sur aucun texte précis² ? Ces observations suffisent, semble-t-il, à ébranler toutes les hypothèses qui prendraient comme point de départ une théorie dont l'ingéniosité ne parvient pas à dissimuler le caractère terriblement aventureux³.

Au surplus, ces hypothèses soulèvent, sans davantage les résoudre, la plupart des objections qui viennent d'être énumérées à l'encontre de l'hypothèse émise par G. Niccolini. Mieux que celle-ci, elles permettent de comprendre comment Kassandros posséderait, en 185, le droit de représenter à la synodos une cité achaienne, sans que la solution adoptée impliquât une renonciation officielle à Aigine *irredenta*⁴. Mais

tion plus générale ; les Grecs ont toujours pensé que, si cela allait sans le dire, cela irait encore mieux en le disant ; la précision coupait court à toute divergence d'interprétation. — Enfin, les textes de Polybe utilisés par Schwahn, coll. 1175 sq., n'ont absolument rien de décisif. En face d'un « État fédéral », dont l'organisation résulte d'un compromis entre le pouvoir central et l'autonomie des Etats-membres (cf. *infra*, pp. 166 sqq.), Polybe selon l'idée qu'il veut mettre en relief ou selon l'attention qu'il apporte à son vocabulaire, ne veut apercevoir ou n'aperçoit qu'un des visages de cet État *bifrons*. Sur Pol., II, 37, 10-11, en particulier (Schwahn, col. 1175, ll. 43 sqq., et *Hermes*, 1931, p. 102), cf. plus loin, p. 169, n. 1. — Ainsi, aucun des arguments invoqués par Schwahn n'emporte la conviction. On ne peut donc que poser le problème des nationalités dans la Confédération achaienne sans prétendre le résoudre.

1. Cf. *supra*, pp. 18 sqq.

2. Sur le premier point, le seul argument invoqué est la stratégie argienne d'Araatos dont il a été question à la n. 2 de la p. 113. Sur le second, Schwahn n'apporte aucun texte et s'en tient, col. 1177, l. 19, au mot *wahrscheinlich*. En fait, si on se borne, comme il faut le faire, à la Confédération achaienne, la conception de Schwahn ne repose absolument sur rien ; examiner si elle est plus solide pour les autres « Etats fédéraux » est hors de mon propos.

3. Dans aucune des autres hypothèses émises par les critiques modernes dans cette controverse sur la nationalité dans les « Etats fédéraux » et les droits qui y sont attachés, je n'aperçois rien qui puisse donner naissance à une explication différente de la présence de Kassandros à cette synodos.

4. Dans le système de Schwahn, en effet, il ne convient plus de dire que l'Aiginète Kassandros a acquis une nouvelle nationalité locale. Il a, en réalité, simplement changé

elles expliquent tout aussi péniblement, ce qui revient à dire qu'elles n'expliquent pas du tout, pourquoi le choix d'une cité achaïenne se porterait pratiquement sur lui, pourquoi il ne parlerait que d'Aigine en ne cessant pas de la considérer comme sa véritable patrie et pourquoi Polybe ne satisferait pas, en précisant le nom de la cité dont Kassandros tient son mandat légal, la curiosité inévitable et légitime de ses lecteurs. Une conclusion identique s'impose donc : aucune de ces objections n'est insurmontable ; mais une hypothèse nouvelle, qui n'obligerait pas à franchir, en fermant les yeux pour ne pas les apercevoir, cette malencontreuse accumulation d'invéraisemblances, serait évidemment la bienvenue.

Or, cette hypothèse existe, d'une telle simplicité qu'il est impossible de ne pas l'adopter. Elle utilise tout le texte de Polybe et elle l'utilise seul, sans mettre au compte de l'historien l'oubli de détails indispensables. Elle consiste à supposer que Kassandros, Aiginète et, par conséquent, citoyen achaïen avant 210, conserve encore en 185 sa nationalité fédérale achaïenne que rien ne lui a fait perdre, puisqu'il vit, en exilé, sur le territoire fédéral, mais que cette nationalité fédérale ne s'accompagne plus, depuis 210, d'aucune nationalité locale réelle ¹. Il n'est plus alors Aiginète que virtuellement, en théorie ou, plutôt, en esprit. Sur le plan juridique de la nationalité locale, puisqu'il ne peut mettre à profit aucun des droits qui découlent de la possession de cette nationalité, il est pratiquement *heimatlos* ². Mais cette situation assurément anormale ³ ne modifie en rien ses droits et ses devoirs à l'égard

de résidence ; tout s'est borné pour lui, somme toute, à se faire inscrire sur une nouvelle « liste électorale ». Dès lors, ce geste comme l'accueil qui lui a été fait perdent toute signification politique. Ainsi disparaîtrait la quatrième objection adressée à l'hypothèse de Niccolini.

1. C'est à peu près l'hypothèse émise par Niese, t. III, p. 40, n. 5 : *Der Aeginete hat also wenigstens sein achaisches Bürgerrecht behalten, wenn auch Aegina nicht mehr dem Bunde angehört*. Mais Niese la présente trop timidement, comme un pis-aller, ce qu'elle n'est pas.

2. Francotte, *Polis*, p. 151, pense qu'« on peut être citoyen achéen, sans être citoyen d'un des états confédérés ». Je pencherais vers cette opinion, sans oser toutefois m'en porter garant, surtout si on prétend la transformer en principe juridique d'application courante. Mais j'admets que Kassandros est pratiquement dans cette situation, car je m'en explique très aisément la genèse. Nos textes sont trop peu nombreux et explicites pour pouvoir sûrement passer de là à une règle générale.

3. Anormale, assurément ; mais non pas juridiquement impossible et mon hypothèse ne surprendra aucun juriste. L. Le Fur, *Etat fédéral et Confédérations d'Etats* (Paris, 1896), pp. 698 sq., justifie pleinement, en droit comme en fait, la conception de Francotte (cf. la n. précédente), beaucoup plus large que la mienne qu'elle englobe. Mais des exemples précis empruntés à l'Allemagne contemporaine apparaissent surtout très probants. C'est ainsi que la loi allemande sur la nationalité du 22 juillet 1913 pose, dès son art. 1, le principe de la possibilité d'une nationalité « immédiate »

de la Confédération. Il continue à exercer les uns et à remplir les autres, du moins dans la mesure où ils peuvent être exercés et remplis sans passer par l'étape intermédiaire d'une cité.

Ainsi, cette explication se suffit à elle-même, sans qu'on doive, avant et afin de l'admettre, accepter une certaine conception des droits que donne, dans tous les États-membres, la possession de la nationalité fédérale. Mais la conséquence inévitable en apparaît immédiatement. La présence et le discours de Kassandros à la synodos de Mégalopolis sont, en effet, inconciliables avec la conception qui fait de cette synodos une assemblée de députés. Il ne peut s'agir que d'une assemblée primaire, car les citoyens d'Aigine ne forment plus, en 185, au sein de la Confédération achaienne, une communauté capable de désigner un député et Kassandros ne représente que lui-même. L'accès à la synodos doit donc être considéré comme un des droits du citoyen fédéral en tant que tel, sans qu'il ait à être investi d'un mandat.

Point n'est besoin d'insister pour montrer combien cette interprétation est préférable aux précédentes. Elle ne se heurte à aucun des obstacles que rencontrent celles-ci. Tout s'explique avec elle de la façon la plus simple et la plus naturelle : Kassandros, qui est seulement

d'Empire, c'est-à-dire indépendante de toute nationalité d'un des États-membres ; ses art. 33, 34 et 35 réglementent cette nationalité immédiate. Ainsi Francotte se rencontre avec un fait moderne indiscutable. De plus, des cas exactement semblables à celui de l'Aiginète Kassandros, tel que je l'interprète, se sont présentés depuis 1918. L'art. 2 de la même loi allemande spécifiait en effet que, quant à la nationalité, l'Alsace-Lorraine était considérée comme un État-membre. Il y avait donc des « Alsaciens-Lorrains » et, de ce fait, ils étaient Allemands en 1918, comme les Aiginètes étaient Achaïens en 210. Qu'allait-il advenir de ceux d'entre eux qui n'acquerraient pas, en vertu du traité de Versailles, la nationalité française et qui n'obtenaient pas la nationalité d'un État-membre demeuré allemand ? Telle est bien la situation où, me semble-t-il, s'est trouvé Kassandros, toutes choses égales d'ailleurs. Or, le *Reichsgericht*, par arrêt du 7 janvier 1928, leur a dénié la nationalité allemande et cette décision a fait d'eux des apatrides. Mais l'opinion contraire a été soutenue par la majorité des auteurs ; elle l'est encore, après et malgré l'arrêt, dans A. de Lapradelle et J. P. Niboyet, *Répertoire de droit international* (Paris, 1929 sqq.), par Niboyet, art. *Alsace-Lorraine*, §§ 107 et 144, et K. Strupp, art. *Nationalité (en Allemagne)*, § 6. Comme veut bien me l'indiquer M. J. Maury, professeur de droit international privé à la Faculté de Droit de l'Université de Toulouse, dont l'autorité en ces matières est incontestée, qui a eu l'amitié de me fournir la plupart des éléments de cette note et à qui je suis heureux de pouvoir exprimer ici mes remerciements, « l'existence de la controverse suffit à prouver la possibilité, en droit moderne, de la conservation d'une nationalité fédérale après la perte de la nationalité d'un État-membre par disparition de celui-ci ». Cela étant, il est sans doute permis d'être surpris qu'aucun des historiens de langue allemande, qui, familiarisés avec tous les problèmes juridiques nés de l'existence d'un « État fédéral », se sont penchés si nombreux sur le problème de la nationalité fédérale à l'époque hellénistique, ne se soit rallié à l'opinion de Francotte ou n'ait formulé une hypothèse du genre de celle qui est ici présentée.

Aiginète et qui ne parle qu'en son nom, ne peut, dans son discours, tenir compte que d'Aigine ; Polybe n'a besoin d'apporter ni ne peut apporter aucune explication complémentaire ; enfin, l'anomalie que constitue le cas de l'exilé est la preuve éclatante que la Confédération conserve toujours vivant le souvenir d'Aigine et n'a jamais consenti à panser définitivement la plaie causée par l'amputation d'une parcelle du territoire national.

En fait, la seule objection qui puisse être invoquée contre cette hypothèse n'aboutit, en contraignant à approfondir la question, qu'à permettre de mieux encore rendre compte de l'incident. On dira peut-être, en effet, que les citoyens fédéraux dépourvus, comme Kassandros, de nationalité locale effective n'ont aucun intérêt à assister aux synodoï, puisqu'on y vote vraisemblablement, dans les cas importants, par cités et non par têtes¹. Mais accorder créance à ce raisonnement serait se refuser à apercevoir où réside, pour Kassandros et ses amis, le véritable intérêt de sa présence à l'assemblée. Cet intérêt n'est pas dans le suffrage hostile au roi de Pergame que, dans une situation juridique différente, l'Aiginète pourrait exprimer. Il est tout entier — et, tel quel, immense — dans l'écho sentimental que son intervention ne manque pas de faire naître au cœur des assistants. Ceux-ci risquent fort, après vingt-cinq ans, sinon d'avoir oublié Aigine, du moins de ne pas se souvenir d'elle au moment opportun². Dès lors, nul n'est plus qualifié qu'un Aiginète pour faire valoir l'argument patriotique et réveiller la douleur assoupie, en leur déclarant que, « là-bas », on n'oublie pas³. Aussi bien, rien ne montre qu'il soit nécessaire d'enviesager comme normal et, en conséquence, de déclarer logiquement inadmissible le cas abstrait⁴ de citoyens fédéraux qui, au moment du

1. Cf. plus loin, pp. 388 sqq. Un raisonnement semblable, plus formel même encore (on ne se borne pas à dire que ces citoyens se seraient désintéressés des assemblées ; on affirme que leur cas est impensable, sauf s'il s'agit d'une nationalité fédérale *honoris causa*), est ordinairement présenté contre la possibilité d'une nationalité fédérale sans nationalité locale complémentaire : cf., entre autres, Busolt-Swoboda, pp. 1315 et 1549. Les observations qui suivent vont montrer quelle confiance mérite ce raisonnement.

2. Ils l'ont déjà pratiquement oubliée : cf. plus haut, p. 109, n. 2.

3. Il est bien probable que, « là-bas », on oublie également et l'argument est assez grossier. Mais la synodos est (cf. *supra*, pp. 84-85) un grand meeting populaire.

4. Je veux dire : dégagé de tout rappel des circonstances qui, humainement et en fait, expliquent comment cette situation anormale a pu naître. Seules, la réflexion et l'expérience montrent que le cas peut se présenter. Mais les auteurs de la constitution achaienne n'avaient certes pas les connaissances juridiques ni l'expérience politique des auteurs des art. 1, 33, 34 et 35 de la loi allemande du 22 juillet 1913. On peut donc admettre qu'ils n'avaient pas prévu un cas semblable et que, surpris

vote, ne peuvent prendre place dans aucun groupe local ni, par conséquent, participer à la formation de la volonté nationale. On ne songe pas à nier que, si ce cas s'était rencontré fréquemment, il eût représenté une imperfection constitutionnelle. Mais des anomalies de ce genre existent dans tous les régimes¹ — car l'imagination humaine la plus subtile n'est jamais à l'échelle de la réalité — et les Achaïens n'auraient sans doute pas songé à effacer celle-ci, dont le résultat eût été que ces citoyens se seraient, en fait, désintéressés des assemblées fédérales². Surtout, il est très improbable que, pratiquement, cette bizarrerie juridique n'ait pas été exceptionnelle et, par conséquent, négligeable³. Si donc on s'en tient, comme il convient de le faire, à l'Aiginète Kassandros, voici comment, sans doute, on se représentera les choses : Kassandros vit en temps habituel à l'écart de ce que nous appelons « la politique »⁴, puisqu'il est, pratiquement, privé du droit

par les événements, ils ont laissé aller les choses. C'est un des auteurs dont je n'admets pas la conception qui écrit, précisément à propos de la nationalité (Schwahn, col. 1178, ll. 59-60) : *Die Griechen waren schlechte Juristen*.

1. Logiquement, en considérant quelle importance revêt, en France, le choix des députés par les électeurs, quel ignorant de nos coutumes pourrait se douter que les citoyens absents, le jour du scrutin, de la localité sur les listes électorales de laquelle ils sont inscrits ne peuvent exercer leur droit de vote légal ?

2. Ce n'en aurait pas été, cependant, le résultat le plus grave. Il faut négliger évidemment l'impossibilité de participer à ce que Busolt-Swoboda, p. 1315, appelle *Wahl des Bundesrates* et qu'il a encore dans l'esprit, p. 1549. Vouloir ici invoquer le mode d'élection des membres de la synodos serait paradoxal. Mais, outre les droits du citoyen fédéral, droits que l'Aiginète Kassandros n'est pas en mesure d'exercer tous pratiquement, il faut considérer ses devoirs à l'égard de la Confédération, devoir militaire et devoir fiscal. Or, ceux-ci étaient remplis par l'intermédiaire des cités : cf. pour les contingents locaux, Pol., IV, 7, 10 ; 13, 1 ; V, 91, 7 ; X, 23, 9 ; 10 ; etc. ; pour les impôts, Pol., IV, 60, 5 ; V, 30, 4 ; 91, 4 ; 94, 9 ; XXIV, 2, 3. Il est bien certain que la Confédération, dans ces conditions, n'aurait pas laissé se grossir indéfiniment la classe des citoyens fédéraux semblables à Kassandros. Mais, s'il ne s'agit que d'individus peu nombreux, rien de surprenant, semble-t-il, à ce que les Achaïens n'aient pas légiféré afin de pourvoir à cette lacune.

3. Kassandros est le seul Aiginète dont nous entendions parler à cet égard. De même, je cherche en vain dans nos sources une mention quelconque d'un citoyen d'une cité perdue par la Confédération qui se soit trouvé dans une situation semblable. Restent donc seulement le cas du Troyen Kassandros et celui des Déliens réfugiés, mais on a vu plus haut, p. 113, n. 2, avec quelle prudence il convient de les utiliser. Au surplus, le Troyen Kassandros, grand amateur de distinctions honorifiques, n'entendait évidemment ni payer des impôts ni servir comme soldat et la Confédération achaienne, en lui décernant le droit de cité, ne songeait pas à lui demander quoi que ce fût de ce genre. Quant aux malheureux Déliens expulsés de leur patrie, c'était faire acte d'humanité que ne pas prévoir ni réglementer la façon dont ils rempliraient leurs devoirs militaires et fiscaux de citoyens. Ainsi, toujours, ou le nombre des citoyens placés dans la situation que j'imagine apparaît infime, ou l'imperfection logique de cette situation est très aisément explicable.

4. Il n'est jamais nommé ni avant ni après son intervention à cette synodos de 185. Sans doute ne convient-il pas de trop exploiter ce silence, mais je me borne ici à des conjectures.

de vote ; mais, apprenant¹ que des ambassadeurs pergaméniens viennent offrir, au nom du souverain qu'il exècre, une forte somme d'argent à la Confédération, il s'indigne à l'idée que celle-ci risque d'accepter aveuglément cette somme, consacrant ainsi l'abandon définitif de sa patrie aux mains du despote étranger ; spontanément ou poussé par les partisans de Philopoïmen, mais, de toute façon, après avoir pris bouche avec eux, qui dressent le plan de la manœuvre², il se rend à la synodos comme il en possède le droit, y dit ce qu'il a à dire, n'éprouve aucune peine à émouvoir l'assemblée, ne participe pas au vote si celui-ci se fait selon les formes régulières³ et, vedette éphémère d'une actualité aussitôt tombée dans le passé, s'efface à nouveau dans l'obscurité, reprenant son attente passive du jour, qui ne luira jamais, où Aigine recouvrera le libre choix de ses destinées politiques.

Au reste, on pensera ce qu'on voudra de cette reconstruction peut-être trop hardie. Qu'on tienne ou non pour vraisemblables ces diverses conjectures, elles ne touchent en rien à l'essentiel de la question et la conclusion importante de cette discussion demeure acquise sans conteste. L'hypothèse la plus simple est, à coup sûr, celle qui n'attribue à Kassandros d'autre nationalité locale que celle d'Aigine et d'autre rôle à la synodos que celui d'un citoyen fédéral dans l'exercice direct de son droit individuel. Seule, elle permet de donner, aux faits comme au récit qu'en apporte Polybe, une interprétation cohérente. C'est donc à elle qu'il convient de se rallier, de préférence à toutes les autres qui peuvent se concilier avec une synodos assemblée représentative, tandis qu'elle oblige à faire de la synodos une assemblée primaire.

Ainsi, pas plus que le précédent, ce texte ne fournit une preuve formelle qui viendrait s'ajouter à celle qui a été tirée des événements de 217. Il apporte cependant une probabilité dont on ne saurait méconnaître l'intérêt.

Le troisième récit est d'une clarté aveuglante quant à la composition de l'assemblée à laquelle il est consacré et qui se tient à Corinthe, très

1. On peut admettre, si on désire que la rumeur ne s'en soit pas répandue jusqu'aux grandes masses populaires, que les partisans de Philopoïmen et Lykortas, qui comptaient à coup sûr des amis dans le collège des dix damiorgoi informés les premiers des intentions royales, firent le nécessaire pour en informer Kassandros et, au besoin, aidèrent à provoquer chez lui la réaction désirée.

2. Cf. *supra*, pp. 103-104.

3. Au vrai, le texte de Pol., XXII, 8, 13, conduit à penser qu'on ne procéda pas à un vote régulier, mais que la proposition de refus fut adoptée par des acclamations

vraisemblablement au printemps de 146¹. Mais son utilisation dépend tout entière de la solution apportée à une question préjudicielle : cette assemblée, dont Polybe néglige de préciser formellement la nature, est-elle une synodos ou une synklêtos ? On croit possible de prouver qu'elle est une synodos, malgré l'opinion contraire qui domine aujourd'hui et qui s'appuie sur une prétendue démonstration de K. J. Beloch². Néanmoins, puisque Polybe n'emploie pas le mot *synodos*, un doute peut subsister ; aussi ne doit-on pas invoquer ce récit comme une preuve décisive.

Il convient, tout d'abord, d'écarter les deux arguments utilisés par Beloch pour montrer que cette assemblée est une synklêtos. Aussi bien, c'est là tâche fort aisée et il est assez surprenant qu'ils aient si dangereusement égaré la conviction des critiques.

Beloch invoque en premier lieu le membre de phrase qui, chez Polybe, amorce le récit de la séance : *συνηγμένων τῶν Ἀχαιῶν εἰς Κόρινθον*³. Il ne développe pas son raisonnement⁴, si bien qu'on ne laisse

unanimement. En ce cas, l'Aiginète Kassandros a fort bien pu crier aussi fort et plus fort que les autres. Sur l'usage possible, dans les synodoi, d'un scrutin plus expéditif que la *psêphophoria* par cités, cf. *infra*, pp. 391 sqq.

1. Pol., XXXVIII, 12, 2-13, 7 (il est bon de signaler que, dans l'éd. Fr. Hultsch, ces chapitres sont numérotés XXXVIII, 10 et 11, car de très nombreux critiques, au texte desquels il va être renvoyé par la suite, se servent encore de l'éd. Hultsch : ainsi, Beloch, dans sa *Gr. Gesch.*², n'a pas modernisé ses références d'après l'éd. Büttner-Wobst ; Kahrstedt, dans le t. IV A2 de la *RE* paru en 1932 s'en tient encore à l'éd. Hultsch : cf. *REA*, 1933, t. XXXV, p. 447 ; de même Porter, avec une fantaisie d'ailleurs regrettable : cf. *REA*, t. XL, 1938, p. 74, n. 1). — La date de cette assemblée sera précisée plus loin.

2. Beloch, *Gr. Gesch.*¹, t. III, 2, p. 185 = *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 234. — La phrase de Polybe en XXXVIII, 12, 5, est trop nette pour qu'on l'ait négligée depuis qu'on étudie la composition des assemblées achaïennes. Mais il restait évidemment à choisir entre synodos et synklêtos. Relever toutes les opinions émises sur ce point m'apparaît pratiquement impossible. On a vu pendant longtemps dans cette assemblée une synodos : ainsi, et simplement afin de poser quelques jalons chronologiques, Helwing (1829), p. 220 ; Wahner (1854), p. 27, n. 20 ; Freeman¹ (1863), p. 263, n. 2 = Freeman², p. 205, n. 2 ; Weinert (1881), p. 18. Puis, on l'a considérée comme une synklêtos : Lipsius (1898), pp. 171 et 173. Mais c'est surtout la démonstration de Beloch (1904) qui a eu une influence décisive. Elle a été invoquée ou reprise par Francotte, *Polis*, p. 233 ; Busolt-Swoboda, p. 1558 (n. 5 de la p. 1557) ; Kahrstedt, col. 1415, ll. 44-48. D'autres, comme Schwahn, col. 1252, l. 41, font aussi de cette assemblée une synklêtos, mais sans tenter de justifier leur opinion. Certains semblent hésiter : ainsi Hermann-Swoboda en fait, p. 393, n. 1, une synodos et, n. 3, une synklêtos ; ainsi encore, Niese et Niccolini (cf. *infra*, p. 127, n. 2). Mais il semble évident que, si l'attention de ces auteurs avait été attirée sur ces contradictions, ils auraient tous opté pour la synklêtos, car tous font de la synodos une assemblée représentative et cette assemblée de Corinthe est indiscutablement une assemblée primaire.

3. Pol., XXXVIII, 12, 2.

4. Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 234 : [diese] *Versammlung war ohne allen Zweifel*

pas d'éprouver quelque embarras pour deviner sa pensée. Pour être cohérente, elle ne peut cependant s'entendre que de la façon suivante : — d'une part, le participe parfait passif συνηγμένων sous-entend l'idée d'une convocation préalable : quelqu'un a « réuni » les Achaïens, ce qui revient à dire qu'il les a « convoqués » ; — d'autre part, la synodos étant une assemblée régulière qui se réunit à dates fixes, ce participe ne peut pas s'appliquer à elle et ne convient qu'à une synklêtos. Autant de prémisses indispensables à la solidité de l'argument : autant d'erreurs certaines. Comment ne pas remarquer, en effet, que l'interprétation donnée au mot συνηγμένων ne s'impose pas le moins du monde ? Le parfait grec indique — du moins est-ce son sens normal — le résultat présent d'une action passée. Συνηγμένων τῶν Ἀχαιῶν doit donc se traduire en français « les Achaïens étant réunis » ¹, l'action passée qui explique cette réunion pouvant être une convocation spéciale, mais pouvant tout aussi bien avoir son équivalent dans la prescription légale qui ordonne la réunion de la synodos à certaines dates ². Mais, surtout, le raisonnement de Beloch implique qu'une synodos peut ou plutôt doit se réunir sans qu'un magistrat quelconque ait besoin de la convoquer. Or, cette opinion — et c'est pourquoi on hésiterait à l'attribuer à un critique comme Beloch si ce n'était là, indubitablement, l'origine de sa remarque ³ — ne résiste pas un seul instant à l'examen.

La première objection vient de la possibilité des synodoi extraordinaires. Beloch n'a pas aperçu cette possibilité, bien qu'elle fût le corollaire naturel de la conception générale des synodoi qu'il a défendue ⁴ et qu'il a eu le bonheur de faire à peu près unanimement

eine Synkletos, wie schon aus den Worten... folgt. Francotte, *Polis*, p. 233, se borne également à remarquer que cette expression « ne s'applique bien qu'à une synklêtos ».

1. Si on traduisait en français par le participe passé passif « ayant été réunis », l'idée que veut sous-entendre Beloch (par quelqu'un) apparaîtrait plus naturelle ; toutefois, elle ne serait pas inévitable.

2. Si tant est qu'on puisse faire une hypothèse à cet égard, il semble que Beloch ait tiré des conclusions trop hâtives d'un passage où Lipsius, p. 169, relève plusieurs textes où συναγειν est employé par Polybe à propos de synklêtoi. Mais un texte, on va le voir, emploie le mot pour une synodos certaine. De plus, Lipsius lui-même, en cet endroit, songeait surtout au mot *ekklêsia*.

3. Implicitement admise par tous ceux qui acceptent, et du seul fait qu'ils acceptent, l'argumentation de Beloch, cette opinion se retrouve aussi lorsque les critiques (Hermann⁶-Swoboda, p. 391 ; Busolt³-Swoboda, p. 1567 ; Schwahn, col. 1258, ll. 3 sqq.) opposent la synklêtos qui se réunit sur convocation expresse et la synodos qui se tient à dates fixes. Cf. *infra*, pp. 351 sq.

4. Beloch ne se pose pas la question : c'est, évidemment, un oubli de sa part ; il n'aurait pu faire autrement que la résoudre par l'affirmative. Sur cette même question, cf. *infra*, pp. 143 sqq.

admettre ¹. Mais la plupart des critiques qui, à sa suite, ont attribué aux synodoi la composition et le rôle qu'il leur prête n'ont pas hésité à conclure qu'il peut se réunir, outre les synodoi régulières, des synodoi hors série ². Pour celles-ci, il est clair que les assistants ne se rassemblent pas *sponte sua*, mais doivent être convoqués spécialement. Ainsi, rien n'empêcherait, dans le système même de Beloch, l'assemblée de Corinthe d'être une synodos, à condition qu'elle ne fût pas une des synodoi prévues par la constitution achaïenne ³.

Ensuite, accepter le raisonnement de Beloch, c'est se faire une idée manifestement fausse de la loi fédérale qui ordonne certaines réunions régulières de la synodos. Cette loi, en effet, fixe ces réunions, non pas à des jours précis et immuables, mais seulement à des époques déterminées, tout au plus entre des dates extrêmes plus ou moins éloignées ⁴. Il suffit de lire Polybe pour se convaincre de cette vérité d'évidence. Nulle part, il n'indique le jour de la réunion ⁵. Nulle part, ses expressions n'autorisent à croire que ce jour soit imposé par la loi : κατὰ τὸν καιρὸν τοῦτον, κατὰ τὸν ἐνεστῶτα χρόνον, τότε ⁶, etc., tels sont les seuls renseignements qu'il apporte. C'est à propos d'une assemblée électorale qu'il est le moins imprécis et il écrit seulement qu'elle se tint, cette année, περὶ τὴν τῆς Πλειάδος ἐπιτολήν, « vers le lever des Pléiades » ⁷. Toutes ces formules vagues seraient inadmissibles ⁸ si la loi marque le jour exact et non, seule, l'époque de la session. Dès lors, les magistrats ont à convoquer même les assemblées régulières en faisant connaître le jour choisi par eux. Ils doivent, au surplus, depuis 188 — mais le récit se place en 146 —, faire également connaître le

1. Cf. ci-dessus, pp. 49-50.

2. Niccolini, p. 224 et n. 3; Busolt-Swoboda, p. 1557; c'est aussi l'opinion sur laquelle Kahrstedt appuie son principal argument, coll. 1416 sqq. : cf. *REA.*, 1933, t. XXXV, pp. 457 sq. Le silence de Hermann⁶-Swoboda et de Schwahn ne peut provenir que d'un oubli comparable à celui de Beloch.

3. L'erreur commise par Busolt-Swoboda, p. 1558 (n. 5 de la p. 1557), et Kahrstedt, col. 1415, ll. 44-48, lorsqu'ils acceptent l'argumentation de Beloch est patente, puisqu'ils affirment en même temps (cf. la n. précédente) l'existence de synodoi extraordinaires.

4. Cf. *infra*, pp. 255 sqq.

5. Cette remarque ne signifie pas que Polybe aurait dû toujours indiquer le jour exact où s'est tenue telle ou telle assemblée. Mais il semble que, à un moment ou à un autre, ce détail lui aurait échappé, involontairement au besoin, si ce jour avait été fixé par la loi.

6. Pol., IV, 7, 1; XXII, 7, 2; XXIII, 16, 12. Il ne s'agit là que d'exemples qui pourraient être aisément multipliés.

7. Pol., IV, 37, 2.

8. L'explication fournie à la n. 5 qui précède vaut plus encore dans le cas de l'assemblée électorale en raison de son importance pour la fixation de la politique fédérale.

lieu de la réunion, puisque les synodoi ne se rassemblent plus obligatoirement sur le territoire d'Aigion¹. L'initiative des magistrats achiens n'est donc pas limitée aux synklètoi et, même pour les synodoi, ils doivent publier un édit de convocation. L'argument de Beloch reçoit ainsi, pour la seconde fois, un coup dont il ne saurait se relever.

Mais persisterait-on, contre toute vraisemblance, à lui reconnaître un dernier souffle de vie qu'une nouvelle remarque, encore plus décisive, s'imposerait : c'est qu'il est assez facile de relever des emplois, chez Polybe, du verbe *συνάγειν* ou d'un de ses synonymes à propos de synodoi². Beloch a connu et cité certains de ces textes³. Il est regrettable qu'il n'y ait pas aperçu ces verbes, à l'entendre, révélateurs : l'usage qu'en fait alors Polybe eût suffi, sans doute, à le faire justement s'aviser que l'expression *συνηγμένων τῶν Ἀχαιῶν* n'implique pas la lourde conséquence qu'il se flattait d'y découvrir.

Le premier argument de Beloch est donc sans la moindre valeur. Son second et dernier n'apparaît pas plus convaincant.

Après avoir signalé la réunion des Achiens à Corinthe, Polybe mentionne que les ambassadeurs romains arrivent dans cette ville « par

1. Cf. plus loin, pp. 302 sqq.

2. Ainsi, Pol., XXVIII, 3, 10 : il s'agit d'une *boulè*, c'est-à-dire d'un corps que Beloch et les partisans de son opinion identifient, même théoriquement, avec la synodos. — Ainsi encore, Pol., XXIII, 16, 12, où il s'agit d'une synodos parfaitement régulière. Le contexte peut conduire à donner à *συνάγεσθαι* le sens moyen et non le sens passif : j'ai traduit moi-même (*REA*, 1928, t. XXX, p. 47), non pas « furent réunis », qui implique une convocation préalable, mais « se réunirent », qui n'en implique pas nécessairement. La tendance naturelle est favorable au moyen, à cause des mots *ὥσπερ ἐπιτιγδες* qui indiquent que Lykortas n'est pour rien dans la coïncidence heureuse qui se produit alors. Mais ces mots s'expliquent très aisément, même s'il y a eu convocation antérieure. D'une part, il est possible que Lykortas, alors absorbé par la lutte contre Messène, laisse les autres magistrats agir seuls pour ce qui concerne la vie normale de la Confédération : dès lors, la convocation viendrait d'eux sans qu'il y ait pris part. D'autre part, il est évident que la convocation a été lancée à un moment où personne ne prévoyait que la synodos pourrait être saisie des décisions à prendre une fois la soumission de Messène obtenue. Ainsi, la rencontre est très heureuse qui fait que la synodos est réunie au lendemain même de la prise de Messène, prête à délibérer. — La recherche serait aussi fructueuse pour des verbes synonymes : ainsi *συναθροίζειν* en Pol., II, 46, 6, à propos d'une « boulè » ordinairement considérée comme une synodos (cf. *supra*, pp. 68 sqq.). Mais, contrairement à ce que pensent Lipsius, p. 169, Hermann⁶-Swoboda, p. 389 (n. 5 de la p. 388), et Kahrstedt, col. 1418, l. 37, *παρακαλεῖν* n'est pas un de ces synonymes.

3. Pol., XXVIII, 3, 10, est cité par Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 232 ; Pol., XXIII, 16, 12, l'est *ibid.*, p. 231 (tout le monde, d'ailleurs, connaît également ce texte à cause des mots « la seconde synodos »). Hermann⁶-Swoboda, qui cite aussi ces deux passages (pp. 389 [n. 4 de la p. 388] et 394 ; p. 390, n. 1), ne songe plus à eux lorsqu'il semble, p. 389 (n. 5 de la p. 388) réserver le verbe *συνάγειν* aux réunions de la synklètos.

hasard à ce moment », κατὰ τύχην ἐλθόντες εἰς τοῦτον τὸν καιρὸν ¹. Beloch relève l'expression κατὰ τύχην et, cette fois, précise sa pensée. S'il s'agit d'une synodos, déclare-t-il, comme cette assemblée se réunit à une date légale et connue à l'avance, les Romains seraient informés : dès lors, ce ne serait pas « par hasard », mais au contraire à dessein qu'ils se présenteraient à Corinthe « à ce moment » ². Il s'agit donc d'une synklêtos, réunie à une date qui ne dépend que des magistrats achiens et dont il est naturel — admettons-le ³ — que les Romains ignorent tout. Mais ce raisonnement prête aux Romains une connaissance parfaite, jusque dans leur détail, des rouages de la constitution achaienne : on croira assez difficilement qu'ils aient appris et retenu les dates assignées par la loi aux sessions de la synodos ⁴. Si tant est, au surplus, que la loi ait assigné à toutes les sessions des dates immuables et précises. . . . Car ce raisonnement est fondé sur la même erreur et appelle les mêmes objections que le raisonnement précédent. Qu'un « jeu » de quelques jours ait pu exister, et les mots « par hasard » prennent un sens très satisfaisant. Acceptons, toutefois, que les ambassadeurs romains aient voulu, de propos délibéré, arriver à Corinthe un jour donné ⁵. Or, ils viennent de Macédoine ; la route est incertaine ;

1. Pol., XXXVIII, 12, 2.

2. Beloch, *Gr. Gesch.* ², t. IV, 2, p. 234 : . . . während sie [die römischen Gesandten] die Zeit des Zusammentretens der regelmässigen Versammlung vorher gewusst haben würden. Francotte, *Polis*, p. 233, raisonne de même : « s'il s'était agi d'un synode, ils en auraient su l'époque et le hasard ne les aurait en rien favorisés. » Cf. aussi G. Colin, *D.A.*, t. IV, 2, art. *Synodos*, p. 1588, n. 5.

3. Beloch, Francotte et Colin paraissent oublier que les Romains auraient très bien pu avoir connaissance de la convocation de cette synklêtos. Puisque celui qui les envoie est informé des événements du Péloponnèse (Pol., XXXVIII, 12, 1), pour quoi ignorerait-il que les magistrats achiens ont décidé de réunir, à telle date, une synklêtos ? Il faut supposer son information incomplète. Il est vrai que nous n'en sommes pas, dans ce raisonnement, à un postulat près.

4. Ce n'aurait pas été aussi simple qu'il paraît à première vue ; car ces dates, liées à des événements astronomiques ou à un calendrier différent du calendrier romain, ne pouvaient être précisées qu'à l'aide de notions compliquées. Songeons aussi que la Confédération achaienne n'était qu'un des alliés de Rome en Grèce : l'effort de documentation qu'on prête aux Romains à son sujet, il faut le leur prêter au sujet des autres Etats grecs. Au vrai, diplomates et généraux romains ne pouvaient pas s'astreindre à tenir une pareille comptabilité. Ils n'en avaient d'ailleurs pas besoin, au moins pour la Confédération achaienne, puisque celle-ci avait voté une loi ordonnant la réunion d'une synklêtos dès que, munis d'instructions de leur gouvernement, ils en exprimaient le désir : cf. plus loin, pp. 189 sqq. La conséquence à peu près inévitable de cette loi, c'est que les Romains ne se soucieraient désormais plus, s'ils s'en étaient jamais souciés, de la date des synodi.

5. Je n'y vois pour ma part aucun inconvénient. Il aurait suffi pour cela — et c'est dans l'ordre des choses possibles — qu'ils fussent informés du décret de convocation pris et publié en vue de cette assemblée. Mais, en ce cas, cette assemblée pourrait être tout aussi bien une synodos qu'une synklêtos. Assurément, pour une synklêtos,

un obstacle imprévu peut les retarder ; ils sont donc dans l'impossibilité de prévoir exactement la durée de leur voyage. Dans ces conditions, κατὰ τύχην ne doit surprendre personne : seul, le hasard, et un hasard heureux, leur permet de se trouver à Corinthe pour l'ouverture de la séance ¹.

Ainsi, les arguments de Beloch, souvent reproduits ou acceptés, demeurent sans force : rien ne peut prouver que l'assemblée réunie à Corinthe est une synklêtos.

Tout semble, au contraire, montrer qu'elle est une synodos.

En premier lieu, la date même de sa réunion. Si elle ne peut pas être précisée avec certitude, des indices significatifs n'en existent pas moins ². Après l'entrée en charge du stratège achaien pour 147/146, Kritolaos, donc après l'équinoxe d'automne 147, le Romain S. Julius Caesar assiste à Aigion à une assemblée achaienne ³. Ensuite, Caesar se rend à Tégéa, y convoque les Lacédémoniens et y attend les Achaïens. Il commence à désespérer quand arrive enfin Kritolaos ⁴ qui, d'ailleurs, déclare qu'il ne peut rien décider seul, « mais qu'il en référera aux Achaïens à la synodos suivante, qui se tiendra dans six mois ⁵ ». Puis, tandis que Caesar revient en Italie ⁶, Kritolaos, « pendant la mauvaise saison ⁷ », entreprend, à travers les cités de la Confédération, une tournée de propagande antiromaine qui ne laisse pas de remporter grand succès. Informé en Macédoine des menées de Kritolaos et de leurs résultats inquiétants, Q. Caecilius envoie des ambassadeurs dans

ils auraient connu en même temps l'ordre du jour certain et complet de la session, tandis qu'ils n'auraient pas eu la même certitude pour une synodos (cf. *infra*, pp. 347 sqq.). Mais, à cette date, une assemblée quelle qu'elle fût devait traiter des affaires de Lacédémone ; c'est-à-dire de celles qui intéressaient Rome (Pol., XXXVIII, 10, 5 ; 11 ; 11, 1-5).

1. Je me demande même si, dans l'esprit de Polybe au moment où il écrit ces deux mots, ce hasard est heureux seulement pour les ambassadeurs romains qui voient ainsi leur mission facilitée. Ne l'est-il pas aussi pour les Achaïens qui se voient une fois de plus « tendre la perche » par Rome ? Ne l'est-il pas, enfin, pour Polybe lui-même, à qui ce qui va se passer à l'assemblée de Corinthe fournit une confirmation éclatante de sa thèse : responsabilité unilatérale des dirigeants achaiens, aveuglement du peuple tout entier ?

2. On reviendra sur cette question chronologique d'importance capitale : cf. *infra*, pp. 271 sq.

3. Pol., XXXVIII, 10, 4 sqq. Il n'est pas absolument sûr que ce soit une assemblée : ce peut n'être qu'une réunion des ἀρχαί, comme en XXII, 10, 2 (cf. *infra*, p. 370, n. 1).

4. *Ibid.*, 11, 1-5.

5. *Ibid.*, 5 : ἐπανοίσειν δὲ τοῖς Ἀχαιοῖς εἰς τὴν ἐξῆς ἔφθ σύνοδον, (ἣν ἔδει) γενέσθαι μετὰ μῆνας ἑξ.

6. *Ibid.*, 6.

7. *Ibid.*, 7 : κατὰ τὸν χειμῶνα.

le Péloponnèse¹ : ce sont ceux qui se présentent à l'assemblée de Corinthe. N'est-il pas évident, pour qui lit sans arrière-pensée ce résumé du texte de Polybe, que cette assemblée de Corinthe est précisément « la synodos suivante » annoncée par Kritolaos à l'entrevue de Tégéa² ? On reviendra, dans une autre partie de cette étude, sur les problèmes chronologiques que soulève ce récit. Dès maintenant, cependant, on aperçoit sans peine les trois saisons sur lesquelles il s'étend et qui servent de cadre à ses épisodes : l'automne et, au besoin, l'orée de l'hiver pour l'assemblée d'Aigion et l'entrevue de Tégéa ; l'hiver pour les voyages de Kritolaos ; le printemps pour l'assemblée de Corinthe. On est, ainsi, naturellement porté à reconnaître cette synodos dans l'assemblée de Corinthe.

En second lieu, cette assimilation apparaît plus nécessaire encore, si on consent à examiner, non plus telle ou telle phrase du texte, mais l'esprit dans lequel tout le texte est rédigé.

Le moins qu'on en puisse dire est que l'impartialité n'est pas sa vertu principale. Il s'agit là des débuts du grand conflit avec Rome qui va provoquer la disparition de la Confédération achaienne. Or, Polybe ne

1. Pol., XXXVIII, 11, 7-12, 1. Niese, t. III, p. 346, n. 2, a déjà eu l'impression très juste qu'il nous manque, sans doute entre les chapitres 11 et 12, un morceau du texte original de Polybe, dont relèverait ce qui forme actuellement XXXVIII, 14, 1-2 de l'éd. Büttner-Wobst. Ce fragment provient du recueil *De virtutis ac vitiis*. On s'explique aisément que l'*eclogarius* du recueil *De legationibus Romanorum ad gentes* ait opéré une coupure au milieu des chapitres 10-13 qui ne forment plus qu'un seul bloc : il a abandonné le récit des négociations conduites par les dirigeants achaiens avec d'autres Etats grecs (cf. Pol., *ibid.*, 12, 11) parce qu'il ne répondait pas à l'objet de son recueil, les Romains n'y jouant aucun rôle. Le seul résultat de cette correction nécessaire est de meubler un peu l'hiver 147/146 qui apparaîtrait assez vide, occupé seulement par la tournée de Kritolaos, et cela augmente encore la vraisemblance des supputations chronologiques qui vont être présentées. Pour tout le reste, rien ne peut être changé à aucun des raisonnements qui vont suivre.

2. Il est très significatif que Niccolini, après avoir (pp. 218, 223, 224, n. 2) qualifié cette assemblée de synklêtos, en fasse, p. 305, la synodos dont Kritolaos a parlé à Tégéa. On aperçoit sans peine l'origine de cette contradiction. Lorsqu'il parle de cette assemblée, pp. 218 sqq., il a surtout en vue les problèmes théoriques concernant les assemblées achaiennes ; il se tient alors sur ses gardes, car il aperçoit bien, notamment p. 218, quelle est la composition de l'assemblée de Corinthe ; l'aveu qu'elle est une synodos ruinerait toute sa conception. Mais, p. 305, il n'a plus en vue que la question chronologique, en commettant d'ailleurs l'erreur (*infra*, p. 271, n. 4) de prendre à la lettre l'intervalle de six mois ; dès lors, il utilise, sans penser aux conséquences de son opinion, cette indication précieuse ; il se laisse porter par le texte de Polybe. C'est bien la preuve que mon interprétation est la plus naturelle. — On pourrait faire le même raisonnement au sujet de la contradiction à laquelle s'abandonne Niese, t. III, p. 346, n. 2, avec cette différence que, chez cet auteur, la contradiction est immédiate, puisqu'elle se produit dans une seule et même phrase : il appelle cette assemblée *eine allgemeine Versammlung des ganzen achäischen Volkes*, c'est-à-dire (cf. t. II, p. 292) une synklêtos, et, aussitôt, il l'identifie avec une assemblée formellement désignée par Polybe (XXXVIII, 11, 5) sous le nom de synodos.

prend nulle part la précaution de dissimuler que, selon lui, toute la responsabilité du conflit retombe sur les dirigeants achaiens du moment, qui ne sont certes pas ses amis politiques ¹. Il partage entièrement l'opinion de S. Julius Caesar, pour qui la réponse dilatoire du stratège trahit sa mauvaise volonté foncière ². Ainsi, il n'est pas permis de douter que Polybe relève et mentionne soigneusement, pour cette période, toutes les insolences de Kritolaos ³. Loin d'en oublier une seule, sans doute serait-il, plutôt, enclin à en attribuer au stratège dont celui-ci serait innocent. Il faut, en tout cas, se représenter ici Polybe, non pas comme un historien non prévenu, mais comme un commentateur malveillant des moindres dits et faits de Kritolaos, naturellement porté à leur donner l'interprétation la plus défavorable dont ils sont susceptibles et à les présenter sous cet angle à ses lecteurs. De cette observation découle une règle critique qui s'impose à tous ceux qui utilisent ce récit : on peut avoir le droit de refuser confiance à certains détails mentionnés par Polybe et, en conséquence, de diminuer les charges qui pèsent sur Kritolaos ; mais il est interdit de se montrer, plus que Polybe, hostile à Kritolaos et de lui prêter des impertinences que Polybe néglige de signaler. En cette matière, il est certain que notre historien n'a rien laissé à glaner.

Ce point acquis, revenons aux faits. S. Julius Caesar s'irrite de la réponse que lui adresse Kritolaos à l'entrevue de Tégéa ⁴. Pour que cette indignation, partagée par Polybe, soit légitime, encore faut-il que le stratège possède le moyen de provoquer, touchant les demandes des Lacédémoniens appuyées par Caesar, une décision plus rapide et que, pouvant l'utiliser, il s'y refuse. Quel est donc ce moyen ? Serait-ce que Kritolaos tranchât personnellement l'affaire ? Mais il n'en a certainement pas le droit : stratège, il peut seulement, en temps de paix, exécuter les décisions de l'assemblée souveraine. Aussi bien, c'est sur son incapacité à juger seul qu'il insiste ⁵ : il occupe là une magnifique position de défense dont nul ne saurait le débusquer. Et sa rouerie consiste à ne pas envisager la solution très simple que serait la convocation d'une assemblée extraordinaire, une synklêtos ⁶. Il s'en remet

1. Cf., en particulier, Pol., XXXVIII, 9, 6-8 ; 10, 7-9 ; 13 ; etc.

2. *Ibid.*, 11, 6 : διὸ σαφῶς ἐπιγνόντες οἱ περὶ τὸν Σέξτον ἐθελοκακοῦντα τὸν Κριτόλαον. En écrivant ces mots, Polybe prend évidemment à son compte l'opinion de S. Julius.

3. Cf., surtout, *ibid.*, 12, 7-13, 8.

4. Pol., XXXVIII, 11, 6.

5. *Ibid.*, 5 : φήσας οὐκ ἔχειν ἐξουσίαν οὐδὲν οἰκονομεῖν ἄνευ τῆς τῶν πολλῶν γνώμης.

6. C'est bien sur ce point qu'insiste, dans le récit correspondant à celui de Polybe,

donc, malgré la hâte visible du Romain, à la prochaine synodos légale, qui ne se réunira que « dans six mois ». Ne pas proposer la convocation d'une synklètos, qui pourrait se rassembler dans le plus bref délai, tel est évidemment l'unique, mais grave, grief que S. Julius Caesar fait valoir contre lui, avec une amertume justifiée¹, et que Polybe reprend à son compte.

Or, la première assemblée achaïenne qui se réunit après l'entrevue de Tégéa est précisément l'assemblée de Corinthe². Si elle est une synklètos, comme le prétendent Beloch et ses partisans, le seul fait de

Pausanias en VII, 14, 4. — Sans doute, la convocation d'une synklètos ne dépend pas du seul Kritolaos, mais aussi des autres magistrats. Toutefois, comme ces magistrats sont amis politiques de Kritolaos (cf. Pol., XXXVIII, 10, 8 et 11, 3), il est manifeste que l'influence du stratège aurait pu leur arracher le consentement nécessaire et, ainsi, provoquer la réunion d'une synklètos. — D'autre part, la synklètos aurait été certainement compétente pour trancher l'affaire en suspens ; ce que, au dire de Kritolaos, la synodos peut faire, la synklètos le peut aussi, *a fortiori* : cf. plus loin, pp. 205 sqq. — Toute cette discussion implique naturellement qu'il n'y a pas de synodoi extraordinaires, ce qui sera démontré plus loin. Au surplus, s'il en existait, rien ne s'en serait changé au raisonnement : celui-ci montrerait seulement que l'assemblée de Corinthe est une synodos régulière et non extraordinaire.

1. Dira-t-on que Caesar aurait pu demander lui-même la convocation d'une synklètos et s'étonnera-t-on que, dans ces conditions, il n'y ait pas songé ? Ce serait oublier que Kritolaos disposait de deux échappatoires pour ne pas faire droit à cette demande. Tout d'abord, il était seul des magistrats achaïens présent à Tégéa et pouvait répondre que l'avis favorable de ses collègues était indispensable. Cette remarque a l'intérêt d'expliquer pourquoi Kritolaos est venu seul à Tégéa (Pol., XXXVIII, 11, 3) : en ne l'accompagnant pas, on lui fournissait un excellent prétexte pour tergiverser. D'autre part, la comédie qui s'était déroulée à Argos en juillet 185 pouvait très aisément se renouveler et très exactement dans les mêmes termes (cf. Pol., XXII, 10, 1-12 ; 12, 5-6 ; *infra*, pp. 195 et 204) : Kritolaos aurait répondu à S. Julius Caesar que, puisqu'il n'était pas porteur d'une lettre ou d'instructions écrites du Sénat touchant précisément cette affaire (Pol., XXXVIII, 9, 3-4) et puisqu'il ne s'agissait ni d'alliance, ni de guerre, on ne pouvait pas réunir les Achaïens en synklètos. Deux sophismes qui auraient prouvé de nouveau sa mauvaise volonté évidente, mais qu'il aurait été impossible de rétorquer. Aussi, peut-être Caesar a-t-il présenté sa demande, mais sans aucun succès (et on comprendrait parfaitement que Polybe se fût abstenu de le signaler : insister sur la mauvaise foi de Kritolaos en rapportant ses arguments aurait été soit répéter XXXVIII, 11, 3, soit montrer par ricochet la mauvaise foi de Philopoïmen et Lykortas en 185). Je croirais plutôt, cependant, que S. Julius Caesar ne s'y est pas hasardé, devinant à l'avance, grâce à l'exemple de Q. Caecilius, à quelles arguties il se heurterait.

2. Assurément, il nous manque ici un passage plus ou moins long de Polybe : cf. plus haut, p. 127, n. 1. Mais, s'il est consacré, comme il est probable, au récit des négociations conduites avec d'autres Etats grecs, ces négociations se sont poursuivies sans qu'aucune assemblée achaïenne eût été tenue au courant : Pol., XXXVIII, 12, 11, l'implique. Elles sont donc demeurées purement officieuses. Rien ne permet, par conséquent, de croire qu'une assemblée eût été réunie. Le mot *παλιν* de *ibid.*, 13, 6, à première vue embarrassant, s'explique très aisément par Paus., VII, 13, 1. Au vrai, depuis la conférence d'Aigion et l'entrevue de Tégéa, la question de Lacédémone n'a pas fait, officiellement, un seul pas jusqu'à l'assemblée de Corinthe. Elle ne se présenterait pas sous cet aspect immuable si une assemblée achaïenne quelconque s'était réunie dans l'intervalle : de quoi, sinon de Lacédémone, aurait pu discuter cette assemblée ?

sa réunion est un nouveau soufflet donné à Rome. Il prouve, en effet, que Kritolaos s'est résolu à convoquer, avant la synodos normale, cette assemblée extraordinaire qu'il a refusée ¹ à l'impatience de S. Julius Caesar. L'argument qu'il a fait valoir à Tégéa s'effondre et sa mauvaise foi apparaît éclatante à tous les yeux. Une fois de plus, il nargue la puissance romaine. Et, dès lors, comment serait-il possible que Polybe, excellent polémiste ², n'eût pas saisi, en annonçant la réunion de cette synklêtos de Corinthe, l'occasion qui s'offrait à lui de faire à nouveau ressortir l'insolence intolérable du stratège ³ ? Aussi, faire de l'assemblée de Corinthe une synklêtos, est-ce supposer Polybe capable de ménager Kritolaos, en ne signalant pas une de ses impudentes maladroites : mais une pareille indulgence est contraire à toute vraisemblance. Cette assemblée ne peut donc être que la première synodos prévue par la constitution après la date de l'entrevue de Tégéa. Kritolaos est prudemment demeuré dans les termes mêmes de l'alternative qu'il a opposée au Romain : ou violer la loi en prenant personnellement une décision immédiate, ou attendre plusieurs mois pour consulter une assemblée. Il a continué à ne plus paraître songer à la possibilité d'une synklêtos avant cette date lointaine.

Ainsi, dans la mesure où un faisceau d'arguments de tout ordre peut créer la conviction à défaut d'une affirmation formelle de Polybe, il apparaît indubitable que l'assemblée de Corinthe, dont Beloch n'est pas parvenu à prouver qu'elle est une synklêtos ⁴, est en réalité

1. Explicitement ou non, peu importe.

2. Ses reproches à Timaios (XII, 3 sqq.) et à Phylarchos (II, 60 sqq.) le montrent bien tel dans le domaine scientifique. Ses invectives contre Kallikratès (XXIV, 8 sqq.), contre Diaios et Kritolaos (XXXVIII, 10, 7 sqq.) ne le montrent pas moins vif dans les questions politiques. Il ne manque ni de verve, ni de force dialectique.

3. Cet argument implique que l'*excerptor* n'a supprimé dans le texte primitif de Polybe aucune indication en ce sens, quand il est, on l'a vu, probable qu'il ne nous a pas transmis un passage qui devrait prendre place entre les chapitres 11 et 12. Mais la remarque qu'on attendrait de Polybe dans l'hypothèse envisagée aurait dû se trouver, non pas entre 11, 11 et 12, 1, mais soit après 11, 5, soit à partir de la fin de 12, 1, donc à des endroits où rien ne permet de supposer que nous ne possédions pas le texte intégral de Polybe.

4. Pour que Beloch et, avec lui, l'unanimité des critiques récents aient ainsi fait confiance à de mauvais arguments et aient fermé les yeux à l'évidence, on se doute qu'ils devaient être poussés par une raison puissante. Celle-ci n'est pas difficile à déceler. Polybe, en effet, raconte en XXXVIII, 13, 6, que cette assemblée vote « la guerre en théorie contre les Lacédémoniens, en fait contre les Romains » et on a voulu sauver de toute atteinte le principe selon lequel les délibérations « sur la guerre » ne sont autorisées qu'aux synklêtoi. Cette volonté est formellement exprimée par Lipsius, p. 171 ; Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 234 ; Francotte, *Polis*, p. 233. On la retrouve sans peine chez Hermann⁶-Swoboda, p. 393, n. 3 ; Busolt-Swoboda, p. 1559, n. 4 ; Schwahn, col. 1252, l. 41. Outre que, à mon sens, — et Pol., XXIX, 24, 5, le démontre, — ce principe souffrit dans la pratique quelques exceptions, j'at-

une synodos¹. Et la longue démonstration qui vient d'en être faite porte aussitôt ses fruits, car le récit que nous en transmet Polybe contient une remarque d'importance capitale².

tire l'attention sur le fait que Lacédémone, seule nommée dans le décret aux dires de Polybe lui-même, n'est pas un Etat étranger, mais un Etat-membre de la Confédération. Il ne s'agit donc pas, juridiquement et à proprement parler, d'une déclaration de guerre : Polybe grossit et dramatise la réalité, parce qu'il est l'ennemi de Kritolaos qui inspire le décret, parce que l'Etat visé en fait est Rome, enfin parce que le décret a été l'acte décisif qui a mené à sa ruine la Confédération. Pour les Achéiens, il ne pouvait s'agir que d'une sentence contre un Etat-membre révolté ; l'affaire ne relevait pas de la politique extérieure, mais de la politique intérieure. Si une telle expression est permise, l'illégalité était beaucoup plus pratique que théorique. On s'explique ainsi fort aisément que Polybe n'ait pas jugé à propos de la relever. Les efforts de Beloch étaient parfaitement inutiles.

1. On aperçoit mal pourquoi Polybe, en XXXVIII, 13, 7, qualifie d'« illégal » le second décret voté par la même assemblée de Corinthe. Aux termes de ce décret, « ceux qui seraient revêtus de la charge de stratège seraient souverains », c'est-à-dire, en somme, que le stratège actuel, Kritolaos, aussi bien que ses successeurs jusqu'à la fin de la guerre, seraient ἀρχόντες. Or, et d'autant plus logiquement que nous connaissons un précédent pour Aratos (Plut., *Aratos*, 41, 1), on admet toujours que la possibilité existait de donner au stratège des pleins pouvoirs, dans des cas exceptionnels assurément, toutefois sans que la loi fût pour autant violée : cf. Hermann-Swoboda, pp. 409 sq. ; Niccolini, p. 211 ; Busolt-Swoboda, p. 1569 et n. 3. Seul Schwahn paraît se douter d'une difficulté, puisqu'il précise, col. 1259, l. 24, *gegen das verfassungsmässige Bundesrecht*. Il se peut que Polybe ait vu là une illégalité. En effet, après avoir mentionné ce décret, il poursuit en ces termes : « de cette façon, il (Kritolaos) reçut une espèce d'autorité monarchique. » Il semble ainsi expliquer en quoi le décret des pleins pouvoirs est illégal, car une constitution démocratique est nécessairement incompatible avec toute « autorité monarchique ». Mais il y a toujours le cas d'Aratos, que Polybe ne pouvait pas ignorer et qui aurait dû le gêner pour apprécier ainsi le décret de Kritolaos. Aussi serais-je assez disposé à croire la seconde phrase de Polybe, celle qui commente, destinée non pas à justifier le mot « illégal », mais à montrer que Kritolaos profite de l'enthousiasme qu'il a déchaîné pour accroître son pouvoir personnel et satisfaire son ambition : on voudra bien avouer que cette explication est aussi recevable que l'autre. Dès lors, il ne resterait plus, pour rendre le décret illégal, qu'une interprétation possible : c'est que l'attribution des pleins pouvoirs, se rattachant nécessairement à la conduite d'une guerre, en tout cas décision extrêmement grave, n'aurait pu être d'après la loi que le fait d'une synklêtos, non d'une synodos. Cela concorderait très bien avec ce qu'on peut s'imaginer du rôle réservé par la loi aux synklêtoi : cf. *infra*, pp. 199 et 214. Et cela conduirait toujours à faire une synodos de l'assemblée de Corinthe. Toutefois, je n'ai pas cru possible ni utile de présenter cette suggestion autrement que dans une note incidente, car elle demeure hypothétique.

2. On a très souvent relevé cette indication de Polybe, mais surtout autrefois, quand on faisait de cette assemblée de Corinthe une synodos (cf. ci-dessus, p. 121, n. 2). On discutait alors sur son interprétation. Helwing (1829), p. 220, et Wahner (1854), p. 27, n. 20, y voyaient la preuve que la présence des pauvres à l'assemblée était à la fois contraire aux habitudes et à la loi. Freeman (1863), p. 263, n. 2 (= Freeman², p. 205, n. 2), a parfaitement rectifié en acceptant l'expression *gegen Gewohnheit*, mais en repoussant *gegen Gesetz*. Son opinion convainquit tout le monde et il suffit, en effet, de regarder le texte de Polybe pour s'apercevoir qu'il est juste : Vischer, *Kl. Schr.*, t. I, p. 569 (publié en 1864 dans *Neues Schw. Museum*, t. IV) ; Wahner (1881), p. 18. Ensuite, les critiques pensent que l'assemblée est une synklêtos ; dès lors, cette phrase n'a d'autre intérêt que de montrer l'abstention coutumière d'une bonne partie des citoyens ayant le droit d'assister aux synklêtoi : c'est en ce

Les ambassadeurs romains, survenus « par hasard » à Corinthe au moment même où l'assemblée se réunit, y prennent la parole et conjurent les Achaïens de ne pas rompre avec Rome. Leurs discours n'ont d'autre résultat que de surexciter les passions de la foule qui, « au milieu du tumulte et des cris », les expulse¹. Cela dit, Polybe interrompt un instant sa narration : il veut comprendre et faire comprendre, mais il veut aussi « minimiser » l'erreur de ses compatriotes, ordinairement sains et raisonnables². Pour cela, il explique, par leur recrutement même, la folle attitude des membres de l'assemblée : « en effet, il s'était réuni une foule d'ouvriers et d'artisans telle qu'on n'en avait encore jamais vu ; car toutes les villes, certes, étaient enfiévrées, mais surtout, et dans la totalité de ses habitants, celle de Corinthe³. »

Avant de tirer de cette phrase les enseignements qu'elle comporte, une dernière précaution est nécessaire. Il s'agit là, objectera-t-on peut-être, de circonstances exceptionnelles et déjà révolutionnaires, dont on ne saurait arguer pour prétendre découvrir l'état de choses régulier⁴. Au vrai, l'objection serait seulement spécieuse. Que la situation soit anormale, c'est ce que Polybe s'empresse de proclamer. Mais le seul point important est que, tout en rompant avec la coutume, on ait continué à observer la loi. Or, si l'époque est manifestement troublée, si même des illégalités sont commises, Polybe relève ces illégalités⁵. Puisqu'il se tait en exposant la composition de l'assemblée, c'est qu'elle est conforme à la loi. On peut se fier à lui, qui n'aurait certainement omis aucune des fautes dont Kritolaos et ses amis se seraient rendus responsables. La foule qui expulse les ambassadeurs romains n'a donc pas pénétré indûment dans l'enceinte des délibérations ; ces ouvriers et

sens qu'il faut comprendre, probablement, ce qu'en dit Gilbert, t. II, p. 116, n. 1, et, certainement, Niccolini, p. 218. Schömann-Lipsius, p. 126, n. 9, renvoie accessoirement à ce texte pour prouver que tous les citoyens ont accès aux assemblées ; mais Lipsius, pp. 171 et 173, montre qu'il s'agit pour lui d'une synklétos. Kahrstedt, col. 1415, s'appuie sur la présence d'un grand nombre de Corinthiens à l'assemblée pour déclarer qu'elle n'est pas un corps représentatif, donc qu'elle n'est pas une synodos : c'est commettre une pétition de principe, car cela suppose bien démontré que la synodos est une assemblée de députés.

1. Pol., XXXVIII, 12,2-4 : μετὰ θορύβου καὶ κραυγῆς.

2. Cf. *ibid.*, 10,7.

3. *Ibid.*, 12,5 : καὶ γὰρ συνηθροίσθη πλῆθος ἐργαστηριακῶν καὶ βαναύσων ἀνθρώπων ἴσον οὐδέποτε· πᾶσαι μὲν γὰρ ἐκορύζων αἱ πόλεις, πανδημεὶ δὲ καὶ μάλιστα πῶς ἢ τῶν Κορινθίων.

4. C'est bien le raisonnement que fait déjà Busolt², p. 360 (n. 10 de la p. 359) : dans cette assemblée, dit-il, herrschten ungeordnete Zustände, so dass sie keinen Schluss gestatten.

5. Cf. XXXVIII, 13,7.

ces artisans, qu'on n'a pas coutume de voir à l'assemblée, n'en possèdent pas moins le droit imprescriptible d'y siéger.

Dès lors, que signifie, dans l'explication de Polybe, la mention spéciale faite de Corinthe et du paroxysme atteint, dans cette ville, par l'aberration générale ¹ ? Elle n'a qu'un sens possible, que voici : c'est que ces « braillards » sont en majorité Corinthiens ; c'est que les citoyens de Corinthe, ville industrielle ², sont beaucoup plus nombreux à l'assemblée que les citoyens de chacune des autres villes fédérales ; s'ils ne forment pas la majorité de l'assistance, du moins, par leurs hurlements, la dominent-ils, imposent-ils à tous leurs passions et leur violence en réduisant au silence leurs contradicteurs possibles. Rien d'étonnant à cela, assurément, puisque l'assemblée est réunie à Corinthe. Mais encore faut-il qu'elle soit une assemblée primaire, légalement ouverte à tous les citoyens d'âge légal, et non une assemblée de députés. Car, si parfaite qu'on suppose l'organisation d'une assemblée représentative, si judicieusement proportionnée en nombre à l'importance de sa population qu'on imagine la délégation de chaque cité ³, il y a impossibilité manifeste à ce que la représentation d'une seule cité, serait-ce Corinthe, soit telle qu'elle puisse dicter sa volonté aux représentations réunies de toutes les cités fédérales. Les explications fournies par Polybe sont incompréhensibles si l'assemblée se compose de députés.

Si donc cette assemblée réunie à Corinthe au printemps de 146 est une synodos ; — et on croit avoir administré la preuve qu'elle est bien telle, — la synodos achaienne est une assemblée primaire.

III

Le moment est venu de résumer et de conclure.

L'apparition d'une assemblée représentative dans la Confédération achaienne marquerait une évolution considérable des idées grecques,

1. Je néglige ce que Polybe nous apprend de la situation des autres villes achaiennes. Bien qu'il s'agisse surtout dans son esprit de Corinthe, on peut conclure de sa phrase que, de ces villes aussi, sont venus des ouvriers et des artisans en nombre inaccoutumé. Mais ce serait évidemment le résultat de la tournée de propagande qu'a faite, l'hiver précédent, Kritolaos et on pourrait penser que les villes ont choisi leurs députés à la synodos dans une classe sociale qui, ordinairement, ne jouait aucun rôle politique.

2. C'est évidemment pourquoi Polybe insiste sur la qualité d'ouvriers et d'artisans d'une bonne partie des assistants.

3. Comme le montre, pour la « boulè » aitolienne, l'inscription *Sylloge*³, t. II, n° 546 B, ll. 18 sqq.

demeurées partout ailleurs réfractaires au véritable régime représentatif. Or, aucun des arguments invoqués jusqu'ici à l'appui de cette conception de la synodos achaienne ne se révèle irréfutable. Ils se réduisent à des synonymies rares et spécieuses dans le vocabulaire de Polybe : aucune n'a pour conséquence nécessaire que la synodos ait été, en droit, une boulè représentative. Au contraire, la langue de Polybe abonde en expressions variées qui font de la synodos une véritable assemblée populaire, accessible au commun des citoyens.

Mais, surtout, quatre récits de Polybe obligent à accepter la même conclusion. Ils sont inégalement nets. Seul, le premier, pressant et formel, apporte une preuve décisive. Les autres, cependant, complètent la démonstration. Tout d'abord, ils possèdent une force intrinsèque qui n'est pas négligeable : si on reconnaît la moindre importance à l'emploi, par Polybe, du mot *bouleutèrion*¹, une assemblée primaire est une synodos ; un citoyen fédéral qui n'est vraisemblablement revêtu d'aucun mandat parle devant une synodos ; sans que la légalité soit violée, les citoyens de Corinthe assistent en foule à une assemblée qui se tient dans cette ville et dont tout montre qu'elle est une synodos. De plus, dans chacun de ces récits, le détail révélateur prend un aspect différent ; pour chacun d'eux, c'est à ressouder un nouveau maillon, en apparence rompu, que le raisonnement doit s'efforcer : ainsi, on ne peut pas croire à une banalité stéréotypée ou à une clause de style. Enfin, la dispersion chronologique de ces quatre récits fait ressortir la continuité, au moins sur ce point, des institutions achaiennes. Entre 217 et 146, en passant par les dates intermédiaires de 208 et 185, c'est plus de la moitié de l'histoire achaienne et, de toute façon, la plus belle période de celle-ci, celle où le territoire fédéral atteint sa plus grande extension, qui se trouve enfermée. Toute hypothèse d'évolution ou de réforme est, par là-même, interdite².

La cause est jugée, semble-t-il³ : comme la synklètos, la synodos

1. J'ai assez souvent montré que la présence du mot *bouleutèrion* chez Polybe n'avait, à cet égard, aucun intérêt pour qu'on ne pense pas que je me convertisse brusquement à propos de Pol., XI, 9, 8. Mais je me place sur le terrain même qu'ont choisi les partisans de l'opinion adverse.

2. Il a été remarqué plus haut, p. 60 n. 1, que la synodos ne peut pas avoir été, dès l'origine, une assemblée représentative ; si elle avait jamais eu ce caractère, elle eût pu seulement le prendre lorsque le territoire fédéral s'était agrandi. Une démonstration valable pour la seconde moitié de l'histoire achaienne est donc largement suffisante.

3. Je n'ai pas invoqué dans cette étude la conclusion de mon mémoire *Recherches sur les secrétaires des Confédérations aitolienne et achaienne*, *Mélanges Iorga*, pp. 106-107. Elle demeure en effet trop hypothétique et ce serait diminuer la force des

achaienne était une assemblée primaire. Elle n'apportait rien d'original dans l'histoire du droit public des Grecs. Elle était seulement la transposition, dans un cadre élargi, d'une institution qui ne manque à aucune des démocraties antiques pour lesquelles nous sont parvenus des renseignements suffisants : l'assemblée régulière et générale des citoyens.

preuves qui ont été présentées ici que de prétendre l'assimiler à elles. Mais il n'est pas indifférent de noter que l'étude précise du secrétariat fédéral achaien conduit à une constatation « défavorable à l'identité théorique de la boulè et de la synodos », c'est-à-dire à la conception qui fait de la synodos une boulè représentative. Et, si elle n'est pas cela, elle ne peut être qu'une assemblée primaire. Cette rencontre n'a, d'ailleurs, rien de surprenant. La composition de la synodos a trop d'importance théorique et pratique pour qu'elle n'ait pas de répercussions sur la plupart des institutions fédérales. On devrait donc pouvoir découvrir dans chacune de ces institutions le détail caractéristique qui n'est compatible qu'avec une certaine composition de la synodos. C'est ce détail qu'il m'avait paru apercevoir dans la médiocrité du rôle politique joué par le « grammateus » achaien à partir de 255. Si les renseignements fournis par les sources étaient plus abondants, des études sur les autres institutions fédérales seraient sans doute fructueuses.

CHAPITRE QUATRIÈME

LA COMPOSITION DES ASSEMBLÉES

(suite et fin)

QUESTIONS ANNEXES ET CONSÉQUENCES

I. LA SYNODOS N'EST PAS UNE ASSEMBLÉE CENSITAIRE. — II. L'ÂGE LÉGAL EST PROBABLEMENT TRENTE ANS. — III. LE CARACTÈRE RÉGULIER OU EXTRAORDINAIRE DE LEURS SESSIONS EST LA DIFFÉRENCE ESSENTIELLE ENTRE LA SYNODOS ET LA SYNKLËTOS. — IV. LA COMPOSITION DE FAIT D'UNE SYNODOS. — V. LA CONFÉDÉRATION ACHAIENNE POSSÉDAIT-ELLE UNE BOULÈ ? — VI. EXPLICATION DE L'EMPLOI DU MOT *boulè* PAR POLYBE POUR DÉSIGNER LA SYNODOS.

La synodos achaienne était une assemblée primaire. Mais ce principe ne se suffit pas à lui-même. Il appelle des compléments qu'il faut au moins tenter de lui apporter. Il entraîne des conséquences qu'il importe de dégager.

I

L'enquête à laquelle il vient d'être procédé fournit tous les éléments nécessaires pour apprécier à sa valeur une hypothèse que soutinrent G. Busolt et G. Colin ¹, que G. Busolt abandonna ensuite spontanément ² et qu'on n'a pas vu sans surprise renaître sous la plume d'U. Wilcken et de H. Berve ³. Selon ces auteurs, la synodos représente, à côté de la synklêtos ou « grande assemblée », une « petite assemblée » ⁴. Sous l'influence d'idées oligarchiques, le droit d'accès à la synodos aurait été subordonné à la possession d'un cens déterminé, mais inconnu de nous.

1. Busolt ² (1892), pp. 356 sq.; G. Colin, *DA*, t. IV, 2 (1911), s. v. *Synodos*, p. 1588.

2. On n'en trouve plus trace dans Busolt-Swoboda, t. II (1926), là même où le rappel de cette opinion présenterait au moins un intérêt pour l'histoire de la question : p. 1555, n. 1 ; p. 1564, n. 1.

3. U. Wilcken, *Gr. Gesch. im Rahmen der Altertumsgesch.* ³ (1931), p. 199 ; H. Berve, *Gr. Gesch.*, t. II (1933), p. 288.

4. Busolt, Wilcken et Berve distinguent *eine grosse und eine kleine Bundesversammlung*. Colin est moins précis, mais, p. 1588, n. 20, invoque la *μικρά ἐκκλησία* de Sparte dont parle Xén., *Hell.*, III, 3, 8.

Les arguments invoqués par G. Busolt et G. Colin, ceux-là mêmes qu'invoqueraient aussi sans doute U. Wilcken et H. Berve s'ils entreprenaient d'étayer leurs affirmations d'un commencement de preuve ¹, sont d'une faiblesse extrême. Le principal se fonde sur l'influence que les « cavaliers » achaiens, recrutés évidemment dans la classe riche, exerçaient dans l'élection du stratège ². Mais cette influence trouvera, le moment venu, son explication naturelle ³. D'autres textes sont précieux : ils semblent faire intervenir la « noblesse » ou « la richesse et la noblesse » dans le choix d'arbitres appelés à juger des contestations de frontières ⁴. Mais cette précision, apportée sans doute pour rehausser le prestige et affirmer l'incorruptibilité de ces arbitres ⁵, concerne le fait et non le droit : on a désigné les meilleurs et les plus riches, mais rien ne permet de supposer que la loi contraignait à choisir précisément ceux-là ⁶. Rien, en tout cas, n'autorise à appliquer à la composition de la synodos ce qui est seulement et doit demeurer un symptôme de mœurs en réalité oligarchiques, animant des institutions en théorie démocratiques. Car les Achaiens se vantaient de posséder une constitution démocratique ⁷. Et cette prétention aurait été parfaitement

1. Cf. Busolt ², p. 357, n. 1, dont les arguments sont très brièvement repris (en négligeant *IvO*, n° 47) par G. Colin, p. 1588, n. 18. Tout se borne chez Wilcken à une phrase, suivie de ces mots qui, ne semblant pas s'appliquer à ce qui précède, mais à ce qui va suivre, risquent singulièrement d'induire en erreur : *Im einzelnen ist die achäische Bundesverfassung noch recht strittig*. Ce qui est surtout *strittig*, c'est l'affirmation du principe censitaire ; Wilcken fait revivre là une conception exposée en 1854 (Wahner), reprise en 1892 (Busolt ²) et en 1911 (G. Colin), dont le moins qu'on puisse dire, en conséquence, est qu'elle n'a jamais rencontré très large audience ; personne même ne s'est donné la peine de la réfuter sérieusement ; le mérite-t-elle d'ailleurs vraiment ? On ne l'entreprend ici que par scrupule et à cause du nom de ses derniers répondants. Berve n'est pas plus explicite que Wilcken. A ma connaissance, ni l'un ni l'autre n'ont cherché à justifier leur opinion dans d'autres publications. Je leur attribue les arguments de Busolt ², parce que je n'en vois aucun autre utilisable.

2. *Pol.*, X, 22, 9 ; *Plut.*, *Phil.*, 7, 4 (cf. *Phil.*, 18, 7).

3. Cf. plus loin, pp. 210 sq.

4. Cf. *Sylloge* 3, t. II, n° 665 (= *IvO*, n° 47), ll. 33-34 : [αἰρέσε]σθαι ἐκ πάντων ἀριστίνδαν ; *IG*, t. VII, n° 188, l. 8 : [αἰρε]τοὺς πλουτίνδα καὶ ἀριστίνδα. En employant le mot « noblesse » pour rendre l'idée contenue dans ἀριστίνδαν, je précise sans doute un peu trop le sens exact du mot, mais je ne pense pas qu'il soit préférable de l'adoucir, comme on le fait parfois (cf. plus haut, p. 56, n. 4) : c'est en vain qu'on chercherait à concilier l'emploi de pareilles expressions avec des mœurs véritablement démocratiques.

5. Il est curieux que cette remarque n'ait jamais été faite, bien qu'on ait souvent cherché à affaiblir la portée de ces textes. Francotte, *Polis*, p. 239, dit seulement qu'il s'agit d'un « compliment » : la nuance exacte me semble plus précise.

6. Les mots ἐκ πάντων — restitués, il est vrai, et le ν lui-même est le résultat d'une correction ; mais la lecture est très probable — de *Sylloge* 3, t. II, n° 665, l. 34, semblent au contraire s'y opposer formellement.

7. Cf. *Pol.*, II, 38, 6 ; 44, 6 ; IV, 1, 5 ; XXII, 12, 6 ; XXIII, 12, 8 ; *Sylloge* 3, t. II, n° 665, l. 17.

ridicule, si l'accès à une assemblée politique, « petite » mais jouant un rôle considérable, n'avait été accordé aux citoyens qu'au delà d'un certain degré de richesse ¹.

Au surplus, plusieurs des objections présentées contre la conception d'une synodos représentative sont également valables contre celle d'une synodos censitaire. Tout d'abord, on s'expliquerait mal, dans une telle hypothèse, l'emploi fait par Polybe des mots *agora* et *ekklèsia*, sans qu'aucune précision les accompagne, ou d'expressions comme τὸ πλῆθος, οἱ πολλοί, ὁ ὄχλος ², dont la nuance péjorative est évidente. Ensuite, il sera peu expédient d'admettre que les membres d'une synodos censitaire se confondraient à peu près avec les cavaliers et les fantassins pesamment armés ³ : encore la présence de ces derniers impliquerait-elle l'adoption d'un cens relativement bas. Mais il reste toujours que, dans l'été de 217 ⁴, pour repousser une invasion ennemie, Lykos ne mobilise pas les citoyens, même ceux qui sont incapables de supporter les frais d'un équipement de soldat « chalkaspide », alors qu'il les appelle aux armes quelques semaines plus tard ; or, le danger est identique dans les deux cas, plus pressant même peut-être dans le premier, et la seule différence perceptible est que la synodos est réunie lors de la première invasion, tandis que sa session est close lors de la seconde. Enfin, et surtout, il reste qu'à la synodos de Corinthe en 146 ⁵ se réunit « une foule d'ouvriers et d'artisans », dont le droit de siéger à cette assemblée, n'étant pas nié par Polybe, doit apparaître comme certain : ce détail est absolument incompatible avec l'hypothèse de G. Busolt, G. Colin, U. Wilcken et H. Berve ⁶.

1. G. Colin, p. 1588 et n. 19, invoque aussi Pol., XXII, 7, 3. Ce texte sera examiné de près plus loin, pp. 154 sqq., et on verra qu'il existe bien d'autres interprétations que celle de Colin. Au surplus, même si on admet que, dans cette phrase de Polybe, la boulè est un organisme différent de la synodos et plus restreint qu'elle, la restriction aux bouleutes des libéralités d'Euménès ne prouve nullement que les autres membres de la synodos possèdent une certaine fortune. En effet, pour les bouleutes, la présence à toutes les synodoi est obligatoire (ce n'est pas formellement exprimé par Colin, mais c'est un élément à peu près inévitable de sa conception), tandis qu'elle est un droit, non un devoir, pour les autres citoyens qualifiés. Puisqu'on ne peut pas indemniser tous les assistants, il est naturel qu'on réserve les misthoi à ceux qui n'ont pas la liberté de demeurer chez eux.

2. Sur ces mots et expressions, cf. *supra*, pp. 81 sq.

3. Cette hypothèse permettrait de résoudre la difficulté soulevée par l'assemblée où Philopoïmen prêche aux citoyens la vie simple et le bon entretien de leurs armes : cf. plus haut, pp. 95 sqq.

4. Cf. *supra*, pp. 89 sqq.

5. Cf. *supra*, pp. 132 sq.

6. Aussi Busolt ², p. 360 (n. 10 de la p. 359) s'empresse-t-il d'affirmer, à tort comme on l'a vu, que le jeu régulier de la constitution fédérale est alors suspendu. De même, selon G. Colin, p. 1588 et n. 15, cette assemblée est une synklêtos. — En

Il faut donc admettre qu'aucune condition de cens n'était exigible à l'entrée à la synodos. Cette assemblée appartenait théoriquement ¹ au type démocratique normal.

II

La question des conditions d'âge mérite aussi d'être examinée, puisque la loi exigeait trente ans révolus pour les membres de la synklêtos ². Mais, en l'absence de tout texte formel, cette question ne peut pas être résolue pour la synodos avec une certitude satisfaisante. La solution la plus vraisemblable est que la même limite inférieure de trente ans était valable pour les deux assemblées. On ne peut, cependant, invoquer en sa faveur que des arguments dont il ne faut pas se dissimuler qu'aucun n'est décisif.

Le plus fort provient de l'absence, dès maintenant dûment constatée, d'opposition essentielle, de différence de nature entre les synklêtoi et les synodoi : ces deux catégories d'assemblées appartiennent, l'une comme l'autre, au type de l'assemblée primaire. On cherchera bientôt à préciser les caractères légaux qui les distinguent, mais il est déjà permis d'affirmer que tout se réduit, en somme, à des nuances secondaires : il n'existe pas entre elles le fossé infranchissable qui se creuserait aussitôt entre une assemblée primaire et une assemblée représentative. Dès lors, il est infiniment probable que l'âge minimum de trente ans, attesté de façon sûre pour l'accès à la synklêtos, est aussi la seule condition exigée des citoyens qui veulent prendre part aux séances de la synodos.

Cette limite ne risque pas de paraître trop libérale, puisque la loi réserve à la synklêtos les décisions sur les affaires les plus graves. Si les Achaïens ont jamais pu songer à créer une assemblée servant de frein, plus âgée, plus expérimentée et, partant, plus pondérée, c'est la synklêtos et non la synodos qu'ils ont organisée à cet effet. Ainsi, toute discussion sur l'âge nécessaire pour l'accès à la synodos ne saurait tendre qu'à le fixer au-dessous de trente ans et on pourrait, en effet,

revanche, l'hypothèse de la synodos censitaire se concilie très aisément avec ce qui a été dit de la présence de l'Aiginète Kassandros à la synodos de Mégapolis en 185 : cf. *supra*, pp. 102 sqq.

1. Théoriquement seulement, car, en fait, comme on le verra, la majorité légale était entre les mains des gens aisés.

2. Pol., XXIX, 24, 6. Des critiques qui font aussi de la synodos une assemblée primaire, aucun ne s'est posé formellement la question qui va être étudiée ici. Mais tous, implicitement, acceptent la solution à laquelle je me rallierai.

être tenté de s'engager dans cette voie en remarquant que les démocraties grecques adoptent d'ordinaire une limite moins tardive ¹.

Mais il faut, alors, observer qu'un certain nombre d'États péloponnésiens font de la trentième année une étape décisive dans la vie du citoyen. Si celui-ci peut, avant cet âge, posséder et exercer des droits civils et politiques, du moins les mœurs continuent-elles à le ligoter jusque-là d'entraves qui interdisent de voir en lui un citoyen parfait. La chose est bien connue pour Sparte, où il faut au moins admettre qu'un citoyen peut seulement après l'achèvement de sa trentième année paraître sur le marché pour y faire les emplettes nécessaires à l'entretien de sa famille ² : cette famille peut exister auparavant, mais le Spartiate n'a pas le droit de s'occuper ouvertement d'elle ³. Il est encore un texte de Polybe, moins célèbre bien qu'aussi curieux, qui concerne cette fois l'Arcadie. Encore à l'époque où écrit Polybe — c'est dire que cette coutume a été en vigueur pendant toute la durée de la Confédération achaienne —, l'étude de la musique est obligatoire, dans toutes les cités arcadiennes sauf Kynaitha, « non seulement pour les enfants, mais même pour ceux qui deviennent jeunes gens (νεανίσκοις γενομένοις) jusqu'à trente ans ⁴ ». L'intérêt de cette phrase est double. Il est tout d'abord dans cette sorte d'« obligation scolaire » à laquelle sont astreints les citoyens jusqu'à un âge aussi avancé. Il est ensuite dans cette étiquette de « jeunes gens »,

1. Les renseignements précis et d'interprétation sûre n'abondent pas, même pour des villes comme Sparte ou Athènes. Pour Sparte, cf. la n. suivante. Pour Athènes, l'âge minimum était théoriquement dix-huit ans, pratiquement vingt ans (cf. Glotz, *DA*, t. II, 1, art. *Ekklesia*, p. 516 ; *Cité grecque*, p. 179 ; Brandis, *RE*, t. V, s. v. *Ἐκκλησία*, col. 2169 ; etc.). On généralise d'habitude en considérant la règle athénienne comme normale : Brandis, *ibid.* ; Busolt, p. 247 ; Keil, p. 329 ; Ehrenberg, p. 17 ; etc.

2. C'est là l'opinion la plus défavorable au rapprochement qui est ici tenté ; elle est celle de M. P. Nilsson, *Die Grundlagen des spartanischen Lebens* (*Klio*, 1912, t. XII, pp. 308-340), p. 311, mais elle n'a été partagée que par Busolt-Swoboda, p. 691 et n. 3. Si elle correspond très exactement à Plut., *Lyk.*, 25, où *agora* désigne certainement le marché et non l'assemblée, elle se heurte aux affirmations formelles de Libanios, *Decl.*, 24, en particulier 14. Dans ce dernier texte, il s'agit de la participation à l'assemblée autorisée seulement à partir de trente ans. C'est bien l'opinion généralement admise : cf. Glotz, *DA*, t. II, 1, p. 512 ; Brandis, *RE*, t. V, col. 2169 ; Ü. Kahrstedt, *Gr. Staatsrecht*, t. I, *Sparta und seine Symmachie* (Göttingen, 1922), pp. 48 sq. et 257 ; Jardié, *Formation du peuple grec*, p. 174 ; Glotz, *Cité gr.*, p. 96 ; Glotz et Cohen, *Hist. gr.*, t. I, p. 364 ; etc. Le rapprochement entre Sparte et la Confédération achaienne s'impose alors bien davantage encore.

3. Le Spartiate, jusqu'à trente ans, doit vivre nuit et jour avec ses camarades : Plut., *Lyk.*, 15 ; Xén., *Lak. Pol.*, I, 5.

4. *Pol.*, IV, 20, 3 sqq., et surtout 7 : τὴν μουσικὴν παραλαβεῖν ἐπὶ τοσοῦτον ὥστε μὴ μόνον παισὶν οὔσιν, ἀλλὰ καὶ νεανίσκοις γενομένοις ἕως τριάκοντ' ἔτων κατ' ἀνάγκην σύντροφον ποιεῖν αὐτῇν.

νεανίσκοι, sous laquelle Polybe, Arcadien et Achaien, range tous ceux qui n'ont pas atteint trente ans ¹. Ainsi, non seulement à Sparte, mais aussi en Arcadie, la véritable majorité civique n'est atteinte qu'à la fin de la trentième année : ce retard apporté à la date conventionnelle où l'homme acquiert normalement le maximum d'indépendance et de conscience individuelles à quoi il puisse prétendre est chose assez courante dans le Péloponnèse ². Il n'y aurait donc pas lieu de s'étonner que les Achaïens eussent reculé jusqu'au début de la trente et unième année le libre et plein exercice, pour le citoyen, de ses droits politiques et l'accès à toutes les assemblées, synodoi comme synklètoi ³.

On aperçoit l'incertitude de cette conclusion et les réserves dont il convient de l'entourer. Mais, dans l'état actuel de notre documentation, aucune autre hypothèse n'apparaîtra moins invraisemblable.

III

Tout conduit ainsi à attribuer aux deux assemblées achaïennes une composition légale identique. Mais ce résultat soulève inévitablement une nouvelle question : pourquoi deux noms officiels différents pour deux assemblées théoriquement semblables ? Il convient donc de rechercher en quoi synodoi et synklètoi s'opposaient au regard de la loi. On aperçoit sans peine, d'ailleurs, dans quelle direction doit s'orienter cette recherche. Dès le début de cette étude ⁴, en effet, deux critères

1. Cf. encore *οἱ νεανίσκοι* en *ibid.*, 9, et *οἱ νέοι* en *ibid.*, 12 : on ne peut pas douter que ces expressions ne désignent, là encore, tous ceux qui n'ont pas atteint trente ans.

2. C'est signe de tendances oligarchiques : à Athènes, lors du coup d'Etat de 411, l'âge civique fut reculé à trente ans (Arist., *Ath. pol.*, 30, 3).

3. On ne peut rien tirer du fait que, dans la Confédération achaïenne, l'âge minimum d'accès aux magistratures était également trente ans. Cette affirmation n'est pas sûre, mais elle est infiniment probable : cf. Wahner, p. 35 ; Weinert, p. 21 ; Niese, t. II, p. 293 et n. 8 ; Schömann-Lipsius, p. 130 ; Beloch, *Gr. Gesch.*, t. III, 2, p. 179 (= *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 228) ; Hermann-Swoboda, p. 400, n. 3 ; Niccolini, pp. 205 et 207 ; Busolt-Swoboda, p. 1563 et p. 1564, n. 1 ; Schwahn, col. 1256, ll. 62 sqq. Elle est fort peu utile ici, car la participation à la synodos découle du droit individuel de chaque citoyen et non d'une élection quelconque. Le seul critique, d'ailleurs, qui s'abandonne à un raisonnement de ce genre, est Keil. Il pose tout d'abord, pp. 329 sq., comme principe que les Grecs n'ont normalement attribué aux citoyens qu'après trente ans les pleins droits politiques, c'est-à-dire le droit d'être élu aux diverses fonctions publiques : ce principe m'apparaît bien hasardeux, car nous manquons de renseignements assez nombreux pour généraliser ainsi. Ensuite, p. 416, il voit dans l'adoption de cette limite d'âge par les Achaïens pour la synodos un indice que cette assemblée est composée comme une boulè. Tout ce raisonnement est faussé par ce fait que l'accès à la synklètos était lié aussi à l'achèvement de la trentième année. Mais, puisque Keil déclare, p. 417, que cette limite d'âge n'existait pas pour la synklètos, il commet une grosse erreur dans l'interprétation de Pol., XXIX, 24, 6.

4. Cf. plus haut, pp. 38 sqq.

provisoires ont été retenus pour discerner, parmi les assemblées dont Polybe n'a pas spécifié la nature, une synodos d'une synklêtos. Ils ont pour base, l'un la compétence spécialisée de la synklêtos, l'autre le caractère extraordinaire de ses sessions. Critères empiriques et sans aucune sûreté, a-t-il été précisé, mais qui impliquent cependant, l'un comme l'autre, l'existence de différences légales entre les deux assemblées. La véritable question se pose alors sous cette forme : dans quelle mesure la valeur de ces critères se trouve-t-elle modifiée par les premiers résultats de notre enquête ?

L'une de ces distinctions, celle qui invoque la loi de compétence, loin de rien perdre de sa fragilité — car aucun des textes examinés jusqu'ici ne lui a fait faire un seul pas —, aurait bien plutôt tendance à s'affaiblir, car les faits eux-mêmes l'ont parfois démentie. On a vu, en effet, une synodos réunie à Mégalopolis en 185 « renouveler l'alliance » entre la Confédération achaïenne et le royaume de Pergame¹ : or, l'idée d'alliance, et plus précisément d'alliance militaire, qui est contenue dans le mot *συμμαχία*, est très proche de l'idée de guerre dont tous les tenants et aboutissants semblaient être réservés à la décision de la seule synklêtos. De même, à cette assemblée de Corinthe du printemps 146 qui est très vraisemblablement une synodos, Kritolaos fait adopter un décret déclarant la guerre « en théorie aux Lacédémoniens, en fait aux Romains² ». Assurément, au regard du droit constitutionnel achaïen, ce n'est pas là une déclaration de guerre, qui ne peut être lancée que contre un État étranger, — alors que Lacédémone est seulement un État-membre révolté³. Mais cette conception est celle d'un juriste, non d'un homme politique qui veut pratiquer l'obstruction : celui-ci fait flèche de tout bois, utilise tous les arguments sans se lasser. Or, à cette assemblée, Kritolaos est loin de ne compter que des amis qui partagent ses passions antiromaines ; il a également en face de lui des adversaires qui conservent de bonnes relations avec les Romains et proclament, non sans hardiesse, qu'ils ne sont pas prêts à les rompre⁴. Cependant, aucun d'eux ne songe à chicaner, à invoquer la loi de compétence, sinon pour empêcher, du moins pour retarder le vote de cette déclaration de guerre. Comment s'expliquer leur apathie, sinon par l'accoutumance qu'ils devaient avoir acquise pour

1. Cf. Pol., XXII, 7, 8 : οἱ παρ' Εὐμένους πρέσβεις... τὴν τε συμμαχίαν τὴν πατρίαν ἀνανεώσαντο.

2. Pol., XXXVIII, 13, 6.

3. Cf. plus haut, p. 130, n. 4.

4. Pol., XXXVIII, 13, 4-5.

de semblables errements ? Ainsi, ces deux exemples montrent que les droits propres de la synklêtos n'étaient pas toujours scrupuleusement sauvegardés et que la synodos ne se faisait pas faute d'agir dans un domaine où la loi lui interdisait de pénétrer.

Au surplus, ce qu'on sait désormais de la composition des synodoi n'est pas sans porter logiquement atteinte au principe même de la compétence spécialisée de la synklêtos. Aussi longtemps qu'on pouvait croire la synodos équivalente en droit à une boulè représentative, on comprenait aisément à quelles raisons profondes répondait ce principe. Boulè probouleumatique, la synodos n'aurait pu prendre de décision immédiate que sur les affaires de minime importance ; toutes les grandes questions qui, telles les guerres, mettaient en jeu l'existence et les intérêts de la nation, n'auraient été tranchées, après étude préalable de la synodos, que par la synklêtos, seul organe où s'exprimait directement la souveraineté populaire¹. La loi qui réserve les droits supérieurs de la synklêtos s'édifiait alors sur un fondement logique inébranlable. Mais le fondement s'est évanoui eu même temps que disparaissait toute possibilité de faire de la synodos une assemblée de députés et de limiter son rôle à celui d'une boulè. Aussi voit-on mal maintenant — très momentanément, d'ailleurs, car on verra mieux par la suite² — pourquoi la loi achaïenne n'accorde qu'à la synklêtos le droit de délibérer « sur une aide militaire »³ et pourquoi deux assemblées ayant même composition et, par conséquent, même valeur théoriques, n'auraient pas possédé les mêmes pouvoirs souverains. On s'explique en revanche sans peine la fréquence des illégalités commises.

Le débat sur la composition légale des assemblées achaïennes atténue donc considérablement cette différence entre les deux types d'assemblées. La conséquence pratique en est qu'une prudence extrême s'impose avant d'invoquer, pour établir qu'une assemblée est une synklêtos, la nature des décisions prises par elle.

Il n'en est heureusement pas de même du second critère, tiré du caractère vraisemblablement régulier des sessions de la synodos qui s'opposerait par là à la synklêtos, assemblée extraordinaire.

Cette opposition devait apparaître sans valeur si l'opinion courante sur la composition des synodoi s'était trouvée exacte. En effet, elle

1. Et c'est pourquoi, précisément, les critiques qui font de la synodos une assemblée de députés tiennent si obstinément à réduire son rôle à celui d'une boulè et cherchent à se débarrasser de tous les cas gênants : cf. *infra*, pp. 217 sqq.

2. Cf. *infra*, pp. 199 sq.

3. Pol., XXIX, 24, 5.

entraînait, on vient de le voir, une séparation très nette de la compétence respective des deux assemblées. Dès lors, si la synodos était une assemblée représentative tandis que la synklêtos était une assemblée primaire, si la synodos remplissait les fonctions normales d'une boulê tandis que la synklêtos était l'assemblée souveraine, il était logiquement inévitable que la synodos, outre ses sessions régulières à des époques fixées par la loi, pût être convoquée à d'autres dates. Pour trancher rapidement des affaires imprévues qui relevaient de sa compétence particulière, mais surtout pour préparer le travail de la synklêtos, étudier la question qui serait soumise à celle-ci et rédiger un probouleuma, la synodos avait certainement le droit de se réunir parfois en sessions extraordinaires. Certains critiques, tels K. J. Beloch¹, n'ont pas aperçu cet aboutissement nécessaire d'un raisonnement dont ils établissaient eux-mêmes les prémisses. Même ceux qui l'ont admis² n'ont pas fait, en général, grand usage de cette possibilité théorique. Ils ne considèrent comme des synodoi extraordinaires que de très rares assemblées dont la qualité de synodoi est indiscutable et qui, par leur date, dans la mesure où elle peut être précisée, ne coïncident pas avec l'une ou l'autre des synodoi régulières dont ils ont, par ailleurs, déterminé l'époque³; toutes les autres assemblées extraordinaires sont classées par eux dans la catégorie des synklêtoi. L'erreur logique est flagrante. C'est agir comme si l'hypothèse des synodoi extraordinaires n'avait été conçue qu'en désespoir de cause, pour se tirer de situations embar-

1. Il faut citer, avec Beloch, Hermann⁶-Swoboda et Schwahn. Nulle part ces trois auteurs n'abordent la question; on ne peut donc pas affirmer qu'ils croient à la possibilité de synodoi extraordinaires; toutefois, il semble que ce soit une chose trop importante pour qu'ils l'eussent négligée s'ils l'avaient aperçue. Ce silence est bizarre, surtout pour Schwahn dont l'attention aurait dû être éveillée sur ce détail par des travaux antérieurs. L'explication s'en trouve, me semble-t-il, d'abord dans le sens normal du mot *synklêtos* (cf. *infra*, p. 146), ensuite dans l'influence, inconsciente, exercée par la longue série des travaux antérieurs à celui de Beloch, où jamais l'hypothèse d'une synodos extraordinaire n'est émise puisqu'on y considère la synodos comme une assemblée primaire. Le critique qui adopte une théorie nouvelle n'en aperçoit pas toujours toutes les conséquences logiques et ses partisans ne réparent pas aussitôt les lacunes de son raisonnement. Il n'empêche que, dès qu'on adopte les idées de Beloch, Hermann⁶-Swoboda et Schwahn sur la composition des synodoi, on ne peut échapper à l'hypothèse des synodoi extraordinaires. — Je néglige un certain nombre d'auteurs cités *supra*, p. 50, n. 1 : la nature de leurs publications leur interdisait de s'arrêter aux détails.

2. Niccolini, p. 224 et n. 3; Caspari, pp. 216 sq.; Busolt³-Swoboda, p. 1557. W. W. Tarn, *CAH*, t. VII, p. 737, semble admettre aussi l'existence des synodoi extraordinaires.

3. Des auteurs cités à la n. précédente, Niccolini est le seul qui se hasarde à donner des exemples précis de synodoi extraordinaires; mais il se borne, p. 225 (n. 3 de la p. 224), à en indiquer trois.

rassantes¹, alors qu'elle est, tout au contraire, partie intégrante et inéluctable d'un système d'ensemble. Puisqu'on veut que « la synodos se comporte à l'égard de la synklêtos, dans les cas où la décision est réservée à celle-ci, comme un conseil à l'égard de l'assemblée générale² », chaque session de la synklêtos devait avoir été précédée d'une session de la synodos, puisqu'une « assemblée générale » ne peut délibérer sans un probouleuma du « conseil »³. Aussi, à moins que la synklêtos se fût réunie toujours à peu près aux mêmes dates, peu de temps après une session légale et régulière de la synodos, c'est-à-dire à moins que la synklêtos eût cessé en fait d'être une assemblée extraordinaire, il fallait admettre, sous peine de contradiction logique, que le nombre des synodoi extraordinaires avait été au moins aussi grand que celui des synklêtoi⁴. Pratiquement, donc, rien ne montrait qu'une assemblée réunie en dehors des dates légales et convoquée à l'improvisite fût une synklêtos⁵ ; elle pouvait tout aussi bien être une synodos.

Mais cette conclusion désespérante n'est admissible que si la synodos est une boulê représentative à compétence limitée en fait comme en droit. Puisqu'il n'en est rien, la question revêt un aspect tout différent. Non seulement l'hypothèse des synodoi extraordinaires perd cette rigueur logique qui la rendait irrésistible. Mais elle devient en elle-même très malaisément concevable⁶. Car, puisqu'il faut que les deux assemblées diffèrent officiellement, puisqu'elles ont, théoriquement au moins, une composition identique, puisque la loi qui taille à

1. C'est bien, en réalité, l'impression que laisse la lecture des raisonnements de Niccolini, p. 209, n. 1 ; p. 219 ; pp. 227 sqq. Cf. *Mél. Glotz*, t. I, p. 58 et n. 3.

2. Busolt-Swoboda, p. 1558 : *Die Synodos verhielt sich zur Synklêtos in den Fällen, in denen dieser die Entscheidung vorbehalten war, wie ein Rat zur Gemeindeversammlung*. Tous ceux qui ont un système cohérent et qui font de la synodos une assemblée de députés pensent de même.

3. On se place toujours dans le cadre de l'Etat démocratique normal, c'est-à-dire, en somme, d'une constitution calquée sur la constitution athénienne.

4. Un seul critique, U. Kahrstedt, n'a montré aucune timidité dans l'usage qu'il a fait de l'hypothèse des synodoi extraordinaires. Il en a même abusé, mais il a été certainement beaucoup plus logique avec lui-même que ses devanciers : cf. *REA*, 1933, t. XXXV, pp. 457 sqq.

5. Cependant, un critique tel que Busolt-Swoboda, tout en acceptant, p. 1557, la possibilité des synodoi extraordinaires, n'en raisonne pas moins constamment comme si toutes les assemblées extraordinaires devaient être des synklêtoi : ainsi, p. 1558 (n. 5 de la p. 1557), il accepte la prétendue démonstration par laquelle Beloch fait de l'assemblée tenue à Corinthe au printemps 146 une synklêtos, démonstration dont on a vu qu'elle implique qu'il n'y a pas de synodoi extraordinaires ; ainsi encore, il aperçoit, p. 1555, le sens normal du mot même de *synklêtos* sur lequel on va bientôt attirer l'attention ; etc.

6. Aussi aucun des critiques qui font de la synodos une assemblée primaire n'a-t-il jamais admis qu'il pût exister des synodoi extraordinaires : sur la véritable opinion de Lipsius, cf. *supra*, p. 38, n. 2.

l'une d'entre elles une compétence spécialisée est souvent violée en fait, on cherche en vain ce par quoi elles s'opposent, si ce n'est par le caractère régulier des sessions de l'une, la synodos, extraordinaire des sessions de l'autre, la synklêtos. Toutes les autres distinctions imaginables, lieu des réunions, convocation de l'assemblée, présidence et organisation interne des séances, modalités du vote, etc., ne constituent évidemment que des détails : elles ne peuvent pas suffire à justifier l'introduction, dans le vocabulaire officiel, de deux dénominations si nettement différentes. Aussi bien, c'est dans cette voie que le mot même de *synklêtos* convie à rechercher la solution. Cet adjectif, joint à *ekklèsia* ou employé substantivement comme chez les Achaiens, est en effet d'usage courant dans la langue politique grecque pour désigner l'assemblée populaire extraordinaire en l'opposant à la même assemblée réunie à des dates légales¹. L'autre sens normal du mot, celui de « conseil », qui n'est au surplus affirmé avec certitude que pour le Sénat romain², ne peut évidemment convenir pour une assemblée primaire. L'assemblée achaienne qui porte officiellement le nom de *synklêtos* doit donc être, essentiellement, une assemblée extraordinaire. Mais le choix de ce nom demeurerait incompréhensible si l'autre assemblée, primaire elle aussi, peut tenir également des sessions extraordinaires. Aussi la synodos doit-elle être, essentiellement, une assemblée régulière.

La véritable différence théorique entre les deux types d'assemblées est ainsi découverte. C'est en toute confiance qu'on pourra qualifier de synodos une assemblée dont le contexte prouve qu'elle est réunie à une époque connue à l'avance et de synklêtos une assemblée dont le

1. Le mot est surtout connu pour Athènes : *IG*², t. II, nos 838 ; 857 ; 897 ; 911 ; 945 ; *Esch.*, II, 72 ; *Dém.*, XIX, 123 ; etc. Il faudrait encore citer des mots de formation à peu près identique : *συνκλείς* à Larisa (*IG*, t. IX, 2, no 517, l. 10) ; *ἐπισκλητος* à Néapolis (*IG*, t. XIV, nos 757 ; 760) ; *πρόσκλητος* à Aigialé (*IG*, t. XII, 7, no 401, l. 16) ; etc. Cf. H. Swoboda, *Gr. Volksbeschl.*, pp. 307 sqq. ; Brandis, *RE*, t. V, s. v. *Ἐκκλησίαι*, col. 2164 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 115, n. 7 ; Busolt³, p. 447, et Busolt³-Swoboda, p. 990 ; etc. Sur une opinion contraire, mais isolée et erronée, de W. Schwahn, cf. la n. suivante.

2. Toute référence est inutile pour prouver que les Grecs ont appelé le Sénat romain *ἡ σύγκλητος*. Resterait à savoir si ce mot, ou un mot voisin, n'a pas été aussi l'équivalent de *boulè* dans certaines villes grecques. Discuter cette question en détail mènerait beaucoup trop loin, d'autant plus que Keil, pp. 368 sq., l'a rattachée à une théorie très large sur le sens primitif de mots comme *ἐκκλητοί*, *ἐπίκλητοι*, etc... Je me borne à signaler Ad. Wilhelm, *Beitr. z. gr. Insch.*, pp. 181 sqq. ; Brandis, *RE*, t. V, col. 2165 ; Schulthess, *RE*, t. VII, s. v. *Ἀλλεία*, col. 2236 ; la n. 2 de Dittenberger à *Sylloge*³, t. II, no 715 (= *Sylloge*², t. I, no 323) ; Hermann⁶-Swoboda, p. 128, n. 1 ; Busolt³, p. 443, n. 2 ; W. Hüttl, *Verfassungsgesch. v. Syrakus* (Prag, 1929), p. 71, n. 30 ; Schwahn, *RE*, t. IV A 2, s. v. *Σύγκλητος*, col. 1410 ; Wickert, *ibid.*, s. v. *Syrakusai*,

contexte prouve qu'elle se réunit à une époque où personne ne pouvait prévoir sa convocation.

IV

L'intérêt de cette discussion ne réside pas seulement dans l'acquisition de ce critère sûr qui en est la conséquence pratique. Il vient aussi de ce que, désormais, la composition réelle, de fait, des synodos se comprend sans effort.

Si, en effet, il est bien établi que les deux assemblées, synodos et synklêtos, ont même composition théorique, il n'en faut pas moins qu'une différence pratique existe dans leur composition. Cette nécessité apparaît inévitable dès qu'on lit la phrase où Polybe, en racontant l'incident de 168, parle d'une synklêtos « où se réalisa la réunion, non seulement de la boulè, mais de tous ceux qui avaient dépassé trente ans ¹ ». On a vu plus haut quelle interprétation doit recevoir cette phrase ² : elle oblige à croire que la synodos attire en temps habituel une assistance moins nombreuse que la synklêtos. C'est ce fait, paradoxal en apparence puisque les deux assemblées sont ouvertes aux mêmes citoyens, dont il convient maintenant de rendre compte et la tâche est aisée après les explications précédemment fournies.

La synklêtos, assemblée extraordinaire assez peu fréquemment réunie, à qui sont légalement réservées les décisions sur les affaires importantes, doit par là-même voir accourir à ses séances un nombre considérable de citoyens ³. Il ne peut pas en être ainsi pour la synodos. D'une part, assemblée régulière, elle se réunit plusieurs fois dans l'année : sa périodicité même, en créant la monotonie et la banalité, doit lasser l'intérêt que l'assemblée aurait pu susciter. D'autre part, sa compétence est restreinte et l'examen des problèmes graves lui est interdit par la loi : sa réunion ne peut donc constituer un de ces grands événements politiques dont les foules sont friandes. On conçoit ainsi très facilement que l'immense majorité des citoyens demeure indifférente à la nouvelle de sa convocation. Il est tout à fait humain que l'« Achaïen moyen » consente à des sacrifices de temps et d'argent

col. 1534. Pour Akragas et Mélitè, il est probable que *synklêtos* désigne le conseil. Pour Syracuse, au contraire, si on accepte la restitution d'Ad. Wilhelm à *IvM*, n° 72, l. 7 (ἐδ[ο]ξε τῷ σ[υ]γκλήτῳ καθὰ καὶ τῷ βουλῇ...), le mot désigne une assemblée. Schwahn est seul à penser à ce sujet qu'il s'agisse de l'assemblée ordinaire : en ce sens, ce serait vraiment un *hapax* et son erreur semble certaine.

1. XXIX, 24, 6.

2. Cf. *supra*, p. 44 et 73 sq.

3. Cf. plus haut, pp. 45-46.

pour ce qui est exceptionnel et important, donc intéressant, mais que, blasé, il s'y refuse pour ce qui se renouvelle à époques fixes et pour entendre discuter les affaires courantes. Ainsi, sauf des cas très rares, dus à des circonstances particulières — et la synodos de Corinthe au printemps de 146 en est un, si anormal précisément que Polybe juge nécessaire de l'expliquer¹, — une synodos ne peut réunir qu'un public assez maigre, au moins en comparaison du public habituel de la synklêtos². Malheureusement, toute tentative d'évaluation numérique est vouée à l'échec.

Quant au recrutement des assistants selon les cités et les classes sociales, le bon sens suffit, sans doute, pour s'en faire une idée, à défaut d'indications précises tirées des sources. Il est, en effet, probable que les habitants de la ville où la synodos est réunie forment la majorité de l'assemblée, puisqu'ils peuvent y participer sans avoir à voyager ni à séjourner hors de chez eux. Toutefois, s'il advient que de pauvres gens se glissent parmi eux, ce n'est jamais qu'en petit nombre, la grande masse s'abstenant pour ne pas perdre son salaire quotidien³. Aussi ce qu'on pourrait appeler la classe moyenne, petits propriétaires et petits commerçants, doit-elle dominer dans ce contingent local et, par conséquent, dans l'assemblée. Et cela est parfaitement compatible avec les termes de τὸ πλῆθος, οἱ πολλοί, ὁ ὄχλος dont use Polybe ; car cette classe moyenne se différencie nettement de l'élite intellectuelle et sociale. Mais il ne peut en être de même pour les citoyens venus des autres villes fédérales. Ceux-ci appartiennent certainement à la classe riche qui, seule, est en mesure de supporter les pertes de temps et d'argent que le déplacement entraîne. En revanche, leur nombre doit être très faible, au moins relativement au nombre total des assistants, car il n'est guère de dévouement ou de passion politique qui ne finisse par se lasser. Il suffit, néanmoins, qu'un seul citoyen de chaque cité adhérente à la Confédération soit présent — et penser que ce minimum n'est pas toujours atteint serait pousser trop loin l'hypothèse⁴ — pour que l'assemblée puisse être réputée être elle-même le peuple tout entier et que ses membres puissent être désignés par les mots οἱ Ἀχαιοί.

1. XXXVIII, 12, 5.

2. Aussi l'offre d'Euménès (Pol., XXII, 7, 3 ; *infra*, pp. 154 sqq.) ne concerne-t-elle que les seules synodoi : les synklêtoi ne souffrent pas de l'absentéisme.

3. On examinera ensuite, pp. 331 sqq., la question de l'existence des misthoi et elle recevra une réponse négative.

4. Cf. *infra*, p. 378 et n. 1 ; p. 393, n. 3.

Fiction légale assurément, mais fiction communément admise, sous tous les climats et à toutes les époques, puisqu'elle se retrouve dans tous les régimes, antiques ou modernes, où le citoyen possède des droits politiques sans être soumis à l'obligation de les exercer.

L'essentiel est que chaque cité puisse faire entendre sa voix. Dès lors, puisque — comme on le verra — le vote se fait, au moins dans les cas importants, par cités et non par têtes, tous les principes sont sauvegardés. L'importance numérique du contingent local ne porte aucune atteinte à l'équilibre entre les cités voulu par les auteurs de la constitution. Sans doute, dans les époques de crise, quand l'assemblée est houleuse et les passions déchaînées, les citoyens de la ville où siège la synodos, beaucoup plus nombreux que ceux de n'importe quelle autre ville, sont capables de troubler la séance par leurs cris, de mener une obstruction gênante, d'intimider les autres assistants et d'imposer leur volonté : encore faut-il, pour cela, qu'ils forment un bloc à peu près unanime et qu'ils ne rencontrent en face d'eux que des timides ou des irrésolus également impressionnables. Mais, dans des circonstances normales et pour trancher les affaires courantes, quand tout se passe paisiblement et dans l'ordre — situation la plus fréquente et, au surplus, seule éventualité que la loi veuille et puisse envisager —, rien de semblable ne peut se produire. Le groupe, fût-il infime, des citoyens de chaque cité émet son vote particulier dont le poids, toutes choses égales d'ailleurs¹, est identique à celui du vote émis par la foule des citoyens originaires de la ville où l'assemblée est réunie.

Toute cette reconstruction est hypothétique. Mais elle est la vraisemblance même et ne peut se heurter à aucune objection grave².

V

Une dernière difficulté subsiste désormais : pourquoi Polybe nomme-t-il *boulè* une synodos ainsi composée ? Dans l'opinion communément admise jusqu'ici, qui fait de la synodos un corps représentatif, cette synonymie ne pose aucune énigme, puisqu'elle correspond à la nature

1. Cette réserve fait allusion à la possibilité d'une répartition des suffrages entre les diverses cités, inégale selon l'importance de chacune d'elles. Mais, même dans cette hypothèse, il est bien certain que les auteurs de la répartition n'auraient pas donné à une ville quelconque un nombre de voix tel qu'elle eût disposé de la prépondérance : rien, au surplus, n'aurait pu justifier un pareil état de choses.

2. Cette opinion est, naturellement, déjà celle de tous les critiques qui font de la synodos une assemblée primaire : cf. Freeman², pp. 207 sqq. ; Gilbert, p. 115 ; Lipsius, pp. 174 sq. ; etc.

même des choses et puisque, juridiquement, synodos et boulè ne sont qu'un seul et même organe. Mais, cette conception écartée comme elle doit l'être, il est nécessaire d'expliquer l'adoption, par Polybe et ses compatriotes achiens, de parcellles habitudes de langage. Cette question serait simple à résoudre, s'il était possible de répondre avec certitude à une question préjudicielle qu'elle soulève inévitablement et qu'il importe d'examiner en premier lieu : existait-il ou non une boulè achaienne, c'est-à-dire, en termes plus précis, un corps politique officiellement distinct de la synodos, composé de représentants désignés par les cités fédérales, remplissant les fonctions normales, essentiellement la fonction probouleumatique, du conseil dans un État d'organisation démocratique ?

En faveur de l'existence d'une boulè, certains arguments peuvent être invoqués ; mais aucun n'a de valeur véritablement probante.

Tout d'abord, l'argument d'analogie. La boulè paraît avoir été, aussi bien dans les États unitaires que dans les « États fédéraux », un rouage à peu près constant de la vie politique. C'est seulement dans des cas extrêmement rares qu'il est absent¹, ou plutôt qu'il paraît l'être, car jamais cette absence ne nous est expressément attestée et rien n'autorise à y croire, sinon le silence de nos sources, dont ce n'est certes pas la seule explication possible². Si elle ne possède pas de boulè, la Confédération achaienne constitue presque une anomalie dans le monde grec. La Confédération aitolienne, elle, ne manque pas d'avoir, outre ses assemblées générales régulières, équivalentes aux synodoï, ou extraordinaires, équivalentes aux synklètoi, outre ses apoklètoi, qui correspondent aux damiorgoi achiens, une boulè ou synédriou³. Tel est le type courant auquel il serait étrange que les Achiens ne se fussent pas conformés.

Aussi bien, l'extension de ce type se justifie aisément par des raisons logiques. Surtout dans une Confédération de territoire étendu, l'assemblée primaire de tous les citoyens est un organe lourd, incommode à mettre en mouvement, de maniement difficile. Elle exige, pour

1. Cf. *supra*, p. 54, n. 2.

2. *L'argumentum e silentio* est fort loin d'avoir une valeur absolue. Aussi W. Schwahn, col. 1220, ll. 16 sqq. et col. 1222, ll. 51 sqq., accepte-t-il l'existence d'une boulè dans l'État béotien organisé en 378, malgré l'absence de texte sûr, tandis que l'existence de ce même organe est niée par d'autres critiques : Hermann⁶-Swoboda, p. 267 et n. 4 ; p. 277 et nn. 4 et 5 ; Busolt-Swoboda, p. 1428 et n. 5 ; p. 1435.

3. Je me borne ici à suivre l'opinion traditionnelle sur les institutions aitoliennes, quelques bouleversements qu'ait pu lui faire subir U. Kahrstedt dans la *RE*, t. IV A 2, coll. 1339 sqq. : cf. plus haut, p. 59, n. 4.

se réunir, un délai assez long. Certaines conditions météorologiques, les chutes de neige par exemple ¹, peuvent même rendre sa réunion pratiquement impossible. Des convocations trop fréquentes risquent de lasser les participants les plus dévoués. Aussi un corps moins nombreux et plus souple, agissant par délégation, est-il apte à rendre d'importants services. Il peut se réunir souvent et rapidement : peut-être même ses membres sont-ils astreints à une résidence commune pendant toute la durée de leurs fonctions. Il tranche ainsi sans retard les petites affaires pour lesquelles il serait inutile de convoquer la masse des citoyens. D'autre part, l'assemblée primaire est sujette à tous les entraînements grégaires ; elle éprouve les passions violentes et contradictoires des foules ; sa versatilité, son inexpérience, les dangers inévitables d'indiscrétion, tout la rend incapable d'un travail sérieux, d'une politique continue et cohérente, des « longs desseins » et des « vastes pensées » indispensables surtout aux relations extérieures d'un grand État. Il y a donc avantage certain à confier l'étude préalable des affaires importantes à un organe plus restreint et plus calme, qui prépare, dans la pleine conscience de ses responsabilités et en s'entourant de toutes les informations utiles, des projets de décrets que l'assemblée se borne le plus souvent à entériner. C'est à ces deux buts principaux que répond partout la création de la boulè. Pourquoi les Achaïens, éclairés par l'expérience d'autrui, n'auraient-ils pas aperçu les graves inconvénients inhérents aux assemblées primaires et n'auraient-ils pas contracté, pour s'en préserver, l'assurance si simple de la boulè probouleumatique ² ?

Mais ces deux arguments, l'argument d'analogie aussi bien que l'argument logique, ne doivent pas faire illusion. De ce qu'un organe politique a existé partout, ou presque partout, il ne faut pas nécessairement conclure qu'il a existé aussi dans la Confédération achaienne. De même, de ce qu'un organe politique aurait été utile, il ne faut pas nécessairement conclure que les Achaïens l'ont créé.

Au surplus, raisonner de la sorte sur les défauts de l'assemblée primaire et les avantages de la boulè, c'est argumenter dans l'abstrait sans tenir compte de la réalité. D'une part, un « État fédéral » — et la Confédération achaienne en est un — n'est pas en cela comparable à un État unitaire. Le nombre des affaires que le pouvoir central doit

1. Cf. Pol., IV, 72, 5.

2. Francotte, *Polis*, p. 237, présente déjà, en somme, les deux arguments qui viennent d'être développés. Mais il insiste surtout sur l'argument d'analogie.

trancher y est infiniment moindre ; car les États particuliers membres de l' « État fédéral » tranchent eux-mêmes directement toutes les questions qui demeurent de leur compétence individuelle¹. Dira-t-on que les décisions à prendre, pour être moins nombreuses, peuvent cependant présenter un caractère d'urgence ? Assurément. Mais, comme les questions importantes, c'est-à-dire les seules pour lesquelles le temps ait un prix, étaient réservées par la loi au jugement de la synklêtos, on cherche en vain quel temps aurait fait gagner aux Achaïens l'existence d'une boulê. Au vrai, ce qui apparaît dans les sources, c'est la lenteur extrême des décisions, les pertes de temps provoquées par l'observation stricte de la loi, les ajournements souvent voulus, d'ailleurs, soit par les magistrats, soit par l'opposition, afin de reculer l'heure des explications franches². La machine politique achaienne moule son grain bien lentement, mais les meuniers eux-mêmes tirent bénéfice de son retard. Leur prêter l'intention d'accélérer sa marche et la création du rouage indispensable à cet effet est hypothèse gratuite.

D'autre part, ce n'est pas au ^{II}^e siècle, pour la grande Confédération achaienne étendue au Péloponnèse tout entier, que la constitution a été adoptée. Elle a été faite en 280 pour quelques villes de l'Achaïe proprement dite³, désireuses de s'unir comme elles avaient été unies dans un premier *κοινόν* qui, lui, n'avait jamais eu de grandes affaires à débattre ni un rôle important à jouer. Jusqu'à quel point les reconSTRUCTEURS de l'union ont-ils poussé la nostalgie du passé et la volonté de modeler sur lui l'avenir ? Se sont-ils bornés à faire revivre sous leur forme primitive les institutions anciennes ? Ou les ont-ils modifiées pour les adapter à des temps et à des buts nouveaux ? Nous l'ignorons entièrement, puisque nous ne savons rien des institutions du premier *κοινόν*. Une chose n'en apparaît pas moins évidente : c'est qu'aucun, certainement, n'a prévu que la Confédération réorganisée par eux recouvrirait un jour tout le Péloponnèse et deviendrait la principale puissance de la Grèce continentale, appelée à choisir entre les grands de la terre sollicitant son alliance. Aussi serait-il normal qu'ils eussent négligé la précaution qu'une plus exacte prescience de l'avenir leur eût montrée, peut-être, indispensable. Ils n'ont, probablement, légiféré que pour un État d'étendue très restreinte, où une assemblée primaire peut

1. Une remarque semblable est présentée par Francotte, *Polis*, p. 242, à l'occasion d'un raisonnement d'ailleurs très différent.

2. Trois exemples particulièrement intéressants peuvent être cités : Pol., XXII, 10, 1-12 ; XXIX, 24, 5 sqq. ; XXXVIII, 11, 5.

3. Cf. *supra*, p. 20.

se réunir dans le plus bref délai, pour un État qui vivrait d'une vie obscure et simple dans ses cantons montagneux, sans se mêler directement aux querelles des puissants du jour, pour un État qui pourrait, en conséquence, se satisfaire d'un organisme politique même imparfaitement différencié. Dans ces conditions, on ne doit pas être surpris qu'ils aient pu croire, par exemple, que les divers magistrats, et notamment les dix damiorgoi, suffiraient¹ amplement à tenir ce rôle de guide et de conseiller éclairé qu'on voudrait attribuer à une boulè.

Raisonnement par analogie et raisonnement théorique se révèlent donc vains. Ni l'un ni l'autre n'ont l'intérêt que présenterait un seul texte, précis et décisif. Le plus précieux serait évidemment une inscription qui mentionnerait, directement ou non, la boulè achaienne. Or, il n'en existe pas. On s'est donc rabattu sur trois phrases de Polybe². Mais l'interprétation qu'on en a proposée, sans être inacceptable, ne s'impose pas avec toute la force désirable : ces phrases sont, en réalité, amphibologiques³.

Polybe mentionné une fois — une seule fois —, dans son récit de l'assemblée tenue à Corinthe au printemps de 146, les membres d'une *gérousia* : lorsque Kritolaos, en séance, commence à attaquer Rome, « ceux de la *gérousia* » veulent « l'interrompre et l'empêcher de prononcer de tels discours⁴ ». On ne peut donc pas être tenté d'assimiler cette *gérousia* à la boulè recherchée⁵, ou bien *boulè* ne

1. Notons que, pour l'Etat béotien démocratique créé en 378, Hermann⁶-Swoboda, pp. 267 et 277, n. 4, et Busolt³-Swoboda, p. 1428 et n. 5, p. 1435, n'hésitent pas à confier aux onze béotarques la fonction probouleumatique. Ils expliquent ainsi ce qui, dans les inscriptions 'Εφ. 'Αρχ., 1892, pp. 33 sqq., nos 62 et 64, arrête Schwahn, col. 1222, ll. 51 sqq. — Notons aussi qu'en fait les magistrats achaiens semblent souvent remplir au moins partiellement le rôle normal d'une boulè; on reviendra sur ce point, pp. 363 sqq., mais on peut signaler dès maintenant le développement de Hermann⁶-Swoboda, p. 405, sur l'activité du collège des synarchiai : il lui aurait été nécessaire de l'accorder avec ce qu'il dit, pp. 395 sq., de la *Beratung* réservée à la synodos, c'est-à-dire, pour lui, à la boulè.

2. On en a, en réalité, invoqué aussi plusieurs autres. Je crois possible de n'examiner ici que ceux qui soulèvent une difficulté particulière, c'est-à-dire où la boulè peut paraître comme un corps spécial, distinct de la synodos : leur nombre se réduit à trois. Dans les autres, on aperçoit seulement l'identité de fait entre boulè et synodos, déjà signalée plus haut, pp. 67 sqq., et qui sera expliquée *infra*, pp. 162 sqq.

3. Je n'emploie ce mot que par scrupule, peut-être excessif, et pour ne pas présenter comme sûr ce qui est seulement probable. Au vrai, je me rallie, pour chacune de ces trois phrases, à l'interprétation qui n'implique pas l'existence d'une boulè.

4. Pol., XXXVIII, 13, 1 : τῶν δὲ τῆς γερουσίας βουλευμένων ἐπιλαμβάνεσθαι καὶ κωλύειν αὐτὸν τῶν τοιούτων λόγων...

5. C'est pourtant ce que fait Francotte, *Polis*, p. 240. Mais, comme il admet, p. 242, que la boulè était très nombreuse, son opinion est certainement fautive. G. Colin, *DA*, t. IV, 2, s. v. *Synodos*, p. 1588, appelle les mêmes observations.

pourrait plus être synonyme de *synodos*. En effet, à voir comment Kritolaos brave ces interrupteurs, les défie « de s'approcher, d'oser toucher seulement à sa chlamyde ¹ », on les devine peu nombreux, noyés dans une foule hostile, incapables par conséquent d'avoir jamais constitué la *synodos*. Cependant, Polybe dit bien « ceux de la *gérousia* », et non « certains de la *gérousia* » : ces gens pondérés constituent au moins la majorité de la *gérousia*. Qu'est donc la *gérousia* ? Commission de la *boulè*, a-t-on dit ². Peut-être ; encore conviendrait-il de s'être au préalable assuré qu'il existait une *boulè*. Réunion des dix *damiorgoi*, a-t-on encore suggéré ³. Probablement ⁴ ; mais bien d'autres hypothèses, qui ne seraient pas plus invraisemblables, peuvent être émises, puisque cette phrase de Polybe est la seule ⁵ qui nous renseigne — si peu — sur cette *gérousia*. Le plus sage est donc d'avouer notre ignorance, en dehors du fait de son existence en 146 ⁶ et de la présence de ses membres à une assemblée ⁷.

Un second texte de Polybe a été versé au débat, mais son sens exact prête à de bien fâcheuses controverses. Il concerne l'offre faite en 185 par Euménès II à la Confédération achaienne : 120 talents, nous dit Polybe, dont les intérêts serviront à « payer des *misthoi* à la *boulè* lors des *synodoi* fédérales ⁸ ». On s'est presque toujours ⁹ accordé jusqu'ici à donner au mot *boulè*, dans cette phrase, son sens normal et classique de conseil représentatif. Ceux qui font de la *synodos*

1. Pol., XXXVIII, 13, 1 : *κελεύων προσελθεῖν, ἐγγίσαι, τολμήσαι τινα μόνον ᾤψασθαι τῆς χλαμύδος*.

2. Ainsi, Lipsius, p. 176, et Schömann-Lipsius, p. 128. C'est la seule opinion que citent Hermann-Swoboda, p. 399, n. 7 ; Niccolini, p. 237, n. 2 ; Busolt-Swoboda, p. 1555, n. 2. Mais aucun de ces critiques ne s'y rallie formellement.

3. Gilbert, p. 115 (n. 3 de la p. 114). Schorn, p. 64, Merleker, pp. 86 et 88, Wahner, pp. 39 sqq., Freeman², p. 231, n. 4, avaient déjà émis une hypothèse semblable.

4. Le motif de ma préférence est qu'il est bien tentant d'interpréter l'incident, ainsi que Freeman, comme l'exercice d'un droit qui appartient normalement au bureau d'une assemblée. Mais ce n'est pas sûr.

5. Dubois, p. 139, ajoute un texte de Paus., VII, 12, 7, où il est question des *gérontes*. Mais il s'agit évidemment des *gérontes* spartiates et non achaiens.

6. Keil, p. 415, et Larsen, p. 343, émettent, avec de fortes réserves d'ailleurs, l'hypothèse que la *gérousia* est une institution de création récente peu antérieure à 146 : ainsi s'expliquerait qu'elle ne fût mentionnée qu'une fois. Rien n'interdit, mais rien n'impose non plus cette hypothèse.

7. Cet aveu d'ignorance était déjà la conclusion de Dubois, pp. 138 sqq. C'est aussi celle de Schwahn, col. 1256, ll. 58 sqq., et Kahrstedt, col. 1416.

8. Pol., XXII, 7, 3 ; *μισθοδοτεῖσθαι τὴν βουλὴν τῶν Ἀχαιῶν ἐπὶ ταῖς κοιναῖς συνόδοις*.

9. Font seulement exception Gilbert, p. 115 (n. 3 de la p. 114), et Busolt², p. 357, n. 3. Mais ils se bornent à faire ici du mot *boulè* l'équivalent de *synodos*. Il me semble difficile en ce cas de ne pas attribuer à Polybe un pléonasme bien fâcheux.

une assemblée de députés, c'est-à-dire la grande majorité des critiques modernes, se bornent en général à faire de ce texte un cas où *boulè* apparaît comme le nom officiel de la synodos¹. Certains d'entre eux, plus subtilement, précisent que *boulè* désigne l'assemblée et *synodos* la session de cette assemblée². Mais, puisque la synodos ne saurait être assimilée à la boulè qu'en fait et non en droit, il faut chercher une autre explication qui conserve à cette assemblée son caractère d'assemblée primaire. On a donc proposé parfois de voir dans cette phrase d'abord la preuve de l'existence d'une boulè, ensuite l'indice que cette boulè devait obligatoirement se réunir à l'occasion des sessions de la synodos³. C'est possible. Mais une autre interprétation, à laquelle personne n'a paru prendre garde, ne l'est pas moins : c'est que *boulè* signifie simplement l'« assemblée délibérante »⁴. Dès lors, ceux qu'Euménès II veut rétribuer et, disent ses ennemis, corrompre, ce sont les citoyens qui se rassemblent plusieurs fois par an pour former les « synodoi fédérales ». Et cela n'implique pas le moins du monde que *boulè* soit le nom officiel de la synodos. Le sens du mot aurait subi une déformation parallèle à celle que, on l'a vu, a subie le sens du mot *bouleutérion*⁵. Pour *boulè* comme pour *bouleutérion*, Polybe, plus loin et plus haut que leur signification habituelle, influencée par les institutions de la cité démocratique, peut être remonté à l'idée primitive de délibération et de décision, telle qu'elle s'était conservée intacte dans le verbe *βουλευέσθαι*. Les arguments mêmes que Polybe prête, dans la suite de son récit, à Apollonidas de Sikyon, qui conseille aux Achaïens de repousser l'offre d'Euménès⁶, et les termes dont Polybe se

1. Ainsi, Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 233 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 390, n. 1 ; Kahrstedt, col. 1416. L'idée de Niccolini, p. 220, est très particulière : pour lui, dans cette phrase, *boulè* est ce que j'appelle *synodos*, tandis que le mot *synodoi* représente toutes les assemblées achaïennes, à la fois les synklètoi et ce que j'appelle *synodoi*. Mais il commet ainsi l'erreur, déjà démontrée, d'accorder au mot *boulè* un caractère officiel que seul possède le mot *synodos* ; quant à la restriction du *misthos* aux seules *synodoi*, cf. plus haut, p. 148, n. 2.

2. C'est bien l'explication de Busolt³-Swoboda, 'p. 1556 (n. 3 de la p. 1555) : *Die Synodos war... nur eine... Versammlung der Bule*. Mais elle est surtout présentée avec une grande netteté, et en s'appuyant sur ce texte, par Schwahn, col. 1254, ll. 42 sqq. : le mot « *synodos* », dit-il, *bezeichnet also eigentlich nur die Tagung (Session)*.

3. Cf. Francotte, *Polis*, p. 242, et, moins formellement, Lipsius, p. 174.

4. Pour éviter le pléonasme, il faut donner à *boulè* un sens qui ait besoin de la précision *ἐπὶ ταῖς κοιναῖς συνόδοις* : on ne peut donc en faire l'équivalent strict de *synodos* et le mot, pris très largement, doit englober même les synklètoi.

5. Cf. plus haut, pp. 65 sqq. On va voir bientôt qu'il faut également sortir du sens habituel pour expliquer, dans un autre texte de Polybe, le mot *bouleute*.

6. Pol. XXII, 8, 1-8. Le discours d'Apollonidas précède, dans cette assemblée l'intervention de l'Aiginète Kassandros dont il a été question plus haut, pp. 103 sqq.

sert pour les exposer viennent à l'appui de cette hypothèse : « Que si la boulè, déclare Apollonidas par l'intermédiaire de Polybe¹, se fait entretenir chaque année par Euménès et délibère (βουλευέσθαι) sur les affaires communes, lorsque nous aurons avalé, pour ainsi dire, cet appât, il est évident que nous en éprouverons honte et dommage... Rois et démocraties ayant des intérêts foncièrement opposés et les discussions les plus nombreuses et les plus importantes portant sur ce qui nous oppose aux rois, voici l'alternative qui se posera manifestement : ou bien faire passer l'intérêt des rois avant le nôtre propre, ou bien, si nous ne le faisons pas, apparaître à tous comme des ingrats, en desservant la cause de ceux qui paient les misthoi². » Ce qui, dans ces deux phrases, est digne de remarque, c'est qu'aucun mot, aucune nuance ne permettent de songer à la fonction probouleumatique qu'exercerait cette boulè. Il n'est question que de βουλευέσθαι et non de προβουλευέσθαι³, seul mot correct si Polybe prenait *boulè* dans son sens traditionnel. Si la boulè qui devrait ses misthoi à la libéralité royale était le conseil et non l'assemblée elle-même, l'alternative devant laquelle Apollonidas conduit ses concitoyens est incompréhensible ; car l'assemblée seule possède le droit de décision et rien ne lui est plus aisé que de repousser les probouleumata du conseil. Il est ainsi extrêmement probable que Polybe donne au mot *boulè* un sens détourné de son sens ordinaire, mais que rien n'exclut. L'écrivain n'est pas, au surplus, responsable de l'amphibologie possible : pourquoi l'usage, ayant adopté et spécialisé les mots προβουλευέσθαι et προβούλευμα, n'a-t-il pas accepté dans un sens similaire le mot προβουλή ? Ce texte demeure donc inopérant pour prouver l'existence d'une boulè achaienne, puisqu'il peut signifier simplement : les citoyens qui délibèrent lors des synodoi fédérales⁴.

1. On pourrait prétendre que Polybe a refait à sa guise le discours d'Apollonidas et risque d'en avoir déformé le sens. Mais, outre que cette hypothèse rencontrerait difficilement créance (sur la valeur historique des discours insérés dans les *Histoires* de Polybe, cf. Holleaux, *Rome, la Grèce*, etc., pp. 18-19), Polybe connaît certainement tout aussi bien qu'Apollonidas les institutions de la Confédération achaienne en 185.

2. Pol., XXII, 8, 4 et 6-7 : τὸ γὰρ ὁφωνιάζεσθαι τὴν βουλὴν ὑπ' Εὐμένους καὶ ἕκαστον ἔτος καὶ βουλευέσθαι περὶ τῶν κοινῶν καταπεπωκότας οἰοῖναι δέλεαρ, προδὴλον ἔχειν τὴν αἰσγύνην καὶ τὴν βλάβην... Τῶν δὲ πραγμάτων ἐναντίαν φύσιν ἐχόντων τοῖς βασιλεῦσι καὶ ταῖς δημοκρατίαις, καὶ τῶν πλείστων καὶ μεγίστων διαβουλιῶν αἰεὶ γινομένων (περὶ τῶν) πρὸς τοὺς βασιλεῖς ἡμῖν διαφερόντων, φανερώς ἀνάγκη δεῖν θάτερον ἢ τὸ τῶν βασιλέων λυσιτελεῖς ἐπιπροσθεῖν γίνεσθαι τοῦ (κατ') ἰδίαν συμφέροντος ἢ τούτου μὴ συμβαίοντος ἀχαρίστους φαίνεσθαι πᾶσιν, ἀντιπράττοντας τοῖς αὐτῶν μισθοδοταῖς.

3. Οὐ προβουλεύειν, qui est plus fréquemment usité.

4. On a voulu parfois (ainsi Gilbert, t. II, p. 115 [n. 3 de la p. 114]) essayer

Il en est de même du troisième texte, dont l'interprétation la meilleure est à peu près identique. Dans un passage célèbre ¹, Polybe entreprend de montrer que la Confédération achaienne a réalisé entre les États qu'elle groupe une unité presque parfaite, au point qu'« il manque seulement au Péloponnèse tout entier, pour former une cité unique, de pouvoir offrir un même mur d'enceinte à ceux qui l'habitent ² ». Et l'un de ses arguments est que les Péloponnésiens possèdent « des magistrats, des bouleutes et des juges » qui leur sont communs à tous ³. *Bouleutes* étant, dans les États qui possèdent une boulè, le nom officiel des membres de cette boulè, on a voulu voir

d'éclaircir ce texte de Polybe par le passage correspondant de Diodore de Sicile, XXIX, 17. Au lieu de dire, comme Polybe, que l'argent est destiné à « payer de misthoi à la boulè lors des synodoi fédérales », Diodore parle tout simplement d'« rétribuer la synodos ». Je ne développe pas les conclusions qu'on peut tirer de ce rapprochement des deux expressions : elles seraient, au surplus, conciliables avec la plupart des hypothèses émises. Mais ce texte de Diodore n'a pas la moindre valeur : c'est ce que j'ai déjà dit, *REA*, 1933, p. 448, n. 3 ; c'est ce qu'il me faut ici démontrer plus amplement. Le passage de Diod., XXIX, 17, se présente manifestement comme un résumé de Pol., XXII, 7, 2-9, 14, dont il est directement et uniquement inspiré : il est impossible de croire à l'utilisation d'une autre source. Le vocabulaire et les expressions qu'on y rencontre n'ont donc d'autre intérêt que de nous révéler comment Diodore pouvait interpréter le vocabulaire et les expressions de Polybe. Il est bien clair qu'*a priori* cet intérêt est maigre : Diodore ne pouvait savoir des institutions achaiennes que ce qu'il avait cru en comprendre à la lecture de Polybe ; il disposait du texte intégral de Polybe, mais cela ne l'avancait guère puisque Polybe n'a pas éprouvé le besoin d'exposer ces institutions. Or, sur la confiance que méritent les interprétations de ses lectures par Diodore, ce passage projette une lueur cruelle : — Diodore appelle *κοινή σύνδοσις* l'assemblée que Pol., 7, 2, désigne seulement sous le nom de *σύνδοσις* et, là où Polybe (7, 3) parle des *κοινὰί σύνδοσις*, Diodore parle de la *σύνδοσις* tout court ; ce chassé-croisé en dit long sur les scrupules de Diodore ; — Diodore fait comparaître devant cette assemblée des ambassadeurs romains, alors que, selon Polybe (7, 5), il s'agit d'un ambassadeur achaien revenu de Rome (*ibid.*, 3, 4) ; — Diodore ne parle que de 20 talents, au lieu de 120, et supprime naturellement la prescription du placement à intérêts ; — Diodore fait disparaître tout ce qui concerne (*ibid.*, 9, 1-12) l'ambassade égyptienne ; — Diodore, à propos du renouvellement de l'amitié avec le Séleucide, déclare que les Achaïens « acceptèrent le cadeau », cadeau dont il ne dit, d'ailleurs, ni qu'il ait été offert, ni en quoi il consiste (*ibid.*, 7, 4), alors qu'en fait les Achaïens le refusèrent (*ibid.*, 9, 13). Même si certaines de ces erreurs peuvent être imputées à l'excerptor du recueil constantinien *De Leg.* dont provient le passage, il en reste suffisamment au compte de Diodore. On voit assez par là sa méthode de travail. Si les faits les plus simples sont ainsi déformés, que pouvait-il advenir des détails, d'interprétation délicate, relatifs aux institutions ? Il est donc impossible d'essayer d'utiliser Diodore.

1. Pol., II, 37, 9 sqq.

2. *Ibid.*, II : τούτῳ μόνῳ διαλάττειν τοῦ μὴ μιᾶς πόλεως διάθεσιν ἔχειν σχεδὸν τὴν σύμπαναν Πελοπόννησον, τῷ μὴ τὸν αὐτὸν περίβολον ὑπάρχειν τοῖς κατοικοῦσι αὐτήν.... Sur l'interprétation que doit recevoir cette phrase, cf. *supra*, p. 113, n. 2, *in fine*, et *infra*, p. 169, n. 1.

3. *Ibid.*, 10 : χορῆσθαι.... ἄρχουσι, βουλευταῖς, δικασταῖς τοῖς αὐτοῖς. Il est impossible (cf. Lipsius, pp. 173 sq.) d'interpréter la phrase autrement et de croire, par exemple, à l'affirmation par Polybe d'une similitude dans les institutions locales propres à chaque ville ; au surplus, cette similitude n'existe pas (cf. *infra*, pp. 171 sqq.).

dans l'emploi de ce mot par Polybe la preuve qu'il existait une boulè dans la Confédération achaienne ¹. C'est possible et c'est même l'interprétation à laquelle on songe tout d'abord : à côté des magistratures et des tribunaux communs, l'existence d'une boulè unique serait une preuve en apparence excellente de l'unité parfaite du Péloponnèse. Mais, à y mieux réfléchir, cette interprétation apparaît très douteuse. Pourquoi, en effet, Polybe s'abstiendrait-il d'invoquer une preuve aussi forte à l'appui de son affirmation, preuve qu'il pourrait et devrait tirer de la communauté des assemblées ? Plus forte même, en réalité, car ce qui caractérise un État unitaire démocratique, c'est la présence d'une assemblée unique, seule souveraine, beaucoup plus que la présence d'une boulè unique, qui n'exerce d'autre souveraineté que celle que l'assemblée consent à lui déléguer. Ce n'est pas tout et ce n'est même pas l'objection essentielle. A quoi Polybe veut-il opposer le plus fortement possible l'« État fédéral » qu'est la Confédération achaienne ? Évidemment aux « Confédérations d'États », organisations politiques imparfaites parce qu'elles laissent les États-membres en possession d'une indépendance presque intégrale. Or, toutes les « Confédérations d'États » grecques possèdent une boulè ². En revanche, ce qui leur manque, quand on les compare à la Confédération achaienne, c'est l'assemblée générale de tous les citoyens d'âge légal : les citoyens ne peuvent intervenir, à titre individuel, que dans les assemblées des États-membres. L'argumentation de Polybe tombe donc d'elle-même si, dans cette phrase, *bouleutes* représente les membres de la boulè : la Confédération achaienne ne marquerait aucun progrès sur les « Confédérations d'États », si fréquentes dans le monde hellénique. Il faut admettre que Polybe prend le mot *bouleutes* dans une acception différente de son acception traditionnelle et qu'il fait allusion, non pas à la boulè, mais aux assemblées fédérales.

Cette interprétation est d'autant moins contestable qu'on aperçoit sans peine l'idée réelle de Polybe. Elle s'exprimerait aujourd'hui sous cette forme : les habitants du Péloponnèse tout entier sont soumis à un même pouvoir exécutif, à un même pouvoir législatif, à un même

1. Ainsi, de façon extrêmement nette, chez Freeman ², p. 239, n. 3 ; indirectement, chez Lipsius, pp. 173-174, et Busolt-Swoboda, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555). Porter, p. c, n. 2, croit trouver dans ce texte la preuve que la synodos est une assemblée de députés.

2. Cf. plus haut, p. 52. Le mot *synedrion* est employé, pour les « Confédérations d'États » plus souvent que le mot *boulè*. Mais, comme les deux mots ont le même sens, je continue à utiliser celui autour duquel tourne, depuis le début, la discussion.

pouvoir judiciaire. Montesquieu, en effet, n'est pas l'inventeur de la distinction des « trois pouvoirs » : Aristote en fait déjà une des bases essentielles de sa philosophie politique¹ et l'influence d'Aristote sur Polybe en ce domaine est trop visible pour avoir besoin d'une démonstration. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que Polybe ait voulu considérer successivement les trois attributs essentiels de la puissance publique. Mais, si le mot *bouleutes* correspond à ce que les habitudes modernes obligent à nommer « le pouvoir législatif », il ne désigne pas les membres d'une boulè, qui se bornerait à étudier préalablement les affaires, mais les membres des assemblées qui, seules, leur apportent des solutions définitives².

Ainsi, ce texte de Polybe n'est pas plus décisif que les précédents³.

1. Arist., *Pol.*, VI, 14, 1298 A, ll. 1 sqq. (IV, 11, 1). Barthélemy-Saint-Hilaire, dans sa traduction de la *Politique* d'Aristote, fait remarquer, t. II (Paris, 1837), p. 252, n. 1, que Montesquieu a omis de rappeler que cette distinction des trois pouvoirs se trouve déjà chez Aristote. Il est vrai que Montesquieu veut surtout insister sur l'idée de la séparation nécessaire de ces trois pouvoirs.

2. Peu nombreux sont les critiques qui, jusqu'ici, ayant retenu ce texte, n'ont pas vu dans le mot *bouleutes* strictement les membres de la boulè, qu'elle se confondit théoriquement ou non avec la synodos. Parmi ceux qui font de la synodos une assemblée de députés, on ne peut citer que Niccolini, pp. 217-218 : il pense que *Polibio... usa per indicare i corpi deliberanti indistintamente la parola buleuti*, ce qui est d'ailleurs à peu près inconciliable avec ses affirmations selon lesquelles *boulè* est le nom officiel d'une des deux assemblées (p. 216) et Polybe, en l'employant, *si esprime sempre con esattezza* (p. 219) : il n'a cependant pas hésité devant cette difficulté parce qu'il a bien vu l'impossibilité de ne pas donner ici au mot *bouleutes* le sens de « membres des assemblées délibérantes ». Mais il se hâte, p. 218, d'essayer de montrer que les membres de la boulè, c'est-à-dire les seuls qui eussent droit à l'appellation officielle de *bouleutes*, jouaient encore un rôle très important même dans les synklètoi : il retire ainsi d'une main ce qu'il a accordé de l'autre. Les historiens, qui font de la synodos une assemblée primaire et qui ne croient pas à l'existence d'une boulè, se heurtent tous à ce texte de Polybe et doivent chercher à l'interpréter autrement qu'on n'est, à première vue, tenté de le faire. Gilbert, t. II, p. 115 (n. 3 de la p. 114), voit dans les *bouleutes* les *damiorgoi* : cela me semble impossible, car dans cette phrase, *βουλευται* vient s'ajouter à *ἀρχοντες* et ce dernier mot comprend certainement les dix *damiorgoi*. Quant à Busolt², il se borne, p. 357, n. 3, à tirer de cette phrase que la boulè, c'est-à-dire pour lui la synodos censitaire, est *ein ständiger Faktor neben den Beamten* : j'avoue ne voir ni comment cette conclusion se justifie ni l'intérêt qu'elle présente. Au contraire, l'interprétation de P. Treves, *ad loc.*, est conforme à la mienne ; ce critique, d'ailleurs, estime également (*ad Pol.*, II, 46, 6) que *boulè* n'est pas l'équivalent technique de *synodos*. — Je cherche en vain pourquoi P. Waltz qui, dans sa trad. française de Polybe, rend souvent *synodos* par « conseil » et parle des « députés » qui composent cette assemblée (cf. t. II, p. 9, n. 1), adopte, en traduisant cette phrase (t. I, p. 147), l'interprétation qui est ici proposée du mot *bouleutes*.

3. J'ai déjà dit plus haut, pp. 16 sq., qu'il était impossible d'accorder le moindre intérêt à la terminologie d'auteurs de basse époque, tels Diodore de Sicile, Plutarque ou Pausanias. Chez ces auteurs, on trouverait mention des probouloi (Plut., *Phil.*, 21, 1), des synédroi (Plut., *Aratos*, 35, 4), du synédriion (Paus., VII, 9, 1), etc. Tous ces textes ont été trop souvent invoqués dans des études sur les institutions achaïennes : cf. *REA*, 1933, t. XXXV, pp. 448 sq. Même après une remarque à ce sujet de Lipsius

Et c'est en vain qu'on en chercherait de plus nets : tous les autres passages de Polybe dans lesquels, à propos de la Confédération achaïenne, se rencontre le mot *boulè*, se présentent de façon telle que, sans le moindre doute, il y signifie seulement *synodos* ou, peut-être, *synklètos*¹, sans impliquer l'existence d'un corps spécial portant officiellement le nom de *boulè*.

Cependant, les résultats de cette enquête ne sont pas aussi négatifs qu'ils paraissent l'être. Car, si la Confédération achaïenne possède une *boulè* au sens classique du mot et si cette *boulè* remplit son rôle classique, c'est-à-dire si elle contrôle l'action des magistrats et veille à l'exécution des décrets votés par les assemblées, si elle tranche elle-même les petites affaires administratives et, étudiant les grandes questions, rédige sur elles des projets de décrets, si elle reçoit les ambassadeurs étrangers et donne des instructions lors de leur départ aux ambassadeurs achaïens, il apparaît invraisemblable, pour ne pas dire impossible, que jamais le nom ni l'action de cette *boulè*, en tant que telle, ne soient l'objet de la moindre mention dans tout ce que nous possédons des *Histoires* de Polybe ; que jamais une assemblée achaïenne (et nous avons, chez Polybe ou Tite-Live, des récits fort complets de plusieurs assemblées) ne soit mise en face d'un rapport préalable ni ne prenne pour base de discussion un *probouleuma* ; que jamais les ambassadeurs étrangers ne s'adressent à d'autres qu'aux magistrats ou, directement, aux assemblées ; que, au lieu d'inscrire dans leurs lois que la réunion d'une *synklètos* serait obligatoire chaque fois qu'un envoyé qualifié du Sénat la demanderait², les Achaïens n'aient pas jugé plus expéditif et plus simple d'augmenter la compétence propre de la *boulè* ; que toutes les ambassades achaïennes, même les moindres, tiennent leur mission d'une assemblée ou du stratège et en rendent

(1899), p. 172, n. 3, dictée par le bon sens, on voit encore, en 1911, A. Martin, *DA*, t. IV, 2, s. v. *Synédros*, parler, p. 1585, de « l'assemblée restreinte, appelée généralement *synédrión* », éprouver à ce moment le besoin de se justifier et, donc, renvoyer à une n. 13, qui est ainsi rédigée : « Polybe emploie les noms de βουλῆ, σύνδοσις, ἐκκλησία » ; mais, si Polybe n'emploie que ces noms (et c'est exact), sur quelle autorité s'appuie donc A. Martin pour affirmer que cette assemblée est « appelée généralement *synédrión* » ? On voit aussi, en 1914, Caspari, p. 215, perdre son temps à commenter Plut., *Kléom.*, 25, 2, que ne négligent pas non plus Kahrstedt, col. 1419, en 1932, ni Porter, p. ci, en 1937. Le classement des sources dans l'ordre de valeur est cependant le premier devoir de l'historien. — Pol., XXXVIII, 17, 5, ne doit évidemment pas entrer en ligne de compte, car tout le récit, et notamment *ibid.*, 9, montre qu'il ne s'agit pas d'une assemblée : tout au plus peut-on parler d'une réunion des *synarchiai*.

1. Cf. *supra*, pp. 68 sqq.

2. Cf. plus loin, pp. 200 sqq.

compte toujours devant une assemblée ; que tout se passe, en un mot, comme s'il n'existait aucune boulè ¹.

Ce raisonnement a une force indéniable et il pourrait suffire à emporter la conviction ². Mais il ne faut pas se dissimuler ses faiblesses qui sont les faiblesses mêmes de l'*argumentum a silentio*. Notre texte actuel de Polybe est trop incomplet et, surtout, nos sources épigraphiques sont en nombre trop restreint pour autoriser à présenter comme certain un choix qui n'a d'autre fondement qu'une démonstration de ce genre. Trop de découvertes heureuses peuvent se produire — une ligne de Polybe ou un débris d'inscription — qui obligerait à y renoncer ³. Pour affirmer que la Confédération achaïenne n'a pas créé un corps dont l'existence est générale dans l'Antiquité grecque, il faudrait une preuve rigoureusement irréfutable ⁴. Aucune ne possédant ce caractère, une saine critique oblige à s'abstenir de toute conclusion formelle, après avoir, toutefois, marqué en quel sens l'état actuel de notre documentation doit incliner les préférences ⁵.

1. Il est impossible d'invoquer, par surcroît, que les assemblées ont à connaître des affaires les plus minimes qui devraient normalement être réservées à la boulè. Je suis convaincu que cette affirmation serait exacte, mais elle serait impossible à démontrer. D'une part, le gouvernement central n'a pas, par définition même, à s'occuper des petites affaires qui sont abandonnées à la compétence individuelle des Etats-membres. D'autre part, nos sources font un choix et se bornent à signaler les affaires importantes venues devant les assemblées. On ne saurait donc citer d'exemples venant à l'appui de cette affirmation. Il convient, toutefois, de remarquer que la réunion de certaines assemblées nous est seulement signalée par Polybe, sans qu'il nous dise aucun mot des questions débattues. N'est-il pas permis de penser que la raison de ce silence est l'insignifiance des affaires portées à l'ordre du jour ? Ainsi, pour la synodos réunie pendant l'été de 217 : cf. Pol., V, 94, 1. Si ses délibérations avaient porté sur quoi que ce fût d'important, croit-on que Polybe se serait tu ? Je ne le pense pas : on se borna sans doute à y expédier les affaires courantes ; dès lors, le seul intérêt de cette synodos pour Polybe était le fait de sa réunion, qui expliquait et la tentative d'Euripidas et la faiblesse momentanée de l'armée achaïenne (cf. plus haut, pp. 88 sqq.).

2. J'avoue que, personnellement, je suis persuadé par lui ; mais je ne puis présenter ici une conclusion formelle. Au surplus, l'existence ou la non-existence d'une boulè achaïenne est une question secondaire dans l'étude des assemblées achaïennes entreprise ici, puisque, comme on va le voir immédiatement, sa solution ne soulève aucune difficulté pour expliquer la synonymie de fait entre *boulè* et *synodos*. Il me semble donc inutile de prendre nettement parti.

3. Le plus sûr serait un fragment d'inscription contenant l'un des mots *boulè*, *bouleute*, *boularchos*, *synédriou*, *synédros*, etc. Lorsqu'on les rencontre dans les textes littéraires, il est permis, et même nécessaire, de mettre en doute leur caractère officiel. Le doute serait impossible dans un texte épigraphique.

4. Ce raisonnement correspond à celui qui a été présenté, *supra*, pp. 60-61, au sujet de l'hypothèse d'une synodos représentative.

5. Voici comment se répartissent les principales opinions des modernes sur la question : — tous ceux qui font de la synodos une assemblée de députés croient à l'existence d'une boulè, mais cette boulè n'est pour eux autre chose, en droit et en fait, que la synodos elle-même ; — parmi ceux pour qui la synodos est une assemblée primaire, Freeman ², pp. 239 sqq., Lipsius, pp. 171 sqq., Francotte, *Polis*, pp. 236 sqq.,

VI

La question de l'existence d'une boulè achaienne demeurant irrésolue, on hésitera entre deux explications possibles de la synonymie pratique des mots *boulè* et *synodos* dans le vocabulaire ordinaire de Polybe et de ses compatriotes.

Existe-t-il une boulè ? Dès lors, à intervalles réguliers et, sans doute, chaque année, chaque cité fédérale désigne des bouleutes. Nous ignorons si ces bouleutes se réunissent jamais en un corps constitué, qui serait proprement la boulè¹. Mais la loi les oblige à assister aux séances de toutes les synodoi fédérales². En briguant cette charge, le futur bouleute prend, de ce fait, l'engagement de répondre à toutes les convocations. Assurément, d'autres citoyens peuvent également se rendre à la synodos, à titre individuel, et ils exercent, à l'intérieur de l'assemblée, des droits identiques à ceux des bouleutes. C'est ce que font surtout les citoyens de la ville où se tient la synodos. Pour les autres cités, la présence nécessaire des bouleutes est un remède radical à un absentéisme qui risquerait d'être total. Toutefois, en même temps qu'elle y remédie, elle l'encourage et elle l'aggrave ; car le citoyen non-bouleute, qui serait capable de se déplacer, s'en abstient, sachant que d'autres y sont contraints par la loi ; il y a là un effet psychologique d'observation courante : le droit, précieux tant qu'il n'est qu'un droit, perd une grande part de sa puissance d'attraction dès qu'il se présente en certains cas sous l'aspect d'un devoir. Mais peu importe la disproportion numérique entre les groupes des citoyens des diverses cités : puisque les votes s'expriment régulièrement par cités, les bou-

croient à l'existence d'une boulè distincte en droit de la synodos ; — seuls, Gilbert, t. II, pp. 114 sq., et Busolt², p. 357, nient l'existence d'une boulè, sans d'ailleurs justifier suffisamment leur interprétation des textes gênants. Oehler, *RE*, s. v. *Βουλή*, t. III, col. 1035, ll. 51-53, suivi par Schulthess, *RE*, s. v. *Γραμματεῖς*, t. VII, col. 1757, ll. 60-62, ne croit pas davantage à l'existence d'une boulè achaienne, mais sans apporter aucun argument et sans que cette opinion, assurément, soit très solide. Weinert, pp. 30 sq., conserve une attitude aussi expectante que la mienne.

1. C'est sans doute en supposant que la boulè proprement dite ne se réunissait jamais et que les bouleutes n'étaient rassemblés qu'à l'occasion des synodoi que Freeman, Lipsius, Francotte (cf. la n. précédente) écarteraient l'*argumentum a silentio* présenté plus haut contre l'existence d'une boulè. Il faudrait alors admettre comme une absorption de la boulè par la synodos.

2. C'est bien ce que supposent Freeman, Lipsius et Francotte. Il est permis de se demander si la présence des bouleutes n'était pas également obligatoire aux séances des synklètoi. Mais on ne peut répondre à cette question qu'en faisant valoir des arguments théoriques, donc à peu près sans valeur, et qui seraient, au surplus, aussi forts dans un sens que dans l'autre.

leutes, assistants forcés à la synodos, même noyés dans la foule des assistants libres, citoyens de la ville où la synodos est réunie ou des villes immédiatement voisines, forment la majorité légale de l'assemblée. C'est pratiquement des bouleutes seuls que dépend la décision et la synodos mérite ainsi d'être appelée *boulè*.

N'existe-t-il pas de *boulè* ¹ ? Il n'y a, par conséquent, pas de bouleutes ni d'obligation pour quiconque d'assister aux sessions de la synodos. S'y rend qui le peut et le veut. Alors, le sens de *boulè* peut être seulement, en certains cas, celui d'« assemblée délibérante » dont on a vu qu'il était susceptible. Une nuance, cependant, doit y être introduite afin de justifier l'emploi du mot pour désigner la seule synodos, notamment quand Polybe désire opposer cette assemblée à la *synklètos* ². Mais cette nuance se découvre aisément. D'une part, dans un État démocratique, la *boulè* représentative est toujours moins nombreuse que l'assemblée primaire. Par contamination très simple, on peut donc aboutir au sens d'assemblée délibérante restreinte et *boulè* serait devenu l'équivalent de *synodos* parce que la synodos réunit ordinairement un public beaucoup moins nombreux que la *synklètos*. Le mot serait ainsi réservé à la « petite assemblée » qu'est la synodos — « petite » à cause de l'abstention de ceux qui y ont légalement accès — en opposition à la « grande assemblée » qu'est la *synklètos*. D'autre part, — et cette explication plus subtile apparaîtra sans doute préférable, — dans cette synodos où ne viennent qu'en nombre infime les citoyens étrangers à la ville où se tient l'assemblée, les groupes que forment ces citoyens ressemblent fort à des délégations. En effet, moins sont nombreux les titulaires d'une même nationalité locale présents à l'assemblée, plus est grand le pouvoir dont dispose en fait chacun d'eux, puisqu'ils usent à leur gré du vote qui appartient à leur cité. Tant et si bien que ce pouvoir, à diminuer ainsi le dénominateur d'une fraction dont le numérateur demeure invariable, apparaît vite exorbitant si on s'obstine à considérer son possesseur comme un citoyen ordinaire. Inévitablement, on est amené à voir en lui un député ³. En droit, il ne continue à représenter que lui-même ; en

1. Ni Gilbert, ni Busolt ², c'est-à-dire les seuls critiques qui ne croient pas à l'existence d'une *boulè* achaienne, ne cherchent à expliquer pourquoi la synodos était pratiquement appelée *boulè*.

2. Pol., XXIX, 24, 6.

3. Cette conséquence est d'autant plus normale que chaque cité envoie à la synodos au moins un délégué officiel chargé de contrôler l'identité des citoyens qui, lors des scrutins par *psèphophoria*, se présentent pour déposer leur vote dans l'urne de la cité : cf. *infra*, pp. 378 sqq. et p. 393, n. 3. Dans une synodos où les citoyens sont venus

fait, il représente sa cité tout entière. Bien qu'il n'ait reçu d'elle aucun mandat, c'est au nom de sa cité qu'il parle, c'est au nom de sa cité qu'il vote. Aussi, puisque la minorité numérique des assistants constitue, au moment décisif de la séance, c'est-à-dire lors du vote, la majorité légale de l'assemblée, ne serait-il pas surprenant que le langage courant eût assimilé les citoyens présents à des bouleutes et la synodos à une boulè. L'organe politique portant ce nom officiel dans un État grec démocratique est, en effet, celui qui se rapproche le plus, par sa composition, d'une assemblée offrant l'aspect de la synodos achaienne, assemblée primaire en théorie, représentative en fait pour la plupart des cités fédérales¹.

Ainsi, on peut croire ou non que la Confédération achaienne possède une boulè. Dans l'une comme dans l'autre hypothèses, Polybe, en appelant *boulè* la synodos, ne fait que se conformer à un usage local dont l'origine métaphorique n'est pas inexplicable.

en très petit nombre, ces délégués des cités jouent un rôle essentiel, car ils usent certainement de leur droit de vote individuel en même temps qu'ils remplissent leur mission.

1. Cette conclusion aboutit, on le voit, à donner à la synodos une nuance représentative. Et il semble, dès lors, que cette discussion sur la composition des assemblées achaiennes soit vaine. Mais on remarquera tout d'abord que cette nuance est corrigée par la présence, en nombre assez grand, des citoyens de la ville où se tient l'assemblée, ensuite qu'il ne s'agit malgré tout que d'une nuance. La synodos demeure dans son essence une assemblée primaire et, sur le plan des idées politiques, c'est le principe et non le fait qui importe.

CHAPITRE CINQUIÈME

LA COMPÉTENCE DES ASSEMBLÉES

I. LE POUVOIR CENTRAL ET LES POUVOIRS LOCAUX. — II. LA PLACE DES ASSEMBLÉES DANS LE POUVOIR CENTRAL. — III. LES PRESCRIPTIONS LÉGALES : *a*) LA LOI SUR LA COMPÉTENCE RÉSERVÉE DE LA SYNKLËTOS; *b*) LA LOI CONCERNANT LA MACÉDOINE, PUIS ROME. — IV. LES FAITS : LA SYNKLËTOS N'A PAS DE LIMITE A SA COMPÉTENCE. — V. LES FAITS : LA SYNODOS EMPÎÈTE PARFOIS SUR LE DOMAINE DE LA SYNKLËTOS. — VI. LA RÉPARTITION DES AFFAIRES OBÉIT SURTOUT, PRATIQUEMENT, A DES RAISONS D'OPPORTUNITÉ.

La question de la compétence des assemblées achaiennes revêt deux aspects différents. On peut considérer les assemblées fédérales en bloc et rechercher jusqu'où s'étendent leurs pouvoirs. Il faut ensuite examiner quelles parts respectives reviennent, dans le domaine ainsi délimité, à la synodos et à la synklëtös.

I

Sous son premier aspect, la question de la compétence des assemblées offre des prolongements d'intérêt considérable. En effet, les droits des assemblées fédérales peuvent seulement être limités par les droits des États-membres d'une part, par les droits des autres organes du gouvernement central d'autre part. Définir les uns et les autres revient donc à préciser d'abord dans quelle mesure les cités adhérentes à l'« État fédéral » qu'est la Confédération achaienne conservent leur autonomie, ensuite quelle indépendance est laissée aux divers magistrats. Il ne s'agit ainsi de rien de moins que de découvrir les solutions apportées par les Achaïens à deux grands problèmes qui se posent encore chaque jour, juridiquement et pratiquement, dans le monde moderne : le problème de la centralisation et du fédéralisme, le problème des rapports entre le pouvoir législatif¹ et les autres pouvoirs.

1. Bien entendu, les mots « pouvoir législatif » ne sont employés ici que comme un équivalent moderne commode, mais très approximatif et sans aucune prétention à une exactitude rigoureuse. Il faut en réalité tenir compte, pour l'Antiquité grecque, de la distinction au moins théorique, entre la « loi » et le « décret ».

Malgré leur importance, ces deux problèmes ne peuvent pas retenir longtemps l'attention.

Pour le premier, dès qu'on le serre un peu, la réponse à laquelle on aboutit manque de précision et déçoit. Cette déception est due à l'insuffisance des sources¹.

La Confédération achaïenne est, sans conteste, ce que les juristes modernes appellent un « État fédéral ». Il existe une nationalité fédérale que peut décerner le gouvernement central². La Confédération est maîtresse, et seule maîtresse, de tout ce qui touche aux intérêts communs : politique extérieure³, armée et marine⁴. Elle exige des contributions⁵ et des contingents militaires⁶. Elle a des lois⁷ et une organisation judiciaire⁸ qui lui sont propres. Elle arbitre les différends entre États-membres⁹. Elle impose à tous un système unique de poids et de mesures¹⁰, ainsi que de monnaies ; toutes les pièces du monnayage fédéral sont d'un type commun, portent son nom ou son monogramme¹¹. Mais, en face de ces prérogatives du pouvoir central, subsiste l'autonomie des cités adhérentes. Il existe des nationalités

1. La Confédération achaïenne est cependant l'« État fédéral » hellénistique que nous connaissons, grâce à Polybe, le moins mal : c'est seulement en lui donnant ce sens qu'on peut accepter la première phrase du mémoire de H. Swoboda, *Klio*, 1912, t. XII, p. 17.

2. Cf. Pol., XXXII, 7, 3 ; *Sylloges*, t. II, n° 653, 10.

3. Les États-membres ne peuvent entretenir de relations directes avec l'étranger sans l'autorisation du pouvoir fédéral : cf. Pol., II, 48, 6-7 ; Liv., XXXIX, 35 ; 37 ; Paus., VII, 9, 2 ; 4 ; 12, 5. Quelques faits aberrants, dont l'explication est aisée (cf. H. Swoboda, *Klio*, 1912, t. XII, pp. 23-25), n'infirmant pas le principe.

4. L'existence des magistrats fédéraux chefs de l'armée et de la marine, stratège, hipparque, navarque, suffit à justifier cette affirmation. D'après Pol., IV, 60, 4 sqq., les États-membres peuvent engager directement des mercenaires pour assurer leur propre défense, si la Confédération s'en révèle incapable, et leurs frais sont alors (*ibid.*, 10) remboursés par le pouvoir central. Mais le texte de Paus., VII, 12, 6, montre que les États-membres ne peuvent envoyer, sans l'ordre du stratège, leurs propres forces militaires hors de leur territoire.

5. Cf. *Sylloges*, t. I, n° 531, ll. 33-34 ; Pol., IV, 60, 5 sqq. : V, 30, 5 ; 91, 4 ; 94, 9 ; XXIV, 2, 3.

6. Cf. Pol., IV, 7, 10 ; 13, 1 ; V, 91, 7 ; X, 23, 9 ; 10 ; XVI, 36, 2 ; etc.

7. Cf. *IVM*, n° 39, ll. 43-45 ; Pol., II, 37, 10 ; IV, 7, 1 ; 60, 10 ; V, 1, 7 ; XXII, 8, 3 ; 10, 10 sqq. ; 12, 6 ; etc. Relevé à peu près complet des lois fédérales connues dans H. Swoboda, *Klio*, 1912, pp. 25 sq.

8. Cf. *infra*, pp. 182 sq.

9. Cf. *IvO*, n° 46, ll. 56-57. Si elle n'arbitre pas elle-même, la Confédération — ce qui revient au même — désigne des arbitres : cf. *IG*, t. VII, n° 189, ll. 24 sqq. ; *Sylloges*, t. I, n° 471 (= *IG*², t. IV, 1, n° 71), ll. 4-5 ; 9-10. Mais cf. *infra*, p. 175, n. 1.

10. Cf. Pol., II, 37, 10. C'était le système éginétique, d'ailleurs répandu dans tout le Péloponnèse avant même la Confédération achaïenne. L'unité du système pondéral, si elle n'entraîne pas nécessairement, facilite du moins naturellement l'unité du système monétaire.

11. Cf. *infra*, p. 167, n. 6.

locales qu'elles confèrent elles-mêmes¹ et qui entraînent *ipso facto* la possession de la nationalité fédérale². Elles demeurent maîtresses de leur gouvernement intérieur³. C'est par leur intermédiaire et dans leur cadre que les citoyens remplissent leurs devoirs financier et militaire à l'égard de la Confédération⁴. Elles ont leurs lois et leurs juges⁵. La frappe des monnaies leur est réservée; elles joignent sur les pièces leur symbole ou leur nom à ceux de la Confédération; bien plus⁶,

1. Cf. *Sylloges*, t. I, n° 529, ll. 6-7; n° 531; etc.; cf. aussi *supra*, p. 106, n. 1.

2. Cf. Collitz, *SGDI*, t. II, n° 1615, et le commentaire de cette inscription, *supra*, p. 114 (n. 2 de la p. 112).

3. Il ne s'agit là que d'une observation très générale et on va voir bientôt, à propos de l'organisation de ce gouvernement, quelles obscurités on rencontre dès qu'on cherche à préciser les détails. Ce principe, pourvu qu'on l'entende très largement (il y a des cas d'intervention de la Confédération dans les querelles intestines des États-membres : *Sylloges*, t. I, n° 490 [= *IG*, t. V, 2, n° 344], ll. 13-14; *Pol.*, IV, 17, 6 sqq.; *V*, 93; etc...), n'en est pas moins admissible.

4. Cf. *supra*, p. 166, nn. 5 et 6. En matière militaire, l'autonomie des États-membres est, semble-t-il, poussée assez loin pour leur permettre de désigner eux-mêmes les chefs ou *apotelioi* de leurs contingents de cavalerie et d'infanterie : cf. *Sylloges*, t. II, n° 600 (= *IG*, t. V, 2, n° 293); *Pol.*, X, 23, 9; XVI, 36, 3; *Suidas*, s.v. *ἀποτέλειοι*.

5. L'existence de lois particulières dans les cités est bien souvent attestée, par exemple à Sparte par *IG*, t. V, 1, n° 5, ll. 10 sqq. (inscription d'époque achaïenne, car les arguments utilisés pour *ibid.*, n° 4, par H. Swoboda. *Die gr. Volksbeschl.*, pp. 140 sqq., sont également valables pour elle); n° 7; *Pol.*, XXIV, 7 5; *Liv.*, XXXVIII, 34, 3. Pour d'autres villes, les références sont extrêmement nombreuses chez Swoboda, *Klio*, 1912, t. XII, p. 27, nn. 1 et 2 : toutefois (comme W. Kolbe, *Zeitschr. d. Savigny-Stift. Rom. Abt.*, 1929, t. XLIX, p. 132, le reproche à une autre étude du même critique), la preuve n'est pas toujours apportée et, bien souvent, ne pourrait pas l'être, que les inscriptions invoquées pour telle ou telle cité appartiennent bien à une époque où cette cité est achaïenne. — D'autres textes montrent que les États-membres rendent la justice par l'organe soit de leur assemblée du peuple, soit de leur boulè, soit de tribunaux : cf. *Sylloges*, t. I, n° 530; t. III, n° 1075 (= *IG*, t. IV, 1, n° 99); *Liv.*, XXXIX, 49; 50; *Plut.*, *Phil.*, 19; *Paus.*, VII, 12, 8; VIII, 51, 6 sqq.; etc.

6. Les études d'ensemble sur les institutions achaïennes exposent d'ordinaire de façon inexacte la question des monnaies. Il n'est donc pas inutile d'apporter quelques précisions. — Polybe (II, 37, 10) déclare que les Achaïens « se servent des mêmes monnaies » (*ἡσθαι τοῖς αὐτοῖς ... νομίμασι*). D'autre part, une inscription d'Orchoménos, *IG*, t. V, 2, n° 345, — inscription que, malgré les hésitations d'Hiller von Gärtringen, on doit, avec Th. Reinach, *Inscription d'Orchomène d'Arcadie*, *BCH*, t. XXVIII, 1904, pp. 10-16, considérer comme d'époque achaïenne, — spécifie qu'un paiement sera fait « en drachmes de monnaie d'argent fédérale » (III, ll. 21-22 : ἐπ' ἀργυρίου συμμαχικοῦ δραχμ[α]ίς). Chacun de ces deux textes suffirait à faire croire qu'il existait des pièces frappées par les soins du seul gouvernement central de la Confédération. On possède, en effet, des monnaies qui portent uniquement des symboles fédéraux, sans rien qui permette de les attribuer à telle ou telle cité particulière. Mais elles ont été identifiées comme des monnaies de la première Confédération, celle qui fut dissoute après 303, par R. Weil, *Das Münzwesen des achäischen Bundes*, *Z. f. Num.*, t. IX, 1882, pp. 206 sq. De la seconde Confédération, reconstituée en 280, toutes les pièces qui nous sont parvenues portent au moins un signe qui oblige à penser qu'elles ont été émises non par le gouvernement central, mais par une cité. Aussi faut-il conclure que les États-membres possédaient le monopole de la frappe et de l'émission. On voit donc l'interprétation que doivent recevoir les deux textes cités plus haut : ils

certaines cités au moins frappent des monnaies entièrement autonomes.

signifient seulement qu'il existait des monnaies frappées par les cités, mais reconnues siennes par la Confédération, répondant à certains échelons du système pondéral officiel et ayant cours, sous la garantie fédérale, sur l'ensemble du territoire achaïen. — De ces monnaies, qu'on peut, une fois ces précisions données, qualifier de « fédérales », des exemplaires nombreux existent. Elles portent toujours à la fois des signes qui rappellent la Confédération et des signes qui rappellent la cité émettrice. A l'avvers, toutes, d'argent ou de cuivre, offrent l'effigie du Zeus fédéral. Au revers, les pièces d'argent ont le monogramme achaïen (un A dont les lignes obliques se prolongent pour s'entrecroiser et donner un X) à l'intérieur d'une couronne, un signe qui symbolise une cité, enfin le nom, entier ou abrégé, soit de la cité, soit d'un magistrat municipal. Les pièces de cuivre, sur cette même face, portent ordinairement l'effigie d'une déesse que l'on prétend souvent, à tort me semble-t-il (cf. *Mél. Cumont*, p. 10, n. 1), être Déméter Panachaia, une légende donnant les deux noms de la Confédération et de la cité (ex. : ΑΧΑΙΩΝ ΚΟΡΙΝΘΙΩΝ), enfin le nom, entier ou abrégé, d'un magistrat municipal. Cf. Weil, pp. 207 sqq. ; Head, *Historia numorum*² (Oxford, 1911), pp. 417 sq. — Une première anomalie doit être signalée : nous n'avons pas de monnaies fédérales de toutes les cités qui appartinrent à la Confédération, même pendant un laps de temps assez appréciable. Weil, pp. 242 sqq., dans son long catalogue, signale soixante cités (il y en a eu davantage) ; sur ce nombre, dix-sept n'ont pas fourni de monnaies. La proportion semble trop forte pour qu'on puisse se borner à accuser le hasard. Weil, pp. 209 sq., n'hésite pas à croire possible que certaines cités n'ont pas eu le droit de battre monnaie. Mais elles auraient aussi bien pu posséder ce droit et ne pas l'utiliser. La même question pourrait être soulevée pour les villes dont nous avons des pièces d'argent et dont nous n'avons pas de pièces de cuivre, ou inversement (cf. le tableau de Weil, p. 272, et celui de M. G. Clerk, *Cat. of the coins of the Achaean League*, Londres, 1895, p. 32). — Il y a beaucoup plus grave. On s'en tient d'ordinaire à ces monnaies fédérales : H. Swoboda, *Klio*, t. XII, 1912, p. 30 ; Hermann-Swoboda, p. 386 ; Niccolini, p. 253 ; Busolt-Swoboda, p. 1554 ; Schwahn, col. 1250, ll. 58 sqq. ; Cary, pp. 285 sq. Certes, Head n'en signale pas d'autres lorsqu'il traite des monnaies achaïennes et Swoboda résume cette situation apparente en disant que la Confédération possède *die Münzhoheit*, tandis que les cités possèdent *das Münzmonopol* (p. 30 ; comparaison boiteuse, n. 9, avec le Reich allemand de 1912, puisque le gouvernement du Reich émettait directement des signes monétaires). Mais c'est une erreur, que Head permettait déjà d'apercevoir, à condition d'examiner, p. 403, ce qu'il dit de Corinthe. Surtout, les numismates plus explicites affirment que certaines pièces absolument autonomes, ne portant aucun signe fédéral, parfois différentes, quant au poids et à la valeur, des pièces fédérales (ainsi les didrachmes corinthiens), ont été frappées par certaines cités à une époque où ces cités appartenaient cependant à la Confédération. Ainsi, des Etats-membres auraient conservé, malgré leur adhésion à la Confédération, le droit de battre monnaie de façon absolument indépendante. Il se peut même (c'est une hypothèse assez fortement fondée de Weil, p. 212) que Corinthe, dans la première période de son adhésion, ait refusé de frapper elle-même, dans ses ateliers, des pièces fédérales et en ait fait frapper pour elle à Patrai. Sur tout cela, cf. Weil, pp. 211-212 ; 219-220 ; 233 ; 244-245 ; 252-253 ; P. Gardner et R. Stuart Poole, *A cat. of the Gr. coins in the British Museum. Peloponnesus (excluding Corinth)*, Londres, 1887, pp. xxv sqq. On a trop rarement jusqu'ici tenu compte de ces affirmations des numismates : Niese, t. II, p. 294, n. 1 ; M.O.B. Caspari, *A survey of the Gr. fed. coinage* (JHS, 1917, t. XXXVII, pp. 168-183), pp. 169 et 179. Assurément, la coexistence, dans la même ville et à la même époque, des deux séries fédérale et autonome, a quelque chose d'insolite et d'illogique. Mais le monde moderne offre une assez grande variété de combinaisons en ce domaine (cf. une vue rapide dans Caspari, p. 178, n. 49), et de combinaisons bien confuses, pour qu'on soit en droit de n'être surpris par rien. La question, d'ailleurs, devrait être reprise par un numismate bien informé des progrès qu'a pu faire notre connaissance de l'histoire

Tout cela est sûr¹, mais demeure insuffisant. Notre curiosité ne serait pleinement satisfaite que si une lumière complète pouvait être projetée sur certains cas embarrassants. Leur importance pratique n'est pas en cause : la vie quotidienne se soucie peu des principes. Leur intérêt théorique n'en est que plus considérable. Précisément parce qu'ils sont des « cas-limites », pour la solution desquels la nécessité d'un choix entre des doctrines opposées s'imposait aux Achaïens, ils constitueraient d'excellents critères afin de discerner les bases juridiques de l'organisation fédérale. Or, les renseignements font défaut.

Ainsi, on a déjà eu l'occasion d'aborder le problème de la nationalité et on a vu combien différent les opinions sur l'étendue des droits

et des institutions achaïennes. Il faudrait aboutir à des certitudes, qui n'existent pas encore, et à une liste des cités pour lesquelles le double monnayage existe. Il faudrait aussi joindre à cette question celle que soulèvent des monnaies récemment signalées par M. Crosby et E. Grace, *An Achaean League hoard* (*Num. notes and monographs*, n° 74, New-York, 1936), pp. 7 sqq. et p. 30 (nos 162-197 : cf. pl. IV) : dépourvues de tout signe fédéral, elles portent les lettres APK[ΑΔΩΝ] et paraissent, pourtant, avoir été frappées peu avant 182, c'est-à-dire à une époque où il n'existait aucun Etat arcadien. Je ne puis songer à présenter ici quelques observations qui me paraissent s'imposer à l'égard des arguments de R. Weil et P. Gardner. Je me borne, pour l'instant, à juger contradictoire qu'on qualifie de *grundlegend* le travail de Weil et qu'on ne tienne en même temps aucun compte de son opinion sur ce point ; c'est ce que font H. Swoboda, *Klio*, 1912, p. 30 et n. 8 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 386 et n. 1 ; Busolt³-Swoboda, p. 1554 et n. 2.

1. Sauf ce qui concerne les monnaies, tout cela est aujourd'hui admis par tous les critiques. L'étude fondamentale, avec une documentation extrêmement riche, est celle de H. Swoboda, *Studien zu den griechischen Bünden. III. Die Städte im achäischen Bunde*, *Klio*, 1912, t. XII, pp. 17-50. Sur le même sujet, les développements qu'on rencontre dans Hermann⁶-Swoboda, pp. 380 sqq., Niccolini, pp. 243 sqq., Busolt³-Swoboda, pp. 1548 sqq., Schwahn, coll. 1248 sqq., s'en inspirent très étroitement. — Il n'est point besoin d'insister pour montrer combien Polybe exagère lorsque (II, 37, 10-11) il compare à une cité unique le Péloponnèse unifié par la Confédération achaïenne. On a déjà vu, au début de la note précédente, qu'il y aurait imprudence à interpréter littéralement ce texte. On a vu également plus haut, p. 20 n. 2, que la Confédération n'a jamais possédé le « Péloponnèse tout entier » dont Polybe (*ibid.*, 11) parle pourtant. Ces faits suffisent à montrer qu'il n'est pas, ici comme en bien d'autres passages, très attentif à l'exactitude scrupuleuse des détails qu'il cite à l'appui de ses vues générales. En l'espèce, on sent bien qu'il se laisse entraîner par son raisonnement ; aussi ne veut-il retenir, dans les institutions de sa patrie, que ce qui tend à la fusion et néglige-t-il tout ce qui réserve l'autonomie des États-membres : cf. *supra*, p. 113, n. 2, *in fine*. Parmi les modernes, seul Schwahn, *Hermes*, 1931, p. 102, et RE, t. IV A 1, col. 1175, ll. 43 sqq., prétend fâcheusement faire fonds sur ce passage. Les anciens critiques lui ont souvent accordé trop de confiance ; toutefois aucun ne s'est, à cet égard, aussi lourdement trompé que Fustel de Coulanges, *Polybe ou la Grèce conquise par les Romains* (1858), pp. 34 sqq. (= *Questions historiques* [1893], pp. 147 sqq.), dont tout le développement sur les institutions achaïennes est vicié à la base. Une remarque extrêmement juste (*das ist eine von dem griechischen Standpunkte, dem Bundesstaaten etwas ungewohntes waren, zu erklärende Hyperbel*) avait cependant été présentée dès 1849 par W. Vischer, *Ueber die Bildung von Staaten und Bünden, oder Centralisation und Föderation im alten Griechenland* (Progr. Bâle, 1849) : on la retrouve dans ses *Kleine Schriften*, t. I, p. 379, n. 1.

que la nationalité fédérale donne, dans tous les États-membres, à celui qui la possède¹. Résoudre avec certitude cette question serait ici d'importance capitale, car on apercevrait clairement la profondeur de la fusion réalisée entre les diverses nationalités locales². Malheureusement, — on l'a vu aussi, — les opinions divergentes des modernes demeurent, faute de textes sûrs pour la Confédération achaïenne, des hypothèses.

Cette question, d'ailleurs, en soulève une autre, plus restreinte, une de ces subtilités juridiques dont l'intérêt théorique dépasse infiniment l'intérêt pratique : lorsque la Confédération accorde à un étranger la nationalité fédérale, comment le nouveau citoyen fédéral peut-il acquérir une nationalité locale³ ? Possède-t-il virtuellement toutes les nationalités locales et lui suffit-il d'exprimer un désir pour se faire inscrire dans la cité de son choix⁴ ? Ou bien le décret fédéral peut-il comporter l'ordre à un État-membre nommément désigné d'admettre cet étranger au nombre de ses citoyens⁵ ? Ou bien l'approbation d'une cité est-elle indispensable⁶ ? Selon la solution qu'on adoptera, le juge-

1. Cf. plus haut, pp. 110 sqq.

2. Il ne faut pas croire que cette fusion, même absolue, serait une preuve suffisante de l'existence d'un pouvoir central extrêmement fort. Elle est poussée très loin dans la République des États-Unis d'Amérique, qui est cependant un « État fédéral » moins proche voisin de l'« État unitaire » que d'autres « États fédéraux » (le Reich allemand avant 1933, par exemple) où les nationalités locales ont une plus grande importance. Ce n'en serait pas moins un élément d'appréciation très précieux.

3. La question est plus importante théoriquement que pratiquement ; car, le plus souvent, ces naturalisations d'étrangers n'étaient faites qu'à titre honorifique : les bénéficiaires devaient se soucier fort peu de les voir produire, automatiquement ou non, leurs pleins effets.

4. C'est l'opinion de W. Schwahn (cf. plus haut, p. 111, nn. 1 sq.) et de W. Kolbe (cf. plus haut, p. 110, n. 4). Ce dernier écrit, p. 135 : *Wir sehen mithin, dass es nach Erlass des Bundesdekretes lediglich der Willensäußerung des Individuums bedurfte, um das Bürgerrecht in einer bestimmten Stadt auszuüben*. Vues identiques chez Ehrenberg, p. 57.

5. Certains critiques adoptent cette hypothèse, en insistant plus ou moins sur la désignation préalable, dans le décret, de l'État-membre qui devra accepter le nouveau citoyen : cf. notamment E. Szanto, pp. 134 sqq. ; Hermann⁶-Swoboda, p. 209 et n. 5 ; Swoboda, *Die griech. Bünde*, p. 10 ; Busolt³-Swoboda, p. 1315, n. 1 ; etc. Ces auteurs doivent naturellement être prudents dans leurs affirmations : d'ordinaire, ils se livrent à un raisonnement théorique, fondé sur l'impossibilité, pour un citoyen non rattaché à un État-membre, de remplir ses devoirs et d'exercer ses droits à l'égard de la Confédération, et concluent par une formule comme : *so musste der Bund ein Mittel haben*. . . . Mais ce raisonnement théorique n'a pas grand poids.

6. C'est l'opinion, par exemple, qu'expriment timidement Swoboda, *Klio*, 1912, t. XII, p. 19, n. 3, plus nettement Niccolini, p. 205, et très formellement Swoboda, *Zwei Kapitel* (cf. *supra*, p. 109, n. 4), pp. 24 sq. Elle ne repose, elle aussi, que sur une considération théorique : si la Confédération avait pu imposer sa volonté à l'État-membre, l'autonomie de celui-ci aurait subi une trop rude atteinte. Mais, comme le fait remarquer W. Kolbe, *Zeitsch. d. Sav.-Stift. Rom. Abt.*, 1929, t. XLIX, p. 133, c'est là une pétition de principe caractérisée et on ne peut apprécier l'autonomie des États-membres qu'après avoir répondu par d'autres arguments à la question posée.

ment qu'il conviendra de porter sur les pouvoirs du gouvernement fédéral et l'autonomie des États fédérés sera complètement modifié. Or, nous connaissons en tout et pour tout deux cas d'attribution de la nationalité fédérale achaïenne, sans que, pour aucun d'eux, le texte du décret fédéral nous ait été transmis¹. Aussi est-il permis de tenter et a-t-on tenté de faire un choix entre ces hypothèses; mais il est impossible de conserver la moindre illusion sur leur solidité².

Voici un autre cas, également caractéristique. Il est indéniable qu'on observe une certaine similitude d'abord entre les institutions locales de divers États-membres, ensuite entre ces institutions locales et les institutions fédérales³. Mais on ne se borne pas, en général, à constater cette vérité d'évidence; on se hasarde à tenter d'expliquer, au moins pour certaines institutions, cette similitude. Et voici à quelle solution s'arrête le critique moderne à coup sûr le plus averti des institutions achaïennes, H. Swoboda. A ses yeux, aucune loi fédérale n'aurait imposé partout une organisation uniforme calquée sur l'organisation du gouvernement central. Mais le pouvoir fédéral aurait

1. Cf. plus haut, p. 113, n. 2.

2. En réalité, si on s'est hasardé à présenter des opinions tranchées sur ce problème, c'est qu'on l'a posé dans son ensemble, pour tous les « États fédéraux » helléniques considérés en bloc. Je ne crois pas à la légitimité de ce procédé. Quelle qu'ait pu être la solution adoptée ici ou là, il reste toujours possible que la Confédération achaïenne en ait adopté une autre. C'est pour la Confédération achaïenne seule qu'il conviendrait d'aborder le problème, ce qui se passait ailleurs ne constituant qu'un élément d'appréciation. Or, ainsi restreint dans l'espace et le temps, le problème est manifestement insoluble, faute de textes décisifs. J'avoue n'avoir, en ce qui concerne cet État, aucune préférence : l'hypothèse que j'ai présentée avec de prudentes réserves, qui fait des Déliens et du Troyen Kassandros des citoyens fédéraux sans nationalité locale, est parfaitement compatible avec toutes les réponses dont le problème est susceptible.

3. Sur les institutions locales dans la Confédération achaïenne, cf. les études, dont l'accord est à peu près complet, de H. Swoboda, *Klio*, 1912, pp. 38 sqq. (dont dérivent toutes les autres); Hermann-Swoboda, pp. 414-415; Niccolini, pp. 255 sqq.; Busolt-Swoboda, pp. 1573 sq.; Schwahn, coll. 1259 sqq. Tous ces auteurs relèvent l'existence de cette double similitude, qui est évidente. Il faut cependant se garder de l'exagérer. Que chaque cité ait été organisée selon le type courant, avec assemblée du peuple, boulè et magistrats, c'est ce dont il n'y a pas, je crois, lieu d'être surpris et on ne peut vraiment rien en conclure. Au contraire, il ne faut pas oublier que l'existence d'une boulè fédérale ne peut pas être démontrée. De plus, on ne retrouve, dans aucun État-membre, la distinction des assemblées populaires en synklètoi et synodoi; les institutions fédérales n'ont donc pas été, à notre connaissance, copiées sur ce point. Enfin, il subsiste entre les institutions locales des diverses cités une très grande variété que personne ne peut songer à dissimuler. Au vrai, la similitude n'apparaît réellement — et sans être jamais absolument générale — que pour certaines institutions, comme les damiorgoi ou les synarchiai. S'il y avait eu influence de la Confédération, on serait en droit de se demander pourquoi elle ne s'est pas exercée pour toutes les institutions; bien plus, on devrait essayer de rendre compte de ce choix. Or, les critiques modernes relèvent soigneusement les similitudes existantes; certains tentent de les expliquer; mais aucun n'aborde cette question: c'est que personne ne peut lui donner une réponse satisfaisante. Cela suffit à montrer la vanité des tentatives d'explication.

exercé sur chaque cité, avant la conclusion de l'acte d'adhésion, une pression morale pour qu'elle adaptât ses institutions à un type communément admis¹.

L'explication est ingénieuse² et l'importance de ses répercussions sur le problème de l'autonomie des États-membres s'aperçoit aussitôt : en droit, cette autonomie demeurerait entière³, en fait, elle serait considérablement restreinte. Le malheur est qu'une pareille conclusion repose sur l'affirmation préalable que les États adhérents conservent après leur adhésion le maximum concevable d'autonomie ainsi que la pleine maîtrise de leur gouvernement intérieur⁴ et que cette affirmation repose elle-même sur une série d'hypothèses destinées à écarter tous les faits plus ou moins gênants⁵. Rien ne peut donc être plus arbitraire.

1. De plus, l'acte d'adhésion aurait porté mention de l'adoption de ces institutions par la cité adhérente. Cf. H. Swoboda, *Klio*, 1912, p. 50; l'explication est reprise dans Hermann⁶-Swoboda, p. 415; Busolt³-Swoboda, p. 1574. — Cary, p. 286, pense que la Confédération obligeait les États-membres à modeler leurs constitutions *on the pattern of the towns of Achaea Proper*, mais sans préciser si cette pression se produisait avant ou après l'acte d'adhésion. — Niccolini, p. 262, n. 1, veut considérer la question *sotto l'aspetto evolutivo* et reconnaît *piuttosto una tendenza verso l'unificazione* : ainsi, selon lui, les mœurs et la contagion de l'exemple auraient seules agi, sans obligation, avouée ou non. — Ehrenberg, p. 57, écrit : *das selbstverständliche Streben des Bundes musste dahin gehen, eine gewisse Einheitlichkeit der gliedstaatlichen Verfassungen zu erreichen*. — Schwahn, col. 1261, ll. 51-54, ne conclut pas.

2. Il y a, toutefois, un fait troublant que les partisans de cette explication ne peuvent chercher à écarter : c'est que Sparte n'adopte, contrainte et forcée, des institutions sur le modèle achaien qu'en 188, alors que depuis son adhésion, antérieure de quatre années, elle a conservé ses institutions traditionnelles. On pourrait invoquer aussi dans le même sens les cas de Mégalopolis (Pol., V, 93, 8 sqq.) et de Tégée (Pol., II, 70, 4). Ainsi, la Confédération n'aurait pas, plus ou moins directement, exigé de toutes les cités qu'au moment de leur adhésion elles modifiassent leur constitution intérieure et la prétendue règle découverte par Swoboda n'aurait nullement été d'application constante.

3. C'est ce que précise bien H. Swoboda, *Klio*, 1912, p. 50 : *... sodass . . . , wenigstens nach formellem Rechte, ihre freie Entschliessung gewahrt bliebe*.

4. Cf. la phrase qui, chez Swoboda, précède immédiatement celle dont il vient d'être cité quelques mots à la n° précédente : *Es ist aber sehr die Frage, gerade mit Rücksicht auf die durch die früheren Auseinandersetzungen klar gestellte Autonomie, deren sich die Gliedstaaten erfreuten, ob man annehmen darf, dass ihnen die gleichförmige Gestaltung dieser Einrichtungen einseitig, d. h. durch einen Bundesbeschluss auferlegt wurde*.

5. En fait, cette autonomie, que Swoboda se plaît à affirmer *klar gestellte*, est moins clairement établie qu'il ne veut le croire. On trouvera un jugement d'ensemble très différent dans V. Ehrenberg, p. 56. Je n'adopte pour ma part ni l'un ni l'autre, estimant que les précisions font défaut. Je me borne à signaler incidemment les raisonnements, qui laissent au moins place au doute, par lesquels on se débarrasse des interventions de la Confédération dans les querelles intestines des États-membres (cf. H. Swoboda, *Klio*, 1912, p. 32; Busolt³-Swoboda, p. 1553 et n. 4) et de l'installation de garnisons fédérales dans certaines cités (cf. H. Swoboda, *Klio*, 1912, pp. 34-35; Hermann⁶-Swoboda, p. 387; Busolt³-Swoboda, p. 1552).

Au vrai, il n'est pas une seule institution qui se rencontre avec une fréquence suffisante pour qu'on ait, dans l'état actuel de la documentation, l'obligation de l'expliquer. Si, du nombre total des textes invoqués, on déduit les cas douteux — inscriptions de date ou de restitution incertaines —, c'est au maximum dans une vingtaine de cités différentes qu'on rencontre l'institution qui semble la plus répandue, celle des damiorgoi¹. Parmi ces cités, il faut négliger celles où la présence des damiorgoi répond à des traditions régionales fort anciennes², si bien que ce n'est pas l'existence des damiorgoi fédéraux qui explique celle des damiorgoi locaux³, mais bien plutôt l'inverse,

1. Traiter à fond la question entraînerait trop loin. Si la discussion exhaustive devait être entreprise, il faudrait tenir le plus grand compte des deux conditions qui viennent d'être posées : un texte, pour être invoqué utilement, doit être sûr quant à sa lettre et quant à sa date. Dès lors, le nombre approximatif de vingt auquel je m'arrête (sur une soixantaine de cités environ au total) est large. Cf. E. Caillemer, *DA*, t. II, 1, s. v. *Dèmiourgoi*, p. 67 ; V. von Schaeffer, *RE*, t. IV, s. v. *Demiourgoi*, coll. 2858-2862. L'étude la plus récente et la plus complète est celle de W. Schönfelder, *Die städtischen und Bundesbeamten des gr. Festlandes vom 4. Jhd v. Chr. bis in die röm. Kaiserzeit* (Diss. Leipzig, 1917). Dans son relevé général des hauts magistrats municipaux, Schönfelder, pp. 217 sqq., mentionne dix-neuf villes ayant fait partie de la Confédération achaienne où la présence des damiorgoi lui paraît attestée par les sources. En ajoutant Sparte, qu'il néglige volontairement, on aboutit à vingt. Mais, sur ce nombre, il y a des cités dont W. Schönfelder doit se borner à dire qu'elles ont eu des damiorgoi *im 5. und 4. (Mantinéa) ou im 4. und 3. Jahrhundert* (Lousoi, Stymphalos) ; rien ne prouve donc qu'elles en ont eu encore à l'époque achaienne et, pour l'époque mentionnée, il ne peut être question d'une influence quelconque de la Confédération achaienne. D'ailleurs, l'institution n'est nullement limitée au Péloponnèse et même les indications fournies par Hésychios et par l'*Etymol. magnum* (s. v. *δημιουργός*) obligent à sortir de la presque île ; cf. Boeckh, *CIG*, t. I, no 4, p. 11 ; à simple titre d'exemple, L. Robert, *REG*, t. XLII, 1929, pp. 22 et 25 ; *REG*, t. XLVI, 1933, p. 439 et n. 1. Les conclusions auxquelles aboutit V. von Schaeffer, *RE*, t. IV, coll. 2861 sq., s'adaptent parfaitement aux miennes : cette magistrature a été très priseée des Achaiens et de leurs voisins ; elle n'a pas été imposée (sauf à Sparte) par les Achaiens. — En même temps que sur les damiorgoi, on insiste avec prédilection sur l'existence des *synarchiai*, c'est-à-dire d'un collège, délibérant ou exerçant certaines fonctions en commun, de tous les magistrats politiques (les sources parlent aussi en ce sens parfois des *archontes* ; ne pas confondre avec les magistrats dont ce peut être le nom officiel). Un tel collège existe dans le gouvernement central de la Confédération et dans plusieurs cités : cf. Schönfelder, pp. 147 sqq. Il serait facile de développer pour cette institution une série d'observations parallèles à celles qui viennent d'être présentées au sujet des damiorgoi : existence en dehors du territoire fédéral et à des époques où la Confédération ne peut pas en favoriser la généralisation. Je rappelle (cf. *supra*, p. 167, n. 5) que H. Swoboda est un peu enclin à faire flèche de tout bois en matière de sources épigraphiques.

2. Pour pouvoir en dresser la liste complète, il faudrait bien connaître, pour toutes les cités où on rencontre, à une date quelconque, des damiorgoi, les institutions qu'elles possédaient avant leur adhésion à la Confédération. Or, c'est ce que, le plus souvent, nous ignorons. — L'existence ancienne des damiorgoi dans certains Etats-membres n'est niée par personne : Holleaux, *REG*, t. X, 1897, p. 307, n. 1 ; Swoboda, *Klio*, 1912, p. 41 ; Niccolini, pp. 260-261 ; Busolt-Swoboda, p. 1573 (cf. Busolt 3, pp. 505 sq.) ; Schwahn, coll. 1260 sq.

3. Pour les cités de l'Achaïe proprement dite, on pourrait à la rigueur, en discu-

les institutions fédérales ayant pu être créées selon un type courant dans le Péloponnèse ou modelées à l'image des institutions locales préexistantes dans les premières cités adhérentes. Il faut encore défalquer Sparte, où c'est par la force et exceptionnellement que, après une révolte de la cité et en vertu du seul droit du vainqueur, le pouvoir fédéral supprima les lois ancestrales et imposa les lois et les institutions achainnes¹. Restent alors cinq ou six cités pour lesquelles on peut se risquer à parler d'une influence des institutions fédérales. Ce nombre est manifestement trop faible² pour que le processus hypothétique selon lequel cette influence s'exerça puisse servir de base à un raisonnement quel qu'il soit³. En fait, toute comparaison des institu-

tant les dates, — et cette discussion risquerait d'être assez arbitraire, faute de données, — parler d'une influence des institutions de la première Confédération achainne. Mais nous ignorons tout de ces institutions. En tout cas, cette issue se ferme pour les cités qui n'ont jamais fait partie de cette première Confédération : quoi qu'en dise Swoboda, dans *Klio*, 1912, p. 43, et dans Hermann-Swoboda, p. 414, n. 6, je ne puis me résoudre à croire à une influence de cet Etat obscur sur une ville comme Argos (*IG*, t. IV, n° 506, l. 7). La vérité me paraît se trouver dans l'affirmation très générale de Busolt³, p. 505 : *das Hauptgebiet der Damiorgoi [war] die Peloponnesos*. Et, dès lors, rien d'étonnant à rencontrer cette institution à la fois dans la Confédération et dans plusieurs Etats-membres.

1. Sparte adhère en 192 à la Confédération achainne (Liv., XXXV, 37, 1-3). A l'automne 189, elle fait sécession (Liv., XXXVIII, 30, 6 sq.). Au printemps 188 (*ibid.*, 33, 1), Philopoïmen réprime la révolte. Après la défaite des Spartiates, *Lacedaemoniis imperatum..... uti..... Lycurgi leges moresque abrogarent, Achaeorum adsuescerent legibus institutisque* (*ibid.*, 34, 1-3). Cf. aussi Plut., *Phil.*, 16, 8 ; Paus., VII, 8, 5. C'est de ce moment que doit dater l'apparition des damiorgoi à Sparte, magistrature dont l'existence est attestée par *IG*, t. V, 1, n° 5, qui, l. 18, mentionne un « épidamiorgos ».

2. On remarquera, au surplus, que le nombre des damiorgoi — là où nous le connaissons — est variable : dix pour les damiorgoi fédéraux (Liv., XXXII, 22, 2) ; cinq à Mégare (*IG*, t. VII, n° 41 ; cf. la n. 1 de Dittenberger, intéressante au sujet de ce nombre) ; quatre à Stymphalos (*IG*, t. V, 2, n° 356, ll. 5 sq.) ; quatorze à Troizen (*IG*, t. IV, n° 764 ; il est vrai qu'il s'agit des « damiorgoi et prytaneis » : s'agit-il d'une magistrature unique, dont les titulaires portent ces deux noms, ou de deux magistratures différentes entre lesquelles, dans la liste de quatorze noms propres qui nous est transmise, nous ne pouvons faire le départ ?). On explique ces variations par des raisons locales (Niccolini, p. 261, n. 17) ou par l'importance des villes et leurs besoins particuliers (Swoboda, *Klio*, 1912, p. 43). Ces explications n'ont rien de très satisfaisant et, s'il y avait vraiment influence de la Confédération dans la création de cette magistrature, ces différences, dont l'ampleur est grande, demeureraient incompréhensibles. — Ce qu'il faudrait encore pouvoir comparer pour avoir le droit de porter un jugement, ce sont, ici et là, les attributions de ces damiorgoi. Or, sur ce point, nos renseignements sont très insuffisants.

3. Voici ce qui m'apparaît comme le plus probable. Tout d'abord, de longue date et sans la moindre influence de la Confédération achainne, l'institution des damiorgoi est très répandue dans tout le Péloponnèse. Ensuite, la création des damiorgoi fédéraux est due à l'imitation d'une magistrature existant dans la plupart des cités adhérentes. Enfin, certaines des cités qui ne possédaient pas cette institution l'ont adoptée au moment de leur adhésion (qui peut parfois s'accompagner d'une réforme constitutionnelle, par exemple si la cité subissait auparavant un régime tyrannique)

tions fédérales et des institutions locales exigerait, pour être autre chose qu'un pur et vain jeu de l'esprit, la possession de matériaux abondants et sûrs provenant d'un grand nombre d'États-membres et permettant au moins une comparaison préalable des institutions de chaque État avant et après son adhésion à la Confédération. Notre documentation présente est fort loin de répondre à cette condition. Le plus sage est donc de s'abstenir et de conclure en affirmant notre impuissance à préciser dans quelle mesure exacte les États fédérés demeuraient libres de s'organiser à leur guise.

Prolonger cette démonstration et l'étayer d'autres exemples serait facile¹, mais apparaît inutile. Nos sources autorisent à classer la Confédération achaïenne dans la catégorie juridique des « États fédéraux ». Mais elles obligent à s'en tenir à cette définition large et, par conséquent, vague, alors que, seuls, les détails seraient intéressants. Car il est rare que la réalité coïncide rigoureusement avec les cadres théoriques. L'« État fédéral » demeure une abstraction idéale, née du travail d'analyse et de synthèse des juristes. Ceux-ci sont les premiers à reconnaître que le nombre des combinaisons possibles est infini, que

ou, par la suite, dès que l'occasion s'en présente. Ce faisant, elles n'ont, me semble-t-il, cédé à aucune pression consciente (sauf, bien entendu, dans le cas de Sparte) du gouvernement central. Mais, ayant à modifier leurs institutions locales, il est bien naturel qu'elles les aient modelées à l'image de ce qui existait dans la Confédération et surtout (car cet exemple devait être plus contagieux) dans les cités voisines. Toutefois, ce ne sont là que des hypothèses et je crois impossible de faire fond sur elles pour porter un jugement sur l'autonomie laissée aux États-membres.

1. Je n'en prendrai qu'un seul, relatif à l'arbitrage des conflits entre cités adhérentes. Le cas le plus fréquent, qui est celui de l'intervention du pouvoir fédéral, a été présenté *supra*, p. 166 et n. 9. Or, N. Valmin a découvert et publié (*Bull. de la Soc. roy. des Lettres de Lund*, t. IV, 1928-1929, *Inscriptions de la Messénie*, pp. 2 et suiv. du t. à p.) une inscription relative à peu près certainement au conflit auquel se rapporte également *IvO*, n° 46. Mais cette inscription, qui est un décret de Thouria, ne dit rien du pouvoir central achaïen. De Sanctis, *Riv. d. Fil.*, n^{lle} série, t. VII, 1929, p. 570, s'est avoué gêné par cette absence. N. Valmin, p. 6, et M. A. Levi, *Riv. d. Fil.*, t. IX, 1931, p. 97, passent hardiment outre et y trouvent la confirmation d'une opinion d'A. Roeder, *L'arbitrage international chez les Hellènes*, t. I des *Publications de l'Institut Nobel norvégien*, Oslo, 1912, p. 221, sur le droit des États-membres d'une Confédération de régler et de faire arbitrer *sui iuris* leurs conflits. Au vrai, il importe surtout de reconnaître notre ignorance. Comme l'indique, mais trop timidement, Levi, cette inscription n'est pas entièrement probante, puisqu'il s'agit d'un décret de « caractère commémoratif et non pas contractuel » (p. 95), donc d'un « décret à l'usage interne » (p. 97), où l'on aurait pu négliger de mentionner le rôle du pouvoir fédéral. Mais, même si l'on admet que le décret reflète l'exacte réalité à cet égard, il resterait à se demander si l'intervention du gouvernement central était indispensable en certains cas, et dans quels cas, si elle n'était au contraire que facultative, à la demande des ou d'un des États-membres intéressés, ou sur l'initiative du gouvernement central lui-même, etc. L'opinion d'A. Roeder me paraît donc être présentée trop brutalement et, si cette inscription lui apporte un argument nouveau, elle est loin de fournir toutes les précisions nécessaires.

deux États n'adoptent jamais exactement la même constitution et qu'il serait sans doute plus vrai d'affirmer que chaque « État fédéral » constitue à lui seul un type particulier, plus ou moins rapproché des types également arbitraires de la « Confédération d'États » ou de l'« État unitaire »¹. Les caractéristiques individuelles sont donc bien, dans des recherches de cet ordre, ce qui présente le plus de prix. Leur connaissance serait indispensable, non seulement pour définir la forme précise d'« État fédéral » réalisée par la Confédération achaïenne, mais aussi pour apprécier l'étape atteinte par elle dans l'évolution qui, du petit État urbain, a mené au grand État unitaire. C'est malheureusement cette connaissance des détails qui nous fait presque entièrement défaut.

Il semble donc inutile de s'arrêter longuement au problème du partage de la compétence entre le gouvernement central et les gouvernements locaux dans la Confédération achaïenne.

II

Le problème des droits respectifs des assemblées fédérales et des autres organes du gouvernement central peut être aussi rapidement examiné. Non pas que les données fournies par les sources soient ici insuffisantes : l'obscurité qui l'entoure est infiniment moins grande et se laisse percer sur les points essentiels. Mais parce que la solution adoptée par la Confédération achaïenne ne semble rien avoir d'extrêmement original.

Ce problème peut se subdiviser en trois questions : quels sont les rapports entre les assemblées et les magistrats politiques ? les assemblées

1. Cf. L. Le Fur, *Etat fédéral et Confédération d'Etats* (Paris, 1896), p. vi : « Comme il ne peut exister deux Etats dont les constitutions soient identiques entre elles, l'on arrive vite à trouver dans tout Etat composé une forme d'organisation *sui generis* et à distinguer autant de sortes d'unions d'Etats qu'il existe en fait de systèmes d'Etats concrets. » P. Fauchille, *Traité de droit international public*, t. I, 1 (Paris, 1922), p. 228 : « Cette catégorie d'Etats [les Etats composés] comprend des combinaisons variées, séparées par des différences souvent quelque peu indéceses. » G. Scelle, *Précis de droit des gens. Principes et systématique*, t. I (Paris, 1932), p. 200 : « L'Etat fédéral... est un phénomène politico-historique qui peut avoir les origines les plus diverses et aboutir à des répartitions de compétence très différentes. Il n'y a pas une, mais plusieurs formes d'Etat fédéral : aucune ne peut être considérée comme la forme-type exclusive. » Le Fur fait des réserves sur la « théorie biologique » de G. Scelle et, notamment, sur son refus de classer en des Etats composés (cf. *Règles générales du droit de la paix*, dans *Académie de Droit international, Recueil de cours*, t. LIV, Paris, 1935, 4, pp. 105-106) ; mais les citations précédentes montrent assez que, si G. Scelle donne une forme trop brutale au fait qui intéresse mon développement actuel et en tire des conclusions excessives, ce fait lui-même est incontestable.

ont-elles des pouvoirs judiciaires ? en quelle mesure les lois proprement dites échappent-elles à leur souveraineté ? Ces trois questions appellent des réponses identiques.

Assurément, le pouvoir des magistrats politiques est plus grand dans la Confédération achaienne que dans la démocratie athénienne de la fin du v^e siècle et au iv^e siècle. En effet, s'il n'est pas surprenant que le stratège possède et exerce le commandement suprême des troupes en temps de guerre¹, il est moins normal que, d'accord avec les damiorgoi ou même de sa seule initiative, il envoie des ambassades au dehors et négocie directement avec les ambassadeurs étrangers². Et cette liberté laissée aux magistrats dans la conduite de la

1. Détailler ses pouvoirs militaires avec références à l'appui apparaît inutile : il suffit de renvoyer à Freeman², pp. 233 sqq.; Hermann⁶-Swoboda, p. 407; Niccolini, pp. 210-211; Busolt³-Swoboda, pp. 1567 sqq.; Schwahn, col. 1258.

2. Deux textes de Polybe, XXII, 3, 4 (cf. 7, 1) et 9, 11, nous montrent le stratège, de sa seule autorité, envoyant une ambassade à Rome et renouvelant une alliance entre l'Égypte et la Confédération achaienne. Il se peut que la non-collaboration des damiorgoi à ces actes soit seulement apparente : Polybe peut s'être exprimé trop rapidement et, comme, dans l'un et dans l'autre cas, le stratège est Philopoïmen, avoir simplement voulu marquer la part prépondérante prise par Philopoïmen dans ces deux décisions qu'il aurait présentées, défendues et fait adopter dans le collège des synarchiai. C'est, en somme, l'opinion ordinairement adoptée : Freeman², pp. 223; 231; 304; W. Vischer, *Kleine Schriften*, t. 1, pp. 571 sqq.; Weinert, pp. 24 sqq.; Hermann⁶-Swoboda, p. 408; Niccolini, p. 210 et n. 9; Busolt³-Swoboda, p. 1568 et n. 3; Schwahn, col. 1258, ll. 61 sqq. Mais les damiorgoi ne sont également que des magistrats et, pour des décisions de cet ordre, le consentement d'une assemblée aurait dû, normalement, être nécessaire. Or, malgré les mots τῶ τῶν Ἀχαιῶν ἔθνος de Pol., XXII, 7, 1, il est clair que, dans les deux cas, on n'a pas consulté d'assemblée. En s'appuyant sur le mot εὐθέως, on a voulu voir dans la procédure suivie pour l'envoi de l'ambassade à Rome (Pol., XXII, 3, 4) une procédure anormale, qui se justifierait par l'urgence de la décision à prendre et l'impossibilité d'attendre la prochaine synodos : Hermann⁶-Swoboda, p. 408, n. 3; Busolt³-Swoboda, p. 1568, n. 3. Cette excuse n'est pas recevable. D'une part, la convocation d'une assemblée extraordinaire demeurerait toujours possible : en prétendant, à tort d'ailleurs, que la décision relevait de la compétence exclusive de la synodos, Busolt³-Swoboda, p. 1568, n. 3, oublie que, p. 1557, il a affirmé la possibilité de synodoi extraordinaires; j'ai montré que toute assemblée extraordinaire est une synklêtos, mais je ne puis croire que la compétence de la synklêtos ait été limitée (cf. *infra*, pp. 205 sqq.); Philopoïmen pouvait donc certainement convoquer d'urgence une assemblée et lui soumettre la question. D'autre part, et surtout, raisonner de la sorte, c'est attribuer au mot εὐθέως, comme le font Th. Büttner-Wobst, *Beiträge zu Polybios (Jahresber. d. Gym. z. heil. Kreuz zu Dresden, 1900/1901)*, Dresde, 1901, p. 4, Niccolini, pp. 150 et 291, Beloch, *Der römische Kalender von 218-168 (Klio, 1918, t. XV, pp. 382-419)*, p. 390, une valeur qu'il n'a certainement pas : cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 30 sqq. Dans ce mémoire, j'ai tenté de montrer, p. 33, que, si on veut conserver au mot un sens précis, il faut l'interpréter comme l'indice qu', dès son entrée en charge comme stratège à l'automne 187, Philopoïmen constitue cette ambassade. Comme l'affaire (*ibid.*) était engagée depuis un certain temps, rien, dès lors, n'aurait pu empêcher Philopoïmen de la faire trancher par

politique extérieure ne leur permet pas seulement de préparer, en l'absence possible de toute boulè, le travail des assemblées¹; elle place entre leurs mains une puissance qui n'est pas négligeable. Ils se révèlent procéduriers retors, s'abritent derrière les prescriptions légales interprétées à leur façon et parviennent ainsi à engager, sans l'aveu des assemblées, la politique achaïenne dans des voies dangereuses². On ne peut pas dire que, ce faisant, ils trahissent l'opinion de la majorité des citoyens : consulté, le peuple les aurait probablement approuvés³. Il est, toutefois, très remarquable qu'ils ne s'effraient pas de la lourde responsabilité qu'ils assument *sponte sua*.

Mais cette extension de l'initiative propre des magistrats est, dans un État tel que la Confédération achaïenne, à peu près inévitable. A cause de son étendue territoriale et de la gêne qu'elles procurent à ceux qui y participent, les assemblées ne peuvent pas se réunir aussi fréquemment que dans une cité. Il faut, cependant, prendre des décisions et agir dans les intervalles de leurs sessions : les nécessités pratiques interviennent donc pour assouplir les règles théoriques et laisser aux magistrats une liberté dont ils font plus ou moins bon

l'assemblée qui l'élit, à l'automne 187 (cf. *infra*, p. 239). C'est donc volontairement que le stratège, consultant ou non les damiorgoi, se passe du consentement de l'assemblée pour envoyer à Rome cette ambassade. — Les cas sont beaucoup plus nombreux où l'on voit les synarchiai, c'est-à-dire essentiellement le stratège et les damiorgoi, régler directement des questions de politique extérieure très importantes : cf. notamment Pol., XXII, 10, 2 sqq.; XXIII, 5, 17; XXVII, 2, 11; XXIX, 25, 7; etc. — L'expression de Pol., II, 43, 10, selon laquelle les Achaïens décident « de s'en remettre pour toutes les affaires » (ἐνερπὶ τῶν ὀλῶν) au stratège unique créé vingt-cinq ans après la reconstitution de la Confédération, me semble également traduire, sinon un état de droit, du moins un état de fait peu compatible avec le parfait régime démocratique où la souveraineté des assemblées est intangible. (En même temps que ce texte, Hermann⁶-Swoboda, p. 406, n. 8, et Busolt³-Swoboda, p. 1567, n. 6, ont tort de citer Pol., XXXVIII, 15, 2, car le stratège a reçu alors des pouvoirs exceptionnels : cf. Pol., XXXVIII, 13, 7.)

1. On a vu plus haut, p. 153 et n. 1, que, si la Confédération achaïenne ne possède pas de boulè spéciale, — ce qui, sans pouvoir être formellement démontré, est très possible, — le rôle normal de la boulè dans un État démocratique doit être rempli par les synarchiai. Bien qu'ils admettent l'existence d'une boulè, qui serait, à les croire, la synodos, Hermann⁶-Swoboda, p. 405, Niccolini, pp. 214 sq., Busolt³-Swoboda, p. 1558, Schwahn, col. 1258, ll. 12-14, n'en doivent pas moins reconnaître l'activité probouleumatique des magistrats, qui paraît bien ressortir des textes. Aussi pourrait-on être tenté d'expliquer l'activité des magistrats par le fait qu'ils *beraiten den Boden für die Beratungen und Beschlüsse der Synodos und Synkretos vor* (Busolt³-Swoboda, p. 1567).

2. Cf. Pol., XXII, 10, 11 et toutes les complications qui s'ensuivirent; XXIII, 5, 17; XXXVIII, 11, 5. Dans chacune de ces occasions, les magistrats, agissant seuls, font preuve de mauvaise volonté à l'égard de Rome.

3. C'est ce qui ressort avec évidence des décisions prises aux mêmes époques par les assemblées achaïennes.

usage, mais sans laquelle tout gouvernement serait impossible ¹.

Au surplus, dans les régimes les plus démocratiques, de l'Antiquité ² comme de l'époque moderne, la politique extérieure semble être le domaine où le principe de la souveraineté du peuple, aussi formellement proclamé que dans les autres domaines, peut être le moins aisément et n'est presque jamais appliqué. Les questions qu'elle pose ont une complexité trop grande; elles exigent, pour être résolues heureusement, des connaissances trop étendues et un jugement trop délié; certaines de leurs données indispensables gagnent trop à être tenues secrètes pour qu'elles puissent pratiquement être soumises, sous leur véritable aspect, à l'appréciation populaire. En fait, afin que la masse des citoyens soit capable d'en connaître, elles doivent au préalable être ramenées à un schéma grossier, à une alternative brutale qui facilite un choix dont l'arbitraire est, d'ailleurs, le plus souvent indéniable. Aussi semble-t-il que les masses populaires aient conscience des difficultés qu'elles rencontreraient à prétendre tout trancher elles-mêmes en cette matière. En réalité, elles acceptent de s'en remettre au pouvoir exécutif pour la conduite de leurs relations extérieures, se réservant seulement un droit de regard qu'elles exercent sur le résultat des négociations et rarement sur les négociations elles-mêmes. Peut-être la Confédération achaïenne, en raison de sa situation particulière, fait-elle à ses magistrats politiques une part plus grande que la part habituelle. Mais, si elle accentue une tendance générale, il est impossible de penser qu'elle la crée.

1. Cette nécessité est trop évidente pour n'avoir pas été déjà signalée : selon Hermann⁶-Swoboda, p. 211, dans tous les « Etats fédéraux », *musste der Schwerpunkt der Politik und der Verwaltung des Bundes surtout in den an der Spitze des Bundes stehenden Behörden ruhen, deren Stellung derjenigen der « Regierung » moderner Staaten gleichkommt*. Cf. aussi Busolt¹-Swoboda, p. 1318; Schwahn, col. 1183, ll. 39 sqq. — Cela est évidemment surtout vrai pour des hommes d'Etat particulièrement influents, disposant d'une popularité si grande qu'elle leur confère une liberté d'action exceptionnelle, tels qu'Aratos et Philopoïmen. Après avoir cherché à limiter, par la nécessité de la consultation des damiorgoi, l'indépendance du stratège, Hermann⁶-Swoboda, p. 408, n. 6, doit reconnaître qu'« en fait » cette restriction n'existait guère pour un homme comme Aratos.

2. On sait la variété des appréciations portées sur les rôles respectifs de l'ekklesia et de la boulè à Athènes, surtout pour le IV^e siècle, à partir de la création du *misthos ekklesiastikos*. P. Cloché, *L'importance des pouvoirs de la boulè athénienne aux V^e et IV^e siècles avant J.-C.* (REG, 1921, t. XXXIV, pp. 233-265), fait une grande place à la boulè. G. Glotz, *La cité grecque*, pp. 237 sq. et 384 sqq., conclut au contraire de façon assez favorable au jugement d'Aristote sur la prépondérance de l'ekklesia. Mais il fait, p. 238, une restriction importante au sujet de la politique extérieure, pour laquelle « le peuple ne peut faire autrement que de s'en rapporter » à la boulè. Cette réserve s'impose à cause du rôle de la boulè à l'époque de Démosthène.

Pour tout le reste, les Achaïens se conforment aux usages courants dans les démocraties antiques et leurs assemblées sont seules souveraines, en fait comme en droit. Non seulement elles élisent les magistrats¹ et elles jugent ou font juger les procès qui leur sont intentés, après leur sortie de charge, pour des actes de leur gestion², mais ils peuvent être accusés, jugés, déposés et condamnés à des peines diverses pendant la durée de leurs fonctions³. Ils convoquent

1. Cf. *infra*, pp. 209 sqq.

2. Il n'en existe pas d'exemple sûr pour ce que nous appelons des magistrats, en traitant d'institutions grecques. Car des ambassadeurs (Pol., XXXVIII, 18, 2; cf. 17, 1) ne rentrent évidemment pas dans cette catégorie. On invoque d'ordinaire (Hermann-Swoboda, p. 403, n. 3; Busolt-Swoboda, p. 1566, n. 1; Schwahn, col. 1257, l. 33) un texte de Pausanias (VII, 12, 2), ce qui prouve qu'on l'interprète fort mal. En effet, Ménalkidas est poursuivi pour s'être rendu en ambassade à Rome, donc pour un acte qu'il n'a pas commis en qualité de stratège (*ibid.*, 11, 7). Si Kallikratès, comme le dit formellement Pausanias, attend que Ménalkidas ait terminé sa stratégie pour intenter le procès, c'est sans doute parce qu'un magistrat ne peut pas être accusé, au cours de son année de charge, pour un acte antérieur à son entrée en fonctions. Or, cette ambassade, au cours de laquelle Ménalkidas a combattu les intérêts achaiens, n'est certainement pas une ambassade officielle, dont la Confédération aurait chargé Ménalkidas; c'est une démarche privée faite par Ménalkidas en son nom personnel, ou au nom d'un groupe de Lacédémoniens, ou encore au nom du gouvernement local de Sparte à l'époque des querelles avec la Confédération. Il n'y a donc rien là qui, de près ou de loin, ressemble à un procès intenté à un magistrat, à sa sortie de charge, pour un acte de sa gestion. Hermann-Swoboda, *ibid.*, invoque accessoirement Plut., *Aratos*, 35, 7; au risque de me proclamer aveugle, j'avoue ne voir dans ce texte que la mention d'une accusation énoncée par un ancien stratège, redevenu simple particulier, contre un ancien stratège, simple particulier lui aussi, et pour un acte commis en tant qu'homme privé. Au surplus, j'ai des doutes assez vifs sur le sens exact du verbe *καταγορεύειν* utilisé par Plutarque en cette occasion et en *ibid.*, 30, 7. A l'entendre strictement, ce sont plusieurs (πολλοί: *Aratos*, 30, 7) procès que Lydiadas aurait intentés à Aratos. Aussi suis-je plutôt porté à croire qu'il s'agit, non pas de procès en forme, mais simplement de récriminations et de critiques contre la politique suivie par Aratos. — Toutefois, il est licite de ne pas s'en tenir à cette conclusion négative. Tout d'abord, ce qui se passe pour des ambassadeurs à leur retour (Pol., XXXVIII, 18, 2) doit pouvoir se produire aussi pour des magistrats. Ensuite, Plut., *Aratos*, 24, 5, nous apprend que la loi achaienne interdit la réélection immédiate du stratège (et il est possible d'étendre à tous les magistrats); cette prescription s'explique seulement par la nécessité où se trouve le stratège sortant de rendre compte de sa gestion: ainsi, Hermann-Swoboda, p. 402; Niccolini, p. 211; Schwahn, col. 1257, ll. 7-10 (Busolt-Swoboda, p. 1564 et n. 5, ne donne aucune explication). Or, s'il y a reddition de comptes, il peut certainement y avoir procès et condamnation. Enfin, nous avons (cf. la n. suivante) des cas de magistrats poursuivis et condamnés pendant qu'ils sont en fonctions: *a fortiori* pouvaient-ils l'être à leur sortie de charge. — Dans le cas des ambassadeurs, le procès est jugé par des *dikastai* (cf. Pol., XXXVIII, 18, 3). Mais, puisque l'assemblée, comme on va le voir, juge les magistrats en fonctions, elle est probablement habilitée à le faire lors de la reddition des comptes.

3. Deux exemples suffisent: Pol., XXXVIII, 18, 2-3, pour un hypostratège qui est condamné à mort par des *dikastai*; Paus., VII, 13, 5, pour un stratège qui est condamné à une amende de 50 talents par « les Achaïens », c'est-à-dire sans doute par une assemblée.

les assemblées, dirigent leurs débats et expriment leur opinion personnelle¹. Mais ils s'inclinent devant le vote² et, au cours des séances, un citoyen peut les rappeler au respect de la loi³. Ils pourvoient à l'exécution des volontés des assemblées⁴, mais les décrets

1. Cf. *infra*, pp. 322 sq., 357 sqq., 370 sq.

2. Ainsi, par exemple, Pol., XXIV, 8, 1-7 : à l'automne 181 (sur la date, cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 58 sqq.), l'opinion du stratège Hyperbatos est combattue par Lykortas et c'est celui-ci qui l'emporte. Encore plus net est l'exemple fourni par Plut., *Aratos*, 37-38 : les Achaïens réunis à Aigion, c'est-à-dire une assemblée, décident de ne plus fournir d'argent au stratège Aratos, qui veut continuer la guerre, et de ne plus entretenir de mercenaires ; Aratos songe à démissionner, mais les Achaïens reviennent ensuite sur leur décision. Je relèverai enfin Plut., *Phil.*, 12, 5 : en 201, le stratège se refuse à mobiliser l'armée pour secourir Messène assiégée par Nabis ; mais des particuliers partent spontanément, n'attendant « ni [la réunion d']une assemblée » — correction heureuse (malgré A. Hauser, *Bursian's Jahresber.*, 1936, t. CCLI, p. 81) de K. Ziegler, dans *Rh. Mus.*, t. LXXXIII, 1934, *Plutarchsstudien*, XVI, p. 215, et dans le t. II, 2 (1935) de son éd. de Plutarque ; mais on ne peut pas prendre chez Plutarque *synodos* au sens restreint, et c'est en l'occurrence très regrettable, car il y aurait plusieurs choses intéressantes à tirer de ce mot — « ni un vote » ; c'est donc qu'une assemblée aurait pu imposer par son vote au stratège une action qu'il désapprouvait. Tout cela montre bien que l'opinion personnelle des magistrats ne compte pas ; ils ne sont que des serviteurs qui exécutent des ordres. — Il est évident que cette observation n'est nullement incompatible avec ce qui a été dit de l'initiative assez grande laissée par la démocratie achaïenne à ses magistrats : on avait alors en vue le fait, on examine ici le droit. — Les historiens allemands appellent très souvent l'ensemble des magistrats *die Regierung* (cf. par exemple, Hermann-Swoboda, p. 211 ; Schwahn, col. 1183 ; Kahrstedt, col. 1419). Il faudrait bannir cette expression, ainsi d'ailleurs que beaucoup d'autres qui assimilent les institutions anciennes aux choses modernes. Contentons-nous des inévitables « magistrats », et « magistratures », qui répondent déjà à une conception romaine très différente de la conception grecque. Quand on cède à la manie des comparaisons avec l'époque moderne, on en arrive facilement à de véritables extravagances : ainsi Freeman², pp. 200 sqq., tenait à appeler « ministres » les damiorgoi et à assimiler le stratège dans ses rapports avec eux au président de la République des U. S. A. en face de son cabinet, tandis que W. Vischer, *Kl. Schr.*, t. I, p. 571, pour le reprendre, rapprochait les uns des conseillers, l'autre du président d'un canton suisse ! Tout récemment encore, Porter, p. CIII, écrit : *the functions of the Government* [il s'agit des ἀρχοντες] *were much those of a modern cabinet, the strategos corresponding to Prime Minister* (d'autres rapprochements du même critique ne sont pas plus heureux : cf. *REA*, t. XL, 1938, p. 71, n. 2). Pour repousser les expressions *die Regierung* ou *the Government* (qu'on ne peut guère traduire autrement que « le ministère »), il suffit de remarquer qu'un ministère moderne ne doit le pouvoir théorique qu'il possède — beaucoup plus grand que celui de n'importe quel magistrat hellénique — qu'à la confiance du « souverain » (assemblées, monarque ou peuple consulté directement) et que la révocabilité de cette confiance est la contre-partie de ce pouvoir. Il y a là un mécanisme profondément différent de ce qui existe chez les Achaïens. Hyperbatos, « mis en minorité » sur une question importante, ne démissionne pas ; Aratos y songe, mais rien ne l'y oblige ; c'est que le stratège n'a pas de véritable pouvoir indépendant ; il n'est, en face de l'assemblée, qu'un subalterne.

3. Pol., XXIX, 24, 5.

4. De multiples exemples peuvent être donnés ; je m'en tiens à la phrase de Liv., XXXV, 25, 8 : *praetorem decreta eorum (Achaeorum) cum fide et cura exsecuturum* (c'est à Philopoïmen, alors stratège, que ces paroles sont attribuées).

sont parfois rédigés de façon telle que la liberté d'interprétation laissée aux exécutants est réduite au minimum¹. Les magistrats politiques ne possèdent donc qu'un pouvoir subordonné et c'est à leur influence personnelle, non pas à leurs fonctions, que certains ont dû le rôle, parfois prépondérant, qu'ils ont joué². Mais tout cela, on en conviendra, est absolument normal : la Confédération achaienne n'innove pas ; elle suit une règle uniforme des démocraties grecques.

La souveraineté des assemblées achaiennes s'aperçoit encore dans leur compétence judiciaire, car rendre la justice est un attribut essentiel du « souverain ». Or, si la Confédération a des dikastai qui jugent et condamnent à mort un magistrat³, ses assemblées peuvent également se transformer à l'occasion en tribunaux et punir d'exil ou de mort les citoyens qu'elles reconnaissent coupables⁴. Les renseignements sûrs sont trop peu nombreux pour préciser que certains procès viennent devant les dikastai et d'autres devant les assemblées. Toutefois, les quatre exemples connus de jugements rendus par des assem-

1. Cf. Pol., XXVIII, 7, 14 : ce décret, en réalité, ne met les points sur les i que parce qu'un premier décret a été (ou parce qu'on veut faire croire qu'il a été) mal interprété (cf. Pol., XXVII, 18, 1 ; XXVIII, 7, 8 sqq.).

2. Cf. *supra*, p. 179, n. 1.

3. Les dikastai sont mentionnés, en tout et pour tout, trois fois dans nos sources : Pol., II, 37, 10 ; XXVIII, 7, 9 ; XXXVIII, 18, 3. C'est ce dernier texte qui les montre condamnant à mort l'hypostrate Sosikratès. Même mis bout à bout, les trois textes apprennent peu de chose sur ces magistrats judiciaires : cf., toutefois, plus bas, p. 185, n. 3.

4. Il faut naturellement négliger les cas de procédure sommaire, comme celle que l'armée exerça peut-être contre Aristomachos (Pol., II, 59-60 ; Plut., *Aratos*, 44) et certainement contre des Spartiates (Liv., XXXVIII, 33, 11). Ce n'est pas que cette procédure fût illégale ; il y a au moins de fortes chances pour qu'elle ne l'ait pas été, puisque l'armée pouvait remplacer en certaines circonstances l'assemblée populaire (cf. *infra*, pp. 232 sqq.). Mais nous n'avons pas la preuve que cette procédure fût légale. — Il y a des exemples certains de jugements rendus par des assemblées : Pol., XXIII, 4, 5 et 14 (des Spartiates bannis ou condamnés à mort) ; XXIV, 9, 13 (des Messéniens bannis ou condamnés à mort) ; Liv., XXXIX, 35, 8 et 36, 2 (deux Spartiates condamnés à mort ; cf. Paus., VII, 9, 2) ; Liv., XLII, 51, 8 (un Spartiate exilé). Un texte épigraphique montre la possibilité d'une condamnation à mort par τὸ κοινόν τ. Ἀ., c'est-à-dire sans doute par une assemblée : *Sylloge*, t. I, n° 490 (= IG, t. V, 2, n° 344), ll. 4-5. Si Pausanias, en parlant de οἱ Ἀχαιοί, a bien dans l'esprit une assemblée et si, ce faisant, il interprète correctement sa source, — hypothèses plausibles, probables même, mais non certitudes, tant est maigre la confiance que mérite le vocabulaire de cet écrivain, — Ménalkidas est l'objet d'une accusation capitale devant une assemblée (VII, 12, 2 sq.) et le stratège Damokritos est condamné à une amende de 50 talents par une assemblée (VII, 13, 5). Il faut relever encore Paus., VII, 10, 8 et 9, où la possibilité d'un procès devant une assemblée est affirmée. Notons enfin qu'une assemblée peut casser une sentence de mort, rendue, il est vrai, par une autre assemblée : Liv., XXXIX, 37, 21, et peut-être Pol., XXIV, 10, 15.

blées concernent tous des cas de haute trahison¹ et cette rencontre n'est sans doute pas simple coïncidence². Quoi qu'il en soit, seul importe le fait des fonctions judiciaires des assemblées fédérales et ce fait, de même que leur droit à les exercer³, ne peut pas être mis en doute⁴. Mais ce n'est certes pas là une anomalie dans le monde hellénique et, en les leur conférant, la Confédération achaienne s'est bornée à imiter la plupart des États démocratiques grecs.

Enfin, l'impression ressentie est identique quand on recherche quelle procédure suivent les Achaïens pour adopter une loi nouvelle. En effet, la distinction théorique entre *nomos* et *psêphisma*⁵, loi et décret, est admise par eux comme par tous les autres peuples helléniques : si les assemblées votent directement les décrets, l'adoption ou la modification d'une loi y sont, en revanche, soumises à diverses formalités. Et ces formalités pourraient être telles que, par leur détour, la souveraineté des assemblées se trouvât compromise.

Or, on rencontre, dans la Confédération achaienne, des magistrats nommés *nomographoi*⁶. Nous ne savons presque rien d'eux en dehors de leur existence⁷. Cependant, une des deux inscriptions qui les men-

1. Cf. les quatre textes sûrs invoqués à la note précédente : rébellion ou intelligences avec l'ennemi. Ce sont également des crimes de haute trahison qui sont reprochés à Ménalkidas et à Damokritos (Paus., VII, 12, 2 et 13, 5 : le premier s'est efforcé de détacher Sparte de la Confédération ; le second est formellement appelé ἀνὴρ προδοῦτης). L'inscription étant incomplète, on ignore ce qui justifie les poursuites prévues par *Sylloge*³, t. I, n° 490, ll. 4-5. Haute trahison également pour Paus., VII, 10, 8 et 9.

2. Cependant, les *dikastai* sont aussi compétents pour juger des cas de trahison : Pol., XXXVIII, 18, 2-3 (cf. 17, 1-2).

3. On pourrait être tenté de parler d'abus de pouvoir des assemblées. Cette issue est fermée par le texte officiel *Sylloge*³, t. I, n° 490. De plus, le discours que Tite-Live, d'après Polybe, prête à Lykortas en XXXIX, 36, 6-37, 17, n'est guère compréhensible si la condamnation d'Areus et d'Alkibiades (*ibid.*, 35, 8 et 36, 2) est le résultat d'une procédure illégale.

4. L'accord est, d'ailleurs, parfait sur ce point : cf. Swoboda, *Klio*, 1912, pp. 29 sq. ; Hermann-Swoboda, pp. 385, 397, et 411, n. 2 ; Niccolini, pp. 233 et 237 sq. ; Busolt-Swoboda, p. 1553 et n. 5 ; Schwahn, coll. 1250, 1252.

5. On aura l'occasion de revenir sur le sens exact de *nomos*, ci-dessous, p. 189, n. 1. Le mot *ψήφισμα* se rencontre souvent : *Sylloge*³, t. I, n° 490 (= *IG*, t. V, 2, n° 344), l. 9 ; Pol., XVIII, 6, 7 ; XXVIII, 7, 8 ; 13, 4 ; XXXVIII, 13, 7. Mais on rencontre aussi *νόμος* (*Sylloge*³, t. I, n° 471 [= *IG*², t. IV, 1, n° 71], l. 4) et *δῶμα* (*IvM*, n° 39, ll. 35 et 44 ; Pol., IV, 9, 1 ; 15, 6 ; V, 91, 5 ; etc.). Avec Br. Keil, pp. 379 sqq., et V. Ehrenberg, p. 25, je crois à une différence de forme, et non de fond, entre *nomos* et *psêphisma* ; *contra*, surtout H. Francotte, *Mél. de droit public grec*, I, *Loi et décret dans le droit public grec* (Bibl. de la Fac. de philos. et lettres de l'Un. de Liège, fasc. IV, 1910, pp. 3-40), pp. 22-23.

6. Ils sont signalés par deux inscriptions. L'une provient de Magnésie-du-Méandre : *IvM*, n° 39, ll. 43-44. L'autre provient d'Epidauros : P. Kavvadias, 'Ερ. 'Αρχ., 1918, coll. 124 sqq., n° 2 = *SEG*, t. I, 1, p. 13, n° 74 = *IG*², t. IV, 1, n° 73.

7. L'inscription d'Epidauros nous apporte assurément un certain nombre de rensei-

tionnent les définit comme οἱ τὸν νόμον — θέντες¹ et nous retrouvons là l'expression bien connue νόμον τιθέναι, qui a une force singulière et semble ne pas pouvoir, au moins théoriquement, être employée pour qualifier l'acte de simples exécutants. En « posant » cette loi, les nomographoi n'ont pas obéi à un ordre d'une assemblée, mais agi d'eux-mêmes, en vertu de leur pouvoir propre². En outre, le nom même de ces magistrats révèle qu'ils rédigent le texte de la nouvelle loi³. On pourrait donc être tenté de croire que les lois sont entièrement soustraites à la compétence des assemblées⁴, que celles-ci élisent les nomographoi⁵, mais que, l'élection accomplie, elles n'interviennent

guements intéressants : elle nous fait connaître leur nombre (vingt-cinq), leur formation en collège avec un grammateus, leur répartition inégale entre diverses cités (dix-huit), etc. Mais tout cela est loin d'être suffisant. Cf. *infra*, pp. 383 sqq. D'ailleurs, ces renseignements sont-ils valables pour une autre date que celle, inconnue de nous, où la loi fut « posée » ?

1. C'est l'inscription d'Epidauros, ll. 2-3 : Νομογράφοι Ἀχαιῶν οἱ τὸν νόμον ταῖς [Ὶ]γίεσσι θέντες. Ensuite, vient la liste des nomographoi, classés par cités d'origine. Il s'agit donc bien d'une sorte de définition de ces magistrats.

2. Cette définition donnée par l'inscription d'Epidauros fait évidemment songer aux nomothétai qu'on rencontre dans plusieurs Etats grecs. Ils ont théoriquement, sinon en fait, à Athènes notamment au IV^e s., une grande autorité en matière législative : c'est d'eux que dépend l'acte décisif qui confère à un texte le caractère d'une loi (cf., entre bien d'autres, Busolt-Swoboda, pp. 1011 sqq. ; G. Glotz, *La cité gr.*, pp. 386 sqq., et, tout récemment, U. Kahrstedt, *Untersuchungen zu athen. Behörden*, II, *Die Nomotheten und die Legislative in Athen*, *Klio*, t. XXXI, 1938, pp. 1 sqq. Ad. Wilhelm, *Beiträge zur griechischen Inschriftenkunde* (Sonderschr. des ost. arch. Instituts in Wien, t. VII, 1909), pp. 291 sqq., tout en voyant surtout dans νόμον τιθέναι un acte matériel, pense que cet acte est accompli par des magistrats *in ihrer eigenen amtlichen Eigenschaft*). — H. Francotte, *Mél. de droit public*, pp. 24 sq., cherche à distinguer par leurs fonctions les nomographoi des nomothétai. Assurément, cette inscription d'Epidauros ne prouve pas que νόμον γράφειν soit l'équivalent de νόμον τιθέναι ; elle montre cependant que les mêmes magistrats effectuent les deux opérations, au moins à cette date et dans la Confédération achaienne.

3. Ainsi, on est conduit à estimer considérable le rôle des nomographoi que, avant la publication de cette inscription, on hésitait à apprécier (H. Swoboda, *Klio*, 1912, p. 27) ou qu'on avait tendance à restreindre : Niccolini, p. 237 ; Busolt-Swoboda, p. 1561 et début de la n. 6.

4. C'est ce qu'affirmait, dès 1913, très hardiment Hermann-Swoboda, p. 399. C'est ce que le même Swoboda s'est empressé de conclure en commentant l'inscription : *Die neuen Urkunden aus Epidauros* (*Hermes*, 1922, t. LVII, pp. 518-534, et plus spécialement sur cette inscription, pp. 519-522), p. 522. Cf. aussi son addition au ms. de Busolt dans Busolt-Swoboda, p. 1562 (fin de la n. 6 de la p. 1561). Cette même opinion est nette chez Larsen, pp. 326 sq. ; elle l'est aussi chez Schwahn, col. 1249, ll. 45-47, surtout lorsqu'on constate qu'il n'est plus question des lois à propos des attributions des assemblées, coll. 1252, ll. 33 sqq., et 1255, ll. 40 sqq. Ce n'en est pas moins, on va le voir, une réaction excessive contre l'opinion antérieure.

5. Est-ce même bien sûr ? Depuis que j'ai eu à parler d'eux, j'appelle les nomographoi achaiens des « magistrats », parce que je ne dispose pas d'un autre nom. Mais celui-ci est dangereux, parce qu'il conduit à les assimiler, quant au mode de désignation, aux autres magistrats. Qu'ils soient élus, et par une assemblée fédérale, c'est simplement l'hypothèse la plus probable ; car rien ne prouve qu'ils ne sont pas, sinon désignés par les cités (cf. plus loin, pp. 384-385), du moins tirés au sort. —

plus dans la procédure législative : restriction d'autant plus grave que les assemblées elles-mêmes sont soumises aux lois, s'inclinent devant leurs prescriptions¹ et ne peuvent pas voter de décrets qui leur portent atteinte².

Mais cette conclusion se révèle trop rigoureuse, sinon en théorie, du moins dans la pratique³. En effet, deux autres textes ne permettent

Swoboda, *Hermes*, 1922, p. 521, a déjà justement marqué que nous ignorons si l'institution des nomographoi est permanente ou bien si, comme des nomothétai à Athènes au I^{er} siècle, on en crée seulement à l'occasion, pour modifier une loi ancienne ou en faire une nouvelle.

1. Pol., XXIX, 24, 5 : l'assemblée est disposée à prendre une décision ; par un rappel à la légalité, Kallikratès l'en empêche.

2. Le principe va de soi ; il est la conséquence logique de la distinction entre *nomos* et *psêphisma*. Assurément, il n'est pas toujours observé. Ainsi, en 198, l'assemblée de Sikyon déclare la guerre à Philippe V, bien qu'une loi interdise aux magistrats de présenter et à une assemblée de voter une proposition contraire à l'alliance avec le roi (Liv. XXXII, 22, 3). Ainsi, des décrets décernent à Euménès II des honneurs illégaux : Pol., XXVIII, 7, 8 et 14. Ainsi encore, au printemps 146, l'assemblée de Corinthe vote un décret illégal : Pol., XXXVIII, 13, 7. Mais quelques accrocs subis dans la pratique quotidienne n'ont jamais empêché un principe d'exister ni de conserver sa valeur théorique. Dans le cas précis de l'alliance macédonienne, personne ne devait se faire d'illusion sur la valeur de la loi qui prétendait la placer éternellement hors de toute atteinte : ce sont des lois de ce genre, simples mesures de circonstance, qui ont dû affaiblir la notion même de *nomos*.

3. Fort peu de critiques (seuls, à ma connaissance, Hermann⁶-Swoboda, p. 411, n. 2, et Niccolini, p. 237) ont relevé un détail d'un récit de Polybe pour en tirer une conclusion directement opposée à l'idée que je développe ici. Les autres ont eu raison de s'abstenir. — Polybe (XXVIII, 7, 8 sqq.) nous apprend que les Achaiens ont voté un décret ordonnant de « rapporter les honneurs trop serviles et illégaux » (*ibid.*, 8 : τὰς ἀπρεπεῖς ἀρθῆναι τιμὰς καὶ τὰς παρανόμους ; j'interprète ἀπρεπεῖς grâce à *ibid.*, 14). Or, ce sont deux dikastai appelés par les manuscrits « rhodiens » qui ont été chargés de faire le choix nécessaire entre les honneurs décernés au roi de Pergame (toute tentative pour interpréter le texte autrement m'apparaît vouée à l'échec) et ils en ont profité, par hostilité contre Euménès, pour les supprimer tous indistinctement. Tout le développement de Polybe serait ruiné, semble-t-il, si ces dikastai avaient simplement travaillé en tant que commission préparatoire dont les conclusions, pour être adoptées définitivement, eussent dû être soumises à une assemblée. De ce récit, Hermann⁶-Swoboda et surtout Niccolini concluent que les dikastai possèdent le pouvoir permanent de casser les décrets des assemblées qu'ils jugent contraires aux lois ; ils leur attribuent un rôle en somme comparable à celui de la Cour Suprême des Etats-Unis. S'il en était ainsi, une atteinte extrêmement grave serait portée à la souveraineté des assemblées. Cette interprétation se heurte à plusieurs objections : — 1^o Le récit de Polybe est suspect. L'historien ne fait que rapporter le sens d'un discours qu'il a lui-même prononcé. Il le fait avec complaisance, heureux de montrer et de laisser croire que son intervention a entraîné la décision de l'assemblée ; mais son argumentation correspond-elle à la réalité des faits, qu'il serait indispensable de connaître pour prétendre reconstituer la vérité juridique ? Si une assemblée a eu à confirmer les décisions des dikastai, Polybe, qui veut rejeter sur ceux-ci toute la responsabilité, a intérêt à le taire. — 2^o Pol., XXXVIII, 18, 3 (καθίσαντες δικαστὰς), semble difficilement conciliable avec toute hypothèse qui fait des dikastai, en général, une magistrature permanente. En tout cas, les mots δικαστὰς ὑπάρχοντας κατ' ἐκείνον τὸν καιρὸν de Pol., XXVIII, 7, 9, s'y opposent pour les dikastai qui s'occupent des décrets. Les Achaiens n'instituaient de dikastai de ce genre qu'en cas de besoin. Or, ils votaient constamment des décrets. Les dikastai ne procédaient donc pas auto-

pas de mettre en doute la possibilité qu'ont les assemblées d'imposer, même pour les lois, leur volonté. C'est, tout d'abord, un passage de Tite-Live, dont il est aisé de reconnaître qu'il est étroitement calqué sur un passage de Polybe, qui signale que le stratège Philopoïmen propose, au début de 188, un projet de loi¹. Tous les faits postérieurs montrent que ce projet est aussitôt adopté. Or, le récit de Tite-Live demeure incompréhensible si la discussion de ce projet n'est pas menée devant une assemblée². Cette indication serait suffisante,

matiquement à l'examen de la légalité de tous les décrets. Je me rencontre entièrement sur ce point avec l'opinion exprimée par Holleaux, dans une note jusqu'alors inédite que L. Robert vient de publier, *Études d'épigr. et d'hist. gr.*, t. I (Paris, 1938), pp. 441-443 ; quant à savoir si les mss de Polybe font erreur (Büttner-Wobst, t. IV, p. 219 de son éd. ; mais cf. t. V, p. 210*, à l'index, s. *ν. Σωσιγένης*) ou disent vrai en donnant Rhodes pour patrie à ces dikastai, j'avoue que l'argumentation d'Holleaux ne m'apparaît pas absolument décisive. — 3^o Dans l'affaire des honneurs d'Euménès, c'est l'assemblée qui a alerté les dikastai (peut-être en a-t-on créé pour obéir à sa décision) ; c'est donc l'assemblée qui décide qu'il y a eu lieu de réviser ses décrets. Dirait-on que les dikastai auraient pu être mis en mouvement de façon différente ? Peut-être, mais nous n'en savons rien. Ce texte est le seul où nous puissions voir des décrets soumis à un examen des dikastai ; leur intervention en ce domaine est si anormale et bizarre qu'il faut interpréter le texte étroitement. — 4^o D'après le décret, les dikastai n'ont pas seulement à juger de la légalité des honneurs, mais aussi de leur compatibilité avec la dignité de la Confédération (Pol., XXVIII, 7, 8 ; cf. 14). Il est impossible de croire que la constitution leur ait confié une mission permanente et générale à cet égard. Or, légalité et « convenance » sont toujours liées dans le texte : ce qui est vrai ou faux de l'une est également vrai ou faux de l'autre. — 5^o Les dikastai n'ont pas reçu du décret, interprété dans son esprit sinon dans sa lettre, une entière liberté d'action. Polybe (*ibid.*, 10) leur reproche, en effet, d'avoir « outrepassé le pouvoir qui leur avait été donné » (παρὰ τὴν δοθεῖσαν ἀποταξέειν). Il faut probablement entendre : donné à cette occasion, afin d'opérer la revision décidée par l'assemblée. Ils ne tiennent donc pas ce pouvoir de la constitution ou de leurs fonctions, mais du décret, et dans des limites fixées par ce décret. — 6^o Si les dikastai possédaient un droit de regard et de cassation immanent sur les décrets, leurs décisions seraient irrévocables. Or, l'assemblée (*ibid.*, 14), après le discours de Polybe, décide de rétablir les honneurs enlevés à tort à Euménès par les dikastai. — Tout cela autorise à conclure que l'intervention des dikastai en cette affaire est absolument exceptionnelle et qu'elle est due à la seule volonté de l'assemblée qui les charge d'une mission délicate et complexe. On ne saurait donc s'appuyer sur ce texte pour attribuer aux dikastai le droit de juger de la légalité des décrets. On ne peut même pas dire que de pareilles missions, si elles avaient été fréquentes (et le fait que nous n'en connaissons pas d'autres conduit à supposer qu'elles ne l'ont pas été), auraient été dangereuses pour la souveraineté des assemblées, puisque les dikastai ont dépassé les intentions de l'assemblée qui a décidé la revision des décrets. Il ne faut pas, en effet, être dupe de l'argumentation de Polybe : il veut faire des dikastai les boucs émissaires d'un geste maladroit des Achéens et dissimuler la palinodie de ceux-ci. Si vraiment les dikastai avaient mal interprété les sentiments de l'assemblée, pourquoi aurait-on attendu la démarche d'Attalos (Pol., XXVII, 18, et XXVIII, 7, 3) pour redresser leur décision ?

1. Liv., XXXVIII, 30, 3 : *Philopoimen... legem parabat ferre...* Sur l'origine polybienne de ce texte, cf. la bibliographie indiquée plus haut, p. 21, n. 4. Le mot *lex* correspond évidemment au mot *νόμος* que Polybe avait dû employer, avec son sens de « loi » et non de « coutume traditionnelle », inadmissible en l'espèce, puisqu'il s'agit précisément de supprimer la coutume.

2. Sur tout cela, cf. *infra*, pp. 302 sqq.

même isolée; car elle montre que les nomographoi n'ont pas le monopole des lois. Mais notre certitude ne se borne pas là et une inscription nous révèle un moyen — peut-être en existe-t-il d'autres¹ — dont dispose une assemblée pour agir en ce domaine où, à première vue, elle paraît impuissante. A la suite d'une ambassade envoyée par les Magnètes-du-Méandre vers 207/206, « les Achaiens », c'est-à-dire une assemblée, votent un décret, mais enjoignent aux nomographoi de « placer ce décret parmi les premières lois des Achaiens² ». On peut épiloguer sur la portée exacte de ce commandement, contester qu'il ait pour effet de transformer en véritable loi, au sens plein du mot, un texte qui, par ses origines, n'est qu'un décret³. Mais il est impossible de nier que ce décret devient pratiquement assimilable à une loi; il en a désormais le caractère privilégié et la force impérative; il est entouré sans doute des mêmes garanties contre les tentatives de revision. Or, les nomographoi ne contribuent en rien ni à sa rédaction, ni à son adoption: ils se bornent à recevoir un ordre et à l'exécuter. Si donc les nomographoi peuvent, d'eux-mêmes, — et nous n'en avons pas la preuve certaine⁴, — νόμον τιθέναι, leur indépendance n'est pas préservée contre les

1. Et rien ne montre que ce soit ce moyen, non un autre, que Philopoimen utilise pour faire voter son projet de loi par l'assemblée d'Argos. Je n'écrirais plus aujourd'hui les mots « très probablement » que j'ai utilisés à ce sujet, *Mél. Glotz*, t. I, p. 69.

2. *IvM*, n° 39, particulièrement ll. 43-45 : ...καταχωρίζαι δὲ κα[ι] τοὺς νομ[ο]ί[ς] γρά-φους τὸ δόγμα τῶν Ἀχαιῶν εἰς [τοὺς νόμους] τοὺς πρώτους.

3. Ad. Wilhelm, *Beitr. z. gr. Inschr.*, pp. 269 et 290 sqq., établit le sens de καταχωρίζαι: le verbe exprime, du point de vue de l'exécutant, l'acte matériel qu'il accomplit par ordre. La nécessité de la conclusion qu'en tire Francotte, *Mél. droit public*, pp. 36 sq., n'apparaît pas inévitable. Br. Keil, p. 384, fait d'un décret contenant cette clause une véritable loi. Avec de légères atténuations, c'est aussi l'opinion de Hermann⁶-Swoboda, pp. 125 sq., et de Busolt, p. 464.

4. Sans doute, l'inscription d'Epidauros ne nous laisse rien discerner d'autre, dans l'adoption de la loi qu'elle signale, que l'intervention des monographoi. Mais cela signifie-t-il qu'aucune assemblée n'a été consultée? Rien ne le prouve. J'ai même l'impression contraire et voici pourquoi. Nous avons, dans les inscriptions d'Epidauros et de Magnésie-du-Méandre, deux cas de lois sacrées; il faut bien avouer qu'il est extrêmement bizarre que l'adoption de l'une dépende toute des nomographoi et l'autre toute d'une assemblée. Aussi me demandé-je si nous ne nous trouvons pas, en réalité, en présence d'une procédure unique, mais divisée en deux « temps »: l'inscription de Magnésie nous ferait connaître le premier, le vote par l'assemblée; celle d'Epidauros, le second, l'exécution de l'ordre par les nomographoi. Ceux-ci auraient conservé la terminologie traditionnelle, mais l'expression νόμον τιθέναι n'aurait représenté pratiquement qu'une formalité rituelle, sans valeur réelle, en tout cas sans que les nomographoi eussent conservé la liberté d'un refus. Rien ne me semble s'opposer à cette hypothèse; il suffirait de considérer comme un peu trop stricts, dans la pratique quotidienne, les sens précis que Ad. Wilhelm, *Beitr. z. gr. Inschr.*, pp. 290 sqq., accorde à καταχωρίζαι et τιθέναι.

empiétements des assemblées¹. Celles-ci savent, quand elles le jugent nécessaire, intervenir et exercer une souveraineté sans limites.

Mais, là encore, de pareilles pratiques ne sont pas faites pour surprendre ; car elle ne sont pas particulières à la Confédération achaïenne². Dans de nombreux États grecs de cette époque, la distinction entre loi et décret a tendance à s'affaiblir en fait et les assemblées populaires refusent de laisser restreindre leur liberté par des formalités rituelles³. Constatation déjà faite par Démosthène pour l'Athènes du IV^e siècle⁴, reprise par Aristote et adoptée par lui comme le critère auquel se reconnaît la dernière et plus récente forme de la démocratie⁵. Son exactitude pour la Confédération achaïenne montre simplement que celle-ci n'est pas demeurée étrangère à une évolution à peu près générale.

Ainsi, les assemblées achaïennes possèdent et exercent, comme les autres assemblées primaires grecques, la compétence la plus étendue pour toutes les affaires qui intéressent la communauté. Si, pour des raisons de commodité, elles laissent aux magistrats politiques une initiative plus large que l'usage courant ne le comporte, cet abandon se trouve amplement compensé par la subordination, en fait sinon en droit, de la loi à leurs décrets.

III

Dans ce domaine extrêmement vaste, synodoi et synklètoi étaient-elles également et indifféremment compétentes⁶ ? Deux passages de

1. Aussi, même sans accepter l'hypothèse exposée à la note précédente, est-il impossible de déclarer, comme le faisait Hermann⁶-Swoboda, p. 399: *die Gesetzgebung war der Ingerenz der Bundesversammlungen entzogen*. Même si l'inscription d'Epidauros permet de croire à l'indépendance absolue des nomographoi, l'inscription de Magnésie oblige à penser que cette indépendance subissait des éclipses.

2. On rencontre assez souvent des clauses semblables ou équivalentes à celle qui se trouve dans l'inscription de Magnésie-du-Méandre : cf. Br. Keil, *Anon. Argent.*, p. 305 ; Ad. Wilhelm, *loc. cit.* ; Francotte, *Mél.*, pp. 33 sqq.

3. Cf. Hermann⁶-Swoboda, pp. 125 sq. ; Busolt³-Swoboda, pp. 464 sq. ; Br. Keil, *Gr. Staatsalt.*, p. 386.

4. Démosth., XX (*c. Lept.*), 92, où il y a, d'ailleurs, quelque exagération.

5. C'est le célèbre texte de la *Pol.*, IV (VI), 4, p. 1292 A, ll. 4 sqq. : κύριον δ' εἶναι τὸ πλῆθος καὶ μὴ τὸν νόμον, τοῦτο δὲ γίνεται, ὅταν τὰ ψιφίσματα κύρια ᾗ ἢ ἀλλὰ μὴ ὁ νόμος. Cf. aussi la phrase de *Ath. pol.*, 41, 2, sur le dêmos qui πάντα διοικεῖται ψηφισμασιν καὶ δικαστηρίοις.

6. J'ai déjà abordé ce problème dans les *Mél. Glotz*, t. I, pp. 63-67, et mes conclusions seront, en substance, identiques. La comparaison des deux développements suffira cependant, je pense, à justifier cette répétition beaucoup plus apparente que réelle.

Polybe oblige à penser le contraire : ils montrent l'un et l'autre qu'une loi — deux en réalité, on le verra, — existait en la matière. Quelques explications sont nécessaires pour dégager la véritable portée de cette loi.

Le premier texte nous apprend que, dans l'hiver 185/184, des ambassadeurs achiens font devant le Sénat, à Rome, la déclaration suivante : « chez les Achiens, les lois interdisent de réunir les citoyens en synklêtos, sauf si une délibération doit avoir lieu sur une alliance ou sur une guerre ou si quelqu'un est porteur d'une lettre du Sénat romain ¹. » Selon le second texte, Kallikratès, en 168, oblige les magistrats achiens à renvoyer devant une synklêtos un débat engagé devant une synodos, en invoquant l'impossibilité légale de « délibérer sur un secours militaire dans une agora ² » : incontestablement — et cette syno-

1. Pol., XXII, 12, 6 : νόμον γὰρ εἶναι παρὰ τοῖς Ἀχαιοῖς μὴ συγκαλεῖν τοὺς πολλούς, ἐὰν μὴ περὶ συμμυχίας ἢ πολέμου δέῃ γίνεσθαι διαβούλιον ἢ παρὰ (τῆς) συγκλήτου τις ἐνέγκῃ γράμματα. Tout le contexte est utile pour comprendre cette phrase : cf. *ibid.*, 10, 1-13 (et spécialement 12) ; 11, 6 et 12, 5-10 ; je ne résume pas le récit auquel elle appartient, car les détails intéressants seront signalés au cours même du développement. Sur la date de ces incidents, cf. *REA*, 1928, t. XXV, pp. 25-42. Il est nécessaire de justifier certains points de ma traduction. D'une part, j'ai rendu νόμον par « les lois », bien qu'il pût paraître plus normal de traduire « une loi » (en XXXIX, 33, 7, Tite-Live traduit littéralement par *legem*). Mais je crois parvenir à établir, dans les pages suivantes, que les ambassadeurs font ici allusion à deux lois. Il ne faut pas au surplus attacher trop d'importance à l'emploi, par Polybe, du singulier ou du pluriel au sujet du mot νόμος : ici, il emploie le singulier quand le pluriel conviendrait mieux ; ailleurs, et par exemple en XXII, 10, 12, et 12, 7, il emploie le pluriel quand le singulier est, en apparence, tout indiqué. Il ne s'agit pas d'erreurs dont l'alternance ne serait pas une justification. Une loi, dès qu'elle est adoptée, prend rang dans le corps des lois qui occupe, en tant que collection, une place à part. On peut donc dire — et Polybe dit ordinairement — « les lois », même en ne songeant qu'à une loi particulière ; il me semble qu'un Français pourrait très bien dire de même : « les lois constitutionnelles précisent que... », alors qu'il n'aurait en vue qu'une seule de ces lois et même au besoin un seul article d'une d'entre elles. En revanche, — c'est beaucoup moins fréquent, mais en voici un exemple, — Polybe dit « la loi » en entendant par là « l'ensemble des lois » ; de même, un Français dirait sans hésiter « la constitution de 1875 », alors que ce qu'il appellerait ainsi est en réalité un assemblage de plusieurs lois. Tout provient de la distinction grecque entre *nomos* et *psêphisma* qui n'est nullement comparable à notre distinction entre « loi » et « décret » ; la comparaison avec les lois constitutionnelles et les lois ordinaires est infiniment préférable. D'autre part, συγκαλεῖν τοὺς πολλούς ne peut désigner qu'une synklêtos, puisque (cf. Pol., XXII, 10, 10) il s'agit évidemment d'une assemblée extraordinaire. On remarquera que Pausanias (VII, 9, 1) utilise à ce propos le mot *synedrion* : preuve supplémentaire de la fantaisie extravagante de son vocabulaire, qu'il doit à son ignorance absolue de tout ce qui concerne les assemblées achiennes. Le même Pausanias, en ce même passage où il utilise Pol., XXII, 10, 10, parle d'un « décret » du Sénat romain au lieu d'« instructions écrites ». Cependant Hermann ⁶-Swoboda, p. 393, n. 4, n'hésite pas à l'invoquer. Quand on a la bonne fortune de posséder le texte de Polybe, il faut évidemment négliger celui où Pausanias l'a, si infidèlement, utilisé.

2. Pol., XXIX, 24, 5 : ὡς οὐκ ὕσσης ἐξουσίας κατὰ τοὺς νόμους ἐν ἀγορᾷ βουλευέσθαι

nymie, en général, n'est pas contestée — le mot *agora* équivaut ici à *synodos*¹.

Il est clair que, dans ces deux passages, c'est la même loi qui est visée. En effet, envoyer, comme le demandent à la *synodos* de 168 des ambassadeurs égyptiens, une aide militaire aux Lagides vivement pressés par le Séleucide, c'est, indirectement au moins, faire la guerre à ce dernier. Une délibération « sur un secours militaire » n'est, de toute évidence, qu'un cas particulier qui entre dans la rubrique générale des délibérations « sur une alliance ou sur une guerre » dont parlent à Rome les ambassadeurs achaiens².

Or, cette même loi est présentée sous un aspect très différent par chacun de ces textes. Dans le premier, elle semble destinée à empêcher la convocation trop fréquente de la *synklêtos* et, pour cela, à n'autoriser cette convocation que pour certaines affaires, limitativement énumérées, qui *peuvent* être soumises à l'examen de cette assemblée ; elle aurait donc pour but réel de défendre la *synodos* contre les empiètements de la *synklêtos*³. Dans le second texte, la loi semble

περὶ βοηθείας. La tournure même dont se sert Polybe suffit à montrer qu'il s'agit bien d'une loi et non simplement, comme le voudrait Lipsius, pp. 170 sq., d'une *herrschende Praxis*. Si, en Pol., XXXIII, 16, 7, dans un cas à peu près analogue, le même Kallikratès ne reproduit pas le même argument, c'est parce que, entre temps, à cause de la victoire romaine sur Perseus, il est devenu plus expédient d'invoquer la volonté de Rome que le respect des lois. En 168, grâce à l'argument constitutionnel, Kallikratès n'obtient que le renvoi devant une *synklêtos*, c'est-à-dire un ajournement, et, devant cette *synklêtos* (Pol., XXIX, 24, 6 sqq.), il doit reprendre la discussion sur le fond. En 154, au contraire, c'est dès la séance de la *synodos* qu'il obtient le vote négatif qu'il demande. Il gagne donc du temps et c'est pourquoi il utilise un argument nouveau qui obtient plein succès en 154, alors qu'il n'aurait eu aucun poids en 168. Sur cet incident, cf. aussi *infra*, p. 219.

1. Cf. Pol., XXIX, 23, 8. Klatt, pp. 26 sqq., est à ma connaissance le seul critique qui refuse de considérer cette assemblée, à laquelle Kallikratès dénie le droit de délibérer « sur une aide militaire », comme une *synodos*, c'est-à-dire une assemblée régulière. Mais son erreur sur ce texte est certaine : cf. la note suivante.

2. Sur l'objet du débat, cf. Pol., XXIX, 23, 1-8. Klatt, p. 28, soutient que la loi invoquée par Kallikratès est celle, dont parle Liv., XXXI, 25, 9, qui interdit aux assemblées (extraordinaires) de discuter d'autre chose que des questions inscrites à l'avance à l'ordre du jour. Mais Klatt ne cite pas entièrement le texte de Polybe ; il interrompt sa citation à *βοηθείᾳ* ; il laisse ainsi de côté les mots *περὶ βοηθείας* et ceux-ci doivent évidemment s'entendre au sens le plus général, « sur une aide militaire », non pas, spécialement, « de l'aide militaire » alors sollicitée par les Égyptiens.

3. Cette interprétation est logiquement inévitable ; la phrase de Pol., XXII, 12, 6, n'a pas d'autre sens possible et son sens littéral est confirmé par l'ensemble du récit : Q. Caecilius n'a pas voulu ou pu faire la preuve, en apportant une lettre ou en montrant des instructions écrites du Sénat, que sa demande entraînait bien dans l'un des trois cas prévus par la loi ; les Achaïens déclarent alors qu'il serait illégal de convoquer une *synklêtos* (*ibid.*, 10, 10-12 ; 12, 5-7). — Malgré cette évidence, des auteurs, qui connaissent ce texte, ont passé sous silence la seule conclusion qui s'en dégage : ainsi, Freeman², p. 210 ; Busolt², p. 359 et n. 7 ; Niese, t. II, p. 292 ; Lenschau,

faite, au contraire, pour indiquer les questions qu'une synodos ne suffit pas à trancher et qui *doivent* être portées devant une synklêtos ; le sens profond de la loi serait donc de préserver les droits de la synklêtos contre les usurpations de la synodos ¹. Ainsi, deux interprétations dont l'une est exactement le contre-pied de l'autre. Selon les ambassadeurs achiens de l'hiver 185/184, la loi délimite, dans le vaste champ des affaires fédérales, une zone où la synodos est exclusivement compétente et tout ce qui demeure au dehors est terre commune où les deux assemblées peuvent agir concurremment ². Selon Kallikratès, une zone est réservée à la synklêtos, sans que rien lui interdise d'examiner d'autres affaires. La contradiction est flagrante ³.

p. 217 ; Niccolini, pp. 222 ; 224 ; 231 ; Ferrabino, *Arato*, p. 263 (qui a lu trop rapidement de Sanctis) ; Tarn, *CAH*, t. VII, p. 738 ; Kahrstedt, col. 1415. Mais on verra assez, dans les nn. suivantes, que les erreurs ont été nombreuses dans cette question de la compétence des assemblées achiennes.

1. Là encore, cette interprétation est indiscutable et J. Schweighäuser la formulait déjà en son t. VIII, 1, *Lex. pol.*, p. 5, s. v. *Agora*, 2 (mais il ne tirait rien de Pol., XXII, 12, 6). On a déjà vu que Klatt, pp. 27 sq., et Lipsius, pp. 168 sqq. (cf. Schömann-Lipsius, pp. 126 et 128), ne l'acceptent pas. Du moins la discutent-ils. En revanche, ni Weinert, pp. 17-18, ni Dubois, p. 116, ni Gilbert, t. II, p. 118, ne semblent apercevoir l'intérêt de ce texte ; ils s'en tiennent à l'interprétation des ambassadeurs achiens.

2. Cette seconde proposition est le corollaire logique de la première. Ce que spécifie une loi de ce genre ne peut être, si aucune autre prescription ne l'accompagne, qu'un minimum que rien n'interdit de dépasser. La loi constitutionnelle française du 24 février 1875 établit, dans son article 8, que « les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des députés et votées par elle ». Même si d'autres textes ne le précisaient pas, qui hésiterait à conclure de celui-ci que les autres lois peuvent être, elles aussi, présentées à la Chambre et votées par elle en premier lieu, concurremment avec le Sénat ?

3. Cette contradiction a été très rarement relevée. Seul, à ma connaissance, Klatt, p. 27, semble en avoir pris nettement conscience ; seul, en tout cas, il l'a exposée en termes qui définissent le problème. Ordinairement, on passe d'une interprétation à l'autre sans paraître apercevoir le fossé qui les sépare. Ainsi, Beloch écrit, *Gr. Gesch.* ², t. IV, 2, p. 233 : *sie [die Synkletoi] konnten verfassungsmässig nur einberufen werden*, etc. ; il s'appuie là sur Pol., XXII, 12, 6, qu'il interprète comme il faut l'interpréter ; mais, dès la phrase suivante, on constate qu'il est passé à l'autre interprétation : *Eine Vorberatung konnte natürlich auch in den regelmässigen Versammlungen erfolgen...*, *die Beschlussfassung aber war der Synkletos vorbehalten* ; les deux mots *natürlich* auch ne permettent à cet égard aucun doute. Ainsi, encore, Schwahn écrit d'abord, col. 1252, ll. 9-18 : *Klar ist... dass ihre [der Synkletos] Zuständigkeit sich nur auf... erstreckte* ; puis le glissement commence, col. 1253, ll. 2 sqq. : *Schwerlich war mit den angegebenen drei Punkten die Zuständigkeit der Landesgemeinde erschöpft ; da sie...* ; le voici complètement réalisé, col. 1255, ll. 32 sqq. : *Innerhalb ihrer [der Synodos] Zuständigkeit, d. h. mit Ausnahme der Lebensfragen des Bundes, die der Beschlussfassung der Landesgemeinde vorbehalten waren, entschied sie endgültig*. Il serait aisé de reprendre, avec textes à l'appui, la même démonstration pour Francotte, *Polis*, pp. 232 sqq. ; de Sanctis, pp. 254 et 260 ; Hermann⁶-Swoboda, pp. 393 et 395 ; Keil, pp. 416 sq. ; Busolt-Swoboda, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555) ; Larsen, pp. 332 sq. Quelle que soit l'opinion réelle de ces critiques (cf. la n. suivante), il ne semble pas qu'ils soient autorisés à combiner ces deux textes et ces deux interprétations sans donner au moins un commencement de justification.

Néanmoins, rien n'oblige encore à choisir entre ces deux interprétations. Une troisième solution s'offre, en effet, si simple que sa supériorité ne fait en apparence aucun doute. Elle consiste à concilier les deux textes, en considérant qu'ils reflètent l'un comme l'autre un des aspects de la loi. Une zone, pourrait-on croire, est réservée à la *synklêtos*, mais une autre aussi à la *synodos*, sans qu'il existe entre elles de *no man's land* abandonné au premier occupant ; la frontière tracée par la loi protège et limite tout à la fois l'action des assemblées de chaque type ; charbonnier est maître chez soi, mais doit laisser à son voisin entière liberté chez lui. Ainsi, tout le monde dit la vérité, les ambassadeurs aussi bien que Kallikratès, mais personne ne la dit tout entière et n'a, d'ailleurs, pas à le faire, car personne n'enseigne *ex cathedra* le droit constitutionnel achaïen. Dans cette vérité, chacun fait son choix et prend ce qui répond aux besoins de son argumentation du moment. Nos deux textes, heureusement, se complètent et nous permettent de reconstituer l'ensemble ; ils nous montrent la même loi sous ses deux faces, l'avèrs concernant la *synodos* et le revers la *synklêtos*.

Cette hypothèse semble très forte, par sa simplicité même ¹. Elle ne peut pas, cependant, emporter la conviction.

En effet, on vient de voir que, d'après les ambassadeurs achaïens, la *synklêtos* ne peut être réunie qu'en certains cas et, dans ce nombre, « si quelqu'un est porteur d'une lettre du Sénat romain ». A propos du même incident, une autre phrase, mise cette fois par Polybe dans la bouche des magistrats achaïens, invoque la même loi et lui donne la même interprétation ; elle se tait sur les autres cas, mais précise quelque peu celui-ci, en ces termes : « si quelqu'un est porteur d'instructions écrites du Sénat (traitant des affaires) pour lesquelles il estime qu'il faut réunir (l'assemblée) ². »

1. Elle n'est bien clairement exprimée que par Busolt-Swoboda, p. 1559 : *Die Zuständigkeit der Synkletos beschränkte sich auf bestimmte, nach dem Gesetz ihr vorbehaltene auswärtige Angelegenheiten...* De Pol., XXII, 12, 6, vient *beschränkte sich* ; de Pol., XXIX, 24, 5, *vorbehaltene*. Mais il est renvoyé, n. 4, pour établir cette proposition, à la n. 3 de la p. 1558 [1555], et on ne trouve à cet endroit qu'une affirmation fautive : Pol., XXII, 12, 6, est présenté comme confirmant tout simplement Pol., XXIX, 24, 5. Il est donc permis, en tout état de cause, de penser que cette combinaison des deux textes contradictoires est bien médiocrement établie. Il est probable que Beloch, Franco, de Sanctis et tous les critiques cités à la note précédente se rallient pratiquement à cette hypothèse qui semble tout concilier.

2. Pol., XXII, 10, 12 : ἐὰν μὴ φέρῃ τις ἔγγραπτα παρὰ τῆς συγκλήτου, περὶ ὧν οἴεται δεῖν συνάγειν. Je précise, dans ma traduction, le sens de ἔγγραπτα en m'appuyant sur *ibid.*, 11. Dans la bouche des magistrats, il est question des instructions remises par le Sénat à ses représentants et, dans la bouche des ambassadeurs, d'une lettre du

Voilà qui, manifestement, ne peut plus s'accorder avec l'hypothèse d'un partage strict, en deux zones voisines séparées par une frontière unique, de la compétence entre les deux catégories d'assemblées. Car une telle disposition législative risque d'entraîner fort loin la *synklêtos*. Assurément, les affaires qui intéressent Rome relèvent le plus souvent des rubriques « alliance » ou « guerre ». Rien, cependant, ne garantit qu'elles y entrent toujours. Ainsi, des *synklêtoi* peuvent être saisis, sur la seule initiative des Romains, de n'importe quelle question. Du jour où ce texte fut adopté ¹, il n'a plus pu exister de champ d'action propre à la *synodos*.

Aussi bien, c'est à toute époque, avant même la date où peut se placer l'adoption d'une telle clause concernant Rome, qu'une loi tendant à réserver le jugement de certaines affaires à la *synodos*, assemblée qui ne se réunit qu'à intervalles plus ou moins longs, à certaines dates légales, est logiquement inadmissible. Si, en effet, au lendemain même du jour où vient de prendre fin une *synodos*, une question grave se pose brusquement, relevant légalement de la seule *synodos* et exigeant une décision rapide ², que pourraient faire les Achaïens ? Une telle loi aboutirait fatalement à l'alternative suivante : ou bien paralyser la vie politique de la Confédération, au plus grand dommage de ses intérêts, entre les sessions régulières de la *synodos* ; ou bien contraindre les magistrats à prendre eux-mêmes la décision, sans consulter le « souverain ». De cette alternative, il est trop manifeste que l'un et l'autre termes sont également absurdes. La Confédération achaienne n'a pas offert le spectacle, qui serait unique dans l'histoire, d'un État démocratique se condamnant sciemment à l'inaction ou prenant des

Sénat dont le représentant serait porteur pour la Confédération. Mais Pol., XXII, 12, 7, montre bien qu'il ne s'agit que d'une seule loi (aussi Liv., XXXIX, 33, 7, est-il parfait). — Je parle des « magistrats achaiens » parce que l'expression est commode. Mais elle me satisfait fort peu. On y est conduit par les mots *τὰς ἀρχάς* de 10, 2 : la grande majorité, pour ne pas dire l'unanimité, des critiques pensent que ce terme désigne les *damiorgoi*, le stratège, peut-être l'hipparque, le navarque, etc. Dans la plupart des cas, cette hypothèse apparaît raisonnable. Elle se heurte ici à une difficulté : c'est que la suite du récit montre que Philopoïmen, Lykortas, Archon, Diophanès, c'est-à-dire tous les hommes politiques marquants de la Confédération achaienne à cette date, participent à cette conférence. Le stratège est Aristainos : on ne peut pas croire que Philopoïmen et *tutti quanti* aient été *damiorgoi*, hipparque, etc. Je n'hésite pas pour ma part à penser que le stratège Aristainos a réuni, pour recevoir Q. Caecilius, non seulement les magistrats de l'année, mais les anciens stratèges. Cette hypothèse peut s'accompagner d'autres preuves qui seraient ici déplacées. Cf. ci-dessous, p. 370, n. 1.

1. On verra plus loin qu'il ne peut pas être contemporain des autres prescriptions légales sur la compétence des assemblées.

2. L'hypothèse est parfaitement admissible : un conflit aigu entre deux cités fédérales par exemple.

mesures législatives propres à empêcher des magistrats d'en référer trop fréquemment à l'assemblée populaire. Aucune loi ne peut avoir voulu garantir contre toute atteinte les prérogatives des *synodoi* ¹.

Ainsi s'évanouit, à peine entrevue, toute possibilité de compromis entre les dires opposés des ambassadeurs et de Kallikratès. Seules restent en présence leurs deux interprétations contradictoires entre lesquelles il est indispensable de choisir. Le choix, heureusement, ne peut pas demeurer bien longtemps en suspens ².

En premier lieu, la version des ambassadeurs se heurte aux objections qui viennent d'être invoquées contre l'hypothèse qui aurait concilié les deux textes en les complétant l'un par l'autre. Il est impossible a-t-on montré, de croire à une compétence spécialisée de la *synodos* c'est-à-dire à ce qui, dans le compromis imaginé, était directement emprunté au discours des ambassadeurs. On verra bientôt, au contraire,

1. Cette objection logique apparaît décisive du moment où l'on accepte que la *synodos* est par excellence une assemblée ordinaire et toute assemblée extraordinaire une *synklêtos*. C'est ce que je crois avoir bien établi précédemment. On remarquera au surplus que, parmi ceux qui semblent adopter la solution du compromis pour la compétence des deux assemblées, ni Beloch, ni Francotte, ni de Sanctis, ni Hermann⁶-Swoboda, ni Schwahn ne croient à la possibilité de *synodoi* extraordinaires. — Aussi ces considérations théoriques paraissent-elles assez fortes pour permettre de ne pas déplorer l'absence d'argument de fait incontestable. On pourrait, en effet, être tenté de croire qu'un exemple précis de *synklêtos* discutant et tranchant une affaire qui ne relève d'aucune des trois rubriques mentionnées en Pol., XXII, 12, 6, serait préférable à tout raisonnement. Mais on remarquera tout d'abord que, si Beloch ², t. IV, 2, p. 234, Francotte, pp. 233 sqq., de Sanctis, p. 253, Hermann⁶-Swoboda, p. 395, nn. 7 et 9, Busolt-Swoboda, p. 1559, n. 4, s'évertuent (bien vainement, car une loi peut exister sans être toujours appliquée) à montrer que la *synodos* n'a jamais usurpé les attributions propres de la *synklêtos*, ils n'ont ni tenté de démontrer ni même simplement affirmé qu'on ne voit jamais la *synklêtos* empiéter sur le domaine qu'ils croient ou paraissent croire réservé à la *synodos*. C'est une preuve supplémentaire du fait, déjà noté précédemment, qu'aucun d'eux n'a vraiment examiné sous toutes ses faces la question de la compétence. Toutefois, si l'argument ne s'est pas présenté spontanément à eux, n'est-ce pas plutôt parce qu'ils ont eu confusément conscience de sa faible valeur ? Aussi bien, je ne pense pas que l'exemple précis désirable existe dans nos sources ; mais cela tient à ce qu'elles sont incomplètes et surtout à ce qu'elles ne s'intéressent qu'à la politique extérieure qui est tout entière embrassée par les trois cas d'alliance, de guerre et d'affaire intéressant Rome. Bien plus, même si les sources le fournissaient, — à l'état simple, sans commentaire ni incident connexes qui en préciseraient le sens, — il ne saurait être bien probant. D'une part, en effet, l'intervention de Kallikratès montre que la *synodos* ne se faisait pas faute de discuter des questions réservées par la loi à la *synklêtos* ; pourquoi la réciproque ne se serait-elle pas produite ? D'autre part, rien ne prouve que Pol., XXII, 12, 6, nous donne bien de la loi un exposé exhaustif : cf. *infra*, p. 198, n. 2. Dans ces conditions, les arguments de fait n'auraient pas grande valeur et les objections logiques sont les seules qui puissent être invoquées.

2. Certains critiques ont choisi ; on trouvera leur répartition pour l'une ou l'autre version *supra*, p. 190, nn. 3 et p. 191, n. 1. Sur l'opinion de Dittenberger, *Sylloge*³, t. II, p. 259, n. 6, cf. *infra*, p. 218, n. 2.

que l'interprétation de Kallikratès, loin de soulever des difficultés comparables, s'explique le plus naturellement du monde.

Ensuite, et surtout, les deux textes, soumis à un examen critique parallèle, se révèlent de valeur très différente.

Il semble, à première vue, qu'ils doivent être placés sur le même plan. — Par certains aspects, en effet, ils inspirent l'un et l'autre confiance. Le contradicteur des ambassadeurs achaiens, Q. Caecilius Metellus, peut se renseigner auprès d'ambassadeurs lacédémoniens, présents eux aussi à Rome à cette époque et qui sont, en cette affaire, ses alliés naturels¹. Bien plus, il connaît à l'avance l'argument qu'invoqueront les Achaiens, puisqu'il lui a été déjà opposé, l'été précédent, par la majorité des magistrats fédéraux². Il a pu à loisir s'informer et préparer sa riposte, d'autant plus aisément que certains dirigeants achaiens lui sont très favorables. L'un d'eux au moins³, Diophanès, ne craint rien ni personne. Il renchérit sur Q. Caecilius et non seulement approuve toutes ses critiques sur la solution que Philopoïmen et ses amis ont donnée aux affaires de Lacédémone, mais encore reproche à ses compatriotes d'avoir également maltraité Messène⁴. Ainsi, il est homme à ne rien ménager pour porter secours au Romain embarrassé : que les magistrats achaiens soient par celui-ci, grâce aux précisions qu'il lui aura fournies⁵, publiquement convaincus de mensonge, la perspective n'est pas pour lui déplaire. Or, Caecilius se borne à frémir de colère impuissante⁶. Si donc on consent à prêter à ce commissaire romain un minimum d'intelligence et d'habileté, il faut supposer que l'argument des magistrats et des ambassadeurs est apparu sans réplique

1. Pol., XXII, 11, 7 sqq. Lacédémone fait partie de la Confédération achaienne depuis 192. L'incident que les ambassadeurs achaiens cherchent à régler est né du soutien accordé par Q. Caecilius aux plaintes des Lacédémoniens contre la politique achaienne à l'égard de leur ville : *ibid.*, 10, 2 sqq.

2. *Ibid.*, 10, 11-12. La date (juillet 185) est fournie par 10, 1 : cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 25-42, et surtout p. 28, n. 2.

3. Le stratège Aristainos partage l'opinion de Q. Caecilius, mais il se tait ; son silence désavoue la conduite de ses prédécesseurs (Pol., XXII, 10, 3), mais n'en est pas un désaveu brutal. On peut donc croire qu'il n'aurait pas été jusqu'à suggérer sa réponse à Q. Caecilius.

4. *Ibid.*, 4-5.

5. Polybe, en 10, 4, définit Diophanès *ἄνθρωπος στρατιωτικώτερος ἢ πολιτικώτερος*. Il ne faut pas en conclure que Diophanès ne connaît rien des lois achaiennes. Polybe, en écrivant ces mots, veut opposer la conduite de Diophanès à celle d'Aristainos ; il veut simplement dire que Diophanès est plus brutal, moins habile politique que ce dernier : ce sont précisément les défauts nécessaires pour fournir à Q. Caecilius des armes contre les dirigeants de la Confédération.

6. Aussi bien en juillet 185, après la réponse des magistrats (10, 13), que l'hiver suivant, à Rome, après le discours des ambassadeurs (12, 8).

à ses amis, bien informés cependant. Mais la version de Kallikratès s'entoure à nos yeux des mêmes garanties. Lorsque Kallikratès prend la parole, la majorité de l'assemblée est prête à voter sans plus attendre¹ l'envoi du secours militaire que les Égyptiens sollicitent. Les magistrats eux-mêmes sont favorables à ce vote, puisque Kallikratès doit les « intimider » pour obtenir gain de cause². Et, cependant, personne ne proteste : le raisonnement de Kallikratès s'impose même à ses adversaires. — En même temps, d'ailleurs, les deux textes sont également suspects. Ni dans l'un ni dans l'autre cas, Polybe ne parle en son nom personnel. Il se borne à rapporter les arguments invoqués par les ambassadeurs achaiens et par Kallikratès. Or, celui-ci comme ceux-là sont engagés dans des discussions difficiles ; ils sont *a priori* enclins à ne pas se montrer très exigeants quant à la véracité profonde et à la qualité juridique des motifs d'ajournement qu'ils font valoir. — Ainsi, en apparence, les deux versions s'équilibrent au plus juste et le choix entre elles est délicat.

Mais une différenciation intervient si, à côté des orateurs et de leurs auditeurs, on songe à leur truchement commun, Polybe. Une chose, dès lors, ne peut manquer de surprendre : c'est l'absence de tout commentaire personnel de l'historien à propos des deux passages contradictoires que son souci de narration fidèle l'oblige à insérer dans son œuvre. Car, s'il est un homme dont la connaissance des institutions achaiennes, de la lettre comme de l'esprit des lois fédérales est certaine, un homme qui n'est pas pris au dépourvu par un argument inattendu, un homme qui dispose à la fois du temps et des facilités nécessaires au travail d'exégèse juridique indispensable pour rétablir la vérité constitutionnelle, c'est Polybe. Étant donné, en outre, ses habitudes didactiques et même pédantesques, son goût pour la critique moralisante, il serait normal de rencontrer chez lui non seulement la relation exacte des arguments invoqués, mais aussi, si l'un de ces arguments est erroné, la mention de l'erreur commise accompagnée d'un jugement sévère sur la bonne foi de son auteur. Or, une des deux interprétations opposées de la loi est certainement fautive : soit dans l'hiver 185/184, soit en 168, ceux dont Polybe résume les discours ont déformé la vérité pour les besoins de leur

1. Pol., XXIX, 24, 5. Cependant, Kallikratès avait déjà fait valoir d'autres arguments qui avaient ébranlé l'assemblée (23, 10 - 24, 1) ; puis, elle s'était ressaisie (24, 1-5) ; il ne s'agissait donc pas d'une impulsion irraisonnée qui s'effarouchât de la moindre objection.

2. *Ibid.*, 24, 5 : οἱ περὶ τὸν Καλλικράτην ἐξέβαλον τὸ διαβούλιον, διατείσαντες τοὺς ἄρχοντας, κ. τ. λ.

cause. Et, cependant, ici comme là, Polybe se tait. C'est ce silence qui est étrange, si étrange qu'il faut tenter de l'expliquer. Supposera-t-on que le menteur ou, si l'on veut, l'avocat insidieux est Kallikratès en 168 ? Le silence de Polybe est, alors, proprement incompréhensible. Non seulement Kallikratès est un de ses ennemis détestés qu'il ne manque jamais une occasion d'accabler ¹, — et il ne pouvait s'en présenter de plus favorable. Mais, de plus, dans l'affaire alors en discussion, Kallikratès fait affront et échec au père de Polybe, Lykortas, et à Polybe lui-même, nommément désignés par les Égyptiens comme les chefs souhaités du secours militaire qu'ils sont venus solliciter ², avocats naturellement ardents de la requête royale devant la synodos ³. Or, le récit de Polybe impose une conclusion : sans l'intervention de Kallikratès, la synodos de Corinthe aurait, sur l'invitation pressante de Lykortas et de Polybe, transgressé une loi fédérale. Dans ces conditions, il faut bien que l'argumentation de Kallikratès soit irréprochable : prêterait-elle, si peu que ce fût, à controverse, que Polybe historien aurait rédigé un récit où Polybe citoyen achaïen apparaîtrait en moins fâcheuse posture. Si, au contraire, l'interprétation fallacieuse de la loi est celle que les ambassadeurs achaïens développent devant le Sénat, Polybe fait œuvre pie en s'en tenant au récit le plus simple et le plus objectif. Car les inspireurs du discours des ambassadeurs ne sont autres que Philopoïmen, Lykortas et Archon ⁴, c'est-à-dire trois hommes dont Polybe a d'excellentes raisons pour ménager la mémoire : Philopoïmen est le grand homme de sa petite comme de sa grande patrie ; Lykortas est son propre père ; Archon est l'homme politique sous les auspices duquel Polybe a obtenu sa première magistrature importante, l'hipparchie ⁵. Au surplus, l'historien adhère rétrospectivement de tout cœur à la politique que, sous leur impulsion, la Confédération achaïenne suivait, à cette époque, à l'égard tant de Lacédémone que de

1. Cf. XXIV, 8, 9 sqq. ; XXIX, 25, 1 ; XXX, 13, 9 sqq., et surtout 29, 1-7. Kallikratès est l'auteur principal des dénonciations qui ont poussé les Romains à déporter en Italie, après la troisième guerre de Macédoine, bien des citoyens achaïens, et parmi eux Polybe.

2. Pol., XXIX, 23, 5.

3. *Ibid.*, 24, 1-4.

4. Pol., XXII, 10, 8 ; 11, 6. Il faut noter de plus qu'Aristainos, stratège en juillet 185, sort de charge à l'automne. Il est donc infiniment probable qu'il ne participe ni au choix, ni à la rédaction des instructions des ambassadeurs qui se présentent au Sénat romain pendant l'hiver suivant ; il doit être sorti de charge à ce moment. Or, il a pour successeur à la stratégie Lykortas : cf. Liv., XXXIX, 35, 5 sqq. ; *REA*, 1928, t. XXX, pp. 25-42.

5. Pol., XXVIII, 6-9.

Rome¹. L'esprit de parti intervient donc pour vicier son jugement et, la fin justifiant les moyens, Polybe ne peut pas ressentir la moindre indignation. On conçoit sans peine qu'il néglige de relever le sophisme auquel les ambassadeurs achaiens ont recours en la circonstance : si le lecteur est informé, toute rectification est inutile ; s'il ne l'est pas, c'est servir la cause nationale que ne pas éveiller son attention. Ainsi, le silence de Polybe, inexplicable si l'erreur est commise par Kallikratès en 168, devient tout naturel si elle doit être imputée aux dirigeants achaiens de 185. La cause, dès lors, est entendue et la conclusion s'impose : seule correspond à l'esprit de la loi l'interprétation qu'en apporte Kallikratès.

Le sens général de la loi dégagé de la sorte, d'autres précisions peuvent être obtenues à l'aide de réflexions assez simples sur ces deux textes.

Tout d'abord, le passage où Polybe relate l'argument des ambassadeurs conserve, malgré les remarques précédentes, une valeur qui n'est pas négligeable. Car ces ambassadeurs, on l'a vu, n'auraient pas pu proférer un mensonge trop éhonté que Caecilius aurait eu beau jeu à relever vertement. Il y a donc, dans leur discours, une large part de vérité qu'il n'est pas, au surplus, malaisé de découvrir. C'est évidemment la triple mention des délibérations « sur une alliance ou sur une guerre » ou sur toute autre affaire qu'il plairait au Sénat de soumettre au jugement des Achaiens ; par les lois achaiennes, ces trois cas au moins — d'autres peut-être aussi, dont nous ne savons rien², — sont détachés de la masse des affaires courantes et soumis à une procédure particulière dans l'énoncé de laquelle le mot *synklêtos* est prononcé ou

1. Peut-être ne peut-on pas affirmer que, l'âge et l'expérience venus, il en approuve rétrospectivement les moindres décisions de détail. Dans l'ensemble, cependant, elle lui paraît juste ; il n'y a, dans ce que nous possédons de son œuvre, qu'une critique — très légère — à l'adresse de Philopoïmen (XXII, 19) ; il n'y en a pas à l'adresse de Lykortas et sa sympathie se marque sans cesse pour leur politique.

2. C'est une hypothèse que j'ai émise, *Mél. Glotz.*, t. I, pp. 64-65, dans un cas d'ailleurs très particulier ; elle n'a plus en ce moment pour moi le même intérêt. Elle s'appuie sur le fait qu'en juillet 185 les magistrats ne parlent que des désirs du Sénat (Pol., XXII, 10, 12), tandis que les ambassadeurs, pendant l'hiver, y ajoutent les discussions « sur une alliance ou sur une guerre » ; cependant, la première phrase a la même allure catégorique et tranchante que la seconde ; on peut donc légitimement croire que la seconde phrase n'énumère pas tous les cas prévus par la loi. Je reconnais que c'est peu probable : la demande de Q. Caecilius ne se rangeait ni dans la rubrique des alliances, ni dans celle des guerres ; les magistrats négligent ces deux cas légaux, parce qu'ils ne peuvent être invoqués en l'espèce ; les ambassadeurs, pour les mentionner, doivent logiquement vouloir faire une énumération complète, afin que leur démonstration par l'absurde soit plus probante encore. Néanmoins, l'hypothèse demeure certainement plausible.

sous-entendu. Seule, la présence de ce substratum authentique permet de comprendre le silence de Q. Caecilius.

Mais cette procédure spéciale est-elle, dans les trois cas, celle qu'implique l'intervention de Kallikratès ? Une réponse affirmative est certaine pour les affaires d'« alliance » ou de « guerre », puisque cette intervention concerne précisément l'une d'entre elles : la loi les soustrait au jugement de la synodos et les réserve à celui de la synklëtos. Aussi bien, cette précaution s'explique aisément dès qu'on admet — et on ne saurait se dérober à cette évidence¹ — qu'il s'agit là des grands problèmes de politique extérieure, de ceux qui mettent en cause les intérêts essentiels et l'existence même de la Confédération, de ceux qu'il importe, en conséquence, de ne débattre qu'en s'entourant des garanties les plus solides. Peut-être les Achaïens se sont-ils avisés que des magistrats peu scrupuleux, pressentant que la majorité des citoyens refuserait de se rallier à leur opinion personnelle ou désireux d'utiliser à leur profit la liberté d'action que leur confèrent les « vacances parlementaires », seraient tentés de retarder le moment de la consultation populaire en paraissant ne pas songer à la convocation possible, entre deux synodoi légales, d'une assemblée extraordinaire. Les obliger, dans les cas les plus graves, à réunir une synklëtos, c'était leur interdire tout atermoiement en ruinant à l'avance les mauvais prétextes qu'ils auraient pu vouloir invoquer. Toutefois, la raison véritable se trouve sans doute plutôt dans ce qu'on sait déjà de la composition réelle des deux types d'assemblées. Puisque les synodoi, assemblées ordinaires, ne réunissaient, à cause de leur périodicité, qu'une assistance restreinte, il était à craindre que la valeur de la décision prise ne fût contestée et même que les magistrats ne profitassent du petit nombre des présents pour enlever par surprise un vote grave. On exigea donc d'eux qu'ils soumissent les grandes affaires à des assemblées extraordinaires, dont le caractère exceptionnel et la rareté attireraient l'attention des citoyens et les incitaient à venir en grand nombre². La délibération

1. Elle a été bien souvent reconnue : Niese, t. II, p. 292 : *die wichtigsten Angelegenheiten* ; Schömann-Lipsius, p. 128 : *die wichtigen Entscheidungen* ; Francotte, *Polis*, p. 243 : *les grandes questions de politique étrangère, d'où dépendent le salut ou la perte de la patrie* ; Busolt-Swoboda, p. 1559 : *... die für den Bund von grösserer Bedeutung waren* ; Schwahn, col. 1255, l. 33 : *[die] Lebensfrage des Bundes*. Il ne semble pas que même ceux qui négligent de formuler cette observation puissent hésiter à la contresigner.

2. L'explication a été aperçue par Lipsius, p. 171, qui ne croit malheureusement qu'à une « pratique dominante », non à une loi. Elle est formulée assez nettement par Francotte, p. 243. Les autres critiques négligent de l'exposer. Mais, comme tous reconnaissent que la synklëtos attire une assistance plus nombreuse que la

avait, ainsi, toutes chances d'être sérieuse et la décision adoptée de correspondre vraiment à la volonté consciente du peuple souverain. Aussi peut-on, sans crainte d'erreur trop grande, songer à un texte qui aurait, en substance, déclaré : « Toutes les questions portant sur une alliance ou sur une guerre seront discutées par une *synklêtos*. »

Il ne semble pas, en revanche, qu'une formule identique ait pu être reprise pour les affaires qui intéressaient le Sénat. Deux remarques s'imposent, en effet.

La première est d'ordre chronologique. Elle nous conduit malheureusement sur un terrain mouvant ; certains points de repère, cependant, y apparaissent sûrs. Les origines de la prescription relative à Rome se décèlent aisément : Rome n'est ici que l'héritière des rois de Macédoine ¹. Polybe, en effet, nous apprend qu'au printemps 218 le roi Philippe V de Macédoine « réunit les Achaïens en assemblée par l'intermédiaire des magistrats ² ». Et ce n'est pas là simple clause de style, formule raccourcie qui traduirait la réalité profonde (l'impuissance pratique des magistrats achaiens à ne pas exaucer un désir royal) plutôt qu'une procédure légale (l'obligation constitutionnelle où les magistrats se trouvent d'y déférer). Car Polybe nous montre, quelques mois auparavant, un conseiller du même Philippe V menaçant Aratos père et fils — hommes d'État achaiens à qui on ne peut en conter sur les lois de leur patrie — de la réunion par le roi d'une assemblée achaienne qui tournerait à leur confusion ³. Ainsi, les magistrats achaiens étaient tenus de convoquer une assemblée si le roi de Macédoine manifestait la volonté de négocier avec la Confédération. Jusqu'à quel point ses représentants pouvaient-ils exciper du même privilège ? Nous l'ignorons ⁴ ; mais, pour le roi paraissant en personne,

synodos, aucun de ceux qui ne préférèrent pas l'interprétation donnée à la loi par les ambassadeurs achaiens ne pourrait refuser de s'y rallier.

1. La remarque a été très rarement faite : il me semble ne l'avoir rencontrée que chez Hermann⁶-Swoboda, p. 393, n. 4, et présentée de façon très incidente. Les objections de Larsen, p. 333, n. 2, me paraissent insuffisantes.

2. Pol., V, 1, 6 : ... συνήγαγε τοὺς Ἀχαιοὺς διὰ τῶν ἀρχόντων εἰς ἐκκλησίαν : cf. *infra*, p. 259, n. 2.

3. Pol., IV, 85, 3. On remarquera, *ibid.*, 6, la réponse d'Aratos ; elle implique bien que Philippe peut faire réunir une assemblée.

4. Nous n'avons aucun texte ni aucun fait sur lequel nous appuyer. Il faut remarquer qu'Antigonos Doson séjourna assez longtemps dans le Péloponnèse à partir de la conclusion de son alliance avec la Confédération et que Philippe V y fit aussi plusieurs séjours au moins au début de son règne. Les négociations purent alors être menées directement entre les rois et les assemblées. En l'absence des rois, il n'y eut jamais entre la Confédération et la Macédoine d'activité diplomatique comparable à celle qui

la chose est sûre. Survient l'automne 198, où les Achaïens rompent avec la Macédoine et se rangent aux côtés de Rome ; le Sénat devient pour eux ce qu'était l'Antigonide ; il est naturel qu'il hérite tous les droits que celui-ci perd du fait de la rupture. Assurément, il ne put suffire d'effacer, dans l'ancienne loi, le nom de la Macédoine pour y placer celui de Rome : le Sénat, entité collective, ne pouvait agir que par ses représentants, tandis que le Macédonien pouvait agir directement¹. Néanmoins, les modifications durent porter sur la forme bien plus que sur le fond. Ainsi, cette disposition légale est étroitement liée à la politique extérieure de la Confédération et la date peut en être, au moins dans une certaine mesure, précisée : sous sa forme définitive, elle n'est pas antérieure à l'alliance romaine, c'est-à-dire au début du II^e siècle² ; sous sa forme première, elle n'est pas antérieure à l'alliance macédonienne, c'est-à-dire à 225³. Au contraire, nous ne savons rien de la date où put être adoptée la loi sur les questions d'« alliance » et de « guerre », si ce n'est qu'elle est antérieure à l'année 185 où les ambassadeurs l'invoquent⁴. Mais elle est certainement indépendante des rapports avec telle ou telle puissance étrangère et ne répond qu'à des besoins internes de la vie politique achaienne. Il serait, dans ces conditions, bien surprenant qu'elle fût contemporaine de la loi qui concernait le roi de Macédoine ou Rome. L'écart dans le temps, inévitable, suffit à rendre possible l'adoption de deux formules différentes.

Une seconde remarque, d'ordre logique, conduit à la même hypothèse de deux lois distinctes, isolément placées dans la constitution fédérale : les buts poursuivis ici et là ne présentent aucune similitude. Il s'agissait ici, on l'a vu, d'empêcher que certaines décisions graves ne

exista plus tard entre les Achaïens et Rome. On ne saurait donc conclure du silence de nos sources que le privilège n'avait été accordé qu'au roi personnellement, non pas à ses représentants, et la question demeure insoluble.

1. Même si, sous sa forme ancienne, la loi prévoyait l'arrivée de représentants qualifiés du roi, elle parlait aussi du roi personnellement. Sous sa forme nouvelle, elle ne pouvait songer qu'aux représentants du Sénat.

2. C'est l'évidence même et il semble qu'on puisse se passer de justification. Cependant Hermann⁶-Swoboda, p. 393, n. 4, relève, comme un exemple d'assemblée convoquée en vertu de cette loi sur le désir du Sénat romain, Liv., XXXII, 19, 5 sqq. Or, c'est cette assemblée qui décide la rupture avec la Macédoine et le passage à l'alliance romaine ! — Je prends ici les mots « alliance romaine » au sens le plus large, sans distinguer entre *societas belli* de 198 et traité définitif. Pour plus de précisions sur la date de cette loi, cf. *Premiers rapports*, p. 269, n. 10.

3. 225, si on date de 223 la bataille de Sellasia ; 223, si on la date de 221. — Cette loi est évidemment sous-entendue, avec celle que mentionne Liv., XXXII, 22, 3 (et qui est certainement antérieure à Philippe, malgré l'expression dont se sert Tite-Live), dans la phrase de Pol., IV, 26, 8.

4. On verra plus loin, pp. 416 sqq., qu'elle est probablement assez tardive.

fussent prises à la légère. Il s'agissait seulement, là, d'accomplir un geste gracieux à l'égard de la grande puissance alliée. Or, que pouvaient désirer la Macédoine d'abord, Rome ensuite ? Peu leur importait à coup sûr la nature juridique de l'assemblée et le nombre des citoyens appelés à trancher les affaires qui les intéressaient. Que la décision fût valable et engageât la Confédération¹, elles n'en demandaient pas davantage. Mais elles se refusaient à voir les négociations traîner en longueur dans l'attente de la prochaine synodos, si des magistrats peu complaisants s'obstinaient à ne pas convoquer une synklêtos. Imaginons une ambassade romaine² chargée d'une mission diplomatique itinérante auprès de plusieurs États grecs et se heurtant partout à des obstacles de ce genre, parfaitement mesquins à ses yeux, infranchissables au jugement des citoyens de chaque État, puisqu'ils naissaient des plus vénérables de leurs lois... Retards, impatiences, conflits : tels devaient être les fruits amers de la diversité fantaisiste qui présidait à l'établissement des calendriers politiques grecs. Un seul remède : l'assouplissement de ces lois. C'est ce que les Achaïens s'empressèrent sans doute, spontanément ou sur demande expresse³, de réaliser et la prescription légale qu'ils adoptèrent alors ne put avoir d'autre but que de rendre nécessaire la réunion d'une assemblée dans le plus bref délai possible, dès que la demande en serait présentée au nom du gouvernement allié. Ils n'y mirent qu'une condition — du moins est-elle bien attestée pour Rome⁴ — destinée à éviter les initiatives individuelles et les excès de pouvoir⁵ : ce fut que

1. Et il n'existait à cet égard aucune différence entre une synodos et une synklêtos.

2. On pourrait tout aussi bien imaginer le roi de Macédoine ayant besoin, comme au printemps 218 (Pol., V, 1, 6), d'approvisionnements pour son armée ou de renforts, ou voulant obtenir la condamnation d'un traître, etc. Il pourrait se heurter aux mêmes atermoiements hostiles et son irritation serait aussi naturelle.

3. Il est impossible de choisir, surtout dans le cas de la Macédoine. Pour Rome, il était naturel qu'on lui accordât toutes les faveurs auparavant décernées au roi de Macédoine ; mais cela n'interdit pas de considérer comme plausible une demande romaine.

4. Si, sous sa forme première, la loi ne parlait pas des représentants du roi de Macédoine, elle ne pouvait pas poser la même condition.

5. La condition est trop nettement exprimée pour qu'on puisse penser qu'elle n'était pas expressément posée par la loi. Peut-être serait-on tenté, en rapprochant le texte relatif à Caecilius de Pol., XXIII, 5, 15 sqq., d'y voir une conséquence de la nécessité où se trouvaient les magistrats de publier l'ordre du jour de la synklêtos qu'ils convoquaient. Mais il semble qu'il y aurait alors, dans la bouche des magistrats ou des ambassadeurs, une allusion quelconque à cette autre loi achaienne. Aussi verrais-je plutôt dans le prétexte invoqué en 183 à l'égard de T. Quinctius un prétexte nouveau imaginé par les dirigeants achaiens, après que celui qu'ils avaient invoqué en 185 à l'égard de Q. Caecilius se fut montré dangereux par la colère qu'il avait éveillée chez le Romain et par la semonce sénatoriale (XXII, 12, 10) qu'il avait

le demandeur serait porteur d'une lettre du Sénat à l'adresse de la Confédération ou muni d'instructions écrites lui enjoignant de négocier avec les Achaïens sur telle ou telle affaire¹. Mais à quoi bon, dans tout cela, distinguer synodos et synklêtos ? Au contraire, toute distinction n'aurait pu être que nuisible. Car, si le négociateur se présentait au moment même où s'ouvrait la session d'une synodos et si la question qu'il désirait traiter pouvait relever de la compétence de celle-ci, contraindre les magistrats à convoquer une synklêtos n'eût abouti qu'à faire naître le retard qu'on s'employait à éviter et qui semblait, en cette circonstance, exclu d'emblée par un hasard heureux.

On ne saurait donc admettre que les Achaïens eussent réservé au jugement de la synklêtos toutes les affaires que le roi de Macédoine ou le Sénat romain croiraient bon de leur soumettre. Les textes adoptés successivement par eux se bornaient probablement à ordonner la réunion d'une synklêtos si l'attente de la prochaine synodos légale devait être trop longue. Peut-être confiaient-ils aux magistrats le soin de l'apprécier et voici quels pourraient être, en ce cas, leurs équivalents approximatifs : « Toutes les fois que [le roi² . . .] quelqu'un³ appor-

value aux ambassadeurs. Il faut donc interpréter la condition opposée à Q. Caecilius comme une précaution. Elle ne peut pas avoir été introduite après coup, dans une loi déjà existante. Elle aboutissait, en effet, comme le montrent les événements de 185, à restreindre la liberté d'action des représentants du Sénat en Grèce. Adoptée en même temps que la loi elle-même, elle passait inaperçue et les Romains n'en découvriraient les dangers qu'à l'usage. Adoptée postérieurement à la loi, elle était nettement discourtoise et les Achaïens n'eussent pas osé traduire par une prescription légale aussi peu ambiguë leur mauvaise humeur à l'égard de Rome.

1. Il faut parler à la fois d'une lettre du Sénat et des instructions écrites. Le premier cas est fourni par Pol., XXII, 12, 6, le second par 10, 12 (cf. 11) ; ils se trouvent réunis en 12, 7. Il n'est pas surprenant que les deux éventualités aient été envisagées simultanément : dans l'une comme dans l'autre, le porteur peut fournir la preuve matérielle qu'il est bien chargé d'un mandat et représente autre chose que lui-même. Toutefois, on ne sera pas insensible à tout ce qu'avait de déplaisant et d'anormal l'obligation où se trouvaient les ambassadeurs romains de soumettre aux magistrats achaiens leurs instructions écrites : naïveté ou machiavélisme ? Cf. *Pre-miers rapports*, pp. 270 sq.

2. Il n'est nullement impossible, il serait même presque probable qu'au lieu de parler impersonnellement du « roi » de Macédoine, la loi eût nommément désigné celui-ci. Une pareille loi ne s'explique pas, en effet, sans une alliance ; or, il se produit qu'on conclut un nouveau traité d'alliance lors de l'avènement d'un nouveau souverain, ce qui prouve que le traité n'engage que celui qui l'a juré et ne lie qu'à son égard. La loi a donc pu être votée au nom d'Antigonos Doson. A sa mort et à l'avènement de Philippe V, il eût été bien simple de la renouveler au nom du nouveau souverain.

3. Il faut conserver le mot vague « quelqu'un », qui est donné par Polybe en XXII, 10, 12, et 12, 6. La précision « un Romain », à première vue plus naturelle, est trop étroite dans le cas d'une lettre du Sénat qui peut être apportée par un tiers ou par un ambassadeur achaien à son retour de Rome et, néanmoins, inviter les Achaïens à examiner au plus tôt une affaire.

tera une lettre du Sénat ou désirera, en vertu d'instructions écrites, négocier avec la Confédération, les magistrats devront réunir au plus tôt les citoyens en assemblée » (sans que fût précisée la nature de cette assemblée). Mais ils pouvaient aussi, — et cette hypothèse apparaîtra préférable, car la loi aurait ainsi contenu le mot *synklêtos* ¹, — pour ne pas donner prise aux suspicions des alliés, laisser au négociateur la liberté de désigner lui-même la solution la plus expéditive ; ils seraient alors à peu près résumés par une formule de ce genre : « Toutes les fois que [le roi. . . .] quelqu'un, porteur d'une lettre du Sénat ou désirant, en vertu d'instructions écrites, négocier avec la Confédération, leur en présentera la demande, les magistrats devront réunir une *synklêtos* ². »

Tels furent, selon toute vraisemblance, les textes législatifs : deux ³ lois voisines, mais différentes dans leur esprit et dans leur lettre, car, adoptées à des dates différentes, elles répondent à des besoins différents et veulent atteindre des buts différents.

Si la substance de ces lois est bien celle qu'on vient d'apercevoir, il suffit d'un peu d'habileté dialectique et de mauvaise foi pour prétendre qu'elles interdisent la réunion d'une *synklêtos* en dehors des cas où, en réalité, elles l'imposent. C'est ce que la majorité des magistrats achaiens, à Argos, objecte à Q. Caecilius Metellus en juillet 185 ; c'est bien ce que les ambassadeurs achaiens répètent, l'hiver suivant, au Sénat romain. Dans des négociations difficiles, quel partenaire s'est jamais engagé à peser au trébuchet ses propres arguments ? Mais pourquoi l'historien se ferait-il la dupe, et le complice, de ces sophismes ?

IV

Dans la vie politique quotidienne, la lettre d'une loi importe beau-

1. Pour que, en 185, les dirigeants achaiens aient songé à invoquer cette loi, en lui donnant d'ailleurs une interprétation erronée, il semble au moins probable que la loi comportait le mot *synklêtos*.

2. On lit dans A. Heuss, *Die völkerrechtlichen Grundlagen der röm. Aussenpolitik in rep. Zeit* (Klio, 31. Beiheft, 1933), p. 102, l'interprétation suivante dont je tiens à reproduire les termes, car on n'oserait sans doute pas croire à mon exactitude si je la résumais : *Die römische Deputation liess den Dingen ihren Lauf, ohne entscheidend einzugreifen* (Liv., 39, 33, 5), *was für die Achäer und Lakedämonier um so peinlicher war, als die Achäer nicht ohne Zustimmung der Römer eine Bundesversammlung einberufen durften, eine Bestimmung welche auf Betreiben der Römer Bundesgesetz geworden war* (33, 7). Tout commentaire est inutile ; je me borne à rappeler que Liv., XXXIX, 33, 7, traduit exactement Pol., XXII, 12, 6, en le complétant, à propos des instructions écrites, avec *ibid.*, 7.

3. Il y en eut trois, en réalité, on l'a vu. Mais, puisque celle qui est relative à Rome est sortie de celle qui concernait la Macédoine, il est permis de les confondre.

coup moins que les usages ; car il est bien des façons d'interpréter, de solliciter, parfois même d'oublier complètement un texte. Il convient donc maintenant d'examiner, dans les faits, la répartition des affaires entre la synodos et la synklêtos.

Une première constatation n'est pas faite pour surprendre : elle répond, en effet, à l'esprit même de la loi. Puisque celle-ci n'assigne pas un domaine réservé à la synodos, il s'ensuit que la synklêtos peut être saisie, même sans que le roi de Macédoine ou les Romains en prennent l'initiative, de questions qui ne concernent ni une alliance ni une guerre. Ce raisonnement est inébranlable et, si des faits ne peuvent pas être invoqués, nombreux et parfaitement décisifs, pour l'étayer ¹, certains détails apparaissent pourtant très significatifs.

Dans l'été de 184, le stratège Lykortas *concilium indixit*, « ordonna la réunion d'une assemblée » ². Cette expression est évidemment insuffisante pour prouver qu'il ne s'agit pas d'une synodos ³. Mais l'assemblée est convoquée en raison de l'arrivée imminente d'ambassadeurs romains et afin de délibérer à l'avance, entre soi et hors d'une présence étrangère, sur les questions qu'ils viennent traiter ⁴ : le but de leur visite, en effet, est connu. Il s'agit donc d'une assemblée préparatoire à l'assemblée extraordinaire dont ils demanderont la convocation, c'est-à-dire probablement d'une synklêtos ⁵. Or, la seule décision prise par elle,

1. On discerne aisément les raisons pour lesquelles les faits à invoquer sont, somme toute, assez rares et prêtent le flanc à certaines objections. D'une part, « alliance » et « guerre » sont des notions extrêmement larges, qui n'ont pas de peine à embrasser à peu près toute la politique extérieure de la Confédération achaïenne, alliée de la Macédoine ou de Rome lorsque nos sources commencent à nous renseigner sur son histoire avec quelque détail. D'autre part, ce qui intéresse les auteurs anciens à qui nous devons toutes nos informations, et notamment Polybe, c'est seulement la politique extérieure achaïenne, c'est-à-dire précisément les alliances et les guerres : nous ne saisissons donc qu'un nombre infime de discussions qui, par leur nature même, n'apparaissent pas réservées par la loi aux synklêtoi. Enfin, il convient de ne pas oublier l'embarras où l'on se trouve souvent pour reconnaître une synklêtos ou une synodos dans une assemblée dont la décision est intéressante pour la question qu'on étudie ici : ainsi, Pol., XXIV, 2, où rien ne prouve qu'il s'agisse d'une synklêtos, comme on l'affirme trop souvent (cf. *infra*, p. 207, n. 2).

2. Liv., XXXIX, 35, 5. La date en a été établie, *REA*, 1928, t. XXX, pp. 25-42.

3. On a vu *supra*, pp. 122 sqq., que les synodoi elles-mêmes devaient être convoquées par les magistrats.

4. Liv., *ibid.* : *adversus quos [Romanos legatos] ut praeeparata consilia haberent*.

5. Les Achaïens savent que les ambassadeurs romains ont reçu du Sénat l'ordre de venir négocier avec eux. Quant à l'assemblée devant laquelle les Romains paraissent, elle est appelée *synodos* en Pol., XXII, 2. Mais ce texte n'est qu'une sorte de sommaire dont l'*excerptor* est seul responsable. Or, si on doit admettre qu'il transcrit fidèlement Polybe lorsqu'il recopie son texte, il peut à coup sûr se tromper lorsqu'il le résume : et il se trompe, en effet, dans ce sommaire (cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 25 sq., au sujet de XXII, 1, 5). En l'espèce, les mots de Liv., XXXIX, 35, 8

ou du moins la seule que Tite-Live nous rapporte, fut la condamnation à mort de deux Lacédémoniens ¹, c'est-à-dire de deux citoyens achaiens ², accusés d'avoir desservi à Rome la cause de la Confédération. Assurément, il est possible d'épiloguer : le crime commis est de haute trahison et il a porté préjudice aux bonnes relations avec Rome, donc à une alliance. Toutefois, juridiquement, — et les dirigeants achaiens ne veulent à ce moment envisager les choses que sous l'angle juridique ³, — ce n'est pas l'alliance romaine qui est en cause ; ce sont les actes officiels conclus lorsque Lacédémone a été rattachée à la Confédération, tout « ce à quoi les serments et les textes gravés sur la pierre pour en perpétuer le souvenir valent sainteté et consécration ⁴ ». L'affaire relève donc de la seule politique intérieure, au moins théoriquement ⁵, et, si Lykortas la fait trancher par la synklètos qu'il a réunie, rien n'aurait pu légalement l'empêcher de la soumettre à une synodos.

Un autre exemple est fourni par les événements de la fin de 182 ⁶. A cette date, deux cités rebelles, Messène et Sparte, demandent à être de nouveau admises dans la Confédération. Or, Lacédémone est réintégrée par une synklètos tenue à Sikyon ⁷, tandis que, très peu de

(his [legatis]... datum est concilium), obligent, semble-t-il, à croire à une synklètos. Ainsi, Hermann ⁶-Swoboda, p. 392, n. 8 ; Niccolini, p. 233, n. 2 ; Busolt ⁵-Swoboda, p. 1558 (n. 5 de la p. 1557) ; Schwahn, col. 1252, l. 29 (mais qui néglige le recours indispensable à Tite-Live). Kahrstedt, col. 1416, est seul d'opinion contraire, en commettant une erreur certaine sur le sens, beaucoup trop exclusif (cf. *REA*, 1933, t. XXXV, p. 449), qu'il prête à *concilium* chez Tite-Live.

1. Liv., XXXIX, 35, 8 ; 36, 2.

2. Pratiquement, à cette époque, Lacédémone a fait sécession. En théorie, et le seul fait de cette condamnation à mort le montre clairement, les Achaiens s'obstinent à considérer que la ville relève de la Confédération.

3. Cf. tout le discours de Lykortas devant Ap. Claudius : Liv., XXXIX, 36, 6-37, 17.

4. *Ibid.*, 37, 16 : *quae iure iurando, quae monumentis litterarum in lapide insculptis in aeternam memoriam sancta atque sacrata sunt*.

5. Dans l'argumentation que je présente ici, je considère que la loi de compétence concerne seulement les discussions « sur une alliance ou sur une guerre », c'est-à-dire les grands problèmes posés par la politique extérieure ; ce n'est là, à vrai dire, qu'une probabilité, mais elle est grande (cf. plus haut, p. 198, n. 2). On comprend donc pourquoi je m'attache à prouver que telle ou telle délibération entre dans le cadre de la politique intérieure.

6. La réintégration de Messène, ou au moins la synodos de Mégalopolis qui en discute, se place dans l'été de 182 : cf. *REA*, 1928, p. 51, et *infra*, pp. 274 sq. La date de la réintégration de Sparte est au plus tôt la fin de l'été 182, au plus tard l'hiver 182/181 : cf. *ibid.*, p. 54. Sur ces événements, cf. Pol., XXIII, 16, 1-18, 2.

7. *Ibid.*, 17, 5 sqq. C'est une synklètos, non pas à cause des mots συνήγες τοὺς πολλοὺς de 17, 5, mais à cause de l'indication précise, fournie dans la même phrase, des circonstances imprévues qui poussaient le stratège à convoquer « sur-le-champ », ἐπὶ θέῳς, l'assemblée ; *contra*, avec une erreur évidente, Busolt ², p. 359 et n. 3 ;

temps auparavant, c'est la « deuxième synodos » réunie à Mégalopolis ¹ qui prononce la réintégration de Messène ². Dira-t-on que ces décisions concernent l'une et l'autre une alliance ³ et que, dès lors, on se trouve en présence, non pas d'une synklëtos, celle de Sikyon, agissant en dehors de son domaine réservé, mais d'une synodos, celle de Mégalo-

Francotte, *Polis*, p. 238; etc. On ne peut pas croire (cf. ci-dessous, p. 231, n. 1), comme Hermann⁶-Swoboda, p. 394, n. 11, que cette synklëtos soit réunie à cause d'une lettre du Sénat romain, ce qui justifierait son intrusion dans un domaine qui n'est pas le sien.

1. Pol., XXIII, 16, 12.

2. Cette affirmation a besoin d'être étayée, car les lambeaux du texte de Polybe que nous possédons sur ce point peuvent laisser place à quelque incertitude. Personne n'a fait ni, je pense, ne fera de difficulté pour admettre que Pol., XXIII, 17, 1-2, a trait aux décisions de la synodos annoncée en 16, 12, bien que personne ne puisse savoir pourquoi l'excerptor du recueil *De leg. gent. ad Rom.*, qui avait conservé le chapitre 16, a éprouvé le besoin de faire une coupure entre les chapitres 16 et 17. Beaucoup plus spécieuse est l'objection qu'on peut tirer de Pol., XXIV, 2, 3 : il semble, en effet, d'après ce passage, qu'une autre assemblée soit intervenue, postérieurement à la synodos de Mégalopolis, et ait seule rendu définitive la décision prise par celle-ci. Busolt³-Swoboda, p. 1560 et p. 1561, n. 1, dont l'interprétation est entièrement adoptée par Porter, p. civ, s'empresse d'interpréter ainsi ce texte et de supposer que l'assemblée, *welche die Wiederaufnahme der Messenier perfekt machte*, est une synklëtos : il obéit ainsi à la tendance (cf. *infra*, pp. 217 sqq.), manifeste chez lui, de ne donner à la synodos que les pouvoirs d'une boulë; Schwahn, col. 1252, ll. 59 sqq., n'aperçoit pas que l'exemple fourni par ces deux textes pourrait lui être précieux. Mais on ne saurait accepter cette opinion. Tout d'abord, rien ne prouve que l'assemblée qui ordonne de dresser la stèle concernant Messène (XXIV, 2, 3) soit une synklëtos : Niccolini, p. 225, n. 1, et p. 232, n. 10, ne cherche pas à le démontrer et l'argument de Hermann⁶-Swoboda, p. 394, n. 11, auquel se rallie Busolt³-Swoboda, p. 1561, n. 1, montre seulement que, même en interprétant la loi comme les Achaïens le firent en 185 (Pol., XXII, 10, 12, et 12, 6), les magistrats pouvaient cette fois réunir une synklëtos ; cela n'implique pas qu'ils en réunirent effectivement une. Ensuite, si la ratification par une synklëtos de la décision de la synodos est indispensable, pourquoi ne se serait-on pas adressé à la synklëtos précédemment tenue à Sikyon (Pol., XXIII, 17, 5 sqq.) ? Si l'assemblée dont il est question en XXIV, 2, 2-3, est une synklëtos, elle ne s'en tient pas à son ordre du jour primitif : donc la synklëtos de Sikyon aurait pu, elle aussi, le dépasser. Enfin et surtout, il suffit de lire Pol., XXIII, 16, 12-13, pour constater que l'intention de l'auteur est de distinguer entre les mesures que Lykortas se croit en droit de prendre immédiatement et personnellement et les questions pour lesquelles il s'en remet à la synodos. Cela implique que la synodos est souveraine sans la ratification de la synklëtos : si en est autrement, l'opposition disparaît, car personne ne peut croire que la synklëtos ait dû nécessairement délibérer sur un probouleuma de la synodos. J'estime donc, avec Hermann⁶-Swoboda, p. 394 et n. 11, et surtout Niccolini, p. 232, n. 10, que les décisions rapportées en Pol., XXIII, 17, 1-2, sont définitivement prises par la synodos de Mégalopolis et que l'assemblée mentionnée en XXIV, 2, 2-3, se borne à accorder une exemption fiscale aux Messéniens ; si elle ordonne de dresser la stèle, c'est parce que l'affaire est enfin close : elle l'a simplement été en plusieurs étapes.

3. L'idée est exprimée nettement par Hermann⁶-Swoboda, p. 394 ; si la décision était prise par une synklëtos, dit-il, cela *würde mit dem Grundsatz stimmen, dass den ausserordentlichen Versammlungen die Genehmigung von Bündnissen vorbehalten war*. On la retrouve aussi nette chez Schwahn, col. 1252, ll. 59 sqq. Chez Busolt³-Swoboda, p. 1560, elle s'accompagne d'une juste réserve.

polis, s'arrogeant un droit que la loi lui dénie ¹ ? Ce serait, semble-t-il, se méprendre sur le sens exact des mots « alliance » et « guerre ». Accueillir dans la Confédération un nouvel État-membre, ce n'est pas conclure avec lui un traité d'alliance, une « symmachia » ; le nouvel adhérent ne contracte pas seulement des obligations internationales ; il subit une transformation interne, il se fond dans une unité politique préexistante et plus vaste, il abdique une part de sa souveraineté ². De même, lorsque la Confédération entre en lutte contre un État-membre qui fait sécession, ce n'est pas une guerre qu'elle entreprend, en donnant au mot son plein sens juridique : elle se borne à châtier un rebelle ³. Et ce n'est pas là simple subtilité née des besoins du raisonnement, à laquelle on serait ici, en conséquence, bien humainement conduit à se rallier. L'argumentation même que les ambassadeurs achiens opposent pendant l'hiver 185/184 à Q. Caecilius contraint, en effet, à y voir l'interprétation officielle des Achiens. De quelle affaire le Romain prétend-il traiter devant la synklêtos ? Des représailles exercées par les Achiens à Lacédémone en 188, pour châtier une rébellion de la ville, et des conditions qu'ils ont alors posées à sa réintégration dans la Confédération ⁴. Or, quel prétexte invoquent les ambassadeurs pour justifier les magistrats d'avoir refusé la convocation d'une synklêtos à Q. Caecilius ? Précisément, l'impossibilité légale de réunir cette assemblée « sauf pour délibérer sur une alliance ou sur une guerre » ⁵. L'adhésion d'une cité à la Confédération

1. On sera surpris que cette dernière hypothèse n'ait été retenue — et encore ne suis-je pas sûr d'avoir saisi très exactement sa pensée — que par Niccolini, p. 232, n. 10. Les auteurs cités à la note précédente, en vertu même de l'assimilation qu'ils font d'un acte d'adhésion à un traité d'alliance, sont extrêmement gênés par le cas de Messène, sauf Schwahn qui paraît l'ignorer. L'hypothèse d'une illégalité les aurait tirés d'embarras ; mais aucun ne paraît y songer. Une loi devait, à leurs yeux, être quelque chose d'intangible pour les Achiens : ils oublient donc Pol., XXIX, 24, 5, qui est formel.

2. En employant le vocabulaire grec, on pourrait dire que la Confédération achaienne n'est pas une « symmachia », mais une « sympolitêia ». C'est ce qu'a bien senti Busolt-Swoboda qui, p. 1560, écrit à ce propos : [der] Bundesverband, der doch mehr als ein blosses Bündnis bedeutele.

3. Le droit moderne a prévu toute une série d'étapes pour passer, du point de vue intérieur et du point de vue international, de la simple notion de rébellion à celle de guerre : reconnaissance comme insurgés, comme belligérants, comme nation (cf. P. Fauchille, *Traité de droit international public*, t. I, 1, § 199 sq.). Encore sont-elles l'occasion de nombreuses difficultés, si un État, tout en voulant demeurer neutre, prétend accorder aux rebelles telle ou telle reconnaissance sans l'aveu de l'État contre lequel s'est produite l'insurrection. Normalement, même de nos jours, un État en lutte contre des rebelles se refuse à les considérer autrement que comme tels. *A fortiori*, dans l'Antiquité.

4. Pol., XXII, 10, 2.

5. *Ibid.*, 12, 6.

n'est donc pas une alliance et la lutte contre un État-membre rebelle n'est pas une guerre : s'il en était autrement, les ambassadeurs, en citant cette loi, accableraient les magistrats qu'ils veulent justifier. Dans ces conditions, la réintégration de Messène et de Lacédémone en 182 relève juridiquement de la seule politique intérieure : la synodos est légalement habilitée à en discuter, mais la synklêtos possède un droit équivalent au sien ¹.

Une conclusion identique s'impose quand on recherche à quelle assemblée revenait le soin d'élire les magistrats fédéraux. La plupart des critiques s'évertuent aujourd'hui à édifier et à étayer l'hypothèse d'assemblées électorales spéciales, les *archairésiai*, distinctes à la fois des synodoi et des synklêtoi ². Au vrai, dans des circonstances normales,

1. Voici comment se répartissent, sur ce point, les opinions des principaux critiques récents : pour Hermann⁶-Swoboda, pp. 394 sq., la synodos décide ordinairement, et la synklêtos seulement dans des cas exceptionnels, sur l'admission des nouveaux membres ; Niccolini, p. 232 et n. 10, semble penser exactement le contraire ; Busolt³-Swoboda, p. 1560, Schwahn, col. 1252, ll. 59 sqq., et Porter, p. civ, pensent que la synodos procède seulement à une étude préparatoire. On a l'impression que certains au moins de ces auteurs insisteraient très volontiers sur le fait que la synodos de Mégapolis décide la réadmission et non l'admission de Messène : il y aurait peut-être là pour eux l'occasion d'une distinction semblable à celle qu'ils effectuent entre l'adoption et le renouvellement d'une alliance (cf. ci-dessous, pp. 215 sq.), mais elle se heurte aux mêmes objections. — Il faut regretter que nous ne soyons pas renseignés sur d'autres cas d'admission ou de réadmission d'États-membres dans la Confédération : leur étude permettrait sans doute d'éclairer celui-ci. On a parfois (Hermann⁶-Swoboda, p. 394, n. 8 ; Niccolini, p. 232, n. 10 ; Schwahn, col. 1252) invoqué Liv., XXXVI, 35, 7, et tous ces auteurs, en cela d'accord avec Busolt³-Swoboda, p. 1557, n. 4, y voient une synodos. J'ai moi-même (*REA*, 1928, t. XXX, pp. 12-13) partagé cette opinion ; mais les raisons que j'invoquais alors ne me paraissent plus aujourd'hui convaincantes. Il est probable (cf. *Premiers rapports*, p. 352, n. 2) que cette assemblée est une synodos ; mais rien ne permet d'en administrer la preuve certaine et il est assez significatif que Hermann⁶-Swoboda et Busolt³-Swoboda, qui en font, *loc. cit.*, une synodos, la considèrent, p. 392, n. 8, et p. 1557, n. 5, comme une synklêtos. On ne saurait donc rien fonder sur ce texte. — Niccolini, p. 233 (n. 10 de la p. 232), verse aussi au débat Liv., XXXVI, 31, 10 sqq., où il aperçoit une sorte de contre-épreuve : l'abandon, par une synklêtos, d'une portion (*Zakynthos*) du territoire fédéral. Mais l'argument ne vaut pas, car cette synklêtos a été convoquée sur l'ordre (l'expression est formelle) d'un représentant de Rome et la loi autorise celui-ci à soumettre à une synklêtos n'importe quelle affaire : le jeu normal de la constitution achaienne peut donc être faussé par cette intervention étrangère.

2. A vrai dire, cette opinion n'est pas absolument nouvelle. On la rencontre déjà chez Unger, p. 135 (à préciser avec Klatt, p. 31 : cf. n. 4). Mais, s'il se refuse à faire des *archairésiai* de simples synodoi, il ne dit jamais bien exactement ce qu'il en fait ; en réalité, il s'agit seulement d'une opinion de circonstance pour supprimer une difficulté dans le calendrier qu'il dresse des synodoi. L'hypothèse est beaucoup plus nettement exposée chez Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 232 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 399 ; Niccolini, pp. 222-223 ; Br. Keil, pp. 416 sq. ; Busolt³-Swoboda, p. 1563 ; Larsen, p. 342 sq. ; Tarn, *CAH*, t. VII, p. 736 ; Schwahn, col. 1253, ll. 38 sqq. ; Walbank, p. 28 ; Porter, p. civ. Parmi tous les critiques récents qui abordent cette question, Kahrstedt, col. 1416, ll. 1 sqq., est le seul à ne pas partager cette opinion. — Le mot *ἀρχαιρῆσαι* est fourni par Pol., IV, 37, 2 ; 82, 6 ; 7 ; V, 1, 7.

les archairésiai sont simplement des synodoi et l'opinion contraire a pour seule origine l'erreur ordinairement commise sur la composition des assemblées de ce type¹. D'une part, en effet, puisque les assemblées électorales élisent les magistrats, lesquels entrent en charge à date fixe, elles sont par définition même des assemblées régulières : ce ne sont donc pas des synklètoi. D'autre part, puisque la Confédération n'a pas franchi d'étape décisive vers un système représentatif², rien n'autorise à penser qu'elle ait pu abandonner la coutume grecque normale de la désignation directe des magistrats par l'ensemble des citoyens d'âge légal³ : ainsi, ce sont des synodoi⁴. Aussi bien, les deux seuls textes utiles pour cette question des élections aux magistratures achaïennes, s'ils ne confirment pas expressément ce raisonnement théorique, ne le contredisent pas le moins du monde. Dans l'un, Polybe déclare que les hipparques « qui aspirent à la stratégie utilisent leurs fonctions pour capter la faveur des jeunes gens et se font de ceux-ci des partisans dévoués pour l'avenir⁵ ». Cette phrase a souvent induit en erreur. On a voulu y voir la preuve que l'âge légal pour les élections doit coïncider avec l'âge du service militaire⁶, et non avec celui de la majorité politique⁷, ce qui interdirait d'assimiler les assem-

1. Le raisonnement est bien exprimé chez Beloch et Niccolini ; il est sous-entendu chez les autres critiques. D'une part, l'assemblée électorale est une assemblée régulière : donc elle n'est pas une synklètos. D'autre part, les Achaïens n'ont pas pu adopter un suffrage à deux degrés pour désigner leurs magistrats : *eine solche Annahme [würde] aller Analogie widersprechen* (Beloch) ; donc l'assemblée électorale n'est pas une synodos, assemblée de députés. Le raisonnement est assez logique et se rapproche de celui que je vais présenter. Mais, pour se fonder sur l'argument d'analogie, il faudrait n'avoir pas fait au préalable de la constitution achaïenne quelque chose d'entièrement original dans le monde grec en considérant la synodos comme une assemblée représentative. Pourquoi les Achaïens n'auraient-ils pas poussé l'originalité jusqu'au bout ?

2. Cf. *supra*, pp. 56 sqq. et 135.

3. Il ne s'agit bien entendu que des régimes démocratiques. Sur l'improbabilité du tirage au sort, cf. plus haut, p. 84, n. 1.

4. Elles sont certainement identiques aux synodoi par leur composition et leur régularité. Dira-t-on qu'elles en diffèrent par leur ordre du jour ? La différence serait accessoire et on cherche en vain, d'ailleurs, ce qui aurait pu leur interdire, une fois les élections terminées, d'aborder d'autres questions : cf. *infra*, p. 270 et n. 2.

5. Pol., X, 22, 9 : οἱ δὲ τῆς στρατηγίας ὀρεγόμενοι διὰ ταύτης τῆς ἀρχῆς ἐξεριθεύονται τοὺς νέους καὶ παρασκευάζουσιν εὐνοὺς συναγωνιστάς εἰς τὸ μέλλον. L'idée de cette phrase se retrouve dans Plut., *Phil.*, 7, 4, mais exagérée.

6. Cf. Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 232 ; Schwahn, col. 1253, ll. 38 sqq. C'est aussi sans doute en raison de ce texte que Walbank, p. 28, admet aux élections même les citoyens âgés de moins de trente ans.

7. Br. Keil, pp. 416 sq., commet sur ce texte la même erreur que Beloch. Mais, selon lui, l'âge de trente ans n'est nécessaire que pour avoir accès à la synodos ; à la synklètos et aux assemblées électorales, l'âge légal est moins élevé et coïncide à peu près avec celui du service militaire. Gilbert n'est pas davantage surpris, car, t. II,

blées électorales aux synodoi ¹. Mais c'est tout bonnement oublier les mots « pour l'avenir », que Polybe n'a pas manqué d'écrire : l'échéance où l'hipparque ambitieux sera récompensé de son administration débonnaire n'est donc pas, dans l'esprit de Polybe, immédiate, mais lointaine ; elle surviendra quand une bonne partie des jeunes cavaliers qu'il aura commandés aura atteint l'âge légal qui donne accès aux assemblées politiques ². D'autres historiens ont conclu de cette phrase que, seuls, les membres des classes riches, où se recrute le corps des cavaliers, possèdent le droit de vote ³. Mais pourquoi ne s'agirait-il pas seulement d'une influence prépondérante à l'intérieur des assemblées électorales ? Et cette interprétation s'harmoniserait sans peine avec ce qu'on a discerné de la composition pratique, sinon théorique, des synodoi ⁴. L'autre texte nous apprend qu'en cas de mort du stratège en fonctions la loi ordonne le retour au pouvoir du stratège de l'année précédente, « jusqu'à ce qu'ait lieu la synodos régulière des Achaïens » ⁵. Pour expliquer ce détail, on n'a pas craint de prétendre que cette synodos est seulement appelée à décider si le stratège suppléant « doit conserver ses fonctions pour le reste de l'année ou si une nouvelle élection doit être opérée par une assemblée électorale à convoquer extraordinairement » ⁶. Mais cette interprétation si compliquée

p. 120, n. 1, il déclare que l'âge du service militaire, au moins pour les opérations au dehors du territoire fédéral, devait être trente ans : cette hypothèse n'a pas besoin, évidemment, d'être discutée.

1. Sur l'âge d'accès probable à la synodos, cf. *supra*, pp. 139 sqq.

2. La critique de l'argumentation de Beloch a été présentée en premier lieu par H. Francotte, *Polis*, pp. 238 sq. A l'objection que je développe ici, il ajoute que les jeunes cavaliers pouvaient servir d' « agents électoraux » aux candidats à la stratégie : je demeure sceptique quant à l'influence que des jeunes gens, privés du droit de vote à cause de leur jeunesse, peuvent avoir à cet égard sur des électeurs ; car il est difficile d'imaginer quoi que ce soit de comparable à nos campagnes électorales modernes, qui utilisent affiches, réunions, etc. Hermann ⁶-Swoboda ne retient précisément que cette mauvaise objection et c'est sur elle qu'insiste surtout Busolt ³-Swoboda, p. 1563, n. 2. Porter, p. 111, n'admet aux archairésiai que les citoyens de plus de trente ans, mais sans justifier son opinion.

3. Busolt ², p. 357, n. 1. Les auteurs qui, comme lui, font de la synodos une assemblée censitaire (cf. *supra*, pp. 136 sqq.), doivent, normalement, apporter à ce texte la même interprétation : ils ne disposent pas d'un si grand nombre d'arguments qu'ils puissent faire fi de celui-là.

4. Cf. plus haut, pp. 147 sqq. Ce raisonnement est déjà celui de Weinert, p. 19 ; Gilbert, t. II, p. 116, n. 1 ; Lipsius, p. 174 ; Schömann-Lipsius, p. 127, n. 2 ; Nicolini, p. 223. De Sanctis, pp. 258 sq., explique assez mal comment il interprète cette phrase de Polybe.

5. Pol., XXXVIII, 15, 1 : ἕως ἄν (ἡ) καθήκουσα σύνοδος γένηται τῶν Ἀχαιῶν.

6. Hermann ⁶-Swoboda, p. 402 : ... bis die nächste Synode über die Frage entschied, ob er [der Vorgänger] das Amt für den Rest des Jahres weiterführen oder eine Nachwahl durch eine ausserordentlicher Weise einzuberufende Wahlversammlung vorgenommen werden sollte. Pour seule justification, la n. 5 se borne à affirmer : Nur in dieser Weise kann

est l'invraisemblance même : le choix de la prochaine synodos comme terme des nouveaux pouvoirs de l'ancien stratège se justifie beaucoup plus aisément si cette synodos peut se transformer d'elle-même en assemblée électorale¹. Ainsi, les archairésiai ne sont pas des assemblées d'un type particulier² ; ce mot n'est autre chose que le nom donné, comme à Athènes et dans de nombreux États grecs³, à l'assemblée ordinaire qui procède aux élections ; les magistrats fédéraux achiens, sont normalement, légalement, désignés par une synodos⁴.

Or, dans l'un des deux cas que nous connaissons⁵ de mort du stratège achien pendant son année de charge, à la mort de Philopoimen dans l'été de 182⁶, que se passe-t-il ? « Les citoyens en âge de porter les armes se réunirent à Mégalo polis... et élurent comme stratège Lykortas⁷ », nous dit Plutarque et l'exactitude de son récit se trouve, sur ce

das... Gesetz verstanden werden. Busolt¹-Swoboda, p. 1563, n. 2, et p. 1565, interprète de même, sans davantage chercher à démontrer. L'explication est également acceptée par Larsen, p. 342, et Porter, p. civ. C'est, me semble-t-il, le type même de l'interprétation désespérée, imaginée pour sauver une conception que le texte contredit.

1. Ainsi, explicitement, Klatt, p. 31, Busolt², p. 358 (mais, p. 355, il néglige ce texte), de Sanctis, p. 258, Niccolini, p. 222, n. 2, avec des nuances variées selon le sens qu'ils donnent au mot *synodos*. Francotte, *Polis*, p. 238, sous-entend à coup sûr cette explication. Il est regrettable que Schwahn, col. 1257, ll. 13 sqq., ne dise pas comment il comprend ce texte.

2. Naturellement, on ne prétend pas que ces deux textes de Polybe prouvent que l'assemblée électorale est une synodos. La phrase sur les cavaliers peut s'accorder avec une assemblée censitaire et avec une assemblée ouverte à tous les citoyens en âge de servir à l'armée. L'autre phrase ne concerne qu'un cas exceptionnel (ainsi, Gilbert, t. II, p. 117, n. 1). Ni l'une ni l'autre ne sont donc absolument décisives. Mais il suffit qu'elles ne contredisent pas l'hypothèse, établie par ailleurs, de l'identité de la synodos et de l'assemblée électorale. — Il faut faire remarquer, au moins accessoirement, que, selon Hermann⁶-Swoboda, p. 392 et n. 7, Busolt¹-Swoboda, p. 1557 et n. 3, Schwahn, col. 1255, c'est (la référence à Lipsius, p. 165, que donnent les deux premiers, le prouve nettement) une assemblée électorale qui, dépouillée de ses attributions électorales, se transforme après la guerre des Alliés en synodos régulière. Or, pour ces critiques, les archairésiai ont une composition différente de celle des synodoi. Ces deux opinions apparaissent contradictoires ; la première est exacte, comme on le verra plus loin, pp. 271 sq ; n'est-ce pas au moins un indice que la seconde ne l'est pas ?

3. Cf. Busolt¹, p. 469, n. 2.

4. C'est déjà l'opinion de Hermann⁵, p. 748 et p. 751, n. 9 ; Klatt, pp. 6 et 31 ; Busolt², p. 358 ; Lipsius, p. 161 ; Schömann-Lipsius, pp. 128 sq. ; Francotte, *Polis*, p. 238 ; de Sanctis, pp. 258 sq. ; Kahrstedt, col. 1416, malgré toutes les divergences qui peuvent exister entre ces auteurs sur la composition des synodoi. Il m'est arrivé (*REA*, 1928, t. XXX, p. 12) de distinguer les archairésiai des synodoi, sans d'ailleurs (cf. *ibid.*, n. 2) que cela fût essentiel pour mon argumentation ; mais je n'avais pas encore étudié de près le problème des assemblées achiennes.

5. L'autre cas (*Pol.*, XXXVIII, 15, 1-2) est celui où Diaios succède, en 146, à Krito laos : c'est à cette occasion que Polybe mentionne la loi dont il vient d'être question.

6. Sur la date, cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 49 sqq.

7. Plut., *Phil.*, 21, 1 : οἱ δ' ἐν ἡλικίᾳ... συνελθόντες εἰς Μεγάλην πόλιν... ἐλόμενοι στρατηγὸν Λυκόρταν.

détail particulier, indirectement confirmée par Polybe¹. Cette procédure est, en apparence, d'autant plus étrange que Lykortas n'a pas été le prédécesseur immédiat de Philopoïmen à la stratégie². Assurément, la guerre bat son plein et les Achaïens, loin d'être portés aux concessions par la mort de leur stratège, veulent en tirer vengeance au plus vite : la situation est donc exceptionnelle³. Toutefois, l'armée n'est pas sans chef en la circonstance : par le seul jeu de la loi, Archon peut prendre ou même a pris déjà le commandement ; rien n'interdit donc de continuer à appliquer la loi et d'attendre la prochaine synodos. C'est précisément ce qu'on se refuse à faire et l'armée se transforme immédiatement en assemblée électorale : assemblée évidemment imprévue, extraordinaire, infiniment plus proche, en conséquence, d'une synklêtos que d'une synodos⁴. Ainsi, la synklêtos, au moins sous une forme primitive ou adaptée à des circonstances anormales, n'hésite pas à procéder, malgré la loi, à l'élection d'un stratège⁵. Et le stratège

1. Pol., XXIII, 16, 12, où le mot *παλιν* concerne évidemment Mégalopolis : cf. *REA*, *ibid.*, p. 47.

2. Cf. *ibid.*, pp. 43 sqq. Malgré l'opinion contraire de Busolt³-Swoboda, p. 1564, n. 5, je ne vois rien à changer à ce que j'ai alors soutenu : le stratège de 184/183 fut Archon, et non Lykortas.

3. C'est ce sur quoi insiste Kahrstedt, col. 1417.

4. Ce n'est pas le seul cas où on connaisse où l'assemblée de l'armée tient la place et joue le rôle d'une assemblée politique normale : cf. *infra*, pp. 232 sqq.

5. J'abandonne le rapprochement que j'ai fait, *REA*, 1928, t. XXX, pp. 45 sqq., entre le cas de Lykortas et celui de Diaios, car les mots *διὰ τῶν πολλῶν* de Pol., XXXVIII, 17, 1, n'ont certainement pas le sens que j'ai voulu leur attribuer ; on a vu, avec force exemples, qu'ils sont utilisés par Polybe à propos de n'importe quelle assemblée. Puisque je considère maintenant l'assemblée électorale comme une synodos, je pense que Diaios a été élu stratège « par la multitude » à la première synodos qui s'est réunie après la mort de Kritolaos. — En 182, la loi n'a pas été respectée. Mais on aurait tort de croire, comme Kahrstedt, à une procédure monstrueusement illégale. Certes, l'état de guerre justifie bien des choses. Toutefois, on remarquera que l'attribution du droit électoral à la synodos était certainement due, dans l'esprit des auteurs de la constitution achaienne, à la régularité de cette assemblée, et non à sa composition spéciale, puisque celle-ci est théoriquement identique à celle de la synklêtos. Si on a fixé pour échéance aux pouvoirs de l'ancien stratège devenu stratège suppléant la première synodos et si on n'a pas ordonné la réunion immédiate d'une synklêtos, c'est que, de toute façon, celle-ci demandait quelque temps, pendant lequel il fallait pourvoir à la vacance de la stratégie ; un suppléant était indispensable, on le prenait où l'on pouvait, on risquait de le conserver plus longtemps qu'il n'aurait été strictement utile : dans tout cela, le mal n'était pas bien grand. Ainsi, en profitant de la première assemblée possible (et l'assemblée de l'armée équivaut à une synklêtos) pour faire élire le nouveau stratège, on demeurerait dans l'esprit, sinon dans la lettre de la loi. Au surplus, il faut noter que, selon Plutarque, les « probouloi », c'est-à-dire les magistrats et essentiellement les damiorgoi, assistent à l'assemblée de l'armée tenue à Mégalopolis : leur présence doit évidemment être considérée comme une garantie que l'illégalité commise en procédant alors à l'élection n'est pas trop scandaleuse. Hermann⁶-Swoboda, p. 402 et n. 6, et Busolt³-Swoboda, p. 1565, ont bien aperçu l'intérêt de ce détail ; mais ajouter à la loi, comme ils le font, un article autorisant spécialement les magistrats à agir ainsi est vraiment excessif. Je ne puis croire que la

désigné par elle exerce tous les pouvoirs attachés à sa fonction ¹.

On ne méconnaît pas que ces trois exemples manquent de netteté et qu'ils peuvent être discutés ². Aussi ne se hasarderait-on pas à fonder sur eux une affirmation, si celle-ci ne se trouvait pas être le simple corollaire de ce qui a été précédemment établi. La raison profonde de la loi qui réserve à la synklêtos la décision sur les grands problèmes de politique extérieure est la volonté d'entourer cette décision du maximum de garanties. On ne saurait donc s'étonner, et nul n'aurait pu en faire grief aux magistrats, que d'autres questions fussent également soumises à son examen. Il faut avouer au contraire que l'existence de cette loi y invitait les magistrats lorsqu'il convenait de prendre une décision grave, relevât-elle de la politique intérieure ³.

V

On vient de voir une prescription légale transgressée au profit de la synklêtos pendant l'été de 182. Du moins les Achaïens, en élisant au plus tôt un nouveau stratège, demeuraient-ils fidèles à l'esprit de la

loi eût tout prévu ni que tous les faits qui nous sont rapportés répondent à l'une ou l'autre de ses prescriptions. La plupart des critiques — et les pages qui suivent vont en fournir d'autres exemples — partent du principe qu'il n'y a jamais eu d'illégalité, vénielle ou grave. Rien n'est plus invraisemblable en soi, avec des lois rudimentaires comme devaient l'être celles-ci; rien ne l'est davantage en pratique, car les faits illégaux sont patents.

1. Pol., XXIII, 16. Lors de la synklêtos de Sikyon (*ibid.*, 17, 5 sqq.), Lykortas exerce peut-être déjà une autre stratégie, valable pour l'année 182/181 : cf. *REA*, 1928, t. XXX, p. 54. Mais c'est avant l'automne 182, donc en vertu des pouvoirs qu'il tient seulement de son élection à Mégalo polis, que Lykortas réprime la rébellion de Messène.

2. Les trois raisonnements qui précèdent offrent chacun une fissure qui empêche de les considérer comme décisifs. Il n'est pas absolument prouvé que l'assemblée mentionnée en Liv. XXXIX, 35, 5, soit une synklêtos. Qui saura jamais la portée juridique exacte des décisions prises par la synodos de Pol., XXIII, 16, 12 ? Enfin, la procédure électorale suivie après la mort de Philopoïmen peut-elle être invoquée pour définir les pouvoirs normaux de la synklêtos ?

3. On ne saurait exagérer l'importance pratique des décisions prises par la synklêtos dans les trois cas qui ont été examinés. Elire tel ou tel stratège pour succéder à Philopoïmen, c'était choisir entre une politique de fermeté ou de concession à l'égard de Messène. Réintégrer Sparte dans la Confédération en 182 et condamner les deux Lacédémoniens en 184, c'était faire acte d'indépendance à l'égard de Rome. Tout cela pouvait donc être lourd de conséquences : c'était, de la part de Lykortas et de ses amis, simple honnêteté que de ne pas se contenter de synodoi et peut-être sage précaution que d'en faire endosser la responsabilité à des synklêtoi. Lorsqu'une affaire est grave, il est plus normal de la soumettre à une synklêtos, ce qui ne signifie pas qu'on agisse toujours ainsi ; c'est en ce sens seulement que j'ai conclu, *Mél. Glotz*, t. I, pp. 71 sq., à propos de l'assemblée d'Argos du début de 188 ; cf. aussi plus haut, p. 131, n. 1.

loi qui ne voulait pourvoir à la vacance de la stratégie que provisoirement, en attendant que la volonté populaire eût l'occasion de se manifester. Il n'en est pas toujours ainsi et la loi de compétence, si formelle qu'elle nous soit apparue dans l'incident soulevé par Kallikratès, est loin d'être toujours scrupuleusement observée. On voit assez souvent, en effet, la synodos discuter et trancher des questions concernant une alliance ou une guerre qui devraient légalement être portées devant la synklêtos. Les exemples à invoquer sont si nombreux que certains critiques n'ont pas manqué de s'en aviser. Aucun n'a osé conclure à la pure et simple illégalité et tous se sont ingéniés à découvrir des explications moins brutales. Elles sont plus ou moins heureuses ; on ne contestera pas que, parfois, elles rendent compte partiellement des anomalies constatées. Aucune, cependant, n'est pleinement satisfaisante.

C'est ainsi qu'on prétend que la synodos, n'ayant pas le droit de conclure une alliance entièrement nouvelle, n'en possédait pas moins celui de « renouveler » une alliance antérieure ¹. On estime, en effet, que cette distinction est rendue indispensable par le récit que fait Polybe d'une synodos tenue à Mégalo polis vers le printemps de 185 ². Cette synodos renouvelle un traité d'alliance avec le roi de Pergame Euménès II ³ ; puis elle ajourne — c'est dire qu'elle aurait pu la donner — la ratification définitive du renouvellement d'une alliance avec le roi d'Égypte Ptolémée V Épiphane ⁴ ; enfin, elle renouvelle en faveur du nouveau roi de Syrie, Séleukos IV, un traité d'amitié conclu avec son père, Antiochos III Mégas ⁵. Tout cela est net, indiscutable et, si on veut penser que les Achaïens respectent toujours religieusement le principe posé par la loi de compétence, il faut admettre que cette loi distingue entre la conclusion et le simple renouvellement d'un traité d'alliance. Assurément, cette subtilité n'est pas en soi inconcevable ⁶ et,

1. Cf. Hermann⁶-Swoboda, p. 396 ; Niccolini, p. 234 ; Busolt³-Swoboda, p. 1561 ; Schwahn, col. 1255, l. 55.

2. Pol., XXII, 7 sqq.

3. *Ibid.*, 7, 8.

4. *Ibid.*, 9, 1-12. Dubois, p. 144, et Kahrstedt, col. 1416, ll. 36 sqq., interprètent inexactement la décision prise par la synodos ; elle n'« annule » pas, elle ajourne.

5. *Ibid.*, 9, 13. Il n'est dit, ni en ce passage, ni en 7, 4, que le traité à renouveler est celui qui a été conclu avec Antiochos III. Mais, puisque Séleukos IV n'est roi que depuis moins de deux ans (*REA*, 1928, t. XXX, p. 42), on ne peut pas croire qu'il ait éprouvé si vite le désir de renouveler un traité qu'il aurait conclu lui-même.

6. Kahrstedt, col. 1416, ll. 42 sqq., n'hésite pas à déclarer que cette hypothèse est *ein Monstrum* : le jugement est très excessif et, quand on considère les raisonnements et les hypothèses que Kahrstedt a dû faire pour édifier sa propre conception des assemblées achaïennes, on ne peut pas manquer de penser que cette sévérité — qu'au surplus aucun argument ne justifie — est pour le moins étrange.

si elle suffisait à justifier toutes les bizarreries attestées par nos sources¹, il n'y aurait pas grande difficulté à l'adopter.

Mais elle n'est pas la seule. On a, en effet, souvent affirmé qu'une synklêtos n'est pas indispensable pour déclarer la guerre quand le territoire fédéral est envahi par l'ennemi². Il ne s'agirait pas en ce cas, a-t-on dit, « d'une déclaration de guerre..., mais seulement de la constatation que, du fait des ennemis, la paix est rompue³ » ; « d'après le droit des gens hellénique », a-t-on encore déclaré, « la violation du territoire entraîne l'état de guerre⁴. » La distinction, elle non plus, n'a rien de logiquement inadmissible. Toutefois, on remarquera que, venant s'ajouter à la précédente, elle a pour résultat d'étrécir encore le domaine légal de la synklêtos. Mais on fera surtout une observation significative. Cette exception avait été suggérée par G. Busolt, en 1892, pour expliquer toute une série de textes jugés par lui embarrassants⁵. Or, si les critiques récents admettent encore cet argument, ils n'y ont plus recours que pour un texte unique⁶ ; ils le négligent pour les autres, dont ils se flattent de rendre compte

1. Même pour cette synodos de Mégalopolis, cette distinction suffit-elle ? Nous ne savons rien, en effet, du traité d'amitié conclu avec Antiochos III Mégas, sans doute au moment du traité d'Apaméia. Mais il n'y aurait certainement pas lieu de s'étonner qu'il n'eût strictement concerné qu'Antiochos III. Des traités personnels sont assez fréquents dans l'Antiquité. Dans ce cas, le renouvellement du traité avec son fils et successeur Séleukos IV serait, du point de vue juridique, la conclusion d'un traité nouveau.

2. Busolt², p. 359 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 397 (n. 9 de la p. 396) ; Niccolini, pp. 219 sq. ; Busolt³-Swoboda, p. 1560 (n. 4 de la p. 1559) et p. 1562. En fait, l'affirmation n'est absolument catégorique que chez Busolt² ; les autres critiques ne posent pas le principe du droit de la synodos, en ce cas, à déclarer la guerre ; ils se bornent à affirmer qu'elle a alors le droit (Busolt³-Swoboda dit, p. 1562 : le devoir) de mobiliser l'armée pour défendre le territoire. Il est regrettable que Beloch ni Schwahn n'aient cru bon d'expliquer comment ils résolaient la difficulté fournie, dans leur conception, par Pol., II, 46, 6. Très probablement, ils auraient repris quelque chose de l'hypothèse de Busolt².

3. Hermann⁶-Swoboda, p. 397 : *so handelt es sich nicht um eine Kriegserklärung..., sondern nur um die Konstatierung, dass durch das Vorgehen der Spartaner der Frieden gebrochen war.*

4. Busolt², p. 359, n. 4 : *... eine Verletzung des Gebietes..., die nach griechischem Völkerrecht den Kriegszustand herbeiführte.*

5. Busolt², p. 359, n. 4, invoque le principe pour justifier Pol., II, 46, 5-6 ; IV, 26, 7 ; Liv., XXXI, 35 [25 ?] ; XXXV, 25 ; XXXVIII, 32. Les trois textes de Tite-Live ne doivent pas être retenus, car il s'agit de trois synklêtoi. Mais Busolt prenait bien la responsabilité de son affirmation très générale : *In allen bekannten Fällen, wo eine gewöhnliche Synodos den Bundeskrieg beschliesst...* Et, comme on va le voir, Pol., IV, 26, 7, doit en réalité être accompagné de deux autres cas fournis par le récit immédiatement antérieur.

6. Pol., II, 46, 6. Busolt³-Swoboda, p. 1560 (n. 4 de la p. 1559) y fait encore une très brève allusion pour expliquer IV, 15, 1 ; mais, outre que sa pensée n'est pas très claire, il ne semble pas que ce soit là son argument essentiel.

plus simplement de façon différente ¹. Qu'est-ce à dire, sinon qu'il leur est apparu comme bien faible et qu'ils ont jugé plus prudent de ne l'invoquer qu'à défaut de tout autre ² ? Aussi bien, on a déjà eu l'occasion d'examiner de près ce cas désespéré et on a conclu que cette explication attribuée aux auteurs de la loi achaienne une subtilité de casuistes dont on les croira difficilement capables ³. Enfin, se résoudrait-on à l'admettre et parviendrait-on ainsi à se débarrasser de quelques textes gênants qu'il en resterait d'autres ⁴ où la synodos délibère sans que le territoire fédéral soit le moins du monde envahi et dont on ne saurait, en conséquence, se défaire même à ce prix. C'est bien pourquoi, d'ailleurs, les historiens ne se satisfont plus aujourd'hui de l'hypothèse de G. Busolt.

Celle à laquelle ils se rallient en général est le corollaire logique de l'idée qu'ils se font de la composition de la synodos. Cette assemblée est, à leurs yeux, une assemblée de députés ; son nom officiel est « boulè ». Elle exerce donc les fonctions d'une boulè et, à ce titre, elle délibère sur la politique extérieure ; mais, lorsqu'il s'agit d'alliance ou de guerre, sa délibération est seulement préparatoire et la solution qu'elle adopte doit être ratifiée par une synklêtos pour engager la Confédération. Telle est l'opinion de K. J. Beloch ⁵. Elle s'impose quand on considère la synodos comme une assemblée de députés. Mais elle s'effondre quand on constate que la synodos est, au vrai, une assemblée primaire : on cherche en vain, à ce moment, pourquoi elle aurait été réduite aux fonctions d'une boulè. Toutefois, il convient de ne pas s'en tenir à cette objection théorique, si forte qu'elle puisse être, et, puisque Beloch s'est flatté de rendre compte, par ce détour, de quatre cas précis, d'examiner ces quatre cas ⁶.

1. L'explication par les fonctions probouleumatiques de la synodos, dont il va bientôt être question, est celle qui a aujourd'hui le plus de succès.

2. Cette dérobade est d'autant plus symptomatique qu'un argument comme celui-là pose un principe général qui, de ce fait, devrait être d'application fréquente. La seule attitude logique est celle de Busolt ². Les autres critiques, en raisonnant comme ils le font, avouent implicitement qu'ils n'ont aucune confiance dans l'argument.

3. Cf. *supra*, pp. 68 sqq.

4. Ils vont être examinés dans les pages qui suivent.

5. Beloch, *Gr. Gesch.* ¹, t. III, 2, pp. 185 sq. (= *Gr. Gesch.* ², t. IV, 2, pp. 233 sq.), est l'auteur de cette hypothèse. On ne saurait s'en étonner, puisqu'il est aussi celui qui a donné sa forme, sinon absolument, du moins presque définitive à la conception selon laquelle la synodos est une assemblée représentative. On retrouve cette opinion chez presque tous les critiques récents : de Sanctis, pp. 252 sqq. ; Hermann⁶-Swoboda, pp. 395 sqq. ; Niccolini, p. 234 ; Keil, p. 416 ; Busolt¹-Swoboda, pp. 1558 sqq. ; Schwahn, col. 1255, ll. 44 sqq. Kahrstedt, col. 1415, la partage au moins pour la période qui suit, d'après lui, la création de la synklêtos : cf. *REA*, 1933, t. XXXV, pp. 455 sq.

6. Pour certains de ces quatre cas, les auteurs cités à la note précédente apportent

Certains sont déjà connus et la véritable interprétation du rôle qu'y joue la synodos a déjà été présentée. Ainsi pour la synodos de Corinthe dont parle le décret d'Oropos et qui fut suivie d'une synklêtos réunie à Argos ¹. On a vu que la discussion menée à Corinthe, n'étant pas une discussion contradictoire, ne peut pas être considérée comme une étude préparatoire sérieuse, telle qu'une boulê aurait dû la mener. La seule explication de la procédure alors suivie est que la synodos a reconnu son incompétence dans l'affaire d'aide militaire qui lui était soumise et l'a renvoyée devant une synklêtos ². La loi de compétence joue ici pleinement et librement ³; toute autre hypothèse est à la fois gratuite et inutile. Ainsi encore pour la synodos réunie à Corinthe au début de 168 et devant laquelle les ambassadeurs égyptiens viennent demander aux Achaïens l'envoi de 1.200 hommes pour résister à l'attaque syrienne ⁴. On s'étonne vraiment d'entendre parler ici d'une *Vorberatung* ⁵, car le texte est d'une limpidité qui ne laisse subsister aucune équivoque. C'est illégalement que la synodos délibère sur cette affaire; elle est prête à prendre le décret définitif; mais Kallikratès rappelle l'existence de la loi de compétence aux magistrats et ceux-ci, bon gré mal gré, ne peuvent que s'incliner ⁶. L'hy-

parfois des explications différentes de celle de Beloch. Il ne m'est pas apparu qu'ils fissent usage (sauf Schwahn: cf. *infra*, p. 225, n. 5 et p. 226, n. 7) de cette hypothèse pour d'autres textes. Je prends donc l'argumentation sous son aspect le plus large. Mais je prends soin de commencer par le texte qui est le plus communément invoqué: ainsi, le lecteur ne sera pas prévenu par l'examen préalable des cas sur lesquels d'autres critiques que Beloch sont prêts à des concessions.

1. *IG*, t. VII, n° 411 = *Sylloge* ³, t. II, n° 675. Pour ce texte, l'interprétation de Beloch est adoptée par Hermann⁶-Swoboda, p. 395, n. 5; Niccolini, p. 234, n. 8; Busolt-Swoboda, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555); Schwahn, col. 1252, ll. 21-23, et col. 1253, ll. 19-20; Kahrstedt, col. 1415.

2. Cf. *subra*, pp. 28 sqq. — Dittenberger, *Sylloge* ³, t. II, p. 259, n. 6 (= *Sylloge* ², t. I, n° 308), présente une explication qui lui est personnelle. Il interprète littéralement Pol., XXII, 12, 6, mais cette restriction apportée par la loi aux possibilités de convocation d'une synklêtos ne concerne, à l'en croire, que les magistrats; une synodos aurait toujours eu le droit d'ordonner la réunion d'une assemblée extraordinaire et c'est de ce droit qu'userait cette synodos de Corinthe. Mais cette interprétation est inadmissible, car on ne peut pas l'accorder avec Pol., XXIX, 24, 5. D'autre part, Dittenberger ne paraît pas s'apercevoir que les gens d'Oropos venaient demander « une aide », au besoin « militaire », aux Achaïens: donc, la loi mentionnée en XXII, 12, 6, devait s'appliquer et l'approbation de la synodos était inutile.

3. Peut-être un autre Kallikratès eut-il besoin, comme en 168, de rappeler la synodos au respect de la loi. Mais rien ne permet de l'affirmer.

4. Pol., XXIX, 23, 8 sqq. Cf. ci-dessus, pp. 37 et 189 sqq.

5. Ainsi, Beloch ², p. 233; Hermann⁶-Swoboda, p. 395, n. 5; Schwahn, col. 1253, ll. 19-21.

6. Niccolini, p. 234, n. 8, rejette avec raison sur ce point l'interprétation de Beloch: *il caso... non è adducibile perchè impugnato per vizio di proceduro*.

pothèse de Beloch n'est donc pas seulement arbitraire : elle est absolument incompatible avec le récit même de Polybe.

Un troisième texte¹ n'est pas plus décisif. En 154, des ambassadeurs de deux peuples en guerre l'un contre l'autre, Crétois et Rhodiens, se présentent en même temps devant une synodos réunie à Corinthe et demandent contradictoirement aux Achaïens de soutenir leur patrie. La synodos est prête à se décider en faveur des Rhodiens, mais Kallikratès fait voter le maintien de la neutralité. Où voit-on dans tout cela le moindre indice favorable à l'hypothèse de Beloch² ? Si la synodos n'agit ici que comme boulè, il est nécessaire de supposer que cette boulè a le droit d'écarter définitivement toute affaire à laquelle il ne lui semble pas que la Confédération doive donner suite. Elle posséderait donc pleins pouvoirs pour prendre une décision négative et une demande d'aide militaire ne pourrait parvenir devant une synklètos qu'après « prise en considération³ » ou « avis favorable » de sa part. La conclusion serait ingénieuse⁴. Mais ce savant échelonnement de la souveraineté et, partant, de la responsabilité n'est-il pas *a priori* bien suspect⁵ ? Et n'est-il pas infiniment plus simple de penser que la synodos de 154 examine comme celle de 168, mais, cette fois, tranche, puisque personne ne la rappelle au respect de la loi, une question qui n'est pas de sa compétence légale⁶ ?

1. Pol., XXXIII, 16.

2. Cette hypothèse est acceptée par Hermann⁶-Swoboda, p. 395, n. 5, et p. 396, n. 9 (en ce dernier passage, concurremment avec une autre explication); Busolt-Swoboda, p. 1559, n. 4 (avec la même hésitation); Schwahn, col. 1255, ll. 52-55; Kahrstedt, col. 1415.

3. L'expression est employée par Niccolini, p. 234, n. 8, pour IG, t. VII, n° 411.

4. L'hypothèse n'a encore été formulée nettement par personne.

5. Peut-être croit-on que la procédure qui nous est révélée par IG, t. VII, n° 411, fournit un argument en faveur de cette hypothèse. En effet, les ll. 11-12 de l'inscription nous apprennent que la synklètos d'Argos a été réunie sur décret de la synodos. Mais est-ce à dire, comme le pense Dittenberger, *Sylloge* 3, t. II, p. 259, n. 6, que, si la synodos s'était refusée à voter un pareil décret, les magistrats n'auraient pas pu convoquer d'eux-mêmes une synklètos pour délibérer et décider sur la demande des gens d'Oropos ? En fait, ils n'auraient certainement pas osé prendre l'édit de convocation. Mais il me semble qu'en droit rien n'aurait pu les en empêcher. — Je m'en tiens toujours à l'hypothèse d'une loi assez rudimentaire, qui ne subtilisait pas en prévoyant de multiples exceptions : elle m'apparaît la plus raisonnable. Si, en outre, on admet que le but réel de la loi est d'entourer certaines décisions du maximum de garanties et, pour cela, de défendre les droits de la synklètos, ceux-ci auraient subi une rude atteinte si la synodos avait été également autorisée à prendre une décision définitive, pourvu qu'elle fût négative.

6. C'est là un cas où l'hypothèse de Busolt² se révèle absolument inefficace et on regrette que cet auteur ait paru ne pas connaître ce texte qu'il ne cite jamais. — En gros, mon interprétation s'accorde avec celle d'autres critiques ; je tiens

Reste le quatrième cas, le premier en date, qu'il convenait cependant de n'aborder qu'en dernier lieu parce qu'il est le plus compliqué et rend indispensables d'assez longs commentaires. Il a déjà été beaucoup écrit à son propos et la solution exacte a été présentée dès 1898 par J. Lipsius¹. Il faut bien, néanmoins, ajouter une nouvelle page à cette polémique, puisque l'explication de Lipsius n'a pas reçu l'accueil qu'elle méritait.

Nous sommes au printemps 220 et Polybe expose les préliminaires de la guerre des Alliés². Les Aitoliens sont entrés en Messénie au mépris des traités³. Messène ne fait pas à cette date partie de la Confédération achaïenne. Mais, pour parvenir à la frontière messénienne, les Aitoliens ont traversé, sans y être autorisés et sans s'abstenir de piller, le territoire de trois cités achaïennes, Patrai, Pharai et Tritaia⁴. Les citoyens de ces deux dernières villes apportent leurs plaintes à la synodos⁵ achaïenne d'Aigion, devant laquelle paraissent aussi des ambassadeurs messéniens qui sollicitent des secours⁶. L'assemblée, très hostile aux Aitoliens, décide qu'on portera secours aux Messéniens, que le stratège mobilisera les citoyens, enfin que les résolutions arrêtées par les soldats auront pleine autorité⁷. Malgré ce décret, le stratège du moment, Timoxénos, qui n'a aucune

cependant à préciser quelques nuances, qui peuvent avoir un intérêt. Lipsius, p. 171, voit dans ce texte la preuve que la loi de compétence n'existe pas et que les Achaïens connaissent seulement en cette matière *eine herrschende Praxis*; ma conclusion serait à peu près exactement inverse : il existe une loi (cf. *supra*, p. 189, n. 2) qui n'est souvent pas appliquée dans la pratique. Francotte, p. 235, parle de « question préalable » votée par la synodos : l'expression est dangereuse, car elle implique le droit de la synodos à trancher négativement. Hermann⁶-Swoboda, p. 397 (n. 9 de la p. 396), ne rejette pas nettement l'explication de Beloch. Niccolini, p. 234, n. 8, émet un doute inopportun sur la nature juridique de l'assemblée qui prend cette décision et, surtout, après avoir expliqué par une « prise en considération » préalable *IG*, t. VII, n° 411, commet sans doute la même erreur que Francotte. Busolt³-Swoboda, p. 1559, n. 4, signale encore comme possible l'hypothèse de Beloch et parle de l'affaiblissement de l'efficacité des lois achaïennes entre 168 et 154 : mais avant 168, la loi de compétence est fréquemment transgressée, comme la série d'exemples qui va être examinée bientôt le montre incontestablement.

1. Cf. *infra*, p. 223, n. 1.

2. Pol., IV, 3 sqq.

3. *Ibid.*, 6, 11-12.

4. *Ibid.*, 9, 10. Ils passent le golfe de Corinthe et traversent le territoire fédéral pour gagner, à la frontière messénienne, Phigaléia.

5. *Ibid.*, 7, 1-2. Pour admettre qu'il s'agit là d'une synodos, je me fonde sur la démonstration apportée *supra*, pp. 78 sq.

6. Pol., IV, 7, 2. Kahrstedt, col. 1418, ll. 28-29, semble voir dans ce texte la preuve que cette assemblée est composée de députés. Il m'est impossible d'apercevoir quoi que ce soit qui permette de le croire.

7. Pol., IV, 7, 3-5.

confiance dans la valeur militaire des citoyens, se refuse à les appeler aux armes. Mais Aratos, stratège désigné, s'entend avec lui pour entrer en charge cinq jours avant la date prévue et son premier soin est d'ordonner la concentration en armes à Mégalopolis de tous les citoyens en âge de servir¹. A Mégalopolis, et cette fois devant l'assemblée de l'armée, des ambassadeurs messéniens reparaissent et prient « qu'on ne les regarde pas avec indifférence² ». On accepte de secourir leur patrie à condition qu'ils remettent leurs fils comme otages, afin de garantir que Messène ne traitera pas avec les Aitoliens sans l'aveu de la Confédération. Puis on somme les Aitoliens d'évacuer la Messénie sans toucher au territoire fédéral achaien³. — Tels sont les faits. C'est, on le devine aisément, la portée exacte du décret de la synodos d'Aigion qu'il s'agit de déterminer : pour l'apprécier, le résumé des événements qui en sont la conséquence immédiate était indispensable.

A la suite de K. J. Beloch, l'interprétation juridique le plus souvent apportée à ce texte se ramène en somme à l'hypothèse des fonctions probouleumatiques de la synodos⁴. Certes, dit-on, la synodos est d'avis qu'on secoure les Messéniens ; mais sa décision

1. Pol., IV, 6-10.

2. Pol., IV, 9, 1-2 : *δεομένων μὴ περιδεῖν σφᾶς*..... Il s'agit bien d'ambassadeurs messéniens : cf. *ibid.*, 5.

3. *Ibid.*, 5 ; 7. Il y a là une petite difficulté qui n'a jamais, semble-t-il, été aperçue. Polybe donne, en effet, pour sujet (9, 3) aux verbes qui indiquent les décisions prises les mots « les chefs des Achaiens », *οἱ πρωτοῦτοι τῶν Ἀχαιῶν* ; puis, selon lui (9, 7), c'est Aratos seul qui, « ayant ainsi réglé ce qui concernait les Messéniens, délégua vers les Aitoliens, etc... ». « Les chefs des Achaiens » et Aratos, c'est évidemment la même chose (cf. la périphrase, si fréquente chez Polybe, *οἱ περὶ τ. δ.* pour désigner un seul personnage : Fr. Krebs, *Die Präpositionen bei Polybios*, p. 103) et là n'est pas la bizarrerie. Elle est dans le fait que les décisions sont attribuées à Aratos et non à l'assemblée de l'armée (Busolt-Swoboda, p. 1563, n. 1, tient bien compte de cette nuance). Il semble, toutefois, qu'on puisse être à cet égard rassuré par le fait que les Messéniens ont comparu à Mégalopolis « devant la multitude » (9, 2) et qu'Aratos délègue vers les Aitoliens pour leur faire connaître *τὰ δεδογμένα* : Polybe, somme toute, écrit rapidement et veut marquer la part prépondérante prise par Aratos dans les décisions de l'armée ; l'assemblée a voté aveuglément ce que le stratège lui a recommandé.

4. Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 234 ; Francotte, *Polis*, pp. 232 sq. ; de Sanctis, p. 255, n. 1 ; Busolt-Swoboda, p. 1563, n. 1 ; Larsen, p. 334 et p. 335, n. 2. Francotte ne pense pas que la synodos soit en droit la boulè achaienne : c'est là, cependant, la conséquence logique de son explication. Busolt², p. 359, n. 7, sans développer sa pensée, relève qu'il y a violation du territoire fédéral par les Aitoliens : cela pourrait justifier la mobilisation générale, mais certainement pas la décision de secourir les Messéniens ; comme il prend soin de donner la référence à 9, 1, on peut croire que, pour lui aussi, c'est l'assemblée de l'armée qui décide souverainement. Ni Hermann-Swoboda ni Schwahn n'expliquent la procédure suivie : néanmoins, ils se rallieraient sans doute à l'interprétation de Beloch.

doit être ratifiée par l'armée, c'est-à-dire par une assemblée qui équivaut à la synklétos. Aussi bien, fait-on remarquer, « l'affaire dès que l'armée se trouve réunie, est encore une fois traitée *ex integro*¹. » L'erreur ainsi commise est manifeste.

En effet, l'affaire n'est pas reprise *ex integro* à Mégalopolis devant l'assemblée de l'armée. A aucun moment, le principe du secours n'y est remis en question. Ce qu'on y examine et ce qu'on y précise, c'est l'attitude immédiate à prendre en face des Aitoliens et les conditions posées à l'octroi de l'aide militaire promise : tous détails dont la synodos n'a pas abordé la discussion et dont l'importance est grande au moins aux yeux des Messéniens. Car la Confédération achaienne, une fois son armée mobilisée près de la frontière, est en mesure d'empêcher ou de châtier rapidement toute nouvelle violation de son territoire propre ; sa sécurité assurée, rien ne la pousse à rompre avec les Aitoliens. Au contraire, les Messéniens peuvent et doivent craindre qu'on n'élude la promesse faite à Aigion en entamant de lentes négociations avec les pillards et qu'on ne tire profit de l'extrémité où eux-mêmes en sont réduits pour leur faire trop chèrement payer l'aide militaire qui leur est indispensable. Ce qui va être décidé à Mégalopolis est, ainsi, pour les Messéniens, d'intérêt considérable et on conçoit qu'ils s'empressent d'envoyer une nouvelle ambassade : ils n'apitoieront jamais trop leurs voisins de la Confédération. Dans tout cela, où trouve-t-on trace d'une seconde délibération, cette fois définitive, tandis que la première aurait été seulement préparatoire ?

Quant au décret pris à Aigion par la synodos, son interprétation n'est pas moins évidente. Affirmer, comme le fait H. Francotte, que « le synode réserve la ratification, par les troupes, de ce qu'il a voté² », c'est commettre le contresens le plus caractérisé. La seule ratification dont parle Polybe, c'est, tout au contraire, la ratification anticipée, par la synodos, de ce que décideront les soldats³. Et ce détail est à coup sûr le détail essentiel pour ce qui est, ici, en discussion. Car il montre

1. Beloch, *loc. cit.* : *die Sache kam . . . , sobald das Heer zusammengetreten war, noch einmal ex integro zur Verhandlung.*

2. Francotte, *loc. cit.* De Sanctis déclare aussi que la décision de la synodos est seulement provisoire et révocable, l'armée étant chargée de la confirmer.

3. Cela a déjà été bien vu par Dubois, p. 137, incidemment d'ailleurs. Lorsque Busolt-Swoboda, p. 1560 (n. 4 de la p. 1559), parle de *einer ausserordentlich bevollmächtigten Versammlung des vollen Heeresaufgebotes*, il contredit ce qu'il déclare un peu plus loin, p. 1563, n. 1, mais il traduit exactement la réalité. L'explication de Kahrstedt, coll. 1417sq., est vraiment trop subtile : cf. *infra*, pp. 234 sq.

que la souveraineté n'est pas dans l'assemblée de l'armée, mais dans la synodos qui la délègue aux citoyens mobilisés. Encore la synodos tranche-t-elle la question de principe et ne s'en remet-elle à l'armée que pour les modalités d'application : la délégation est ainsi, théoriquement, réduite au minimum. On ne saurait imaginer texte moins ambigu, où les rapports juridiques des deux instances successives soient plus nettement définis, en même temps qu'exemple plus formel de synodos usurpant des pouvoirs qui, normalement, devraient appartenir à la synklêtos¹.

Mais pourquoi, dira-t-on peut-être, cette procédure étrange ? Au vrai, la question doit être dédoublée. D'une part, pourquoi faire appel aux soldats, et non pas à une synklêtos ? Ici, aucune difficulté. Puisque le stratège doit mobiliser tous les citoyens en âge de servir, il est impossible de réunir une assemblée politique de type normal². On remplace donc la synklêtos par son équivalent, non pas strict, mais le plus proche : l'assemblée de l'armée. D'autre part, pourquoi la synodos souveraine s'arrête-t-elle à mi-chemin et, après avoir posé le principe, s'en remet-elle à une autre assemblée du soin de régler les détails ? Cette fois, on a le choix entre plusieurs réponses : désir de mieux adapter

1. La discussion ne commence pas sur ce texte avant 1892, date de la publication de Busolt². Auparavant, Gilbert, t. II, p. 118, n. 3, note bien qu'en ce printemps 220 la synodos décide sur la guerre. Après une indication sommaire de K. Seeliger, *Messenien und der ach. Bund* (Progr. Zittau, 1897), p. 9, c'est Lipsius qui, en 1898, présente contre Busolt la véritable interprétation, p. 171 : *Nur die Ausführung dieses Beschlusses zu regeln wird dem Heere überlassen... Aber zu jenem Auftrag bedurfte das Heer eben einer besonderen Vollmacht*. Je ne me sépare de lui que sur la façon d'expliquer ce dernier point : selon lui, c'est parce qu'on est soldat à vingt ans et qu'on ne devient membre de la synklêtos qu'à trente ans. Il se peut qu'il ait raison, mais ce n'est pas le seul cas où l'armée joue le rôle d'une assemblée politique et cette régularisation anticipée de ce qu'elle décide manque dans les autres cas : cf. *infra*, pp. 232 sqq. Mais, après 1898, l'interprétation de Lipsius est acceptée par Niccolini et Kahrstedt, d'ailleurs avec des nuances qui en modifient entièrement le sens. Niccolini est extrêmement net, p. 221 : il s'agit, dit-il, d'une *deliberazione di guerra con ordine di mobilitazione generale*. Mais, pour lui, comme on l'a vu, l'ekklesiâ de Pol., IV, 7, 1, est une synklêtos réunie au moment où aurait dû se tenir une synodos. Sans ce subterfuge initial, il se serait rallié à l'explication de Beloch. Kahrstedt, col. 1418, soutient la même opinion, mais pour montrer qu'avant le début du I^{er} siècle la synodos est souveraine parce que la synklêtos n'existe pas encore. Walbank, p. 116, précise correctement que l'armée reçoit *powers to decide*.

2. On a déjà, vu plus haut, pp. 88 sqq., à quel prix en 217 une synodos put se réunir pendant la guerre : en démobilisant ou en ne mobilisant pas les citoyens. De Sanctis, p. 255, n. 1, veut sourire lorsqu'il déclare que les soldats achaiens, à l'armée, ne seraient pas isolés comme les Dix Mille de l'*Anabase*. Certes, mais qui garderait la frontière pendant qu'on réunirait la synklêtos ? La convoquer à Mégalopolis, c'est-à-dire au lieu même où l'armée se concentre, aurait été distraire pendant trois jours les soldats de leur rôle militaire et ajouter, par la présence des citoyens non-mobilisables, à la confusion créée par la mobilisation générale.

l'action fédérale aux circonstances, qui peuvent se modifier chaque jour ; de dissoudre au plus vite l'assemblée pour hâter l'heure de la mobilisation générale ; d'entretenir les craintes des Messéniens pour leur faire accepter de plus dures conditions ; etc. Toutefois, l'hypothèse la plus séduisante semble bien être celle qu'a émise G. Niccolini¹. Lorsque la synodos délibère, Timoxénos, à qui l'idée d'une guerre ne sourit pas, est encore stratège ; il dispose donc de grands moyens d'action² pour gêner la discussion, la mener à une impasse ou l'aiguiller vers des décisions trop douces envers les Aitoliens. Heureusement, son année de charge touche à sa fin et son successeur désigné, Aratos, est partisan d'une politique belliqueuse. Ainsi, pour le parti de la guerre, qui dispose de la majorité³, toute perte de temps est en réalité pur bénéfice. Rejeter à plus tard le débat, en apparence secondaire, en fait essentiel, sur les modalités du secours aux Messéniens, c'est le soumettre à l'influence d'Aratos, d'autant plus efficace en l'espèce que le stratège, chef de l'armée, se trouvera à l'assemblée militaire en face de ses soldats, et non, comme à la synodos, en face de citoyens. Entre temps, l'armée aura été réunie, sera prête à barrer la route aux Aitoliens, s'il leur prend fantaisie d'emprunter au retour le même chemin qu'à l'aller. Ainsi, les opérations futures, loin d'être compromises, se trouveront facilitées par cet ajournement, où l'on n'hésitera sans doute pas à voir une manœuvre habile d'Aratos.

Il est donc impossible d'admettre que la synodos ne délibère jamais qu'en qualité de boulè sur les grandes questions de politique extérieure. L'explication de Beloch, plus large que les précédentes, — c'était là ce qui faisait son prix, — se heurte à des obstacles beaucoup plus graves. Elle ne rend compte, même spécieusement, d'aucun texte embarrassant ; elle est à rejeter aussi catégoriquement que la conception de la synodos assemblée de députés dont elle n'est, d'ailleurs, qu'un corollaire.

Ainsi, le fait subsiste, que les interprétations les plus subtiles ne parviennent pas à dissimuler : la synodos achaienne ne s'est pas fait faute d'examiner et de trancher souverainement des affaires dont, en vertu de la loi de compétence, la synklètos aurait dû seule connaître. Les pages

1. Je me borne à développer la suggestion présentée très brièvement par Niccolini, p. 221, en ces termes : *... fu una riserva che sa di espediente per uscire dall'imbarazzo in cui avevano gettato l'assemblea l'idea discordi dello stratego uscente che non aveva fiducia e del nuovo che aveva piena fiducia nell'esercito.*

2. Cf. *infra*, pp. 357 sqq., 370 sq.

3. Pol., IV, 7, 3-5, présente les membres de la synodos achaienne comme très hostiles, dès le début, aux Aitoliens. Quant aux sentiments personnels d'Aratos, ils sont identiques et bien définis, *ibid.*, 8-9.

qui précèdent en ont fourni plusieurs exemples. On voudrait en citer deux encore, très caractéristiques bien qu'ils aient fort rarement attiré l'attention : il suffit, pour les découvrir, de continuer à lire le récit fait par Polybe des événements de l'année 220.

De Mégalopolis, on l'a vu, les Achaïens lancent un ultimatum aux Aitoliens. Ceux-ci évacuent la Messénie. Mais, en trompant Aratos sur leurs véritables intentions, ils pénètrent de nouveau sur le territoire fédéral et infligent aux Achaïens une cuisante défaite près de Kaphyai¹. Peu après, la synodos se réunit et délibère². Elle aurait pu adopter une politique nouvelle, abandonner les Messéniens et s'incliner devant la supériorité aitolienne : Polybe, en la félicitant de n'en avoir rien fait³, rend incontestable ce détail essentiel. Elle ordonne, au contraire, au stratège de « porter secours aux Messéniens, si les Aitoliens envahissent leur territoire », et elle prend toutes les mesures nécessaires à une véritable guerre : levée de 5.500 soldats-citoyens ; appel à la Symmachie macédonienne dont la Confédération fait partie ; négociation de conventions militaires précises avec Sparte et Messène⁴. On consentira sans doute à reconnaître que, si la question traitée par la synodos du printemps 220 a jamais été reprise *ex integro*, ce fut, non pas devant l'assemblée de l'armée à Mégalopolis, comme le prétend Beloch, mais devant la synodos qui suit la bataille de Kaphyai⁵.

1. Pol., IV, 9, 8-13, 5.

2. *Ibid.*, 14, 1.

3. *Ibid.*, 15, 5.

4. *Ibid.*, 1-4. Je néglige ici, comme j'ai négligé plus haut à propos de 9, 2-3, la question de l'adhésion des Messéniens à la Symmachie macédonienne (P. Waltz, t. II, p. 12, reproduit une vieille erreur, depuis longtemps reconnue, en comprenant en 9, 2 : « la confédération » [achaienne] ; mais il interprète correctement 15, 2, à la p. 19). A Mégalopolis, les ambassadeurs messéniens ont demandé que leur cité fût admise dans la Symmachie ; les Achaïens ont répondu que l'aveu de Philippe V et des alliés est nécessaire pour cela. A la synodos postérieure à la bataille de Kaphyai, les Achaïens décident de recommander aux membres de la Symmachie d'accepter l'adhésion de Messène. Peut-être pourrait-on voir là une délibération et une décision « sur une alliance ». Mais ce n'est pas une décision définitive, puisqu'elle se réduit à une proposition faite aux alliés (bien vu par Hermann⁶-Swoboda, p. 396, n. 7). C'est pourquoi je n'en tire aucun argument.

5. Ceux qui croient à une loi toujours respectée ont bien rarement consenti à expliquer ce texte. Hermann⁶-Swoboda, p. 397 (n. 9 de la p. 396), déclare que la promesse de secours aux Messéniens *kann nur als eine eventuelle für den Fall der Aufnahme der Messenier in den allgemeinen Bund aufgefasst werden* : mais il n'y a absolument rien de semblable à cette restriction chez Polybe. Pour Busolt³-Swoboda, p. 1560 (n. 4 de la p. 1559), elle *war nur eine Konsequenz und Ausführung von Beschlüssen einer Ekklesia und einer ausserordentlich bevollmächtigten Versammlung des vollen Heeresaufgebotes*. Mais cette position est intenable. D'une part, cette Ekklesia est pour Busolt³-Swoboda une synklêtos ; or, on a vu qu'elle est une synodos (cf. *supra*, pp. 78 sq.) ; l'explication tombe donc d'elle-même, puisqu'on ne peut plus rejeter sur une assemblée de nature juri-

Ce n'est pas tout. Des ambassadeurs achiens alertent les membres de la Symmachie macédonienne ¹ et, comme les Aitoliens poursuivent leurs exploits dans le Péloponnèse ², le jeune roi Philippe V se laisse convaincre ³ : le synédron de la Symmachie, réuni à Corinthe, vote la guerre à l'unanimité ⁴. Mais ce synédron n'est formé que de délégués et son décret doit être ratifié par les différents États alliés ⁵. Alors, « les Achiens, s'étant rassemblés dans la synodos régulière, sanctionnèrent tous le décret et firent proclamer la liberté du pillage contre les Aitoliens ⁶ ». L'affaire, du point de vue juridique, est définitivement close : l'état de guerre est officiellement proclamé entre les Confédérations achaienne et aitolienne et il l'est par une synodos ⁷.

Tels furent, pour les Achiens, les préliminaires de la guerre des Alliés. Allons à l'extrême limite des concessions possibles ; admettons

diqué différente la responsabilité et la souveraineté suprêmes. D'autre part, Polybe loue la synodos de n'avoir pas modifié la politique achaienne ; elle eût donc pu le faire et sa décision est tout autre chose que *eine Konsequenz und Ausführung*. Schwahn, col. 1255, ll. 52-54, prétend voir là une délibération préparatoire, mais je cherche en vain de quelle instance cette synodos prépare ainsi la délibération définitive. — Schwahn, *ibid.*, explique de la même façon Pol., II, 46, 4, qui a été examinée *supra*, pp. 68 sqq. ; IV, 26, 7, qui va l'être immédiatement ; au lieu de XXVIII, 11, 5, il faut sans doute lire XXXVIII, 11, 5, dont on parlera *infra*, p. 227, n. 2.

1. Pol., IV, 15, 6-7 ; 16, 1.

2. *Ibid.*, 17, 3 sqq. Ils envahissent et pillent à plusieurs reprises le territoire achaien.

3. Il est à cette époque bien éloigné de désirer la guerre contre les Aitoliens : cf. Holleaux, *Rome, la Grèce...*, p. 146, n. 1.

4. Pol., IV, 25, 1-5.

5. *Ibid.*, 26, 1-2.

6. *Ibid.*, 7 : οἱ δ' Ἀχαιοὶ συνελθόντες εἰς τὴν καθήκουσαν σύνδοσιν τὸ τε δόγμα πάντες ἐπεκύρωσαν καὶ τὸ λάφυρον ἐπεκίρυξαν κατὰ τῶν Αἰτωλῶν.

7. Comme le précédent, ce texte a souvent été négligé dans les discussions sur le problème de la compétence. Ainsi, Busolt¹-Swoboda ne cherche nulle part à l'expliquer. Voici un résumé des principales opinions exprimées : leur diversité même révèle l'embarras que ce texte provoque si on veut demeurer dans le cadre de la loi. Busolt², p. 359, n. 4, y voit un cas où la synodos est compétente parce que le territoire fédéral a été envahi : il oublie que lui-même, en cette circonstance, ne croit pas la synodos autorisée à déclarer officiellement la guerre. Hermann³-Swoboda, p. 397 (n. 9 de la p. 396), commente très nettement son opinion en distinguant *eine Kriegserklärung* et *die Konstatierung, dass durch das Vorgehen der [Feinden] der Frieden gebrochen war* ; or, si cette explication est valable pour IV, 7, 5, et 15, 1 sqq., elle ne l'est plus ici où il s'agit indiscutablement, non pas de la reconnaissance du *Kriegszustand*, mais d'une véritable déclaration de guerre. Francotte, *Polis*, pp. 235 sq., pense que la synodos est compétente pour ratifier un décret du synédron de la Symmachie et Hermann⁴-Swoboda, p. 397 (n. 9 de la p. 396), adopte cette explication : peut-être, mais nous n'en savons rien et c'est supposer une nouvelle exception à une loi qu'on prétend formelle, inviolable et inviolée ; à en restreindre ainsi la portée, que reste-t-il de cette malheureuse loi ? Francotte, d'ailleurs, p. 236, déclare préférer une autre interprétation : « la synodos constate que tout est en ordre, que la guerre a été régulièrement déclarée par la synclétos », c'est-à-dire, selon lui, pp.

que la violation du territoire fédéral puisse libérer de certaines obligations constitutionnelles et autoriser avec le minimum de formalités la mobilisation générale ou partielle de l'armée afin de s'opposer à toute violation ultérieure ; acceptons même — nous ignorons tout des clauses imposées par Antigonos Doson aux membres de la Symmachie — qu'une déclaration de guerre votée par le synédriion interallié puisse être ratifiée par la synodos achaienne sans avoir à être examinée par une synklêtos¹ : ainsi peuvent disparaître certains détails gênants. Mais il en est d'autres qu'on ne saurait éluder aussi élégamment, notamment l'aide deux fois promise aux Messéniens. Et, ce qui est surtout grave, c'est l'ensemble de la procédure suivie, où l'occasion n'est donnée d'intervenir qu'une seule fois — on a vu dans quelle mesure théoriquement secondaire — à une assemblée, celle de l'armée, qui ne soit pas une synodos ; c'est la succession de ces trois synodoi qui, toutes, prennent des décisions importantes, posent ou confirment les principes mêmes dont s'inspire la politique extérieure de la Confédération. Au premier carrefour, une assemblée choisit la route qui mène à la guerre le plus rapidement. Un deuxième carrefour se présente ; la guerre est encore évitable ; une deuxième assemblée fait le même choix que la première. Le terme est atteint ; un dernier fossé, seul, sépare du but qu'Aratos s'est fixé : une troisième assemblée le franchit allègrement. Et ces trois assemblées sont toutes des synodoi, alors que la loi, considérée dans son esprit et dans sa lettre, aurait obligé les magistrats à convoquer, pour prendre des décisions de cette nature, trois synklêtos.

Ainsi, les cas ne sont pas rares, même dans nos sources incomplètes, où la loi de compétence n'est certainement pas appliquée².

232 sq., par l'assemblée de l'armée de 9, 1 sqq. Mais on a déjà vu la portée exacte des décisions de l'assemblée de l'armée et, d'autre part, Polybe dit formellement que cette synodos ratifie le décret de la Symmachie et n'a pas le moindre mot pour rappeler ce à quoi s'est arrêtée l'assemblée de l'armée. Schwahn, col. 1255, ll. 52-54, voit là une nouvelle délibération préparatoire : on désirerait encore qu'il indiquât quand et par qui fut prise la décision définitive. Kahrstedt, col. 1418, utilise ce texte pour montrer que la synodos est souveraine à cette date, mais il en tire la conclusion erronée que la synklêtos n'existe pas encore.

1. Comme le supposent Francotte et Hermann⁶-Swoboda : cf. la note précédente.

2. Il est possible de dresser, avec tous les cas qui viennent d'être discutés depuis⁷ la p. 215, une liste d'exemples qui s'échelonnent de 220 au milieu du II^e siècle. Je pense que, si la nature juridique de certaines des assemblées qui se réunirent pendant la guerre de Kléoménès pouvait être précisée avec certitude, le point de départ chronologique de cette liste serait probablement antérieur. En tout cas, son point d'arrivée doit être rapproché de nous. Je ne songe pas ici à invoquer Pol., XXXVIII, 11, 5. Certes, les rares auteurs qui ont relevé ce texte l'ont, à mon sens,

Pour rendre compte de ces pratiques fort étranges, deux explications s'offrent, et s'offrent seules. Choisir entre elles apparaît délicat. Heureusement, elles ne s'excluent pas l'une l'autre, mais peuvent être très aisément juxtaposées.

L'une est dictée par ce qui se passe à Corinthe au début de 168 : la synodos y délibère illégalement, mais Kallikratès intervient et oblige à observer la loi ¹. Rien n'interdit donc de supposer que les magistrats achiens étaient capables d'oublier l'existence de la loi et qu'un Kallikratès ne se trouva pas toujours prêt à la rappeler au moment opportun ². D'ailleurs, ce n'était guère le souci de la légalité qui inspirait Kallikratès en 168 ; il ne songeait, au vrai, qu'à « faire de l'obstruction », puisqu'en 154, disposant cette fois d'un argument irrésistible, il se garda bien de demander la réunion d'une synklètos ³. Ce deuxième incident suffit à montrer que des illégalités ont pu être et ont été certainement commises sans que personne ait songé ou réussi à les empêcher.

La seconde explication est aussi légitime. En réalité, l'existence de la loi est attestée au plus tôt pour l'été de 185 ⁴. Si l'on voit, avant cette date, des synklètoi être convoquées pour discuter d'alliance ou de guerre ⁵, rien ne prouve que la loi qui leur réserve les questions

inexactement interprété. Hermann⁶-Swoboda, p. 397 (n. 9 de la p. 396), déclare que la synodos prévue par Kritolaos aurait eu à se livrer à *eine allgemeine Beratung über alles Vorausgegangene* et il voit là une raison de croire qu'elle n'aurait pas délibéré « sur une guerre ». Mais cette échappatoire ne peut pas être acceptée. D'une part, la discussion n'aurait nullement été dispersée ; elle aurait au contraire uniquement porté sur la question spartiate. D'autre part, même si la délibération avait dû être générale et orientée vers le passé, en quoi cela aurait-il empêché d'appliquer la loi ? Schwahn, col. 1255, ll. 52-54, pense — mais sans raison plus sérieuse que dans les autres cas qu'il invoque en même temps — que la synodos aurait simplement procédé à une délibération préparatoire. En réalité, si ce texte ne prouve rien, c'est parce qu'une action militaire contre Lacédémone, qui prétend se retirer de la Confédération, n'est pas juridiquement assimilable à une guerre. Mais Pol., XXXVIII, 12, 2 sqq., donne un récit, intéressant pour ce qui est ici recherché, de l'assemblée tenue à Corinthe au printemps de 146 : cette assemblée, comme on l'a vu, est une synodos ; or, le silence des adversaires de Kritolaos révèle bien, semble-t-il, l'habitude qu'avait prise la synodos de délibérer, illégalement, « sur une guerre » (cf. *supra*, pp. 142 sq.).

1. Pol., XXIX, 24, 5.

2. Larsen, p. 330, n. 3, et p. 333, n. 1, n'a pas manqué d'apercevoir cette possibilité.

3. Pol., XXXIII, 16 ; on a vu (p. 219) que, pour demeurer dans la stricte légalité, l'affaire alors discutée devrait être portée devant une synklètos ; Kallikratès, à qui seul importe le résultat final, la fait trancher négativement par la synodos.

4. Pol., XXII, 10, 12, est le premier texte qui la mentionne ; avant cette date, on ne trouvera nulle part la moindre allusion à cette loi.

5. Ainsi, Plut., *Kléom.*, 15, 3 ; 17, 1 ; *Aratos*, 41, 1 — mais, sur ces trois assemblées, cf. plus loin, pp. 418 sq. — ; Pol., XXI, 3 b, 1-2 ; Liv., XXXII, 19, 6 sqq. ; etc.

de ce genre soit très ancienne ¹. On aurait plutôt l'impression contraire, à considérer les décisions des trois synodoi de l'été 220 : il y a là, semble-t-il, un ensemble dont l'illégalité serait vraiment trop forte ², si la loi existe à cette date. Pourquoi ne serait-elle pas relativement tardive et n'aurait-elle pas été adoptée entre 220 et 185 ? On aura plus tard l'occasion de revenir sur les diverses questions que soulève cette hypothèse : c'est, en réalité, l'ensemble des caractères propres aux synklêtoi et toute l'évolution des assemblées achaïennes qu'il faut envisager à ce propos. On se bornera donc, pour le moment, à noter qu'un certain nombre de faits, surprenants en apparence, peuvent et doivent être de la sorte écartés du débat.

Toutefois, la première explication conserve toute sa force pour les faits postérieurs à 185, *terminus ante quem* indubitable pour l'adoption de cette loi : la loi de compétence a été parfois respectée, elle ne l'a pas toujours été.

VI

La conclusion de ces recherches ne peut donc pas être brutale : si même la loi de compétence a existé dès les débuts de la Confédération achaïenne, on ne discerne pas, en pratique, une ligne de partage nettement tracée entre les attributions de la synodos et celles de la synklêtos.

Le privilège accordé par une loi spéciale aux rois de Macédoine ou aux représentants qualifiés du Sénat romain ne peut être, ici, d'aucun secours. D'une part, il aboutit à faire la synklêtos juge de tout ce qu'il

1. Du jour où les magistrats achaïens se sont trouvés en présence de questions importantes et urgentes, ils ont bien été obligés de réunir des assemblées extraordinaires, lorsque la réunion d'une synodos n'était pas imminente. Or, des questions de cet ordre ne peuvent guère concerner que la politique extérieure. Ainsi s'explique très aisément cette coïncidence, même si la loi n'existe pas de tout temps. — Larsen a bien aperçu, p. 335, n. 2, que la loi de compétence peut être tardive.

2. Sur ces trois synodoi de 220, une remarque accessoire doit être présentée, qui confirme le raisonnement : comment et pourquoi ne s'est-il trouvé personne, parmi les Achaïens adversaires de la politique suivie sous l'inspiration d'Aratos, pour relever, sinon pour empêcher, l'une ou l'autre de ces illégalités successives ? Ne songeons pas à Timoxénos puisqu'il s'efface volontairement devant Aratos. Mais, à la synodos qui suit la bataille de Kaphyai, des accusations et des critiques se font jour contre Aratos ; certains même reprochent à celui-ci d'avoir pris le pouvoir avant la date légale (Pol., IV, 14, 3) : il y a donc, parmi les adversaires d'Aratos, des juristes pointilleux. Puisqu'il ne lui font pas grief, à cette même synodos ou à une autre, de la procédure suivie, n'est-ce pas un indice que la loi de compétence n'existe pas encore ?

3. Cf. ci-dessous, pp. 411 sqq.

plaît à une puissance étrangère de lui soumettre. De l'autre, ces étrangers n'obéissent qu'à un souci de rapidité : la première assemblée devant laquelle ils peuvent paraître est à leurs yeux excellente et sa nature juridique leur demeure indifférente. Ainsi ce privilège a pour seul résultat de créer la confusion.

La confusion n'est pas moins grande pour les affaires auxquelles ne sont mêlées ni la Macédoine ni Rome. Nos sources sont à peu près muettes sur la vie intérieure de la Confédération : le plus que l'on puisse affirmer — et avec quelles réserves ! — est qu'en cette matière il eût été normal de voir les questions graves traitées par des synklètoi. Quant à la politique extérieure, où nous sommes moins mal renseignés, il semble que la synklètos se soit vu, dans l'ensemble et conformément à la loi, réserver les problèmes importants, tandis que la synodos réglait les affaires diplomatiques courantes. Mais ce principe souffre bien des entorses.

Aussi voit-on la synodos recevoir des ambassadeurs¹ ou des souverains alliés², constituer des ambassades³, fixer le sens général de leurs instructions⁴ et recevoir le compte rendu de leur mission⁵ : c'est là, peut-on dire, l'ordinaire de son activité extérieure. Mais, parfois aussi, sa hardiesse est plus grande et l'illégalité commise, indiscutable. Est-ce à dire, d'ailleurs, que les convocations de la synklètos ont toujours pour raison d'être la discussion d'une affaire grave ? Nullement. La synklètos ne dédaigne pas d'examiner, elle aussi, la menue monnaie de la politique quotidienne, au moins lorsqu'il s'agit de questions extérieures⁶ ; il serait faux de la considérer comme la galère salaminienne qui s'ébranle seulement aux dates solennelles.

La contradiction est étrange et la seule manière de la résoudre est

1. Pol., IV, 7, 2 ; XXII, 7 sqq. ; etc.

2. Pol., II, 54, 3 ; 13 ; IV, 26, 8 ; etc.

3. Pol., IV, 15, 1.

4. *Ibid.* : on peut admettre que les instructions détaillées étaient l'œuvre des magistrats. Pour ce point et celui qui fait l'objet de la n. précédente, Hermann⁶-Swoboda, p. 396, n. 6, Niccolini, p. 234, n. 4, Busolt³-Swoboda, p. 1561, n. 3, Schwahn, col. 1255, ll. 48 sqq., citent une série de textes (XXII, 3, 6 sqq. ; 7, 1 ; XXIV, 6, 3 sqq. ; 8, 8 ; XXVIII, 12, 4 ; 9) dont il est possible et même, si l'on veut, probable, mais nullement certain (Hermann⁶-Swoboda, p. 394, n. 4, reconnaît dans le dernier une synklètos) qu'ils s'appliquent à des synodoi.

5. Pol., XXII, 9, 2 sqq. (cf. 7, 2).

6. Il est bien difficile de donner des références, car nous ne sommes jamais en mesure d'affirmer que telle ou telle affaire aurait pu sans inconvénient attendre quelques mois ou quelques semaines pour être soumise à une synodos. On peut seulement affirmer que la synklètos reçoit et désigne des ambassades (XXI, 3 b ; XXIII, 18, 3 ; etc.), donne des instructions et écoute les rapports d'ambassadeurs, etc., toutes choses que fait aussi la synodos.

d'oublier, comme les Achaïens l'oubliaient si souvent, la loi de compétence. Au vrai, les magistrats ont appliqué cette loi dans un esprit tout différent de celui qui l'avait inspirée. Des ambassadeurs étrangers survenaient-ils, une ambassade achaienne revenait-elle dans le Péloponnèse, une question était-elle parvenue à maturité lorsque la réunion d'une synodos était imminente ? C'eût été folie de ne pas profiter de cette coïncidence et de retarder, en convoquant à cet effet une synklètos, l'heure d'une décision qui pouvait être prise au plus vite. Au contraire, la prochaine synodos devait-elle se faire attendre plusieurs semaines ou plusieurs mois ? On s'empressait alors, si du moins on était de bonne foi, de réunir une synklètos. Tout était donc, en dernière analyse, affaire d'opportunité¹.

Aussi la loi de compétence paraît-elle avoir été surtout, en fait, une mesure préventive contre les magistrats peu scrupuleux ou suspects que son existence permettait de paralyser et au besoin, sans doute, de condamner. Mais les magistrats assurés de l'approbation populaire n'hésitaient pas à couper au plus court, sans s'embarrasser d'un formalisme étroit, et nul ne songeait ordinairement à s'en offusquer.

Cette conclusion désappointera peut-être. Elle heurte notre goût des classifications nettes. « Deux assemblées, deux raisons d'être, deux

1. J'élargis ici, en l'appliquant à la fois à la synodos et à la synklètos, malgré la loi qui réservait à celle-ci un domaine particulier, une conclusion que j'ai présentée déjà, *Mél. Glotz*, t. I, p. 72, n. 1, en ne l'appliquant alors qu'à la seule synodos dont je voulais montrer que la compétence n'était pas protégée par la loi. L'argument que j'y ai invoqué est encore aujourd'hui celui qui me semble le plus fort. À la fin de 182, pourquoi Lykortas s'adresse-t-il à une synodos pour fixer les conditions auxquelles Messène reprendra place dans la Confédération ? Uniquement parce que les Messéniens se soumettent au moment où, « par une heureuse rencontre, la deuxième synodos » de l'année se réunit (Pol., XXIII, 16, 12). Pourquoi fait-il, peu après, prononcer par une synklètos la réintégration de Sparte ? La mesure est identique et a la même importance. Hermann⁶-Swoboda, p. 394, n. 11, semble croire que la réunion d'une synklètos est alors obligatoire, parce qu'une ambassade romaine arrive dans le Péloponnèse à ce moment, en apportant une lettre du Sénat. Il cite pour cela Pol., XXIII, 17, 5, qu'il comprend manifestement de façon inexacte. D'une part, il s'agit d'ambassadeurs, non pas romains, mais lacédémoniens. D'autre part, rien ne montre qu'ils rapportent de Rome une lettre sénatoriale ; il se peut qu'il s'agisse seulement d'une réponse orale ; en tout cas, cette lettre elle-même ne serait pas adressée à la Confédération et elle se bornerait à affirmer que les affaires débattues entre Sparte et la Confédération n'intéressent pas Rome (cf. *ibid.*, 9, 11). La loi ne joue donc pas et c'est sans que le Sénat y soit officiellement mêlé le moins du monde que Lykortas réunit une synklètos ; la soumission de Messène et la proclamation d'indifférence du Sénat ont découragé les maîtres du moment à Sparte ; ils demandent la réintégration de leur ville (*ibid.*, 17, 8) ; Lykortas, afin de profiter de toutes ces circonstances favorables et peut-être fugitives, s'adresse à une synklètos pour ne pas attendre la réunion de la prochaine synodos. Voilà donc un cas précis et typique où la répartition des affaires entre les deux assemblées dépend du seul calendrier et de l'appréciation des magistrats, non d'une loi quelconque.

missions, » a-t-on dit, « cela est clair ¹ » : peut-être ², mais cela n'est pas. L'hypothèse d'une loi fréquemment transgressée heurte également notre sens juridique : certes, mais cela est. Aussi bien, la vie n'est-elle pas, toujours, plus forte que les lois ³ ?

1. Francotte, *Polis*, p. 234.

2. Au vrai, cette affirmation est insoutenable lorsqu'on fait, comme Francotte lui-même, de la synodos et de la synklêtos deux assemblées de composition théorique exactement semblable, ne différant entre elles que par le caractère régulier ou extraordinaire de leurs sessions. Francotte continue : « Si les deux assemblées peuvent indifféremment accomplir la même besogne, la première chose que l'on se demandera, c'est pourquoi on ne s'est pas contenté d'une seule. » Un tel raisonnement n'est admissible que si on considère la synodos comme un corps représentatif qui peut se réunir en session ordinaire ou extraordinaire : mais ce n'est pas, à juste titre d'ailleurs, la conception de Francotte.

3. Je crois bon de rappeler ici au moins deux lois achaiennes qui n'ont pas toujours été scrupuleusement observées : la loi qui règle la procédure à suivre en cas de mort du stratège en charge, transgressée en 182 (cf. *supra*, pp. 211 sqq.) ; la loi qui fixe l'âge minimum des ambassadeurs, transgressée en faveur de Polybe en 181 (Pol., XXIV, 6, 5).

CHAPITRE SIXIÈME

LES DATES DES ASSEMBLÉES

I. LA PLUS GRANDE LIBERTÉ EXISTE POUR LES SYNKLÈTOI. — II. LES ASSEMBLÉES ÉLECTORALES : LES VARIATIONS (MAI ET AUTOMNE) DE LA DATE D'ENTRÉE EN CHARGE DU STRATÈGE. — III. LES ASSEMBLÉES ÉLECTORALES : LE DÉLAI QUI SÉPARE L'ÉLECTION DE L'ENTRÉE EN CHARGE. — IV. LES AUTRES SYNODOI : L'ANNÉE 220 ; L'ANNÉE 217 ; APRÈS 217/218. — V. TABLEAU DES SYNODOI ET DE LEURS DATES APPROXIMATIVES.

La distinction essentielle entre synodoi et synklètoi ne réside pas dans la qualité de leurs membres, puisqu'elles sont l'une et l'autre des assemblées primaires. Elle n'est pas davantage dans leur compétence, puisque, au moins dans la pratique quotidienne, elles discutent et tranchent les mêmes problèmes. Elle est donc, essentiellement, dans le caractère régulier ou extraordinaire de leurs sessions. C'est cette opposition, seule significative, qu'il convient d'examiner maintenant de plus près.

I

Les synklètoi, assemblées extraordinaires par définition même, sont évidemment, en principe, complètement indépendantes du calendrier achaien. La liberté des magistrats doit donc être, en cette matière, la règle unique et il faut se borner à tenter de découvrir quels peuvent avoir été les usages dominants.

D'une part, rien n'interdit aux magistrats¹ de convoquer les citoyens en synklètos lorsqu'ils le jugent nécessaire, puisque la compétence possible de cette assemblée ne connaît aucune limite théorique ou pratique². Le seul obstacle pourrait donc naître de circonstances de fait, et notamment de la mobilisation des citoyens. Mais plusieurs exemples obligent à penser qu'en ce cas l'assemblée de l'armée

1. Le mot « magistrats » est employé ici sans prétendre trancher la question de savoir qui a le droit de convoquer la synklètos. On verra, d'ailleurs, que ce droit appartient aux magistrats considérés collectivement : cf. plus loin, pp. 322 sq.

2. La seule limitation légale concernerait, comme on l'a vu, les élections des magistrats. Mais elle provient évidemment de ce que ces élections se reproduisent chaque année à époque régulière.

peut remplacer la synklêtos. Deux de ces exemples ont été déjà rencontrés chemin faisant : en 220, la synodos donne mission aux soldats de préciser les conditions d'application d'une décision prise par elle¹ et, en 182, sous l'œil des magistrats, l'armée procède à l'élection d'un nouveau stratège². Deux autres sont également fournis par les sources : pendant l'hiver 219/218, l'acceptation par 4.300 soldats achaiens du don de Psophis fait par Philippe V de Macédoine à la Confédération achaienne³ ; au printemps 188, le jugement et la condamnation à mort par l'armée d'un grand nombre de Lacédémoniens⁴. Assurément, ces quatre faits n'imposent pas, ici, de conclusion très explicite. Il est sûr, cependant, qu'aucun d'eux ne trouve une explication suffisante dans l'hypothèse simpliste d'une scène tumultueuse se déroulant dans un camp : même le jugement des Spartiates s'accompagne de quelques formes, précisément considérées comme indispensables par le stratège⁵. Dira-t-on, en revanche, comme on l'a fait⁶, qu'une assemblée politique doit toujours à l'avance ratifier la décision des soldats pour que celle-ci soit valable, ainsi que, dans certaines constitutions modernes, le Parlement représentatif est consulté

1. Pol., IV, 7, 5 : cf. *supra*, pp. 220 sqq.

2. Plut., *Phil.*, 21, 1 ; cf. plus haut, pp. 212 sq.

3. Pol., IV, 72, 5-7. Le nombre des soldats achaiens est donné par la comparaison de 67, 6 et 70, 2 (cf. 67, 8). A lire 72, 5-7, il semble à première vue qu'il n'y ait pas eu véritable assemblée, avec délibération et vote, mais simplement un discours de Philippe annonçant qu'il faisait don de Psophis. Mais il n'avait aucune raison de réunir les soldats achaiens s'il n'y avait pas eu une formalité quelconque à accomplir pour faire accepter ce don ; ce n'était qu'une formalité, car on ne refuse pas des cadeaux de ce genre : encore devait-elle être remplie et elle s'accompagna sans doute du vote de remerciements au roi. On ne relève cependant pas, d'ordinaire, cet exemple quand on parle des assemblées de l'armée et le texte n'est cité que parce qu'il emploie le mot *ekklesia* pour désigner cette réunion : Hermann⁶-Swoboda, p. 389 (n. 5 de la p. 388), éprouve le besoin d'en restreindre le sens et parle d'une assemblée *zwangslose* ; Niccolini, p. 221, n. 1, et Busolt³-Swoboda, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555), obéissent plus ou moins nettement à la même tendance. Je vois au contraire dans ce texte un cas aussi net que les autres d'assemblée de l'armée remplaçant une synklêtos qu'il eût été impossible de réunir à ce moment.

4. Liv., XXXVIII, 33, 11. Je n'invoque pas, ici, le cas d'Aristomachos ; car rien ne prouve qu'il y eut, de la part de l'armée, même un simulacre de jugement : Pol., II, 59-60 ; Plut., *Aratos*, 44, 6.

5. Kahrstedt, col. 1417, voit dans ce jugement une scène tumultueuse. Mais il est dit formellement par Tite-Live, d'après Polybe, en parlant des condamnés, que Philopoïmen se refusait à les laisser mettre à mort *causa indicta*. Evidemment, ce ne fut pas un jugement régulier, mais l'apparence n'en fut pas moins sauve. — Les *probouloi*, c'est-à-dire les magistrats, président à l'élection du stratège en 182 ; il ne faut donc pas voir dans cet acte une anomalie monstrueuse, comme le voudrait Kahrstedt, col. 1417. Les deux autres cas qu'il invoque n'ont même pas besoin d'une justification à cet égard.

6. Kahrstedt, coll. 1418 sq. J'ignore pourquoi cet auteur croit apercevoir en Pol., II, 46, 9, une procédure identique.

sur l'opportunité d'un referendum populaire ? Il est bien vrai que telle fut, en 220, la procédure suivie. Mais jamais la moindre trace ne s'en retrouve par la suite. Il serait donc imprudent de l'ériger en règle générale. Dira-t-on même, simplement, que l'équivalence entre l'assemblée de l'armée et la synklêtos est reconnue et proclamée par la loi achaienne¹ ? Ce serait encore, semble-t-il, trop s'avancer : la loi n'a pas dû tout prévoir ni, surtout, sanctionner une pratique qui accorde des droits politiques aux citoyens de moins de trente ans, dès lors qu'ils sont soldats, et les refuse aux citoyens, même âgés de plus de trente ans, dégagés de toute obligation militaire². Quoi qu'il en soit, il est, devant cette gamme d'exemples, non seulement légitime, mais nécessaire d'admettre que la coutume autorise, dans des cas exceptionnels, à recourir à cette solution³ que, d'ailleurs, d'autres États hellénistiques ne sont pas, eux aussi, sans connaître⁴. Ainsi, les magistrats achaiens ne se trouvent jamais dans l'impossibilité de faire des citoyens les juges directs de la politique à suivre et des décisions à prendre.

D'autre part, les lois contraignent les dirigeants fédéraux à réunir une synklêtos en certaines circonstances, quelle que puisse être la proximité d'une session de la synodos. Mais ils font souvent, on l'a vu, bon marché de cette obligation. Au vrai, nous ne connaissons que deux exemples de synklêtoi convoquées immédiatement après une synodos pour régler une affaire sur laquelle cette synodos possède déjà tous les éléments d'une décision⁵. Bien mieux, nous ne connais-

1. Il semble que cette opinion est bien celle de Beloch, *Gr. Gesch.*², p. 234, Hermann⁶-Swoboda, p. 391 et p. 402, n. 6, Busolt-Swoboda, p. 1562.

2. On a vu que, seuls, les citoyens de plus de trente ans avaient accès à la synklêtos et probablement aussi à la synodos. Or, l'âge minimum du service militaire était certainement inférieur et il existait sans doute un âge maximum.

3. Francotte, *Polis*, p. 233, pense que la synklêtos n'est organisée qu'assez tard et que, encore à l'époque de la guerre des Alliés, l'assemblée de l'armée, « mode d'organisation très primitif », en tient lieu. Mais il ignore entièrement les cas de 188 et 182. Niccolini, p. 236, estime aussi que l'assemblée de l'armée fut le type normal des assemblées primaires extraordinaires au début de la Confédération ; mais, p. 235, en signalant les cas plus tardifs, il admet la possibilité de survivances exceptionnelles. Cf. *infra*, p. 420, n. 1.

4. Pour les Aitoliens, cf. Pol., II, 2, 8-3, 1 (délibération, décision et élection du stratège). Il est impossible de ne pas rappeler également les usages macédoniens (cf. Fr. Granier, *Die makedonische Heeresversammlung. Ein Beitrag zum antiken Staatsrecht*, t. XIII, 1931, des *Münchener Beiträge zur Papyrusforschung und antiken Rechtsgeschichte*) : en matière judiciaire, les pouvoirs de l'armée sont incontestables ; en matière politique, la réfutation entreprise par E. Bickerman, *Institutions des Séleucides* (Bibl. arch. et hist. du Haut-Commissariat de Syrie, t. XXVI, Paris, 1938), pp. 8 sqq.), concerne la monarchie séleucide, accessoirement la monarchie lagide, mais non pas le royaume de Macédoine proprement dit.

5. Pol., XXIX, 24, 5-6 (encore ce cas s'explique-t-il, non pas par un scrupule des magistrats, mais par un rappel à la légalité venu d'un opposant) ; *Sylloge*³, t. II,

sons pas un seul cas de synklêtos réunie aussitôt avant une synodos. Il semble donc ¹ que les magistrats achaiens prennent habituellement soin de s'assurer, avant de convoquer une synklêtos, qu'aucune session de synodos n'est proche : ils préfèrent évidemment, pour ne pas déranger trop souvent les citoyens, s'en remettre à la synodos, si celle-ci ne doit pas se faire trop longtemps attendre, et ils profitent de sa réunion pour lui faire trancher toutes les questions mûres.

Toutefois, on ne peut pas conclure de cette observation que les assemblées extraordinaires soient rares. En réalité, leur fréquence est extrêmement variable. Certaines années, sur lesquelles, cependant, nous sommes bien informés, paraissent s'être écoulées sans qu'une seule synklêtos eût été convoquée ². A d'autres époques, en revanche, plusieurs synklêtoi se succèdent avec une rapidité faite, à première vue, pour surprendre. Ainsi, pendant l'été de 184, deux synklêtoi se réunissent à une ou deux semaines d'intervalle au maximum, la première pour convenir de l'attitude à prendre devant les envoyés du Sénat romain dont les Achaiens attendent l'arrivée, la seconde pour négocier avec eux lorsqu'ils sont arrivés ³. Mais ce qui se passe pendant l'hiver 189/188 est encore plus net. Après l'entrée en charge du stratège achaien pour 189/188 ⁴, donc après l'équinoxe d'automne 189, des difficultés éclatent entre la Confédération achaienne et Lacédémone qui en fait alors partie ⁵. Pour permettre à des exilés lacédémoniens d'exposer leurs griefs contre leurs compatriotes, le stratège Philopoïmen réunit une première synklêtos ⁶. L'assemblée lance un ultimatum au

no 675 (rien ne prouve, d'ailleurs, que la décision des magistrats ait été spontanée ; peut-être fut-elle, cette fois encore, provoquée par une réclamation).

1. Assurément, j'emploie ici l'*argumentum a silentio*, qui est loin d'être sans réplique ; il semble cependant avoir du poids, puisqu'il porte sur toutes les assemblées achaiennes connues.

2. Ainsi, du printemps 220 à l'automne 217, période sur laquelle nous possédons un récit continu de Polybe (IV, 7-V, 106), nous ne connaissons qu'une synklêtos, au printemps 218 (V, 1, 6 sqq. ; cf. *infra*, p. 259, n. 2), et une assemblée de l'armée (IV, 9). En effet, il est probable, mais il n'est pas sûr que Hermann⁶-Swoboda, p. 393, (n. 3, Busolt-Swoboda, p. 1560, n. 2, et Schwahn, col. 1252, l. 38, aient raison de voir une synklêtos en Pol., V, 91, 5 (cf. plus loin, p. 259, n. 2). — J'entoure, d'ailleurs, ma remarque de réserves très prudentes, car Polybe s'attache essentiellement à la politique extérieure et aux événements militaires : il peut donc avoir négligé une synklêtos réunie pour une affaire intérieure.

3. Liv., XXXIX, 35, 5 sqq. Cf. *supra*, p. 205, et, sur la nature de la seconde assemblée, n. 5 ; la première n'est pas nécessairement une synklêtos.

4. Je crois avoir établi ce *terminus post quem*, REA, 1928, t. XXX, pp. 14-19.

5. Liv., XXXVIII, 30, 6 sqq.

6. *Ibid.*, 31, 2 : les mots *concilium querentibus dedit* révèlent l'assemblée extraordinaire. Je vais, dans tout ce développement, parler de Philopoïmen seul, comme le

gouvernement spartiate, qui le repousse ; aussi, lorsque les ambassadeurs achaiens rapportent cette réponse négative, une nouvelle synklêtos autorise-t-elle l'ouverture des hostilités contre la cité rebelle¹. Sur ce, au plus tôt à la fin de janvier 188², le proconsul romain M. Fulvius arrive dans le Péloponnèse. Il assiste tout d'abord, à Argos, à une assemblée qui, pour autant que nous puissions tenter une hypothèse sur sa nature, est une synklêtos et où il n'est pas question de Lacédémone³. Puis il fait réunir à Èlis une synklêtos où il conseille aux deux partis d'envoyer des ambassadeurs à Rome⁴. Or, à ce moment, l'année n'est pas encore largement entamée, puisque les deux ambassades ont le temps de se rendre à Rome, d'obtenir audience et réponse du Sénat, enfin de revenir dans le Péloponnèse⁵ avant que, au début du printemps 188, le stratège entre en campagne à la tête de l'armée⁶. Ainsi, entre octobre 189 au plus tôt et février 188 au plus tard, en l'espace de quatre à cinq mois, trois et peut-être quatre synklêtoi sont convoquées et réunies. Cet exemple est, à tous égards, caractéristique. D'une part, une seule de ces synklêtoi est rassemblée à la demande de Rome⁷ ; les autres ne sont dues qu'à l'initiative du stratège Philopoïmen : des magistrats indolents ou craintifs⁸ laisseraient traîner l'affaire de Lacédémone. D'autre part, la mauvaise

fait d'ailleurs Polybe : assurément, la convocation d'une synklêtos était l'œuvre de tout le collège des magistrats, mais Philopoïmen, à cette date, y dispose certainement d'une telle autorité, au moins pour la politique à suivre à Lacédémone (car il existait des désaccords pour la politique intérieure entre lui et les damiorgoi : cf. *ibid.*, 30, 4), qu'on peut faire remonter à lui toutes les décisions prises.

1. *Ibid.*, 32, 1 : les mots *id ubi legati ad Achaeos rettulerunt* sont peut-être moins nets que ceux qui ont été relevés dans la n. précédente ; on n'hésitera pas, toutefois, à admettre qu'il s'agit bien d'une synklêtos.

2. Pour cette date, cf. *REA*, 1928, p. 16, et Holleaux, *BCH*, 1930, pp. 23-26 ; cf. aussi *Mél. Glotz*, t. I, pp. 49 sqq., et Holleaux, *BCH*, 1931, pp. 1-10, où elle est défendue contre l'opinion contraire de Cavaignac, *Mél. P. Thomas*, pp. 120-131.

3. *Liv.*, XXXVIII, 30, 4-5. J'ai conclu, avec des réserves formelles, *Mél. Glotz*, t. I, pp. 70-72, que cette assemblée est une synklêtos ; j'aurais tendance aujourd'hui à me montrer encore plus prudent, tout en continuant (cf. *infra*, p. 313, n. 1, et p. 323, n. 6) à pencher vers la même hypothèse. Mais le raisonnement ne serait guère atteint si l'assemblée d'Argos était une synodos.

4. *Liv.*, XXXVIII, 32, 3-4 : *iussuque eius Elin concilio indicto...*

5. *Ibid.*, 5-10.

6. *Ibid.*, 33, 1 : *veris initio*.

7. Ou, plus exactement, à la demande d'un proconsul romain qui, d'ailleurs, n'est pas porteur d'une lettre ou d'instructions écrites du Sénat ; les magistrats achaiens auraient donc pu, comme ils le firent en juillet 185, refuser la convocation de l'assemblée (cf. *Pol.*, XXII, 10, 1-12) ; ils l'accordèrent : c'est à des petits détails de ce genre qu'on mesure toute l'audace des magistrats de 185.

8. On pourrait craindre de déplaire à Rome — et l'on déplairait effectivement — en prenant des décisions aussi graves sans l'avoir consultée.

saison rend les déplacements incommodes¹ et devrait faire hésiter le stratège ; Philopoïmen passe outre, tant l'âme le désir d'utiliser au plus vite la magnifique occasion qui s'offre à lui d'intervenir à Sparte².

Ce sont là, on en conviendra volontiers, des circonstances exceptionnelles. Le type de la synklêtos n'avait pas, à coup sûr, été conçu en fonction de réunions aussi fréquentes et la vie normale d'un État, telle qu'avaient pu l'imaginer les restaurateurs de la Confédération achaienne et telle que fut effectivement celle de la Confédération pendant la plus grande partie du III^e siècle, est infiniment plus calme. Même quand s'agrandit le territoire fédéral, quand le réseau des alliances étrangères se ramifie, quand le nombre des questions graves à résoudre se multiplie, nous ne trouvons à l'ordinaire que des synklêtoi assez rares, une ou deux chaque année par exemple. Mais ce qui précède montre suffisamment que la multiplicité et la succession, même très rapide, des assemblées extraordinaires n'effraient nullement les magistrats achaiens, quelles que puissent être, par ailleurs, les difficultés à prévoir. De pareilles mœurs permettent de comprendre sans peine la composition réelle au moins de certaines synklêtoi : on imagine mal, assurément, l'ouvrier de Corinthe ou le petit paysan de l'Argolide abandonnant, pour la quatrième fois au cours d'un même hiver, son salaire quotidien ou simplement son foyer et traversant tout le Péloponnèse afin d'entendre discuter, à Élis, du sort des exilés lacédémoniens molestés par leurs compatriotes. Dans de telles conditions, les absents doivent être nombreux, au moins parmi les basses classes sociales³, et la démocratie achaienne ne peut évidemment avoir été, en fait, qu'une façade⁴.

II

Si la variété est la règle pour les synklêtoi, il n'en est pas de même pour les synodoi qui sont, elles, des assemblées régulières. Pour celles-ci, le problème se pose dans toute son ampleur : il s'agit à la fois de découvrir leur nombre annuel et la date à laquelle elles doivent constitutionnellement se réunir. Problème d'intérêt capital, tant à cause de son importance pour les institutions achaiennes elles-mêmes qu'à

1. Puisque *ne extemplo gereretur [bellum]*, *hiems impediit* (Liv., XXXVIII, 32, 1), la mauvaise saison devait aussi gêner les voyageurs.

2. C'est là, avec l'intention de placer Rome en face du fait accompli, le secret de la hâte manifestée par Philopoïmen.

3. Cf. *supra*, pp. 45 sq.

4. Cf. *supra*, p. 56, n. 4, et p. 137; *infra*, pp. 335 sq.

cause des points de repère chronologiques que sa solution pourrait permettre d'établir dans le chapelet discontinu des événements : que, grâce au calendrier légal ainsi dressé, la date réelle d'une synodos soit établie de façon sûre, tous les faits connexes voient leur date propre, sinon se fixer avec précision, du moins acquérir un *terminus post quem* ou *ante quem* qui peut être infiniment précieux. Problème malheureusement insoluble avec une certitude suffisante, malgré les nombreuses tentatives et l'accord à peu près unanime des critiques modernes autour d'une solution déterminée.

L'élection des magistrats appartient, on l'a vu ¹, à une synodos. Cette synodos électorale est celle sur laquelle nous avons chance d'être le mieux renseignés. Elle a, en effet, pour conséquence le renouvellement du personnel gouvernemental, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau stratège et ses conséquences se font sentir pendant toute une année. Toutes choses égales d'ailleurs ², elle est ainsi plus importante que les autres et, à ce titre, elle a dû attirer davantage l'attention des auteurs de nos sources littéraires. Les difficultés apparaissent, pourtant, insurmontables dès qu'on cherche à en préciser la date exacte.

Ces difficultés portent sur deux points, essentiels l'un et l'autre.

En premier lieu, il est sûr que l'époque de la synodos électorale a varié au cours de l'histoire achaïenne. Mais est-il possible, autrement que par un choix arbitraire, de déceler le nombre de ces variations et de leur assigner une date ferme ?

Dès la fin du III^e siècle, c'est à l'automne que le nouveau stratège ³ revêt sa magistrature et, jusqu'à la disparition de la Confédération achaïenne, la saison ne semble pas avoir varié ⁴. Au contraire, à

1. Cf. *supra*, pp. 209 sqq.

2. C'est-à-dire dans le domaine des affaires courantes et en laissant de côté l'hypothèse, parfois réalisée, d'une synodos délibérant sur des questions qui auraient dû être réservées à une synklêtos.

3. Comme les seuls renseignements qui nous soient transmis concernent le stratège, c'est du stratège seul qu'il sera question dans les développements qui vont suivre, relatifs à la synodos électorale. Mais tout porte à croire que les autres magistrats étaient élus et entraient en charge en même temps que le stratège : Pol., XXVIII, 6, 9, montre au moins que c'était en 170 le cas de l'hipparque et ce n'est pas faire preuve d'une audace excessive que généraliser à la fois pour tous les magistrats et pour toute la durée de l'histoire achaïenne.

4. Plusieurs textes l'établissent. — Le plus important est l'inscription de Delphes, *Sylloge* ², t. II, n° 851 (= *Sylloge* ¹, t. II, n° 454 ; non recueillie dans la *Sylloge* ³ ; = *SGDI*, t. II, n° 1774 ; cf. G. Daux, *Delphes au II^e et au I^{er} siècle*, Paris, 1936, p. 646), II, 1-2, dont A. Mommsen, *Delphische Archonten nach der Zeit geordnet* (*Philologus*, 1866, t. XXIV), a, p. 47, établi la date (170/169) et, pp. 17-19, tiré les conclusions nécessaires pour le calendrier achaïen : puisque le septième mois achaïen correspon-

l'époque de la guerre sociale et encore « au début de la belle saison » 217, l'entrée en charge se fait en mai¹. Comme on ne peut croire que les Achaiens aient, à un moment quelconque, élu le futur stratège sept ou cinq mois à l'avance², une modification est donc intervenue et la synodos électorale ne s'est pas toujours tenue à la même date. Quand se produisit la réforme et l'histoire achaienne n'en connut-elle pas d'autre ? Questions inévitables, mais questions insolubles.

Un texte de Polybe semble permettre d'y répondre. — Polybe, qui a mentionné précédemment l'entrée en charge d'Aratos comme stratège au printemps 217³, raconte la conclusion de la paix de Naupaktos

daît à l'endyspoitropios delphique, le premier mois achaien devait correspondre à l'héraios delphique et au pyanepsion attique, c'est-à-dire en moyenne à notre octobre. Grâce à Pol., V, 1, 1, qu'on doit interpréter comme Lipsius, p. 166, il faut conclure que les Achaiens faisaient coïncider au moins à peu près l'année de charge des magistrats et l'année officielle. — Nikostratos succède comme stratège à Aristainos entre l'assemblée de Sikyon à l'automne 198 et les conférences de Mycènes de l'hiver 198/197 : cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 3-4. — A cause de Pol., XI, 10, 9, la bataille de Mantinée ne se place à une date acceptable dans le courant de 207 (cf. *supra*, p. 95, n. 2) que si Philopoïmen n'est pas, comme Aratos en 217 (Pol., V, 30, 7), entré en charge en mai 207 ; puisque l'automne est la saison indiquée par d'autres textes pour des années postérieures, la seule hypothèse admissible est que Philopoïmen est devenu stratège à l'automne 208. — Pol., XXVIII, 6, 9-7, 1, qu'on invoque d'ordinaire, est moins net, car la transition qui est le maillon essentiel du raisonnement ne mérite pas confiance (cf. *infra*, pp. 248 sqq.). Toutefois, XXVII, 18, 1, oblige à placer pendant la mauvaise saison l'entrée en charge d'Archon. — Enfin, il est impossible d'établir une liste vraisemblable des stratèges achaiens au I^{er} siècle si l'entrée en charge n'a pas lieu à l'automne. — L'hypothèse de l'automne avait été émise par Schorn, pp. 210 sqq., en 1833. Elle fut acceptée par certains, et notamment par Freeman⁴ (= Freeman², p. 214) et Nissen, p. 68, note, et p. 137 (qui hésite encore, toutefois, entre « la fin de l'automne » et « l'hiver »). D'autres la repoussèrent : Merleker, p. 80 ; Vischer, *Kl. Schr.*, t. I, p. 377, n. 1 (article datant de 1849) ; Hermann⁵, p. 748 et p. 751, n. 9 (passages qui proviennent des premières éditions). Le mémoire d'A. Mommsen, en 1866, vint renforcer l'opinion de Schorn et personne ne put plus croire à l'entrée en charge en mai. Unger (1879), suivi par Baier (1885), malgré la réfutation de Klatt (1883) préféra encore, pp. 118 sqq., le milieu de l'hiver, et Matzat, *Rom. Zeitrechnung für die Jahre 219 bis 1 v. Chr.* (Berlin, 1889), p. 97, n. 6, et p. 212, n. 1, la fin de l'hiver. Mais ce furent des exceptions et l'unanimité parfaite est aujourd'hui réalisée : Busolt², p. 354 ; Niese, t. II, p. 293, n. 5 ; p. 461 et n. 2 ; Beloch², t. IV, 2, p. 230 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 401 ; Niccolini, p. 206 ; Busolt³-Swoboda, p. 1565 ; Schwahn, col. 1257 ; Kahrstedt, col. 1420 ; etc. . .

1. C'est la seule époque qui convienne pour le récit fait par Polybe des événements de 220 : IV, 6, 7 et 7, 6-10. Pour l'année 219, cf. IV, 37, 2. Pour 218, cf. V, 1, 1. Pour 217, cf. V, 30, 7, et 91, 1. — On abordera un peu plus loin, pp. 248 sqq., la question du délai qui sépare l'élection de l'entrée en charge et certains des textes qui viennent d'être invoqués seront alors scrutés de plus près. Mais on admet pour le moment, afin de simplifier l'exposé, que les deux opérations sont contemporaines.

2. Cette hypothèse serait la seule qui pût interdire la convention avouée à la fin de la note précédente. Mais il y aurait eu de trop graves inconvénients à laisser vivre inemployé un stratège désigné de l'automne à mai ou de mai à l'automne pour que les Achaiens eussent pu adopter une pareille solution.

3. Pol., V, 30, 7.

qui, à la fin de l'été 217, termine la guerre des Alliés ¹. Il annonce alors son dessein ² : exposer ce qui s'est passé dans le monde grec depuis la paix de Naupaktos « jusqu'à l'époque où les Romains perdirent la bataille de Cannes ³ », c'est-à-dire d'août 217 à août 216 environ. Il procède à cet exposé en traitant successivement des principaux États : Achaïens, Athéniens, Égypte, Syrie, Aitoliens, etc... ⁴. Voici le paragraphe relatif aux Achaïens : « Les Achaïens, dès qu'ils eurent déposé les armes, ayant pris Timoxénos comme stratège, étant revenus à leurs usages et genres de vie traditionnels, — et, en même temps que les Achaïens, les autres cités du Péloponnèse, — reprirent possession des biens personnels qui faisaient vivre chacun, travaillèrent avec soin la terre, restaurèrent les sacrifices et les fêtes institués par les ancêtres ainsi que les autres coutumes religieuses locales. Car, chez la plupart d'entre eux, les habitudes de ce genre étaient presque tombées dans l'oubli, à cause de la longue série des guerres antérieures ⁵. » — Pour ce qui est ici en discussion, ce passage est susceptible de trois interprétations qu'il est facile d'exposer dans l'ordre de richesse croissante des conclusions auxquelles elles conduisent ⁶.

1. Pol., V, 101, 4-105, 2. La date de la paix est enserrée entre celle des Néméennes (101, 5), c'est-à-dire juillet (cf. A. Boëthius, *Der argivische Kalender*, Uppsala Universitets Årsskrift, 1922, pp. 45-48), et celle de l'entrée en charge du stratège aitolien (107, 5) c'est-à-dire l'équinoxe d'automne (cf. IV, 37, 2). Nissen, *Die Ökonomie der Gesch. d. Pol. (Rhein. Mus. f. Phil., 1871, t. XXVI)*, p. 246, place la paix de Naupaktos *etwa Anfang September*.

2. Pol., V, 105, 10.

3. *Ibid.* : ἕως εἰς τοὺς καιροὺς, ἐν οἷς Ῥωμαῖοι τὴν περὶ Κάνναν μάχην ἡττήθησαν.

4. *Ibid.*, 106, 1-5 (Achaïens) ; 6-8 (Athènes) ; 107, 1-3 (Égypte) ; etc...

5. Pol., V, 106, 1-3 (le reste, 4-5, est un développement très général sur les causes des guerres qui, de tout temps, ont déchiré le Péloponnèse) : Ἀχαιοὶ μὲν οὖν ὅς θᾶτον ἀπέθεντο τὸν πόλεμον, στρατηγὸν αὐτῶν ἐλόμενοι Τιμοξένον, ἀναχωρήσαντες εἰς τὰ σφέτερα νόμιμα καὶ τὰς διαγωγὰς, αὐτὰ Ἀχαιοῖς δ' [καὶ : donné par les mss ; supprimé à cause de l'hiatus dont ce serait le seul exemple : cf. Büttner-Wobst, t. II, p. LXXI] αἱ λοιπαὶ πόλεις αἱ κατὰ Πελοπόννησον, ἀνεκτῶντο μὲν τοὺς ἰδίους (βίους) [un mot manque certainement ici ; Scaliger restituait νόμους ; Casaubon a proposé βίους, qui a été accepté : cf. Schweighäuser, t. II, p. 440, et t. VI, p. 291], ἐθεράπευον δὲ τὴν χώραν, ἀναγεύοντο δὲ τὰς πατρίους θυσίας καὶ πανηγύρεις καὶ ἄλλα τὰ πρὸς τοὺς θεοὺς παρ' ἐκάστοις ὑπάρχοντα νόμιμα. Σχεδὸν γὰρ ὡς ἂν εἰ λήθην συνέβαινε γεγενῆσθαι παρὰ τοῖς πλείστοις περὶ τὰ τοιαῦτα διὰ τὴν συνέχειαν τῶν προγεγονότων πολέμων. — Les deux phrases sont assurément d'un style déplorable et toute traduction peut être accusée de forcer le sens en faveur d'une interprétation ou d'une autre. On est amené à le faire inconsciemment, si on ne prend pas garde au débat que ce texte soulève ; ainsi, P. Waltz, trad. de Polybe, t. II (Paris, 1921), p. 216, traduit dangereusement : « les Achaïens élurent stratège Timoxénos, puis ils restaurèrent... leurs institutions et leurs mœurs d'autrefois ». J'ai cherché à mettre à cet égard ma traduction à l'abri des plus graves reproches. Je dois avouer, cependant, qu'il m'a bien fallu parfois faire un choix, qui demeure discutable : ainsi pour le premier νόμιμα, que j'ai rendu par « usages », mot vague, tandis qu'« institutions » ferait pencher pour ce que j'appellerai plus loin la troisième interprétation ; ainsi encore en acceptant la restitution βίους.

6. Chacune de ces trois interprétations a ses partisans, qui seront cités dans les

La première demeure purement négative. Elle ne découvre rien d'intéressant à cet égard dans cette phrase lourde et embarrassée¹. Polybe voulait consacrer un paragraphe aux Achaïens. N'ayant aucun fait saillant à rapporter, il a rempli ce paragraphe tant bien que mal. En tête, il a mentionné le seul événement précis et limité dans le temps qui présentât une apparence d'intérêt, l'entrée en charge de Timoxénos. Ensuite, l'œuvre de restauration agricole et religieuse qui commença au lendemain de la paix, mais s'étendit sur une période de plusieurs mois. Timoxénos est devenu stratège en mai 216, comme son prédécesseur Aratos l'était devenu en mai 217. Toutefois, Polybe ne pouvait pas pousser le scrupule, pour placer ce fait à sa date exacte, jusqu'à scinder le développement relatif aux réformes morales, développement qui devait, de toute évidence, ne constituer qu'un seul bloc. Il ne faut donc chercher, dans l'ordonnance interne de sa phrase, aucun sous-entendu : les faits y sont exposés indépendamment de leur ordre chronologique.

A cette interprétation négative, s'opposent deux interprétations positives.

Il est clair, pensent certains², que Polybe n'a pas pu juxtaposer ainsi les deux premiers membres de phrase par hasard et sans intention. La locution conjonctive dont il se sert (« dès que ») est trop nette ; elle aurait pu trop facilement être remplacée par une autre, moins compromettante (« après que » par exemple), pour qu'elle ne retombe pas avec toute sa force sur le fait mentionné immédiatement après la précision chronologique qu'elle introduit³. Ou bien Polybe ne connaît

notes suivantes. Cependant, je n'ai nulle part, et pour aucune d'elles, rencontré l'argumentation que je vais exposer : les critiques se bornent souvent à énoncer leur opinion ou, s'ils cherchent à l'établir, ne le font de façon ni complète ni rigoureuse.

1. C'est ce qu'expriment, ou sous-entendent, Klatt, p. 37 ; G. Clementi, *La guerra annibolica in Oriente* (Beloch, *Studi di storia antica*, t. I, 1891), pp. 58 sq. ; Lipsius, p. 167, n. 1 ; Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, pp. 223 et 226 (lorsqu'il place en 216/215 l'année de charge de Timoxénos) ; Hermann⁶-Swoboda, p. 401, n. 6 (qui, après avoir jugé *zweifelhaft* une conclusion positive, se borne à renvoyer à Klatt) ; Niccolini, p. 287, n. 2 ; Walbank, pp. 155 et 202.

2. La conclusion est celle de Schorn, pp. 210 sqq., Nissen, p. 137, Weinert, p. 17, Niese, t. II, p. 293, n. 5, p. 461 et n. 2 ; M. Nicolaus, *Zwei Beiträge zur Gesch. Königs Philipps V. von Macedonien. I. Philipp und Aratos*, Diss. Berlin, 1909, pp. 65 sq. ; de Sanctis, *Storia dei Romani*, t. III, 1, p. 221.

3. On s'accordera sans doute pour juger peu satisfaisante la riposte de Niccolini, p. 287, n. 2 : *Qui non è proprio detto...* Certes ; mais, si un autre texte le disait formellement, personne ne manquerait de s'écrier : Polybe le laissait, en cet endroit, clairement entendre. De même, en IV, 37, 2, et V, 1, 1, tout le monde relève aujourd'hui l'adverbe τότε qui montre qu'à l'époque où Polybe écrivait, l'élection des magistrats n'avait plus lieu au mois de mai.

ni la valeur absolue des mots ni la valeur relative de la place qu'il leur assigne dans sa phrase, — et, si flagrants que soient ses défauts d'écrivain, l'hypothèse est certainement excessive, — ou bien l'entrée en charge de Timoxénos a lieu fort peu de temps après la conclusion de la paix : puisque celle-ci se place à la fin de l'été 217, Timoxénos a pris le pouvoir à l'automne 217. Ce n'est pas, d'ailleurs, le seul argument que ce texte suggère. Il faut, en effet, se demander quel intérêt présente, pour Polybe lui-même, la mention de Timoxénos. Timoxénos devient alors stratège, semble-t-il, pour la quatrième fois¹ : c'est là un nombre fort honorable² qui interdit de le considérer comme un personnage négligeable. Toutefois, quand Polybe signale certains succès remportés par lui, il le fait toujours discrètement et de telle façon qu'on peut les croire assez faciles³. Au vrai, il n'accorde jamais une place importante dans son récit à Timoxénos, qui ne nous apparaît qu'au rang secondaire de lieutenant d'Aratos⁴. Ce n'est pas, à coup sûr, un de ces hommes d'État ou généraux de premier plan dont Polybe serait naturellement porté à signaler même une stratégie qui n'aurait été marquée par aucun événement digne d'être rapporté. L'élection d'un Aratos ou d'un Philopoïmen possède, en soi et indépendamment de ses conséquences, son intérêt ; bien plus, elle suffit à donner quelque lustre à une année qui en serait, par ailleurs, dépourvue. Tel n'est pas le cas de Timoxénos. Pour que son nom soit ici relevé, il faut que Polybe ait voulu l'associer à l'effort de restauration économique et morale qu'il signale ensuite. Est-ce parce que Timoxénos en a été l'animateur ? C'est possible. Cependant, cette mention trouverait une justification

1. Trois stratégies antérieures à celle-ci sont attestées par Plut., *Aratos*, 38, 2 ; Pol., II, 53, 2 et IV, 6, 4 sqq. Les dates des deux premières, contestées, dépendent notamment de la date de Sellasia : cf. Beloch, t. IV, 2, p. 226 (Sellasia en 222) ; Niccolini, pp. 309 sq. (Sellasia en 221). Ce nombre de quatre stratégies doit être considéré comme un minimum pour la carrière de Timoxénos : avant celle qui est pour nous la plus ancienne et après la plus récente, il reste des années vacantes.

2. Il n'est dépassé que par le nombre des stratégies d'Aratos (dix-sept d'après Plut., *Aratos*, 53, 1 ; peut-être seize seulement : cf. Beloch, t. IV, 2, p. 226, et Niccolini, p. 285) et de Philopoïmen (huit d'après Plut., *Phil.*, 18, 1 et Paus., VIII, 51, 5). Aucun autre Achéen ne paraît même avoir été stratège quatre fois ; mais il faut prendre garde aux lacunes certaines de nos connaissances pour des hommes comme Aristainos, Lykortas, etc. . .

3. II, 53, 2 : prise d'Argos, mais en accord avec une partie des Argiens révoltés contre Kléoménès ; IV, 6, 4 : prise de Klarion sur les Aitoliens, mais avec l'aide de Taurion et de ses Macédoniens. Il aurait été bien facile à Polybe de louer Timoxénos pour son jugement meilleur que celui d'Aratos en IV, 7, 6 sqq. : il se borne à accuser Aratos.

4. Pol., IV, 7, 10 (particulièrement significatif, parce qu'on y voit Timoxénos s'effacer devant Aratos bien qu'il soit [*ibid.*, 6 sqq.] en désaccord avec lui) ; 82, 8.

suffisante si on lui attribuait seulement un caractère d'éponymie, de cette éponymie officielle et administrative qui est indifférente aux responsabilités comme aux mérites. Quelque solution qu'on adopte, l'impression ressentie à la lecture de ce passage n'est pas fausse : l'intention a certainement existé chez Polybe d'affirmer que cette œuvre a été accomplie principalement pendant la stratégie de Timoxénos¹. Aussi, puisque la période envisagée et limitée par Polybe lui-même s'étend d'août 217 à août 216², l'entrée en charge de Timoxénos doit-elle s'être produite à l'automne 217. En ce cas, sa stratégie coïnciderait presque d'un bout à l'autre avec cette période. Si, au contraire, Timoxénos n'avait pris le pouvoir qu'en mai 216, huit de ces douze mois appartiendraient à la stratégie d'Aratos et quatre mois seulement à celle de Timoxénos : Polybe aurait sciemment trompé son lecteur au détriment d'Aratos et au profit de Timoxénos, ce qui est proprement inadmissible. C'est donc à l'automne 217 que la date d'entrée en charge fut portée de mai à l'automne, époque où elle demeura fixée jusqu'à la fin de la Confédération achaïenne.

Une troisième interprétation est encore possible³ : elle accepte cette

1. Niccolini, p. 287, n. 2, a bien aperçu cela, qui est évident : *questo tempo felice fu l'anno della strategia di Timosseo*. Mais cette observation va directement à l'encontre de sa conclusion : cf. la note suivante.

2. Je n'écris « août » que par approximation et pour m'en tenir aux dates probables de la paix de Naupaktos et de la bataille de Cannes. Mais il ne faut pas prendre au sens étroit les affirmations de Polybe : ailleurs (IV, 1, 3 et V, 111, 9), il annonce qu'il conduit son récit jusqu'à la fin de la 140^e olympiade, soit jusqu'en juillet 216 seulement. En réalité, il a manifestement dans l'esprit, comme dans la plus grande partie de son œuvre (Nissen, *Die Oekonomie der Geschichte des Polybios*, Rh. Mus., 1871, t. XXVI, pp. 245-251), la fin de « la belle saison » de 216, ce qui coïnciderait exactement avec la fin de la stratégie de Timoxénos si celui-ci est entré en charge à l'automne 217. De toute façon, il est absolument impossible de penser que Polybe aurait défini comme « l'époque où les Romains perdirent la bataille de Cannes » le terme d'une période que, par reconduction tacite, il aurait aussitôt après prolongée jusqu'à mai 215 : c'est pourtant ce qu'implique le raisonnement de Niccolini, p. 287, n. 2.

3. Il m'apparaît que cette interprétation n'a été présentée jusqu'ici, et très brièvement, que par Busolt², p. 354. Ce n'est au fond que l'amélioration d'une idée d'Unger, pp. 145 sqq., qui découvrirait bien dans ce texte la preuve du retour, à la fin de 217, à une coutume antérieure, mais voulait placer l'entrée en charge à la fin de l'hiver. Holm (*Bursian's Jahresber.*, 1880, t. VIII, pp. 370 sqq.) et Baier ont adopté les conclusions d'Unger, auxquelles l'erreur manifeste quant à la saison a valu un discrédit excessif. La réfutation que tente Klatt, pp. 32 sqq., de l'interprétation donnée par Unger à ce texte est d'une faiblesse extrême et Niese, *Beitr. z. Gesch. und Chron. des Hell.*, 2, *Die Zeit der Schlacht bei Sellasia* (*Hermes*, 1900, t. XXXV, pp. 60-69), p. 65, n. 5, s'en tient à une simple négation : c'est cependant à ces deux auteurs que se borne à renvoyer Hermann⁶-Swoboda, p. 401, n. 5, le seul critique récent qui paraisse connaître l'idée d'Unger sur ce point. Celle-ci n'est nullement négligeable et il est permis, notamment, de penser qu'elle ruine à l'avance toute l'argumentation de Niccolini, p. 287, n. 2.

conclusion, mais la dépasse et la complète en tirant du texte un renseignement supplémentaire. L'argument principal sur lequel elle se fonde constitue une réponse à une objection assez grave que la deuxième interprétation ne peut manquer de s'attirer. En effet, si Timoxénos devient stratège dès l'automne 217, fera-t-on remarquer, Aratos, stratège depuis mai 217, n'a pas achevé son année de charge normale. Or, il s'agit avec Aratos d'un personnage trop important dans l'histoire achaienne et qui tenait alors une trop grande place dans la vie de la Confédération, pour que Polybe n'ait pas jugé indispensable de signaler explicitement et de commenter, en précisant les raisons qui y poussèrent les Achaïens, la décision anormale dont il fut la victime inattendue¹. Le seul moyen d'écarter cette redoutable objection est, semble-t-il, de supposer que les Achaïens n'ont pas innové, mais simplement fait revivre une coutume antérieure à la guerre, en procédant à l'automne 217 à cette réforme de leur calendrier officiel et en confiant dès ce moment la stratégie à un nouveau titulaire. C'est à quoi, au surplus, paraît inviter l'insistance avec laquelle Polybe parle en ce passage de restauration, de retour à des habitudes anciennes que l'état de guerre prolongé avait fait abandonner². Peu importe que le moment où la première modification était intervenue ne puisse être précisé³ : avant et pendant la guerre de Kléoménès, — en parlant ici « des guerres antérieures », Polybe oblige à ne pas s'en tenir à la seule guerre des Alliés, pendant laquelle la liste des stratèges est bien établie⁴, — l'his-

1. On trouvera au moins l'amorce de cette objection chez Klatt, p. 37, et Niccolini, p. 287, n. 2. Elle est poussée assez loin par le premier, et dans un sens un peu différent : Polybe, abstraction faite d'Aratos (auquel Klatt ne songe pas), se serait fait un devoir de mentionner la réforme de la constitution achaienne dans cette partie de son œuvre qui nous est parvenue intégralement et où la *grosse Ausführlichkeit der Erzählung* est incontestable. L'argument m'a semblé plus probant tel que je l'ai présenté : un détail de la vie intérieure de la Confédération a pu être passé sous silence, comme beaucoup d'autres, mais un incident important de la vie d'Aratos ? Par là-même, en effet, la réponse de G. de Sanctis, *St. d. Rom.*, t. III, 1, p. 221 (*poco importa che non ne sappiamo la ragione, la quale potè anche non avere nulla di personale*), apparaît insuffisante.

2. V, 106, 1 et 3. — Autre remarque suggérée par Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, pp. 220-221 : puisque (cf. *supra*, p. 239, n. 4) l'année achaienne légale commence à l'automne, pourquoi n'aurait-on pas fait dès l'origine coïncider avec elle l'année de charge des magistrats ? L'argument a son intérêt. Mais l'hypothèse d'une modification de l'année officielle, si elle est très hardie, n'est pas absolument irrecevable : l'expression dont se sert Polybe en V, 1, 1, autorise au moins à l'envisager. Il est vrai que le retour au calendrier traditionnel rentrerait sans peine dans l'ensemble de la restauration morale et religieuse dont parle Polybe.

3. Il ne faut pas commettre l'erreur logique de Klatt qui, pp. 32 sqq., se borne à montrer que la chronologie de la guerre de Kléoménès proposée par Unger est inacceptable et croit réfuter ainsi cette interprétation du texte de Polybe.

4. Au cours de laquelle, d'ailleurs, on voit nettement les stratèges entrer en charge en mai.

toire achaïenne demeure trop insuffisamment connue pour qu'un détail révélateur y soit découvert¹. Dira-t-on que le temps de guerre aurait été fort mal choisi pour opérer cette première réforme et transporter de l'automne — saison où l'armée est démobilisée et où ne commencent pas encore les préparatifs de la prochaine campagne, saison propice, par conséquent, pour renouveler le personnel gouvernemental — au mois de mai — quand les opérations militaires ont pu déjà être reprises sous la direction du stratège sortant — l'entrée en charge du nouveau stratège²? Mais la guerre peut précisément provoquer bien des incidents capables d'expliquer des mesures encore beaucoup plus illogiques. Pour s'en tenir à un exemple hypothétique, en cas de péril extrême, un stratège « autokrator » peut être désigné dont la nomination, en dépouillant prématurément de ses pouvoirs le stratège alors en charge, viendrait troubler l'ordre de succession régulier³. Ainsi, les nécessités de la guerre, loin d'interdire, auraient fort bien pu provoquer⁴ le décalage auquel, à l'automne 217, la tranquillité revenue, l'esprit et les mains enfin libres pour faire revivre le passé et remettre chaque chose à sa place traditionnelle⁵, on se préoccupa de remédier. Cette préoccupation n'avait rien d'offensant pour Aratos; le raccourcissement de sa stratégie ne ressemblait nullement à une disgrâce, puisqu'il était le résultat d'une mesure générale. Polybe

1. La chronologie de la guerre de Kléoménès n'a nullement été établie de façon définitive par Klatt, *Forschungen zur Gesch. des Ach. Bundes, I, Quellen und Chron. des Kleom. Kr.* (Berlin, 1877); il place Sellasia en 221. Les arguments invoqués par Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 221, pour faire remonter à 280 ou 255 l'entrée en charge en mai ne sont pas convaincants : même stratège, Aratos peut être enfermé dans Sikyon et il est audacieux d'affirmer que la bataille de Ladokéia est sûrement livrée *erst in der zweiten Hälfte des Sommers*.

2. Je n'ai trouvé nulle part cette objection formellement présentée. Mais toute une série d'observations en sens divers chez Schorn, p. 214, Unger, pp. 144 sq., Klatt, p. 36, Niccolini, p. 288 (n. 2 de la p. 287), la suggèrent.

3. Aratos a précisément été stratège « autokrator » pendant la guerre de Kléoménès (cf. Plut., *Aratos*, 40 et 41). Dire, comme Beloch, p. 222, n. 1, que cela n'a pas pu se produire *so lange ein anderer Strateg war* et que, ainsi, il n'a pu raccourcir l'année de charge de personne, est une affirmation absolument gratuite. — C'est dans cette stratégie exceptionnelle d'Aratos, qu'il place en 222, pendant une stratégie normale de Timoxénos, qu'Unger, p. 163, voit la cause de la première modification. L'hypothèse a l'avantage d'expliquer aisément pourquoi ce fut une stratégie normale d'Aratos qu'on raccourcit, en revenant aux anciens usages, et on répond ainsi à la remarque de Niccolini, p. 288 (n. 2 de la page 287) : Aratos n'aurait pas été homme à permettre une telle mesure prise à ses dépens. Mais elle demeure une hypothèse entre plusieurs autres et il est imprudent de faire un choix aussi précis.

4. Ainsi tombe l'objection de Beloch, p. 221, qui déclare ne pas apercevoir de motif *warum der Amtsantritt zwischen 224 und 221 hätte verschoben werden sollen*.

5. C'est pourquoi on aurait attendu la paix, ce qui surprenait, à propos de cette mesure que justifiaient des nécessités militaires, Klatt, p. 36, et Niccolini, p. 288 (n. 2 de la page 287).

n'avait donc pas à fournir d'explication plus précise que celle qu'il a fournie, maladroitement sans doute, avec une netteté cependant suffisante.

Telles sont les trois interprétations différentes qui peuvent être apportées à ce passage. Prise isolément, chacune d'elles apparaît très vraisemblable. Mais leur rapprochement suffit à éveiller des doutes. Dès lors, un examen plus attentif révèle leurs faiblesses, qui sont indéniables. La première, l'interprétation négative, se heurte aux mots formels « dès que », ὡς ὅτε, employés par Polybe. La deuxième, celle de l'innovation complète à l'automne 217, ne peut pas expliquer le silence de Polybe sur le cas d'Aratos. La troisième, celle des deux modifications successives, ne parvient pas à convaincre que le membre de phrase « étant revenus à leurs usages... traditionnels » doit s'appliquer, contrairement à toutes les règles logiques, non pas seulement à l'exposé qui le suit (restauration agricole et religieuse), mais également au fait relaté dans la proposition qui le précède (entrée en charge de Timoxénos). Aussi, pour séduisantes qu'elles soient, aucune n'emporte-t-elle l'adhésion complète. S'il était indispensable de faire un choix, peut-être exprimerait-on une préférence pour la deuxième, en ne conservant, toutefois, aucune illusion sur sa solidité réelle. Il sera plus prudent de ne pas s'y hasarder et de conclure, une fois de plus, par un *non liquet*.

Or, ce texte écarté, les faits seuls demeurent utilisables et voici ceux qui peuvent être retenus : en 217 encore, Aratos devient stratège « au début de la belle saison ¹ » ; c'est, au contraire, à l'automne 208 que commence la première stratégie de Philopoimén ². C'est donc entre ces deux dates que fut réalisée la seule réforme dont nous puissions, à cet égard, affirmer l'existence : toute autre affirmation dépasserait dangereusement les données actuelles du problème ³.

1. Pol., V, 30, 7 : τῆς θερείας ἐναρχομένης ; cf. V, 91, 1.

2. Cf. plus haut, p. 239, n. 4.

3. Certains critiques ont proposé la date de 213, année de la mort d'Aratos : ainsi G. Clementi (Beloch, *St. d. st. ant.*, t. I, 1891), p. 58, et Niccolini, p. 287, n. 2. Mais on a vu, *supra*, pp. 211 sq., que la succession du stratège mort pendant son année de charge était réglée par une loi : rien ne nous autorise à penser que cette loi soit postérieure à 213. Or, si elle est appliquée à la mort d'Aratos — et pourquoi ne le serait-elle pas ? —, cette loi doit empêcher toute modification de la date normale d'entrée en charge du stratège. L'année 213 ne s'impose donc pas plus qu'une autre. — On sera sans doute surpris que cette question ne soit pas abordée sérieusement dans les travaux récents sur les institutions achaïennes. Le silence le plus étrange (à cause de Busolt ², p. 354) est celui de Busolt-Swoboda qui se borne à déclarer, sans la moindre note justificative, que l'automne fut adopté *kurz nach dem Kriege* (p. 1557 ; formule à peu près identique, p. 1565). Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 230, est plus vague encore : *während des Hannibalschen Krieges* ; du moins, pp. 220 sq., a-t-il aperçu un des aspects du problème.

III

La seconde question qu'il faudrait pouvoir résoudre pour fixer exactement la date des archaïrésiai est celle du délai qui sépare l'élection du stratège de son entrée en charge. Jusqu'ici, les deux faits ont été conventionnellement confondus. C'est pourtant la date de l'assemblée électorale qui, seule, intéresse cette étude et elle peut avoir largement précédé la date de l'entrée en fonctions. Il existe aujourd'hui sur ce point une opinion à peu près admise. A en croire la majorité des critiques récents ¹, l'intervalle aurait atteint trois mois à l'époque où l'entrée en charge se produisait en mai ; il aurait au contraire été à peu près nul à partir du moment où l'entrée en charge fut placée à l'automne. Mais l'examen des textes invoqués oblige à rejeter ces conclusions.

Dans la seconde période, qui commence, on vient de le voir, entre 217 et 208 pour ne se terminer qu'en 146, un seul cas peut paraître instructif. C'est celui de l'année 170. Cette année-là, à l'automne et, plus précisément même, semble-t-il, un peu avant l'équinoxe ², un groupe d'Achaïens décide de présenter aux élections Archon comme candidat à la stratégie et Polybe comme candidat à l'hipparchie ³. Immédiatement après avoir donné ce renseignement, et sans autre transition qu'une brève formule, « ces choses s'étant produites récemment ⁴ », les manuscrits qui nous ont transmis les *Excerpta de legationibus Romanorum ad gentes* passent à un récit de synodos achaïenne, à laquelle Archon participe comme stratège en fonctions ⁵. C'est sur ce texte

1. Cette conclusion a été pour la première fois présentée nettement par Beloch, *Gr. Gesch.* ¹, t. III, 2, pp. 181 sq. (= Beloch, *Gr. Gesch.* ², t. IV, 2, pp. 230 sq.). Elle n'a été reprise formellement que par Hermann-Swoboda, p. 401, et Busolt-Swoboda, p. 1565. Mais, malgré l'affirmation de Schwahn, coll. 1256, l. 68 et 1257, ll. 1-2, elle est impliquée par le renvoi à Lipsius, qu'il indique col. 1257, l. 6. Niccolini, p. 207 et n. 1, est le seul qui prenne parti contre elle.

2. On tire l'indication de l'automne de Pol., XXVIII, 3, 1, et Liv., XLIII, 17, 10. Quant à l'antériorité par rapport à l'équinoxe, Beloch, *Röm. Kal.* (*Klio*, 1918, t. XV), p. 412, et de Sanctis, *St. d. Rom.*, t. IV, 1, p. 399, la supposent avec une très grande vraisemblance en invoquant Pol., XXVIII, 4, 3 : Proandros est probablement encore stratège aitolien ; or, sa stratégie se place en 171/170 (cf. *IG* ², t. IX, 1, 1, p. LII) et les stratèges aitoliens abandonnent leur charge « immédiatement après l'équinoxe d'automne » (Pol., IV, 37, 2 ; cf. II, 3, 1).

3. Pol., XXVIII, 6, 9.

4. *Ibid.*, 7, 1 : Τούτων δὴ νεώστε γεγονότων.

5. *Ibid.*, 7, 1 sqq. La qualité d'Archon est bien marquée en 7, 6 et 7.

qu'on s'appuie pour déclarer que l'entrée en charge suit immédiatement l'élection, au cours de la période tout entière ¹.

Rien n'est moins sûr en réalité, le texte ne pouvant manifestement pas, tel qu'il nous est parvenu et surtout dans sa partie essentielle pour ce qui est ici en cause, la transition du premier récit au second, être le texte original de Polybe. Car il est au moins deux faits qui se sont certainement produits dans l'intervalle, même très court, qui sépare l'établissement de la liste des candidats et la séance de l'assemblée, deux faits dont la mention serait indispensable pour rendre intelligible la suite des événements et dont, cependant, il n'est pas soufflé mot : l'élection et l'entrée en fonctions des magistrats pour 170/169 ². Il nous est dit incidemment, au cours du récit de la synodos, qu'Archon a supporté de gros frais pour se faire élire ³ et il se peut, sans doute, que les mœurs électorales achaïennes aient normalement imposé de telles dépenses aux candidats désireux de réussir ⁴. Si, toutefois, on songe à l'époque où cette élection se produit, au choix que les Achaïens doivent faire à cette date entre diverses politiques plus ou moins chaleureuses ou réticentes à l'égard des Romains engagés dans la troisième guerre de Macédoine, à l'existence de plusieurs partis au sein de la Confédération ⁵, on n'hésitera certainement pas à voir dans ce détail l'indice d'une « campagne électorale » ardente et sévère. Or, du point de vue auquel Polybe se plaçait, le récit de cette élection ne pouvait manquer d'intéresser pour personne et l'allusion même faite par lui aux dépenses d'Archon révèle qu'il ne l'avait pas négligé. Ainsi, l'*excerptor* a certainement supprimé du texte original un passage intermédiaire entre la délibération privée d'Archon et de ses amis, d'une part, la réunion de la synodos achaïenne, d'autre part. Dans ces conditions,

1. Cf. Beloch, *Gr. Gesch.* ², t. IV, 2, p. 231 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 401, n. 7 ; Busolt³-Swoboda, p. 1565, n. 2. — Sans qu'on puisse penser qu'ils généralisent comme les précédents, c'est aussi l'interprétation littérale de ce texte qu'adoptent Unger, pp. 133 sq. ; Klatt, p. 25 ; Busolt², p. 354, n. 7 ; Lipsius, pp. 167 sq. ; Nicolini, p. 207, n. 1, et pp. 225 sq.

2. L'amorce de l'argumentation qui va être présentée se trouve déjà dans Schweighäuser, t. VII, pp. 624 sq., dont la remarque est reproduite par Th. Büttner-Wobst, dans l'apparat critique de ce passage, t. IV, pp. 217 sq. Il est étrange qu'on l'ait aussi généralement négligée. Toutefois, une expression trop condensée n'aurait rien d'extraordinaire chez Polybe. Aussi est-il préférable de fonder, comme je vais le faire, l'objection sur les dépenses d'Archon.

3. Pol., XXVIII, 7, 7.

4. C'est ce qu'on a parfois inféré de ce détail : par exemple B. Stark, dans Hermann ⁵, p. 751, n. 9.

5. Cf. Pol., XXVIII, 6. Encore ne s'agit-il en cet endroit que des hésitations des amis d'Archon. Il faut songer, en outre, qu'une opinion opposée devait être défendue à la même époque par Kallikratès et ses partisans.

que représentent les mots « ces choses s'étant produites récemment », ou plutôt qui en est l'auteur ? Il se peut que ce soit l'*excerptor* : en ce cas, leur valeur est à peu près nulle, car rien ne prouve qu'il ait exactement apprécié la durée des événements dont il a sacrifié le récit¹. Il se peut aussi que la formule provienne de Polybe : en ce cas, elle rappelle les faits que Polybe racontait à la fin du passage disparu et rien ne donne la certitude qu'il ne s'agit pas d'événements absolument indépendants du calendrier politique achaien ; si même on s'interdit cette hypothèse, « ces choses », qui viennent de se passer lorsque se réunit la synodos, sont simplement la sortie de charge du stratège pour 171/170 et l'entrée en charge d'Archon, stratège pour 170/169. Ainsi, quelque solution qu'on adopte, le texte n'apporte pas le moindre renseignement sûr quant à la durée du délai pendant lequel Archon est demeuré stratège désigné.

Ce n'est pas tout. Admettons qu'à défaut de renseignement sûr, il apporte du moins une probabilité en faveur d'un délai très bref : l'opinion communément admise ne tirera de cette concession qu'un avantage médiocre. Sera-t-il, en effet, légitime pour autant de généraliser et de conclure de la seule année 170 à toute la période envisagée, laquelle commence au moins trente-huit ans plus tôt et se termine vingt-quatre ans plus tard ? Bien audacieux qui s'y croirait autorisé, alors que, on va le voir bientôt, tout ce qu'on sait de la période précédente révèle des différences parfois considérables d'une année à une autre.

L'affirmation d'une entrée en fonctions suivant sans délai l'élection à partir de 217/208 ne repose donc sur aucune base solide.

Avant 217/208, les cas à étudier sont plus nombreux : au lieu d'un seul, en voici quatre, très rapprochés dans le temps puisqu'il s'agit des quatre années consécutives, 220 à 217, de la guerre des Alliés. On sait que notre information est pour ces quatre années, grâce aux livres IV et V de Polybe, meilleure que pour toute autre époque de l'histoire hellénistique. Ces deux livres partagent avec les trois pre-

1. Depuis très longtemps, on a relevé très justement dans ces parages (à propos de Pol., XXVIII, 6, 1) une lourde erreur de l'*excerptor* : cf. apparat critique de l'éd. Büttner-Wobst, t. IV, p. 216, et de Sanctis, *St. d. Rom.*, t. IV, 1, p. 399 ; Schweighäuser, t. VII, p. 621, accepte le mot Ἐλλῆσι ; il admet une omission grave de l'*excerptor*. Celui-ci est loin d'être irréprochable. Il faudrait aussi songer aux scribes : encore dans ces parages, en lisant, à propos de 5, 1, les notes de Schweighäuser, t. VII, p. 618, et Büttner-Wobst, t. IV, p. 215, on s'assurera qu'ils sont sujets à caution.

miers le privilège de nous avoir été intégralement conservés. D'autre part, comme les *Mémoires* d'Aratos prenaient fin en 220, c'est à cette date aussi que le récit de Polybe commence à devenir détaillé et précis¹. Les conditions les plus favorables sont ainsi réunies pour faciliter cette enquête.

Aucun doute n'est permis sur ce qui s'est passé en 218. Philippe V de Macédoine, arrivé à Corinthe « vers le solstice d'hiver² » 219, pendant la stratégie (219/218) d'Aratos le Jeune³, entreprend aussitôt, après s'être rallié les troupes achaiennes, une foudroyante campagne d'hiver dans le Péloponnèse⁴. La neige le retient quelques jours à Psophis⁵. Après la conquête de la Triphylie, c'est « au milieu de la mauvaise saison », donc probablement à la fin de janvier ou au début de février, qu'il revient à Mégalopolis⁶. Puis il séjourne quelque temps à Argos⁷. Enfin, il se rend à Aigion au moment où se tient dans cette ville la synodos électorale et les intrigues d'un de ses tuteurs, Apellès, poussent les Achaïens à élire Épèratos⁸. La date du vote s'aperçoit nettement : nous sommes à la fin de février, au plus tard au début de mars. C'est là que conduisent les indications chronologiques fournies antérieurement comme celles que contient la suite du récit. En effet, après l'élection, Philippe dirige une expédition contre l'Élide⁹, puis, revenu à Argos, y passe « l'hiver » (entendons évidemment : la fin de l'hiver) « avec ses amis, ayant renvoyé ses troupes en Macédoine¹⁰ ». Telle est la dernière phrase du livre IV et le livre V commence par ces mots : « L'année de magistrature d'Aratos fut achevée vers le lever des Pléiades ; car c'était ainsi que

1. Pol., IV, 2, 1.

2. *Ibid.*, 67, 7 : περὶ τροπᾶς χειμερινᾶς.

3. *Ibid.*, 37, 1 et 3.

4. *Ibid.*, 67, 5 sqq.

5. *Ibid.*, 72, 5.

6. *Ibid.*, 80, 16 : μέσου χειμῶνος. La « mauvaise saison » semble bien durer, à cette époque, pour Polybe, de l'entrée en charge du stratège aitolien à celle du stratège achaien, c'est-à-dire de la fin de septembre à la seconde quinzaine de mai (cf. *ibid.*, 37, 2 ; V, 1, 1 ; IV, 87, 13 et V, 2, 1). Au surplus, si on repousse cette approximation chronologique, la date de l'élection demeure bien établie par les faits qui la suivent.

7. Pol., IV, 82, 1. L'indication donnée par ce texte est en partie fausse, puisque Philippe a quitté ensuite Argos pour Aigion, puis pour l'Élide. Il faut cependant admettre un premier séjour de quelques semaines pour qu'Apellès (*ibid.*, 4) fasse venir les adversaires politiques d'Aratos ἐκαστους ἐκ τῶν πόλεων et prépare avec eux son intrigue.

8. *Ibid.*, 7-8.

9. *Ibid.*, 83.

10. *Ibid.*, 87, 13 : ἐπανῆλθεν εἰς Ἀργος, κἀνταῦθα τὴν παραχειμασίαν ἐποίει μετὰ τῶν φίλων, τὰς δὲ δυνάμεις ἀπέλυσεν εἰς Μακεδονίαν.

la nation achaienne comptait alors le temps. Aussi déposa-t-il ses fonctions et Èpèratos prit le pouvoir chez les Achaïens¹. » On se prépare à rouvrir les hostilités : les soldats de Philippe reviennent de Macédoine². — Tout ce récit est parfaitement cohérent. Il est formel : indiscutablement, Èpèratos est élu vers la fin de février 218 et il devient effectivement stratège « vers le lever des Pléiades », c'est-à-dire vers le 22 mai³ 218 ; il est resté près de trois mois stratège désigné⁴.

Moins net, et cependant aisément conciliable avec le précédent se présente le cas de l'année 220. — Les Aitoliens Dorimachos et Skopas ont « attendu le moment où il ne restait plus à Timoxénos [stratège en 221/220] que peu de temps à occuper sa charge et où Aratos [l'Ancien] était élu stratège par les Achaïens pour l'année suivante, mais ne devait pas encore prendre possession de sa fonction⁵ ». Ils

1. V, 1, 1-2 : Τὸ μὲν οὖν κατὰ τὴν Ἀρχαίου τοῦ νεωτέρου στατηρίαν ἔτος ἐτύγγανε διεληλυθὸς περὶ τὴν τῆς Πλειάδος ἐπιτολήν· οὕτως γὰρ ἔγχε τοὺς χρόνους τότε (τό) τῶν Ἀχαιῶν ἔθνος. Διόπερ οὗτος μὲν ἀπετίθετο τὴν ἀρχὴν, Ἐπήρατος δὲ παρελάμβανε τὴν τῶν Ἀχαιῶν ἡγεμονίαν.

2. *Ibid.*, 2, 1.

3. Ce n'est pas d'aujourd'hui (cf. Lipsius, p. 163) que l'on hésite pour assigner une date précise au « lever des Pléiades ». La plupart des historiens s'en tiennent aux très vieux calculs de Scaliger, Saumaise, Denis Petau (cf. Merleker, pp. 83-84), qui aboutissent au 11 mai. Je préfère adopter, avec Beloch, *Gr. Gesch.* 2, t. IV, 2, p. 220, l'équivalence donnée par les calculs plus récents de F. K. Ginzel, *Handbuch der math. und tech. Chronologie*, t. II (Leipzig, 1911), p. 520 (cf. aussi, p. 310, n. 2, pour l'amélioration des calculs de C. Bruhns dans A. Mommsen, *Chronologie. Untersuch. über das Kalenderwesen der Gr.* [Leipzig, 1883], pp. 25-28, qui aboutissait d'ailleurs à la fin de mai et non pas au 11 mai), d'où il ressort qu'en 220, sous le 38^e lat. Nord (qui passe à la limite méridionale de l'Achaïe proprement dite), l'étoile principale de la constellation des Pléiades, η Taureau, se levait le 22 mai au même point de l'horizon que le soleil. Mais il ne faut pas oublier que Polybe écrit « vers le lever des Pléiades » et non « au lever des Pléiades ». De toute façon, le résultat obtenu par les calculs ne peut, ainsi, être qu'approximatif.

4. Tous les critiques qui ont examiné de près la chronologie de cette campagne sont arrivés aux mêmes conclusions : cf. Beloch, *op. cit.*, p. 230, et Busolt¹³-Swoboda, p. 1565, n. 1. Niccolini, p. 74, n. 3, et p. 207, n. 1, place l'élection fin mars seulement. Il se fonde sur une interprétation de Pol., V, 1, 11, que je ne saurais accepter. Schweighäuser, t. VI, p. 142, auquel il renvoie, ne peut faire autorité ; car ce critique défend son interprétation en évaluant la durée des opérations antérieures : c'est donc s'enfermer dans un cercle vicieux que fonder ensuite cette évaluation sur cette interprétation. En réalité, les 10.000 médimnes de blé, qui sont le complément des 50 talents, ne peuvent pas être destinés à solder le passé, mais l'avenir : les 50 talents aussi, par conséquent ; il s'agit donc d'une avance pour les trois mois à venir et τὸ δὲ λοιπὸν représente ce qui dépassera ces trois mois. Il faut ainsi interpréter εἰς τὴν πρώτῃν ἀναζυγὴν comme Casaubon, *quo die primum castra Rex moveret*, et non comme Schweighäuser, *pro prima expeditione*. Dès lors, l'argumentation de Niccolini disparaît ; seule demeure possible celle qui vient d'être présentée.

5. Pol., IV, 6, 7 : παρατηρήσαντες τὸν καιρὸν, ἐν ᾧ λοιπὸς ἦν Τιμοξένῳ μὲν ὀλίγος ἔτι χρόνος τῆς ἀρχῆς, Ἀρατος δὲ καθίστατο μὲν εἰς τὸν ἐνιαυτὸν τὸν ἐπιόντα στρατηγὸς ὑπὸ τῶν Ἀχαιῶν, οὕτω δ' ἔμελλε τὴν ἀρχὴν ἔξειν.

réunissent alors des troupes au Rhion d'Aitolie, les font passer dans le Péloponnèse, traversent le territoire achaien et envahissent la Messénie¹. Une synodos achaienne se réunit « vers cette époque² ». Des ambassadeurs messéniens s'y présentent et obtiennent une promesse de secours : le stratège devra mobiliser l'armée³. Mais Timoxénos, « stratège alors en charge⁴ », circonspect et connaissant la médiocrité des soldats-citoyens achaiens, s'y refuse. Aratos, lui, bout d'impatience. Il obtient finalement que Timoxénos lui remette le sceau public cinq jours avant la date prévue⁵. — Voici donc une autre année où un délai assez important s'écoule entre l'élection et l'entrée en charge. Sans doute est-il impossible, cette fois, de l'apprécier aussi sûrement qu'en 218. Sans doute aussi apparaît-il moins grand qu'en 218 : le récit de Polybe implique normalement trois à quatre semaines au maximum entre l'élection d'Aratos et la date prévue pour son entrée en charge⁶. Toutefois, et en tout état de cause, la procédure suivie en 220 a ceci de commun avec celle qui fut suivie en 218, que plusieurs semaines y séparent l'élection et l'entrée en charge.

Mais c'est une procédure très différente qui semble avoir été appliquée en 219 et 217. — Voici, en effet, le texte relatif à 219 :

1. Pol., IV, 8-12.

2. *Ibid.*, 7, 1 : κατὰ τὸν καιρὸν τοῦτον.

3. *Ibid.*, 2-5.

4. *Ibid.*, 6 : ὁ τότε ἑθ' ὑπάρχων στρατηγός.

5. *Ibid.*, 6-10. Il a déjà été question plus haut, pp. 220-221, de ces événements du printemps 220.

6. La date prévue pour l'entrée en charge d'Aratos n'est formellement indiquée nulle part. Mais, puisque la transmission des pouvoirs se fait, comme on l'a vu et va le voir, vers le 22 mai dans toutes les années voisines, il n'y a aucune raison pour qu'elle soit différente en 220. — Entre le rassemblement des Aitoliens au Rhion d'Aitolie et la prise du sceau public par Aratos, les faits racontés par Polybe viennent d'être exactement résumés. Apprécier leur durée à trois ou quatre semaines au maximum peut apparaître hardi. Mais il faut remarquer que les chefs aitoliens ont « attendu » (6, 7), c'est-à-dire perdu du temps, avant d'entreprendre l'expédition. Celle-ci ne commence donc pas tout à fait au moment où elle aurait pu commencer, soit au début de la belle saison et par exemple à la fin de mars. Ainsi, le point de départ du récit de Polybe doit avoisiner le 20 avril : l'affirmation n'est pas sûre, elle est néanmoins très probable. — Reste à montrer que l'élection d'Aratos n'est pas de beaucoup antérieure à cette date. Il suffit pour cela de lire la phrase : « ayant attendu le moment où... Aratos était élu (καθίστατο) stratège... », mais ne devait pas encore prendre possession de sa fonction » (l'acception de καθίσταται ne peut pas être douteuse ici). Ainsi, l'élection peut être placée, sans hardiesse excessive, aux environs du 15 avril. — Niccolini, p. 207, n. 1, parle déjà d'avril, sans toutefois indiquer son raisonnement. Aucun autre critique ne se hasarde à préciser ; on devine aisément la raison de cette prudence : c'est que personne n'ose affirmer l'existence d'un délai aussi long qu'en 218, alors que, comme on le verra *infra*, pp. 255 sq., chacun veut attribuer à l'assemblée électorale une date fixe.

« Il se produisit à ce moment que la stratégie d'Aratos [l'Ancien, stratège pour 220/219] prit fin et que son fils Aratos, ayant été élu par les Achaïens, occupa la stratégie. Chez les Aitoliens, Skopas était stratège ; son année de charge était alors précisément à moitié écoulée ; car les Aitoliens tenaient leur assemblée électorale aussitôt après l'équinoxe d'automne et les Achaïens, alors, vers le lever des Pléiades. Déjà, la belle saison commençant et Aratos le Jeune ayant pris ses fonctions de stratège¹, etc. . . » Ces phrases se passent de commentaire : il est indiscutable que Polybe y présente l'élection et l'entrée en charge du stratège achaien comme deux opérations que la rapidité de leur succession l'autorise à confondre et les place l'une et l'autre « vers le lever des Pléiades », c'est-à-dire vers le 22 mai². — Il en est exactement de même pour l'année 217, au sujet de laquelle Polybe s'exprime ainsi : « L'époque légale étant arrivée, Épératos [stratège en 218/217] déposa le pouvoir et les Achaïens, au début de la belle saison, κατέστησαν stratège Aratos l'Ancien³. » Quel est le sens exact du mot κατέστησαν ? Peut-être serait-il loisible d'hésiter⁴ si le contexte ne l'éclaircissait pas. D'une part, puisque

1. Pol., IV, 37, 1-2 : Ἀράτω μὲν οὖν συνέβαινε κατὰ τὸν καιρὸν τοῦτον ἡδὴ λήγειν τὴν ἀρχὴν, Ἀρατὸν δὲ τὸν υἱὸν αὐτοῦ καθεσταμένον ὑπὸ τῶν Ἀχαιῶν παραλαμβάνειν τὴν στατηρίαν. Αἰτωλῶν δ' ἐστρατηγέει Σκόπας· ὁ δὲ χρόνος αὐτῷ τῆς ἀρχῆς μάλιστα τότε πῶς διήρχετο· τὰς γὰρ ἀρχαιρέσιās Αἰτωλοὶ μὲν ἵπποιον μετὰ τὴν ἐθνοποιορηνὴν ἰσημερίαν εὐθέως, Ἀχαιοὶ δὲ τότε περὶ τὴν τῆς Πλειάδος ἐπιτολὴν. Ἦδη δὲ τῆς θερείας ἐνισταμένης, καὶ μετεληφτός Ἀράτου τοῦ νεωτέρου τὴν στρατηρίαν...

2. Il faut s'entendre : je ne pense pas que, de ce texte, il ressorte que l'élection et l'entrée en charge aient eu lieu le même jour, comme c'était l'usage chez les Aitoliens (cf. Pol., II, 3, 1), ou plutôt je ne pense pas que cela en ressorte nécessairement ; un intervalle de huit à quinze jours me paraîtrait aisément conciliable avec ces phrases de Polybe. — Hermann⁶-Swoboda ne replace pas dans l'ensemble du texte le membre de phrase où il est question de l'élection, lorsqu'il écrit : *Polybius sagt IV, 37, 2, dass die Archairesien zu dem erwähnten Zeitpunkt stattfanden ; im Widerspruch dazu aber V, 1, 1, dass der Amtsantritt mit demselben zusammenfiel*. La vérifiable contradiction porte, on le voit, sur autre chose. La même erreur, atténuée il est vrai, est commise par Busolt³-Swoboda, p. 1565, n. 1 (*dagegen*). Je l'ai moi-même formellement commise, *REA*, 1928, t. XXX, p. 2, n. 1.

3. Pol., V, 30, 7 : τῶν χρόνιων ἡδὴ καθιζόντων, Ἐπέρματος μὲν ἀπετίθετο τὴν ἀρχὴν, οἱ δ' Ἀχαιοὶ τῆς θερείας ἐναρχομένης στρατηγὸν αὐτῶν Ἀρατὸν κατέστησαν τὸν πρεσβύτερον.

4. Très souvent, καθιστάται désigne sans ambiguïté l'élection seule : ainsi, IV, 6, 7 ; 37, 1 ; 84, 1 ; X, 4, 6 ; etc. . . Mais on doit aussi le prendre parfois dans une acception plus large : I, 16, 1 ; 17, 6 ; 20, 4 ; etc. . . où il faut entendre, comme dans ce passage, à la fois l'élection et l'entrée en charge. Niccolini, p. 207, n. 1, et Busolt³-Swoboda, p. 1565, n. 1, pensent que le mot signifie seulement « élire ». Il semble qu'Unger, en affirmant *die Doppelsinnigkeit* du mot, p. 136, n. 1, soit plus près de la vérité. Toutefois, on ne trouvera certainement pas un seul texte où ce verbe désigne seulement l'entrée en charge, distincte de l'élection. Et c'est bien cette acception seule qui supprimerait dans ce passage toute contradiction avec les passages relatifs aux années 220 et 218.

Polybe n'a pas relaté précédemment l'élection d'Aratos et puisqu'il fait intervenir « les Achaïens », qui élisent, mais ne jouent aucun rôle au moment précis de la transmission des pouvoirs ; d'autre part, puisqu'il commence sa phrase en mentionnant la sortie de charge d'Épératos et puisque la stratégie n'a pu demeurer vacante ni trois mois, ni trois semaines, ni trois jours, il est évident que *καθιστάναι* désigne ici tous les actes indispensables pour qu'un nouveau titulaire occupe cette magistrature, c'est-à-dire à la fois l'élection et l'entrée en charge. Dès lors, et à en croire ce texte, les deux opérations ont été, dans le temps, très rapprochées l'une de l'autre ¹.

Telles sont les données de Polybe pour les quatre années de la guerre des Alliés, de 220 à 217. On voit bien qu'elles imposent de placer à cette époque l'entrée en charge vers le 22 mai, date qui, lorsqu'elle n'est pas formellement indiquée, se retrouve aisément sous une formule comme « au début de la belle saison » ². Mais on voit aussi leur désaccord : en 220 et 218, l'élection précède largement l'entrée en charge ; en 219 et 217, l'élection et l'entrée en charge sont contemporaines ou à peu près. La contradiction est flagrante.

On la résout généralement en accusant Polybe d'avoir, en 219 et 217, *mit seiner gewöhnlichen Flüchtigkeit* ³, confondu les deux actes, logiquement mais aussi chronologiquement distincts, qui aboutissent à un seul et même résultat : l'arrivée au pouvoir d'un nouveau stratège. On retient donc seulement les indications relatives aux années 220 et 218. C'est faire un choix arbitraire, que rien ne justifie. Assurément, l'hypothèse d'une erreur matérielle ou d'une expression trop condensée, inexacte par souci de brièveté, ne peut soulever aucune objection de principe. Pour supérieur qu'il soit à tant d'autres historiens antiques, Polybe n'est ni infaillible ni irréprochable. Toutefois, l'accusation ne doit être portée qu'avec prudence et l'équité exige que, avant de le condamner, l'impossibilité d'une interprétation qui l'innocente ait été établie avec toute la rigueur désirable. Aussi bien, on s'est empressé de lui accorder le bénéfice des circonstances atténuantes : tant il est vrai qu'il inspire aux plus sceptiques un minimum de respect... Sa confusion, a-t-on dit, provient de ce que, à l'époque

1. Cf. *supra*, début de la n. 2, p. 254.

2. Pol. V, 30, 7 : pour 217 (cf. 91, 1). Pour 220 (IV, 6, 7 sqq.), cf. plus haut, p. 253, n. 6.

3. L'expression est de Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, p. 230. Busolt-Swoboda, p. 1565, n. 1, emploie aussi le mot *flüchtig*. Unger, p. 136, n. 1, parle d'une *Unge-nauigkeit (welche auch anderwärts sich nachweisen lässt)*.

où il a vu fonctionner, parfois à son profit¹, les institutions achaïennes, au II^e siècle, l'élection et l'entrée en charge se succèdent immédiatement, au lieu d'être séparées par un long intervalle comme au III^e siècle². Mais cette excuse ne peut pas être admise. Elle implique, d'une part, que les Achaïens observaient sur ce point, au II^e siècle, une procédure dont il vient d'être démontré que rien ne l'atteste. Elle fait, d'autre part, bon marché de la netteté parfaite avec laquelle Polybe s'exprime pour l'année 219 : c'est, en ce passage, un souci de précision chronologique qui l'anime seul ; aussi son dessein même le contraint-il à n'employer que des expressions impeccables. Si donc il y a erreur, elle est lourde et grossière ; son origine demeure mystérieuse et sa répétition symétrique, à deux ans de distance, la rend absolument impardonnable³.

Si erreur il y a... Mais y a-t-il erreur ? C'est une question qu'on oublie généralement de se poser et qu'il est cependant impossible de résoudre implicitement par l'affirmative. Les moyens ne manquent pas, en effet, d'interpréter ces divers textes de telle façon qu'entre eux toute contradiction disparaisse.

L'un de ces moyens est suggéré par ce qui se passe en 220. Cette année-là, Aratos est déjà stratège désigné lorsque, peu de temps avant la sortie de charge de son prédécesseur, une synodos se réunit⁴. A

1. Il a certainement été hipparque en 170/169, bien que nous sachions seulement, par XXVIII, 6, 9, qu'il a été choisi par un groupe politique comme candidat à l'hipparchie. Son « colistier » Archon a, en effet, été élu stratège (*ibid.*, 7, 6 sq.) ; de plus, la façon dont Polybe prend la parole dans une synodos et la faveur que rencontrent ses suggestions auprès des assistants montrent que sa candidature n'a pas échoué.

2. Ainsi, Beloch, *op. cit.*, p. 230, et Busolt-Swoboda, p. 1565, n. 1.

3. Unger, p. 136, n. 1, croit aussi à une confusion de Polybe, mais il en apporte une explication différente de celle de Beloch. Au sujet de IV, 37, 2, il fait remarquer que Polybe emploie le mot *archairésiai*, c'est-à-dire le mot décisif, celui sur lequel porterait l'erreur, en songeant au stratège aitolien qui, lui, entre en charge dès qu'il est élu (cf. II, 3, 1) ; la mention relative au stratège achaïen n'est qu'une incidente surajoutée, où le mot *archairésiai* est seulement sous-entendu. Incontestablement, l'hypothèse d'une erreur devient, ainsi, moins malaisément admissible. La faute de Polybe demeure cependant grave, car la phrase précédente, IV, 37, 1, distinguait nettement l'élection et l'entrée en charge. Mais, surtout, Unger doit expliquer autrement la confusion commise en V, 30, 7 (texte relatif à 217) ; il invoque alors la *Doppelsinnigkeit* de *κατέστησαν*. Elle est indubitable ; encore faudrait-il, pour qu'elle eût pu induire Polybe en erreur, que le mot désignât toujours l'entrée en charge, soit isolée et opposée à l'élection, soit confondue avec elle ; or, ce qu'il désigne toujours, c'est l'élection. Les observations d'Unger ne pourront donc être acceptées, comme celle de Beloch, que le jour où des documents nouveaux viendront prouver qu'un long délai séparait régulièrement, nécessairement, l'élection et l'entrée en fonctions.

4. Pol., IV, 6, 7 ; 7, 1 ; 10.

première vue, le fait est insolite : il pourrait même conduire à nier que l'assemblée électorale fût une synodos¹. Mais on remarquera, d'une part, que l'année officielle achaïenne coïncide alors au moins approximativement avec l'année de charge du stratège² : or, c'est assurément dans le cadre de l'année officielle que la loi achaïenne fixe le nombre des synodoi à réunir ; de plus, à cause du rôle important joué par le stratège dans une synodos³, chaque stratège doit probablement voir se tenir au cours de sa stratégie le même nombre de synodoi⁴. Si donc une synodos se réunit encore, en 220, après la synodos électorale et avant la fin de la stratégie de Timoxénos, c'est sans doute que sa réunion est nécessaire pendant l'année de charge de celui-ci. On remarquera, d'autre part, que la synodos électorale se distingue seulement des autres synodoi parce qu'elle procède aux élections ; si donc, pour une raison ou pour une autre, elle ne peut y procéder, elle devient ou redevient une synodos sans attribution particulière⁵ ; logiquement, rien ne s'oppose et tout conduit, au contraire, à cette conception. Il semble dès lors possible qu'en 220 et 218 ce soit l'avant-dernière synodos, mais en 219 et 217 la dernière synodos de l'année de charge du stratège sortant qui désigne le successeur de celui-ci. Peu importe que le motif de ces variations alternées ne puisse pas être découvert : l'essentiel est que leur possibilité ne se heurte à aucune objection de principe⁶. Car, dans cette hypothèse, Polybe n'a plus commis aucune erreur.

1. Il semble surtout prouver que la date de l'assemblée électorale n'est pas « vague », mais précède nécessairement de plusieurs semaines celle de l'entrée en fonctions. Mais à quoi servirait cet intervalle obligatoire entre l'assemblée électorale et cette synodos ? Ne serait-ce pas, risquera-t-on de conclure, que l'assemblée électorale n'est pas une synodos ? Et penser de la sorte équivaudrait à peu près — il serait vain de le dissimuler — à croire que la synodos n'est pas une assemblée primaire. Je doute, cependant, qu'un raisonnement aussi fragile puisse prévaloir contre les démonstrations antérieures.

2. Pol., V, 1, 1 : ἤγε τοὺς χρόνους τότε... Il faut, toutefois, se contenter d'une coïncidence approximative : l'expression n'implique nullement qu'elle soit absolue et il semble que ces mots conviendraient encore, par exemple pour Rome où, à cette époque, les consuls entraient en fonctions le 15 mars alors que l'année commençait le 1^{er} mars. Cette coïncidence assez large suffit pour le raisonnement.

3. Comme d'ailleurs dans les synklêtoi, mais celles-ci ne se réunissent qu'en cas de besoin.

4. Ces observations n'ont absolument rien de décisif. Si le moindre fait pouvait leur être objecté, je me hâterais de les abandonner (cf. *infra*, p. 259, n. 2). Mais, en l'absence de tout autre indice, il faut bien chercher ce qui est possible à défaut de ce qui est certain.

5. Cf. *supra*, p. 210, n. 4, et *infra*, p. 270, n. 2.

6. Il est impossible de ne pas rappeler ici la règle en vigueur à Athènes pour le choix de la date des achairésiai : elles se tenaient au cours de la première prytanie, postérieure à la sixième, pour laquelle les devins déclaraient les présages favorables ; ordi-

Une autre interprétation aboutit au même résultat. Assurément, la transmission du sceau public par l'ancien stratège à son successeur devait s'opérer, sinon à jour fixe, du moins « vers le lever des Pléiades », c'est-à-dire autour d'une date donnée dont on ne pouvait trop s'éloigner. La loi précisait donc ce point¹. Mais où voit-on qu'elle eût fixé de la même manière la date d'élection ? Et y a-t-il rien d'impossible, théoriquement ou pratiquement, à ce qu'elle eût négligé de le faire ? Ordonner que le stratège fût élu par les citoyens et qu'il entrât en charge vers une certaine date eût été suffisant, car cette double prescription entraînait la réunion obligatoire avant cette date de l'assemblée électorale. Si même la loi parlait explicitement de celle-ci, il se peut qu'elle en eût défini l'époque de façon vague, et par exemple par les seuls mots « la fin de la mauvaise saison » : dès lors, cette assemblée pouvait se réunir soit à la fin de février (comme en 218²), soit en avril (comme en 220³), soit en mai⁴ (comme en 219

nairement, donc, pendant la septième prytanie, c'est-à-dire en mars ; mais on connaît (IG², t. II, n° 892) un cas où elles furent reculées à la fin de la dixième prytanie, c'est-à-dire au début de mai (cf. Busolt-Swoboda, p. 990 et n. 2 ; Glotz, *La cité gr.*, pp. 251 sq.). Le rapprochement n'est fait que pour montrer la possibilité théorique et pratique de différences aussi considérables : je ne songe pas à prétendre que des devins (dont aucune source ne parle pour la Confédération achaienne) eussent également leur mot à dire, en l'espèce, chez les Achaiens. — Sans s'y arrêter longuement, il faut cependant signaler une hypothèse possible : cette alternance (220-218 et 219-217), qui se révèle dans Polybe, n'était-elle pas voulue par la loi ? — Mais on songera surtout au hasard ou à des raisons d'opportunité.

1. Je ne puis croire à un jour fixe, désigné une fois pour toutes par la loi. On remarquera en effet que Polybe, en IV, 37, 2, et V, 1, 1, c'est-à-dire chaque fois qu'il veut apporter une précision chronologique, emploie une formule vague, « vers le lever des Pléiades » : pourquoi l'aurait-il préférée à la date exacte que le texte de la loi lui aurait fournie, si elle l'avait expressément définie ? Des nuances sont également significatives. C'est ainsi qu'en IV, 7, 10, le mot αὐτῶν donne l'impression que le jour d'entrée en charge est fixé chaque année pour chaque nouveau stratège, selon une procédure que nous ignorons (accord direct des intéressés, décision des ἄρχοντες, etc.), puis porté à la connaissance de tous. C'est ainsi encore qu'en IV, 14, 3 sqq. (reproches adressés à Aratos par ses adversaires après la défaite de Kaphyai), Polybe : 1° parle uniquement, pour signaler qu'on fait grief au stratège d'avoir pris le pouvoir trop tôt, d'ἄμαρτυρία προφανές, et non d'illégalité ; — 2° montre que ce reproche n'a été présenté qu'accessoirement, le principal chef d'accusation étant le mauvais usage qu'Aratos a fait de ce pouvoir : or, il eût été, en l'espèce, beaucoup plus aisé de soutenir une accusation d'illégalité, qui eût invoqué un fait indiscutable et objectif, qu'une accusation d'impéritie, notion essentiellement subjective ; — 3° ne signale pas qu'on ait aussi accusé Timoxénos : or, si une illégalité avait été commise, celui-ci s'en fût, par son abandon, rendu complice et sa culpabilité devait être retenue. Il apparaît ainsi probable qu'Aratos n'a transgressé aucune loi et qu'il s'est borné à modifier, d'accord avec son prédécesseur, une date *convenue* auparavant : simple peccadille, bonne à relever ironiquement en montrant à quoi avait abouti cette hâte, mais sur laquelle personne ne pouvait sérieusement s'appesantir. — Mais, à défaut de *jour* expressément désigné, la loi fixe assurément une *époque*.

2. Cf. *supra*, pp. 251 sq.

3. Cf. *supra*, p. 253, n. 6.

4. Cf. *supra*, pp. 253 sqq., et début de la n. 2, p. 254.

et 217). Désordre, dira-t-on ? Peut-être, mais sans inconvénient majeur ni même minime. Et, bien plutôt, liberté laissée à l'organe constitutionnel qui choisit la date de convocation en s'inspirant des circonstances. Cette hypothèse, comme la précédente, permet de conserver toutes les données de Polybe.

Il est enfin possible, en combinant ces deux interprétations, d'en imaginer une troisième. En effet, l'opposition qui existe entre les deux groupes d'années, 220 et 218 d'une part, 219 et 217 d'autre part, ne doit pas faire négliger celle qui existe entre les deux années qui constituent le premier groupe. En 220, l'élection se place vers le milieu d'avril ; en 218, à la fin de février ; la différence est donc au moins aussi grande qu'entre 220 et 219 et la date de l'avant-dernière synodos a certainement varié¹. Ainsi, en invoquant à la fois le report des élections d'une synodos à une autre et le déplacement de la date d'une même synodos, il est aisé de supprimer les contradictions apparentes entre ces divers textes.

De ces trois interprétations, laquelle choisir ? Isolée, la première est certainement insuffisante et, d'un point de vue logique, la troisième apparaît préférable, car elle atténue ce que chacune des deux autres peut présenter d'excessif. On s'y ralliera donc, beaucoup plus, d'ailleurs, par convention et pour faciliter les discussions ultérieures que par conviction réelle². Quoi qu'il en soit, rien ne s'oppose à de semblables hypo-

1. Il est impossible, comme on le verra *infra*, p. 271 et n. 5, d'imaginer une synodos en février, une autre en avril, une troisième (la dernière) en mai. Pol., XXIII, 16, 12 (sinon XXVIII, 7, 3) et XXXVIII, 11, 5, interdisent cette hypothèse.

2. Il ne faut, semble-t-il, hésiter qu'entre la deuxième et la troisième interprétation. La deuxième l'emporterait à coup sûr s'il était possible de voir une synodos dans l'assemblée mentionnée en Pol., V, 1, 6 sqq. Mais il y a les mots Φίλιππος... συνήγε τοὺς Ἀχαιοὺς διὰ τῶν ἀρχόντων εἰς ἐκκλησίαν : même si on estime (cf. *infra*, pp. 418 sqq.) que la synklêtos n'était pas encore organisée à cette date, on ne saurait, à cause d'eux, songer à une synodos du type normal. S'ils n'existaient pas, on aurait une synodos en 218 fort peu de temps après l'entrée en charge du stratège et cela entraînerait à considérer aussi comme une synodos une assemblée de nature incertaine qui se tient en 217 exactement à la même époque (V, 91, 5 ; cf. *infra*, p. 266, n. 2). Dès lors, il serait impossible de ne pas confondre ces deux synodoi de 218 et 217 avec celle qui, en 220 (IV, 7, 1), se tient fort peu de temps avant l'entrée en charge : deux et même trois semaines d'intervalle ne suffisent pas pour distinguer deux synodoi dans le calendrier annuel de ces assemblées. Ce serait la preuve que la date d'une même synodos peut « flotter » de part et d'autre d'une articulation chronologique même aussi importante que la date d'entrée en charge du stratège (on ne négligera pas, pour se l'expliquer, les réserves présentées ci-dessus p. 257, n. 2, et p. 258, n. 1). De même, on verra *infra*, p. 266, n. 2, que, si l'assemblée incertaine de 217 est une synodos, il faut, pour conserver le tableau des synodoi qui sera dressé à la fin de ce chapitre, admettre qu'en 220 et 217 (par conséquent aussi en 219 et 218) c'est la même synodos qui procède aux élections. Ainsi, la première et la troisième interprétations devraient disparaître : seule, resterait la deuxième. Mais, puisqu'il est

thèses. On ne doit donc pas hésiter à proclamer l'innocence de Polybe. Puisqu'il est impossible de démontrer qu'il s'est trompé et puisqu'un tel luxe de moyens s'offre pour expliquer que les choses ont pu se passer ainsi qu'il le raconte, il faut croire qu'il a dit vrai, aussi bien en 220 et 218 qu'en 219 et 217.

Cette conclusion entraîne — malheureusement, car c'est un repère chronologique qui disparaît, — une conséquence grave : l'impossibilité d'assigner une date précise et régulière à l'assemblée électorale. Si, en effet, il s'agissait de quatre années séparées par de longs intervalles, on pourrait croire à des déplacements légaux de la date des élections et distinguer des périodes au cours desquelles cette date serait demeurée stable. Mais il s'agit de quatre années consécutives et, bien plus, où les cas similaires sont symétriquement alternés : le critère se révèle ainsi décisif. Sans doute est-il théoriquement légitime d'en restreindre la valeur à l'époque de la guerre des Alliés ; cependant, puisque tout renseignement manque pour les époques antérieure et postérieure, le résultat pratique de cette réserve serait nul. Il paraît, en réalité, probable que les Achaïens n'ont jamais voulu rendre plus stricte une loi aussi souple ¹. Aussi est-ce en vain qu'on se bercerait de l'espoir de découvrir une règle quelconque. N'accusons ni notre ignorance ni l'insuffisance des sources. Cette règle n'a pas existé : les archairésiai pouvaient être réunies au moins trois mois avant la date où il était indispensable que l'élection fût acquise. Ainsi, chaque assemblée électorale constitue un cas individuel qu'il faut tenter de résoudre avec les seules données chronologiques qui lui sont propres et qui ne peut être enfermé, en vertu de la conception achaienne, que dans de larges limites ².

Ces limites peuvent être tant bien que mal précisées pour l'époque où l'entrée en charge du nouveau stratège se produit « vers le lever des

impossible, en face de V, 1, 6, d'établir cette démonstration, les arguments exposés *supra*, pp. 256 sq., en faveur de la première hypothèse subsistent et, puisqu'elle ne parvient pas, seule, à rendre compte de la différence (février-avril) qui existe entre 220 et 218, on aboutit à la troisième. — On voit combien est faible la préférence que je lui marque et je ne manquerai jamais dans la suite de cet exposé d'indiquer dans les notes les rectifications qu'entraînerait l'adoption de la deuxième hypothèse : aucune n'est *a priori* inadmissible.

1. Cette souplesse n'était, en effet, gênante pour personne et elle devait être précieuse pour ceux qui convoquaient l'assemblée. Il semble donc qu'il n'y ait eu aucune raison de rendre la loi plus explicite sur ce point par la suite.

2. Le seul critique, à ma connaissance, dont la conclusion soit assez proche de la mienne, est Niccolini, p. 207 et n. 1. La comparaison des deux textes montrera assez en quoi je me sépare de lui. Je signale cependant que je ne puis accepter l'argument qu'il tire de l'élection avant l'automne de Lykortas en 182 et de Diaios en 146 ; il s'agit seulement en effet, dans chacun de ces deux cas (cf. *REA*, 1928, t. XXX,

Pléiades ». Ce phénomène céleste fournit un *terminus ante quem*, que l'expression un peu floue — et, à coup sûr, volontairement ¹ — de Polybe ne permet pas de traduire autrement que : la fin de mai. Quant au *terminus post quem*, on admettra seulement comme certain, en invoquant l'exemple de l'année 220, qu'il est antérieur au début de mars. Pour l'époque où l'entrée en fonctions se fait à l'automne, la tâche est moins aisée. En rapprochant une inscription de Delphes du passage où Polybe relate l'entrée en charge d'Épèratos en mai 218, il semble sûr que le stratège revêtait ses fonctions au II^e siècle pendant le premier mois du calendrier achaien ². Mais, si ce mois correspondait en général à notre octobre, l'introduction ³ du treizième mois intercalaire pouvait certainement détruire parfois cette coïncidence. Aussi fera-t-on bien, pour se garantir contre une surprise désagréable, de ne pas placer avant la fin de novembre le *terminus ante quem* ⁴. Pour le *terminus post quem*, il ne semble pas qu'il ait pu être, en 170, de beaucoup antérieur à l'équinoxe ⁵. Étendre aux années voisines la portée de ce renseignement est peut-être permis, mais en réservant formellement la possibilité de cas exceptionnels ⁶. On se bornera donc à conclure, non sans hésitation d'ailleurs, que la synodos électorale se réunissait *normale-*

pp. 45 sqq., et *supra*, pp. 211 sqq.), de l'élection d'un stratège suppléant, intérimaire, qui demeurera au pouvoir jusqu'à l'automne suivant, date normale de la sortie de charge du stratège mort, au remplacement duquel il est ainsi pourvu.

1. Cf. ci-dessus, p. 258 et n. 1.

2. Cf. plus haut, p. 239, n. 4. Je ne puis me résoudre à préciser que l'entrée en charge se produisait le premier jour du premier mois achaien ; cf. *supra*, p. 257, n. 2.

3. Qu'elle fût faite au hasard ou selon un rythme régulier, peu importe pour nous, puisqu'en tout état de cause nous en ignorerions le rythme. — Aucun texte ne nous parle du treizième mois ; il faut bien cependant en supposer l'existence, puisque le calendrier achaien, comme tous les calendriers grecs, ne peut être qu'un calendrier lunaire.

4. Rien n'autorise à placer à une nouvelle lune l'entrée en charge du stratège, comme le font Unger, p. 134 ; Busolt, p. 354 ; Cavaignac, *Mél. Paul Thomas* (1930), p. 131. Tout aussi hypothétique est la recherche d'une nouvelle coïncidence, cette fois en automne, des Pléiades avec le soleil, pour le lever ou le coucher (lever « acronyque » pour cette époque et cette latitude : 28 septembre ; coucher « cosmique » : 6 novembre ; cf. Ginzel, *Handbuch d. Chron.*, t. II, p. 520) : c'est une idée de A. Mommsen, *Philologus* (1866), p. 18, n. 40, qu'aucun indice quel qu'il soit ne vient jamais étayer.

5. Cf. *supra*, p. 248 et n. 2.

6. Le cas exceptionnel dont les conséquences seraient le plus graves et qui viendrait bouleverser toutes les approximations, serait celui du transfert des attributions électorales à une synodos autre que celle qui se tient à l'automne. Nous n'en avons actuellement aucune trace. Y a-t-il eu régularisation des habitudes achaiennes ? Ou faut-il invoquer l'insuffisance de nos sources ? Puisque le nouveau stratège entre en charge à l'automne, la seule synodos à laquelle il soit permis de songer en dehors de celle de l'automne est celle de juillet (cf. le tableau des synodos, *infra*, pp. 275 sq). Il ne me semble pas que la loi ait pu lui conférer le droit de procéder normalement aux élections, car elle se place à une saison où les opérations militaires durent encore et,

ment, à la fin du III^e et au II^e siècle, entre le milieu de septembre et le début de novembre ¹.

IV

Ce premier contact avec le problème chronologique des synodoi enseigne, assurément, le scepticisme. Quand l'époque de la synodos électoral, qui est celle sur laquelle les sources ont chance d'apporter les renseignements les plus nombreux ², ne peut pas être fixée avec plus de précision, à quelles difficultés ne faut-il pas s'attendre à propos des autres synodoi ? Mais, si les recherches à poursuivre apparaissent ainsi plus délicates, l'expérience acquise dicte la méthode qui pourra permettre d'aboutir aux résultats les moins incertains. La méfiance doit être, évidemment, la règle en présence de synodoi isolées, mentionnées par de simples fragments : il est interdit, en effet, de généraliser les précisions obtenues grâce à elles, puisque la date d'une synodos peut « flotter » entre des limites éloignées ³. Infiniment précieuses, au contraire, sont les séries de synodoi reconnues pour une même année, au cours d'un récit continu : elles fournissent un nombre minimum de synodoi annuelles et des dates approximatives qui permettent au moins de compartimenter l'année. Cette méthode n'est pas originale : elle a été préconisée par J. Lipsius dès 1898 ⁴ et les conclusions auxquelles il est parvenu ⁵ ont depuis lors ⁶ été acceptées par la presque

quand l'entrée en charge a été fixée à l'automne, cette considération a dû jouer un rôle. Mais ce n'est là qu'une impression qui ne peut être appuyée sur aucun fait positif.

1. Telle est bien l'opinion de la très grande majorité des modernes, dans la mesure où ils se hasardent à préciser la notion d'automne et où ils distinguent l'élection de l'entrée en charge ; on trouvera *supra*, p. 239, n. 4, toutes les références utiles.

2. Cf. plus haut, p. 239.

3. La synodos électoral s'est tenue au milieu d'avril 220 et à la fin de février 218 ; cet intervalle augmente encore (mai 219 et 217) si on pense que les élections sont toujours faites par la même synodos.

4. Lipsius, p. 162.

5. *Ibid.*, pp. 162-166. Il y a, selon lui, à l'époque de la guerre des Alliés, cinq synodoi annuelles : 1^o celle qui élit les magistrats ; mais, bien qu'il ne fasse nulle part allusion à des variations possibles, il n'en précise pas l'époque autrement que par des expressions com ne *mehrere Wochen* avant celle de mai (pp. 163 et 164), *das Ende des Winters* (p. 165) ; — 2^o au début de mai ; — 3^o juin ; — 4^o juillet ; — 5^o octobre. Lorsque l'entrée en charge du stratège fut reportée à l'automne, on en aurait créé une sixième (car celle de la fin de l'hiver subsista) pour les élections, *für den Spätsommer* (p. 166).

6. Avant Lipsius, on n'admettait en général que deux synodoi, l'une au printemps ou plus exactement au début de mai, l'autre à l'automne, avec des arguments parfois bien étranges, comme par exemple (Wahner, p. 26, n. 16) la similitude avec l'amphictyonie delphique : cf. Merleker, pp. 79-85 ; Wahner, p. 26 ; Hermanns, p. 748 et p. 750, n. 5 (une bonne partie de la n. vient de Stark) ; Holm, *Bursian's Jahreshb.*, 1880, t. VIII, pp. 370 sqq. ; Weinert, p. 16 ; Klatt, pp. 26 sqq. ; Dubois,

unanimité des critiques¹. Il est cependant indispensable de reprendre l'enquête, car ces conclusions doivent être amendées².

On sait déjà qu'un récit continu et détaillé n'existe chez Polybe que pour l'époque de la guerre des Alliés³. Encore, même à cette époque, ne possédons-nous de renseignements assez nombreux que pour les années 220 et 217.

En 220 se sont tenues quatre synodoi qui se répartissent aisément au cours de l'année. La première est la synodos électorale qui désigne Aratos comme successeur de Timoxénos : elle se place, on l'a vu, probablement vers le milieu d'avril⁴. La deuxième, on l'a vu aussi, se réunit peu avant la date normale de l'entrée en charge du stratège pour 220/219⁵ ; on dira, par approximation, vers le milieu de mai. La troisième se tient à la fin de l'année olympique⁶ ; traduisons, par

p. 115 ; Freeman², p. 214 (cf. p. 648, l'opinion identique de Bury). Les rares divergences provenaient d'Unger, pour qui, pp. 134 sqq., se réunissaient quatre synodoi (non compris l'assemblée électorale) ; Baier, pp. 25 sqq., acceptait cette opinion ; Gilbert, p. 116 et n. 3, et Busolt², p. 358 et n. 2, avouaient leur incertitude. Niese, dont le t. II date de 1899, n'avait pas connu le mémoire de Lipsius : p. 291, il admet une réunion de la synodos *mehrmals im Jahre, etwa alle Monate* ; p. 292 et n. 4, il est prêt à accepter une assemblée générale deux fois par an.

1. Si l'on met à part l'assemblée électorale qui, pour ces critiques, n'est pas une synodos (mais, sauf pour Beloch dont, il est vrai, le dessein n'est pas de prolonger son étude après la guerre des Alliés, l'assemblée électorale de la fin de l'hiver se transforme pour eux, après 217/208, en synodos [cf. *supra*, p. 212, n. 2, *in fine*]), c'est l'opinion de Lipsius qu'adoptent, sans reprendre son raisonnement, Beloch, t. IV, 2, p. 231, Hermann⁶-Swoboda, p. 392, Busolt³-Swoboda, p. 1557, Schwahn, col. 1255. Kahrstedt, col. 1420, s'en éloigne, mais faiblement. Les seules conceptions vraiment divergentes sont celles de Caspari, p. 217, Tarn, *CAH*, t. VII, p. 737 et Porter, pp. cii-ciii, qui font revivre (avec de prudentes réserves) l'ancienne (cf. la note précédente) hypothèse des deux synodoi, et celle de Niccolini, pp. 225 sqq., pour qui il y a cinq synodoi : en octobre, novembre, mai, juin et juillet.

2. Je crois indispensable d'avertir que tout ce qui va suivre s'appuie, bien plus encore que tout ce qui précède, sur le double principe que je crois avoir avoir suffisamment établi : toute assemblée appelée *synodos* par Polybe était bien, officiellement, une synodos (cf. *supra*, pp. 35 sq.), c'est-à-dire une assemblée régulière (cf. plus haut, pp. 145 sq.). Les grosses divergences entre érudits que signalent les notes précédentes s'expliquent seulement parce que certains ont considéré plusieurs des synodoi dont la date peut être précisée assez sûrement comme des assemblées extraordinaires : cf. surtout Klatt, pp. 26 sqq., et Niccolini, pp. 227-229.

3. Cf. *supra*, pp. 250 sq.

4. Cf. ci-dessus, p. 253 et n. 6.

5. Pol., IV, 7, 1 ; cf. 6, 7 et 7, 5 sqq.

6. Pol., IV, 14, 1 et 9. On a beaucoup discuté sur 14, 9 : cf., déjà, Schweighäuser, t. VI, pp. 20 sqq., et encore Klatt, p. 30, n. 2. Mais on n'a pas encore, me semble-t-il, trouvé bizarre la place qu'occupe 14, 9, dans le développement : Polybe vient de raconter comment, à la synodos, Aratos s'est justifié et a reconquis les faveurs de la majorité (14, 1-8) ; il signale alors : « ces choses se produisirent pendant l'olympiade précédente, ce qui suit au cours de la 140^e » (14, 9) ; et il poursuit (15, 1 sqq.) en exposant (non pas en rapportant leur réalisation) les décisions prises par la synodos ! Il n'y a qu'une façon de comprendre : c'est que la 140^e olympiade a commencé pendant que la synodos était rassemblée (sa session a pu durer plusieurs jours). Mais

approximation encore, vers le milieu de juillet¹. La quatrième, enfin, siège à Aigion vers l'équinoxe d'automne². Tout cela est aussi net qu'il est possible de le souhaiter et il n'est plus guère aujourd'hui de critique qui ne s'incline³.

Mais l'énumération de ces synodoi n'épuise pas, quoi qu'on ait pensé jusqu'ici, l'intérêt des vingt-six premiers chapitres du livre IV de Polybe. Assurément, on ne peut pas affirmer qu'il ne s'est réuni, au cours de l'année 220, aucune autre synodos, car rien ne prouve matériellement que le récit de Polybe soit exhaustif. Il est manifeste, toutefois, que la possibilité d'une synodos qu'il ne signalerait pas n'est pas égale pour toutes les périodes de l'année. Avant la synodos électorale, toutes les hypothèses sont permises⁴, de même que, mais déjà à un moindre degré, après la synodos d'automne⁵. En revanche, pendant

je ne puis m'empêcher de juger anormal ce souci, vraiment saugrenu, de précision chronologique qui coupe en deux un développement ; l'hypothèse d'un désordre dû aux scribes des mss me semble très probable. On notera encore la *κατήχουσα σύνοδος* aitolienne de 15, 8, si étrange en juillet qu'Holleaux (*BCH*, 1905, t. XXIX, p. 363, n. 2) ne pouvait donner à ces deux mots leur sens habituel ; or, si on rapproche les décisions prises par cette synodos aitolienne (15, 8 sqq.) de l'attitude d'Ariston (17, 1), la contradiction semble manifeste ; n'y aurait-il pas là de quoi confirmer mon hypothèse, en l'étendant à tout un passage ? Cependant je retiens, pour la synodos achaienne, l'indication chronologique au moins comme approximative.

1. Qui pourrait se flatter de dire quel jour exactement a commencé la 140^e olympiade ? Unger, pp. 136 sq., traduit au début d'août : je n'y vois pas d'inconvénient majeur ; toutefois le délai semble un peu long pour les événements qui se produisent entre les deux synodoi. Mais à quoi bon serrer de près toutes ces données, puisque les dates des synodoi étaient flottantes ?

2. *Pol.*, IV, 26, 7, à rapprocher d'une part de 26, 8, de 27, 9 et de 29, 1, d'autre part de 27, 1 et 37, 2.

3. On ne rencontre d'objection que chez Caspari, p. 217, et Tarn, *CAH*, t. VII, p. 737. Porter, pp. CII-CIII, reconnaît que les synodoi de mai et juillet devinrent des assemblées régulières. Même Niccolini, en qui il faut bien voir le partisan le plus déterminé des synodoi extraordinaires, n'utilise pas ici cette hypothèse : cf. pp. 229 sqq.

4. En ce début du livre IV, Polybe ne mentionne évidemment les synodoi achaiennes que parce que leurs décisions expliquent la genèse de la guerre des Alliés. Or, c'est seulement après les élections (6, 7) que les brigandages des Aitoliens — lesquels sont au moins la cause immédiate de la guerre — commencent à intéresser les Achaiens, soit parce que leur propre territoire en souffre (6, 9-10), soit parce que les Messéniens les appellent au secours (7, 2). Si donc il s'est réuni, en 220, une ou plusieurs synodoi avant la synodos électorale d'avril, il est probable qu'elles n'ont pas délibéré sur les relations avec les Aitoliens : dès lors, il n'entraîne pas dans le dessein de Polybe de les signaler. On remarquera que Polybe, en effet, ne dit rien de la synodos électorale : Aratos est déjà élu (6, 7) quand il est pour la première fois question des Achaiens dans son récit.

5. On ne trouve plus trace d'aucune synodos jusqu'à la synodos électorale de mai 219 (IV, 27, 1 ; cf. *supra*, p. 254). Or, le récit de Polybe est continu dans l'intervalle et il est probable que, dans une synodos, on aurait parlé de la guerre, ce qui eût rendu cette assemblée intéressante. Mais la synodos de l'automne 220 a pris la décision définitive en proclamant l'état de guerre (IV, 26, 7) ; à moins qu'on ne

le reste de l'année 220, c'est-à-dire pendant toute la belle saison, semblable liberté n'existe plus. Dans ces vingt-six chapitres, en effet, Polybe expose pourquoi et comment a éclaté la guerre des Alliés et on sait de quelle façon intime les Achaïens sont mêlés aux événements qui la provoquent. Précisément, les trois synodoi de mai, juillet et d'automne 220 prennent à cet égard des décisions dont on a déjà eu l'occasion de montrer l'importance¹. Les passages consacrés à ces synodoi ne sont pas des digressions surajoutées à l'ensemble du récit ; ils en sont partie intégrante et, bien plus, essentielle : faits matériels, combats, négociations diplomatiques, tout demeurerait incompréhensible sans la connaissance des décrets votés par les Achaïens². Si donc une synodos, dont Polybe ne mentionnerait pas la réunion, s'était rassemblée entre le mois d'avril et l'équinoxe d'automne, elle n'aurait pas pu s'abstenir de discuter comme les autres la situation créée dans le Péloponnèse par les incursions des bandes aitoliennes et la décision qu'elle aurait prise n'aurait pas pu manquer d'influer à son tour sur la suite des événements. Même une décision négative, c'est-à-dire une proclamation de neutralité ou un renvoi, pour plus ample information, devant la synodos suivante³, aurait offert un intérêt manifeste, plus grand peut-être même que celui des décrets qui nous sont rapportés⁴. Dans ces conditions, l'oubli d'une synodos ne constituerait pas seule-

change d'avis ou que des événements imprévus ne viennent modifier la situation, les délibérations ultérieures ne peuvent porter que sur des détails et demeurent ainsi d'importance secondaire : il est donc possible que Polybe les passe sous silence.

1. Cf. plus haut, pp. 220 sqq.

2. Il n'y aurait pas eu de bataille de Kaphyai sans la mobilisation ordonnée par la synodos de mai 220 (7, 4). C'est la synodos de juillet qui (15, 1-2) demande aux alliés secours « selon les conventions » et obtient (16, 1) que les Messéniens soient acceptés dans la Symmachie macédonienne. La synodos de l'automne, enfin, ratifie (26, 7) le *dogma* voté par les alliés à Corinthe.

3. Hypothèses désespérées et, à vrai dire, intenables quand le récit de Polybe montre d'un bout à l'autre les Achaïens pleins d'ardeur, et d'ardeur parfois bien téméraire. Même le ch. 14, où on pourrait s'attendre à trouver trace, après Kaphyai, d'un découragement au moins éphémère, ne contient rien de tel : on y trouve seulement mention de reproches adressés à Aratos sur son impéritie et personne ne manifeste la moindre tendance « pacifiste ».

4. Une telle décision aurait retardé le cours normal des événements et, surtout, aurait révélé l'existence d'un parti « de la paix » ou, au moins, « de la prudence ». Assurément, certains ne partagent pas l'ardeur belliqueuse d'Aratos : ainsi, Timoxénos ; mais il s'efface devant Aratos (IV, 7, 6-10) et ne fait plus jamais parler de lui : ceux qui pensent comme lui n'ont donc jamais constitué une majorité. Dira-t-on que Polybe est, *a posteriori*, partisan de la guerre et, par conséquent, porté à ne pas révéler les résistances que cette politique rencontra ? Ce serait oublier et sa critique acerbe d'Aratos (8 sqq.) et ses révélations sur Timoxénos (7, 6-7) et ses récriminations contre les gens de Kynaitha (17, 4 sqq.).

ment une grave négligence de Polybe — il n'en est pas exempt¹ —, il ouvrirait dans le développement une telle lacune que la trace s'en révélerait aussitôt. Les quatre synodoi connues de nous forment une chaîne continue dont les anneaux se soudent exactement l'un à l'autre; il est impossible de croire à l'absence d'un seul anneau, c'est-à-dire d'une seule synodos intermédiaire. Constatation dont on ne saurait nier l'importance, puisqu'elle porte à peu près sur une moitié de l'année.

Pour 217, les renseignements sont moins abondants et surtout moins suivis. Ils sont cependant très instructifs, quand on les rapproche de ceux qui sont fournis pour 220.

Il y a tout d'abord la synodos électorale qui a lieu, on l'a vu, un peu avant le 22 mai². Ensuite, vient une synodos³ dont il a été depuis longtemps reconnu qu'elle se place un peu avant l'époque de la moisson en Argolide; il est permis de traduire : au plus tard dans la première quinzaine de juin⁴. Enfin, la synodos qui doit suivre celle-ci se trouve également mentionnée, mais la seule précision fournie à son propos est d'ordre négatif : elle ne s'est pas encore réunie au moment où se célèbrent les Néméennes, c'est-à-dire, par approximation, au milieu de juillet⁵, et rien n'autorise à affirmer, comme on

1. Il s'agit ici d'utiliser l'*argumentum a silentio* : c'est chose trop délicate pour qu'on n'admette pas la possibilité d'une erreur.

2. Pol., V, 30, 7 et 91, 1. Je ne cherche ici qu'à traduire, le plus prudemment possible, deux données chronologiques très incertaines : la date de l'entrée en charge (cf. *supra*, p. 258 et n. 1) et l'écart qui peut exister, en 217, entre l'élection et l'entrée en charge d'Aratos (cf. *supra*, pp. 254 sq.). — Une autre assemblée se réunit aussitôt après l'entrée en charge du stratège, donc vers la fin de mai (Pol., V, 91, 5 sqq.; cf. le mot δόγμα de 93, 1). On fait d'elle, d'ordinaire, une synklêtos : Unger, p. 129; Hermann-Swoboda, p. 393, n. 3; Busolt-Swoboda, p. 1560, n. 2; Schwahn, col. 1252, l. 38. Mais l'argument invoqué, au moins par les derniers de ces critiques — les décisions d'ordre militaire prises par elle —, est sans la moindre valeur : pendant toute la guerre des Alliés, ce sont des synodoi qui, précisément, fixent l'effectif des forces à entretenir (Pol., IV, 15, 3, constitue un exemple que personne ne peut contester). Je suis enclin moi-même à en faire une synklêtos ; mais cela ne m'apparaît pas indispensable. Si elle était une synodos, ou bien le tableau des synodoi annuelles auquel je vais aboutir disparaîtrait, ou bien la synodos électorale de mai 217 serait la même synodos que celle d'avril 220. J'ai écarté, *supra*, p. 259 et n. 2, le second terme de cette alternative. Mais je l'ai fait sans grande conviction. Au vrai, je l'accepterais sans répugnance trop marquée. Le premier terme de l'alternative pourrait donc, de toute façon, être écarté et rien d'essentiel ne serait détruit si cette assemblée était une synodos.

3. Pol., V, 94, 1 et 3.

4. *Ibid.*, 95, 5-6. Sur la date de la moisson, cf. *supra*, p. 93, n. 1. Personne ne discute cette date : cf. Unger, p. 129; Klatt, p. 26; Lipsius, p. 165 ; etc...

5. Pol., V, 102, 5 (cf. pour Kléonikos, 95, 12, et, pour les Néméennes, 101, 5). A. Boëthius, *Der argivische Kal.* (Uppsala Universitets Årsskrift, 1922, pp. 1-76), pp. 45-48, fixe au début¹ de l'année olympique la date des Néméennes. Cela permettrait-il de préciser davantage qu'il n'est fait ici ? Peut-être ; mais une simple approxi-

se hasarde d'ordinaire à le faire, qu'à ce moment sa réunion soit proche¹.

Il faut confronter ces résultats avec ceux qui ont été précédemment obtenus pour 220 : à trois années seulement de distance, trois années remplies par une guerre qui crée des préoccupations peu propices à une réforme de ce genre, les règles constitutionnelles touchant le nombre et la date des synodoi doivent, en effet, être demeurées identiques. Mais il est impossible, en procédant à cette comparaison, d'adopter les conclusions ordinairement admises. La plupart des modernes voient, en effet, dans la synodos de juin 217 une synodos dont nous n'aurions pas trace pour 220 et aboutissent ainsi à cinq synodoi obligatoires pendant la belle saison². C'est ne tenir aucun compte

mation est plus prudente : tout montre qu'elle est amplement suffisante pour discuter de la date d'une synodos.

1. *Contra* : Unger, p. 137 ; Klatt, p. 29 ; Baier, pp. 29-30 ; Lipsius, p. 166, et tous les modernes (cf. *supra*, p. 263, n. 1) qui adoptent ses conclusions. Pour déclarer que cette synodos est, lors de la célébration des Néméennes, *bevorstehend*, on se fonde : — 1^o sur μετὰ δὲ τινὰ χρόνον de Pol., V, 95, 12 (Klatt) ; mais c'est là formule trop vague pour qu'elle ne puisse pas recouvrir l'intervalle qui sépare le milieu de juin (95, 5) de la fin de septembre ; — 2^o sur la fin de l'année olympique mentionnée en 105, 3 (Lipsius) ; mais où voit-on que la synodos aurait dû se tenir avant ? Niccolini, pp. 230 sqq., conclut comme tous ces auteurs, mais avec un peu plus de prudence (*molto probabilmente*). — Accessoirement, on remarquera que, pour Unger et Baier, Kléonikos a été mis en liberté très vite et, cependant, attendait en territoire achaien la session de la synodos. Dans quelle intention ? Et où trouve-t-on trace de cela ? En fait, la synodos devait décider de son sort, puisque, proxène achaien, on ne voulait pas le vendre (95, 12), et Philippe l'utilisa comme négociateur sans attendre la synodos. Celle-ci eut-elle, ensuite, à décider de son sort ? C'est possible, mais de toute façon, après les services rendus, la question était tranchée et on ne pouvait pas songer à exiger de lui une rançon (95, 12). — Ainsi, cette synodos peut correspondre aussi bien à celle de juillet qu'à celle de l'automne 220. Il semble même qu'elle corresponde plutôt à celle de l'automne. La solution qui sera présentée ci-dessous, p. 268, pour faire concorder les années 220 et 217, l'impose. De plus, Polybe, après juin 217, ne mentionne la réunion d'aucune synodos pendant qu'on négocie la paix de Naupaktos (la date de cette paix est certainement postérieure à juillet ; la date olympique donnée en V, 105, 3, n'est qu'une approximation commode) ; or, s'il s'en était tenu une en juillet, c'est-à-dire pendant les négociations, elle aurait dû prendre une décision, ou au moins procéder à une discussion intéressante, et Polybe en parlerait. Si on repousse ces arguments, qui n'ont rien de décisif (sur le premier, cf. la n. 2 de la page 268), il est pourtant certain que ce texte prouve qu'il ne s'est tenu aucune synodos entre le milieu de juin et les Néméennes ; l'interprétation qu'il reçoit d'ordinaire est assurément fausse.

2. En mettant à part ceux pour qui l'année achaienne ne comporte que deux synodoi (cf. plus haut, p. 262, n. 6 et p. 263, n. 1), c'est la solution de presque tous les critiques. Tout d'abord, de Lipsius, p. 165, et de tous ceux qui adoptent ses conclusions (le nombre de cinq synodoi que je signale ici n'est, bien entendu, exact que si on ajoute l'assemblée électorale aux synodoi acceptées par ces savants). Ensuite, de Kahrstedt qui, col. 1420, parle de fin mai 217 au lieu de juin 217, mais pense aussi que rien ne correspond en 220 à cette synodos. Sur ce point, Unger pense de même, mais il me paraît n'avoir jamais aperçu ce que j'appelle la synodos de mai 220 : il ne relève, en effet, nulle part Pol., IV, 7, 1 ; il est donc impossible de savoir ce que, en face de ce

de la continuité du récit de Polybe relatif à l'année 220 ; c'est aussi attribuer à la loi achaienne sur la date des synodoi une rigueur qui lui était étrangère¹. Les observations antérieures obligent, en réalité, à penser : — 1° que nous n'avons pas trace pour 217 de la synodos qui correspond à la synodos, électorale, d'avril 220 ; — 2° que la synodos, électorale, de mai 217, est la même que la synodos non-électorale qui se tient en mai 220, peu avant l'entrée en charge d'Aratos ; — 3° que la synodos de juin 217 est identique à celle de juillet 220 ; — 4° que la synodos qui ne s'est pas encore réunie lors des Néméennes de 217 est la synodos de l'automne². Ainsi se trouve fort aisément maintenu à quatre le nombre légal des synodoi pendant la belle saison à l'époque de la guerre des Alliés.

Pour les autres époques, les sources ne mentionnent que des synodoi isolées : jamais Polybe ne signale deux synodoi dont on puisse être sûr qu'elles sont consécutives. Il est, de plus, assez rare que la place de ces synodoi dans l'année puisse être précisée. Cette incertitude existe notamment pour les années antérieures à 220. La seule exception nette est cette synodos, qui en 224 ou 223, est réunie « lorsque la mauvaise saison est déjà proche »³ ; il n'est pas difficile d'y recon-

texte, il eût fait de la synodos de juin 217. Niccolini est, à ma connaissance, le seul historien qui ne découvre pas en V, 94, 1, une synodos inconnue de nous en 220. Mais, p. 230, n. 5, il l'assimile à celle de juillet 220 et, p. 231, n. 2, il assimile cette dernière à celle qu'attend Kléonikos : la contradiction est évidente.

1. On aboutit de cette façon, en effet, à considérer comme nécessaires une synodos en mai (attestée pour 220), une autre en juin (attestée pour 217), une troisième en juillet (attestée pour 220). Si cette succession était reconnue pour une seule et même année, il faudrait s'incliner. Mais ce n'est pas le cas et, quand on songe aux causes qui pouvaient troubler d'une année à l'autre la correspondance entre le calendrier achaien et le nôtre (mois intercalaire, nouvelles lunes [l'hypothèse n'est pas sûre, cf. *supra*, p. 261, n. 4 ; mais il se peut que la date de réunion d'une assemblée ait dépendu d'une *noumènia*], etc.), il est impossible de prétendre que la synodos de juin 217 ne correspond pas à celle de mai ou à celle de juillet 220.

2. Tout ce qui est ici exposé a été construit en se plaçant dans l'hypothèse admise plus haut, p. 259 et n. 2, selon laquelle Aratos est élu stratège en 220 par l'avant-dernière synodos de l'année de charge de Timoxénos, tandis qu'il est élu en 217 par la dernière synodos de l'année de charge d'Eperatos. Mais on a vu aussi de quelles réserves j'ai entouré cette hypothèse. Voici donc comment, si on la rejetait, il faudrait faire se correspondre les synodoi de 220 et 217 : — 1° la synodos électorale se tient au mois d'avril en 220 et au mois de mai en 217 ; — 2° trois solutions existent pour la synodos de mai 220 : ou bien nous n'avons pas trace de celle qui lui correspond en 217, ou bien l'assemblée mentionnée en Pol., V, 91, 5 sqq., est une synodos et est identique à elle (cf. plus haut, p. 266, n. 2), ou bien elle est représentée par celle de juin 217 ; — 3° la synodos de juillet 220 correspond soit à celle de juin 217 (j'aurais tendance à le croire), soit à celle qu'attend Kléonikos ; — 4° la synodos de l'automne 220 ou bien est identique à celle qu'attend Kléonikos, ou bien n'a rien, dans nos sources, qui lui corresponde en 217. Il est donc encore inutile de croire à l'existence de cinq synodoi pendant la belle saison.

3. Pol., II, 54, 13 : sur la saison, cf. *Mél. Glotz*, t. I, p. 53, n. 1 ; l'année, 224 ou

naître la synodos d'automne, déjà aperçue pour l'année 220. Au contraire, après 217, les textes utilisables sont un peu moins rares.

Avant de les relever, deux remarques doivent être faites. D'une part, c'est entre 217 et 208 que la date des élections a été transportée à l'automne. D'autre part, et à considérer les choses de haut, c'est la victoire que Philopoïmen remporte sur Machanidas en 207 à Mantinée qui commence à faire de la Confédération achaienne un État important¹ : à partir de cette date, ses progrès sont à peu près constants jusqu'à ce que, en 191, elle s'étende au Péloponnèse tout entier. Aussi est-il impossible de ne pas formuler l'hypothèse de modifications profondes apportées après 217 aux prescriptions constitutionnelles. Il se peut que l'ancienne synodos de l'automne ait été doublée par une nouvelle synodos tenue à peu près à la même date et chargée uniquement de désigner les magistrats. Il se peut que l'une des deux synodoi qui, avant 216, peuvent procéder aux élections (février-avril ou mai), mais qui, après 208, perdent cette attribution, ait été supprimée². Enfin il se peut que, dans le reste de l'année, une ou plusieurs synodoi supplémentaires aient été instituées pour résoudre les problèmes plus nombreux et plus complexes qui se posent désormais à la politique fédérale. Telles sont les possibilités théoriques : ont-elles été réalisées ?

Les choses sont assez simples pour l'automne. On pourra, en effet, scruter toutes les sources ; on ne trouvera jamais l'indication formelle d'une synodos quelconque tenue à l'automne après 217³. Il s'en réu-

223, dépend de la date qu'on assigne à la bataille de Sellasia. — Pol., II, 54, 3, a été parfois indiqué comme exemple de synodos d'automne ; le texte est beaucoup moins sûr : cf. Unger, pp. 163 sq. ; la réfutation de Klatt, p. 30, est inadmissible, mais ce que dit cet auteur, pp. 35 sq., est plus solide. Cette synodos peut se placer en février : en 218 aussi, Philippe renvoie ses soldats en Macédoine et « passe l'hiver » dans le Péloponnèse après avoir assisté à la synodos (électorale, mais ce n'est pas toujours la même qui a ces attributions) en février (cf. *supra*, pp. 251 sq.). On conclura comme Lipsius, p. 165, que l'automne est probable, mais non certain. — Ces deux synodoi sont les seules dont, avant 220, on puisse essayer de déterminer l'époque.

1. Les résultats matériels de cette victoire sont médiocres, mais les résultats moraux sont énormes : c'est la première fois que, réduite à ses seules forces, la Confédération achaienne l'emporte sur Sparte (cf. Niese, t. II, p. 500 ; Holleaux, *Rome, la Grèce* etc., pp. 253 et 285, n. 3).

2. La question est posée ici dans le cadre de l'hypothèse admise précédemment, p. 259, selon laquelle les élections peuvent être faites par l'avant-dernière ou la dernière des synodoi avant la sortie de charge des magistrats. Nous avons alors une même synodos, l'avant-dernière, qui se tient en février 218 et en avril 220, et une synodos, la dernière, en mai 219 et mai 217. Si, comme il n'est pas impossible de le croire (cf. *supra*, p. 266, n. 2), il ne s'agit, pendant ces quatre années, que de la même synodos, dont la date serait flottante de février à mai, la question est très simplifiée et la réponse certainement négative (cf. *infra*, p. 271, n. 6).

3. Un seul critique récent, Niccolini, pp. 225 sqq., a tenté d'invoquer des exemples

nissait probablement une en cette saison, afin de procéder aux élections, mais cette affirmation n'a d'autre origine que l'arrivée au pouvoir du nouveau stratège vers cette époque¹. Donc, même s'il apparaissait parfois que des décisions fussent prises à l'automne par une assemblée dont on serait tenté de faire une synodos, rien ne prouverait que cette synodos n'est pas la synodos électorale normale, à laquelle les magistrats, leurs successeurs une fois désignés, auraient soumis d'autres affaires pendantes². L'impossibilité pour l'assemblée électorale de s'occuper d'autre chose que des élections n'existe plus dès qu'on fait — ce qu'il faut faire³ — de cette assemblée une synodos comme les autres et non pas une assemblée de composition spéciale. On n'admettra ainsi, au II^e siècle, qu'une seule synodos à l'automne, à l'ordre du jour de laquelle les élections ne constituent qu'un point, entre plusieurs⁴.

de synodoi automnales après 217. Il cite Pol., XXVIII, 7, 3 : on a déjà vu, pp. 248 sqq., que la date exacte de cette synodos ne peut pas être précisée; cf. aussi *infra*, p. 273 et n. 7. Il cite Pol., XXXVIII, 10, 4. Mais il conviendrait au préalable de démontrer que c'est une assemblée (il peut s'agir, comme en XXII, 10, 2, d'une simple réunion des ἀρχαί) et que c'est une synodos : précisément, Niccolini est à cet égard très exigeant, puisque même l'emploi du mot *synodos* lui apparaît insuffisant. C'est probablement une assemblée; mais, si on ose risquer une hypothèse sur sa nature, on penchera plutôt vers une synklêtos, à cause de XXXVIII, 10, 3. Aucun de ces exemples ne peut donc être retenu. — J'estime que l'assemblée qui se tient à Aigion à l'automne 191 est une synodos; mais les arguments que j'ai invoqués pour cela, *REA*, t. XXX, 1928, pp. 12 sqq., ne m'apparaissent pas décisifs; cf. plus haut, p. 209, n. 1, et *Premiers rapports*, p. 352, n. 2.

1. On a vu ci-dessus, pp. 249 sqq. et 261 sq., l'impossibilité où l'on se trouve de préciser à aucun moment la date de l'élection du stratège; tout au plus est-il permis de penser qu'en 170 cette élection n'avait pas encore eu lieu lors de l'équinoxe; mais on n'a pas le droit de généraliser de façon trop rigoureuse.

2. Je cherche en vain ce qui aurait empêché d'appliquer cette procédure. Certes, Polybe donne à cette synodos le nom spécial d'*archairésiai* : cela prouve simplement que la désignation des futurs magistrats était l'essentiel de son ordre du jour. L'exemple des archairésiai dans les cités démocratiques — si tant est qu'on puisse affirmer qu'elles ne s'occupent jamais que des élections — demeurerait sans force; car convoquer et réunir les citoyens sont choses faciles dans une cité, difficiles dans une Confédération de territoire étendu : il serait donc normal qu'on y eût profité de leur réunion pour régler le plus grand nombre d'affaires possible.

3. Cf. *supra*, pp. 209 sqq.

4. Cette opinion n'a encore été, à ma connaissance, présentée par personne. Je comprends aisément qu'elle apparaisse inadmissible à ceux pour qui synodoi et archairésiai sont deux types d'assemblées de composition légalement différente (cf. mon argument, né de cette fausse conception, *REA*, 1928, p. 12). Je ne sais pourtant, alors, où ils trouvent la preuve d'une synodos automnale après 217 : les deux seuls textes décisifs (II, 54, 13, et IV, 26, 7) sont antérieurs à 217. Mais j'avoue surtout ne pas pouvoir reconstituer sur ce point le raisonnement de Lipsius, qui ne distingue pas, lui, la synodos de l'assemblée électorale. Lorsque, pp. 163 sq., il place *Anfang October* les synodoi automnales de 224 ou 223 et 220, et lorsque, p. 166, il déclare indispensable, après 217/208, une nouvelle synodos *für den Spätsommer* en vue des

Que sont devenues les deux synodoi qui, avant 217/208, pouvaient être électorales et qui ne le sont plus ? — Pour celle de février-avril, tout conduit à penser qu'elle a été maintenue. On dispose, en effet, de deux textes décisifs, que leur contradiction apparente rend plus décisifs encore. L'un est celui où Polybe rapporte la réponse adressée, à Tégéa, par le stratège Kritolaos au Romain S. Julius Caesar : « il en réitérera à la prochaine synodos qui se réunira dans six mois ¹. » Or, ces paroles sont prononcées au plus tôt au début d'octobre 147 ² : elles signifient donc que la première synodos ne pourra pas se tenir avant le début d'avril 146. L'autre texte enseigne, au contraire, qu'une synodos s'est réunie en février 168 ³. Divers moyens existent et ont été parfois utilisés pour résoudre cette contradiction ⁴. Le meilleur, parce que le plus simple, n'apparaît actuellement plus douteux. N'avait-on pas de même, en effet, une synodos électorale à la fin de février 218 et une synodos, également électorale et qui pouvait ⁵ être identique à celle-ci, en avril 220 ? Le rapprochement de ces deux groupes de faits détruit toute hésitation : il n'y a pas contradiction entre la date de février et celle d'avril ; il y a seulement « flottement », variation à l'intérieur de limites très larges. Il est ainsi constant que cette synodos de février-avril n'a pas disparu en perdant entre 217 et 208 son caractère occasionnel d'assemblée électorale. — Reste la synodos de mai ⁶, elle aussi

élections, il n'y a pas le moindre commencement de preuve qu'il ne s'agit pas de la même assemblée.

1. Pol., XXXVIII, 11, 5 ; sur ce texte, cf. *supra*, pp. 126 sqq.

2. Kritolaos est stratège (Paus., VII, 14, 4) : l'entrevue de Tégéa est donc postérieure à l'équinoxe d'automne. Rien ne prouve qu'il soit entré en charge depuis bien longtemps : Pausanias, ne parlant pas de l'assemblée [? cf. *supra*, p. 269, n. 3] d'Aigion, ne permet pas de savoir s'il est déjà stratège à ce moment. Toutefois, la mauvaise saison ne peut pas être déjà largement entamée : cf. κατὰ τὸν χειμῶνα de Pol., XXXVIII, 11, 7.

3. Pol., XXIX, 23, 1 et 8 : cf. *Mél. Glotz*, t. I, pp. 56 sq.

4. Par moi-même naguère : *Mél. Glotz*, t. I, pp. 54 sqq. Je maintiens toutes les remarques que j'ai faites alors, qui tendaient à montrer qu'il ne fallait pas calculer trop strictement l'intervalle de six mois : le texte de Polybe n'a certainement rien d'incompatible avec une synodos à la fin de février ou en mars 146. Mais je ne considère plus aujourd'hui ces remarques que comme accessoires ; l'essentiel me semble être le rapprochement avec les synodoi électorales de février 218 et d'avril 220. — Lipsius résolvait la contradiction en ne paraissant pas l'apercevoir (de même, ceux qui ont adopté ses conclusions) : cf. *Mél. Glotz*, t. I, p. 54, n. 5. — Niccolini supprime la difficulté en faisant, pp. 227 sqq., de la synodos de février 168 une assemblée extraordinaire, ce qui est impossible. — Kahrstedt, col. 1420, ne maintient pas de synodos avant avril : c'est manifestement trop tard pour cette synodos de 168.

5. Cette assimilation n'était pas sûre et on ne l'avait admise jusqu'ici que par convention (cf. *supra*, p. 259, n. 1). La voici désormais certaine.

6. La question ne se pose plus à son égard, si on admet (cf. ci-dessus, p. 259, n. 2) que cette synodos correspond à celles de février 218 et avril 220.

électorale à l'occasion : on ne peut que constater, pour elle, l'absence de tout renseignement précis.

Mais, des discussions qui précèdent, une impression ne peut pas manquer de naître : c'est que, entre le III^e et le II^e siècle, les modifications n'ont pas été, au total, bien profondes. Tout se réduit jusqu'ici au transfert des attributions électorales des synodoi d'une époque de l'année ¹ à une synodos d'une autre époque. Et ce transfert s'est opéré sans que, pour l'une des synodoi ainsi dépouillées, les règles légales de sa convocation aient été rendues plus strictes. L'occasion s'offrait d'accomplir une large réforme : les Achaïens se sont refusés à la saisir. Dès lors, sans doute n'est-il pas trop hardi de poser le principe de la stabilité, quant au nombre et à la date des synodoi, pour tout le cours de l'histoire achaienne, abstraction faite de ses débuts obscurs ².

Si on veut bien accepter ce raisonnement, l'enquête entreprise touche désormais à son terme. On a vu, en effet, que, pour l'époque de la guerre des Alliés, il se tenait au cours de la belle saison, entre février-avril et l'automne, quatre synodoi seulement, mais que, pour la mauvaise saison, de l'automne à février, le silence des sources interdisait de conclure ³. Il n'en est pas de même pour le II^e siècle, car les paroles prononcées par Kritolaos en 147 prouvent qu'il ne se rassemblait alors aucune synodos pendant l'hiver. Assurément, un délai impossible à préciser sépare l'entrevue de Tégéa entre Kritolaos et S. Julius Caesar de la synodos automnale qui avait élu stratège Kritolaos : toutefois, il est peu important selon toute vraisemblance ⁴ et il est permis de croire qu'il n'a pas été mis à profit pour réunir une synodos ⁵. On peut ainsi sans audace excessive rapprocher l'une de

1. Ce raisonnement est plus fort encore si on se rallie à l'hypothèse rappelée dans la note précédente.

2. Je songe à la période 280/255 : cf. *supra*, pp. 245 sq.

3. Cf. *supra*, pp. 264 sqq.

4. Cf. plus haut, p. 271, n. 2. Pausanias, en VII, 14, 4, présente comme deux événements consécutifs l'élection de Kritolaos et l'entrevue de Tégéa. Mais quelle confiance mérite sur ce point Pausanias ?

5. Ce qui se réunit à Aigion ne paraît pas être une synodos, quoi qu'en pense Niccolini, p. 227 : cf. plus haut, p. 269, n. 3. En tout cas, et malgré Niccolini encore, il est sûr que l'entrevue de Tégéa ne correspond pas à une synodos : Paus., VII, 14, 4, emploie, pour parler des convocations (apparentes), des termes (τοὺς συνέδρους, τὸ Ἀγῶν) auxquels il est très imprudent de se fier et qui, en fait, ne doivent désigner que ceux dont parle Polybe en XXXVIII, 11, 3, c'est-à-dire les magistrats amis politiques de Kritolaos. — On voit bien ce qui a entraîné Niccolini dans cette voie : ce sont les « première » et « deuxième » synodoi ; d'après les dates qu'il leur assignait en 170 et en 182, il lui fallait placer deux synodoi avant la « période creuse » de six mois ; ces deux textes vont être examinés et on verra qu'ils n'entraînent nullement pareille conséquence.

l'autre, par leurs extrémités communes de février-avril et d'automne, les deux moitiés d'année inventoriées l'une en 220, l'autre en 147/146 et supposer que les Achaïens n'ont jamais eu plus de quatre synodoi annuelles.

Toutefois, avant de conclure définitivement, il convient de procéder encore à l'examen de deux textes, l'un afin de l'enlever du dossier où il a parfois été versé à tort, l'autre parce qu'il pourrait susciter quelques hésitations.

On sait déjà qu'à l'automne 170 certains Achaïens décident de poser la candidature d'Archon à la stratégie. Archon est élu et il est stratège lorsque des envoyés d'Attale se présentent εἰς τὴν πρώτην ἀγοράν¹. Le mot πρώτην a été souvent interprété ici comme la preuve qu'il s'agissait de la première² synodos de l'année achaienne³. Rien n'est moins sûr, car deux autres sens sont possibles : tout d'abord, par analogie avec les cas, si fréquents, où πρώτος doit se traduire en français par « prochain », à la première synodos [qui se tint après une démarche non-officielle pour sonder les dispositions des Achaïens⁴]; ensuite, à la première séance de la synodos⁵. Et, s'il faut bien avouer que cette dernière interprétation est improbable⁶, la précédente est tout aussi admissible que l'interprétation ordinaire. Ces mots, dont le contexte montre, au surplus, qu'ils pourraient encore désigner la synodos de mai⁷, ne peuvent donc pas être retenus.

1. Pol., XXVIII, 7, 3.

2. Ainsi, notamment, B. Stark (adjonction à la n. 5, p. 750 de Hermanns); Unger, p. 138; Baier, p. 27; Busolt², p. 357, n. 5; Lipsius, pp. 167 sqq.; Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 231; Hermann⁴-Swoboda, p. 389 (n. 4 de la p. 388); Niccolini, p. 226; Busolt³-Swoboda, p. 1556 (n. 3 de la p. 1555); Schwahn, col. 1254, l. 34.

3. Resterait à savoir, évidemment, d'où part le comput. Peu nombreux sont ceux qui se posent la question; personne ne la tranche aussi nettement que Niccolini, p. 226.

4. Cf. Pol., XXVIII, 7, 1-2. Personne, à ma connaissance, n'a encore proposé ce sens; il est cependant très admissible : c'est de la même façon qu'il faut comprendre l'ajectif en Pol., V, 1, 11 (cf. plus haut, p. 252, n. 4).

5. C'est l'interprétation de Klatt, p. 31, dont Gilbert, p. 117 (n. 3 de la p. 116), a accepté la possibilité.

6. Baier, p. 27, n. 1, se borne à affirmer que cette interprétation est *sophistisch* : un jugement péremptoire n'a jamais constitué une réfutation. Mais Pol., XXIX, 24, 5 montre qu'*agora*, dans le vocabulaire politique achaien, est l'équivalent de *synodos* et ne doit donc pas désigner une séance de l'assemblée (en admettant qu'elle ait tenu normalement plusieurs séances).

7. S'il était sûr que cette synodos est bien celle qu'un Achaien comme Polybe peut appeler « la première [de l'année] », cette interprétation serait assurément renforcée. En réalité, sa date ne peut pas être précisée, car on ignore quel intervalle la sépare de l'entrée en charge d'Archon (cf. *supra*, pp. 248 sqq.). On possède seulement un *terminus ante quem*, mais il est vague : d'après Pol., XXVII, 18, 1 sqq., on ne peut pas être depuis longtemps sorti de la mauvaise saison. Ainsi, cette synodos doit se placer entre l'automne 170 (entrée en charge d'Archon) et mai 169 : la période de l'automne

Le second texte soulève en apparence une difficulté plus grave. Au cours de sa huitième stratégie, Philopoïmen, dirigeant περὶ Ἀκμήν σίτου, au dire de Pausanias, soit en mai ou juin 182¹, une expédition contre les Messéniens révoltés, est fait prisonnier et doit boire le poison. Lykortas est élu à Mégalo polis par les soldats pour lui succéder²; il pénètre en Messénie, oblige les rebelles à se soumettre, occupe la citadelle et la ville de Messène, puis en réfère au peuple souverain pour trancher les questions d'intérêt général, « car, il se trouva alors que, de nouveau, les Achaïens furent réunis à Mégalo polis pour la deuxième synodos »³. Il est indiscutable qu'il s'agit bien ici d'un numéro d'ordre, évidemment donné à cette assemblée d'après le rang qu'elle occupe sur le tableau annuel des synodoi⁴. Or, puisque les Achaïens « mesuraient alors le temps » en faisant coïncider au moins approximativement le début de l'année de charge du stratège et le début de l'année officielle⁵, « la deuxième synodos » ne peut normalement correspondre qu'à celle qui, en 220, se réunit en mai⁶. Comme il est, d'autre part, impossible de reculer jusqu'en 181 la soumission de Messène⁷, la contradiction semble flagrante avec l'indication de Pausanias sur l'époque de l'entrée en campagne de Philopoïmen. Mais elle n'est nullement insoluble. Ἐκμή σίτου n'est pas un phénomène si régulier ni une notion si précise que son équivalent chronologique doive être nécessairement précisé à une ou deux semaines près. Quelle

à février étant exclue, puisqu'elle ne comporte pas de synodos, restent seulement les deux assemblées de février-avril et mai.

1. Paus., IV, 29, 11; sur cette date, cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 49 sqq.

2. Plut., *Phil.*, 21, 1; cf. *REA*, 1928, pp. 47 sqq.

3. Pol., XXIII, 16; *ibid.*, 12 : καὶ γὰρ συνέβαινε τότε πάλιν συνάγεσθαι τοὺς Ἀχαιοὺς εἰς Μεγάλην πόλιν ἐπὶ τὴν δευτέραν σύνοδον.

4. Un seul critique ne considère pas cette interprétation comme sûre : selon Gilbert, p. 117 (n. 3 de la p. 116), δευτέρα mag gesagt sein, weil schon vorher eine Bundesversammlung in Megalopolis in Sachen der Tödtung des Philopoimen und der Bestrafung der Messenier stattgefunden hatte. Cette opinion est certainement fautive; πάλιν exprime l'idée de répétition; δευτέρα, surtout avec l'article ἡ, ne revient pas sur elle.

5. Cf. *supra*, p. 239, n. 4 (début) pour cette coïncidence, et p. 257, n. 2, pour son caractère approximatif.

6. Il serait bien difficile d'admettre (et, quoi qu'en dise Niccolini, p. 226, n. 2, je ne connais personne qui l'ait admis) qu'après avoir transporté (ou ramené) à l'automne l'entrée en charge du stratège, c'est-à-dire après 217/208, les Achaïens aient continué à compter leurs synodoi à partir du lever des Pléiades, début de l'année de charge et de l'année officielle à l'époque de la guerre des Alliés. Cette hypothèse aurait l'avantage de supprimer à peu près toute difficulté : « la deuxième synodos » correspondrait alors à celle de l'automne 220, peut-être à celle de juillet si on faisait flotter celle de mai 220 de part et d'autre du lever des Pléiades (cf. *supra*, p. 259, n. 2). Mais l'hypothèse serait extrêmement audacieuse.

7. La répression est certainement immédiate : cf. Liv., XXXIX, 50, 9; Plut., *Phil.*, 21, 1-2; Paus., VIII, 51, 8; Just., XXXII, 1, 10.

confiance, d'ailleurs, mérite sur ce point Pausanias¹ ? Enfin, cette « deuxième » synodos, qu'il faut, en 220, placer vers le milieu de mai, était certainement susceptible d'être retardée ou avancée de quelques semaines². Aussi suffit-il de précipiter le rythme des événements — ce à quoi; d'ailleurs, tous les récits, loin de s'opposer, invitent³ — : la mort de Philopoïmen, le ralliement de l'armée, déjà mobilisée, à Mégalopolis, l'élection de Lykortas, les ravages exercés en pays messénien et la capitulation des rebelles, tout cela a fort bien pu être terminé avant même le 15 juin, si l'ἀρχὴ σίτου peut — et rien, assurément, ne s'y oppose — être placée de son côté vers le 15 mai. La difficulté disparaît ainsi très simplement⁴.

V

Il est donc permis de penser que les lois achaiennes imposaient chaque année la réunion de quatre synodoi :

- | | | |
|---|---|---|
| 1° entre février inclus et avril inclus ; | { | l'une de ces deux assemblées étant électorale pendant la guerre des Alliés ⁵ ; |
| 2° en mai [ou juin après 217/208]; | | |
| 3° en juin ou juillet ⁶ ; | | |

1. C'est l'évidence même qu'un fragment de Polybe conservé dans le ms. *Vaticanus* 73, *De sententiis* (Pol., XXIII, 15), provient du récit de la campagne menée par Lykortas contre Messène : la comparaison avec Pausanias et Plutarque suffit à le montrer. Or, il y est question de la destruction des récoltes de l'année. Ne serait-ce pas ce détail qui aurait inspiré à Pausanias sa précision sur l'époque où Philopoïmen entreprend son expédition contre Messène ? Les soldats de Lykortas ont détruit les récoltes ; puisque la répression est immédiate, l'entrée en campagne de Philopoïmen se place *περὶ ἀρχὴν σίτου* : tel aurait bien pu être le raisonnement de notre auteur. On voit la conséquence de cette suggestion : imaginée par Pausanias, la précision ne mériterait pas qu'on lui accordât grande confiance.

2. Même si on admet, comme on l'a fait p. 259, que cette synodos de mai devait se réunir, en 220, avant l'entrée en charge du nouveau stratège, c'est-à-dire avant la fin de mai, elle a nécessairement acquis (ou retrouvé) une souplesse plus grande et son *terminus ante quem* a été reculé lorsque, en 217/208, l'entrée en charge et le début de l'année ont été transportés (ou ramenés) à l'automne.

3. Cf. ci-dessus, p. 274, n. 7.

4. Selon Lipsius, p. 168, *keine Anhaltspunkte* ne nous sont donnés *für eine genaue Zeitbestimmung* de cette deuxième synodos. Cette affirmation est, comme on voit, excessive.

5. Je me place ici dans l'hypothèse que j'ai adoptée conventionnellement (cf. plus haut, p. 259) : la possibilité de la réunion en juin de la seconde synodos est alors fournie par les événements de 182 qui viennent d'être examinés ; mais cette possibilité n'existe qu'à partir de 217/208. — Si on repousse cette hypothèse, on obtient :

a) entre février inclus et mai inclus, assemblée électorale pendant la guerre des Alliés ;

b) en mai (cf., pour 217, Pol., V, 91, 5 sqq. [peut-être]) ou en juin (cf. « la deuxième synodos » de 182).

6. Juin est donné par Pol., V, 94, 1, pour 217 ; juillet, par Pol., IV, 14, 1, pour 220.

4° de la mi-septembre au début de novembre (assemblée électorale à partir de 217/208).

Mais tout ce qui précède montre assez que ces indications chronologiques, si prudemment larges qu'elles soient, ne doivent jamais être utilisées sans une extrême circonspection. D'une année à l'autre, le retard ou l'avance d'une synodos peuvent être tels que ces dates s'entrecroisent et chevauchent. Tel quel, néanmoins, ce tableau peut rendre service : il semble, par exemple, impossible de reculer jusqu'au milieu de l'été 182, comme on serait tenté ¹ de le faire sans la mention de « la deuxième synodos », la répression de la révolte messénienne par Lykortas. Le cas, malheureusement, demeure exceptionnel et on s'exposerait à de graves mécomptes en prétendant édifier la chronologie générale sur celle des synodoi achaiennes ².

1. A cause de Pausanias, on placerait la mort de Philopoïmen fin mai, la soumission de Messène en juillet-août : assurément, la vengeance est immédiate, mais on préférerait étirer quelque peu.

2. Ainsi, comment oserait-on essayer de préciser la date de la synodos dont Polybe raconte les discussions en XXII, 7 sqq. ? Elle est antérieure aux Néméennes, donc à la fin de juillet (cf. *REA*, 1928, t. XXX, p. 33) ; mais ce peut cependant être la première, la deuxième ou la troisième. — Peut-être, néanmoins, tire-t-on de ces recherches au moins des indications négatives touchant l'assemblée au récit de laquelle se rapporte Pol., XI, 9 (cf. *supra*, pp. 95 sqq.). On en fait ordinairement une synodos et il semble, à première vue, normal de la placer à l'automne 208. Or, Philopoïmen est stratège. Donc ce ne peut être la synodos de l'automne 208. On a le choix entre : 1° en faire une synklêtos ; — 2° la placer au plus tôt en février 207. L'alternative demeure malheureusement insoluble.

CHAPITRE SEPTIÈME

LE LIEU DE RÉUNION DES ASSEMBLÉES

I. LE SANCTUAIRE FÉDÉRAL, L'HAMARION, SE TROUVE EN DEHORS D'AIGION, VERS HÉLIKÈ. — II. LES SYNODOI, D'ASSEZ BONNE HEURE, SE SONT RÉUNIES A AIGION MÊME. — III. LA RÉFORME DE PHILOPOIMEN EN 188. — IV. L'ÉVOLUTION, PLUS RAPIDE ENCORE, DES SYNKLÈTOI.

La question du lieu de réunion des assemblées achaiennes n'a pas ou ne paraît pas avoir, pour la connaissance de ce qu'étaient vraiment ces assemblées, la même importance que les questions abordées dans les chapitres précédents. Elle n'en présente pas moins son intérêt, en elle-même, parce qu'elle permet de suivre l'évolution des institutions achaiennes sur un point de détail, et indirectement, parce qu'elle oblige à aborder le problème de l'emplacement du sanctuaire fédéral achaien.

I

Au début du II^e siècle avant J.-C., les synodoi se réunissaient toujours « à Aigion ». Tite-Live l'affirme pour ce qu'il appelle les *conventus*¹. Le mot, dans son vocabulaire, désigne les assemblées de l'un et l'autre types². On verra par la suite ce qu'il faut penser de cette affirmation touchant les synklètoi³. Mais, pour les synodoi, elle ne se heurte à aucune difficulté : toutes les synodoi certaines antérieures à 188 apparaissent, lorsque la ville où elles se sont tenues est nommée par les sources, réunies à Aigion. Il faut donc admettre que, dans cette phrase de Tite-Live, *conventus* désigne au moins les synodoi.

Strabon, d'autre part, nomme à deux reprises un sanctuaire dans lequel, précise-t-il, les Achaiens se rassemblaient pour délibérer sur

1. Liv., XXXVIII, 30, 2 : *Aegium a principio Achaici concilii semper conventus gentis indicti sunt*.

2. Dans cette phrase *conventus* ne peut pas ne pas désigner, au moins entre autres, les synodoi. En XLII, 6, 1, le mot s'applique au contraire à une synklètos.

3. Cf. *infra*, p. 313, n. 1.

les affaires communes ¹. Il précise également que ce sanctuaire dépendait d'Aigion ² : ainsi se trouve confirmé le renseignement fourni par Tite-Live ³.

Strabon appelle le sanctuaire « l'Hamarion » : il était en effet dédié à Zeus Hamarios ⁴. La comparaison avec Polybe, qui parle aussi du sanctuaire, en signalant également qu'il était le lieu de réunion des assemblées achiennes ⁵, oblige à admettre comme équivalentes à celles-ci les formes Homarion et Homarios. Ni l'étymologie ni le sens n'en sont, d'ailleurs, douteux : il s'agit d'un Zeus « qui adapte », « qui réunit ensemble ». Cette épiklèsis achève donc de révéler en lui le Zeus fédéral par excellence, le patron divin sous la protection duquel s'était placée la Confédération achaienne ⁶. Les assemblées s'accompagnaient assurément de cérémonies religieuses célébrées en son honneur ⁷. Des inscriptions et un passage de Polybe montrent que des stèles portant des textes officiels étaient dressées dans son sanctuaire ⁸. Deux autres inscriptions, enfin, enseignent qu'avec Athèna Hamaria : — les représentants de la Confédération l'invoquaient en prêtant serment aux traités ⁹ ; — il était en Égypte l'objet d'un culte, sans doute de la part de mercenaires achiens au service des Ptolémées ¹⁰. Cet ensemble

1. Strab., VIII, 7, 3 (Cas., p. 385), et 5 (Cas., p. 387).

2. *Ibid.*, 5.

3. Au moins en apparence, car on verra plus loin, pp. 294 sqq., le véritable sens de cette phrase de Tite-Live, qui ne comporte certainement aucune allusion au sanctuaire.

4. Sur l'orthographe et le sens de cette épiklèsis, j'ai exposé mon opinion dans un mémoire des *Mél. Navarre*, pp. 453-470. Je me permets d'y renvoyer pour les diverses conclusions que je me borne à résumer ici.

5. Pol., II, 39, 5-6 : cet usage n'est pas formellement affirmé pour les Achiens du Péloponnèse ; le texte, cependant, l'implique.

6. Son effigie se trouve sur les monnaies fédérales : cf. *Mél. Navarre*, p. 468, n. 2, et *supra*, p. 167, n. 6.

7. Nos sources n'en contiennent aucune trace, mais on peut sur ce point les compléter sans crainte d'erreur.

8. *IvM*, n° 39, ll. 36-37 ; Pol., V, 93, 10. Il s'agit, dans l'inscription, d'un décret fédéral et, chez Polybe, d'un accord intervenu entre partis mégalo-politains, mais sur la médiation du stratège fédéral. — L'inscription dont il sera question plus loin, p. 293, provient aussi, sans aucun doute, du sanctuaire : or, elle donne le texte d'un décret fédéral. — Dans *IG*², t. IV, 1, n° 68, l. 137, il faut très probablement restituer le nom du sanctuaire : cf. *Mél. Navarre*, p. 458, n. 4, et *Mél. Cumont*, t. I, p. 11, n. 3. Il s'agirait d'un texte officiel qui doit être gravé et exposé dans l'Hamarion. — Dans *Mél. Cumont*, *loc. cit.*, j'ai signalé comment l'usage de l'érection des *στῆλαι* dans le sanctuaire permet d'interpréter très aisément Pol., II, 41, 12, autour de quoi on a si souvent discuté : ajouter à la bibliographie indiquée dans ce mémoire Treves, *ad loc.*, et p. 302 (où mon interprétation est adoptée).

9. *IG*, t. V, 2, n° 344, l. 8 (= *SGDI*, t. II, n° 1634 ; *Sylloge*¹, t. I, n° 178 ; *Sylloge*², t. I, n° 229 ; *Sylloge*³, t. I, n° 490 ; Michel, *Rec. d'inscr. gr.*, t. I, n° 199). Sur Aphrodite, également invoquée dans l'inscription, cf. *infra*, p. 280 et n. 6.

10. Cf. *Cat. gén. des Ant. Més. duusée* ¹ d'Alexandrie, E. Breccia, *Inscr. gr. e lat.* (Le

de témoignages ne permet pas de douter que l'Hamarion-Homarion ne jouât, dans la vie fédérale achaienne, un rôle comparable à celui du sanctuaire d'Apollon Thermios dans la vie de la Confédération aitolienne ¹. On a retrouvé et fouillé le site du sanctuaire de Thermon, qui a livré de nombreuses inscriptions ². Celui de l'Hamarion est demeuré jusqu'ici inconnu : n'est-ce point parce qu'on ne l'a pas recherché dans la région où les textes indiquent qu'il devait se trouver ?

Un bon nombre de critiques ont cru la question de son emplacement tranchée aussitôt que posée par une phrase de Pausanias ³. Le Périègète énumère les sanctuaires qui se trouvent dans la ville même d'Aigion, « près de la mer » ⁴. L'un d'eux est, précise-t-il, celui de Zeus Homagyrios. Cette indication a suffi : on s'est souvent complu à voir dans ce sanctuaire celui du Zeus des inscriptions, de Polybe et de

Caire, 1911), n° 110 (= Fr. Preisigke, *Sammelb. gr. Urk. aus Aeg.*, t. I, n° 357). Sur l'origine et le sens de cette inscription, je me rallie au commentaire de P. Perdrizet, *Miscellanea (REA)*, 1921, t. XXIII, pp. 281-286), XIII, *La ligue achéenne et les Lagides*, pp. 281-283.

1. Plus considérable même, pratiquement, car, des deux assemblées ordinaires aitoïennes, une seule, celle de l'automne, se tenait à Thermon, l'autre, celle du printemps, se tenant ici ou là (cf. Busolt-Swoboda, p. 1521, n. 8). Au contraire, ce sont toutes les synodoi achaiennes qui se réunissent dans l'Hamarion et, évidemment aussi, celles des synklêtoi qui sont convoquées à Aigion : toutefois, on peut douter (cf. *infra*, pp. 294 sqq.) que le privilège du sanctuaire ait été longtemps strictement observé.

2. Cf. *IG*², t. IX, 1, 1 (G. Klaffenbach).

3. Certains disent expressément que l'Hamarion se trouvait à Aigion même, et cette opinion ne peut avoir d'autre origine que l'indication de Pausanias sur l'emplacement de l'Homagyriorion ; d'autres considèrent comme un seul et même dieu Zeus Hamarios et Zeus Homagyrios : ils confondent donc, nécessairement, l'Hamarion et l'Homagyriorion. Cf. Schweighäuser, t. II (1789), p. 414, et t. V (1792), p. 436 ; E. Curtius, *Peloponnesos*, t. I (1851), pp. 463 sq. ; Wahner (1854), pp. 7 et 14 ; J. Overbeck, *Gr. Kunstmyth.*, t. II, 1 (Leipzig, 1871), pp. 113, 162, 219 ; P. Foucart, *Fragment inédit d'un décret de la Ligue achéenne (Rev. Arch., 1876, 2, t. XXXII, pp. 96-103)*, p. 99 ; G. Humbert, *DA, s. v. Achaicum foedus*, t. I (1877), p. 24 ; Weinert (1881), pp. 5 et 14 ; E. L. Hicks, *A man. of gr. hist. inscr.* ¹ (Oxford, 1882), p. 322 (*ad* n° 187) ; Preller-Robert, *Gr. Myth.*⁴, t. I (Berlin, 1894), p. 148 ; Töpffer, *RE, s. v. Achaia*, t. I (1894), col. 167 ; J. G. Frazer, *Paus.*, t. IV (Londres, 1898), p. 162 ; G. Fougères, *DA, s. v. Koinon*, t. III, 1 (1899), p. 841 ; O. Hoffmann, *SGDI*, t. II (Göttingen, 1899), *ad* n° 1634 ; Niese, t. II (1899), p. 292, n. 8 ; O. Gruppe, *Gr. Myth. und Religionsgesch.*, t. I, 2 (Munich, 1903), p. 1116, n. 3 ; Head, *Hist. num.* ² (Oxford, 1911), p. 417 ; A. B. Cook, *Zeus*, t. I (Cambridge, 1914), p. 17 ; Niccolini, p. 9, n. 2 ; *Gr.-Eng. Lex.* de Liddell-Scott, etc., t. I (n^{le} éd., Oxford, 1925), s. v. 'Αμάριος ; Y. Béquignon, *Les guides bleus. La Grèce* (Paris, 1932), p. 332 ; Walbank, p. 27.

4. Paus., VII, 24, 2 : πρὸς θαλάσσην δὲ s'y oppose à μὲν πρὸς τῇ ἀγορᾷ de 24, 1. Sur la topographie de la ville moderne de Vostitza, redevenue officiellement Aigion, qui occupe le site de l'ancienne ville, cf. A. Philippson, *Der Peloponnes* (Berlin, 1892), p. 260, et Y. Béquignon, *La Grèce*, p. 332 : une plage étroite ; la ville basse qui la domine sur une falaise haute de 15 mètres et large de 100, avec la source signalée par Pausanias, en VII, 24, 3 ; la ville haute surélevée, par une pente abrupte qu'interrompt un gradin, d'une cinquantaine de mètres.

Strabon. Il n'en est rien. Assurément, le mot *Homagyrios* est voisin du mot *Homarios* : formé avec *ὁμαῖ* et *ἄγριος*, il désigne un Zeus qui préside à une « réunion générale », ce qui n'est guère différent d'un Zeus « qui réunit ensemble » et semble convenir à merveille au Zeus dont le sanctuaire, précisément, donnait asile aux assemblées fédérales. Mais similitude n'est pas identité et rien, ici, ne peut justifier la différence entre les deux épiklèses. On a déclaré que, le sens d'*Hamarios* étant devenu obscur, le langage courant aurait forgé *Homagyrios* plus facilement intelligible¹ : c'est pure hypothèse, et bien invraisemblable ; surtout avec sa double forme *Hamarios-Homarios*, l'épiklèse classique du Zeus fédéral n'a jamais pu être incompréhensible pour aucun Grec. L'apparition du mot *Homagyrios* demeure donc énigmatique, si les deux Zeus ne sont qu'un seul et même dieu. Assurément encore, des statues d'Aphrodite et d'Athèna ornaient, selon Pausanias, l'Homagyryon². Or, Athèna est associée à Zeus Hamarios dans deux des inscriptions qui parlent de celui-ci³ et l'une d'entre elles, celle qui contient la formule sacramentelle, parle aussi d'Aphrodite⁴. Mais cette coïncidence⁵ ne suffit pas à emporter la conviction. Car les inscriptions nomment cette Athèna *Hamaria* ; elle aurait, ainsi, dû devenir Athèna *Homagyria* : or, Pausanias ne mentionne qu'une Athèna dépourvue de toute épiklèse. Quant à Aphrodite, elle ne figure probablement dans l'inscription que comme déesse de la cité d'Orchoménos, dont les représentants jurent en même temps que ceux de la Confédération⁶ : rien ne prouve donc qu'elle

1. Ainsi, par exemple, Foucart, *Rev. Arch.*, 1876, 2, p. 100, Frazer, *Paus.*, t. IV, p. 163, et Cook, *Zeus*, t. I, p. 17. D'autres disent simplement que *Homagyrios* est une forme corrompue : cf. *Sylloge*³, t. I, n° 490, n. 2, et Niese, t. II, p. 292, n. 8. Comme tous ces auteurs placent à l'origine le mot *Amarios*, sans aspiration, cette épiklèse aurait été sans cesse incomprise et déformée : cf. *Mél. Navarre*, p. 465, n. 1. En fait, avec de semblables hypothèses, il est toujours permis de tout expliquer : par exemple, Schweighäuser, t. V, p. 436, pensait que *Homarios* pouvait venir du mot *Homagyryon*, *contractum ac veluti usu rotundatum*, et ce n'était pas plus invraisemblable.

2. *Paus.*, VII, 24, 2.

3. *IG*, t. V, 2, n° 344, l. 8, et l'inscription d'Égypte (cf. *supra*, p. 278 et n. 10). Peut-être aussi pourrait-on invoquer à ce sujet une phrase d'Étienne de Byzance, s. v. Ὀμάριον ; mais elle est très loin d'être aussi nette que les inscriptions (cf. *Mél. Navarre*, p. 468, n. 1).

4. *IG*, t. V, 2, n° 344, l. 8.

5. Elle est relevée par Frazer, *Paus.*, t. IV, p. 163, et par Bölke, *RE*, s. v. *Homarion*, t. VIII, col. 2144. Il est assez surprenant que ceux qui croient à l'identité des deux dieux et des deux sanctuaires aient ordinairement négligé l'argument spécieux qu'elle permet d'imaginer : ils n'en invoquent pas d'autre que la similitude des épiklèses.

6. En ce sens, cf. déjà *Sylloge*³, t. I, n° 490, p. 728, n. 3, et Busolt-Swoboda, p. 1533, n. 1 : Pausanias, en VIII, 13, 2, mentionne en effet le culte dont Aphrodite est l'objet à Orchoménos. Il est indispensable que le traité par lequel cette cité adhère à la Confédération soit juré en invoquant, en même temps que les dieux fédéraux, au moins une divinité qui touche plus spécialement Orchoménos et ce ne peut être

soit déesse fédérale et la présence de sa statue dans l'Homagyrion, à Aigion même où un autre sanctuaire lui est spécialement consacré ¹, n'implique nullement l'identité de Zeus Homagyrios avec Zeus Hamarios. Ainsi ² disparaissent tous les arguments qui peuvent être invoqués à l'appui de l'assimilation des deux Zeus et des deux sanctuaires.

En revanche, cette assimilation appelle une objection très grave : c'est que Pausanias ne précise pas que les assemblées achaiennes se soient tenues dans l'Homagyrion, alors que deux occasions s'offraient ou plutôt s'imposaient à lui d'étaler à ce sujet une érudition qui ne pouvait pas ne pas être sienne. Tout d'abord, à propos de l'épiklêsis *Homagyrios*, dont il entreprend d'expliquer l'origine. Or, lisons son texte : il y parle simplement du colloque des chefs grecs qu'aurait convoqués en ce lieu Agamemnon avant d'entreprendre l'expédition contre Troie ; pas un mot des assemblées fédérales de l'époque historique, dont le rappel à cette place aurait cependant été, on voudra bien l'avouer, très naturel ³. Ce n'est pas tout. Cette explication fournie, Pausanias enchaîne : « Après le sanctuaire de Zeus Homagyrios, vient celui de Dèmèter Panachaia ⁴... » ; il signale, non sans musarder, une source abondante sur le rivage, un sanctuaire de Sotèria, des statues d'Agèladas, etc. ; il va abandonner Aigion, poursuivre sa route vers l'Est ⁵ ; mais il se ravise et fournit un ultime détail : « A Aigion, même de nos jours encore, se réunit le synédriion des Achaïens ⁶. » Si cette phrase venait immédiatement après celles qui parlent de l'Homagyrion, il serait clair que le synédriion de l'époque romaine ⁷ se réunissait dans le sanctuaire et les mots καὶ ἐφ' ἡμῶν ἔτι entraîneraient la même conclusion pour les assemblées fédérales de l'époque antérieure à la conquête romaine ⁸.

qu'Aphrodite, seule nommément désignée avec Zeus Hamarios et Athèna Hamaria. Si cette interprétation n'est pas certaine, elle est du moins infiniment vraisemblable. *Contra*, P. Foucart, *Rev. Arch.*, 1876, 2, t. XXXII, p. 98, qui semble croire que les gens d'Orchoménos, en devenant citoyens achaiens, perdent leur nationalité locale.

1. Paus., VII, 24, 2.

2. Je ne relève pas que Pol., V, 93, 10, mentionne la présence, dans l'Hamarion, d'un autel d'Hestia que Pausanias ne mentionne pas dans l'inventaire qu'il fait de l'Homagyrion. En effet, cet autel, dont la signification politique est évidente (cf. *Mél. Cumont*, t. I, p. 11), a dû disparaître avec la Confédération elle-même, en 146.

3. Paus., VII, 24, 2.

4. *Ibid.*, 3 : 'Εφεξῆς δὲ τῷ 'Ομαγυρίῳ Διὶ Παναχαϊᾶς ἐστὶ Δῆμητρος.

5. *Ibid.*, 3-4.

6. *Ibid.*, 4 : ἐς δὲ Αἴγιον καὶ ἐφ' ἡμῶν ἔτι συνέδριον τὸ 'Αχαιῶν ἀθροίζεται.

7. Cf. Busolt-Swoboda, p. 1548 et n. 2.

8. Ces mots constituent certainement une allusion à ces assemblées ; il ne peut s'agir pour Pausanias de rappeler la réunion convoquée par Agamemnon : du départ

Mais l'Homagryion est bien loin, dans l'esprit de l'auteur comme dans celui de ses lecteurs, et le rappeler ici eût été indispensable, en même temps que très facile. Ainsi, Pausanias ne parle pas des assemblées quand il mentionne l'Homagryion et il ne mentionne pas l'Homagryion quand il parle des assemblées. Cette symétrie dans l'abstention ne peut pas être l'effet du hasard ou de la négligence. C'est en pleine connaissance de cause que Pausanias s'est refusé à introduire dans son texte le moindre indice pouvant faire soupçonner que l'Homagryion eût jamais accueilli les assemblées de la Confédération achaienne ¹. Cet usage est affirmé fortement par Strabon pour l'Hamarion ² ; qu'est-ce à dire, sinon que l'Hamarion et l'Homagryion sont deux sanctuaires distincts, n'ayant d'autres caractères communs que d'être l'un et l'autre consacrés à un Zeus et situés sur le territoire de la cité d'Aigion ³ ?

Il faut donc recourir à d'autres textes pour tenter de déterminer l'emplacement de l'Hamarion. S'il est impossible d'y parvenir d'une façon très précise, du moins acquiert-on une indication de direction qui n'apparaît pas douteuse.

Il est évident, tout d'abord, que l'adoption d'un sanctuaire de Zeus Hamarios, comme lieu de réunion des assemblées, n'est pas une innovation de date récente ⁴. Il existait de bonne heure une organisation politique achaienne ⁵. Dès le début, elle s'est nécessairement placée sous un patronage divin, ce qui implique l'existence d'un sanctuaire fédéral. Dès le début aussi, elle a tenu des assemblées pour délibérer sur

pour le siège de Troie au ¹¹e siècle avant J.-C., même un Pausanias aurait pensé qu'il y avait prescription.

1. Tous les critiques cités plus haut, p. 279, n. 3, commettent plus ou moins nettement l'erreur de croire que, d'après Pausanias, les assemblées fédérales se réunissaient dans l'Homagryion ; puisque, d'après Strabon, elles s'étaient réunies dans l'Hamarion, la preuve leur paraît faite de l'identité des deux sanctuaires et, accessoirement, des deux dieux. La portée réelle du texte de Pausanias a été bien marquée par Hitzig-Blümner, éd. de Paus., t. II, 2, p. 831. Au vrai, Pausanias mentionne seulement, et de façon très incidente et indirecte, par l'expression καὶ ἐπ' ἡμῶν εἶσι, que les assemblées fédérales se sont tenues « à Aigion ».

2. Cf. ci-dessus, pp. 277 sq.

3. Je reviendrai plus loin, pp. 290 sq., sur l'Homagryion.

4. J'ai déjà abordé la question de l'ancienneté du sanctuaire dans mon mémoire des *Mél. Cumont*, t. I, pp. 3 sqq.

5. Hérodote, VIII, 73, signale un εἶθνος Ἀχαιῶν à l'époque de la seconde guerre médique. C'est la plus ancienne mention que nous possédions d'une décision politique prise en commun par les Achaiens (il s'agit de leur neutralité pendant la guerre). Par la suite, cf. Thuc., I, 111, 3 ; II, 9, 2 ; etc. L'organisation que ces textes révèlent est certainement assez lâche, au moins jusqu'aux dernières années du ⁷e siècle (cf. *Mél. Cumont*, t. I, p. 6). Toutefois, même embryonnaire et discontinuée dans son action, gênée par l'esprit d'indépendance de certaines cités, cette organisation existe ce qui est l'essentiel pour ce que j'examine ici.

les affaires communes. Or, il serait invraisemblable que, après s'être tenues ici ou là, ces assemblées se fussent ensuite réunies, en vertu d'une décision tardive, dans le sanctuaire fédéral : seule, l'évolution inverse serait logiquement admissible, car la force de l'idée religieuse n'a pu, en cette matière, que décliner pour aboutir à la séparation complète des deux domaines, spirituel et temporel.

Aussi bien, divers textes viennent étayer ce raisonnement théorique. La création d'un Hamarion par les Achaïens de Grande-Grèce afin d'y réunir leurs assemblées est, pour Polybe, simple imitation des coutumes des Achaïens du Péloponnèse ; or, cette création se place vers le milieu du v^e siècle avant J.-C. ¹. De plus, Strabon, parlant de l'Hamarion, le désigne comme le lieu « où les Achaïens et auparavant les Ioniens réglaient les affaires communes ² ». On pensera ce qu'on voudra de la légende des Ioniens qui, lors du « retour des Héraklides », auraient été chassés par les Achaïens de la côte Nord du Péloponnèse et se seraient réfugiés en Asie Mineure ³. Il n'en reste pas moins certain que l'utilisation d'un sanctuaire à des fins poli-

1. Pol., II, 39, 5-6 (cf. *ibid.*, I, et *Mél. Navarre*, p. 454 et n. 2).

2. Strab., VIII, 7, 3 (Cas., p. 385) : ἐν ᾧ τὰ κοινὰ ἐχρημάτιζον καὶ οὗτοι [Achaëi] καὶ Ἴωνες πρότερον. Félix Bölte a eu l'extrême courtoisie de m'adresser des remarques précieuses sur l'usage que j'ai fait naguère de ce texte, *Mél. Cumont*, t. I, pp. 3 sq. A son sens, dans ce passage où Strabon suivait Polybe, cette phrase représente une addition à Polybe, addition qu'il faut dédoubler en deux parties de valeur très inégale. La première partie provient du commentaire sur le Catalogue des vaisseaux qu'avait rédigé Apollodoros d'Athènes, comme le montre la comparaison nécessaire avec un passage ultérieur où l'utilisation de cette source est certaine (cf. le texte cité plus loin, p. 297, n. 2) ; elle peut donc mériter confiance. La seconde partie, au contraire, c'est-à-dire les mots καὶ οὗτοι πρότερον, provient du seul Strabon, parce qu'on n'en retrouve pas l'idée là où il utilise Apollodoros ; elle est donc, historiquement, sans valeur. F. Bölte (cf. *Rh. Mus. f. Phil.*, t. LXXXIII, 1934, pp. 333 sqq. ; t. LXXXVII, 1938, pp. 142 sqq. ; *RE*, t. XVII, s. v. *Olenos*, col. 2439) est assurément un maître de la *Quellenuntersuchung* appliquée au Péloponnèse de Strabon. Pourtant, sa critique ne m'apparaît pas, en l'espèce, irrésistible. En effet, la façon dont Strabon, lorsqu'il retrace l'histoire de la Confédération achaïenne (VIII, 7, 3), utilise en l'abrégant fortement le texte de Pol., II, 43, 1 sqq., que nous possédons, n'autorise sans doute pas à penser que, lorsqu'il utilise ailleurs Apollodoros, il soit plus aveuglément fidèle et complet. Il n'est pas impossible, me semble-t-il, qu'il ait négligé en VIII, 7, 5 (p. 387), un détail qu'il avait déjà utilisé et inséré en VIII, 7, 3 (p. 385). Au demeurant, il ne serait pas sûr que l'affirmation de l'usage ancien du sanctuaire en vue de délibérations communes fût nécessairement sans valeur du seul fait qu'elle ne proviendrait ni de Polybe, ni d'Apollodoros. Au total, les observations de F. Bölte me conduiraient actuellement à ne plus présenter ce texte, ainsi que je l'ai fait *Mél. Cumont*, comme une preuve décisive de l'existence du sanctuaire et d'un culte régional antérieurement à l'installation des Achaïens dans le pays. Mais, entourant de réserves plus prudentes mon argumentation, je ne modifierais pas les conclusions auxquelles j'étais alors parvenu.

3. Strab., VIII, 7, 1 (Cas., p. 383) ; 5, 5 (p. 365). Sur « le retour des Héraklides », cf. Hér., I, 145 ; VII, 94 ; VIII, 73 ; Pol., II, 41, 4 ; Paus., VII, 1, 7-8 ; etc. Selon F. Bölte, ce qu'en dit Strabon provient d'Apollodoros, qui s'inspirait lui-même uni-

tiques était en Achaïe coutume ancienne, déjà observée dans le premier koinon, celui qui disparut après 303/302, par conséquent bien avant la formation en 281/280 du second koinon, celui de l'époque hellénistique ¹. Lors de la formation de celui-ci, les Achaïens, en faisant revivre le privilège du sanctuaire, se bornèrent à suivre un usage dont l'origine remontait, à coup sûr, au début même de leur primitive communauté politique.

Il est peut-être moins aisé, mais cependant encore possible de prouver que, jusqu'en 373 avant J.-C., les assemblées achaïennes se tenaient, non pas sur le territoire d'Aigion, mais sur celui d'Hélîkè, ville située à 40 stades vers l'Est et limitrophe d'Aigion, mais disparue en 373 à la suite d'un tremblement de terre et d'un raz de marée ². Pausanias écrit, en effet, faisant certainement allusion aux débuts du second koinon : « Ils (les Achaïens) décidèrent de se réunir à Aigion ; car cette ville, après la submersion d'Hélîkè, l'emportait sur les autres villes d'Achaïe par son ancienne réputation et était alors puissante ³. » Ou bien cette phrase n'a aucun sens, ou bien elle oblige à conclure que l'honneur de voir les assemblées achaïennes se tenir sur son territoire *serait revenu*, avant la disparition d'Hélîkè, à cette ville — dont Diodore de Sicile ⁴ confirme le prestige prépondérant parmi les villes d'Achaïe — et non pas à Aigion. Mais ce conditionnel doit être corrigé. Car, manifestement, le Périègète ignore ou tait ici — comme ailleurs, du reste, — que le koinon de l'époque hellénistique n'est pas le premier en date des koina achaïens et que si, dans le koinon restauré en 281/280, Hélîkè disparue quatre-vingt-treize ans auparavant était bien incapable, et pour cause, de disputer aucun privilège à Aigion, elle pouvait le faire jusqu'en 373 dans l'ancien koinon. Dès lors, en vertu même de l'explication fournie du choix fait d'Aigion en

quement d'Hérodote. Point n'est besoin, je pense, de références pour montrer que ce récit traditionnel est aujourd'hui rejeté par la grande majorité des historiens.

1. Sur ces dates, cf. *REA*, t. XXXIX, 1937, pp. 17 sqq.

2. Sur cette catastrophe, cf. Pol., II, 41, 7 ; Diod., XV, 48 ; Strab., VIII, 7, 2 (Cas., pp. 384 sq.) ; Paus., VII, 24, 5 sqq. ; Ael., *De nat. an.*, XI, 19 ; Ovide, *Met.*, XV, 293 ; Sénèque, *Quaest. nat.*, VI, 26, 4 ; VII, 5, 3 ; 16, 2 ; etc. . . Cf. Bôlte, *RE*, t. VII, s. v. *Helike*, col. 2836 ; A. Philippson, *Pel.*, pp. 276 et 463 sq. (selon qui la catastrophe résulta de l'effondrement d'une terrasse alluviale sur un à-pic sous-marin ; mais, d'après Strabon [Hérakleïdès : cf. plus loin, p. 287, n. 1], Hélîkè était distante de la mer de 12 stades, soit plus de 2 kilomètres).

3. Paus., VII, 7, 2 : 'Αθροίζεσθαι δὲ ἐς Αἴγιον σφισιν ἔδοξεν· αὐτὴ γὰρ μετὰ Ἑλίκην ἐπιγλυθεῖσαν πόλεωσιν ἐν Ἀχαΐα τῶν ἄλλων ὁδὴν προεῖχεν ἐκ παλαιοῦ καὶ ὕσχυεν ἐν τῷ τότε.

4. Diod., XV, 48, 3 : τὴν Ἑλίκην συνέβαινε μέγιστον τῶν κατὰ τὴν Ἀχαΐαν πόλεων ἔχειν ἀξίωμα πρὸ τοῦ σεισμοῦ.

281/280¹, Héliké fut, jusqu'à sa destruction, le centre politique du koinon achaien². Il faut donc sous-entendre avant la phrase de Pausanias l'idée suivante : « [Jusqu'à la submersion d'Héliké, les Achaïens se réunissaient dans cette ville. Ensuite, et notamment lorsqu'en 281/280 ils reconstituèrent leur koinon], ils décidèrent de se réunir à Aigion; car cette ville, etc. . . » Aigion a donc simplement été, pour les assemblées achaïennes, l'héritière d'Héliké³.

Il semble ainsi qu'on aboutisse à deux faits radicalement contradictoires. D'une part, les assemblées des occupants du sol achaien se

1. Cette explication se trouve encore, semble-t-il, confirmée par le fait que Tite-Live, c'est-à-dire Polybe, voit, en XXXVIII, 30, 2, dans « la dignité de la ville » une justification admissible du privilège accordé à Aigion.

2. L'importance primitive d'Héliké se révèle aussi dans la légende de sa fondation par Ion, qui lui aurait donné le nom de sa femme (Paus., VII, 1, 4); dans la mention qu'en fait Homère (*Il.*, II, 575 : « la riche Héliké »); dans le fait qu'elle servit aux Ioniens de réduit suprême dans leur résistance à l'invasion achaienne (Strab., VIII, 7, 2 [Cas., p. 385]; Paus., VII, 1, 8). — On trouve chez Tite-Live, XXXVIII, 30, 2 : *Aegium a principio Achaici concilii semper conventus indicti sunt*. Cette phrase, en apparence, interdit de croire que les assemblées achaïennes se soient jamais réunies à Héliké. Mais le *concilium Achaicum* dont il est ici question est celui qui a été reconstitué au III^e siècle : or, Héliké avait disparu en 373. Les mots *a principio* ne sont donc nullement en désaccord avec mes conclusions.

3. On se trouve là en face d'un cas très net d'institutions anachroniques. Dans la Confédération du II^e siècle, étendue au Péloponnèse tout entier, la prééminence possible d'Héliké ou d'Aigion prête, en effet, à sourire. Mais il faut se garder de songer à Corinthe, Sikyon ou Argos. C'est dans la douzaine de bourgades de l'Achaïe proprement dite qu'il faut replacer Héliké et Aigion. Des listes nous sont fournies par diverses sources : Hér., I, 145; Pol., II, 41, 7; Strab., VIII, 7, 4 (Cas., pp. 385 sq.); Paus., VII, 6, 1. Tous ces auteurs s'accordent pour parler de douze villes primitives; mais l'énumération qu'ils en font est différente, sauf chez Hérodote et Strabon. Neuf se retrouvent partout, dont sept qui eurent une existence durable (Dymai, Pharai, Tritaia, Aigion, Aigéira, Pellana et Boura) et deux dont chacun affirme qu'elles disparurent (Olénos et Héliké : Pol., II, 41, 7; Strab., VIII, 7, 4 sqq.; Paus., VII, 22, 1; 24, 6; etc.). Mais Polybe ne mentionne ni Rhypes ni Aigai, citées par Strabon et Pausanias qui signalent par ailleurs leur disparition (Strab., VIII, 7, 4-5; Paus., VII, 23, 4; 25, 12); il nomme à leur place Léontion et Kérynéia. Léontion ne figure dans aucune autre liste. La douzième ville, pour Polybe et Strabon, est Patrai que Pausanias néglige et remplace par Kérynéia. Toutes ces différences s'expliquent sans doute par les dates différentes pour lesquelles chaque auteur a établi sa liste propre et par les erreurs rétrospectives qu'il a pu commettre : des villes ont disparu et des bourgades ont été élevées au rang de cités indépendantes. Cf. Busolt², p. 347, n. 5; F. Arci (Beloch, *Studi di storia ant.*, t. II, 1893), p. 144; Hermann⁶-Swoboda, p. 370, n. 6; Ferrabino, *Avato*, p. 301; Busolt³-Swoboda, p. 1532, n. 3; Schwahn, col. 1244, ll. 51 sqq. Sans s'y attarder davantage, il suffit d'avoir cité ces noms pour montrer qu'aucune de ces villes ne pouvait être plus importante qu'Héliké et Aigion. Encore plus insignifiante devait être cette cité d'Aschéion qu'Étienne de Byzance, *s. v.*, est, de façon très surprenante (on comprend mal, surtout, que Polybe n'ait jamais eu l'occasion de la nommer dans ceux de ses fragments qui sont parvenus jusqu'à nous), seul à nommer parmi les auteurs anciens et qui possédait néanmoins une existence indépendante : *Sylloge*, t. II, n° 585, l. 150; *IG*², t. IV, 1, n° 73, l. 28; cf. B. Niese, t. III, p. 38, n. 4; Dittenberger, *Hermes*, 1906, t. XLI, p. 168; Niccolini, p. 243, n. 7; Swoboda, *Hermes*, 1922, t. LVII, p. 520 et n. 1.

seraient, aussi loin qu'on peut remonter dans les temps historiques et même légendaires, réunies dans l'Hamaron, sanctuaire dont le seul auteur qui apporte quelques lueurs sur sa situation, Strabon, affirme qu'il dépendait de la cité d'Aigion. D'autre part, ces mêmes assemblées se seraient tenues avant 373 sur le territoire d'Hélikè et seulement à partir de 373 sur celui d'Aigion. C'est cette contradiction qu'il faut résoudre.

Logiquement, certes, rien n'interdit de croire qu'il a existé deux sanctuaires différents de Zeus Hamarios, l'un à Hélikè et l'autre à Aigion : après la disparition d'Hélikè qui les priva, en 373, de l'Hamaron de cette cité, les assemblées se seraient transportées dans l'Hamaron d'Aigion. Il est même permis de supposer que les deux sanctuaires n'ont pas existé simultanément, mais successivement : c'est ici la fonction qui devrait avoir créé l'organe, car il est malaisé de concevoir un sanctuaire portant ce nom et préexistant à l'usage de sanctuaire commun que ce nom implique. L'Hamaron d'Aigion n'aurait donc été consacré qu'en 373 après la disparition de l'Hamaron d'Hélikè : l'exemple des Achaïens de Grande-Grèce¹ est là pour nous montrer comment on pouvait, en pleine époque historique, créer un Hamaron de toutes pièces, *ex nihilo* et sans tradition locale antérieure. Ainsi complétée, l'hypothèse est plausible. Elle est malheureusement gratuite ; car elle n'est appuyée ni suggérée par aucun texte.

Une autre solution est théoriquement admissible. Il n'aurait jamais existé qu'un Hamaron unique et ce sanctuaire aurait appartenu primitivement à Hélikè. Mais, tandis qu'en 373 la ville d'Hélikè et même, si l'on veut, la plus grande partie de son territoire sont recouvertes par la mer, le sanctuaire proprement dit échappe au désastre. Aussi le rattache-t-on au territoire de la cité voisine, Aigion, qui recueille ainsi l'héritage à la fois de tout ce qui subsiste du territoire d'Hélikè, du prestige attaché à la possession de l'Hamaron et du privilège d'accueillir les assemblées fédérales. Mais ces assemblées se réunissent toujours au même lieu : elles ne subissent en 373 qu'un déplacement nominal.

Hypothèse tout aussi logiquement plausible que la précédente, mais qui, sans conteste, doit l'emporter sur elle, à cause d'indications concordantes fournies par certains textes. Tout d'abord, il est sûr que la totalité du territoire d'Hélikè ne fut pas engloutie et que ce qui en fut

1. Pol., II, 39, 5-6.

épargné revint à Aigion. Voici, en effet, Strabon qui, invoquant l'autorité d'un contemporain du sinistre, Hérakleidès, affirme que la χώρα d'Hélikè fut attribuée « aux voisins » ¹. Voici surtout Pausanias qui précise quels furent ces voisins bénéficiaires de la catastrophe : « Comme il n'existe plus de citoyens d'Hélikè, les citoyens d'Aigion en occupent la χώρα ². » Il n'est pas moins certain, en second lieu, que l'Hamarion ne relevait pas d'Aigion à l'origine. « Aux gens d'Aigion », écrit Strabon, en effet, « appartiennent ces choses (τὰ ὅσα) et Hélikè et le sanctuaire de Zeus, l'Hamarion ³. » On peut, à la rigueur — car le contexte est loin d'indiquer très clairement de quoi il s'agit —, concevoir des doutes sur la façon dont « ces choses », τὰ ὅσα, sont la propriété des gens d'Aigion ⁴. Mais aucune hésitation, on vient de le voir, n'est possible pour Hélikè : son territoire ne s'est fondu dans celui d'Aigion que par un synœcisme accidentel et récent. Dès lors, l'interprétation

1. Strab., VIII, 7, 2 (Cas., pp. 384-385) : 'Ηρακλείδης δὲ φησι κατ' αὐτὸν τοῖς δ' ὁμόροις νεῖμαι τὴν χώραν. Sur Hérakleidès ὁ Ποντικός, cf. Daebritz, *RE*, s. v. t. VIII, coll. 472-484 ; Christ-Schmid-Stählin, *Gesch. der gr. Lit.*, t. II, 1 (Munich 1920), pp. 71-73.

2. Paus., VII, 24, 4 : 'Ελικαέων δὲ οὐκέτι ὄντων νέμονται τὴν χώραν οἱ Αἰγίειοι.

3. Strab., VIII, 7, 5 (Cas., p. 387) : Αἰγίων δ' ἐστὶ καὶ τὰ ὅσα καὶ 'Ελική καὶ τὸ τοῦ Διὸς ἅλσος τὸ 'Αμάριον. Je traduis τὸ ἅλσος par « le sanctuaire ». Puisque le mot peut avoir ce sens général, pourquoi lui donner celui de « bois sacré », comme le font, entre autres, Hermann⁶-Swoboda, p. 392, Niccolini, p. 236, Busolt-Swoboda, p. 1317, n. 5, p. 1533, p. 1557, Schwahn, col. 1255 ? Le sanctuaire pouvait comporter un bois sacré ; mais on conçoit difficilement qu'une assemblée ait pu se réunir dans un bois.

4. On ne peut parvenir sur ce point à aucune certitude. La pensée de Strabon apparaît cependant probable. Le mot τὰ ὅσα doit normalement représenter Kérynéia et Aigai, dont Strabon a parlé dans les lignes précédentes, en précisant pour l'une comme pour l'autre qu'elles appartiennent à Aigion. Assurément, il y a des difficultés. Elles ne sont pas insurmontables pour Kérynéia : si Polybe (II, 41, 8 ; 14 ; 43, 2) fait de Kérynéia une cité ayant sa vie propre, Pausanias la qualifie de πόλις (VII, 25, 5) et le mot, beaucoup moins net que πόλις, ne signifie nullement qu'elle soit indépendante d'Aigion ; il se peut donc que Kérynéia, autonome au temps de Polybe et de la Confédération achaienne, fût, à l'époque romaine, celle de Strabon et de Pausanias, rattachée à Aigion ; ainsi les affirmations contradictoires de ces trois auteurs pourraient être toutes conservées (la question n'est abordée dans la *RE* ni par Hirschfeld, t. I, col. 969, s. v. *Aigion*, ni par Böhle, t. XI, coll. 342 sqq., s. v. *Keryneia*). Le cas d'Aigai est plus grave. Polybe n'en parle nulle part ; Pausanias dit seulement (VII, 25, 12) que la ville fut abandonnée « à cause de sa faiblesse, paraît-il » ; mais, si Strabon, en VIII, 7, 5 (Cas., p. 387), la rattache à Aigion, il la rattache à Aigéira en VIII, 7, 4 (Cas., p. 386). Il est donc difficile de conclure : Hirschfeld, *RE*, t. I, col. 944, s. v. *Aigai* (2), col. 951, s. v. *Aigeira*, col. 969, s. v. *Aigion*, oscille sans s'en apercevoir entre ces deux indications contraires. Mais peu importe, pour le raisonnement actuel, ce qui s'est réellement passé ; l'essentiel est de chercher à deviner ce que voulait dire Strabon en écrivant cette phrase : or, il vient à peine de dire que Kérynéia appartient à Aigion et, pour Aigai, l'indication du rattachement à Aigion est beaucoup plus proche que celle du rattachement à Aigéira. Il est ainsi très probable que τὰ ὅσα représente, comme Hélikè, des acquisitions et non des possessions primitives de la cité d'Aigion.

inévitables de la mention faite, dans la même phrase, de l'Hamarion est certainement identique : le sanctuaire n'est pas une possession ancestrale ni naturelle d'Aigion, il en est une dépendance artificielle et surajoutée.

Il est vrai que, si cette phrase de Strabon apporte cette précision, elle semble également, en distinguant avec soin Hélikè et l'Hamarion, interdire de rattacher primitivement le sanctuaire à la cité. Mais ce n'est là qu'une impression, et qui n'a rien d'impératif. Il se peut que Strabon ait simplement voulu marquer, en ménageant une place à part à l'Hamarion, qu'il constituait la plus belle pièce de l'héritage d'Hélikè recueilli par Aigion. Il se peut aussi que l'Hamarion, à l'intérieur du territoire d'Hélikè, eût acquis un rang particulier du fait de son utilisation politique. Et ce serait chose bien naturelle : il n'était pas un lopin de terre quelconque ; il n'était même pas le sanctuaire d'une divinité ordinaire et, s'il ne formait pas un « district fédéral » indépendant de tout État-membre¹, du moins ne pouvait-il ni matériellement ni moralement perdre son individualité dans l'ensemble des champs, des taillis et des constructions du voisinage ; rien de surprenant, en conséquence, si le langage courant l'avait distingué du territoire de la cité dont il faisait juridiquement partie. Une autre explication, enfin, demeure possible, qui paraît bien être la plus vraisemblable : c'est que la possession ancienne de l'Hamarion par Hélikè était ignorée de Strabon. Celui-ci sait bien des choses : que les assemblées achiennes se sont de très bonne heure réunies dans le sanctuaire et que celui-ci ne dépendait pas primitivement d'Aigion. Mais c'est Pausanias, et non pas lui, qui nous enseigne qu'Hélikè a eu, avant Aigion, le privilège d'accueillir les assemblées fédérales. Or, s'il néglige de mentionner ce détail, c'est sans doute qu'il n'en a pas eu connaissance : l'amateur curieux des choses disparues qu'il était ne l'eût pas laissé échapper. Ce serait donc très naïvement qu'il aurait introduit entre Hélikè et l'Hamarion ce malencontreux *xxi* qui, en les rangeant sur le même plan, paraît interdire de rattacher juridiquement, au moment du transfert à Aigion, celui-ci à celle-là. — Le choix est ainsi largement ouvert entre plusieurs réponses dont chacune suffit à réfuter l'objection possible.

Les sources n'apportent rien d'autre. Renseignements de qualité

1. Comme c'est souvent le cas dans des États fédéraux modernes : États-Unis d'Amérique, Australie, etc...

médiocre¹, dont chacun contient une part de vérité, dont aucun n'apporte nettement, directement, la solution pourtant très simple. Peu importe, puisqu'une heureuse fortune a fait que Strabon et Pausanias n'ont ni su ni ignoré les mêmes choses. Ainsi, l'un complète l'autre et les lambeaux épars peuvent aisément se recoudre : l'Hamarion, l'unique Hamarion, a été le siège des assemblées achaïennes ; mais, dépendant d'Hélîkè tant que cette cité exista, il dépendit d'Aigion après la disparition d'Hélîkè en 373.

Il s'ensuit qu'il ne peut pas être confondu avec l'Homagyryon qui se trouvait à Aigion même, dans la ville basse². Des doutes, il est vrai, pourraient naître du fait que les auteurs anciens, Polybe et Strabon, qui mentionnent l'Hamarion, ne soufflent pas mot de l'Homagyryon,

1. A vrai dire, la qualité est surtout médiocre chez Strabon. Pour Pausanias, en effet, on devine (cf. plus loin, pp. 291-292) des excuses. Pour Strabon, il n'en existe pas. J'ai déjà signalé (*supra*, p. 287, n. 4) une contradiction flagrante au sujet d'Aigai. Il faut mentionner une difficulté telle au sujet de Rhypes qu'elle a conduit à soupçonner une altération des mss : VIII, 7, 5 (Cas., p. 387) ; cf. C. Bursian, *Geog. von Gr.*, t. II, *Pelob. und Inseln* (Leipzig, 1872), p. 331, n. 1 ; R. Weil, *Zeitschr. f. Num.*, 1882, t. IX, p. 202 ; F. Arci, *Studi de Beloch*, t. II, p. 144 ; mais *contra* F. Bölte, *RE*, t. I A 1, col. 1292, s. v. *Ῥῆρες*. Dans tout le passage relatif à l'Achaïe, VIII, 7 (Cas., pp. 383-388), les digressions sont incessantes et le plan suivi est étrange : le récit de la disparition d'Hélîkè (VIII, 7, 2) vient après l'annonce de la formation du second koinon achaïen, postérieure au sinistre de près d'un siècle. Les sources utilisées sont multiples et d'âge différent : Hérakleidès, auteur du iv^e siècle (cf. ci-dessus, p. 287, n. 1), et Eratosthénès, auteur du iii^e siècle (cf. Christ-Schmid⁶, t. II, 1, pp. 246 sqq. ; Knaack, *RE*, t. VI, coll. 358-388, s. v. *Eratosthenes* ; A. Thalamas, *La géog. d'Erat.*, [1921], pp. 24-47) sont nommément désignés ; Apollodoros d'Athènes (cf. ci-dessous, p. 292, n. 1) se devine ; l'utilisation de Polybe est certaine (cf. Strab., VIII, 7, 1 [Cas., p. 384], et Pol., II, 39 et 41 ; Strab., *ibid.*, 3 [Cas., p. 385], et Pol., II, 43, 1). Bref, tout ce développement sur l'Achaïe est de valeur très discutable si on le considère d'ensemble, ce qui n'empêche pas tel ou tel détail de mériter d'être retenu à défaut, surtout, d'autres renseignements qui ne sont fournis nulle part ailleurs.

2. Pour être passé du terroir d'Hélîkè à celui d'Aigion, il faut bien que l'Hamarion ait été situé en dehors d'Aigion et, par conséquent, différent de l'Homagyryon. C'est là, au sens le plus fort de l'expression, une vérité d'évidence. Elle n'en a pas moins été parfois méconnue, par des critiques qui avaient aperçu une partie de la vérité. Ainsi, Schweighäuser, t. V, p. 436, situe l'Hamarion *prope Aegium* et, néanmoins, le confond avec l'Homagyryon. Wahnner, pp. 7, 14, 25, et Weinert, pp. 5, 14, ont bien vu que le sanctuaire fédéral relevait autrefois d'Hélîkè et n'appartenait à Aigion que depuis 373 ; cependant, ils l'appellent Homagyryon et au moins Weinert le place au centre d'Aigion. — La vérité a été aperçue et présentée plus ou moins nettement par Merleker (1837), p. 85 ; W. Vischer, *Kl. Schr.*, t. I (1877 [1849]), p. 376 ; C. Bursian, *Geog. von Gr.*, t. II (1872), p. 333, n. 1 ; F. Imhoof-Blumer et P. Gardner, *A num. com. on Paus.* (cf. *JHS*, 1885-1887), p. 86 ; A. Philippson, *Der Pel.* (1892), p. 276 ; Hirschfeld, *RE*, t. I, col. 969, s. v. *Aigion* ; Jessen, *ibid.*, col. 1741, s. v. *Amarios*, et t. VIII, col. 2143, s. v. *Homagyrios* ; Weissenborn-Müller, *ad Liv.*, XXXVIII, 30, 2 ; Hitzig-Blümner, éd. de Paus., t. II, 2, p. 831 ; F. Bölte, *RE*, t. VIII, col. 2143 sq., s. v. *Homarion* ; P. Perdrizet, *REA*, 1921, t. XXIII, pp. 281 sq., Busolt-Swoboda, p. 1533 et n. 1 ; P. Roussel, *La Grèce et l'Orient*, p. 419 ; R. Cohen, *La Grèce et l'hellénisation du monde antique*, pp. 446 sq.

tandis que la source unique qui parle de l'Homagyriorion, Pausanias, ne dit rien de l'Hamarion. Cette constatation ne peut pas prévaloir contre l'interprétation qui vient d'être donnée aux textes. Elle n'en risque pas moins d'éveiller des soupçons à l'égard de toute explication qui ne conclut pas à l'identité des deux sanctuaires. Elle mérite donc examen.

Le silence de Polybe et de Strabon touchant l'Homagyriorion n'a rien de surprenant. Nous ne possédons pas l'œuvre intégrale de Polybe et nous serait-elle parvenue dans sa totalité que le sanctuaire pourrait fort bien n'y pas être nommé, si sa mention n'avait été indispensable dans le récit d'aucun événement important. Quant à Strabon, il ne dit presque rien de la ville d'Aigion¹, absolument rien de ses lieux saints ni de ses monuments : lorsqu'il néglige d'y signaler la bonne douzaine de sanctuaires dont le Périègète, lui, ne nous fait pas grâce², pourquoi aurait-il accordé à l'Homagyriorion un sort privilégié ?

Ainsi, point n'est besoin de supposer, comme on l'a fait³, que ce sanctuaire soit une création de l'époque romaine, accomplie lors de la reconstitution, que toléra Rome après 146, du koinon achaien⁴. Assurément, l'idée est ingénieuse. Un culte commun était d'autant plus nécessaire au nouveau groupement qu'il lui était interdit d'aborder désormais les grandes questions politiques. Or, la piété envers Zeus Hamarios devait être suspecte aux nouveaux maîtres, car trop de souvenirs du temps de l'indépendance y demeuraient attachés⁵. Aussi imagine-t-on sans peine que des amateurs d'« antiquités nationales » se soient alors complus à préciser un détail de la grande épopée, à rechercher et à découvrir le lieu où Agamemnon avait réuni les chefs « achaiens » avant l'expédition vers la Troade⁶, à faire, enfin, créer

1. Il nous apprend simplement d'Aigion, en VIII, 7, 5 (Cas., p. 387), qu'elle est suffisamment peuplée ; qu'une légende y place l'allaitement de Zeus par une chèvre ; qu'elle possède Aigai, Kérυνεία, « ces choses (cf. *supra*, p. 287, n. 4), Héliké et l'Hamarion » ; que le fleuve Sélinois traverse son territoire.

2. Quatorze en réalité, désignés par divers vocables (ἱερὸν, τέμενος, ναός, ἄλσος), plus un οἶκμα abritant quatre statues divines : VII, 23, 5-24, 3.

3. Bölte, *RE*, t. VIII, coll. 2144 sq.

4. Paus., VII, 16, 10 ; cf. Busolt 3-Swoboda, p. 1548 et n. 2. — Cette explication supposerait naturellement que Strabon tient sa documentation sur l'Achaïe de livres antérieurs à l'organisation du koinon romain. Car, si ses renseignements sont de première main, il devrait précisément ignorer l'Hamarion (cf. *infra*, pp. 291 sq.) et connaître l'Homagyriorion. Mais il n'est pas douteux (cf. plus loin, p. 292, n. 1) qu'en effet il écrit ici d'après d'anciens témoignages.

5. On va voir, d'ailleurs, que le silence de Pausanias touchant l'Hamarion oblige à croire que le sanctuaire a été abandonné ou même détruit lors de la conquête romaine.

6. Telle est, on l'a vu, d'après Paus., VII, 24, 2, l'origine de l'épiklèsis *Homagyrios*.

de toutes pièces un sanctuaire et un culte nouveaux, consacrés à un Zeus nouveau, Homagyrios. Bien plus, ce nom, qui n'est certainement pas une déformation de l'épiklêsis Hamarios-Homarios¹, s'en rapproche assez, cependant, par la forme comme par le sens, pour donner l'impression d'un calembour : ainsi, son adoption pourrait être considérée comme un de ces gestes frondeurs que des vaincus se procurent la maligne satisfaction d'accomplir à la barbe des vainqueurs. Il convient, toutefois, avant de se rallier à cette hypothèse, de ne pas oublier que l'Homagyryion ne paraît pas avoir été utilisé à l'époque romaine pour y tenir les assemblées du koinon achaien². Or, une fois l'usage qu'en firent les Achaïens limité à des fins uniquement religieuses, il est manifeste que le sanctuaire a pu tout aussi bien exister du temps même de la Confédération hellénistique. Donc l'hypothèse qui place sa création à l'époque romaine demeure sous plusieurs aspects très séduisante³ ; mais aucun indice, si léger soit-il, ne se révèle qui pousse à l'adopter.

Reste l'absence de toute mention de l'Hamarion chez le pieux archéologue qu'était Pausanias. Elle est certainement incompréhensible si ce sanctuaire avait encore existé de son temps : l'Hamarion était alors au moins désaffecté et sans doute même détruit. Rien n'est plus aisément explicable. L'existence du sanctuaire fédéral, où se célébrait le culte rendu à la divinité protectrice de la Confédération, était liée à l'existence même de la Confédération : il fut donc abandonné en 146 avant J.-C., soit sur l'ordre des Romains qui virent dans le culte célébré en ce lieu le ciment et le symbole de l'unité politique qu'ils entendaient détruire⁴, soit par la négligence de ses anciens fidèles découragés⁵. Au début du principat de Tibère au plus tard⁶, c'est à

1. Cf. *supra*, p. 280 et n. 1.

2. Cf. plus haut, pp. 281 sq.

3. Surtout à cause de l'explication qu'elle permet d'imaginer pour l'adoption de l'épiklêsis *Homagyrios* : l'« à peu près » conserve toute sa saveur même si le sanctuaire n'a jamais été utilisé comme lieu de réunion pour les assemblées du koinon de l'époque romaine.

4. Peut-être même les Romains détruisirent-ils eux-mêmes ou ordonnèrent-ils de détruire le sanctuaire. Nos sources sont certainement si lacuneuses que la mention précise de cette mesure de répression aurait bien pu ne pas parvenir jusqu'à nous.

5. On sait combien vite se dégrade un monument désaffecté. Et nous n'avons pas le moindre indice qu'il y ait eu dans ce sanctuaire une construction importante quelconque : un autel à Zeus, un autre à Athènes, un troisième à Hestia, des stèles inscrites, voilà tout ce dont les textes affirment ou contraignent à supposer l'existence. C'est un minimum : rien ne prouve qu'il ait été dépassé et les assemblées achaiennes ont très bien pu se tenir au grand air. Quelques années ont donc pu suffire pour que cela fût entièrement ruiné ou disparût sous la folle végétation.

6. On s'accorde à placer la mort de Strabon au plus tard en 23 après J.-C. : cf.

sa documentation livresque, qui remonte au moins au II^e siècle¹, que Strabon doit de connaître l'Hamarion. Un siècle et demi plus tard, sous Marc-Aurèle, Pausanias visitant le pays² n'en entend pas parler. Y a-t-il là quoi que ce soit d'in vraisemblable ?

La contradiction apparente, non pas entre ce que disent, mais entre ce que taisent les deux sources, trouve ainsi son entière justification.

Une dernière remarque s'impose, d'ordre pratique cette fois. Si le sanctuaire fédéral où les Achaïens dressaient les stèles portant le texte de leurs principaux décrets s'était trouvé dans la ville même d'Aigion, ne serait-ce pas miracle que le sol ou les vieux murs d'Aigion ne nous eussent pas livré, déjà, plusieurs inscriptions fédérales ? Les fouilles sont rarement méthodiques, mais les trouvailles accidentelles ne sont pas rares dans une ville moderne édifiée sur les ruines d'une ville antique. Cependant, des inscriptions achiennes jusqu'ici publiées, une seule provient du territoire d'Aigion³. On voudra bien avouer que

Christ-Schmid-Stählin, *Gr. Lit.*⁶, t. II, 1, p. 409 ; E. Honigmann, *RE*, t. IV A 1, coll. 76-155, s. v. *Strabo* (3), en particulier coll. 77-78. Quant à la date où il aurait rédigé son livre VIII, elle ne peut être établie avec précision ; mais on ne saurait la repousser beaucoup au delà de t8 ; il est même possible qu'elle soit antérieure d'une vingtaine d'années au début de notre ère : cf., outre les ouvrages cités, B. Niese, *Beitr. zur Biographie Strabons* (*Hermes*, 1878, t. XIII, pp. 33-45) ; E. Pais, *Italia antica*, t. I (Bologne, 1922), app. III (pp. 267-316), *Intorno al tempo ed al luogo in cui Strabone compose la geografia storica*, pp. 267 sqq. et surtout p. 292 ; J. G. C. Anderson, *Some questions bearing on the date and place of composition of Strabo's Geography* (*Anatolian studies presented to sir W. M. Ramsay*, Manchester, 1923, pp. 1-13), pp. 2-10.

1. On est à peu près d'accord aujourd'hui pour admettre que Strabon n'a visité en Grèce que Corinthe : cf., par exemple, Pais, *op. cit.*, p. 307. Tout ce qui concerne le reste de la Grèce a été rédigé à l'aide de vieux matériaux. Pour Niese, *Apollodoros Commentar zum Schiffs-kataloge als Quelle Strabons* (*Rh. Mus.*, t. XXXII, 1877, pp. 267-307), la source unique, dans cette description de l'Achaïe où Strabon cite à plusieurs reprises Homère, est Apollodoros d'Athènes. L'hypothèse est sans doute excessive. D'autres sources (cf. *supra*, p. 289, n. 1) sont nommées par Strabon. Il est vrai que Strabon n'y a peut-être pas eu directement recours : peut-être avaient-elles déjà servi à Apollodoros et les a-t-il connues par l'intermédiaire de celui-ci. De toute façon, l'utilisation du *Περὶ νεῶν* d'Apollodoros ne peut faire aucun doute (cf. Honigmann, *RE*, t. IV A 1, s. v. *Strabon*, coll. 146-147 ; Schwartz, *RE*, t. I, s. v. *Apollodoros*, coll. 2867-2870) et, parmi les sources sûres, cet auteur est bien le plus récent. Or, on est dans l'ensemble d'accord pour placer la naissance d'Apollodoros vers 180 et sa mort entre 120 et 110 avant J.-C. : cf. Münzel, *RE*, t. I, coll. 2855 sq. ; F. Jacoby, *Apollodoros Chronik. Eine Sammlung der Fragmente* (*Philol. Untersuch.*, XVI. Heft, Berlin, 1902), pp. 7-9 ; Christ-Schmid-Stählin, *Gr. Lit.*⁶, t. II, 1, pp. 394 sqq. Strabon ne paraît donc pas avoir disposé sur l'Achaïe de renseignements très postérieurs à 146.

2. Sa documentation sur les villes d'Achaïe a été recueillie par lui sur place : VII, 23,2 ; 3 ; 7-8 ; etc. Il écrit en 173 le début du livre V (1,2 : 217 ans depuis la fondation de la colonie de Corinthe par César). Il a visité l'Arcadie vers 177 : cf. A. Plaisant, *Orchomène d'Arcadie*, (*BCH*, t. XXXIX, 1915), p. 60, n. 2.

3. *Sylloges*⁷, t. I, n° 519 = *SGDI*, t. II, n° 1636. Il est évidemment impossible de savoir si certains des fragments qu'O. Hoffmann, *SGDI*, nos 1604-1609, attribuée à

c'est fort peu, pour un sanctuaire urbain. Il y a plus. L'inscription donne le texte d'un décret fédéral ¹ qui n'a certainement avec l'État municipal que constituait la cité d'Aigion aucun rapport, même lointain : la pierre qui la porte se trouvait donc probablement, à l'origine, dans l'Hamarion. Or, les deux premiers éditeurs de l'inscription, les seuls qui aient vu cette pierre aujourd'hui disparue, s'accordent pour affirmer qu'elle a été trouvée *apud* Aigion, ce qui doit assurément s'interpréter, non pas « à » Aigion même, mais « aux environs » de la ville ².

Les « environs » de la ville... ? Inutile de battre l'estrade à l'aventure dans toute la zone qui entoure Aigion. Explorer son secteur oriental, en direction d'Hélikè, suffirait à coup sûr amplement. Car, pour avoir dépendu d'Hélikè jusqu'en 373, il faut bien que le sanctuaire se soit trouvé à l'Est d'Aigion. Hélikè, nous dit Pausanias, était éloignée de 40 stades, environ 7 km., d'Aigion ³. Sauf enchevêtrement compliqué des limites des deux cités voisines, c'est par conséquent à partir de 3 km. 500 d'Aigion qu'il conviendrait de rechercher les traces de l'Hamarion. Les cartes sont la seule ressource d'un chercheur qui ne voyage qu'en esprit : on ne manque pas d'être troublé en y découvrant, à mi-chemin à peu près entre Aigion et l'emplacement présumé d'Hélikè, l'indication de deux villages dont le nom rappelle étrangement le mot τέμενος, *Kato Temeni* et *Apano Temeni* ⁴. Simple coïncidence, peut-être ⁵. Serait-elle trompeuse qu'une recherche attentive dans cette région mériterait encore, semble-t-il, d'être entreprise.

des inscriptions municipales d'Aigion ne proviennent pas plutôt d'inscriptions fédérales et, par conséquent, de l'Hamarion.

1. Attribution de la proxénie fédérale à des otages.

2. Cyriaque d'Ancone, *Epig.*, p. VIII, n° 62 ; L. A. Muratori, *Novus Thes.*, t. II, p. DXC, n° 1 : in *Achaja, apud Oppidum maritimum Erigium, quod Bostizan appellant*. Ces deux éditeurs ont copié l'inscription directement et c'est d'après eux qu'on la publie aujourd'hui. Boeckh, *CIG*, t. I, n° 1542, Dittenberger, *Sylloge*, t. I, n° 182, *Sylloge*, t. I, n° 236, *Sylloge*, t. I, n° 519, disent exactement *apud Aegium* ; de même O. Hoffmann, *SGDI*, t. II, n° 1636, in *der Nähe von Aegium*. La mention de Ch. Michel, *Recueil d'inscr. gr.*, n° 200, à *Vostitza*, est fautive.

3. Paus., VII, 24,5.

4. Leur existence n'a jamais été relevée jusqu'ici. L'*Atlas* de Philipson donne seulement l'indication d'un *Temeni* entre Vostitza (Aigion) et Hélikè. Les deux villages dont il est question sont portés, non loin de la côte, au Sud-Est d'Aigion, sur la feuille n° 7 de la carte française au 1 : 200.000. M. Charles Picard, ancien directeur de l'Ecole française d'Athènes, a eu l'obligeance de me signaler (1933) qu'à sa connaissance le lieu n'avait jamais été l'objet d'aucune fouille.

5. Je ne suis pas, en effet, sans apercevoir l'objection possible : si le souvenir du sanctuaire s'est perpétué de la sorte jusqu'à nos jours, comment Pausanias a-t-il pu ne pas être informé ?

II

Jusqu'en 188, les synodoi se réunissaient « à Aigion »¹. Cela signifie-t-il nécessairement qu'elles se sont, jusqu'à cette date, tenues dans l'Hamarion? Telle est bien l'interprétation presque unanimement admise². Elle est cependant inacceptable³.

Une remarque s'impose tout d'abord. Aucune loi, avant 188, n'existait en la matière, qui créât pour les magistrats une obligation constitutionnelle. Tite-Live, en effet, emploie uniquement, pour définir l'état de choses existant au début de 188, le mot *mos* et il l'oppose au mot *lex* dont il use dans la même phrase⁴. Il ne s'agit donc que d'une coutume : si vénérable qu'elle ait été à cause de son ancienneté, elle n'a jamais pu posséder l'autorité d'une loi. Or, on sait que les Achaïens étaient loin d'appliquer strictement toutes leurs lois⁵; ils se sentaient *a fortiori* encore moins liés par de simples coutumes.

C'est, toutefois, la possibilité de tout autre chose que de quelques entorses à des habitudes ancestrales qu'il est nécessaire d'envisager.

La source d'où se tire la date extrême de 188 est Tite-Live. Voici son texte, directement et fidèlement imité de Polybe, autant qu'il soit possible d'en juger⁶ : « C'est à Aigion que, depuis le début de la Confédération achaienne, furent toujours convoquées les assemblées

1. Cf. le texte de Tite-Live cité plus loin, p. 295, n. 1. Je considère comme sûre la date de 188 : cf. la bibliographie indiquée plus haut, p. 21, n. 4.

2. Cf. Niese, t. II, p. 292 et n. 8; t. III, p. 38; Hermann⁶-Swoboda, pp. 392 sqq.; Niccolini, p. 236; Busolt³-Swoboda, p. 1557; Schwahn, *RE*, t. IV A 1, col. 1255 (il serait facile de multiplier les références). Il faut d'ailleurs reconnaître que, pour tous ceux qui confondent l'Hamarion avec l'Homagyrion et placent le sanctuaire à Aigion même, la plupart des observations que je vais présenter ci-dessous n'ont aucun intérêt. — A ma connaissance, deux critiques seulement se sont séparés sur ce point de l'opinion commune : Weissenborn-Müller, en note à Liv., XXXVIII, 30, 2, mais sous une forme très imprécise et ambiguë; Bölte, *RE*, t. VIII, col. 2144, mais en ne distinguant pas entre synklêtoi et synodoi, si bien que, pour les premières, la démonstration lui est facile, mais n'apporte rien de neuf, tandis que, pour les secondes, il néglige de rechercher des arguments.

3. Je vais, dans les pages qui suivent, reprendre, en la complétant, une démonstration dont j'ai déjà indiqué les grandes lignes, *Mél. Cumont*, t. I, pp. 17 sqq.

4. Liv., XXXVIII, 30,3 : la phrase provient de Polybe (cf. *infra*, n. 6); mais si le mot νόμος est amphibologique chez Polybe (cf. plus bas, p. 309), il est sûr que les moyens ne manquent pas pour distinguer et opposer la coutume et la loi (cf. Pol., II, 39,6 : τοὺς ἀρχαίους καὶ νόμους) : il est sûr aussi que Tite-Live peut comprendre et rendre la distinction : cf. Liv., XXXI, 29,12; XXXII, 25, 2; 34,5 (particulièrement important à cause de la comparaison avec Pol., XVIII, 4,8 et 5,1); etc.

5. Cf. *supra*, pp. 231 sq.

6. La controverse signalée plus haut, p. 21, n. 4, porte sur la fidélité de Tite-Live lors de son utilisation, dans tout le passage, d'un texte de Polybe qui ne nous a pas été transmis. Adopter la date de 188 équivaut à reconnaître l'exactitude de l'historien latin. Cf. *Mél. Glotz*, t. I, p. 50, et en particulier n. 6.

fédérales, privilège attribué soit à la dignité de la ville, soit à la commodité du lieu. Philopoimen, cette année [188] pour la première fois, s'étant efforcé de ruiner cette coutume ¹, etc... » Le lecteur qui n'ignore pas que les assemblées achaiennes se tenaient dans l'Hamarion et que le sanctuaire dépendait d'Aigion, est instinctivement porté à interpréter, dans cette phrase, les mots « à Aigion » par « sur le territoire d'Aigion », c'est-à-dire dans l'Hamarion. Au vrai, examiné d'un peu près, ce texte montre qu'en 188 les synodoi se rassemblaient, depuis longtemps déjà, non pas dans l'Hamarion, mais à Aigion même : les raisons qui y sont invoquées pour tenter d'expliquer cette coutume ne peuvent, en effet, concerner que l'agglomération urbaine d'Aigion, distincte de l'Hamarion.

« La dignité de la ville ? » Certes, l'expression est excellente pour rappeler le passé historique ou légendaire d'Aigion et sa prééminence sur les cités voisines ². Mais elle est, à coup sûr, d'une faiblesse et d'une imprécision presque incompréhensibles pour peu qu'on veuille y reconnaître la moindre allusion au prestige religieux que la possession du sanctuaire fédéral avait pu valoir à l'héritière d'Héliké. Si Polybe a voulu parler de l'Hamarion, il n'a rien pu écrire dont Tite-Live eût pu, de son côté, apporter une traduction ou aussi fausse ou aussi plate. Polybe n'a donc voulu parler que d'Aigion même : or, Polybe connaît mieux que quiconque les institutions achaiennes et leur évolution. « La commodité du lieu ? » Personne, cette fois, ne pourra réprimer un sourire en songeant à l'Hamarion. Car un lieu de réunion situé en pleine campagne, à 3 km. au moins de la ville, est sans conteste le plus incommode qu'on puisse imaginer pour des assemblées qui attirent, quatre fois par an ³ et plusieurs jours consécutifs en cas de besoin ⁴, plusieurs centaines de citoyens. Polybe, ici encore, n'a donc pas pu vouloir parler de l'Hamarion. Que penser, surtout, de l'hésitation qui se trahit dans le *seu... seu...* de Tite-Live, comme de la nature des deux explications entre lesquelles il laisse le choix ? Si les synodoi, en 188, se tiennent encore dans l'Hamarion,

1. Liv., XXXVIII, 30, 2-3 : *Aegium a principio Achaici concilii semper conventus gentis indicti sunt, seu dignitati urbis id seu loci opportunitati datum est. Hunc morem Philopoimen eo primum anno labefactare conatus...*

2. Il faut évidemment rapprocher l'expression de la phrase de Pausanias, VII, 7, 2 citée *supra*, p. 284 et n. 3. On discerne alors très clairement ce que Tite-Live veut dire et on voit bien qu'il ne s'agit pas de l'honneur que le rattachement de l'Hamarion a procuré à Aigion.

3. Cf. plus haut, pp. 263 sqq.

4. Cf. plus loin, p. 346.

le fait trouve sa justification pleine et entière, seule admissible et qui coupe court à toute controverse, dans le caractère même du sanctuaire consacré au dieu protecteur de la Confédération, *concordiae Præsidi*, comme l'appelle très justement J. Schweighäuser¹. Seul, au surplus, un « esprit fort » pourrait s'ingénier à découvrir, comme il est fait ici, des raisons purement profanes à un usage d'origine purement religieuse. Pour que Polybe et Tite-Live, qui ne sont ni l'un ni l'autre coutumiers d'un rationalisme aussi irrévérencieux², s'évertuent de la sorte, il faut assurément que le sanctuaire ne soit nullement en cause. Il ne peut donc être rendu compte de cette phrase que si, en 188, les synodoi se rassemblaient à Aigion même ; bien plus, cet usage était déjà assez ancien, puisque, ayant à parler de leur lieu de réunion, Polybe ne songeait plus à l'Hamarion, mais seulement à Aigion. — Telle est la conclusion inévitable dès qu'on admet qu'en cet endroit Tite-Live ne s'est pas grossièrement mépris sur le sens du texte original de Polybe. Postulat ? Sans aucun doute, mais qui a pour lui toute vraisemblance³ et qui, au surplus, ne deviendrait réellement

1. Afin (cf. t. V, p. 436) de rendre le sens de *Hamarios* (plus haut, p. 278).

2. Pour Tite-Live, ce jugement se passe de preuves. Il n'en est pas de même pour Polybe, dont on connaît le souci d'expliquer les événements sans faire appel à l'intervention d'une volonté surnaturelle : cf. surtout Pol., XXXVI, 17, 1-4 ; accessoirement X, 5, 8 ; III, 47, 6 sqq. ; etc. ; et M. A. Croiset, *Hist. de la litt. gr.*, t. V², pp. 276 sqq. ; T. R. Glover, *CAH*, t. VIII, pp. 13 sqq. Mais, chez Polybe, ce souci n'est nullement incompatible avec la piété ou le respect des lieux saints (cf. IV, 18, 10-11 ; 35, 2-4 ; 62, 2-4 ; 67, 3-4 ; V, 9 sqq. ; etc.) et le sentiment religieux est particulièrement net quand il s'agit de choses et d'institutions achaïennes (cf. V, 106, 2-3, et, à propos de l'Hamarion, II, 39, 5-6). En l'espèce, au surplus, attribuer des causes matérielles à l'usage qu'on prétend expliquer, c'est se tromper gravement. Pour les Achaïens du second koinon, en effet, ou, si l'on veut, ceux de 373, — c'est-à-dire pour tous ceux qui ont décidé que leurs assemblées se tiendraient sur le territoire d'Aigion, — l'explication religieuse du privilège de l'Hamarion est la seule explication historique. La cause réelle d'une décision prise par des tiers n'est pas celle qui aurait pu pousser l'historien lui-même à prendre cette même décision, mais celle qu'il reconnaît avoir été prépondérante sur l'esprit de ses auteurs. C'est, ainsi, sa propre théorie des causes qui devait interdire à Polybe d'invoquer ces motifs.

3. L'hypothèse d'une erreur de Tite-Live n'a rien, en soi, d'in vraisemblable. Voici, d'ailleurs, comment on pourrait ici s'en imaginer, avec le maximum de probabilité, la genèse : — 1^o Polybe aurait justifié plus ou moins clairement par l'existence du sanctuaire fédéral la réunion des assemblées « à Aigion », c'est-à-dire, dans son esprit, sur le territoire d'Aigion ; — 2^o Tite-Live, n'apercevant pas la véritable pensée de Polybe, aurait compris que celui-ci parlait de la ville même d'Aigion, négligé l'Hamarion et résumé le tout par « la dignité de la ville » ; — 3^o ne jugeant pas, après l'avoir ainsi faussée et minimisée, la raison suffisante, il aurait cherché une autre explication et tiré de son propre cru « la commodité du lieu », ce qui l'aurait conduit à bâtir l'alternative *seu...seu...* Tout cela n'a rien d'impossible. Néanmoins, dans l'ensemble du passage où la phrase s'insère, la fidélité de Tite-Live à l'égard de Polybe paraît certaine (cf. *supra*, p. 294, n. 6) : c'est un indice qu'il en est sans doute de même dans cette phrase. On ne peut, au surplus, accuser Tite-Live de pareilles énormités sans raisons décisives qui font ici entièrement défaut.

inquiétant que si les raisonnements qu'il permet d'édifier ne trouvaient pas, ailleurs, confirmation.

Ils la trouvent tout d'abord chez Strabon. Cet auteur est le seul qui atteste l'utilisation politique de l'Hamarion par le koinon achaien fondé en 281/280¹. Or, dans la mesure où son témoignage est susceptible d'une tentative d'interprétation chronologique, il plaide en faveur d'un abandon précoce des usages traditionnels. Assurément, lorsque Strabon écrit : « Aux gens d'Aigion appartiennent ces choses, et Héliké, et le sanctuaire de Zeus, l'Hamarion où *se réunissaient* les Achaïens pour délibérer sur les affaires communes² », l'emploi de l'imparfait autorise toutes les hypothèses³. Il n'en est pas de même du second passage de Strabon où l'Hamarion se trouve mentionné. Une comparaison détaillée avec une phrase de Polybe est à cet égard très significative.

POLYBE

« Pendant les vingt-cinq premières années, lesdites villes furent associées en Confédération, élisant à tour de rôle un secrétaire commun et deux stratèges. Après cela, ils [les Achaïens] décidèrent au contraire de ne créer qu'un seul stratège⁴, » etc...

STRABON

« Pendant vingt ans, les Achaïens eurent annuellement un secrétaire commun et deux stratèges et leur assemblée générale se réunissait en un lieu unique (appelé Hamarion) où eux et auparavant les Ioniens réglaient leurs affaires communes. Ensuite, ils décidèrent de n'élire qu'un seul stratège⁵. » Etc...

1. Polybe, II, 39, 6, atteste seulement les réunions dans l'Hamarion pour le milieu du ve siècle (cf. *Mél. Navarre*, p. 454, n. 2), c'est-à-dire pour le premier koinon.

2. VIII, 7, 5 (Cas., p. 387) : Αἰγίων δ' ἐστὶ καὶ ταῦτα καὶ Ἑλίκη καὶ τὸ τοῦ Διὸς ἄλσος τὸ Ἀμάριον, ὅπου συνήσαν οἱ Ἀχαιοὶ βουλευσόμενοι περὶ τῶν κοινῶν.

3. L'hypothèse la plus naturelle serait que cette coutume a duré jusqu'à la fin de la Confédération en 146. Mais, si c'est bien là ce que Strabon, ou sa source (Apollodoros, comme [cf. plus haut, p. 283, n. 2] le pense F. Böhle ? cf. *supra*, p. 292, n. 1), a voulu dire, l'erreur est grave : de toute façon, en effet, les synodoi se sont réunies en dehors d'Aigion à partir de 188 (cf. *infra*, pp. 302 sqq.), et les synklêtoi beaucoup plus tôt encore (cf. plus loin, pp. 308 sqq.). Puisque ces réserves nécessaires n'ont pas été faites par Strabon, il est évident qu'on peut restreindre davantage encore la durée de la coutume dont il parle.

4. Pol., II, 43, 1-2 : Εἴχοσι μὲν οὖν ἔτη τὰ πρῶτα καὶ πέντε συνεπολιτεύσαντο μεθ' ἑαυτῶν αἱ προσηρμέναι πόλεις, γραμματέα κοινὸν ἐκ περιόδου προχειριζόμεναι καὶ δύο στρατηγούς. Μετὰ δὲ ταῦτα πάλιν ἔδοξεν αὐτοῖς ἓνα καθιστάνειν... — Pour le sens de l'expression ἐκ περιόδου, cf. Pol., VI, 20, 7, et *Mél. Cumont*, t. I, p. 19, n. 4. Sur le mot προχειριζόμεναι, cf. plus loin, p. 390, n. 3 : la difficulté m'a fait renoncer à rendre dans cette traduction la nuance qu'il apporte et qui est, d'ailleurs, sans importance ici.

5. Strab., VIII, 7, 3 (Cas., p. 385) : Εἴχοσι μὲν δὴ ἔτη διετέλεσαν γραμματέα κοινόν

Ainsi, en cet endroit où Strabon copie Polybe et même l'abrège, — très rapidement parfois, comme le montre la suite de son texte¹, — il éprouve le besoin d'ajouter une précision nouvelle touchant l'Hamarion. Il est permis, assurément, de prendre en mauvaise part cet étalage d'érudition à la fois mythique et topographique, de le juger oiseux et intempestif. Une chose est sûre, néanmoins : l'addition n'a pas été introduite au hasard. On s'en convaincra en prenant garde à la durée différente attribuée par chaque auteur à cette période des débuts de la Confédération ; vingt-cinq ans chez Polybe, vingt ans seulement chez Strabon. A première vue, on est tenté de croire à une erreur de ce dernier ou des scribes qui ont recopié son texte². Apparence trompeuse. La modification est parfaitement consciente³ : Aigion n'ayant adhéré à la Confédération que cinq ans après la formation de celle-ci⁴, les vingt ans de Strabon sont exactement calculés sur les vingt-cinq ans de Polybe, en songeant à l'Hamarion qui, depuis 373, relevait d'Aigion. La correction trahit ainsi l'intérêt qu'apporte Strabon à la mention faite par lui de l'Hamarion. La période qu'il envisage n'est pas identique à celle qu'envisage Polybe et elle se définit autrement. Pour Polybe, elle commence en 281/280 : c'est celle où les Achaïens élaient annuellement deux stratèges. Pour Strabon, elle s'ouvre seulement en 276/275 : c'est celle où les Achaïens, tout à la fois, élaient chaque année deux stratèges et se réunissaient dans l'Hamarion.

On devine dès lors ce qu'un raisonnement rigoureux permettrait de conclure d'un pareil décalage. Si l'existence de la double stratégie n'a pas paru à Strabon pouvoir seule suffire à caractériser la période des

ἔχοντες καὶ στρατηγοὺς δύο κατ' ἐνιαυτὸν οἱ Ἀχαιοί, καὶ κοινοβούλιον εἰς ἓνα τόπον συνήγστο αὐτοῖς (ἐκαλεῖτο δὲ Ἀμάριον) ἐν ᾧ τὰ κοινὰ ἐγχεράτιζον καὶ οὗτοι καὶ Ἴωνες πρότερον· εἴτα ἔδοξεν ἓνα χειροτονεῖσθαι στρατηγόν.

1. Non sans erreurs ou lacunes équivalant à des erreurs : ainsi, il ne mentionne pas la délivrance de Sikyon (Pol., II, 43, 2-3) et passe immédiatement à la prise de Corinthe par Arates (*ibid.*, 4).

2. Sic, Casaubon (*ad loc.*, p. 138 du *Commentarius* dans l'éd. de Strabon, Genève, 1587, et p. 167 du *Com.* dans l'éd. de Paris, 1620) ; Schweighäuser (t. V, p. 444) ; P. Foucart, dans *Le Bas-Foucart*, t. II, 2, p. 8 ; Niese, *Beiträge zur Geschichte und Chronologie des Hellenismus, I, Die achäische Zeittafel des Polybios* (*Hermes*, 1900, t. XXXV, pp. 53-59), p. 57, n. 1 ; moi-même, *Mél. Iorga*, p. 96, n. 3. — Dubois, p. 150, n'aperçoit pas la contradiction : il parle de vingt ans et renvoie, n. 2, uniquement à Polybe.

3. Une indication en ce sens se trouve déjà dans Hermanns, p. 747, n. 8 ; il y est dit que Strabon a en vue *den ganzen Bund* ; c'est excessif : il ne songe qu'à l'Hamarion, donc à Aigion.

4. Pol., II, 41, 13.

débuts de la Confédération, s'il a formellement tenu à lui associer, comme symptôme tangible d'importance équivalente, la réunion des assemblées dans l'Hamarion, pourquoi la seule apparition du stratège unique aurait-elle constitué à ses yeux un fait assez considérable pour marquer la fin d'une période, et précisément de la même période ? Sans doute, les vingt ans écoulés, il se borne à écrire : « Ensuite, ils décidèrent de n'élire qu'un seul stratège. » Mais n'est-il pas légitime de sous-entendre : « et de se réunir ailleurs que dans l'Hamarion » ? Ce texte n'exprime pas davantage un autre fait sous-entendu, corollaire manifeste de l'apparition de la stratégie unique : la diminution définitive d'influence politique que subit alors le secrétariat fédéral¹. C'est bien la preuve que Strabon laisse à son lecteur le soin de lire entre les lignes et il est, en bonne logique, impossible de n'y pas lire l'abandon de l'Hamarion au profit de la ville même d'Aigion en 256/255².

On devine aussi, il est vrai, l'objection inévitable qu'appelle ce raisonnement : Strabon mérite-t-il qu'on l'interprète si étroitement ? En modifiant le critérium qu'avait utilisé Polybe, il a aperçu les conséquences chronologiques de cette modification. Méthode scrupuleuse et qui lui fait honneur ; mais dont l'excellence même ne laisse pas de surprendre quiconque l'a quelque peu pratiqué. Aussi est-il sans doute plus sage de ne pas lui attribuer, là où rien n'en atteste l'existence, une telle richesse d'intentions inexprimées. L'objection est forte³. Toutefois, si elle atténue, elle ne parvient pas à détruire tout l'effet des observations qui précèdent, et on ne saurait contester qu'il se

1. Cf. *Mél. Iorga*, pp. 95 sqq.

2. Je n'attache pas grande importance à cette date, qui n'est adoptée ici que par convention ; on peut en effet aboutir, avec les vingt-cinq années de Polybe, à des résultats différents : 256/255 (Niccolini, p. 269) ; 255/254 (Niese, *Hermes*, 1900, t. XXXV, pp. 56-58 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 406 ; Busolt³-Swoboda, p. 1537 et n. 3 ; Schwahn, col. 1258) et même 253/252 (Th. Mommsen, *Röm. Forschungen*, p. 360, n. 10).

3. Les remarques faites par F. Bölte (cf. plus haut, p. 283, n. 2) sur ce passage viendraient encore renforcer l'objection : si Strabon, en effet, ne mérite aucune confiance lorsqu'il ajoute quelque chose de son cru à Apollodoros et à Polybe, il n'en mérite assurément pas davantage en ce qui concerne la place où il a jugé bon d'introduire, dans un passage emprunté à Polybe, une incidente provenant d'Apollodoros. Mais j'ai déjà indiqué, en examinant le raisonnement de Bölte, que tout ce que Strabon a emprunté à Apollodoros touchant l'Hamarion ne se trouve pas nécessairement seulement en VIII, 7, 5 (p. 387), et que VIII, 7, 3 (p. 385) peut fort bien constituer un emprunt direct et plus complet que l'autre texte à Apollodoros. D'ailleurs, toutes les critiques se heurteront toujours à un fait : à voir avec quel soin Strabon a corrigé Polybe pour adapter ses indications chronologiques à la mention qu'il allait faire de l'Hamarion, on est obligé de penser qu'il ne convient pas de lui prêter, au moins dans cette phrase, trop de fantaisie et de négligence.

dégage du texte comme un parfum d'archaïsme ¹. La date de l'institution du stratège unique, 256/255, est peut-être trop précise pour être admise comme celle de la fin du privilège de l'Hamarion ; il n'en reste pas moins que Strabon a voulu opposer ici le régime des débuts de la Confédération à celui qu'elle connut au temps de sa prospérité. Si, jusqu'en 188, l'Hamarion avait été le lieu de réunion des assemblées, Strabon n'aurait pas placé le renseignement à cet endroit, au prix d'un bouleversement grave dans un développement polybien. Ainsi, c'est une interprétation très restrictive, quant à la durée de cette coutume, que sa phrase doit recevoir. Il vient donc confirmer entièrement la conclusion à laquelle a conduit précédemment l'examen du texte de Tite-Live.

N'est-il pas, en second lieu, invraisemblable que, pendant près d'un siècle, de 275 à 188, les Achaiens aient tenu leurs quatre synodoï annuelles dans un sanctuaire situé à quelque trois kilomètres d'Aigion, c'est-à-dire en rase campagne ? Le bon sens suffit à rendre douteuse cette hypothèse. Cette façon d'agir, déjà bien incommode en temps de paix ², leur aurait fait courir, lors d'une guerre avec Èlis voisine et presque limitrophe d'Aigion, avec l'Aitolie aux aguets sur l'autre rive du golfe de Corinthe ou avec tout autre ennemi maître de la mer, des risques trop graves pour qu'ils eussent consenti à s'y exposer si longtemps. Un exemple permet d'apprécier le danger. En 217, les Èléiens, conduits par l'Aitolien Euripidas, s'avancent, pendant la session de la synodos, « jusqu'au territoire d'Aigion » ³ : si l'assemblée est réunie dans l'Hamarion, c'est le stratège Aratos, les damiorgoi, de nombreux citoyens désarmés qui se trouvent à la merci d'une surprise. De telles menaces peuvent être prévues à l'avance ; si une confiance aveugle a conduit à les négliger, l'événement ne peut pas manquer d'ouvrir les yeux pour l'avenir et impose les mesures de sécurité nécessaires. Le premier devoir comme le premier droit d'une assemblée politique est de pourvoir à sa propre sauvegarde et de ne pas commettre l'imprudence d'inspirer à l'ennemi la tentation d'un raid audacieux, mais à ce point fructueux ⁴. Et quel remède plus simple, sinon plus assurément effi-

1. Cette impression est déjà ressentie par Niccolini, p. 236, n. 1. Mais son but est très différent du mien : il fait de la synodos une assemblée de députés et il lui semble que les mots de Strabon désignent un rassemblement en masse des Achaiens ; aussi ne lui reste-t-il d'autres ressources que de transporter le fait *in tempi molto lontani*.

2. A l'inconvénient né de la longue route à parcourir matin et soir, il faut joindre sans doute l'observation présentée *infra*, p. 356, n. 6.

3. Pol., V, 94, 2-3 ; cf. *supra*, pp. 88 sqq.

4. *Mutatis mutandis*, c'est à peu près ce qu'exprimait, en septembre 1914, Gaston

cace, que de se réunir dans une ville qui, close ou non de bons murs, possédera du moins les ressources matérielles indispensables pour armer sur-le-champ une bonne partie des citoyens rassemblés ¹ ?

Est-il également vraisemblable que si, pendant près d'un siècle, les synodoi achaiennes se sont réunies à une pareille distance du centre d'Aigion, on ne puisse trouver ni chez Polybe, ni dans aucune des sources qui l'utilisent et permettent de suppléer partiellement à ce qui manque de son œuvre, aucun détail révélateur ? Dans aucun récit, rien n'atteste jamais ni même ne donne simplement l'impression que les séances se tiennent en dehors d'Aigion. Il paraît cependant difficile que la persistance de cette coutume, qui aurait imposé aux citoyens, à l'aller comme au retour, de parcourir une assez longue route en un cortège qui n'aurait certes pas manqué de pittoresque, n'ait jamais provoqué d'incidents ou que ceux-ci n'aient jamais été jugés dignes d'une mention quelconque.

Peut-être, enfin, faut-il faire encore une remarque. On se souvient de cette assemblée tenue entre l'automne 208 et le printemps 207, où Philopoïmen exhorte les citoyens à veiller au bon état de leurs armes ². Sans que rien, d'ailleurs, puisse apporter de certitude à cet égard, l'opinion générale la considère comme une synodos. Or, cette assemblée est réunie dans un « bouleutèrion » situé à proximité immédiate de l'agora ³ de la ville — inconnue — où elle a été convoquée. Il est clair que, s'il s'agissait bien d'une synodos, cette précision suffirait à trancher définitivement la question. On peut, en effet, concevoir un « bouleutèrion » à l'intérieur de l'Hamarion, mais on ne peut placer le sanctuaire près de l'agora d'Aigion ou de toute autre ville, car une agora se trouve nécessairement dans l'agglomération urbaine. Si donc synodos il y a, elle n'est pas, à cette date de 208/207, réunie dans l'Hamarion ⁴.

Ces remarques parachèvent, semble-t-il, la démonstration. Assurément, commodité et sécurité des assemblées, absence de tout détail

Doumergue en déclarant que « le devoir est parfois de se laisser accuser de lâcheté » et Raymond Poincaré en parlant du « courage d'être lâche » (R. Poincaré, *Au service de la France*, t. V, *L'invasion*, Paris, 1928, pp. 221 et 237).

1. La présence de la foule venue pour assister aux Néméennes n'empêcha pas Kléomènes de prendre Argos ; au contraire, elle facilita son succès (Plut., *Kléom.*, 17, 7-8). Qu'eût-ce été en rase campagne ?

2. Pol., XI, 9-10 ; cf. plus haut, pp. 95 sqq.

3. Pol., XI, 9, 8-9.

4. Niccolini, p. 236 et n. 3, paraît avoir déjà aperçu le changement de lieu, en présentant d'ailleurs l'argument de façon très différente : d'une part, cette assemblée est pour lui certainement une synodos ; d'autre part, le *bosco di Giove Amario* était selon lui situé à Aigion même.

caractéristique dans les sources, réunion au cœur même d'une ville d'une assemblée de nature indécise, ce sont là des indices bien plutôt que des preuves. Mais des indices concordants et qui rejoignent la signification probable des textes examinés précédemment. Leur valeur vient aussi de ce qu'il est impossible de découvrir, non seulement dans les textes, mais dans la simple vraisemblance, une objection quelconque. L'unique difficulté semble être le respect des Achaïens pour le sanctuaire et leur désir de continuer à placer leurs délibérations communes sous l'invocation du Zeus fédéral¹. Mais il est sûr qu'en 188 ils n'ont pas hésité à rompre définitivement avec leur ancienne tradition². Bien plus, il est également sûr que, dès avant 188, ils avaient cessé de la suivre pour certaines de leurs assemblées, et précisément les plus importantes d'entre elles, les synklètoi³. Pourquoi n'auraient-ils pas pu être, aussi tôt, aussi hardis pour les synodoi ? Ainsi, les arguments qui viennent d'être exposés n'ont bien aucune contre-partie.

Aussi n'hésitera-t-on pas à conclure que les synodoi ne se sont pas réunies dans l'Hamarion jusqu'en 188. L'utilisation politique du sanctuaire par la Confédération hellénistique n'est attestée de façon sûre que pour la seule période de 276/275 à 256/255. Par la suite, l'Hamarion perdit son privilège et les synodoi, jusqu'en 188, se tinrent « à Aigion », c'est-à-dire dans la ville même. Rien ne permet malheureusement d'assigner au transfert une date précise. Sans doute se réalisa-t-il progressivement : quelques infractions isolées, que justifiait le souci d'assurer, en temps de guerre, la sécurité de l'assemblée, conduisirent par la force des choses à l'abandon et au demi-oubli de l'ancienne coutume. Hypothèse vraisemblable, mais hypothèse, dont le caractère incertain ne doit pas diminuer la force de la conclusion précédente.

III

Au début de 188⁴ s'accomplit la dernière étape de cette évolution. Elle était devenue indispensable. Rien ne justifiait le monopole usurpé par Aigion ; du jour où les synodoi avaient déserté l'Hamarion, le

1. Dans mon mémoire des *Mél. Cumont*, t. I, p. 22, j'ai tenté d'expliquer cet abandon rapide du sanctuaire par l'extension de la Confédération en dehors de l'Achaïe proprement dite et la formation en son sein d'une majorité de non-Achaïens pour lesquels le vieux culte de Zeus Hamarios n'était qu'un culte officiel, sans racines traditionnelles.

2. Cf. *infra*, pp. 304 sqq.

3. Cf. ci-dessous, pp. 308 sqq. Je considère ici les synklètoi comme les plus importantes des assemblées parce que la discussion des questions extérieures les plus graves leur était légalement réservée.

4. Pour cette date, cf. la bibliographie indiquée *supra*, p. 21, n. 4.

réalisme et l'opportunisme humains avaient prévalu sur la tradition religieuse ; dès lors, dans la Confédération qui s'étendait depuis plus de deux ans au Péloponnèse tout entier ¹, bien des cités plus peuplées, au passé plus prestigieux et d'accès plus facile avaient à faire valoir des titres très supérieurs à ceux d'Aigion, dont la primauté ² ne pouvait être reconnue qu'à l'égard des vieilles cités achaïennes, en Achaïe proprement dite. Pratiquement — pour faciliter aux citoyens l'exercice de leurs droits souverains — comme politiquement — pour appliquer le principe de l'égalité entre les cités fédérales ; effacer l'empreinte « vieille achaïenne » qui marquait des institutions conçues pour un groupement à l'origine très étroitement et ethniquement localisé ³ ; les élargir au cadre d'un État désormais non plus achaïen, mais péloponnésien ; tenter d'attacher les nouveaux citoyens, et parmi eux surtout Messéniens et Spartiates ⁴ très éloignés d'Aigion, à leur plus grande patrie en les attirant aux séances des assemblées tenues à proximité de leur domicile, en leur donnant ainsi l'occasion de couder les citoyens de vieille date et de se familiariser avec le fonctionnement des institutions fédérales —, il importait d'autoriser et même d'imposer la convocation des synodoi ailleurs qu'à Aigion ⁵. Stratège pour 189/188, Philopoïmen eut le mérite de comprendre cette nécessité et de réaliser cette réforme.

L'évolution antérieurement réalisée montre assez qu'il n'était, ce faisant, ni sacrilège ni révolutionnaire ⁶. Il se heurta cependant à une

1. C'est pendant la stratégie de Diophanès que l'unité péloponnésienne (cf. plus haut, p. 20, n. 2) est réalisée par et dans la Confédération achaïenne (Paus., VIII, 30, 5). Or, cette stratégie prend fin à l'automne 191.

2. Paus., VII, 7, 2.

3. Assurément, il n'était pas à craindre qu'Aigion, du fait de son monopole, prit dans le Péloponnèse une place politiquement et matériellement prépondérante, comparable, par exemple, à celle de Thèbes en Béotie ; elle n'offrait pas le même danger que Corinthe ou Mégalopolis : cf. Freeman², p. 216. Il y avait pourtant en cette coutume quelque chose de déplaisant pour les nouveaux venus.

4. Les adhésions de Sparte et de Messène sont très récentes (192 et 191). Elis, achaïenne depuis 191, est, à cet égard, moins importante, car elle est toute proche d'Aigion. En fait, Sparte et Messène ont eu des sursauts d'indépendance ; Elis n'a jamais bougé (cf. *Premiers rapports*, p. 355).

5. Sans exclure, bien entendu, Aigion. — Holleaux, *BCH*, t. XXIX, 1905, p. 372, suppose que Philopoïmen emprunta l'idée aux Aitolieus qui, déjà, convoquaient dans des villes variables selon les années l'une de leurs deux assemblées régulières. C'est possible. Cependant, le nouveau régime achaïen n'est pas calqué sur l'autre, puisqu'il s'applique à toutes les synodoi.

6. On voit par là quelles corrections j'apporterais aujourd'hui à ce que j'ai écrit *Mél. Glotz*, t. I, pp. 60 et 70-71. L'initiative de Philopoïmen se trouvait, au surplus, facilitée et presque justifiée du fait que, depuis plusieurs années, Aigion n'était plus le lieu de réunion normal des synklêtoi (cf. *infra*, pp. 308 sqq.) : aucun argument n'existait en faveur du maintien de cette différence entre les deux types d'assemblées.

opposition assez dangereuse, dont les véritables motifs ne sont pas expliqués par Tite-Live, l'unique source qui mentionne la chose ¹, mais peuvent être assez sûrement conjecturés, pour certains au moins de ses éléments. Elle vint d'abord des gens d'Aigion et elle n'a rien, chez eux, de mystérieux : ils défendaient un privilège de leur cité, les avantages d'ordre moral et matériel qu'ils en tiraient. La majorité, peut-être la totalité des damiorgoi ² embrassa leur cause, sans que la raison de cette attitude puisse être discernée ³ : ne pouvant ou n'osant pas ⁴ empêcher le stratège de prendre l'initiative de la réforme, ils cherchèrent à provoquer son échec ⁵. Pour cela, tandis que Philopoïmen, soucieux d'éviter et l'ambiance d'une ville hostile et la présence d'un grand nombre de citoyens d'Aigion à l'assemblée — une synklêtos sans doute ⁶ — qui examinerait son projet de loi, convoquait cette assemblée à Argos, les damiorgoi la convoquèrent à Aigion même. Enfin, le proconsul romain M. Fulvius, alerté à Képhallania par les gens d'Aigion ⁷, débarqua dans le Péloponnèse avec l'intention d'appuyer ses solliciteurs, probablement par animosité contre Philopoïmen, suspect à juste titre d'indocilité envers Rome ⁸.

Mais la réforme rencontra l'appui de la très grande majorité des citoyens, aux vœux et aux besoins desquels elle répondait. L'arrivée de M. Fulvius transportait, au surplus, le conflit sur un terrain où Philopoïmen pouvait être sûr du triomphe tant que Rome ne lancerait pas d'ultimatum formel ⁹. Aussi fut-il évident, dès le début, que la

1. XXXVIII, 30, 2-5.

2. Une simple majorité de damiorgoi est, même en l'espèce, chose très possible, bien que tous aient pris finalement parti contre Philopoïmen. Car on peut concevoir une minorité légaliste qui, battue lors du vote, se serait inclinée devant la majorité. Ce qu'elle aurait alors reproché à Philopoïmen, ce n'aurait pas été son projet de réforme, mais sa révolte contre une décision prise selon les formes légales.

3. Origine « vieille achaienne » et, par conséquent, solidarité avec Aigion ? Ou bien hostilité politique à l'égard de Philopoïmen ?

4. Cf. *infra*, p. 323, n. 6.

5. J'avoue n'avoir jamais partagé (cf. *Mél. Glotz*, t. I, p. 61) et ne pas partager encore les hésitations ressenties par Holleaux, *BCH*, 1931, t. LV, p. 5, n. 2. Ou le récit de Tite-Live n'a aucun sens, ou c'est bien là la seule explication possible (aux renvois à Weissenborn et Niese donnés par Holleaux, ajouter Niccolini, p. 209, n. 1).

6. Puisque la synodos est une assemblée primaire, peu importe ici la nature de cette assemblée du début de 188 : cf. *Mél. Glotz*, t. I, pp. 61-62. Cependant, sans me faire illusion sur la valeur absolue de l'hypothèse, je pense qu'il s'agit d'une synklêtos (cf. *supra*, p. 237 et n. 3 ; *infra*, p. 313, n. 1, et p. 323, n. 6).

7. Liv., XXXVIII, 30, 1.

8. C'est l'explication que j'ai proposée de sa conduite, *Mél. Glotz*, t. I, p. 51 (n. 6 de la p. 50).

9. Dans la politique qu'il suit alors envers Rome, il est assuré de l'approbation de la majorité, à cause des succès qu'il a remportés et de la passivité romaine : cf. *Prémiers rapports*, pp. 391 sqq.

plupart des Achaïens répondraient à l'appel du stratège en se rendant à Argos et négligeraient la convocation pour Aigion lancée par les damiorgoi¹. Le proconsul lui-même se dirigea donc vers Argos, donnant ainsi la sanction de sa présence à cette première victoire de Philopoïmen sur ses adversaires. Mais, une fois à Argos, l'issue du débat lui apparut si peu douteuse qu'il renonça à toute intervention en faveur de ses protégés².

Tite-Live n'en dit pas davantage. Il ne précise même pas vers quelle solution l'assemblée penchait si manifestement. Insister sur l'échec du Romain n'était pas de son goût. Car il en a trop dit pour que la certitude de cet échec puisse être contestée³. Les faits suffisent, d'ailleurs, à montrer que Philopoïmen est parvenu à ses fins : à partir du début de 188 et jusqu'à la fin de la Confédération, les synodoi ne se réunissent plus uniquement à Aigion qui a perdu son monopole⁴ ; l'innovation est évidente et il est impossible de ne pas la relier au projet de Philopoïmen.

Sans doute pour interdire ou rendre plus difficile toute réaction ultérieure, c'est une loi, et non pas un simple décret, que Philopoïmen a présentée et fait adopter. Peut-être, selon une procédure dont nous connaissons un exemple⁵, cette loi n'est-elle qu'un décret placé « parmi les lois »⁶ ; de toute façon, la décision prise s'entoure de

1. Liv., XXXVIII, 30, 5. La précision est un peu surprenante, car comment connaître à l'avance vers quelle ville se dirigeraient les citoyens ? Tout s'éclaire, semble-t-il, lorsqu'on songe que le vote par cités, pratiqué tant à la synklêtos (cf. *infra*, p. 377) qu'à la synodos au moins pour les votes importants (*infra*, pp. 388 sqq.), implique la présence à chaque assemblée de délégués officiels des cités (*infra*, pp. 379 sq.). Dans un cas comme celui-ci, les cités doivent nécessairement décider et faire connaître à leurs citoyens dans quelle ville leurs délégués se rendront ; elles le font peut-être en publiant une seule convocation, celle de leur choix. En s'informant des décisions prises à cet égard par les autorités locales de chaque cité, on pouvait ainsi discerner très aisément si la majorité des citoyens répondrait à l'appel de Philopoïmen ou à celui des damiorgoi.

2. Liv., XXXVIII, 30, 5.

3. Tittmann, p. 682, et Merleker, p. 85, n'ont pu admettre le contraire que par suite d'un contresens évident sur le texte de Tite-Live : ils donnaient *Philopoïmen* et non *consul* comme sujet aux verbes *cerneret* et *destitit*. Le véritable sens, déjà aperçu par Helwing, pp. 227-228, ne fait plus doute pour personne depuis la démonstration de Wahner, p. 25 et n. 14.

4. Synodoi à Mégalopolis : Pol., XXII, 7, 2 ; XXIII, 16, 12 ; à Corinthe : Pol., XXIX, 23, 8 ; XXXIII, 16, 2 ; XXXVIII, 12, 2 (cf. *supra*, pp. 121 sqq.) ; *Sylloges*, t. II, n° 675 = IG, t. VII, n° 411), l. 6 ; à Sikyon : *IvO*, n° 46, ll. 56-57 ; etc... Il n'y a aucune raison logique pour qu'Aigion n'ait pas pu être adoptée comme lieu de réunion d'une synodos et Pol., XXVIII, 3, 10, montre peut-être (cf. *supra*, p. 77, n. 6) qu'elle le fut parfois en effet.

5. *IvM*, n° 39, ll. 43-45 ; cf. *supra*, p. 187.

6. L'hypothèse a été présentée de façon trop affirmative par Niccolini, p. 209, n. 1, et par moi-même, *Mél. Glotz*, t. I, p. 69 : cf. plus haut, p. 187 et n. 1.

A. AYMARD.

garanties particulières et se trouve soustraite aux tentatives de revision les plus expéditives. Ainsi, la coutume traditionnelle est remplacée par ce que la constitution fédérale offre de plus solidement, ou de moins fragilement, établi.

Les stipulations de cette loi demeurent malheureusement assez obscures. Selon Tite-Live, le projet de Philopoïmen contenait l'obligation de réunir les assemblées (*conventus*) dans toutes les cités fédérales (*in omnibus civitatibus*) à tour de rôle (*in vicem*)¹. Une première difficulté vient du sens ambigu, chez Tite-Live, du mot *conventus* : désigne-t-il les seules synodoi ou les synklètoi en même temps que les synodoi² ? Mais l'essentiel est de savoir s'il faut prendre au pied de la lettre l'expression *in vicem* : la loi dressait-elle ou prescrivait-elle de dresser une sorte de tableau de roulement entre les cités fédérales, tableau dont il aurait été obligatoire de respecter l'ordre ? C'est là ce que signifie *in vicem* quand on l'interprète strictement³ et c'est aussi à cette solution qu'aurait dû conduire le souci de l'égalité entre les États-membres. Les faits ne semblent pas, cependant, confirmer l'hypothèse. Assurément, les sources sont loin de fournir en abondance les données matérielles qui seraient indispensables à un contrôle strict : de nombreuses assemblées demeurent de nature incertaine⁴ et la ville où elles se tiennent, parfois, n'est pas nommée⁵. Certaines précisions sont néanmoins assez significatives. Ainsi, deux cas sont connus d'une synklètos suivant immédiatement une synodos qui s'est chaque fois réunie à Corinthe. Or, l'une de ces synklètoi se tient à Sikyon⁶ et l'autre à Argos⁷. Il est donc à peu près sûr⁸ que le tableau de roulement, s'il existe, n'est pas appliqué indistinctement aux assemblées des deux types en ne tenant compte que de leur succession chronologique. Ainsi encore, deux synodoi se réunissent à Mégalopolis, l'une

1. XXXVIII, 30, 3.

2. Cf. plus haut, p. 277.

3. C'est bien, d'ailleurs, l'interprétation qui, avec plus ou moins de netteté, est ordinairement adoptée : ainsi, pour Busolt-Swoboda, p. 1557, Philopoïmen *durchsetzte, dass sie [die Versammlungen] in einem gewissen Turnus abwechselnd in allen Bundesstädten zusammentreten sollten*.

4. Par exemple, Pol., XXIV, 2 (deux assemblées) ; 6, 2-3 ; etc. . .

5. *Ibid.* J'ajoute que, pour un contrôle vraiment efficace, il faudrait être sûr que nos sources mentionnent — ce qui n'est certainement pas le cas — toutes les assemblées achaïennes.

6. Pol., XXIX, 23, 8 et 24, 6.

7. *Sylloge*³, t. II, n° 675 (*IG*, t. VII, n° 411), ll. 7 et 13.

8. La certitude n'est pas absolue parce que la loi aurait pu ne pas être toujours appliquée avec rigidité ; une anomalie demeure possible, même si la raison nous en échappe.

en 185, sans doute au printemps ¹, l'autre trois ans plus tard pendant l'été de 182 ². Or, il ne s'est tenu dans l'intervalle que douze synodoi ³, alors que la Confédération compte à cette époque une soixantaine de cités ⁴. Il est donc très improbable qu'une rotation automatique ait été établie même pour les seules synodoi ⁵.

Certes, aucune de ces démonstrations n'est vraiment décisive : les lois n'étaient pas toujours observées ⁶ et le tableau dressé en 188 aurait pu négliger les villes trop petites ⁷ pour donner asile à la foule des citoyens venus des diverses régions du Péloponnèse. Elles n'en conduisent pas moins à une interprétation très large du texte de Tite-Live, où *in omnibus civitatibus* et *in vicem* ne doivent sans doute leur apparence catégorique qu'au goût pour l'amplification rhétorique et la fausse précision dont Polybe n'est pas entièrement exempt et dont, en tout cas, Tite-Live est coutumier. La loi devait donc se borner, en autorisant les réunions dans toutes les cités fédérales, à recommander l'alternance entre elles sans l'imposer rigoureusement. Ce fut au moins dans cet esprit, à l'exclusion des villes peu importantes et sans doute aussi des villes suspectes ⁸, que la loi de Philopoïmen fut pratiquement appliquée. Jamais, d'ailleurs, — à notre connaissance seulement, il est vrai, — cette procédure ne souleva une protestation quelconque.

1. Pol., XXII, 7, 2 ; cf. *REA*, t. XXX, 1928, pp. 33 et 41-42.

2. Pol., XXIII, 16, 12 ; cf. *supra*, pp. 274 sq.

3. A quatre synodoi par an, la synodos de l'été 182 serait la treizième après celle du printemps 185 : cf. plus haut, pp. 275 sq. Même si l'on admettait l'existence de cinq synodoi par an, comme plusieurs critiques modernes, mon raisonnement ne serait pas atteint.

4. Le nombre des cités ne peut être, pour une date donnée, qu'approximatif. En l'espèce, il est sûr que le nombre maximum n'est pas encore atteint (Pol., XXIII, 17, 2) ; mais les mesures signalées par Plutarque, *Phil.*, 13, 8, et *Phil. et Titi comp.*, I, 5, furent-elles réalisées par Philopoïmen avant ou après le printemps 185 ?

5. Sur l'hypothèse d'un tableau de roulement valable pour les seules synklêtoi, cf. *infra*, p. 317.

6. Cf. *supra*, pp. 231 sq.

7. Il est remarquable, en effet, que jamais une assemblée ne nous est signalée dans une petite ville. Kléitor (Pol., XXII, 2, et Liv., XXXIX, 35, 8) est à notre connaissance la moins importante des cités où une assemblée ait été convoquée (il s'agit d'ailleurs d'une synklêtos : cf. plus haut, p. 203, n. 5).

8. Est-ce bien l'effet du seul hasard si nous ne connaissons aucune assemblée tenue à Messène ou à Sparte ? La date plus ou moins récente de l'adhésion n'entrait pas en ligne de compte, puisqu'une synklêtos se tient (Liv., XXXVIII, 32, 3) au début de 188 à Elis qui ne faisait partie de la Confédération que depuis 191 (on peut, il est vrai, soupçonner ce choix d'être l'œuvre, non pas des magistrats achaiens, mais du proconsul M. Fulvius : la phrase de Tite-Live y invite, ainsi que la proximité d'Elis et de Képhallania). Aussi est-on conduit à penser aux révoltes de Sparte et de Messène contre la Confédération ; il eût été très imprudent de réunir magistrats et citoyens dans une ville dont la fidélité n'était pas sûre et de les exposer à un guet-apens.

IV

A l'origine, les synklètoi devaient, elles aussi, se réunir dans l'Hamarion. Les phrases de Strabon qui mentionnent l'utilisation politique du sanctuaire ¹ sont rédigées en termes trop larges ² pour qu'il soit permis d'en douter. De plus, quand un État pousse la piété jusqu'à placer ses assemblées délibérantes sous l'invocation d'une divinité, il ne prévoit certainement pas, d'emblée, d'exceptions à cette règle, surtout pour les plus importantes de ces assemblées : et ce sont bien, en l'espèce, les synklètoi auxquelles la loi réserve les décisions les plus graves sur la politique extérieure ³. Il est évident aussi ⁴ qu'en même temps que les synodoi et pour les mêmes raisons elles abandonnèrent le sanctuaire fédéral et se tinrent à Aigion même. Mais, après ces débuts parallèles, les deux évolutions diffèrent assez vite : Aigion perd, pour les synklètoi ⁵, son monopole beaucoup plus tôt que pour les synodoi.

Un récit de Polybe ⁶ montre, en effet, avec netteté quels étaient à la fois la règle théorique et l'usage au printemps de 218.

A cette date, « le roi Philippe . . . réunit par l'intermédiaire des magistrats les Achaïens en assemblée ⁷ ». Ces termes trahissent l'assemblée extraordinaire, donc la synklètos ⁸ : le Macédonien ne fait qu'user du droit qu'il possède légalement d'obtenir quand il la demande la convocation d'une assemblée ⁹. Polybe poursuit : « La foule s'étant réunie

1. Cf. *supra*, p. 297.

2. Le mot *κοινοβούλιον* qui est employé dans l'une d'elles désigne évidemment toutes les assemblées, à quelque catégorie qu'elles appartiennent.

3. Cf. plus haut, pp. 199 sq.

4. La démonstration présentée pour les synodoi vaut pour les synklètoi, sauf l'argument tiré de Liv., XXXVIII, 30, 2, qui, on le verra p. 313, n. 1, ne s'applique qu'aux synodoi. Ausurplus, il est manifeste que, abandonnant l'Hamarion pour la commodité et la sécurité des synodoi, on devait prendre la même décision pour les synklètoi, assemblées urgentes et convoquées surtout en temps de guerre.

5. L'essentiel de l'argumentation qui va suivre a déjà été présenté, *Mél. Cumont*, t. I, pp. 15-16 ; je crois bon, néanmoins, de la reprendre ici afin de la compléter.

6. Pol., V, 1, 6-9. L'intérêt de ce récit est passé très souvent inaperçu, même quand on n'a pas commis (cf. *infra*, 309, n. 2) de contresens sur le texte. Hermann⁶-Swoboda, p. 392, Tarn, *CAH*, t. VII, p. 739, Schwahn, col. 1252, ll. 25 sqq., — pour m'en tenir aux travaux les plus récents, — pensent que les synklètoi ont toujours pu être convoquées là où les magistrats jugeaient à propos de le faire. Au contraire, l'interprétation véritable du passage n'a pas échappé, au moins pour l'essentiel, à Vischer, *Kl. Schr.*, t. I, p. 377, Schömann-Lipsius, p. 126, Niccolini, p. 236, Busolt³-Swoboda, p. 1557 et n. 5, Holleaux, *BCH*, 1931, t. LV, pp. 6-7.

7. Pol., V, 1, 6 : 'Ο δε βασιλεύς Φίλιππος . . . συνήγε τοὺς Ἀχαιοὺς διὰ τῶν ἀρχόντων εἰς ἐκκλησίαν.

8. Cf. *supra*, pp. 145 sqq. ; p. 259, n. 2 ; *infra*, p. 419, mais la remarque présentée plus loin p. 310, n. 5 *in fine*, vaut également pour cette assemblée.

9. Cf. plus haut, pp. 200 sqq.

εἰς Αἴγιον κατὰ τοὺς νόμους ¹ . . . » Indiscutablement, la précision κατὰ τοὺς νόμους retombe sur εἰς Αἴγιον et on ne saurait y découvrir une allusion à la loi invoquée par Philippe ². En 218, par conséquent, les νόμοι prescrivent de réunir les synklètoi sur le territoire d'Aigion et la nature de ces νόμοι n'est pas douteuse. Bien que le mot soit amphibologique, il s'agit ici certainement d'une « tradition » et non pas d'une « loi » : ce qui est du domaine de la coutume pour les synodoi ³ ne peut pas relever de celui de la constitution pour les synklètoi. Au surplus, le caractère même des synklètoi exige pour elles, à cet égard, plus de souplesse que pour les synodoi : extraordinaires par essence, elles doivent pouvoir s'adapter aux circonstances qui rendent leur convocation indispensable et, malgré les accommodements dont elle est susceptible ⁴, une loi serait pour elles un cadre trop rigide ⁵. La suite du récit de Polybe ⁶ révèle précisément qu'elles avaient, dès 218, acquis une certaine liberté.

Une fois la synklètos réunie à Aigion, Philippe ne tarde pas, en effet, à s'apercevoir qu'il n'obtiendra pas satisfaction si les demandes qu'il présente ne sont pas appuyées par Aratos. Or, celui-ci et son fils, qui possèdent contre le roi et son entourage de légitimes griefs, se sont retirés sous leur tente à Sikyon et ne paraissent pas à l'assemblée. Aussi le Macédonien décide-t-il de se réconcilier avec eux et pour cela il persuade « les magistrats de transférer l'assemblée à Sikyon ⁷ ». La chose faite et les bons rapports rétablis avec les boudeurs, la synklètos adopte les résolutions désirées par Philippe ⁸. Il ressort clairement de cet incident que la règle des réunions à Aigion souffre à cette date des exceptions et que les magistrats ont la faculté de convoquer les synklètoi ailleurs qu'à Aigion si des circonstances particulières l'exigent.

1. Pol., V, 1, 7 : Ἀθροισθέντος δὲ τοῦ πλῆθους εἰς Αἴγιον κατὰ τοὺς νόμους.

2. C'est là chose si évidente que je n'attirerais pas l'attention sur elle si une erreur n'avait parfois été commise par certains, et notamment par Freeman², p. 214, n. 5, et Weinert, p. 16 : pour ces critiques (Weinert est le plus explicite, mais ce doit être aussi l'opinion de Freeman), κατὰ τοὺς νόμους signifie que les formes légales ont été respectées, puisque la convocation a été lancée « par les magistrats ».

3. Cf. *supra*, p. 294.

4. Cf. plus haut, pp. 231 sq.

5. Qu'il s'agit d'une coutume, non d'une loi, c'est ce que n'ont pas aperçu Busolt-Swoboda ni Holleaux, *loc. cit.* Ils sont alors contraints de parler d'une loi qui, parfois, n'est pas *beobachtet* ou du « droit » qu'auraient les magistrats « de s'affranchir de cette prescription » : tout cela est beaucoup plus facilement admissible pour une coutume que pour une loi.

6. Pol., V, 1, 7-9.

7. *Ibid.*, 9 : Πείσας οὖν τοὺς ἄρχοντας μεταγαγεῖν τὴν ἐκκλησίαν εἰς Σικυῶνα.

8. *Ibid.*, 9-12.

Ce droit n'est, à coup sûr, pas plus légal au sens propre du mot que le principe même qu'il transgresse : c'est un usage admis qui tempère la rigidité de la coutume traditionnelle et qui s'est, dès cette date, intégré à elle.

Ainsi s'expliquent fort aisément certains faits, fort embarrassants si l'on s'en tient au seul principe. Plutarque mentionne, en effet, trois assemblées ¹ qui, pendant la guerre de Kléoménès, se tiennent à Lerna ², Argos ³ et Sikyon ⁴. Il s'agit sans doute de synklètoi, les deux premières devant conclure la paix avec Kléoménès, la troisième devant parer au danger extrême que le roi de Sparte fait courir à la Confédération : on retrouve donc l'application normale de la loi de compétence ⁵. Or, les convoquer à Aigion serait dans les trois cas pure folie ; elles doivent

1. Il est à première vue curieux de remarquer que ce sont là précisément les trois premières en date des assemblées achaïennes (synodoi ou synklètoi) dont les sources indiquent le lieu de réunion : Polybe le passe sous silence en II, 46,6 ; 48,5 sqq. ; 50,4 et 10. Mais le fait me paraît s'expliquer très aisément : aucun historien au courant des choses achaïennes n'apercevait, en effet, la nécessité de signaler qu'une assemblée s'était réunie dans l'Hamarion ou à Aigion lorsque, en vertu des coutumes traditionnelles, il était normal qu'elle se tint en ces lieux ; une précision ne lui apparaissait utile que s'il était contrevenu à la coutume et Polybe, pour 218, ne précise εἰς Αἴγιον κατὰ τοὺς νόμους (V, 1, 7) que parce qu'il va raconter ensuite comment l'assemblée a été transportée à Sikyon (*ibid.*, 9). Si bien que, chez Polybe au moins — car les auteurs anciens qui, après lui, ont utilisé son texte, ont pu ne pas recueillir une mention dont ils ne sentaient pas l'intérêt —, toute assemblée dont le lieu de réunion n'est pas précisé doit probablement s'être tenue soit dans l'Hamarion soit dans la ville même d'Aigion. Ce principe, dont je ne me dissimule pas le caractère hypothétique et dont je ne ferai aucun usage pratique, n'a d'intérêt que pour les synklètoi (puisque les synodoi se sont certainement réunies à Aigion jusqu'en 188) et pour le III^e siècle.

2. Plut., *Kléom.*, 15, 3. Il a paru douteux à certains que Lerna, qui ne constituait pas une cité, mais une simple bourgade du territoire d'Argos, ait pu être choisie comme lieu de réunion d'une assemblée et ils préfèrent croire qu'elle a été convoquée à Argos : cf. Freeman ², p. 361, n. 2 ; Niccolini, p. 49, n. 2 ; Walbank, *Aratos*, p. 91. Il ne m'importe guère ici, où je me borne à retenir le fait d'une convocation en dehors d'Aigion. De même, on pourrait croire, à lire cette phrase de Plutarque, que l'assemblée n'a pas eu lieu : ce serait faux, d'ailleurs, à cause de αὐτῆς en *ibid.*, 17, 1 ; de toute façon, l'essentiel, pour ce qui est ici en cause, est la convocation.

3. Plut., *Kléom.*, 17, 1 ; allusion à la même assemblée en *Aratos*, 39, 1-2.

4. *Aratos*, 41, 1.

5. L'argument n'est pas absolument sans réplique, puisque cette loi n'est pas toujours appliquée strictement : cf. *supra*, pp. 214 sqq. Mais les faits montrent assez que l'assemblée de Sikyon se tient à une date imprévue ; de même, sans doute, celle d'Argos. Surtout, il faut bien conserver un sens et une valeur à la phrase Liv., XXXVIII, 30, 2, qui doit s'appliquer au moins aux synodoi : cf. *infra*, p. 313, n. 1. — On verra plus loin, pp. 418 sq., qu'il est probablement préférable de ne pas faire, à cette date, de ces trois assemblées de véritables synklètoi ; il s'agirait plutôt de « pré-synklètoi » auxquelles ne pouvait pas, puisqu'elle n'existait pas encore, s'appliquer la législation spéciale aux synklètoi. Mais cette interprétation ne peut atteindre en rien mon raisonnement actuel ; c'est par convention que je vais considérer ces assemblées comme des synklètoi : il m'importe seulement qu'on n'en fasse pas des synodoi.

se réunir en dehors d'Aigion et, plus précisément, là même où elles se réunissent ¹.

A Lerna et à Argos, les Achaïens sont rassemblés pour mener à bonne fin des négociations déjà très avancées avec Kléoménès, arrêter les termes définitifs du traité de paix sur les bases duquel l'accord est réalisé, enfin échanger avec le roi de Sparte les serments d'usage ². Pour cela, la présence effective de Kléoménès est nécessaire, si nécessaire qu'un malaise subit l'ayant empêché de se rendre à Lerna ³, une seconde assemblée est réunie à Argos quand, rétabli, il peut entreprendre le voyage. Dès lors, certaines précautions élémentaires s'imposent à l'une comme à l'autre parties : si Kléoménès, pour se rendre en pays jusqu'alors ennemi, doit être accompagné par son armée ⁴, les Achaïens, de leur côté, ne peuvent accueillir les Spartiates que dans une ville située à la frontière, excentrique et dont les habitants soient incapables de trahir. Argos — et Lerna est trop proche et dépendante d'Argos pour n'être pas confondue avec elle ⁵ — répond à toutes ces conditions : maître d'Orchoménos, de Mantinée et de Tégée en Arcadie ⁶, Kléoménès campe déjà à la limite de l'Argolide ; cette région est éloignée du cœur de l'Achaïe proprement dite et de la côte Nord du Péloponnèse où toute irruption des Spartiates couperait en deux tronçons ce qui subsiste du territoire fédéral ; enfin, l'hostilité séculaire des Argiens contre Sparte les rend moins sensibles que beaucoup d'autres au prestige révolutionnaire qui fait du roi réformateur l'espoir de tous les mécontents ⁷ ;

1. Semblable démonstration n'a jamais encore été tentée ; à peine une indication timide se rencontre-t-elle chez Dubois, p. 114, n. 5.

2. Le σύλλογος prévu (*Kléom.*, 15, 4 et 17, 1) ne peut pas avoir d'autre but. Les clauses du traité sont extrêmement dures pour la Confédération : elle accepte de reconnaître « l'hégémonie » du roi de Sparte (*Kléom.*, 15, 2 ; *Aratos*, 39, 1) : il s'agit d'un pouvoir comparable, en droit, à celui qu'avait autrefois obtenu Ptolémée III (*Aratos*, 24, 4), et qui, en fait, à cause de la proximité géographique, eût été beaucoup plus contraignant.

3. *Kléom.*, 15, 3.

4. Il le jugeait matériellement et moralement (puisqu'il allait devenir l'« hégémon » de la Confédération) si nécessaire qu'il refusa de paraître à l'assemblée d'Argos quand Aratos prétendit l'empêcher d'entrer dans la ville avec son armée (*Aratos*, 39, 2-3, et *Kléom.*, 17, 2-3 : les détails des deux récits ne concordent pas).

5. En écrivant εἰς Ἀργὸς αὐτοῖς (*Kléom.*, 17, 1), Plutarque les confond.

6. Kléoménès s'est emparé de ces trois villes, qui appartenaient aux Aitolien, avant même l'ouverture des hostilités contre les Achaïens (*Pol.*, II, 46, 2). Au cours de la guerre, il a perdu, puis repris Mantinée (*Pol.*, II, 57-58 ; *Plut.*, *Aratos*, 36 et 39 ; *Kléom.*, 5 et 14).

7. Ce mouvement d'opinion était à peu près général dans le Péloponnèse et facilitait la tâche de Kléoménès : cf. *Pol.*, II, 55, 8-9 ; *Plut.*, *Aratos*, 40, 1 ; *Kléom.*, 17, 5 ; 19, 1-2. Argos n'est pas citée par Polybe au nombre des villes qui montrèrent une fidélité exemplaire. Aussi bien, Kléoménès put s'en rendre maître avec la complicité de certains Argiens, notamment de l'ancien tyran Aristomachos, et au moins la sym-

elle constitue, par conséquent, une garantie de leur fidélité et diminue les craintes de guet-apens. Ainsi, le choix d'Argos est dicté par les nécessités de l'heure.

Les circonstances diffèrent, mais la conclusion est identique pour la synklêtos de Sikyon. Après l'échec des pourparlers d'Argos ¹, les hostilités ont repris avec Kléoménès au grand dam des Achaïens dont le territoire s'étrécit sans cesse par suite des défections ou des défaites ². Le stratège Aratos n'échappe que par ruse aux Corinthiens résolus à se révolter ³. Réfugié à Sikyon ⁴, sa ville natale, sûre depuis que les suspects y ont été mis à mort ⁵, il doit aussitôt en organiser la défense contre une attaque désormais imminente, puisque Corinthe s'est livrée au Spartiate ⁶, en même temps que tenter d'établir ou de maintenir une liaison avec l'Akrocorinthe, encore tenue par une garnison achaienne, et surtout avec Antigonos que l'heure est venue d'appeler à n'importe quel prix dans le Péloponnèse ⁷. Impossible, donc, de délaisser Sikyon même pour quelques jours afin de se rendre à Aigion. Et cependant, la situation est si grave que des mesures exceptionnelles doivent être prises, qui ne peuvent l'être que par une assemblée ⁸. La seule solution, aussitôt adoptée, est de convoquer celle-ci à Sikyon même.

Ainsi, le cas de ces trois synklêtoi ne porte aucune atteinte à ce que le récit polybien montre avoir été la coutume achaienne au printemps de 218. Elle le confirme tout au contraire : pour des raisons d'opportunité, les magistrats achaiens peuvent réunir des synklêtoi ailleurs qu'à Aigion, bien que cette ville demeure leur siège régulier ⁹. Il s'en-

pathie de la classe populaire (Pol., II, 60, 9; Plut., *Kléom.*, 17, 8 et 20, 6). Mais l'occupation de la ville et son union, surprenante (Plut., *Kléom.*, 18, 1), avec Sparte furent de très courte durée à cause de la révolte des Argiens (*ibid.*, 20-21; *Aratos*, 44; Pol., II, 53, 2). Les autorités fédérales pouvaient donc à juste titre se sentir en sécurité plus grande à Argos que dans beaucoup d'autres cités.

1. Cf. *supra*, p. 311, n. 4.

2. Les villes qu'il occupe alors sont énumérées par Plut., *Aratos*, 39, 4-5; *Kléom.*, 17, 6; 8; 19; Pol., II, 52, 2.

3. Plut., *Aratos*, 40; *Kléom.*, 19, 1-3.

4. *Ibid.*

5. *Aratos*, 40, 2.

6. *Ibid.*; *Kléom.*, 19, 6. Kléoménès, en effet, dévasta peu après le territoire de Sikyon et assiégea la ville : *Aratos*, 40-41; *Kléom.*, 19, 9; Pol., II, 52, 2.

7. *Ibid.*

8. Aratos est élu « stratège autokrator » et obtient une garde personnelle composée de citoyens de Sikyon (Plut., *Aratos*, 41, 1-2).

9. Il est très remarquable qu'après la rupture des pourparlers devant Argos, tandis que les Achaïens sont encore rassemblés à Argos, ce soit à Aigion et non à Argos que Kléoménès envoie un héraut annoncer qu'il rouvre les hostilités (Plut., *Kléom.*, 17, 4). Il veut évidemment prendre les Achaïens au dépourvu en retardant l'heure où ils apprendront cette décision. Mais il désire aussi respecter toutes les formes régulières, sans quoi il recommencerait la guerre sans prévenir. Ce détail confirme, dès lors,

suit une différence notable entre ces assemblées et les synodoi pour lesquelles le privilège d'Aigion n'est, jusqu'en 188, susceptible d'aucune exception ¹. Il s'ensuit aussi que toute assemblée tenue avant cette date dans une autre ville qu'Aigion doit être considérée comme une synklètos. Ce critère vient s'ajouter à ceux qui ont été précédemment retenus : il est tout aussi sûr, au moins à partir d'une certaine date, que le plus caractéristique d'entre eux ² et il peut être, à l'occasion, de la plus grande utilité ³.

Mais les Achaïens ne paraissent pas s'en être tenus longtemps à cet état de choses. Les faits étudiés précédemment conduisent jusqu'à l'année 218 : moins de vingt ans après, une nouvelle évolution s'est certainement produite. Voici, en effet, une synklètos, qui, à la fin de 200, se tient à Argos ⁴ et examine les mesures à prendre pour lutter contre le roi de Sparte, Nabis. Or, si celui-ci a ouvert les hostilités, il ne procède encore qu'à des razzias sur les frontières et le territoire fédéral ne se trouve ni gravement ni profondément menacé ⁵. Aussi Argos ne constitue-t-elle pas à cette date un point stratégique d'importance capitale que le stratège Kykliadas ni les magistrats ne sauraient

qu'Aigion était le siège normal du gouvernement, donc des assemblées de la Confédération.

1. C'est un fait que toutes les assemblées, dont nous sommes sûrs qu'elles sont des synodoi et dont nous connaissons le lieu de réunion, se sont jusqu'en 188 tenues sur le territoire d'Aigion. Pour interdire de tirer de ce fait un principe absolu, on pourrait vouloir objecter que nous ne connaissons pas le lieu de réunion de toutes les synodoi antérieures à 188. Mais il faut songer au texte de Tite-Live, XXXVIII, 30, 2-3 : *Aegium a principio Achaici concilii semper conventus gentis indicti sunt.... Hunc morem Philopoemen eo primum anno labefactare conatus*, etc. On avait laissé en suspens le sens exact, dans ce passage, du mot *conventus*. Or, si ce texte est bien, comme je le pense (cf. *supra*, p. 294, n. 6), inspiré directement de Polybe, la présence de *semper* et de *primum* oblige à croire, puisque les synklètoi pouvaient à l'occasion se tenir et que certaines, en fait, se sont tenues en dehors d'Aigion, que *conventus* a été ici employé par Tite-Live pour traduire le mot *συνδοι* qu'il rencontrait dans le passage correspondant de Polybe : celui-ci n'aurait pu produire de telles affirmations s'il avait eu en vue, si peu que ce fût, les synklètoi. Le texte possède donc, mais pour les synodoi seulement, une valeur catégorique (on aperçoit tout ce qui me sépare, en ce point, de l'opinion exprimée par Holleaux, *BCH*, 1931, t. LV, p. 6, n. 2). C'est pourquoi, si je me sens aujourd'hui moins sensible au deuxième argument que j'ai présenté, *Mél. Glotz*, t. I, pp. 71 sq., le premier (*ibid.*, pp. 70 sq.) me paraît encore conserver sa valeur.

2. Cf. plus haut, pp. 145 sqq.

3. C'est lui, et lui seul, qui permet d'affirmer que les deux premières des trois assemblées dont il va être immédiatement question sont des synklètoi (pour la troisième, le tour utilisé en Liv., XXXV, 25, 4, montre — encore n'est-ce pas avec une clarté irrésistible — qu'elle est une assemblée extraordinaire) : l'objet de leurs débats ne fournirait pas un argument suffisant.

4. Liv., XXXI, 25, 2 sqq.

5. *Ibid.*, 3. Le texte porte : *et iam urbibus quoque erat terribilis* ; mais il faut évidemment l'entendre des villes achiennes situées non loin de la frontière. Sur la situation et les dangers courus alors par Mégalopolis, cf. *Premiers rapports*, pp. 48 sq.

délaisser ¹. Rien n'empêcherait de convoquer l'assemblée à Aigion. Voici, deux ans plus tard, à l'automne 198, une synklêtos réunie à Sikyon : elle décide d'abandonner l'alliance macédonienne et de combattre contre Philippe aux côtés de Rome ². Or, cette fois encore, rien ne justifie l'abandon d'Aigion ni le choix de Sikyon. Sans doute, elle est convoquée pour entendre des ambassadeurs étrangers venus principalement de Kenchréai, plus proche de Sikyon que d'Aigion ³. Mais la différence est minime et quelques heures de navigation constituent une économie de temps parfaitement négligeable ⁴. Aussi, à s'en tenir au principe admis en 218, la décision prise demeure-t-elle inexplicable. Voici, enfin, une synklêtos qui, en 192, siège également à Sikyon ⁵. Nabis se livre de nouveau à des incursions en territoire achaien, mais, comme il assiège en même temps Gythéion au Sud du Péloponnèse, le danger est loin d'être extrême ⁶. D'autre part, si les Achaïens ont demandé conseil à T. Quinctius et attendent sa réponse pour délibérer, ils l'ont fait par ambassade sans le solliciter de venir en personne ⁷ : c'est dire qu'ils n'ont à se soucier ni des projets de voyage ni des préférences personnelles du Romain ⁸ ; il suffira aux députés, leur mission accomplie, de revenir là où leurs instructions leur ordonnent de revenir ⁹. Dans ces conditions, pourquoi se réunir ailleurs qu'à Aigion,

1. Argos n'est, en tout cas, pas plus directement menacée que les autres villes qui ont des frontières communes avec Sparte. Son cas ne supporte pas un seul instant la comparaison avec celui de Sikyon au lendemain de l'occupation de Corinthe par Kléoménès (cf. *supra*, p. 312). Il faut, d'ailleurs, considérer aussi que la saison est certainement défavorable à des opérations militaires très importantes.

2. Liv., XXXII, 19, 6 sqq. Sur cette assemblée, cf. *Premiers rapports*, pp. 84 sqq.

3. *Ibid.*, 3 sqq. (députés d'Attale, de Rhodes et de L. Quinctius, chef de la flotte romaine) ; il y avait aussi des ambassadeurs athéniens et macédoniens (*ibid.*, 5 et 12).

4. Assurément, une majorité de six voix contre cinq parmi ceux qui avaient à désigner (cf. *infra*, pp. 322 sq.) la ville où se tiendrait l'assemblée souhaitait (Liv., XXXII, 19, 2 ; 20, 3 sqq. ; 22, 2-3) que cette synklêtos se terminât en décidant de joindre l'armée achaienne tout entière aux forces alliées qui se préparaient à attaquer Corinthe (*ibid.*, 19, 3 ; 23, 3). Mais les membres de la synklêtos, que celle-ci se tint à Aigion ou à Sikyon, devaient de toute façon rentrer chez eux avant de rejoindre l'armée : un délai minimum et incompressible était indispensable pour la mobilisation.

5. Liv., XXXV, 25, 4 sqq. Cf. *Premiers rapports*, pp. 305 sqq.

6. *Ibid.*, 2. *Summa vi Gytheum oppugnabat*, écrit Tite-Live ; or, à cette date, après la guerre contre Rome, les forces de Nabis ne sont, à coup sûr, pas telles qu'il puisse mener sur deux fronts à la fois une offensive très dangereuse.

7. *Ibid.*, 4 : l'envoi de l'ambassade auprès de T. Quinctius est contemporain de la convocation de l'assemblée.

8. Flamininus (Liv., XXXV, 23, 5) a été chargé par le Sénat avec trois autres légats d'une mission diplomatique auprès des Etats grecs (*ibid.*, 31 sqq.) ; il ne paraît pas possible de discerner où il se trouve lors de l'envoi des ambassadeurs achaiens : cf. *infra*, p. 324, n. 5.

9. Les ambassadeurs reviennent au cours de la session de la synklêtos porteurs d'une réponse écrite de T. Quinctius (Liv., XXXV, 25, 5).

si cette cité est encore le lieu normal de rendez-vous des synklètoi ?

Ainsi, dans ces trois cas, les raisons d'opportunité, si évidentes jusqu'en 218, qui auraient pu conduire à l'abandon exceptionnel d'Aigion, demeurent insaisissables. Si l'anomalie était unique, il serait permis d'invoquer une circonstance d'intérêt trop particulier pour que les sources l'eussent signalée : ainsi U. Kahrstedt a souligné la possibilité d'une épidémie sévissant à Aigion¹. Mais le fait se reproduit trois fois et la coïncidence devient alors invraisemblable. Ce qui rend encore plus fragile l'hypothèse, c'est que, pendant toute cette période, tandis que trois synklètoi se réunissent ailleurs qu'à Aigion, une seule, à notre connaissance, se tient à Aigion même (fin de 192)². Et certes, l'insuffisance des sources pourrait de nouveau être invoquée. Mais ce serait, décidément, l'invoquer trop souvent. Une explication beaucoup plus simple s'impose : dès la fin du III^e siècle, le régime qui était encore en 218 celui des synklètoi a subi une modification profonde ; Aigion n'est plus le siège régulier de ces assemblées qui peuvent être et sont en fait convoquées dans toutes les cités fédérales ; quatorze ans avant les synodoi, elles ont acquis à cet égard une pleine et entière liberté³.

Comment s'est accomplie cette évolution ? Par décret, loi⁴ ou transformation insensible de la coutume ? Aucun texte ne permet de répondre avec certitude. On ne peut pas manquer, néanmoins, de juger bien tentante la troisième hypothèse. En effet, le principe existant en 218, ouvrant la porte aux exceptions pourvu qu'elles fussent justifiées, portait en lui-même le germe de sa disparition. Il était psychologiquement à peu près inévitable qu'on se satisfît de justifications toujours plus faibles. Pendant la guerre de Kléomènes, les nécessités politiques ou militaires constituent encore des raisons vraiment impératives. Dès 218,

1. Col. 1420.

2. Liv., XXXV, 48,1 : le texte prouve assez qu'il s'agit d'une assemblée extraordinaire. Sur la question discutée et la décision prise par cette assemblée, cf. *Premiers rapports*, pp. 325 sqq. — Il ne convient pas d'invoquer, comme le fait Holleaux, *BCH*, 1931, t. LV, p. 6, l'assemblée signalée par Liv., XXXVI, 35,7 ; car, s'il n'est pas sûr, il est probable qu'elle est une synodos : cf. *supra*, p. 209, n. 1. — Il est bien clair que si, de 218 à 188, Aigion était demeurée le siège normal des réunions de la synklètos, il se serait tenu plus d'une synklètos à Aigion.

3. Cette disparition précoce du privilège d'Aigion pour les synklètoi a dû certainement faciliter la tâche de Philopomen en 188 : cf. *supra*, p. 303, n. 6.

4. Peu importe ici la différence entre ces deux procédures. Je songe simplement à une décision formelle, délibérée, comparable à celle qui fut prise en 188 pour les synodoi.

l'abstention d'Aratos et les objurgations de Philippe suffisent aux magistrats ¹. Une fois les Achaïens engagés sur cette voie, l'entraînement était fatal : sans doute en vint-on aux arguments spécieux, puis aux simples prétextes, jusqu'au jour où, par oubli tacite, l'ancienne règle tomba définitivement en désuétude. Ainsi, point n'est besoin d'imaginer à une date donnée une décision formelle, dont il serait incompréhensible qu'adoptée à la fin du III^e siècle ou au début du II^e elle n'eût pas été étendue aussitôt aux synodoi ². Les citoyens d'Aigion, dépossédés progressivement, le furent peut-être sans en avoir conscience, en tout cas sans pouvoir jamais protester avec chance de succès : s'ils avaient songé à se plaindre, on n'aurait pas manqué de leur opposer les précédents et ils savaient que le nouvel état de choses, satisfaisant toutes les autres cités, trouverait une forte majorité pour le défendre ³. Hypothèse à coup sûr, mais la plus humainement vraisemblable et qui, seule, rend compte des évolutions différentes des deux types d'assemblées.

Distinctes dans leurs processus chronologiques aussi bien que juridiques, ces deux évolutions aboutirent au même point ; car, pendant le II^e siècle, le régime des synklètoi ne diffère pas, semble-t-il, de celui que les synodoi connurent à partir de 188 et qui fut probablement modelé sur lui ⁴. Des synklètoi se réunissent de temps à autre à

1. On ne pouvait pas se passer d'Aratos. Mais il eût été possible à Philippe de prolonger quelque peu la session à Aigion, de se rendre entre temps à Sikyon, de se réconcilier avec Aratos et de le décider à venir à Aigion. Que gagnait-il à la procédure qui fut alors suivie ? Uniquement l'apparence de ne pas avoir accompli le voyage de Sikyon en vue de la réconciliation. Il est permis de penser que c'était assez maigre. La raison du transfert de la synklètos à Sikyon est donc déjà beaucoup moins importante que celles des convocations à Lerna, Argos et Sikyon pendant la guerre de Kléoménès.

2. Puisque l'ancienne règle souffrait les exceptions nécessaires, les raisons qui auraient pu conduire à une telle décision auraient été celles-là mêmes — compte tenu du fait que le territoire fédéral ne s'étendit au Péloponnèse tout entier qu'en 191 — qui poussèrent à la réforme de 188 pour les synodoi (cf. *supra*, pp. 302 sq.). Dès lors, on n'aurait pas pu manquer de s'apercevoir qu'elles étaient valables pour les deux catégories d'assemblées.

3. C'est bien ce qui se produisit en 188 pour les synodoi : les autres cités auraient été tout autant intéressées à la réforme pour les synklètoi. Objectera-t-on que, peut-être, les gens d'Aigion ont protesté et ont connu la défaite et que cet incident pourrait ne pas être signalé par nos sources actuelles ? L'hypothèse est en apparence plausible. Toutefois, est-il vraisemblable que, battus au sujet des synklètoi, les habitants d'Aigion aient livré une nouvelle bataille au sujet des synodoi ? L'issue du premier débat aurait permis de prévoir aisément quelle serait celle du second. Et les damiorgoi auraient-ils soutenu leur cause en 188 ?

4. En face de deux régimes identiques, dont l'un est antérieur à l'autre, il est tout naturel de penser que le second a été adopté à l'imitation du premier et parce que celui-ci donnait satisfaction.

Aigion ¹; mais il s'en tient aussi à Sikyon ², à Argos ³, à Élis ⁴, à Kléitor ⁵, ailleurs encore très certainement malgré le silence des sources ⁶. Moins encore que pour les synodoi, l'impossibilité d'un ordre régulier nécessairement suivi n'est contestable ⁷. C'est qu'en effet les circonstances exceptionnelles, sans lesquelles il n'existerait pas de synklètoi, présentent parfois des exigences catégoriques qui interdisent semblable réglementation. La liberté des magistrats demeure donc toujours grande, sous réserve sans doute d'observer dans la mesure du possible une certaine alternance, afin de ne pas trop ouvertement violer le principe de l'égalité entre les cités fédérales ⁸.

1. Liv., XXXV, 48,1; XLIII, 17, 4.

2. Pol., XXIII, 17, 5; etc.

3. *Sylloge*³, t. II, n° 675 (= IG, t. VII, n° 411), l. 13; etc.

4. Liv., XXXVIII, 32,3.

5. Pol., XXII, 2, et Liv., XXXIX, 35,8; cf. *supra*, p. 205, n. 5.

6. Cf. *supra*, p. 306, nn. 4 et 5; cf. aussi Liv., XXXIX, 35,5.

7. On ne peut pas malheureusement apporter pour les synklètoi des faits aussi probants que ceux qui ont été invoqués plus haut, pp. 306 sq., au sujet des synodoi. Si l'on pouvait être sûr que l'assemblée signalée en Pol., XXVIII, 13,9, fut une synklètos, on pourrait en rapprocher celle de Pol., XXIX, 24,6; mais la prémisse du raisonnement n'est pas le moins du monde établie, quoi qu'en pensent Hermann⁶-Swoboda, p. 392, n. 8, Busolt³-Swoboda, p. 1558 (n. 5 de la p. 1557), Schwahn, col. 1252, l. 28.

8. Les remarques faites *supra*, p. 307, au sujet des villes peu importantes et suspectes sont également valables pour les synklètoi.

CHAPITRE HUITIÈME

LE FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES

AVANT LA RÉUNION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX DES SESSIONS

I. LA CONVOCATION PAR LES MAGISTRATS. — II. LA DISCUSSION PRÉALABLE, DANS LES CITÉS, DE LA QUESTION QUI SERA ENSUITE DÉBATTUE DANS L'ASSEMBLÉE. — III. L'INEXISTENCE DES MISTHOI. — IV. SOUMISE A LA RÈGLE DU *triduum*, LA SYNKLÈTOS NE DISCUTE QU'UNE SEULE QUESTION, TANDIS QUE LA SYNODOS A UNE ENTIÈRE LIBERTÉ. — V. L'ORDRE DU JOUR, LIMITATIF POUR LA SYNKLÈTOS, NE L'EST PAS POUR LA SYNODOS.

Les grandes questions résolues, — dans la mesure où elles ont paru pouvoir l'être, — il reste à examiner le fonctionnement des assemblées, c'est-à-dire leur procédure et la façon dont se déroulent leurs séances. On ne peut pas espérer aboutir à autre chose qu'à des résultats incomplets. Assurément, les sources sont abondantes et fournissent parfois des récits assez détaillés : quelques assemblées apparaissent comme des êtres vivants surpris en pleine action. Mais, ce qui demeure souvent obscur et contestable, ce sont les principes de leur procédure, très rarement précisés au cours de ces récits. De plus, ceux dont on aperçoit ou plutôt devine l'existence sont de nature très diverse : le départ s'opère malaisément, si même il peut être tenté, entre ceux qui sont posés par des lois et ceux qui résultent seulement de la coutume, entre ceux qui sont fondamentaux, aussi anciens que la Confédération elle-même et ceux qui sont le fruit de l'expérience ou de l'évolution¹. Aussi devra-t-on se satisfaire d'une médiocre et fragmentaire esquisse de ce qu'on pourrait appeler le « droit parlementaire » achaien. Heureusement, son insuffisance sera peut-être compensée par quelques renseignements assez précis sur ce qu'étaient réellement les assemblées.

1. Comment choisir entre la loi et la coutume traditionnelle, puisque le mot νόμος, employé par Polybe là où il apporte une précision théorique, possède, on l'a vu (p. 309), les deux sens ? Comment fixer une date pour l'adoption de tel ou tel principe ? Il faudrait pour cela rencontrer des détails contradictoires dans des récits d'assemblées d'époques différentes. Or, presque tous les récits intéressants portent sur des assemblées du III^e siècle. Ajoutons que, lorsqu'un principe se laisse discerner, il faudrait pouvoir apprécier son autorité réelle et son efficacité pratique.

I

La convocation d'une assemblée relève des magistrats ¹. Cette règle, qui trouve sa justification en elle-même, puisque les magistrats sont le seul organe politique permanent de la Confédération ², est confirmée par de nombreux textes qui ne sont pas seulement clauses de style ³. Un seul exemple suffira : T. Quinctius Flamininus, raconte Polybe, « écrivit au stratège et aux damiorgoi achaïens en les invitant à réunir les Achaïens en assemblée ⁴ ». Il s'agit là d'une synklêtos. Mais, pour une synodos, l'intervention des magistrats est également nécessaire. Depuis 188, ils doivent, en effet, faire connaître la ville où se tiendra la réunion, puisque la réforme de Philopoïmen a détruit le monopole d'Aigion et n'a très vraisemblablement pas établi une rigoureuse alternance entre les cités fédérales ⁵. De plus, et de tout temps, ils ont eu à préciser le jour auquel s'ouvrirait la première séance, puisque la loi se bornait à enfermer entre des limites assez larges les sessions nécessaires de la synodos ⁶. Toutes ⁷ les assemblées achaïennes sont donc convoquées par les magistrats.

Il est, toutefois, évident qu'une autorité supérieure à la leur, c'est-à-dire le peuple souverain lui-même, peut à l'occasion faire connaître sa volonté. L'inscription d'Oropos contient à cet égard une précision formelle : « ... les Achaïens ayant décidé de réunir pour cette affaire une synklêtos à Argos... ⁸ ». Les termes employés, δόξαντος τοῖς

1. On précisera *infra*, pp. 322 sq., quels sont exactement ces magistrats. — Les observations qui seront présentées plus loin, p. 357, n. 4, sur la présidence de l'assemblée par les magistrats s'appliquent également à la convocation par ces mêmes magistrats, car les deux choses vont de pair.

2. Outre que l'existence même d'une boulê fédérale n'est rien moins que certaine, il est absolument impossible de supposer cette boulê permanente au cas où elle aurait effectivement existé. Il serait alors inadmissible, en effet, qu'elle ne fût signalée par aucun texte.

3. Cf. *infra*, p. 322 et nn. 5, 7.

4. Pol., XXIII, 5, 16 : ἔγραψε τῷ στρατηγῷ καὶ τοῖς δαμιοργοῖς τῶν Ἀχαιῶν, κελεύων συναγαγεῖν τοὺς Ἀχαιοὺς εἰς ἐκκλησίαν.

5. Cf. plus haut, pp. 305 sqq.

6. Cf. *supra*, pp. 261 sq. et 275 sq.

7. C'est ce qui, pour les synodoi, a été bien à tort implicitement nié par Beloch (cf. plus haut, pp. 121 sqq.). Tous ceux qui admettent sa conclusion quant à l'assemblée de 146 doivent penser comme lui. On trouve, en effet, une différence à cet égard entre les synklêtoi et les synodoi plus ou moins nettement marquée chez Hermann⁶-Swoboda, p. 391 ; Busolt³-Swoboda, p. 1567 (*Diese [die Synkletos] wurde von den Synarchiai berufen, jene [die Synodos] tagte an bestimmten Terminen*) ; Schwahn, col. 1258, ll. 3 sqq.

8. IG, t. VII, n° 411 (= Sylloge³, t. II, n° 675), ll. 12-13 : δόξαντος δὲ τοῖς Ἀχαιοῖς | συναγαγεῖν σύγκλητον ἐν Ἀργεὶ περὶ τούτων ... Sur cette inscription et cet incident, cf. plus haut, pp. 26 sqq. et 218.

'Αρχαιοί, ont un caractère technique et juridique trop accusé¹ pour qu'on ne soit pas obligé de conclure tout d'abord que οἱ 'Αρχαιοί désigne ici la synodos réunie à Corinthe², ensuite que δεῖξντος implique que cette synodos a voté un décret³. Ainsi, déjà limitée par les lois⁴, la liberté des magistrats peut être, de surcroît, soumise à une influence qui ne souffre aucune rébellion. L'hypothèse de magistrats qui, contre l'opinion d'une forte majorité des citoyens, se refuseraient à réunir même une synklêtos est proprement inconcevable. A moins de violer ouvertement la loi, il leur faudrait réunir aux dates normales la synodos et celle-ci les contraindrait à s'incliner⁵. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que, au cours de toute l'histoire achaïenne, n'apparaisse aucun cas de conflit provoqué par l'obstination des magistrats à gouverner sans assemblées. C'est là, d'ailleurs, un trait commun à toutes les démocraties grecques : il se justifie aisément par l'indépendance restreinte qu'y implique la notion même de magistrature ; la souveraineté appartient aux seules assemblées et n'est susceptible d'aucune délégation totale ni prolongée.

Néanmoins, il demeure infiniment probable⁶, bien que rien ne l'affirme dans l'inscription d'Oropos, que le décret adopté par la synodos de Corinthe ne suffit pas comme tel à la convocation. Il doit seu-

1. Cf. *IvM*, n° 39, l. 27 : δεδόχθαι τοῖς 'Αρχαιοῖς

2. C'est bien ainsi qu'il faut comprendre ces mots dès la l. 9 de l'inscription d'Oropos ; à la l. 20, il s'agit de la synklêtos réunie à Argos. Cf. aussi *IvM*, n° 39, ll. 15-16 ; 24-25 ; 26 ; etc. Οἱ 'Αρχαιοί est donc bien l'expression normale pour parler d'une assemblée quelle qu'elle soit.

3. Le sens de ce décret est clair : il décidait la réunion prochaine d'une synklêtos, sans qu'il soit nécessaire ni possible (cf. *supra*, pp. 218, n. 2, et 219, n. 5) d'expliquer cette décision comme le fait Dittenberger. — L'assimilation, qui est faite formellement par Hermann⁶-Swoboda, p. 395 et n. 5, ou sous une forme légèrement atténuée par le même auteur, p. 391 et n. 4, et Busolt³-Swoboda, p. 1557, n. 1, entre ce cas et celui sur lequel renseigne Polybe en XXIX, 24, 5-6, me paraît très hasardeuse. En effet, le texte de Polybe ne contient pas un seul mot non seulement qui oblige, mais même qui autorise à croire que la synodos de Corinthe en 168 a pris un décret de ce genre. L'hypothèse de Swoboda et de Busolt n'a rien en soi d'inadmissible ; mais il importe de ne pas voir en elle autre chose qu'une hypothèse.

4. Je songe aux lois, plus ou moins strictement observées, qui obligent les magistrats à réunir la synodos à certaines époques de l'année et à convoquer la synklêtos pour débattre certaines questions et si la demande en est présentée par le roi de Macédoine ou le Sénat romain (plus haut, pp. 189 sqq.).

5. Cf. ci-dessous, p. 323, n. 6, un exemple de l'intérêt que peut présenter cette observation.

6. Seul Busolt³-Swoboda me paraît avoir jusqu'ici bien marqué cette nuance, lorsqu'il écrit, p. 1556, que la synklêtos est convoquée par les magistrats *bisweilen auf Grund eines Beschlusses der Synodos*. Cf. au contraire les affirmations trop brutales de Hermann⁶-Swoboda, pp. 391 et 395 ; Niccolini, pp. 234-235 et p. 234, n. 8 ; Schwahn, col. 1252, ll. 21-23.

lement contenir l'ordre donné aux magistrats ¹ en précisant la ville et le but de l'assemblée, peut-être aussi la date à laquelle elle devrait se réunir ². On rejoint par ce biais la procédure normale et les formes se trouvent respectées.

Faute de détails explicites, on doit imaginer que la convocation consiste en un texte rédigé par les magistrats et assuré, sur leur ordre et par les soins des autorités locales des États-membres ³, de la publicité indispensable. Ce texte, sur la forme extérieure duquel rien n'apporte le moindre renseignement ⁴, contient plusieurs indications : la date et le lieu des séances d'une part, l'ordre du jour d'autre part. Si la nécessité de la publication de l'ordre du jour ne se trouve, en effet, formellement attestée que pour les synklètoi ⁵, elle est trop naturelle pour ne pas être également admise pour les synodoi ⁶. Ces trois précisions sont d'importance très inégale. La date est en général chose secondaire, une fois accepté le principe de la réunion ⁷. Il n'en est déjà plus de même pour le choix de la ville ; car les citoyens de cette ville seront plus nombreux à l'assemblée que ceux des cités lointaines et pourront, de ce fait, exercer une influence sur les débats : c'est pourquoi, en 188, partisans et adversaires du projet de Philopoimen

1. Pour des ordres ainsi donnés aux magistrats par un décret d'assemblée, cf. *IvM*, n° 39, ll. 33 sqq. : les damiorgoi y sont précisément visés. On a bien des exemples d'ordres donnés au stratège : ainsi, *Pol.*, IV, 7, 5. Or, comme on va le voir bientôt, stratège et damiorgoi sont les magistrats qui convoquent les assemblées.

2. Le texte (συναγαγεῖν ἐν Ἀργεῖ περὶ τούτων) contraint à admettre que le décret désignait la ville d'une part, l'ordre du jour d'autre part. Pour la date, s'il paraît certain (cf. *supra*, p. 31) que le décret a ordonné, plus ou moins explicitement, qu'elle fût prochaine, rien ne permet d'affirmer qu'il l'ait exactement précisée. Il est, néanmoins, évident qu'il aurait pu le faire ; car une assemblée est toujours en droit de donner aux magistrats des ordres qui prévoient jusqu'aux plus infimes détails.

3. C'est seulement en matière militaire qu'on possède des exemples d'ordres lancés par les magistrats fédéraux aux autorités locales : *Pol.*, IV, 7, 10 ; XVI, 36 ; *Liv.*, XXXIII, 14, 10. Toutefois, dans une affaire fédérale comme la convocation d'une assemblée, on ne peut contester ni le droit des magistrats fédéraux à agir de la sorte ni le devoir des autorités locales d'exécuter leurs ordres. — Cf. plus haut, p. 305, n. 1, où l'on verra qu'au moins une fois, au début de 188, le rôle des autorités locales pour la publication de l'édit de convocation ne fut peut-être pas sans importance.

4. Il est seulement probable qu'il doit être comparable à ce qu'on appelait à Athènes τὸ πρόγραμμα ou ἡ προγραφή, et qui fournissait les mêmes indications : cf. *Arist.*, *Ath. pol.*, 43, 3 ; *Eschine*, II, 60 ; 61 ; *Démosthène*, XIX, 185 ; *IG*², t. II, n° 120, ll. 10 et 25 ; cf. aussi *Gilbert*, t. I, p. 320 et n. 3 ; *Ad. Wilhelm*, *Beitr.* 7. *gr. Inscr.*, pp. 179-182 ; 282 ; 315 ; etc.

5. *Pol.*, XXIII, 5, 17 ; *Liv.*, XXXI, 25, 9 ; cf. *infra*, pp. 347 sqq.

6. Cf. plus loin, p. 352.

7. On peut cependant imaginer des cas où elle aurait son importance, en servant ou contrecarrant une politique d'attermoiements. Et cela, même pour les synodoi, à

désirent réunir l'assemblée les uns à Argos, les autres à Aigion¹. L'essentiel demeure, néanmoins, l'établissement de l'ordre du jour qui, pour les synklètoi, est limitatif² : les magistrats disposent donc ici d'un véritable pouvoir discrétionnaire. Mais rien n'empêche une synodos de leur dicter sur ce point aussi sa volonté³ et les sources ne signalent jamais la moindre difficulté intérieure⁴ à cet égard.

Quels sont les magistrats à qui revient ce rôle, simple formalité administrative le plus souvent ? A plusieurs reprises, Polybe ne mentionne que le seul stratège⁵. Mais sans doute est-ce là simplement une expression raccourcie, qui traduit, au surplus, une prépondérance de fait⁶ ; car il se sert ailleurs du terme d'ἄρχοντες⁷. Ce terme est vague et celui de συναρχίαι, qui paraît avoir été plus officiel et qui est employé en d'autres occasions que des convocations d'assemblées⁸, y ajoute seulement la nuance d'une organisation collégiale⁹. La précision, tou-

cause de l'imprécision avec laquelle la loi indique les époques auxquelles elles doivent se réunir.

1. Cf. ci-dessus, p. 304.

2. Cf. plus loin, pp. 347 sqq.

3. Cf. l'inscription d'Oropos, l. 13 : συναγαγεῖν ... περὶ τουτων.

4. Il y eut des difficultés extérieures : Liv., XXXI, 25, 9, et Pol., XXIII, 5, 15 sqq. Mais elles naquirent, en réalité, de la mauvaise volonté achaienne à satisfaire aux demandes étrangères ; en l'espèce, les lois servirent de prétextes : cf. *infra*, pp. 347 sqq.

5. Pol., V, 91, 5 ; XXIII, 17, 5 ; évidemment d'après Polybe, Liv. XXXVI, 31, 10, et XXXIX, 35, 5.

6. Cette prépondérance de fait s'explique parfois par la forte personnalité de certains stratèges ; mais la fonction est en elle-même beaucoup plus importante que les autres magistratures. Cf. *infra*, pp. 358 sqq.

7. Pol., V, 1, 6 ; 9 (transfert de l'assemblée d'une ville dans une autre) ; XXII, 10, 10 sqq. ; 12, 7 ; expression équivalente (οἱ προεστώτες τοῦ τῶν Ἀχαιῶν πολιτεύματος) en II, 46, 6 (cf. 4) ; Paus., VII, 14, 2 ; 9, 1 (οἱ τὰς ἀρχὰς ἔχοντες).

8. Pol., XXVII, 2, 11 ; XXXVIII, 13, 4 ; 5 ; cf. οἱ συνάρχοντες du stratège, XXIII, 16, 6. Il semble que ce soit là l'appellation officielle, bien qu'ἄρχοντες ou αἱ ἀρχαὶ se rencontre beaucoup plus souvent dans les sources littéraires (cf. la n. précédente et, de plus, Pol. IV, 72, 9 ; XXVIII, 7, 14 ; XXIX, 25, 7 ; XXXVIII, 12, 7), parce que αἱ συναρχίαι est une expression officielle dans de nombreux Etats et même de nombreuses villes achaiennes : cf. les énumérations de Swoboda, *Gr. Volksbeschl.*, pp. 135 sqq., et *Klio*, 1912, pp. 44 sqq.

9. Le texte d'Aristote, *Pol.*, IV, 14 (VI, 11, 3), p. 1298 A, ne nous apprend rien sur l'institution. La nuance antidémocratique que P. Foucart (Le Bas-Foucart, *Pelop.*, t. II, 2, p. 26) a voulu discerner et que Swoboda, *Gr. Volksbeschl.*, pp. 134 sq., n'accepte qu'avec réserves présente ici peu d'intérêt. Étymologiquement, et puisqu'il est assez rare en Grèce qu'une magistrature n'ait qu'un seul titulaire et ne soit pas déjà organisée en collège, le mot semble indiquer, comme l'a vu Swoboda, *ibid.*, la réunion de plusieurs collèges de magistrats pour des délibérations communes. Pour la Confédération, les damiorgoi forment un collège et le mot trouve ainsi son acception normale. Cf. encore Freeman², p. 524, n. 2 ; W. Wischer, *Kl. Schriften*, t. I, p. 571 ; Weinert, p. 28 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 403 ; Busolt-Swoboda, p. 1566 et n. 2 ; Schwahn, col. 1257, ll. 40 sqq. Il ne me semble pas douteux : 1° que *synarchiai* est un terme officiel qui désigne le stratège et les damiorgoi ; 2° qu'*archontes* est un mot

tefois, n'est pas absente et la phrase précédemment citée relative à la demande de T. Quinctius révèle qu'il s'agit, en réalité, du stratège et des dix damiorgoi ¹. C'est la même conclusion qui se dégage du récit consacré par Tite-Live au conflit de 188 ². Ces onze magistrats avaient, et avaient seuls ³, leur mot à dire; les autres magistratures, hipparchie, secrétariat, navarchie, hypostratégie, étaient considérées comme inférieures et leurs titulaires ne participaient pas aux décisions de cette nature ⁴. Heureusement, d'ailleurs, pour la tranquillité intérieure de la Confédération, il n'est certainement pas trop hardi d'affirmer que le silence des sources implique la rareté d'incidents comparables à celui de 188 : fréquemment renouvelés, ils n'auraient pu conduire qu'à l'anarchie. L'existence d'un collège et le nombre impair de ses membres permettaient de trancher très rapidement le désaccord : la minorité, qui comptait au plus cinq membres, devait s'incliner devant la décision de la majorité qui en comptait au moins six. Il fallait un Philopoïmen, et qui se sentit soutenu par l'opinion ⁵, pour ne pas accepter l'avis de ses collègues et oser lancer seul une convocation différente de celle que les dix damiorgoi publiaient de leur côté ⁶.

plus vague qui peut s'étendre à l'ensemble des magistrats (ainsi Niccolini, p. 206), c'est-à-dire, outre ceux qui composent les synarchiai, l'hipparque, le navarque, le grammateus, le tamias, et peut-être le ou les hypostratèges; 3^o que Polybe, et par conséquent les sources qui dépendent de lui, ont employé souvent *archontes* au sens restreint de *synarchiai*.

1. Pol., XXIII, 5, 16 : cf. *supra*, p. 319 et n. 4. Sur le nombre des damiorgoi, cf. Liv., XXXII, 22, 2.

2. Liv., XXXVIII, 30, 4; cf. plus haut, p. 304.

3. Si d'autres avaient été légalement autorisés à intervenir, Tite-Live ne manquerait pas d'indiquer quelle attitude ils prenaient dans le conflit.

4. Le caractère absolument décisif de ces deux récits est demeuré assez longtemps inaperçu. Toutefois, personne ne songeait, semble-t-il, à ces petits magistrats et le désaccord portait surtout sur le rôle exact du stratège d'une part, des damiorgoi d'autre part : ainsi, Hermann⁵, p. 748, réservait le droit de convocation en temps normal aux seuls damiorgoi; bien que les erreurs de la 1^{re} éd., pp. 275 et 296, sur Pol., V, 1, 6, aient été corrigées, il y a encore des hésitations chez Freeman², pp. 231 sq. (cf. p. 214 et 426); les formules sont ambiguës chez Swoboda, *Gr. Volkesbeschl.*, p. 138, et, même chez Hermann⁶-Swoboda, p. 391, on ne sait trop que penser des mots *beziehungsweise durch den Strategen*; Larsen, p. 332, n. 1, exclut le stratège du droit de convocation à cause d'une interprétation, qui me paraît défectueuse (cf. plus loin, pp. 359 sqq.), de Liv., XXXII, 22, 2 sqq.

5. Cf. plus haut, pp. 303 sqq.

6. Un dernier mot sur ce conflit de 188. Depuis que, dans les *Mél. Glotz*, j'ai cherché à savoir si l'assemblée d'Argos fut une synklètos ou une synodos, j'ai bien souvent repris pour moi-même l'examen de cette question (cf. *supra*, p. 237, n. 3, et p. 313, n. 1). Aussi un nouvel argument possible m'a-t-il quelque temps arrêté. Le meilleur moyen, pour les damiorgoi hostiles à la réforme de Philopoïmen, de faire échouer ce projet n'aurait-il pas été de s'opposer à la réunion de l'assemblée à laquelle ce projet devait être soumis? Dès lors, pour qu'ils n'aient pas adopté cette tactique, il faut, semble-t-il, que cette assemblée soit une synodos, dont la convocation

II

La convocation intervenait en temps utile avant la date de l'assemblée. L'existence nécessaire d'un délai raisonnable n'est pas seulement dictée par le bon sens ; elle résulte de certains détails mentionnés par les sources¹. En 198, le sujet porté à l'ordre du jour d'une synklêtos provoque des discussions préalables ardentes². En 192, les magistrats, en même temps qu'ils convoquent une synklêtos à Sikyon, envoient des députés demander conseil à T. Quinctius. Celui-ci répond par une lettre qui parvient aux Achaïens pendant la session de la synklêtos³. Aucune précision n'est fournie sur le lieu où les députés l'ont rejoint. Chargé par le Sénat d'une tournée diplomatique en Grèce⁴, il paraît sûr qu'il ne se trouvait pas alors sur le territoire achaïen où il ne vint séjourner que plus tard⁵. L'atteindre exigeait donc plus de temps qu'il n'en fallait pour informer les citoyens achaïens de la convocation de l'assemblée.

était inévitable, et non une synklêtos, dont rien, sinon leur consentement préalable, n'imposait la convocation. L'argument paraît fort. Mais il n'est pas sans réponse. Car, puisque l'initiative de Philopoïmen répondait, comme l'événement le montra et comme chacun pouvait le prévoir, aux vœux de la très grande majorité des citoyens, la résistance des damiorgoi à la convocation d'une synklêtos n'aurait pas pu durer bien longtemps : il aurait suffi à la première synodos tenue après leur refus d'ordonner aux magistrats la convocation d'une synklêtos. Il en eût été de même (mais l'hypothèse ne présenterait plus le même intérêt) s'ils avaient entendu s'opposer à l'inscription du projet de Philopoïmen à l'ordre du jour de l'assemblée.

1. Il n'y eut assurément aucun délai pour l'assemblée dont parle Pausanias en VII, 14, 2. Mais il est manifeste qu'elle ne se tint pas dans des conditions normales.

2. Liv., XXXII, 19, 6 sqq. ; 20, 3. Cf. *infra*, pp. 325 sqq.

3. Liv., XXXV, 25, 4-5.

4. Liv., XXXV, 23, 5 ; 31 sqq.

5. Lorsque Tite-Live, d'après Polybe, commence le récit de la mission itinérante de T. Quinctius et de ses collègues, il écrit (XXXV, 31, 2) : *Minimum operae in Achaëis adeundis consumpserunt*. On pourrait croire que, s'étant fort peu arrêtés en territoire achaïen, ils s'y arrêrèrent cependant quelque temps. Mais Tite-Live continue (*ibid.*, 3) : *Athenas primum, inde, etc. . . iter flexere*. Le mot *primum* montre que *minimum* de la première phrase est équivalent à une négation pure et simple. La suite du récit permet de penser (*ibid.*, 3 ; 32, 6-7 ; 33, 2-4 ; 34, 1) que T. Quinctius n'est venu s'installer en territoire achaïen, à Corinthe où il séjourna dans l'intervalle de ses déplacements (39, 1 et 8), qu'après avoir assisté à l'assemblée des Magnètes (31, 4 sqq.), c'est-à-dire longtemps après la synklêtos de Sikyon (31, 1-2 ; 25, 10 sqq. ; 31, 3). Au vrai, même si l'on considère comme impossible que les députés achaïens chargés de demander conseil à T. Quinctius soient allés à sa rencontre en Italie, il ne l'est pas qu'ils se soient rendus en un lieu quelconque des territoires illyriens qui appartenaient à Rome, où Flamininus aurait attendu l'arrivée soit de ses collègues soit de la flotte d'A. Atilius (22, 2 ; 23, 4 ; 25, 5 ; cf. *Premiers rapports*, pp. 304 sqq.). Même s'il faut penser que T. Quinctius, pour se rendre *primum* à Athènes, est passé par Corinthe, il semble (31, 1-2) que ce soit postérieurement à la synklêtos de Sikyon.

Mais ces indications ne permettent pas d'apprécier la durée d'un délai qui était fixé sans doute par la loi, car il eût été dangereux de le laisser à l'appréciation arbitraire des magistrats.

A quoi était utilisé ce délai ? Il convient ici de s'arrêter à une phrase de Tite-Live relative aux événements de l'automne 198¹.

A cette date, les Romains et leurs alliés demandent à la Confédération d'abandonner l'alliance macédonienne pour se ranger à leurs côtés². Le stratège Aristainos, dont l'année de charge va se terminer³, est favorable à cette politique⁴. Pour permettre aux Achaïens d'entendre les ambassadeurs étrangers et de prendre une décision, une synklêtos est convoquée à Sikyon⁵. Le trouble est grand parmi les citoyens qui sentent la gravité extrême du débat qui va s'engager. Tite-Live expose leurs raisons d'hésiter⁶, puis écrit : « Et ils n'ignoraient pas seulement quel avis ils pourraient exprimer, *chacun dans le Sénat de sa propre cité* ou dans l'assemblée générale de la Confédération⁷, etc. » L'in-

1. Il est vraiment étrange que cette phrase n'ait pas été plus souvent relevée dans les études consacrées aux institutions achaïennes. Dubois, pp. 123 sqq., l'utilise sans aboutir à rien de clair. Niese y renvoie, t. II, p. 292, n. 2, pour appuyer une hypothèse fugitive. Niccolini retient le détail, p. 123 (*nei consigli cittadini*), dans son récit des événements, mais non dans son chapitre VI sur *La costituzione federale*. Rien chez Swoboda, *Klio*, 1912 (où il eût été intéressant d'examiner le rôle des boulai locales dans la politique fédérale), Hermann⁶-Swoboda, Busolt³-Swoboda, Schwahn, etc. Peut-être est-ce à cette phrase que songe Kahrstedt, col. 1418, ll. 3-4 ? Mais encore eût-il fallu préciser : cf. *REA*, 1933, t. XXXV, p. 454, n. 1.

2. Liv. XXXII, 19, 1-5. Cf. *Premiers rapports*, pp. 1 sqq.

3. Cf. *REA*, 1928, pp. 3-4.

4. Liv., XXXII, 19, 2.

5. *Ibid.*, 6 : *Sicyone datum est iis [legatis] concilium*. Kahrstedt, col. 1418, ll. 3 sqq., a nié que ce fût une synklêtos. Après avoir montré ci-dessus, pp. 145 sqq., que toutes les assemblées extraordinaires sont des synklêtoi, je n'ai pas besoin de reprendre ici la réfutation que je lui ai opposée, *REA*, 1933, pp. 460 sqq.

6. Liv., XXXII, 19, 6-8.

7. *Ibid.*, 9 : *Neque solum, quid in senatu quisque civitatis suae aut in communibus conciliis gentis pro sententia dicerent, ignorabant...* Il se peut qu'on hésite à accepter la traduction que j'ai donnée de *pro sententia dicere*. En effet, *sententiam dicere* a pour un Romain un sens technique beaucoup plus précis que « exprimer un avis » ; c'est « présenter une motion » : P. Willems, *Le Sénat de la République romaine*, t. II (Louvain-Paris, 1883), pp. 179 sqq., Th. Mommsen, *Droit public*, trad. Girard, t. VII (Paris, 1891), pp. 165 sqq. Cherchant à retrouver l'expression grecque que recouvrait cette expression latine, H. Swoboda, à propos de Liv., XXXV, 25, 7, a très justement montré (*Klio*, 1911, t. XI, pp. 458 sqq., et 1919, t. XVI, pp. 338 sq.) que ce devait être *γνώμην εἰπεῖν*. Je crois, toutefois, nécessaire d'adopter ici un sens plus large. Voici les raisons de mon choix. Tout d'abord, Tite-Live écrit *pro sententia* et non *sententiam dicere*, non seulement dans cette phrase, mais aussi en 21, 2 : ce n'est donc pas exactement l'expression officielle romaine ; il y a une nuance qu'on ne peut pas croire inconsciente et qui ne peut pas signifier autre chose que le désir de mettre en garde le lecteur contre une assimilation complète des deux procédures. Ensuite, un peu plus loin et à plusieurs reprises (20, 1 ; 6 ; 7 ; 21, 3), Tite-Live emploie, dans le

interprétation normale de cette phrase n'est pas douteuse. Elle conduit à penser qu'au moins les grands problèmes extérieurs étaient examinés par les boulai des États-membres avant de l'être par l'assemblée fédérale.

Cette interprétation est inadmissible ¹. S'il s'agissait d'une synodos, la tentation serait forte de songer à la nomination par chaque boulé d'une délégation représentant la cité à l'assemblée, ce qui contraindrait à reprendre, ne fût-ce que pour la compléter, la discussion précédente sur la composition des synodoi ². Mais il s'agit assurément d'une synklêtos, c'est-à-dire d'une assemblée dont la qualité d'assemblée primaire, ouverte à tous les citoyens de plus de trente ans, est établie par des textes irrécusables ³. Il est également impossible de supposer que ces débats préalables dans des organismes locaux ont pour but de dicter, cité par cité, leur vote futur aux citoyens qui vont de leur plein gré se rendre à l'assemblée : cette sorte de « mandat impératif » ⁴ est incompatible avec la conception d'une assemblée délibérante ⁵. Si l'on

même sens qu'ici *pro sententia dicere*, le verbe *suadere* ; or, ce mot appartient au vocabulaire technique, non plus du Sénat, mais des assemblées romaines (Th. Mommsen, *ibid.*, t. VI, 1, pp. 453 sqq.) et il implique seulement qu'on donne son avis, nullement que l'on propose une motion. C'est pourquoi l'expression grecque traduite ici par Tite-Live avec *pro sententia dicere* ne peut pas avoir été γνώμην εἰπεῖν ; peut-être contenait-elle le mot γνώμη, mais le sens de « proposition » n'est pas le seul dont il soit susceptible ; avec certains verbes, et par exemple ἀποφαίνεσθαι, il signifie simplement « avis », « opinion » : cf. O. Schulthess, *RE*, s. v. Γνώμη, t. VII, coll. 1486 sqq. ; Swoboda, *Klio*, 1919, t. XVI, p. 339. — Sur les mots *communis conciliis*, cf. plus loin, p. 327, n. 2.

1. Encore beaucoup plus inadmissible est l'interprétation parallèle qu'apporte Dubois, p. 132, à un passage de Polybe, IV, 26, 2 et 7. Ce n'est pas un décret fédéral qui a besoin d'être ratifié par les autorités de chaque cité achaienne, mais une décision de la Symmachie macédonienne qui doit être approuvée par chaque Etat participant à cette Symmachie. Vieille erreur qui se relie au contresens parfois commis sur Pol., IV, 9, 2 ou 15, 2 (cf. *supra*, p. 225, n. 4) et qu'on rencontre déjà chez Schweighäuser, t. II, p. 69 (*ad urbes socias* de la trad. latine), et t. VI, p. 43 (*ad* 26, 1).

2. Cf. plus haut, pp. 47 sqq.

3. Pol., XXXIX, 24, 6.

4. Ce n'est là qu'une expression commode pour mieux caractériser l'hypothèse. Mais le mot « mandat » est impropre, puisqu'il ne s'agit de représentants qu'en fait et non en droit.

5. Je n'ignore pas que les congrès de certains partis politiques contemporains délibèrent parfois plusieurs jours durant avec une âpreté et une passion bien faites pour laisser croire que le vote final dépendra des débats, alors que les organismes locaux ont strictement réparti à l'avance les « mandats » entre les diverses thèses en présence. Mais, outre qu'aucune constitution n'a jamais adopté de telles méthodes pour les assemblées délibérantes d'un Etat, il faut assurément une longue pratique du régime représentatif, qui inspire le désir tout à la fois de maintenir ses formes extérieures et de remédier à certains de ses défauts, pour songer à sauvegarder par ce compromis la souveraineté des mandants. C'est pourquoi il est impossible de croire à quoi que ce soit de semblable dans la Confédération achaienne.

ajoute que chaque citoyen (*quisque*) ne peut certainement pas participer ni même, sans doute, avoir accès aux séances de la boulè de sa cité¹, toutes ces contradictions logiques rendent inacceptable l'interprétation normale de ce texte.

Rien n'interdit, assurément, d'accuser Tite-Live de s'être grossièrement fourvoyé en utilisant ici à contresens un récit de Polybe² ou en imaginant, pour dramatiser l'épisode et rendre plus sensible le trouble général des esprits, un détail que Polybe ne lui fournissait pas. Mais l'hypothèse est audacieuse et ne peut être adoptée qu'en désespoir de cause. Or, il existe une autre solution ; elle interprète le texte plus largement ; mais elle n'aboutit à rien qui soit inconciliable avec les renseignements donnés par ailleurs comme avec la vraisemblance humaine.

Quisque ne doit pas, semble-t-il, être pris à la lettre³. Certes, dans toutes les villes achaiennes, chacun est ému par l'annonce de la convocation d'une synklètos ; *a fortiori* quand l'ordre du jour porte l'examen d'une question aussi grave que celle qui, en cet automne 198, est soumise au jugement des citoyens. Toutefois, les nécessités de la vie quotidienne interdisent à tous les Achaïens de s'intéresser également à la politique nationale. L'adhésion à la Confédération et l'ac-

1. Chaque boulè est à coup sûr composée de bouleutes, en nombre variable selon les cités, choisis dans les différentes fractions légales (normalement, les tribus) du corps des citoyens.

2. On pourrait être tenté de chercher à reconstituer la phrase primitive de Polybe. Mais aucune hypothèse ne se révèle bien séduisante. Sous *in senatu*, faut-il placer ἐν τῇ βουλῇ, avec le sens de boulè fédérale, Tite-Live ayant ajouté de son cru l'idée exprimée par *civitatis suae* ? Mais cette restitution implique l'existence d'une boulè fédérale, qui demeure très douteuse (cf. plus haut, pp. 150 sqq.). Faut-il y reconnaître ἐν τῇ συγκλήτῳ, amphibologique puisque le mot sert aussi à désigner le Sénat romain ? Mais on ne trouverait plus rien alors à quoi pourrait correspondre *in communibus conciliis gentis*. A vrai dire, et en tout état de cause, il faut bien avouer que dans cette expression le pluriel est assez gênant. Niccolini, p. 220, n. 5, rapproche de σύνδοι en Pol., II, 39, 6, et surtout de αἱ κοιναὶ σύνδοι en Pol., XXII, 7, 3. Mais en vain. Car, d'une part, à l'inverse de ce que pense Niccolini (cf. *supra*, p. 35 et n. 3), le mot *synodos* ne peut désigner qu'une seule catégorie d'assemblées, à laquelle n'appartient pas la synklètos convoquée à l'automne 198 ; d'autre part, dans ces deux textes, il s'agit bien de plusieurs assemblées et non d'une seule : αἱ κοιναὶ σύνδοι ne saurait être comparé à une expression comme « les assises fédérales », qui pourrait être employée à propos d'une seule session. A mon sens, *communia concilia* représente probablement τὰ κοινὰ διαβούλια ; mais *in senatu* demeure énigmatique. Et cette difficulté contribue à me faire repousser, puisqu'il s'en présente une autre plus satisfaisante, l'hypothèse d'un contresens de Tite-Live.

3. Cf. *supra*, pp. 45 sq. J'ai montré alors qu'une synklètos réunissait ordinairement une assistance nombreuse, mais surtout à cause de la présence des citoyens de la ville où elle se réunit. Pour l'ensemble des cités achaiennes, — et c'est évidemment à ce point de vue qu'est écrite la phrase de Tite-Live, — l'absentéisme de la plupart des citoyens demeure la règle, aussi bien pour les synklètoi que pour les synodoi.

croissement territorial de celle-ci, en augmentant le nombre et la complexité des problèmes à étudier, en allongeant la route à parcourir pour se rendre aux assemblées, ont eu fatalement pour conséquence de dégager dans chaque cité, parmi la vaste masse populaire, une classe de « politiciens » locaux recrutée, sauf exception, dans la société aisée, qui peut supporter sans peine des déplacements relativement fréquents, et assez éclairée pour porter ses regards au delà de l'horizon des intérêts immédiats. Ce sont peut-être eux, qui constituent l'élite politique de la nation, que le stratège Aristainos qualifie de *principes Achaeorum* dans son discours à l'assemblée de Sikyon¹. C'est à eux que pense également Aristainos lorsqu'il déclare, dans ce même discours, que la question des alliances est la matière de toutes les conversations *in conviviiis et circulis* et que la discussion est parfois si ardente que les contradicteurs sont prêts d'en venir aux mains². C'est donc à eux aussi, et à eux seulement, que se rapporte le mot *quisque* dans la phrase en litige.

La restriction une fois admise, l'expression *in senatu* peut aisément, croit-on, se justifier. Car, dans chaque cité achaienne, où la boulé locale pourrait-elle se recruter, sinon en grande majorité parmi ces citoyens qui se passionnent pour la chose publique ? Et, à l'automne 198, les bouleutes municipaux ne sont-ils pas, dans l'ensemble, ceux-là mêmes qui se préparent à entreprendre le voyage de Sikyon³ ? Dès lors, dans une crise aussi grave, le désarroi est tel que chacun éprouve le désir de se concerter avec ses compatriotes immédiats dans le cadre de la cité. Malgré l'adhésion, spontanée ou contrainte, à la Confédération, la cité demeure une réalité vivante ; est-ce même aller trop loin que préciser : la réalité primordiale ? Les vieux sentiments de particu-

1. Liv., XXXII, 21, 1. Encore une expression à laquelle les critiques modernes ne s'arrêtent pas. On devine bien avec quel soin ils la relèveraient, si cette assemblée était un synodos. Dans un récit de synklêtos, elle est étrange. Mais ce devrait être un motif pour ne pas la négliger. Il n'existe guère que trois moyens d'en rendre compte. Le premier est de les attribuer à Tite-Live seul et de dénier ainsi à ces mots tout intérêt : ils se trouvent dans un discours, que Tite-Live a certainement remanié, au moins pour l'allonger, même si Polybe lui en fournissait le modèle ; l'hypothèse n'est donc pas inadmissible. Le second est d'estimer qu'Aristainos interpelle, dans la masse de l'assemblée, ceux qui ont coutume de prendre la parole : c'est l'interprétation de Weissenborn-Müller, *ad locum* ; on invoque pour l'appuyer l'opposition entre *principes* et *multitudo* qui se marque en Liv., XXXV, 25, 6 ; l'hypothèse est également très défendable. Je présente ici, sans la considérer aucunement comme sûre, la troisième interprétation possible. — Sur le sens du mot dans d'autres textes, cf. *infra*, p. 375, n. 1.

2. Liv., XXXII, 20, 3 : *Ubi illa certamina animorum, Achaei, sunt, quibus in conviviiis et circulis, cum de Philippo et Romanis mentio incidit, vix manibus temperatis ?*

3. Ils appartiennent aussi à la classe aisée qui s'intéresse à la politique.

larisme local ne sont pas morts et le patriotisme achaïen qui les recouvre n'est qu'un vernis récent, trop superficiel pour résister à cette épreuve. On ne pense pas nationalement depuis assez longtemps pour cesser, aux heures difficiles, de penser surtout localement¹. Certes, il sera loisible de se retrouver à Sikyon même, au sein de la synklêtos, mais comme noyés dans la masse des citoyens venus des autres villes, c'est-à-dire presque des étrangers. Au milieu d'une assemblée confuse et tourmentée, il sera malaisé de se recueillir, entre compagnons de vie quotidienne, pour échanger des impressions, peser en commun les raisons invoquées, en les examinant sous l'angle des intérêts et des traditions de chaque cité², ce que n'auront certainement pas fait, parce qu'ils ne peuvent pas le faire, les orateurs à la tribune fédérale, et prendre la meilleure ou la moins mauvaise décision. Aussi important-il de se réunir au préalable afin d'étudier entre soi le problème, de s'éclairer mutuellement et de confronter à l'opinion de la majorité ses préférences personnelles.

Or, la boulè locale offre aux intéressés un lieu de réunion idéal³. Nulle part ils n'auront l'occasion de se rencontrer aussi nombreux, aussi séparés du vulgaire qui, s'il ne demeure pas indifférent, est incapable de suivre une controverse délicate. Nulle part ils ne se sentiront plus expressément conviés à des discussions politiques que dans cet organisme, politique par définition même. Nulle part leurs délibérations ne seront davantage inspirées par le souci du bien moral et matériel de la communauté que dans ce corps proposé par la cité à sa sauvegarde

1. Cf. Pol., IV, 60, 4 sqq. L'exemple est d'autant plus net que, comme Polybe (*ibid.*, 10) le relève, il provient de villes proprement achaïennes, qui ont participé à la restauration de la Confédération en 280.

2. Les exemples ne manquent pas qui montrent que les citoyens de tel ou tel Etat-membre n'oublient pas, au sein de l'assemblée fédérale, leurs préoccupations locales : le plus formel est évidemment le départ, à la fin de l'assemblée de Sikyon, des citoyens de Dymai et Mégalopolis et de certains Argiens (Liv., XXXII, 22, 9 sqq.).

3. Une vingtaine d'années plus tard, l'opinion des candidats sur la politique à suivre à l'égard de Rome domine les élections aux magistratures locales des Etats-membres (Pol., XXIV, 9, 8). On pourrait donc concevoir qu'un parti fût le maître d'une boulè municipale, ce qui enlèverait tout intérêt à un échange de vues du genre de celui que j'imagine. Mais il convient de noter que la question de l'alliance romaine, à l'automne 198, est posée depuis trop peu de temps pour avoir pu déjà produire les effets électoraux qu'elle produira plus tard. C'est seulement entre partisans et adversaires de la Macédoine qu'a porté jusqu'alors le débat. Mais les adversaires de la Macédoine, qui l'ont emporté à l'automne 199, comprennent à la fois des partisans de la neutralité et des partisans de l'alliance romaine. Sur tout cela, cf. *Premiers rapports*, pp. 78 sq. Dès lors, l'examen préalable au sein de la boulè municipale peut être fructueux.

et à sa direction. C'est ainsi qu'à l'automne 198, par un entraînement irrésistible, par un complexe de sentiments, confus assurément, mais instinctifs en ces journées d'indécision et de détresse morale, les boulai locales sont saisies de l'affaire. Mais, tandis que, *in conviviis et circulis*, la contradiction exalte, chauffe et déchaîne les passions, l'atmosphère est ici plus recueillie. Les bouleutes, ces mêmes hommes qui au dehors en arrivaient presque à se colleter, incités maintenant à la réflexion pondérée par le caractère même et la sérénité du lieu, angoissés par la conscience des responsabilités qu'ils porteront lorsqu'ils siégeront à la synklètes, entreprennent de peser calmement les arguments que chaque thèse peut invoquer, les reconnaissent avec effroi d'égale force et ne savent plus dès lors à quelle opinion se ranger.

Aussi bien, on peut indifféremment concevoir qu'ils procèdent à des échanges de vues officieux et comme privés, ou à des débats en forme et d'allure officielles. L'expression *pro sententia dicere*, qu'utilise Tite-Live et qu'on pourrait être tenté de croire équivalente à l'expression technique *sententiam dicere*, doit être interprétée en fonction de l'assemblée fédérale bien plutôt que des boulai municipales¹ ; aussi ne fournit-elle, sur le caractère des délibérations que celles-ci poursuivent, aucune indication valable. D'autre part, le pouvoir central ne dispose, auprès de ces organismes locaux, d'aucun représentant prêt à poser en son nom une « question préalable » qui courrait, au surplus, grand risque d'être écartée. Rien n'empêche donc les boulai d'aborder ce débat même en séance officielle et il n'est pas indispensable de supposer qu'elles possèdent le moindre titre légal à agir de la sorte².

On sent bien la hardiesse de toutes ces hypothèses. On les préfère, néanmoins, à la récusation pure et simple de la phrase de Tite-Live ; car c'est l'autre terme de l'alternative rigoureuse devant laquelle on se trouve placé. On les adopte, d'ailleurs, d'autant plus volontiers que l'occasion est rare, dans une étude critique d'institutions, de saisir sur le vif ou simplement d'entrevoir la réalité véritable, l'adaptation fatale

1. Liv., XXXII, 19, 9 : *quid in senatu... aut in communibus conciliis gentis pro sententia dicerent*. Il me paraît, d'ailleurs, impossible (cf. plus haut, p. 325, n. 7) que *pro sententia dicere* ait le sens officiel de *sententiam dicere*. Mais, en tout état de cause, quand Tite-Live écrit ces mots, il songe aux débats *in communibus conciliis gentis* dont il a parlé en dernier lieu et à propos desquels il reprendra la même expression un peu plus loin (21, 2).

2. On verra plus loin, pp. 379 sq., que chaque cité doit envoyer à l'assemblée fédérale au moins un délégué officiel. Le débat n'aurait-il pas pu s'amorcer à la boulé locale à propos de la désignation de ce délégué ? Ce n'est là qu'une suggestion, car nous ignorons comment s'opérait cette désignation ; mais rien n'autorise à l'écartier *a priori*.

des textes légaux aux circonstances ainsi qu'aux réactions humaines, le jeu nécessairement souple et parfois inattendu de la machine politique, c'est-à-dire la vie elle-même.

Ainsi, cette interprétation n'offre pas seulement l'intérêt de résoudre une difficulté sérieuse rencontrée dans un texte ; elle fournit aussi un exemple de ce qui pouvait se passer dans les villes achiennes à l'annonce de la réunion prochaine d'une assemblée. Assurément, l'ordre du jour publié indiquait d'ordinaire des questions moins graves. La synklêtos de Sikyon est un cas exceptionnel qui n'est pas susceptible de généralisation ; elle met en mouvement des organes qui, en temps normal, demeurent immobiles. Mais le spectacle ainsi donné permet d'imaginer, selon l'indifférence ou l'émotion plus ou moins vive provoquée chez les citoyens achiens par la convocation des magistrats, toute une série d'étapes entre la passivité absolue et l'entrée en action de tout ce qui peut jouer un rôle politique.

III

Les membres des assemblées ne recevaient aucun *misthos* pour compenser, si faiblement que ce fût, les frais entraînés par leur déplacement et le trouble subi par leurs affaires personnelles du fait de leur absence. A vrai dire, les sources n'apportent aucune preuve directe ni formelle de l'inexistence du *misthos ekklesiastikos*. Il n'en est pas moins impossible de conserver le moindre doute. Les critiques récents¹ sont, d'ailleurs, unanimes à le reconnaître². Cependant, puisqu'ils font de la synodos une assemblée de députés, ils discutent seulement du *misthos bouleutikos*, moins invraisemblable théoriquement que l'*ekklésiastikos*³. Le

1. Depuis E. Szanto, *Das gr. Bürgerrecht* (1892), p. 125, l'hypothèse contraire ne me semble avoir été soutenue par personne.

2. Opinions concordantes de Freeman¹, p. 293 ; 2^e éd., p. 229 ; Vischer, *KL. Schriften*, t. I, pp. 573 sq. ; Gilbert, t. II, p. 115 ; Busolt², p. 357 ; Niese, t. II, p. 294 ; Beloch, *Gr. Gesch.*¹, t. III, 1, p. 630 = *Gr. Gesch.*², t. IV, 1, p. 607 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 398, n. 8 et p. 403, n. 1 ; Niccolini, pp. 208 et 216 ; Busolt³-Swoboda, p. 1559 et n. 2 ; Schwahn, col. 1256 ; Kahrstedt, col. 1420.

3. Celui-ci relève d'une démocratie plus avancée que celui-là. Le fait que l'*ekklésiastikon* n'apparaît à Athènes qu'après la restauration démocratique de 403 (Arist., *Ath. pol.*, 41, 3), tandis que le *misthos bouleutikos* remonte à l'époque de Périclès (Plut., *Pér.*, 9) le montre amplement. Aux bouleutes, on demande de servir l'Etat, ce qui mérite compensation ; aux membres de l'*ekklèsia*, d'exercer le droit essentiel du citoyen. — Dresser les listes d'Etats grecs où existe respectivement chacun des deux *misthoi* et les comparer serait ici peu concluant ; car on n'aboutirait pas à des listes complètes : cf. Hermann⁶-Swoboda, p. 119, n. 1 et p. 129, n. 4 ; Busolt³, p. 445, n. 1.

seul texte qui permette de poser la question concerne, en effet, la « boulè » qu'on se plaît à considérer comme équivalente, en fait et en droit, à la synodos¹.

Il s'agit du récit polybien, plusieurs fois rencontré précédemment, de la synodos tenue à Mégalopolis en 185². Cette synodos examine l'offre, faite à la Confédération achaienne par le roi de Pergame Euménès II, d'un capital de 120 talents dont les intérêts serviraient à « payer des misthoi à la boulè lors des synodoi fédérales »³. Du seul fait de cette offre, on ne peut assurément rien conclure, quoi qu'en ait pensé E. Szanto⁴. L'intention d'Euménès est évidemment de se concilier les bonnes grâces de la Confédération achaienne. Sa fondation y parviendra de toutes façons, soit qu'elle introduise en Achaïe un usage entièrement nouveau dont les membres de ce que Polybe appelle la boulè⁵ se trouveront fort aises, soit qu'en faisant face aux dépenses d'un misthos déjà existant⁶ elle procure une économie sensible au budget fédéral⁷. L'intérêt du récit n'est donc pas là.

1. Cf. plus haut, pp. 62 sqq.

2. Pol., XXII, 7 sqq. Cf. plus haut, pp. 64 s. ; pp. 102 sqq. ; pp. 154 sqq. ; etc.

3. Pol., XXII, 7, 3 : ἐπαγγελλόμενος ἑκατὸν καὶ εἴκοσι τάλαντα δώσειν τοῖς Ἀχαιοῖς, ἐφ' ᾧ, θανέζομένων τούτων, ἐκ τῶν τόκων μισθοδοτεῖσθαι τὴν βουλὴν τῶν Ἀχαιῶν ἐπὶ ταῖς κοιναῖς συνόδοις. Diodore, XXIX, 17, parle aussi de cette offre, assurément d'après Polybe, mais avec des erreurs : cf. *supra*, p. 156, n. 4.

4. *Op. cit.*, p. 125 : *Das Anerbieten eines solchen Geschenkes wäre aber überhaupt unmöglich gewesen, wenn nicht eine Bezahlung des Rates regelmässig stattgefunden hätte, denn es hat nur dann einen Sinn wenn die Achäer von einer Bundesaufgabe befreit werden sollten*. Il n'y a pas un mot d'explication : plusieurs ne seraient, cependant, pas inutiles. Je crois comprendre en ajoutant : ou bien l'offre n'aurait intéressé que les seuls bouleutes. Mais ce raisonnement ne tient aucun compte du rôle joué par la boulè dans la poliùque achaienne : se concilier les seuls bouleutes n'était pas un but négligeable.

5. Il s'agit, en l'espèce, soit d'une véritable boulè, inconnue par ailleurs, soit simplement de la synodos : cf. *supra*, pp. 154 sqq.

6. Dubois, p. 149, n. 2, envisage l'hypothèse où Euménès désirerait simplement augmenter par sa libéralité un misthos déjà existant. En soi, elle est plausible et on peut être surpris que W. Schwahn ne l'ait pas aperçue dans son mémoire, terriblement aventureux (cf. *supra*, p. 81, n. 5), du *Rh. Mus.*, t. LXXIX, 1930, pp. 178-182 (cf. *RE*, t. IV A 1, col. 1256) : il lui eût au moins fallu la signaler pour la repousser. En fait, il ne semble pas que, si Euménès eût envisagé cette combinaison, Polybe l'eût définie par les mots μισθοδοτεῖσθαι τὴν βουλὴν.

7. Autre hypothèse émise par Dubois, pp. 125 sqq. : les bouleutes auraient pu recevoir un misthos non pas du trésor fédéral, mais des cités qu'ils représentaient à la boulè. On doit encore être surpris que personne n'ait jamais examiné cette éventualité. Si on la jugeait admissible, elle rendrait inopérant tout le raisonnement qui va suivre. Mais les arguments ne manquent pas pour la repousser. D'une part, en offrant cette somme, Euménès manquerait son but ; car il ne se concilierait que les gouvernements municipaux, qui ne s'occupent pas de politique extérieure et qui ne donnent certainement pas de mandat impératif aux bouleutes fédéraux : rien n'étant changé pour ceux-ci, ils n'auraient aucune raison d'être favorables au roi de Pergame en traitant de la politique fédérale. D'autre part, on cherche en vain pourquoi les Etats-membres (ou au moins certains d'entre eux ; car on peut encore nuancer l'hypothèse de

Il est tout entier dans le résumé qu'apporte Polybe du discours prononcé à cette occasion par Apollonidas de Sikyon¹, discours qui, appuyé par l'intervention pathétique de Kassandros d'Aigine², amena la synodos à repousser l'offre royale³. On a parfois pensé que ce texte, s'il n'impliquait pas l'existence antérieure du *misthos*, pouvait du moins se concilier avec elle. « Remarquons », écrivait Marcel Dubois⁴, « que parmi tous les arguments présentés par les hommes d'État achéens contre cette proposition, il n'est jamais question du désintéressement des sénateurs. Les orateurs observent seulement qu'il serait contraire à leur dignité de se mettre à la solde d'un prince étranger ; aucun ne se révolte à l'idée de recevoir une solde. » Ce raisonnement — qui, au surplus, prête à sourire en attribuant aux « sénateurs » achaiens une rigidité morale peu commune — pose fort mal la question. Au vrai, si les membres de la boulè avaient déjà auparavant reçu un *misthos* régulier, ce n'est pas à eux qu'Euménès aurait, par son offre, rendu service, mais au trésor public⁵ chargé jusque-là de payer ce *misthos*. Ils y auraient assurément trouvé un bénéfice, mais en tant que contribuables et citoyens disposant désormais d'un excédent budgétaire, non pas en tant que membres de

Dubois) auraient eu la générosité d'indemniser leurs bouleutes dans l'accomplissement d'un devoir fédéral : les trésors municipaux ne sont faits que pour subvenir aux dépenses municipales ; ils ne sont certainement pas si remplis que les gouvernements locaux prennent de semblables initiatives ; d'autant plus que, s'il existe dans la Confédération un corps qui est une boulè et porte officiellement ce nom, les bouleutes sont certainement obligés d'assister aux séances de la synodos (cf. *supra*, p. 162). — La question se pose de façon différente pour les délégués des cités chargés de contrôler, lors des scrutins de l'assemblée, l'identité de ceux qui se présentent pour voter dans telle ou telle cité (cf. *infra*, pp. 379 sq.) ; ceux-ci remplissent une véritable mission officielle et leur présence est indispensable ; il n'est donc pas impossible qu'ils aient reçu un *misthos* de la cité qui les délègue ; mais il est impossible d'en faire la preuve.

1. Pol., XXII, 8, 1-8.

2. *Ibid.*, 9-12. Cf. plus haut, pp. 103 sqq.

3. Pol., XXII, 8, 13. — Il est permis de se demander si Ad. Wilhelm, dans son additif à Busolt³, p. 445, n. 1, lequel contient, d'ailleurs, deux fautes d'impression, a bien vu le sort final réservé à cette proposition.

4. P. 149, n. 2. — Dubois est souvent cité (Hermann⁶-Swoboda, p. 398, n. 8 et p. 403, n. 1 ; Busolt³-Swoboda, p. 1559, n. 2) comme croyant à l'existence du *misthos* et c'est à ce passage que l'on renvoie. C'est une erreur et Dubois s'est assez souvent fourvoyé pour qu'on ne lui prête pas ce qu'il n'a pas dit. La comparaison avec les pp. 125-126 montre sans conteste qu'il conclut par un *non liquet* : les deux interprétations lui paraissent pouvoir être soutenues « avec aussi peu ou autant de vraisemblance ». Il en est de même de J. B. Bury, qui, dans Freeman², p. 649 (*ad* p. 229), se borne à adopter l'opinion de Dubois. Au vrai, je ne trouve, et plus ou moins nettement, de conclusion favorable à l'existence du *misthos* que chez Wahner, p. 33, n. 45, Hermann⁵, p. 750 (§ 186, n. 2), Schömann³, p. 121 (p. 132 de la trad. fr. de C. Galuski ; phrase disparue dans Schömann⁴-Lipsius, p. 128), Szanto, p. 125.

5. Assurément le trésor fédéral : cf. *supra*, p. 332, n. 7.

la boulè : bénéfice indirect, donc, et non pas immédiat. C'est de ce point de vue qu'il convient de relire le discours d'Apollonidas.

Or, l'offre royale n'y est jamais envisagée sous cet aspect, seul véritable, là même où il serait le plus naturel qu'elle le fût sans que, d'ailleurs, l'argumentation de l'orateur perdît rien de sa force¹. Voici l'exorde : « A considérer l'importance de la somme, le présent est digne des Achaïens, mais...². » Dans l'hypothèse d'un *misthos* préexistant, il devrait être : « Ce présent mettra à l'aise nos finances, permettra d'alléger les impôts ou de faire face à des dépenses utiles, mais... » Apollonidas continue : « Les lois interdisent à tous, particuliers ou magistrats, d'accepter des présents d'un roi sous quelque prétexte que ce soit. Nous laisser ouvertement corrompre tous ensemble en acceptant cet argent serait la chose du monde la plus illégale et, en outre, la plus honteuse de l'avis de tous. Car, si la boulè se fait entretenir chaque année par Euménès, etc...³. » Ce raisonnement pourrait subsister, mais à condition de le faire précéder par quelque chose dans le genre de : « Bien que le budget fédéral doive être, en définitive, le bénéficiaire de ce don, nous n'en recevons pas moins l'argent royal ; au lieu d'être rétribués par notre patrie, nous le serons par Euménès. » Poursuivre la démonstration est inutile : il ne peut être logiquement rendu compte du discours d'Apollonidas que si la fondation offerte par le roi de Pergame aboutit à une innovation et crée un *misthos* jusqu'alors inconnu des Achaïens⁴.

1. Je crois donner ici plus d'efficacité à la démonstration qu'ébauche dans le même sens Busolt³-Swoboda, p. 1559, n. 2.

2. Pol., XXII, 8, 1 : κατὰ μὲν τὸ πλῆθος τῶν δεδομένων χρημάτων ἄξιαν ἔφη τὴν δωρεὰν τῶν Ἀχαιῶν, κατὰ δὲ...

3. *Ibid.*, 3-4 : Τῶν γὰρ νόμων κολυόντων μηθένα μήτε (τῶν) ἰδιωτῶν μήτε τῶν ἀρχόντων παρὰ βασιλείῳ δῶρα λαμβάνειν κατὰ μηδ' ὅποιαν πρόφασιν, πάντας ἅμα δωροδοκεῖσθαι προφανῶς, προσδεξαμένους τὰ χρήματα, πάντων εἶναι παρανομώτατον, πρὸς δὲ τούτοις αἴσχιστον ὁμολογουμένως. Τὸ γὰρ ὁψωνιάζεσθαι τὴν βουλὴν ὑπ' Εὐμένους καθ' ἑκάστον ἔτος... La suite du texte a déjà été citée *supra*, p. 156.

4. Il serait peu expédient de rechercher si les magistrats recevaient un *misthos*. On s'est souvent posé la question en la reliant à celle du *misthos* bouleutikos : cf. Freeman², p. 229 ; Niese, t. II, p. 294 ; Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 1, p. 607 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 403, n. 1 ; Niccolini, p. 208 ; Busolt³-Swoboda, p. 1559, n. 2 ; Schwahn, col. 1257. Et, de fait, la charge de bouleute compte parmi les ἀρχαί : cf. Arist., *Pol.*, III, 1, p. 1275 B ; VI, 2, p. 1317 B ; etc. Mais, outre que ce serait donner au mot *boulè* dans ce texte de Polybe un sens qu'il ne comporte pas nécessairement, les textes spéciaux manquent pour tenter de résoudre la question du *misthos* des magistrats. La plupart des critiques qui viennent d'être cités concluent négativement en invoquant Pol., XXVIII, 7, 7 ; mais il est fait allusion dans ce passage aux frais entraînés par la candidature et l'élection, non pas par l'exercice de la charge. Les arguments théoriques sur la correction apportée par les mœurs au principe de la démocratie peuvent donc être seuls utilisés : ce sont ceux-là mêmes qui vont être présentés ici à propos du *misthos* ekklesiastikos.

Cette conclusion conserve toute sa force et se trouve étayée par d'autres arguments si, dans la phrase qui définit l'offre d'Euménès, on voit dans les mots « la boulè lors des synodoi fédérales » une expression redondante qui désigne la synodos elle-même¹, c'est-à-dire une assemblée à laquelle tous les citoyens ont légalement accès. Dans cette interprétation, certainement possible, il ne s'agirait pas d'un *misthos bouleutikos*, mais d'un *misthos ekklesiastikos*. Dès lors, les objections se font multiples et pressantes. D'une part, tout ce que nous entrevoyons des finances achaïennes nous les révèle peu florissantes²; il est donc improbable que les Achaïens aient jamais eu l'imprudence de les alourdir par une pareille dépense. D'autre part, si ce *misthos* avait existé, il semble qu'un jour ou l'autre, dans des circonstances difficiles comme la Confédération en connut au III^e siècle³, la proposition eût au moins été lancée d'en suspendre temporairement le paiement; or, les textes n'en soufflent pas mot⁴. Il convient enfin, et surtout, de ne pas oublier les tendances et les mœurs politiques de la démocratie achaïenne, telles qu'elles se reflètent dans son histoire et dans les textes les plus dignes de foi⁵. Par tous les moyens, puisqu'elle en vint même à aliéner son indépendance, la Confédération a résisté à Kléoménès qu'acclamaient les révolutionnaires péloponnésiens⁶ et les démocrates avancés n'y ont pris le pouvoir qu'à la faveur de la crise finale, en 147/146. Les inscriptions célèbrent le caractère démocratique de ses institutions⁷, mais aussi « la richesse » et « la noblesse » des arbitres qu'elle choisit⁸. L'âge d'accès aux assemblées est tardif, comme dans les régimes oligarchiques⁹. Polybe, dont on ne peut nier qu'il soit représentatif des dirigeants achaïens, ne tarit pas d'éloges sur la démocratie achaïenne¹⁰, mais est toujours plein de mépris pour la

1. Cf. *supra*, pp. 155 sq., où j'ai interprété : le corps délibérant qui se réunit lors des synodoi fédérales.

2. Pol., IV, 60, 2 sqq.; V, 91, 4; 94, 9.

3. Les textes cités dans la note précédente se rapportent à l'époque de la guerre des Alliés; voir aussi IV, 64, 1 : *πιστόμενοι τῷ πολέμῳ*. La situation dut être pire encore pendant la guerre de Kléoménès, surtout quand les subsides égyptiens cessèrent d'être versés : Pol., II, 51, 2.

4. Leur silence pendant la guerre des Alliés, surtout, est significatif; car le récit de Polybe, aux livres IV et V, est complet et détaillé.

5. Cf. *supra*, p. 56 et n. 4; p. 137.

6. Cf. plus haut, p. 311, n. 7.

7. *Sylloge*³, t. II, n° 665 = *IvO*, n° 47, l. 17.

8. *Ibid.*, l. 34; *IG*, t. VII, n° 188, l. 8.

9. Cf. *supra*, p. 44, pp. 139 sqq. et, en particulier, p. 141, n. 2.

10. II, 38, 6 sqq. (où il s'agit de l'égalité des Etats-membres d'un koinon; mais cet aspect de la démocratie implique l'autre); 41, 5 sqq. (où la préférence pour le régime

plèbe et l' « ochlocratie » ¹. Les cavaliers achiens, c'est-à-dire les jeunes gens riches, sont ceux dont les futurs candidats à la stratégie cherchent à conquérir les sympathies : et les stratèges sont élus par les synodoi ². Bref, démocratie sans aucun doute ³, mais démocratie modérée, calme, sagement ordonnée ⁴ : c'est dire l'incompatibilité foncière qui devait exister entre ce régime et l'institution du *misthos ekklesiastikos*, le dernier-né ⁵ de la *misthophoria* athénienne si souvent critiquée par les philosophes ⁶, l'instrument « grâce auquel la masse des pauvres devient, en place des lois, maîtresse de la constitution ⁷ ».

Aussi n'hésitera-t-on pas à conclure à l'inexistence des *misthoi* pour les membres des assemblées ⁸ et cet état de choses explique au moins

démocratique, auquel revinrent les Achiens en 281/280, est partout visible).

1. VI, 4, 6 et 10 ; « chéiocratie » en VI, 9, 7 ; le mépris pour la démocratie avancée perce en VI, 9, 5 sqq. ; VI, 44 porte un jugement sévère sur la démocratie à Athènes et à Thèbes ; en XX, 6, 2 et 3, l'institution de secours aux indigents apparaît monstrueuse à Polybe ; le mot *πολυειδής* apporte certainement en XXIII, 12, 8, une nuance péjorative ; etc.

2. Sur les textes et leur interprétation, cf. *supra*, pp. 209 sqq.

3. Outre les textes invoqués plus haut, p. 335, nn. 7 et 8, d'autres affirment le caractère démocratique des institutions achiennes : Pol., II, 44, 6 ; IV, 1, 5 ; XXII, 12, 6 ; XXIII, 12, 8.

4. Il y a à ce sujet des remarques bien savoureuses dans Freeman², pp. 205 sqq., lorsqu'il compare avec l'Angleterre de son temps (1863). Ainsi, p. 205, n. 2, à propos de Pol., XXXVIII, 12, 5 : *This is merely the sort of language which a Tory historian would use in describing the first Reformed Parliament*. Ainsi encore p. 209 : *So the poorest British subject is legally eligible to the House of Commons equally with the richest, but we know that it is only under exceptional circumstances that any but a rich man is likely to be elected*. — Ce compromis n'était nullement inconnu des Grecs : cf. Arist., Pol., IV, p. 1292 B (= VI, 5, 2) : οὐ δεῖ δὲ λαμβάνειν ὅτι πολλὰ τοῦ συμβέηκεν ὥστε τὴν μὲν κατὰ νόμους εἶναι πολιτεῖαν δημοτικωτέραν, τῇ δ' ἀγωγῇ καὶ τοῖς ἔθεσιν ὀλιγαρχεῖσθαι μᾶλλον.

5. Cf. *supra*, p. 331, n. 3.

6. De très nombreux textes pourraient être invoqués ici. Il suffira de signaler Plat., Pol., 16, p. 565 A ; Gorg., p. 515 E ; Ps. Xén., Ath. pol., I, 3 ; Arist., Pol., IV, p. 1293 A (VI, 5, 5).

7. *Ibid.*, à propos de l'*ekklēsiastikon* : διὸ γίνεται τὸ τῶν ἀπόρων πλῆθος κύριον τῆς πολιτείας, ἀλλ' οὐχ οἱ νόμοι. Ce *misthos* serait acceptable pour Aristote, s'il était accompagné d'un système d'amendes frappant les riches qui n'assisteraient pas aux assemblées : Pol., IV, p. 1297 B (VI, 10, 8).

8. Il m'apparaît pourtant très peu probable que la raison du refus, par les Achiens, de l'offre d'Euménès soit, comme l'a pensé W. Schwahn (*Rb. Mus.*, t. LXXIX, 1930, pp. 181 sqq. ; *RE*, t. IV A 1, col. 1256) et comme l'a accepté P. V. M. Benecke (*CAH*, t. VIII, pp. 297 sq.), la crainte ressentie par les dirigeants achiens d'une modification sociale profonde et d'une démocratisation du recrutement des citoyens qui composaient les synodoi. Je n'aperçois rien nulle part qui puisse, si peu que ce soit, étayer cette interprétation ; elle implique l'hypothèse, aussi gratuite et incertaine, du désir d'Euménès de s'attacher par la reconnaissance les éléments démocratiques de la Confédération. C'est, me semble-t-il, dans le cadre de la politique extérieure et des rapports avec Rome qu'il faut placer le refus achien pour l'interpréter correctement (cf. *supra*, pp. 103 sq.) : Aristaios, qui eût voulu que l'offre fût acceptée, ne peut certainement pas être considéré comme un démagogue, ni même un démocrate.

en partie, comme on l'a vu précédemment¹, la composition de fait des synodoi et des synklètoi.

IV

S'il en est bien ainsi, on s'imaginera aisément les membres des assemblées tiraillés entre deux sentiments contradictoires. D'une part, ils se rendaient à l'assemblée poussés par la passion partisane ou la conscience de leur devoir civique. Désireux de contrôler la gestion des magistrats en charge, de dire leur mot dans les affaires communes, d'exercer pratiquement leur souveraineté, ils devaient en conséquence désirer une session suffisamment longue pour qu'ils pussent recueillir une information précise et complète², engager une discussion approfondie et procéder à un contrôle sérieux : dans les régimes parlementaires normaux du monde moderne, le chapitre des « droits de l'assemblée » n'est pas de ceux sur lesquels aucun des membres d'une assemblée politique souffre plaisanterie et les adversaires les plus décidés du régime ne sont jamais les derniers à protester contre une convocation trop tardive ou un ajournement brusqué. Mais, d'autre part, les frais provoqués par le voyage et le séjour dans une ville étrangère³, la perte du gain quotidien ou le trouble que leur absence ne pouvait manquer d'apporter à leurs intérêts personnels, l'inexistence d'un *misthos* même partiellement compensateur : autant de considérations qui les poussaient assurément à souhaiter la séparation rapide de l'assemblée. Ainsi, en chacun d'eux, le citoyen entraînait en conflit avec l'homme privé.

Un compromis était indispensable. Et ce compromis pouvait être soit l'œuvre d'une loi fixant les principes à observer, soit le résultat des mœurs et de la pratique « parlementaire ».

Une loi intervenait pour les synklètoi. D'une part, elle leur interdi-

1. *Supra*, pp. 45 sq. et 147 sqq.

2. Il faut songer que, dans une cité, cette besogne d'information peut être réduite au minimum : chacun voit agir quotidiennement les magistrats sous ses yeux et les nouvelles se répandent aisément avant la réunion de l'assemblée. Il n'en est certainement pas de même dans une Confédération dont le territoire est étendu.

3. Assurément, la très grande majorité des membres de l'assemblée était formée par des citoyens de la ville où elle tenait séance ; de même, certains étrangers devaient compter dans cette ville des amis qui les hébergeaient. Il n'en reste pas moins que la plupart des citoyens venus de villes étrangères étaient réduits à leurs seules ressources : or, ils disposaient de la majorité au moment du vote puisque le vote se faisait par cités (cf. *infra*, pp. 377 sqq.) et pouvaient imposer leur volonté ; le régime adopté a donc nécessairement tenu compte de leurs convenances.

sait de siéger plus de trois jours ; elle les contraignait, d'autre part, à siéger pendant trois jours. C'est ce qu'indiquent clairement deux textes, qui donnent son double sens à une prescription cependant unique.

L'un de ces textes est une phrase de Polybe, ainsi conçue : « le deuxième jour, celui où, d'après les lois, ceux qui en avaient l'intention devaient proposer les projets de décret, etc. ¹ ». L'autre se rencontre chez Tite-Live, mais provient certainement de Polybe, et précise que « la loi ordonnait que le décret fût pris le troisième jour ² ». En face de ces affirmations, l'unanimité a existé de tout temps pour conclure que la synklêtos ³ ne pouvait pas demeurer réunie plus de trois jours. Mais certains critiques s'en tiennent là et ne pensent pas qu'elle dût aussi tenir séance pendant trois jours ⁴. C'est interpréter ces textes de façon erronée ⁵.

L'une et l'autre phrases sont, en effet, rédigées de façon telle qu'elles obligent à comprendre « pas après », mais aussi « pas avant », « au plus tard », mais aussi « au plus tôt ». Peut-être est-il permis de récuser la phrase de Tite-Live ; elle est insérée dans un récit ⁶ riche

1. Pol., XXIX, 24, 10 : Τῇ δὲ δευτέρῃ τῶν ἡμερῶν, ἐν ᾗ κατὰ τοὺς νόμους ἔδει τὰ ψηφίσματα προσφέρειν τοὺς βουλευμένους... Il s'agit d'une synklêtos : cf. *ibid.*, 6.

2. Liv., XXXII, 22, 4 : *Supererat unus iusti concilii dies : tertio enim lex iubebat decretum fieri*. Il s'agit, là encore, d'une synklêtos.

3. Si on prétendait faire l'historique de la question, il faudrait dire : le type d'assemblée auquel appartient l'assemblée réunie à Sikyon à l'automne 198 et racontée par Liv., XXXII, 19, 6 sqq. (c'est le texte le plus net ; car il ne faut pas plus d'une journée pour procéder au vote et, le vote acquis, l'assemblée n'a plus qu'à se séparer). Or, on a parfois considéré cette assemblée comme une synodos. De là proviennent les opinions de Wahner, p. 28 ; Hermann⁵, p. 748 ; Kahrstedt, col. 1418, ll. 2 sqq. (cf. *REA*, 1933, t. XXXV, pp. 460 sq.). Mais, cette assemblée étant certainement une synklêtos, de même que celle à propos de laquelle Polybe écrit sa phrase XXIX, 24, 10, ces deux textes ne sont intéressants que pour les synklêtoi.

4. S'ils le pensent, ils s'expriment fort mal. Les formules de Freeman², p. 214 (*the Session was limited to three days*), Dubois, p. 141 (« la session ne devait pas durer plus de trois jours »), Niese, t. II, p. 292 (*die Beratung ... durfte nur drei Tage dauern*), que ne suit aucune explication complémentaire, sont certainement plus fautives que maladroites. Weinert, p. 17, Busolt², p. 359, Busolt-Swoboda, p. 1558, ne donnent pas non plus sur ce point la note juste. L'exposé est plus clair ou plus exact chez Niccolini, p. 235, Hermann-Swoboda, p. 395, Larsen, pp. 333 sq., Schwahn, col. 1253.

5. L'erreur (ou l'ambiguïté) provient assurément de ce que la première interprétation semble à première vue plus naturelle que la seconde, laquelle implique un certain raffinement et un sens politique assez averti. Toutefois, le règlement des assemblées parlementaires modernes comporte fréquemment l'obligation d'un délai minimum entre le dépôt d'un rapport et sa discussion, entre les « lectures » successives d'un texte de loi, entre certaines demandes de scrutin et le vote, etc. L'originalité réelle de la loi achaienne est d'avoir fondu en un seul texte et dans la même prescription des solutions dictées par deux tendances opposées.

6. Liv., XXXII, 19, 6-23, 3.

en détails sur l'embarras extrême où se trouvent alors les Achaïens¹ ; elle peut donc répondre à une idée sous-entendue qui serait : « l'hésitation subsistait, alors qu'il fallait aboutir, car la loi ordonnait que le décret fût pris *au plus tard* le troisième jour »². Mais il n'en est pas de même de la phrase de Polybe : dans le récit auquel elle appartient, elle ne constitue qu'une incidente dont l'intérêt, s'il existe, est tout autre³ et ne s'accommode d'aucun sous-entendu de ce genre. Il eût été bien facile à Polybe de préciser, si tel avait été le sens de la loi, « le

1. 19, 6 ; 9-10 ; 20, 1 sqq. ; 21, 1-2 ; 22, 1-3 ; etc.

2. Il faut avouer que, si on disposait seulement du texte de Tite-Live, l'interprétation exacte de la loi achaienne apparaîtrait incertaine. — Un autre passage de Tite-Live (XLI, 24, 13-14), relatif à cette même assemblée de Sikyon, indique en apparence que l'assemblée eût duré moins de trois jours si les Achaïens avaient été moins embarrassés. Mais ce texte est extrêmement suspect. Nous ne possédons rien du récit fait par Polybe du débat à propos duquel Tite-Live a écrit ces deux phrases. Aucun contrôle détaillé n'est donc possible. On en voit assez, néanmoins, pour juger que Tite-Live prend de grandes libertés avec sa source, ce qui n'est pas fait pour surprendre. A cause de Pol., XXX, 13, 10, on peut être sûr que Polybe n'a pas lancé contre Xénarchos l'accusation que Tite-Live (XLI, 23, 4) lance contre lui. Il est certain que le récit de Polybe contenait des choses désagréables à l'adresse de Kallikratès, personnage dont Polybe ne peut pas parler sinon péjorativement : or, il n'y a plus rien, chez Tite-Live, de défavorable à Kallikratès, tout uniment présenté comme parfait ami de Rome. Je passe sur Archon, à propos duquel il serait facile de faire la remarque inverse. Mais il est encore évident que la fin du récit (XLI, 24, 19), si étrange et surprenante quand on se souvient du *plerisque* du début (23, 4), a été au moins écourtée par Tite-Live. Or, à l'intérieur de ce récit manifestement retouché, le passage qui importe ici se trouve dans un discours au style direct, c'est-à-dire dans ce qu'il y a toujours de plus suspect chez Tite-Live, dans ce qu'il a, en tout état de cause, refait et remanié, dans ce dont il faut, en conséquence, le plus se méfier. En l'espèce, d'ailleurs, il suffit de lire les deux discours prêtés à Kallikratès (23, 5-18) et à Archon (24, 1-18) pour s'apercevoir qu'ils ont été, au moins en très grande partie, fabriqués par Tite-Live : ils ne contiennent d'autres détails historiques précis que ceux qu'il avait eu à fournir récemment (cf. 22, 4-6 et 23, 13-14) ; ils sont construits selon toutes les règles de l'art, avec ironie (23, 15 ; 24, 2-5), tours interrogatifs, antithèses, etc. Que vaut, dès lors, ce rappel des bienfaits de la Macédoine et de l'assemblée de Sikyon qui se trouve au milieu du discours d'Archon (24, 12-14) ? On conviendra qu'il peut fort bien s'agir d'une invention de Tite-Live : ce sont là choses qu'il connaît, puisqu'il les a racontées lui-même (XXXII, 19 sqq.). Si même il a trouvé, à ce propos, l'idée de ce développement chez Polybe, il se peut que, en la traduisant, en la développant, il ait mal interprété ou déformé un détail. Au vrai, je me contenterais de la simple hypothèse, qui n'est certainement pas trop hardie, qu'il aurait substitué, à l'idée polybienne, très acceptable, de « longue hésitation », celle de « longue délibération ». Pour qui n'est pas, comme lui, bien informé de la loi achaienne, ce sont deux idées très voisines et le glissement de l'une à l'autre est, sinon fatal, du moins très naturel. Je n'hésite donc pas à écarter ce texte — qui n'a, d'ailleurs, jamais encore été invoqué.

3. Pol., XXIX, 24, 6-25, 7. L'intérêt du détail, pour Polybe, paraît double : il est destiné à montrer d'une part que, le second (24, 11) comme le premier (24, 9) jour, la majorité de l'assemblée est favorable à l'opinion de Polybe et de Lykortas ; d'autre part que Kallikratès et Andronidas attendent jusqu'au dernier moment et usent de tous les moyens normaux avant de recourir à l'expédient de la lettre de Q. Marcus (25, 1-2 ; il existe une lacune entre 24, 16 et 25, 1 ; il se peut que 25, 1 sqq., se place seulement le troisième jour, immédiatement avant le vote).

deuxième jour, *le dernier* où, d'après les lois... » ou bien « ceux qui en avaient l'intention devaient *au plus tard* proposer... ». La simplicité même de ces solutions donne son véritable sens à la tournure utilisée par l'écrivain : c'est en connaissance de cause, assurément, qu'il les a écartées.

Dès lors, ces textes doivent être interprétés littéralement et ils révèlent qu'en réalité la loi ne fixait pas la durée à la fois maxima et minima de la session, délimitant ainsi un laps de temps à l'intérieur duquel liberté entière eût été laissée à l'assemblée de placer à sa convenance les différents actes de sa procédure, mais qu'elle précisait formellement quel jour tel ou tel acte devait être accompli. De la sorte, le temps qu'il eût été possible d'épargner ne se fût pas trouvé bloqué à la fin de la session, ce qui eût fatalement amené l'assemblée à se séparer avant le terme légalement fixé. La seule économie réalisable était celle de fragments de journées pratiquement inutilisables ¹. Toutes les synklètoi se déroulaient donc selon le même schéma réglementaire, à une cadence invariable : elles devaient siéger trois jours et ne pouvaient ni siéger davantage ni siéger moins longtemps.

Aussi bien, ces prescriptions répondent probablement à une vue plus profonde qu'au désir de laisser les membres de l'assemblée savourer le plus lentement possible les joies de la souveraineté. Imposer au moins une nuit d'intervalle entre le dépôt des projets de décret et le vote sur l'adoption de l'un d'entre eux, c'était procurer aux citoyens le temps de peser calmement chacune des solutions soumises à leur choix, les préserver autant que faire se pouvait des entraînements tumultueux et irréfléchis. L'avantage était évident et bien fait pour séduire une démocratie qui réprouvait tous les excès : en s'astreignant par cet artifice légal à la pondération, elle se prémunissait contre un danger que l'exemple d'autres démocraties faisait apparaître trop certain ². On appréciera mieux encore la sagesse de cette précaution en se souvenant que les synklètoi avaient pour mission l'examen des grands problèmes politiques, essentiellement des questions relatives aux alliances et aux guerres ³ : leurs débats ne pouvaient donc être entourés de trop de

1. Sauf peut-être le troisième jour au cours duquel, le vote une fois acquis, on aurait pu entreprendre la discussion d'une autre affaire.

2. Il suffit de songer à l'affaire du châtiment de Mytilène en 427 (Thuc., III, 36-49).

3. Cf. *supra*, p. 199. Si elle pouvait s'occuper et s'occupait parfois en fait d'autres questions, son règlement, néanmoins, devait avoir été déterminé par son activité normale et non pas exceptionnelle.

garanties. Ainsi s'explique et par là même se justifie pleinement la règle légale du *triduum* imposée aux synklëtoi.

Ce principe a pour conséquence inévitable l'impossibilité à peu près absolue, au moins en pratique¹, de discuter au cours d'une même session plus d'une seule affaire². En effet, en reculant au second jour le dépôt des projets de décret et le vote au troisième, la loi oblige l'assemblée ou bien à mener de front l'étude de plusieurs questions — hypothèse que son absurdité condamne — ou bien, après avoir consacré trois jours à une première affaire, à en consacrer trois autres à une deuxième, trois de plus à une troisième, etc. — solution inadmissible parce qu'elle prolongerait la session au delà de tout terme convenable³ —. Ainsi, la synklëtos a été conçue et organisée pour n'examiner qu'une question unique : elle ne doit et ne peut en aborder deux (certainement jamais davantage) que dans des cas exceptionnels et infiniment rares⁴. Rien là, d'ailleurs, qui soit fait pour surprendre. Que cette assemblée soit saisie sur l'initiative des magistrats⁵ ou par application de la loi sur sa compétence propre, elle l'est toujours d'un problème grave, du problème essentiel du moment pour mieux dire. Les autres s'effacent devant lui ou, s'ils ne sont pas susceptibles d'ajournement, peuvent aisément s'y rattacher ; car la politique extérieure est un domaine où l'on n'isole que ce qu'on

1. Cela va tellement de soi, semble-t-il, qu'une prescription formelle, inscrite dans la loi, ne doit pas avoir été utile. Il s'ensuit qu'en cas d'urgence on aurait pu — ce n'eût pas été impossible même avec une loi (cf. plus haut, pp. 231 sq.) — se dérober à cette limitation.

2. Lorsqu'il écrit que la synklëtos *durfte... nur zur Beschlussfassung über eine bestimmt angegebene Angelegenheit einberufen werden*, Busolt², p. 359, semble avoir entrevu cette conséquence ; mais je ne la retrouve exprimée nulle part ailleurs.

3. Il faut ajouter à la durée propre de la session le temps nécessaire au voyage d'aller, puis à celui de retour. Le sacrifice était toujours lourd ; il eût été certainement insupportable dans une telle hypothèse pour les citoyens venus de villes éloignées.

4. C'est par une exception de ce genre que je me résoudrais à expliquer Pol., XXIV, 2, si on repoussait les solutions que je vais présenter pour ce texte, *infra*, p. 342, nn. 2 et 3. — Deux textes de Tite-Live peuvent paraître embarrassants. L'un est le pluriel *quas* de XXXI, 25, 9 ; il sera expliqué plus loin, p. 347, n. 5. L'autre est le mot *unam* de XXXII, 20, 4 ; il n'implique nullement, toutefois, que le *concilium* (ici la synklëtos) aurait pu être *indictum* pour plusieurs affaires ; il s'oppose aux discussions divergentes et confuses menées *in conviviis et circulis* (3) ; il insiste sur l'importance du débat qui *doit* s'ouvrir à l'assemblée ; enfin, le discours d'Aristainos est certainement refait par Tite-Live et nous ignorons si, en écrivant ce mot, l'historien latin n'ajoute pas à Polybe et ne le trahit pas.

5. Les magistrats (cf. *supra*, pp. 205 sqq.) portent parfois devant la synklëtos des questions que la loi leur aurait permis de soumettre à une synodos. Mais il est bien clair que, quand un équivalent de la synklëtos, l'assemblée de l'armée, élit Lykortas stratège (plus haut, pp. 212 sqq.), elle n'est pas astreinte à une procédure régulière et ne siège pas pendant trois jours.

désire isoler et il y existe toujours un angle sous lequel un problème apparaît simplement comme le corollaire d'un autre¹. Aussi bien, les sources n'indiquent jamais qu'une assemblée qui soit sûrement² une synklêtos ait « discuté » plus d'une seule affaire, c'est-à-dire engagé successivement, sur au moins deux affaires, deux débats réguliers et complets³. Et cette constatation prend tout son sens lorsqu'on la rapproche des observations qui précèdent.

En était-il de même pour la synodos ? Ici les textes sont muets ; car ceux qui viennent d'être invoqués sont extraits de récits de synklêtoi et ne valent que pour cette catégorie d'assemblées. Une réponse négative ne semble pas, néanmoins, trop hardie⁴.

Le rôle normal de la synodos est, en effet, de traiter les affaires courantes et ordinaires⁵ : l'élection des magistrats, l'administration quoti-

1. Ainsi la synklêtos de 168 (Pol., XXIX, 24, 6-25, 7) a peut-être — ce n'est pas attesté — discuté, après avoir pris un premier décret (25, 6), une nouvelle demande présentée (25, 7) par les ambassadeurs égyptiens. Mais le plus pointilleux des casuistes n'aurait pu considérer le nouveau débat comme autre chose qu'un aspect particulier du premier. L'un et l'autre entraient dans un cadre général : l'attitude à prendre par la Confédération dans le conflit syro-égyptien. — Ainsi encore, et si cette assemblée est bien une synklêtos (cf. *supra*, p. 266, n. 2), le décret signalé en Pol., V, 93, 1, peut parfaitement n'être qu'une annexe de celui dont il est question en 91, 7.

2. La condition est indispensable. Elle suffirait à écarter tous les textes qu'on pourrait prétendre invoquer : Pol., V, 91, 6 sqq. et 93, 1 (cf. la n. précédente); Liv., XXXVI, 35, 7 (cf. *supra*, p. 209, n. 1); Pol., XXIV, 2 (cf. *supra*, p. 207, n. 2).

3. Cette autre condition est également indispensable; car personne n'eût poussé le formalisme jusqu'à refuser d'entendre une ambassade achaienne de retour ou une ambassade étrangère présente au moment où l'assemblée est réunie. De même, une prise de contact, un échange de vues, etc., ne constituent certainement pas des irrégularités. — De la sorte, il serait une fois de plus aisé de récuser Liv., XXXVI, 35, 7 (car les décisions prises seraient bien étranges si les mots *actum est* recouvraient des débats formels; on songe plutôt à des conversations, de caractère mi-officieux, mi-officiel, entre magistrats achaiens, représentants de Rome et Eléiens) et Pol., XXIV, 2. Pour ce dernier texte, je placerais volontiers après la séparation de l'assemblée qui a réglé la question messénienne (2, 3) le retour de Bippos d'Argos (4) et j'attribuerais à une assemblée postérieure et spécialement convoquée à cet effet la discussion sur les bannis spartiates (5); resterait alors seulement le fait qu'avant d'examiner l'affaire de Messène, la première assemblée a entendu les Lacédémoniens porteurs d'une lettre sénatoriale et, en adoptant l'interprétation la plus défavorable, a voté une motion, mais d'ajournement du débat (1-2); c'était, après avoir satisfait une curiosité bien naturelle, reprendre purement et simplement la procédure normale. — On verra plus loin, pp. 394 sq., que Liv., XXXVI, 32, 2-9, ne fournit pas un exemple de synklêtos procédant à deux débats qui aboutiraient chacun à un scrutin.

4. Outre ceux (cf. plus haut, p. 338, n. 3) qui n'ont pas aperçu que les textes de Polybe et de Tite-Live concernent des synklêtoi, plusieurs critiques (Freeman², p. 214 et n. 4, et d'après lui assurément Vischer, *Kl. Schr.*, t. I, p. 570, et Dubois, p. 141; Schömann-Lipsius, t. II, p. 128) ont admis que la même règle s'étendait aux synodoi. L'essai d'argumentation de Freeman (si la règle vaut pour les synklêtoi, *much more would it* pour les synodoi) est parfaitement inopérant.

5. Le raisonnement qui va être présenté peut très aisément s'accorder avec toutes

dienne, la menue monnaie de la politique extérieure, et par exemple les échanges de politesses avec les États étrangers, tel est en principe le domaine propre de cette assemblée. Dès lors, il eût été bien difficile d'exiger d'elle qu'elle siégeât trois jours, car la plupart de ces questions, dont le caractère est plus administratif et rituel que réellement important ¹, peuvent et doivent être tranchées rapidement. Bien plus, une telle exigence eût été inutile et même, en certains cas, nuisible : par exemple, trois jours étaient-ils indispensables pour élire les magistrats, alors que les candidats avaient eu toute licence de se faire connaître au préalable des électeurs par une propagande appropriée ² et n'eût-il pas été déplorable de transformer la synodos en meeting électoral ?

Mais la meilleure preuve ³ en est donnée *e contrario* par la liberté que possèdent et dont usent les synodoi de discuter et de trancher successivement plusieurs questions. Rien ⁴ n'est, à cet égard, plus caractéristique que le récit fait par Polybe de la synodos réunie en 185 à Mégalopolis ⁵. Elle n'est pas saisie de moins de cinq affaires ⁶ et, si

les restrictions apportées précédemment (*supra*, pp. 214 sqq.) à cette définition très générale de la compétence des synodoi. La synodos se trouve parfois saisie illégalement d'une affaire de politique extérieure qui aurait dû être portée devant une synklêtos ; mais il est clair que les Achaïens n'ont pas songé à légiférer en vue d'un cas illégal. Il se peut de même que la délimitation légale d'un domaine réservé à la synklêtos soit une innovation assez tardive ; mais, avant cette délimitation, la synodos consacrait déjà le meilleur de son activité aux affaires courantes ; son règlement n'a donc pu être établi qu'en vue de celles-ci.

1. Il faut rappeler ici que les Etats-membres conservent leur autonomie et qu'ainsi un grand nombre de questions de politique intérieure, qui pourraient passionner les citoyens, sont examinées et tranchées par eux sur place, dans les assemblées locales des Etats-membres, sans venir en discussion devant les assemblées fédérales.

2. L'existence de « campagnes électorales » au moins rudimentaires est attestée indirectement par Pol., XXVIII, 6, 9 et 7, 7.

3. L'argumentation qui va suivre est indiquée, trop timidement d'ailleurs le plus souvent, ou sous-entendue dans Weinert, pp. 17-18, Busolt², p. 359 et n. 8, Gilbert, t. II, p. 118, Hermann⁶-Swoboda, p. 398, Niccolini, p. 235, Busolt³-Swoboda, p. 1558, Schwahn, col. 1256.

4. Il ne semble pas qu'on puisse en apporter d'autres exemples sûrs. — A la synodos de 220 racontée par Polybe en IV, 14, 1-15, 4, l'accusation contre Aratos (14, 1-8) peut très bien ne pas être une action juridique en forme et se borner à des griefs qui ne s'expriment pas officiellement ; de plus, elle se rattache évidemment à la question des rapports avec les Aitoliens qui fait l'objet des décrets finalement votés (15, 1-4). — Pour Pol., V, 91, 6 sqq. et 93, 1, Liv., XXXVI, 35, 7, cf. *supra*, p. 342, nn. 1, 2, 3.

5. Pol., XXII, 7, 2-9, 14.

6. Busolt², p. 359, n. 8, ne parle que de trois. Cinq sont certaines : 1^o rapport de Nikodemos d'Elis (7, 5-7) ; 2^o renouvellement de l'alliance avec le roi de Pergame (7, 8) ; 3^o discussion sur l'offre des 120 talents par Euménès (7, 8-8, 13) ; 4^o discussion sur l'alliance avec le roi d'Egypte (9, 1-12) ; 5^o discussion sur les rapports avec Séleukos (9, 13). Peut-être même la dernière question se subdivisa-t-elle en deux

chacune d'elles ne donne pas naissance à un débat formel mené jusqu'à son terme normal, qui serait le vote d'un décret ¹, néanmoins divers éléments nécessaires à un débat de ce genre se laissent parfois discerner ². Il est sûr, en tout cas, que ce sont des raisons de fait et non de droit, des incidents de séance et non pas les dispositions du règlement de l'assemblée qui empêchent parfois la procédure de se dérouler régulièrement. Mais ces incidents de séance étaient imprévisibles; nul ne pouvait savoir que l'interprétation fournie d'une réponse faite par le Sénat romain à une ambassade achaienne n'inspirerait à personne la moindre observation ³ ni que les discours d'Apollonidas de Sikyon et de Kassandros d'Aigine décourageraient les partisans possibles de l'acceptation des 120 talents offerts par Euménès et suffiraient à provoquer « le refus unanime, à grands cris, du présent proposé ⁴ ». Aussi les magistrats organisateurs de l'assemblée avaient-ils dû prévoir cinq débats complets et réguliers comportant chacun l'audition d'ambassadeurs étrangers ⁵ ou le compte rendu d'ambassadeurs achaiens ⁶, — peut-être même l'un et l'autre ⁷, — les discours en sens alterné de citoyens ou de magistrats, la proposition de projets de décret et le vote final. Mais il est manifeste qu'en dressant de la sorte le programme de la synodos et en acceptant d'introduire ces diverses ambassades, ils n'ont pas pu raisonnablement estimer que la session de l'assemblée pourrait durer quinze jours : à raison de trois jours pour chaque affaire examinée, la synodos n'aurait pas pu, pourtant, se

débats, l'un sur l'amitié, l'autre sur le présent, comme il avait été fait pour Euménès.

1. Il n'y eut que deux décrets, dont Polybe ne parle pas, mais qui sont indispensables pour que les deux traités avec Euménès et avec Séleukos aient pu être renouvelés. Sur les autres points, la discussion tourna court.

2. Les deux décrets signalés dans la note précédente ne purent pas être pris sans discours, dépôt de projets et vote. Sur les autres questions examinées, nous avons trace, au moins à propos de l'offre d'Euménès, du discours des ambassadeurs (7, 9) et de deux discours de citoyens achaiens (8, 1-12).

3. 7, 5-7. La tournure utilisée en 6 (ἐξ ὧν ἦν λαμβάνειν ἐνδοχὴν ὅτι...) est d'ailleurs ambiguë et n'interdit pas de croire que cette interprétation fut présentée, non pas par l'ambassadeur Nikodèmos, mais par un magistrat ou un citoyen. Et cela montrerait qu'il y eut un embryon de débat.

4. 8, 13 : πάντας δὲ μετὰ κραυγῆς ἐμβαλεῖν τὴν προτεινομένην δωρεάν. — L'intervention du stratège Aristainos (9, 5 sqq.), qui fait avorter le débat sur le renouvellement de l'alliance avec le roi d'Égypte, est certainement aussi imprévue pour les autres dirigeants de l'assemblée, puisque personne (9, 6 et 11) n'a préparé de réponse à la question qu'il pose.

5. 7, 8-9; certainement aussi 9, 13.

6. 7, 5; 9, 2-4.

7. L'ambassadeur égyptien (9, 5) aurait pu parler après Lykortas.

séparer plus tôt. Cette démonstration ne pouvait être souhaitée plus catégorique ¹.

Si donc il existait une loi relative à la durée de la session des synodoi, elle était certainement différente, dans son esprit comme dans sa lettre, de celle qui concernait les synklêtoi.

Mais existait-il une loi pour les synodoi ? Ou liberté entière n'était-elle pas, plutôt, laissée aux magistrats et à l'assemblée elle-même ² ? Il semble nécessaire, ici, de distinguer. D'une part, il est fort peu probable qu'une loi ait imposé une durée minima — qu'il eût été inutile de préciser si elle avait dû être inférieure à deux jours — à la session de la synodos. Si, en effet, cette assemblée doit constitutionnellement se réunir à certaines époques, une seule des quatre synodoi annuelles obligatoires possède de façon sûre ³ une tâche fixée par la loi ⁴ : c'est l'assemblée électorale ; or, elle n'a pas besoin, dans des circonstances normales, de plus d'un jour pour remplir sa mission ⁵. D'autre part, l'hypothèse d'un délai légal maximum est théoriquement plausible et paraîtrait même assez vraisemblable, car il eût été dangereux pour tous ⁶ de s'exposer à une prolongation indéfinie de la session : les législateurs achiens étaient gens prudents, comme le montre la loi qui réglementait la durée de la synklêtos. Mais rien n'autorise à transformer cette hypothèse en certitude ou même en probabilité. Aussi bien, l'important serait, même si une telle loi avait existé, de savoir

1. Elle complète et confirme l'objection que j'avais adressée à Kahrstedt (*REA*, t. XXXV, 1933, p. 461).

2. Sur la question de savoir si la synodos était « maîtresse de son ordre du jour », cf. ci-dessous, p. 354.

3. Il est théoriquement possible — mais rien ne permet de croire qu'il en fût ainsi — que des prescriptions comparables à celles qui existaient à Athènes (*Arist., Ath. pol.*, 43, 4-6) aient existé pour les autres synodoi achiennes.

4. Une obligation légale de ce genre n'impose assurément qu'un minimum : cf., pour Athènes, *Arist., ibid.*, 6 ; Pollux, VIII, 95. Et, après avoir traité l'affaire qu'elle doit traiter, l'assemblée peut aborder d'autres questions. Mais, comme il n'est pas sûr que d'autres questions pourront lui être soumises, la loi sur la durée minima, dont on examine ici la vraisemblance, ne peut pas avoir tenu compte de ce qui demeurait seulement une éventualité.

5. Il s'agit d'élire une quinzaine de magistrats. Même par psêphophoria, cela peut se faire assez vite, au scrutin de liste par exemple (cf. *infra*, p. 391, n. 1), au moins pour les dix damiorgoi, et en votant en même temps, dans des urnes distinctes, pour les diverses magistratures. Les retards possibles, dus à des incidents de nature diverse, ne pourraient pas avoir été considérés comme normaux par une loi imposant à la session une durée minima.

6. Pour les magistrats qui n'auraient pas pu éviter l'obstruction, comme pour les citoyens que leurs intérêts matériels auraient poussés à quitter l'assemblée avant sa clôture, ce qui aurait permis aux magistrats habiles de soumettre en fin de session les affaires délicates à une assistance très réduite.

combien de jours siégeait normalement, en pratique, une synodos, et on peut sans crainte affirmer que la question est insoluble. Aucun indice chronométrique n'apparaît, en effet, dans aucun récit de synodos : les sources ne fournissent que des résumés de discours ¹ qui ne permettent pas d'apprécier la durée réelle de ceux-ci ; bien plus, elles passent évidemment sous silence les interventions secondaires ² qui n'apportaient dans le débat aucun argument neuf. Il n'y aurait lieu, semble-t-il, d'être surpris ni que la synodos de Mégalopolis, dont on vient de voir qu'elle fut saisie de cinq affaires successives, se fût séparée le soir même de sa réunion ³, ni qu'elle eût siégé plusieurs journées consécutives. Sans doute une impression se dégage-t-elle, du raisonnement, d'ailleurs, plus que des textes ⁴ : réunissant une assistance moins nombreuse et tranchant des affaires moins importantes, la synodos paraît avoir eu ordinairement une session plus courte que celle de la synklêtos ⁵. Mais ce n'est là qu'une impression et on ne saurait l'entourer d'excessives réserves.

V

Un texte formel de Tite-Live fait connaître une autre prescription légale qui mérite examen.

1. Des résumés chez Polybe, qui recherche en la matière l'exactitude : cf. XII, 25 a ; 25 b ; XXXVI, 1, 7. Tite-Live apporte de longs discours (XXXII, 20, 3-21, 37 ; XXXIX, 36, 6-37, 17 ; XLI, 23, 6-18 ; 24, 1-18), mais il les a refaits, d'après les indications de Polybe, d'après ses connaissances personnelles sur la situation du moment et en obéissant à son goût pour la rhétorique.

2. Il est bien rare qu'on puisse affirmer qu'il ne s'en est pas produit ; il faut des indications formelles comme celles qu'on trouve en Pol., XXII, 7, 7 ; 8, 13 (cf. 1). Cf. *infra*, pp. 368 sq.

3. Tout ce que signale Polybe pourrait très aisément tenir en une journée : il ne mentionne expressément que six discours, et le reste, que nous entrevoyons, a fort bien pu consister en interventions de quelques phrases et en votes rapides parce qu'ils étaient de pure forme.

4. Mais il serait vain de prétendre apprécier quoi que ce soit d'après la longueur du récit qui nous est transmis ; elle dépend uniquement de l'intérêt que Polybe attachait, pour une raison ou pour une autre, à la question débattue et aux discours prononcés. Ainsi, Polybe ne consacre que quelques lignes à une synklêtos (XXI, 3 b) qui aboutit cependant à l'envoi d'un corps de troupes au secours d'un roi de Pergame, alors qu'il raconte longuement (XXVIII, 7) comment une synodos a rétabli les honneurs décernés au même roi de Pergame : la raison de son insistance n'est-elle pas que lui-même, Polybe, a pris la parole au cours de ce dernier débat et a emporté la décision finale ?

5. Je me sépare ici de l'opinion qu'expriment assez nettement Weinert, pp. 17-18, Busolt², p. 359 et n. 8, Niccolini, p. 235, Busolt³-Swoboda, p. 1558. Même Hermann⁶-Swoboda, p. 398, et Schwahn, col. 1253, qui font dépendre la durée de la synodos de l'importance de son ordre du jour, me semblent déplacer quelque peu la question. L'essentiel n'est pas de savoir combien la synodos discutait d'affaires, mais

A la fin de l'année 200, une synklêtos est réunie à Argos¹. Philippe V de Macédoine s'y présente à l'improviste² et fait aux Achaïens une proposition qui les emplit de méfiance³. Heureusement, ils sont réunis pour discuter des mesures à prendre contre Nabis, roi de Sparte⁴, alors que la demande de Philippe tend à leur faire envoyer des troupes pour défendre contre les Romains, les Pergaméniens et les Aitoliens, nullement contre les Spartiates, des forteresses macédoniennes. Le stratège Kykliadas trouve là un excellent moyen de couper court à toute discussion et objecte que « les lois achaiennes ne permettent pas d'ouvrir un débat sur autre chose que ce pour quoi les citoyens ont été convoqués⁵ ». Sur ce, l'assemblée ordonne la mobilisation contre Nabis, puis se sépare⁶.

Puisque l'assemblée devant laquelle et à propos de laquelle cet argument est invoqué est une synklêtos⁷, les indications ainsi fournies sont certainement valables au moins⁸ pour les synklêtoi et le membre de phrase qui vient d'être traduit enseigne deux choses.

Il montre tout d'abord que l'ordre du jour ou, plus exactement, la question qu'aura à débattre la synklêtos doit faire l'objet d'une publication préalable et que celle-ci fait corps avec la convocation de l'as-

si, pour chaque affaire, elle était tenue de faire durer trois jours la discussion, ce qui, on l'a vu, est certainement inadmissible. Dès lors, comme il est possible de discuter à la fois rapidement et sérieusement n'importe quelle affaire, le nombre des débats successifs ne présente qu'un intérêt médiocre.

1. Liv., XXXI, 25, 2-10.

2. *Ibid.*, 2.

3. *Ibid.*, 4-8.

4. *Ibid.*, 3.

5. *Ibid.*, 9 : *non licere legibus Achaeorum de aliis referre quam propter quas convocati essent*. Sur le sens de *referre*, cf. *infra*, pp. 363 sqq. J'ai traduit ici par des singuliers les pluriel *aliis rebus* et *quas* ; il peut paraître aussi que ce dernier mot (alors que Tite-Live aurait pu écrire *propter quam*) vient contredire tout ce qui a été avancé précédemment (*supra*, pp. 341 sq.) sur le débat unique. Mais Tite-Live se borne ici à traduire une phrase de Polybe qui nous manque et il n'est pas guidé, dans l'interprétation qu'il en apporte, par une connaissance directe des institutions et des mœurs achaiennes. Or, il n'est pas douteux que cette phrase de Polybe, au lieu d'un substantif comme *res* dont le pluriel aurait une signification, contenait des pronoms au pluriel neutre, tels que *ἅλλα, πάντα, ἃ*. Il ne l'est pas moins que ces pluriels neutres équivalent pour le sens à des singuliers : cf., à titre d'exemple, Pol., XXII, 10, 12 ; XXIII, 5, 17 ; *Sylloges*, t. II, n° 675 (= *IG*, t. VII, n° 411), l. 13. Il ne faut donc tenir aucun compte des pluriels de Tite-Live.

6. Liv., XXXI, 25, 10.

7. Tout le prouve : le lieu de la réunion à cette date, l'objet du débat, le caractère extraordinaire de la session (*ibid.*, 2).

8. Pour les synodoi, cf. ci-dessous, pp. 351 sqq.

semblée¹. D'autres textes, d'ailleurs, le confirment². Le plus intéressant provient d'un récit de Polybe³ où l'on voit les Achaïens invoquer une fois de plus leurs lois pour se dérober à une discussion gênante. En 183⁴, T. Quinctius Flamininus, de passage en Grèce, mais sans avoir reçu pour traiter ces affaires⁵ mission ni instructions du Sénat qui en a, au contraire, chargé un autre *legatus*, Q. Marcius⁶, désire user de l'influence qu'il s'imagine posséder auprès des Achaïens pour les amener à modifier leur politique envers Sparte et Messène⁷. Il écrit donc aux magistrats achaiens pour leur demander de réunir une synklêtos⁸. Ces magistrats n'osent pas lui adresser l'objection qu'ils ont faite deux ans plus tôt à Q. Caecilius⁹ et qui leur a valu une remontrance sénatoriale¹⁰. Mais ils le savent¹¹ contraint, à cause de la mission de Q. Marcius, de maintenir son intervention dans des limites telles qu'il puisse la présenter comme due au seul hasard, faite à titre personnel et privé¹². Aussi lui répondent-ils qu'ils sont prêts à le satisfaire, pourvu qu'il leur indique « ce sur quoi il veut conférer avec les Achaïens ; qu'en effet les lois ordonnent cela (ταῦτα) aux magistrats¹³ ». Bien entendu, T. Quinctius renonce aussitôt à son projet ; car il ne peut pas paraître agir officiellement, ce qui serait empiéter sur le domaine

1. Cf. plus haut, p. 321.

2. Je me borne à signaler Liv., XXXII, 20, 4.

3. XXIII, 5, 14-18.

4. Sur cette date, cf. *REA*, 1928, t. XXX, p. 53, n. 3. Aux arguments que j'y ai présentés, j'ajoute que, si T. Quinctius ne passe en Grèce qu'en 182, sa tentative auprès des Achaïens ne porte plus ombrage à la mission de Q. Marcius qui, à cette époque, est rentré à Rome (Pol., XXIII, 9, 1 et 4 ; Liv., XL, 2, 7) ; dès lors, l'impossibilité où il se trouve de satisfaire à la demande achaienne ne s'explique pas ; le fait que le Sénat ne profite pas de son voyage pour l'accréditer auprès des Achaïens ne s'explique pas davantage. Ainsi, le raisonnement de Niccolini, pp. 296 sq., apparaît absolument intenable.

5. Il est seulement envoyé comme légat auprès de Prousius et de Séleukos : Pol., XXIII, 5, 1 ; Liv., XXXIX, 51, 1.

6. Pol., XXIII, 4, 16 ; Liv., XXXIX, 48, 5.

7. Il songe surtout à Messène (Pol., XXIII, 5, 14), mais aussi à Sparte (18).

8. *Ibid.*, 16 ; cf. *supra*, p. 319 et n. 4.

9. Pol., XXII, 10, 10 sqq. ; 12, 5 sqq. ; cf. plus haut, pp. 192, 195, 198 sq., 204.

10. Pol., XXII, 12, 10.

11. Polybe (XXIII, 5, 15) déclare seulement qu'ils savent qu'il ne possède aucune instruction du Sénat. Il est évident qu'ils sont également au courant de la mission de Q. Marcius.

12. Il doit prévoir une plainte possible de Q. Marcius, surtout si celui-ci (ce que nous ignorons) n'est pas encore venu dans le Péloponnèse lors de l'incident. Dans ces conditions, la demande adressée aux magistrats est déjà très hardie : sans doute, les souvenirs qu'il a laissés en Grèce et les relations personnelles qu'il y a nouées peuvent excuser bien des choses ; il ne peut pas, cependant, aller plus loin.

13. Pol., XXIII, 5, 17 : ἀντέγραφαν αὐτῷ διότι ποιήσουσιν, ἂν γράψῃ περὶ τίνων βούλεται διαλεγεῖσθαι τοῖς Ἀχαιοῖς· τοὺς γὰρ νόμους ταῦτα τοῖς ἄρχουσιν ἐπιτάττειν.

de son collègue ¹. — Le sens du mot *τῶτα* est ici manifeste : comme la loi sur la convocation d'une synklêtos à la demande d'un représentant du Sénat ² n'a pas pu imposer aux magistrats achaiens de faire libeller par le Romain lui-même l'ordre du jour de l'assemblée à convoquer ³, il s'agit assurément de la fixation et de la publication de cet ordre du jour par les magistrats. En l'espèce, ceux de 183 jouent beaucoup moins les pointilleux formalistes que les naïfs ; ils feignent ⁴ d'ignorer ce dont T. Quinctius peut avoir désir d'entretenir les Achaïens et demandent qu'il leur fournisse les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur devoir légal. Ainsi, c'est dans le cadre de la loi opposée en 200 par Kykliadas à Philippe V qu'ils se placent : vainqueur et vaincu de Kynosképhalai se heurtent, à sept ans d'intervalle, au même obstacle.

Le texte de Tite-Live ⁵ révèle, d'autre part, que la loi interdit à la synklêtos de sortir de son ordre du jour. Mais il ne faut pas s'exagérer la portée pratique de cette prescription. Kykliadas, tout dévoué qu'il est à l'alliance macédonienne ⁶, veut éviter que sa patrie, en acceptant la proposition de Philippe, ne lie irrévocablement son sort, dans la guerre qui est alors en cours entre le roi et Rome, à celui de la Macédoine ⁷. Il désire, en même temps, éviter un refus brutal qui compromettrait une alliance ancienne à laquelle la Confédération a dû autrefois son salut. L'argument qu'il invoque n'est donc, au vrai, qu'une dérobade, la moins

1. Pol., XXIII, 5, 18 : τοῦ δὲ μὴ τολμῶντος γράφειν.

2. Cf. *supra*, pp. 200 sqq.

3. Il est clair que, légalement, si le représentant du Sénat, en adressant sa demande de convocation, indique qu'il entend traiter d'une affaire déterminée, les moyens doivent lui en être fournis aussi bien par la convocation effective que par l'intitulé de l'ordre du jour. Toutefois, pourquoi les magistrats auraient-ils été empêchés d'adopter finalement un autre énoncé que celui qui leur était soumis, à condition qu'il fût équivalent ou plus large ? De plus, cette loi a été conçue et adoptée dans un esprit favorable à Rome et dans la croyance à la durée d'une collaboration confiante : dès lors, il est certain qu'on n'y a pas introduit de telles précisions, injustifiables si les magistrats achaiens sont supposés de bonne foi.

4. La phrase Pol., XXIII, 5, 15, implique que les Achaïens sont fort bien informés ; la présence de Déinokratès auprès de T. Quinctius (*ibid.*, 14) est bien faite, d'ailleurs, pour les éclairer.

5. Un examen attentif du texte de Polybe aboutit aux mêmes conclusions. D'une part, en effet, si la loi n'interdit pas de sortir de l'ordre du jour prévu, il suffirait aux magistrats de convoquer une synklêtos avec un ordre du jour quelconque : et, une fois qu'elle serait réunie, T. Quinctius pourrait venir conférer avec les Achaïens sur ce qui lui plairait. D'autre part, en l'espèce, c'est certainement par mauvais vouloir que les magistrats se montrent, à l'égard de T. Quinctius, si respectueux de la légalité.

6. Liv., XXXI, 25, 10 ; XXXII, 19, 2. Sur ce personnage et, d'une façon plus générale, sur tout cet incident, cf. *Premiers rapports*, p. 67.

7. Liv., XXXI, 25, 8.

mauvaise qu'il puisse imaginer : Philippe V est déçu ¹, irrité, mais il n'y a pas rupture. On peut, au contraire, tenir pour assuré que, s'il s'était agi d'une proposition sérieuse, avantageuse et qui ne cachât aucun piège, les dirigeants achaiens eussent interprété la loi moins strictement. Ils s'y fussent d'autant plus aisément résolus que l'incompabilité n'avait rien d'éclatant entre la demande de Philippe et la question inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée ². Dans l'application de leurs lois, les Achaiens savaient à l'occasion apporter quelque souplesse ³ et rien n'autorise à penser que la transgression la plus légère des limites dans lesquelles l'ordre du jour devait enserrer le débat ait été toujours réprimée par une « question préalable » rigoureusement appliquée. Ce qui est illégal et doit être impossible, c'est une discussion formelle, menée jusqu'au vote final, sur un projet de décret entièrement étranger, et présenté comme tel, à l'affaire soumise à l'assemblée ; ce n'est pas un discours, ni même un amendement ⁴ dont l'idée, par un biais plus ou moins ingénieux, peut être considérée comme connexe à l'objet principal du débat.

Mais, ce qui se trouve ainsi défini, c'est seulement l'esprit dans lequel la loi fut certainement — à moins de rendre impossible toute vie politique — appliquée en pratique. Celui dans lequel elle avait été conçue apparaît bien différent, à en juger d'après sa lettre et en cherchant à l'expliquer. Une telle loi n'a pu répondre, en effet, qu'à deux préoccupations. D'une part, elle est la conséquence nécessaire de la règle des trois jours et de l'unicité du débat que cette règle implique ⁵. D'autre part, elle est pour les citoyens une garantie précieuse : ils sont sûrs, grâce à elle, qu'aucune affaire ne sera soumise à la *synklêtos* sans qu'ils en aient été informés en temps utile. C'est donc en connaissance de cause, après avoir apprécié l'intérêt de la question à débattre et avoir mis sur

1. Liv., XXXI, 25, 11. Sa déception provient, évidemment, de ce qu'il a très bien compris les raisons qui ont poussé Kykliadas et reconnu que l'hostilité des Achaiens à sa proposition est foncière, irréductible. Le roi de Macédoine possède, en effet, le droit de demander et d'obtenir la convocation d'une *synklêtos* (*supra*, pp. 200 sqq.) ; il pourrait ainsi très aisément tourner l'obstacle de pure forme qui lui est opposé ; il ne le fait pas, parce qu'il devine la réponse qu'il obtiendrait et que, pas davantage que Kykliadas, il ne désire une rupture.

2. Philippe se chargeait en effet (Liv., *ibid.*, 4-5), non seulement de défendre les frontières achaiennes contre Nabis, mais même d'envahir la Laconie ; sa demande d'envoi de troupes achaiennes à Oréos, Chalkis, Corinthe était formellement présentée par lui (*ibid.*, 6-7) comme le corollaire de sa première proposition, le moyen de lui permettre d'y faire honneur.

3. Cf. *supra*, pp. 231 sq.

4. Encore moins une audition rapide d'ambassade : cf. plus haut, p. 342, n. 3.

5. Cf. ci-dessus, pp. 338 sqq.

l'autre plateau de la balance les frais et la gêne qu'entraînera pour eux leur voyage, qu'ils décident de répondre 'ou non à la convocation. Ils peuvent également réfléchir à l'avance au vote qu'ils seront appelés à émettre et s'entendre avec leurs concitoyens ¹. Personne, enfin, ne peut songer à profiter d'une synklêtos dont la composition accidentelle vient de se révéler favorable pour « enlever » une décision improvisée. Ainsi, cette mesure trahit un souci indéniable de moralité politique et, au total, les infractions pratiques qu'elle a certainement subies ne peuvent pas être si graves qu'il soit nécessaire de croire que ce souci n'a pas reçu satisfaction.

Toutefois, cette loi entraîne un inconvénient manifeste : c'est que l'assemblée n'est pas libre de diriger ses débats où elle l'entend ; elle s'en remet pour cela aux décisions des magistrats. Mais il est évidemment permis à la synklêtos, puisque la synodos ² possède le même droit, de faire connaître aux magistrats qu'un débat prochain sur une affaire quelconque lui semble indispensable et de manifester sa volonté qu'ils réunissent à cet effet une autre synklêtos ³. Dans cette mesure, par conséquent, et en concevant les synklêtoi comme une même assemblée réunie à intervalles plus ou moins espacés, en négligeant les différences que leur convocation dans telle ou telle cité provoque dans leur composition réelle ⁴, on peut dire qu'en dépit de cette prescription légale la synklêtos demeure toujours « maîtresse de son ordre du jour » ⁵.

Les synodoi étaient-elles soumises aux mêmes règles ? Les textes précédemment examinés ne permettent pas de répondre à cette question ; car ils ont été écrits à propos de synklêtoi et, peut-être, en songeant aux seules synklêtoi. Certes, l'un d'eux au moins se présente comme une affirmation valable pour toutes les assemblées quelles qu'elles

1. Cf. *supra*, pp. 325 sqq.

2. Cf. *supra*, pp. 319 sqq.

3. Comment y parvient-elle ? Nous l'ignorons. Il semble que des acclamations bruyantes lorsque la suggestion en est faite par un orateur doivent suffire. Mais pourquoi, et par exemple en cas de doute sur la majorité réelle, n'aurait-on pas procédé à un scrutin ? A cette fin, la synodos peut voter un décret : *Sylloges*, t. II, n° 675 (= *IG*, t. VII, n° 411), l. 12. La synklêtos doit pouvoir agir de même. Mais discussion et scrutin assurément rapides, intercalés peut-être dans le débat principal, et non pas assujettis à la règle du *triduum* — En réalité, il semble que tout a toujours dû se régler à l'amiable : cf. plus haut, p. 320.

4. Différences pratiquement d'autant moins importantes que le vote se fait non pas par têtes, mais par cités : cf. *infra*, pp. 377 sqq.

5. G. Glotz, *La cité gr.*, p. 183, aboutit à une conclusion semblable, dans les mêmes conditions, pour l'ekklesia athénienne.

soient¹. Mais, outre que l'auteur en est Tite-Live, qui se borne à utiliser le texte disparu de Polybe sans nécessairement en apercevoir ni, par conséquent, en respecter les nuances², le mouvement rapide de sa pensée et de sa phrase avait pu entraîner Polybe au delà de l'exacte vérité. Aussi est-il prudent de s'en tenir à l'interprétation la plus restrictive. D'autres textes révèlent, au surplus, que la plus importante de ces prescriptions n'était pas applicable aux synodoi.

Il apparaît invraisemblable que la convocation d'une synodos n'ait pas été accompagnée de la publication de l'ordre du jour prévu pour l'assemblée. Si les petites affaires n'y sont pas énumérées dans le détail, du moins y sont-elles groupées en grandes rubriques dont l'intitulé est porté à la connaissance de tous. C'est là chose toute naturelle, surtout pratiquée³ et qui ne peut gêner personne.

L'essentiel est donc de rechercher si, comme pour la synklêtos, l'ordre du jour ainsi publié possède légalement pour la synodos un caractère limitatif. Mais certains récits de Polybe condamnent formellement cette hypothèse. — Voici, par exemple, Aratos s'entendant en secret pendant la guerre de Kléoménès avec ses amis mégaloopolitains pour que Mégaloopolis demande à une assemblée achaïenne l'autorisation d'envoyer une ambassade auprès d'Antigonos⁴. La nature de cette assemblée n'est pas indiquée par Polybe ; mais les circonstances et les précisions qu'il fournit impliquent certainement que l'intrigue demeure secrète jusqu'au dernier moment⁵. Dès lors, le dilemme est pressant : ou bien l'assemblée est une synklêtos et la violation de la loi est formelle, tandis qu'il est indispensable que tout se passe régulièrement⁶ ; ou bien l'assemblée est une synodos et la synodos peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à son ordre du jour. — Voici, la même année, les ambassadeurs mégaloopolitains de retour ; ils rapportent la réponse d'Antigonos et leurs concitoyens décident « avec ardeur⁷ »,

1. Liv., XXXI, 25, 9, où le sujet sous-entendu de *convocati essent* est certainement *Achaii*, sans qu'une distinction puisse être introduite entre la synklêtos et la synodos.

2. On a vu plus haut, p. 313, n. 1, comment, en XXXVIII, 30, 2, il a utilisé le mot *conventus*, qui désigne indistinctement chez lui les synklêtoi et les synodoi, pour traduire un mot qui, chez Polybe, ne pouvait être que *σύνδοι*.

3. Cf. Ad. Wilhelm, *Zu den Inschr. v. Priene, Wiener Studien*, 1908, XXIX, p. 9; *Beitr. z. gr. Inschr.*, pp. 179-182; etc.

4. Pol., II, 48, 4-7.

5. *Ibid.*, 47, 4 sqq.; 48, 4 : δὲ ἀπορρήτων ; inscrire la question à l'ordre du jour, c'eût été révéler qu'on était informé des intentions des Mégaloopolitains et, par conséquent, trahir l'entente existant avec eux.

6. Cf. *infra*, p. 353 et n. 6.

7. Pol., II, 50, 4 : *πρὸς μῶς*.

c'est-à-dire joyeusement, mais aussi sans perdre de temps, de se rendre à la *synodos* achaienne; ils y viennent en effet, communiquent la lettre du roi, y ajoutent leurs commentaires et terminent par une proposition formelle sur laquelle un débat s'engage aussitôt¹. Tout cela, assurément, sans que la date du retour des ambassadeurs ait pu être calculée lors de la convocation de l'assemblée, ni connus le sens de la réponse d'Antigonos comme celui de la proposition qu'elle pousserait les Mégalo-politains à présenter. — Enfin, il y a plus net encore, au moins dans les mots : en 182, Lykortas obtient la soumission de Messène révoltée²; il prend lui-même certaines mesures immédiates³; pour les questions plus importantes, il s'en remet à la décision populaire, « car, comme si la coïncidence avait été voulue (*ὥσπερ ἐπίτηδες*), il se trouva qu'alors les Achaïens furent réunis de nouveau à Mégalo-polis pour la seconde *synodos*⁴ ». Or, il est manifeste que, dans cette phrase, les mots *ὥσπερ ἐπίτηδες* n'ont plus aucun sens si la convocation de l'assemblée n'est pas antérieure à la soumission de Messène⁵ et si l'examen des mesures à prendre a pu être inscrit au nombre des affaires que cette « seconde *synodos* » aurait à discuter.

Ces trois textes sont assurément décisifs parce qu'ils se recoupent et se complètent. Si, en effet, l'hypothèse ne peut pas être exclue qu'en 182 Lykortas, en procédant de la sorte, ait pris pour gagner du temps quelque liberté avec la loi, les Mégalo-politains et Aratos sont contraints pendant la guerre de Kléoménès, par la gravité même de la décision à laquelle ils veulent conduire les Achaïens, à respecter toutes les formes régulières : il ne s'agit de rien de moins que de conclure une alliance avec la Macédoine, c'est-à-dire de renoncer à une politique traditionnelle qui était la raison d'être de la Confédération; aussi s'exposent-ils aux accusations, non seulement des partisans secrets de Kléoménès, mais des fanatiques de l'indépendance nationale et ne sauraient-ils agir trop prudemment⁶. — La loi n'interdit donc pas à la

1. Pol., II, 50, 3-4; 10 sqq.

2. Pol., XXIII, 16, 9.

3. *Ibid.*, 10-11 et 13.

4. *Ibid.*, 12 : καὶ γὰρ ὥσπερ ἐπίτηδες συνέβαινε τότε πάλιν συνάγεσθαι τοὺς Ἀχαιοὺς εἰς Μεγάλην πόλιν ἐπὶ τὴν δευτέραν σύνοδον.

5. Cf. *supra*, p. 124, n. 2.

6. Polybe (II, 47, 4 sqq.) ne parle que de la nécessité de ne pas éveiller l'attention des ennemis extérieurs et de ne pas décourager les Achaïens. Mais on sait par Plutarque (*Kléom.*, 17; *Aratos*, 37; 39) qu'Aratos devait compter avec une opposition assez forte composée des ennemis de la Macédoine et de ceux que séduisaient les idées révolutionnaires de Kléoménès. En Pol., IV, 14, 3, on voit les mécontents reprocher à Aratos un acte illégal, alors que le mécontentement est né de tout autre chose.

synodos « d'ouvrir un débat sur autre chose que ce pour quoi les citoyens ont été convoqués ¹ ».

Il n'est pas difficile d'expliquer la différence nouvelle qui se révèle ainsi entre les synklètoi et les synodoi. Autant, en effet, l'ordre du jour impératif et limitatif se justifiait pour les premières ², autant cette prescription serait étrange pour les secondes. Les synodoi, moins importantes au regard de la loi, s'entourent de moindres garanties : leurs débats se déroulent plus rapidement, sans se modeler sur un schéma réglementaire ³. Leur imposer cette entrave eût été compliquer et ralentir le fonctionnement des organismes politiques de la Confédération et la gêne qu'on en eût ressentie n'eût pas été compensée par les bénéfices réels qu'il était permis d'en attendre. Ce qui est sage précaution pour les grandes questions extérieures où se trouve engagé l'avenir même de la nation serait vain formalisme pour les autres.

Il serait, toutefois, excessif d'en conclure que la synodos a licence, en dehors du domaine réservé à la synklètos, de discuter ce qu'elle veut, comme elle le veut, quand elle le veut. Présidée par des magistrats, c'est certainement d'eux que dépend la conduite de ses débats ⁴ : elle doit épuiser l'ordre du jour qu'ils ont dressé et une affaire qui n'y est pas portée ne peut pas donner lieu à un débat complet sans leur consentement ⁵. Mais, puisqu'aucun conflit ne paraît jamais avoir éclaté à ce sujet, on ne s'exagérera pas la portée pratique de ce règlement : la synodos peut donner des ordres aux magistrats et la seule ressource dont ceux-ci disposent serait de retarder une discussion qui leur paraîtrait inopportune ⁶. En pratique, donc, sinon en théorie, comme la synklètos et bien plus qu'elle encore ⁷, la synodos est « maîtresse de son ordre du jour ».

1. Liv., XXXI, 25, 9 : *de aliis rebus referre quam propter quas convocati essent*. — Je n'invoque pas d'autres textes où l'on voit des ambassades étrangères paraître dans une synodos, sans que probablement elles y fussent attendues et sans que, par conséquent, on eût pu prévoir qu'elles présenteraient une demande qu'il faudrait examiner : le type de ces récits est Pol., XXIX, 23, 8. Mais si cette interprétation est probable, elle n'est pas sûre ; car les circonstances n'impliquent pas nécessairement que l'annonce de la démarche n'a pas été tenue secrète et il se peut que le récit soit simplement rapide.

2. Cf. ci-dessus, pp. 350 sq.

3. Cf. *supra*, pp. 342 sqq.

4. Cf. *infra*, pp. 357 sqq.

5. Ils sont juges de la légalité des projets de décret proposés : cf. *infra*, pp. 372 sqq.

6. Ils ne pourraient rien objecter à l'ordre de soumettre une affaire à une synklètos (cf. *Sylloge*³, t. II, n° 675 = IG, t. VII, n° 411, l. 13) ou à la prochaine synodos.

7. Puisque son ordre du jour n'est pas limitatif.

CHAPITRE NEUVIÈME

LE FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES

(suite et fin)

LES SÉANCES

I. L'ORGANISATION MATÉRIELLE ET LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE. — II. LE PROBOULEUMA ET LES DÉBATS. — III. LE BUREAU EXAMINE LES PROJETS DE DÉCRET AVANT D'OUVRIRE LE SCRUTIN. — IV. LE MODE DE VOTE DANS LES SYNKLÊTOI (PSÊPHOPHORIA) ET DANS LES SYNODOI (PROCÉDURE RÉGULIÈRE ET PROCÉDURE EXPÉDITIVE). — V. APRÈS LE VOTE : LES EXHORTATIONS DE PHILOFOIMEN OU DE T. QUINCTIUS.

I

Au jour et au lieu indiqués par la convocation des magistrats, s'ouvre la session de l'assemblée.

Rien n'indique à quelle heure du jour commence la réunion, ni à quelle heure elle se termine.

Une synklêtos siège, en 168, dans le théâtre de Sikyon¹. Aucun autre renseignement certain n'est jamais fourni sur le lieu des réunions. En effet, lorsque, pour une synodos réunie à Corinthe en 146, Polybe parle du « théâtre », il se peut que le mot ait seulement dans sa phrase un sens métaphorique². Et lorsque, pour deux synodoi et pour une assemblée de nature incertaine, il emploie le mot *bouleutèrion*, celui-ci n'implique d'aucune manière que les séances aient lieu dans un local, municipal ou fédéral, spécialement affecté à des réunions politiques³. D'ailleurs, si l'opinion qu'on s'est faite de la composition légale et de la composition réelle des assemblées achaïennes est exacte⁴, l'hypothèse d'un bâtiment couvert, qu'il faudrait adopter si on donnait à *bouleutèrion* son sens strict, est à peu près inadmissible. En effet, sauf

1. Pol., XXIX, 25, 2 ; cf. 24, 6.

2. Pol., XXXVIII, 12, 2 et 7 : cf. *supra*, p. 66, n. 6.

3. Cf. plus haut, pp. 63 sqq.

4. Cf. plus haut, pp. 43 sqq., 76 sqq. et 147 sqq. La composition légale a son importance, car elle ne permettait pas de savoir quelle serait exactement le nombre des assistants ; il fallait choisir un lieu de réunion capable de contenir bien plus de citoyens qu'il n'en venait effectivement le plus souvent.

à Mégalopolis où le Thersilion¹ aurait pu être utilisé, quelle ville eût possédé l'édifice capable d'abriter plusieurs milliers de citoyens? Aussi se représentera-t-on les assemblées tenues presque toujours à ciel ouvert et, dans chaque cité, le théâtre était certainement le lieu de réunion le plus commodément utilisable², puisque, les assistants devant être assis³ selon la coutume grecque⁴, il n'exigeait aucun aménagement particulier. Mais rien ne contraignait à toujours l'adopter et le sanctuaire de l'Hamarion, où se sont longtemps tenues les assemblées⁵, ne possédait pas de théâtre⁶: une place, une enceinte quelconques, opportunément garnies de bancs, pouvaient suffire.

Nous ignorons si, dans l'assemblée, les assistants étaient réglementairement répartis par cités. En pratique, les citoyens originaires d'une même ville devaient éprouver une tendance naturelle à se grouper sur des bancs voisins⁷. Il se peut que les conditions matérielles du vote, qui se faisait légalement par cités⁸, aient conduit à une disposition officielle de ce genre. Mais comment les organisateurs auraient-ils pu prévoir, pour la répartition des places, l'importance des contingents venus des différentes cités? La question doit, ainsi, demeurer indécise⁹.

1. Paus., VIII, 32, 1; 6.000 places assises et 10.000 debout : cf. *Excavations at Megalopolis 1890-1891* (*Soc. of Hell. St., Suppl. pap.*, I, 1892), R. W. Schultz, pp. 17-23; *JHS*, 1892-1893, t. XIII, E. F. Benson, *The Thersilion at Megalopolis*, pp. 319-327, et A. G. Bather, *The development of the plan of the Thersilion*, pp. 328-337.

2. L'usage du théâtre pour la réunion des assemblées est d'ailleurs fréquent dans le monde grec : à Athènes à partir de la fin du I^{er} siècle (cf. Busolt-Swoboda, p. 991 et n. 2), à Samos, Milet, Rhodes, Syracuse, etc. (cf. Busolt, p. 448 et n. 6).

3. Les orateurs « se lèvent » : cf., par exemple, Pol., XXII, 8, 1; 9; 9, 5; XXVIII, 7, 6; XXXIII, 16, 7.

4. Cic., *Pro Flacco*, 7, 16 : *Graecorum autem totae respublicae sedentis contionis temeritate administrantur*. Cf. W. Vischer, *Sitzen oder Stehen in den gr. Volksversammlungen* (*Rh. Mus.*, 1873, t. XXVIII, pp. 380-390, réimprimé dans *Kl. Schr.*, t. I, pp. 402-414); Busolt, p. 449, n. 1.

5. Cf. *supra*, pp. 277 sqq.

6. Puisque le site de l'Hamarion demeure inconnu, cette affirmation est peut-être trop osée; elle est, néanmoins, très probable. — Ne serait-il pas permis d'estimer que cette absence d'installation pratique et permanente dans l'Hamarion a peut-être joué son rôle dans l'abandon du sanctuaire comme lieu de réunion au profit de la ville voisine?

7. On voit parfois les citoyens de telle ou telle cité agissant en commun à l'assemblée et sans doute chargeant un ou deux d'entre eux de parler en leur nom : cf. Pol., IV, 7, 2-3, par exemple. Une impression semblable naît de Liv., XXXII, 20, 7; 22, 2; 9. Au milieu d'une foule composée pour eux en immense majorité d'inconnus, il est évident que des compatriotes devaient chercher à former un groupe. Ce groupement par cités était certainement plus instinctif que le groupement par partis, qui était pratiqué à Athènes (Plut., *Per.*, 11; Thuc., VI, 13, 1), c'est-à-dire dans un Etat politiquement beaucoup plus évolué que la Confédération achaienne. Cf. *REA*, 1933, t. XXXV, p. 454 et n. 1.

8. Cf. *infra*, pp. 377 sqq.

9. Il est impossible d'invoquer ici l'argument d'analogie; car nous connaissons trop

Les orateurs parlaient d'une tribune. La précision n'est fournie qu'une fois, et par Plutarque ¹, dont on peut être tenté de croire qu'il l'a imaginée. Toutefois Polybe précise à plusieurs reprises que les orateurs « s'avancent » ², ce qui, sans l'impliquer nécessairement, s'accorde sans peine avec l'existence d'une tribune. Sur l'aménagement de cette tribune et l'installation du bureau, tout renseignement fait défaut ; aussi bien, c'était assurément chose variable selon la ville et, dans cette ville, selon le lieu où l'assemblée se trouvait réunie.

A une assemblée quelle qu'elle soit, un bureau est indispensable. Le bureau des assemblées achaïennes se compose certainement du stratège et des dix damiorgoi ³. La chose est toute naturelle ⁴, puisque ce sont

peu de cas où la répartition des assistants au sein de l'assemblée n'est pas laissée au hasard. A Athènes, la séparation κατὰ φυλάς est attestée seulement (Philochore, fr. 79 b, *FHG*, t. I, p. 396) pour l'ostrakophoria : cf. G. Glotz, *DA*, s. v. *Ekklesiā*, t. II, 1, p. 527 ; J. Carcopino, *Histoire de l'ostracisme athénien* (Paris, 1935), pp. 76-78 (= *Bibl. Fac. Lettres Paris*, 1909, t. XXV, pp. 142 sq.) ; pour les autres assemblées plénières auxquelles on l'étend parfois (Busolt-Swoboda, p. 995 et n. 1), elle demeure douteuse. En dehors d'Athènes, les cas de Samos, Ephèse, Iasos (Busolt, p. 449 et n. 2), ne sont pas tous aussi nets qu'il serait souhaitable (cf., pour Iasos, Brandis, *RE*, t. V, col. 2172). Au surplus, le rapprochement qu'on serait tenté de faire manque de base initiale : car il n'apparaît pas qu'on vote par groupes dans aucun de ces États, alors que les assemblées achaïennes pratiquent le vote par cités. — Il ne faut pas se dissimuler que les moyens ne manquent pas de réaliser le vote cité par cité sans que les co-votants siègent côte à côte pendant la délibération. Notons d'ailleurs que, dans les synklétai, le vote n'intervient que le troisième jour de la session ; les deux premiers sont consacrés aux débats, pour lesquels la répartition officielle par cités (Liv., XXXII, 20, 7, ne l'implique nullement) perd toute apparence d'intérêt.

1. *Kléom.*, 25, 2.

2. Cf. par exemple, II, 50, 10 ; IV, 14, 7 ; XXII, 9, 2 ; Liv., XXXII, 20, 1.

3. La composition du bureau des assemblées est une des questions les plus controversées que l'on rencontre en étudiant les assemblées achaïennes. Le désaccord porte sur la participation du stratège ; car celle des damiorgoi n'est pas douteuse un seul instant. Il est, à vrai dire, manifeste que, sans Liv., XXXII, 22, 2-3, personne n'hésiterait à leur adjoindre le stratège : on verra un peu plus loin, pp. 359 sqq., comment la difficulté que crée ce texte doit être à mon sens résolue. Freeman ¹, p. 296 (= Freeman ², pp. 231-232), avait cru tout expliquer en faisant du stratège *the Leader* et du collègue des dix damiorgoi *the Speaker*. Mais, dès la publication de son livre en 1863, W. Vischer (*Kl. Schr.*, t. I, p. 572) avait relevé l'in vraisemblance de cette hypothèse, que personne n'a plus jamais reprise. Caspari, p. 219, considère que le stratège n'a jamais dans l'assemblée plus de droits qu'un simple particulier : les textes qu'il invoque et les explications qu'il donne de ceux qui l'embarrassent seront examinés chemin faisant. Pour Larsen, p. 332, n. 1, les damiorgoi ont seuls, en droit, pouvoir de décision ; mais, en fait, le stratège intervient. Je ne vois personne d'autre qui ait cru possible de nier la participation du stratège au bureau : même J. B. Bury, en rééditant Freeman, présentait une réserve formelle (Freeman ², p. 649, ad p. 231). Je crois inutile de citer dès maintenant en bloc une bibliographie très abondante qui se retrouvera dispersée dans les nn. suivantes.

4. La présidence de l'assemblée par les magistrats n'est nullement inconnue en Grèce : cf. H. Swoboda, *Gr. Volksbeschl.*, pp. 154 sqq. ; Brandis, *RE*, t. V, coll. 2181 sqq. ; Hermann-Swoboda, p. 116 et n. 3 ; p. 131 et n. 2 ; pp. 149-151 ; Br. Keil, pp. 375 sq. ; Busolt, p. 451 et n. 5. Elle est, en particulier, fréquente quand

ces magistrats qui convoquent les assemblées et dressent leur ordre du jour ¹. Aussi est-ce bien leur collège, celui des synarchiai, qu'il faut discerner derrière les mots τοὺς ἄρχοντες que Polybe emploie pour désigner ceux que Philippe V de Macédoine convainc en 217 de transférer une synklêtos, au cours de sa session, d'Aigion à Sikyon ² ou ceux qu'en 168 Kallikratès rappelle à l'observation de la légalité et oblige à faire cesser la discussion engagée devant une synodos afin de la soumettre à une synklêtos ³. Mais le stratège occupe dans le bureau une place prépondérante : c'est, en effet, lui et lui seul qu'on voit dans certains récits de Polybe « mettre en délibération » une affaire ⁴ et consentir à ce qu'un ambassadeur étranger parle une seconde fois devant la même assemblée ⁵. Cette prééminence peut s'expliquer de deux façons : ou bien elle est seulement un fait et provient de l'influence morale sur ses collègues du bureau que le stratège doit à

existe l'organisation des synarchiai : cf. Swoboda, *Gr. Volksbeschl.*, pp. 134 sqq. ; Hermann-Swoboda, p. 150 sq. Il y a là assurément une différence essentielle avec Athènes où la présidence appartient à une simple commission de la boulè, qui ne reste en fonctions qu'un dixième de l'année : le régime athénien est beaucoup plus démocratique, parce qu'il divise les fonctions et laisse peu de temps la présidence entre les mêmes mains. Pour expliquer ce régime, il ne faut certainement pas invoquer dans le cas particulier de la Confédération achaienne l'action des diadoques, comme le fait en général Br. Keil, p. 376 : l'extension du territoire fédéral devait aboutir à peu près fatalement à l'augmentation des pouvoirs des magistrats (cf. *supra*, pp. 178 sq.) et les tendances profondes de la Confédération ne sont nullement très démocratiques.

1. L'autorité qui convoque est aussi celle qui préside : c'est là un principe généralement appliqué dans l'Antiquité.

2. V, 1, 9. Imaginons que ceux qui président ne soient pas ceux qui ont convoqué : ce serait certainement au bureau de l'assemblée qu'appartiendrait une décision de ce genre.

3. XXIX, 24, 5 : cf. *supra*, pp. 37 sqq. et 189 sqq. Imaginons là encore que l'ordre du jour de l'assemblée ait été dressé par d'autres que par ceux qui la président : ce serait, néanmoins, à son bureau que reviendrait le droit d'agir comme le font ici οἱ ἄρχοντες. — Sur l'équivalence des mots *archontes* et *synarchiai*, cf. *supra*, p. 322 et nn. 7, 8, 9.

4. Pol., XXIII, 17, 6 ; XXIV, 8, 1 : ἀναδιδόναι διαβούλιον ὑπέρ... Caspari, p. 219, affirme que ces mots signifient, non pas « déclarer ouverte la discussion », mais « mettre en délibération ». Peut-être ; mais la nuance ne m'apparaît pas très importante ; de toute façon, l'acte demeure de ceux qui relèvent du bureau d'une assemblée.

5. Pol., XXXIII, 16, 4. — De même, le stratège paraît décider qu'un projet de décret ne peut pas être discuté ou ratifié : Liv., XXXI, 25, 9 ; Pol., XXII, 9, 12. Isolés, ces deux textes auraient peu de poids et ne résisteraient pas à l'objection que Caspari, p. 219, adresse au second : les formules employées pourraient s'appliquer aussi bien à un simple citoyen qui aurait présenté les observations prêtées dans l'un comme dans l'autre cas au stratège ; elles étaient assez fortes pour obliger tout le monde à s'incliner et leur auteur est bien ainsi l'auteur de l'ajournement du débat (cf. d'ailleurs ἐξέβαλον τὸ διαβούλιον de Pol., XXIX, 24, 5). Mais, quand on rapproche ces textes des autres, aucun doute ne peut plus subsister. — Enfin, c'est certainement au stratège qu'est attribuée la clôture de la session : Liv., XXXI, 25, 10 ; XXXII, 20, 3.

son élection¹; ou bien elle correspond à un droit et le stratège agit en la circonstance comme président-né du bureau de l'assemblée². Un président individuel paraissant nécessaire à une assemblée³ et aucun damiorgos n'étant jamais signalé comme jouissant d'une autorité supérieure à celle de ses neuf collègues, la seconde explication est certainement préférable à l'autre⁴.

Toutefois, une réserve importante est imposée par un détail du récit que fait Tite-Live de la synklêtos tenue à Sikyon en 198⁵. On y voit les dix damiorgoi discuter, sans que le stratège intervienne et, à coup sûr, sans qu'il puisse intervenir⁶, d'une question qui, dans quelque assemblée que ce soit, relève du bureau, sinon même du seul président : il ne s'agit, en effet, de rien de moins que de savoir si un projet de décret peut être mis aux voix⁷. Ce texte a provoqué de nombreuses controverses, sans que la véritable solution ait été aperçue⁸.

1. Dans les cas qui viennent d'être cités, les stratèges, lorsque leur nom est connu (il ne l'est pas pour Pol., XXXIII, 16, 4), sont : Kykliadas, Aristainos, Lykortas et Hyperbatos. A part Aristainos et Lykortas, la réputation de ces stratèges ne semble pas avoir été exceptionnelle. Ainsi, on ne peut parler de l'influence personnelle qu'auraient pu exercer un Aratos ou un Philopoïmen — encore celui-ci entre-t-il en conflit avec les damiorgoi (Liv., XXXVIII, 30, 4) — ; il ne peut s'agir que de l'autorité qu'ils doivent à leurs fonctions. Ajoutons qu'ils sont les chefs militaires et qu'il s'agit de débats de politique extérieure, dans lesquels il est bien naturel qu'ils jouent, en cette qualité, un rôle primordial.

2. Président du bureau ne signifie pas nécessairement président du collège des synarchiai. On admet d'ordinaire (H. Swoboda, *Gr. Volksbeschl.*, p. 138; Hermann⁶-Swoboda, p. 404; Niccolini, p. 214; Busolt-Swoboda, p. 1566; Schwahn, col. 1257, ll. 46 sq.) que ce collège était présidé par le stratège. Cela n'est pas sûr : la convocation des archai par le stratège (Pol., XXII, 10, 2) n'en est pas une preuve suffisante et une réunion de ce genre (*infra*, p. 370, n. 1) peut se passer de président. Après avoir expliqué, *supra*, p. 322, par un souci de rapidité les textes où Polybe attribue au seul stratège la convocation de l'assemblée, il n'y a pas contradiction à faire de lui le président de l'assemblée : sa présidence peut fort bien, en effet, ne commencer qu'une fois l'assemblée réunie, parce qu'elle n'est pas nécessaire auparavant.

3. Même lorsqu'à Athènes, sans doute en 378/377 (*IG*², t. II, 1, n° 44; cf. G. Glotz, *REG*, 1921, t. XXXIV, pp. 1-19; G. Glotz et R. Cohen, *Hist. gr.*, t. III, Paris, 1936, p. 128), le nombre des membres du bureau de l'assemblée passe de cinquante à neuf par la substitution des proédroi aux prytanes, l'un des neuf proédroi est épistate.

4. C'est bien cette solution qui est ordinairement adoptée, toutefois en expliquant la présidence de l'assemblée par la présidence des synarchiai : Hermann⁶-Swoboda, p. 408; Niccolini, p. 209; Busolt-Swoboda, p. 1568; Schwahn, col. 1259.

5. Liv., XXXII, 22, 2-3.

6. Le stratège ayant déjà exprimé son opinion (*ibid.*, 20, 3-21, 37) et celle-ci étant celle sur laquelle les dix damiorgoi se partagent en deux groupes de cinq, le stratège ferait aussitôt pencher la balance en faveur de ceux qui veulent *referre*, s'il avait le droit de participer à ce débat.

7. Telle est, me semble-t-il, la véritable et la seule portée de la discussion : cf. *infra*, pp. 373 sqq.

8. Les uns n'acceptent pas le récit de Tite-Live : W. Schorn, p. 64; W. Vischer, *Kl. Schr.*, t. I, p. 572 sq.; A. Weinert, p. 26. Il est évident qu'ils ont tort : ce ne sont pas des choses qui s'inventent et la cohérence du récit (cf. 22, 4-8) interdit toute

Toute difficulté s'évanouit lorsqu'on constate que le projet de décret sur la recevabilité duquel les damiorgoi sont partagés a pour auteur le stratège lui-même, indépendamment du reste du bureau ¹. Il suffit, dès lors, d'imaginer que le stratège cesse de faire partie du bureau de l'assemblée ² lorsqu'il intervient directement dans les débats pour exposer son avis personnel et proposer un projet qui n'engage que lui seul ³. Cette règle, qui, loin d'être inconnue des régimes parlementaires modernes, y est même poussée plus loin encore ⁴, a pour but évident d'interdire au stratège de participer, à titre individuel, à un débat et de le présider en même temps : lui seul est responsable du choix qu'il opère entre deux rôles difficilement compatibles dès qu'on entend que le président d'une assemblée exerce ses fonctions avec un minimum d'impartialité. Ainsi se concilient très aisément ces données à première

hypothèse d'erreur. Les autres l'acceptent, mais ou bien (Freeman, Caspari, Larsen, cf. *supra*, p. 357, n. 3) en en tirant la conclusion, certainement fausse, que le stratège ne fait en aucun cas partie du bureau, ou bien en ne parvenant pas à dissimuler leur embarras : cf. *infra*, p. 371, n. 2, et p. 373, n. 1.

1. Le fait est essentiel pour mon explication. Aussi dois-je compléter ce que j'ai déjà dit sur ce point dans *REA*, 1933, t. XXXV, p. 460. Dans le discours que Tite-Live prête à Aristainos (21, 1-37), il n'est pas question d'un projet déposé par le stratège, ni même d'une proposition quelconque faite par lui. Mais il faut noter que ce discours est l'œuvre de Tite-Live lui-même, qui s'est assurément servi des indications de Polybe, sans s'astreindre cependant ni à n'y rien ajouter, ni à n'en rien retrancher. On remarquera ensuite que le sens du discours est extrêmement clair : si Aristainos ne propose pas formellement l'alliance romaine, il la recommande ouvertement. Dès lors, et comme il arrive très souvent lorsqu'un historien fait le récit d'un débat devant une assemblée, il se peut que Polybe et Tite-Live aient ici négligé de signaler la conclusion pratique à laquelle aboutit le discours : elle n'avait d'importance qu'au point de vue de la procédure, qui demeure secondaire, et il était permis de la sous-entendre. Enfin, Polybe (XVIII, 13, 8-10) montre que le nom d'Aristainos demeura attaché à la décision prise par cette synklétos de Sikyon : il ne semble pas qu'il eût pu en être ainsi si son rôle s'était borné au discours que lui attribue Tite-Live et si ce discours devait être interprété *stricto sensu*. Ainsi, pour établir qu'Aristainos est bien l'auteur du projet dont discutent les damiorgoi, point n'est besoin de montrer dès maintenant (cf. *infra*, p. 373) que le bureau ne peut pas rédiger un probouleuma après la discussion. — Quant au fait qu'Aristainos parle uniquement en son nom personnel, il se passe assurément de preuve.

2. Il est prouvé que, pour des motifs d'ailleurs inconnus, la présidence d'une assemblée pouvait, dans certains Etats, changer de titulaire au cours d'une même séance : cf. Brandis, *RE*, t. V, col. 2189.

3. On pourra songer à objecter que, dans ce même récit, Tite-Live (XXXII, 20, 3) attribue au stratège le droit de prononcer la clôture de la session, ce qui implique, semble-t-il (cf. *supra*, p. 358 et n. 5 *in fine*), qu'il est président. Mais ce droit lui est attribué avant le moment où il prend la parole pour soutenir une opinion personnelle ; le discours où il prend parti ne commence qu'en 21, 1.

4. Dans les assemblées achaïennes, le bureau considéré collectivement a le droit de faire à l'assemblée une proposition et de participer au débat tout en continuant à exercer ses fonctions de bureau. Cette pratique est aujourd'hui jugée inconciliable avec le principe même du parlementarisme : le bureau d'une assemblée politique doit demeurer neutre.

vue contradictoires. Mais rien ne permet de savoir si, lorsque — pour employer l'expression française correspondante — le stratège « descend » ainsi « du fauteuil présidentiel », l'un des dix damiorgoi prend sa place comme président de séance ou si la présidence est exercée collectivement par les dix damiorgoi jusqu'à la fin de la délibération.

Faute d'indications précises, il est impossible de se faire une idée complète des pouvoirs du bureau de l'assemblée. Du moins en voit-on assez pour juger qu'ils sont de deux ordres.

Il en est qu'on pourrait appeler réglementaires et administratifs ¹ : ce sont ceux qui sont destinés à lui permettre d'assurer la bonne marche, la dignité et la liberté des débats. C'est ainsi qu'il peut — il s'en arroe du moins le droit en 217 et une telle décision demeure évidemment exceptionnelle — déplacer d'une ville à une autre une assemblée déjà réunie : il faut donc qu'il soit habilité à ajourner à son gré l'assemblée ². Il prononce la clôture de la session ³. Il dispose d'un héraut pour adresser ses communications à l'assemblée ⁴. Il procède avant le vote à l'examen des projets de décret et peut écarter ceux qui sont contraires aux lois ⁵. Mais les textes d'interprétation sûre ne sont pas plus nombreux. Car, lorsqu'en 146, « ceux de la gérousia » veulent « empêcher » le stratège Kritolaos « de prononcer de tels discours ⁶ », rien ne permet de prouver, d'une part, que *gérousia* soit le nom donné au bureau ni que les damiorgoi aient pu être appelés *gérontes* ⁷ et, d'autre part, qu'en prenant cette initiative les membres de la gérousia usent d'un pouvoir réglementaire et ne cèdent pas simplement à leur indignation : on ne peut donc pas s'appuyer sur ce texte pour attribuer au bureau ce qu'on appellerait aujourd'hui le droit de rappeler un orateur

1. J'entends par là des pouvoirs que l'habitude des régimes parlementaires modernes conduit à considérer comme des pouvoirs normaux d'un bureau d'assemblée.

2. Pol., V, 1, 9 : il a fallu ménager un certain délai entre les deux séances de l'assemblée, tenues l'une à Aigion, l'autre à Sikyon ; ce n'en était pas moins la même assemblée et la même session ; c'est donc exactement ce qu'on appelle aujourd'hui le droit de suspension et d'ajournement. — On parle parfois d'ajournement de l'assemblée pour Pol., XXII, 9, 12, et XXIX, 24, 5 : dans le premier texte, il s'agit de l'ajournement d'un décret, non pas de l'assemblée ; dans le second, ce n'est pas la même assemblée qui se réunit par la suite.

3. Liv., XXXI, 25, 10 et XXXII, 20, 3 (le stratège au nom du bureau) ; Pol., XXIX, 24, 5 (le bureau tout entier).

4. Liv., XXXII, 20, 1.

5. Cf. *infra*, pp. 376 sq.

6. Pol., XXXVIII, 13, 1 : *Τῶν δὲ τῆς γερουσίας βουλευμένων ἐπιλαμβάνεσθαι καὶ πωλύνειν αὐτὸν* (*Critolaum praetorem* : cf. 12, 7) *τῶν τοιοῦτων λόγων* ; il s'agit de discours enflammés qui attaquent directement les magistrats achaiens, c'est-à-dire les damiorgoi, et les ambassadeurs romains (12, 7 sqq.).

7. Je n'ai marqué qu'avec réserves ma préférence pour cette interprétation, *supra*, pp. 153 sq.

à l'ordre. Pour tout le reste, police de l'assemblée, tour de parole, limitation de la durée des discours, maintien du débat dans les limites de la question posée, collaboration avec l'auteur d'un projet de décret pour donner à celui-ci ou avec le grammateus pour donner aux textes adoptés une forme régulière et définitive, etc., l'obscurité est complète, si on désire s'en tenir, comme il faut le faire, aux renseignements fournis sur les seules assemblées achaïennes.

Mais le bureau possède aussi des pouvoirs politiques : il guide non seulement matériellement, mais encore politiquement les débats ¹ ; il exprime son opinion ; il intervient en faveur d'une solution déterminée ; bien plus, il use de ses pouvoirs administratifs pour appuyer la décision qu'il recommande ou au moins pour tenter d'empêcher l'adoption de celle qu'il combat ². Il est donc loin de demeurer neutre. Mais, outre que cette neutralité, à nos yeux indispensable, ne paraît guère avoir correspondu à une idée admise par les Grecs, comment pourrait-il être neutre, puisqu'il est composé des magistrats fédéraux qui sont au premier chef des hommes politiques ³ ?

II

Nous ignorons tout des cérémonies religieuses par lesquelles s'ouvrent certainement les séances ⁴.

1. Le seul interprète du bureau qui intervienne alors est le stratège : cf. quelques exemples, *infra*, p. 366, n. 2.

2. Liv., XXXI, 25, 9 ; Pol., XXII, 9, 12 : les raisons invoquées sont bonnes, au moins dans le second cas ; car, dans le premier, un peu de bonne volonté eût permis de surmonter aisément l'obstacle (cf. *supra*, pp. 349 sqq.). Il faut rapprocher de ces incidents les cas où les magistrats échappent à l'obligation de réunir une assemblée : Pol., XXII, 10, 10 sqq., et XXIII, 5, 16 sqq. (cf. *supra*, pp. 189 sqq. et 348 sq.). L'état d'esprit est identique : on coupe court à une difficulté possible en invoquant une raison juridique plus ou moins solide.

3. En grossissant beaucoup les choses, supposons, dans un régime parlementaire moderne, le bureau d'une assemblée formé par les ministres. — Les Grecs ne paraissent pas avoir éprouvé le besoin de séparer les pouvoirs en cette matière. Même à Athènes, où l'ekklèsia délibère sur un probouleuma de la boulè, ce sont toujours des représentants de la boulè qui constituent le bureau, prytanes ou proédroi. — L'opposition fondamentale des conceptions grecque et moderne se trouve, me semble-t-il, dans le double principe, d'une part, qu'une assemblée grecque n'élit pas son bureau comme tel et ne le tire pas de son sein, d'autre part, — et c'est plus important encore — qu'une assemblée grecque ne se réunit pas spontanément ou plutôt (car il y a le cas de l'ekklèsia qui se réunit au lendemain de la surprise d'Elatéia, Dém., XVIII, 169) ne peut pas se constituer en assemblée délibérante spontanément, sans le concours des autorités compétentes : cf. Br. Keil, p. 377, au sujet d'Arist., Pol., IV, 15, p. 1299 B, ll. 38 sqq., et surtout Busolt³, p. 452, n. 1. Au contraire, les Parlements modernes peuvent et en certains cas doivent se constituer et agir, non seulement sans, mais parfois contre l'avis du pouvoir exécutif.

4. Il est absolument indispensable d'en admettre l'existence, surtout quand les assemblées se réunissaient dans le sanctuaire de l'Hamarion.

Nous ignorons de même, plusieurs affaires pouvant être soumises à la synodos ¹, dans quel ordre elles viennent devant elle ², si cet ordre est fixé par la loi, la coutume ou des décrets accordant à cet égard des privilèges ³, ou bien s'il dépend seulement du bon vouloir du bureau.

Une question importante, que les habitudes parlementaires grecques obligent à poser, est celle du probouleuma ⁴. Elle ne peut malheureusement pas être résolue avec certitude. Aucune trace n'existe nulle part, pour les assemblées fédérales achaïennes, d'un probouleuma préparé par qui que ce soit, dont lecture serait donnée au début de la discussion. Pour désigner un acte dont la substance n'est pas définie, qui semble, cependant, pouvoir être interprété comme un rapport sur l'affaire examinée ou au moins comme une « position de la question » et, ainsi, se rapprocherait du probouleuma, Tite-Live emploie le verbe *referre* ⁵. Mais une difficulté provient tout d'abord de ce qu'une *relatio* est indiquée à deux reprises dans le récit de la même assemblée, et à deux moments différents du débat : la première avant même qu'un citoyen prenne la parole ⁶, la seconde après les discours et avant de passer au vote ⁷. La meilleure solution paraît être de ne pas donner dans les deux cas le même sens au mot *referre*. Tite-Live, en effet, se révèle dans ce récit fort embarrassé parce que le latin ne lui fournit

1. Cf. *supra*, pp. 343 sqq.

2. Il est probable qu'on observe l'ordre qui leur a été attribué sur le *programma* de convocation. Mais cet ordre dépendait-il lui-même du caprice des magistrats convocateurs ?

3. Je songe au privilège souvent concédé à certains Etats ou individus d'être introduits μετὰ τὰ ἱερὰ : cf. Brandis, *RE*, t. V, col. 2188 ; Keil, p. 378 ; Busolt, p. 514 et n. 2. Aucun exemple n'existe pour la Confédération achaïenne. Cette pratique est cependant extrêmement probable. — Il faut penser sans doute que, dans la synodos électorale, les élections passaient aussitôt après « les affaires sacrées ».

4. Il est à peu près indispensable à cause de l'incapacité où se trouve le peuple d'agir spontanément (cf. plus haut, p. 362, n. 3). Le principe posé par Arist., *Ath. pol.*, 45, οὐκ ἔξεστιν οὐδὲν ἀποβούλευτον... ψηφίσασθαι τῷ δήμῳ, ne vaut pas seulement pour Athènes.

5. Liv., XXXI, 25, 9 ; XXXII, 20, 4 ; 22, 3 ; 8 ; XXXVIII, 31, 2. Le sens du mot n'est jamais très clair : il est d'ailleurs, on le verra, variable selon les cas. Mais si, au moins en XXXVIII, 31, 2, il signifie sans doute « proposer un projet », il ne peut pas, ailleurs, désigner moins que la *relatio* du magistrat convocateur et président dans une séance du Sénat romain, c'est-à-dire une définition de l'affaire mise en délibération et un exposé sur elle.

6. Liv., XXXII, 20, 4 : le sujet est *magistratus*, qu'il faut interpréter comme on interpréterait οἱ ἄρχοντες ; dans les mêmes circonstances chez Polybe, c'est-à-dire comme désignant à la fois le stratège et les damiorgoi, l'ensemble du bureau de l'assemblée (de même en 20, 1).

7. *Ibid.*, 22, 3 et 8 ; il s'agit encore des *magistratus* (22, 2), mais le stratège n'y est plus compris (cf. *supra*, pp. 359 sqq.). L'emploi du même mot pour désigner des groupes différents s'explique, aussi bien chez Polybe (qui aurait pu employer οἱ ἄρχοντες dans les deux cas) que chez Tite-Live, parce que l'unique stratège ne compte guère, en tant qu'individu, en face des dix damiorgoi.

pas un vocabulaire technique dont les expressions puissent s'appliquer exactement aux différents aspects de la procédure parlementaire grecque, cette procédure n'ayant à Rome rien qui lui corresponde exactement. Aussi emprunte-t-il des termes tantôt au vocabulaire des assemblées du peuple ¹, tantôt à celui des séances du Sénat ². Mais, sentant leur impropriété, il les atténue parfois et marque qu'il ne peut pas s'agir d'une synonymie parfaite ³. Il est donc permis de penser qu'il a pu parfois aussi négliger ou ne pas trouver le moyen d'apporter l'atténuation nécessaire et donner, quand le contexte lui semblait suffisamment explicite, au mot qu'il employait un sens variable selon les circonstances : ici calqué assez exactement sur son sens officiel à Rome ⁴, là plus libre et plus vague afin de traduire une simple approximation plutôt qu'une rigoureuse assimilation ⁵. S'il en est bien ainsi — et on n'aperçoit pas qu'il soit possible de rendre compte autrement de ce texte —, c'est évidemment la seconde *relatio* qu'il faut pour l'instant écarter ⁶. Toutefois, un autre obstacle subsiste et l'assimilation de la première *relatio* à un probouleuma ne s'impose pas le moins du monde. En effet, à interpréter strictement la phrase de Tite-Live, cette première *relatio* n'est intervenue qu'après l'audition des ambassades étrangères ⁷ alors que le bon sens indique qu'il aurait dû y être procédé auparavant, au début même de la séance ⁸. Aussi serait-il indispensable de conclure ou bien que Tite-Live a fait erreur ⁹ ou bien que cette

1. Je laisse de côté *concilium* qu'il était difficile de ne pas employer. Mais on trouve des termes spécifiquement techniques : *contio* (19, 13 ; 20, 7) ; *suadere* (20, 1 ; 4 ; 6 ; 7 ; 21, 3) ; *suffragium* (22, 3) ; *recitare* (22, 5). Sur ces mots, cf. Mommsen, *Droit public*, trad. Girard, t. VI, 1 (Paris, 1889), pp. 449, 453 sqq., 461 sqq., 450.

2. *Sententia* (19, 9 ; 21, 2) ; *censere* (20, 3 ; 4) ; *referre* (20, 4 ; 22, 3 ; 8) ; *perrogare sententias* (22, 5 ; 23, 1). Sur ces mots et expressions, cf. Mommsen, *Droit public*, t. VII (Paris, 1891), pp. 135 sqq., 165 sqq., et Willems, *Le Sénat de la Rép. rom.*, t. II (Louvain-Paris, 1883), pp. 175 sqq., 184 sq., 190.

3. *Pro sententia* ou *sententiis dicere* (19, 9 ; 21, 2) : cf. *supra*, p. 325, n. 7.

4. Par exemple *contio* ou *suffragium*.

5. C'est évident pour *perrogare sententias* dont le sens n'est pas douteux et qui n'a cependant aucun rapport avec l'opération ainsi désignée au cours d'une séance du Sénat.

6. La *relatio* intervient à Rome avant la délibération et non pas après elle, au moment de passer au vote. Sur le sens et la portée de cette seconde *relatio*, cf. *infra*, pp. 372 sqq.

7. Liv., XXXII, 20, 4 : *in concilio ad eam rem unam indicto, cum legatorum utrimque verba audieretis, cum referant magistratus, cum praeco ad suadendum vocet...* La *relatio* n'a pas été mentionnée précédemment, mais les discours des ambassadeurs (19, 11-12) l'ont été, avant l'appel du héraut (20, 1).

8. Outre le bon sens, — car les citoyens doivent être informés avant d'entendre les ambassadeurs, — les textes montrent qu'il en était bien ainsi, par exemple à Athènes : cf., par exemple, Xén., *Hell.*, VII, 1, 2 et 11, où Proklès de Phlious appuie et justifie le projet proposé par la boulè athénienne.

9. Il faut avouer que ce premier discours d'Aristainos (20, 3-6) est extrêmement

relatio n'est pas un probouleuma à la manière grecque ordinaire ¹ — et aucune raison objective n'existe pour faire préférer une solution à l'autre ².

On ne manquera pas de rapprocher de cette incertitude l'impossibilité, précédemment reconnue, de savoir si la Confédération achaïenne possède, outre ses magistrats et ses assemblées, une boulè ³. On se convaincra, dès lors, qu'il est impossible de prétendre apporter en l'espèce autre chose qu'une hypothèse. La plus probable ⁴ — ou la moins improbable — est qu'avant d'aborder une affaire, avant même de donner la parole aux ambassadeurs ⁵, il était fait au nom des magistrats une communication à l'assemblée : en précisant la question à traiter, elle en exposait ou en rappelait, s'il était possible ⁶ et nécessaire ⁷, les prin-

suspect. Il n'est pas, en effet, dans la manière de Polybe qui ne se serait pas amusé à refaire une intervention si peu importante. Tout au plus Tite-Live a-t-il pu trouver dans le texte original de Polybe une phrase comme : « Le stratège Aristainos fit tous ses efforts pour que, dans une circonstance aussi grave, quelqu'un prit la parole. » Tite-Live a fabriqué un développement au style direct en y introduisant les détails qui lui plaisaient. Toute la question est de savoir si, dans le récit antérieur de Polybe, il trouvait mention de quelque chose qui lui parût pouvoir être désigné comme une *relatio* des magistrats. Mais, dans ce cas, n'aurait-il pas pu modifier l'ordre dans lequel se sont déroulées les opérations de l'assemblée ?

1. Il est impossible d'écarter l'hypothèse que cette *relatio* est tout simplement *sua-dendi, si quis vellet, potestas a magistratibus facta* mentionnée en 20, 1. Pour l'appuyer, il serait important de prouver qu'on appelait *relatio* à Rome l'acte par lequel le président du Sénat ouvrait la discussion, après l'audition d'une ambassade étrangère, sur ce qu'elle venait d'exposer au Sénat. A lire Mommsen, t. VII, pp. 140 sqq. et Willems, pp. 175 sqq., il ne le semble pas. Mais tout ce vocabulaire, lorsqu'il est manié par les écrivains, n'est rien moins que strict (cf. Mommsen, pp. 135 sqq., 142). L'hypothèse est donc très plausible et nous n'aurions plus rien de comparable à un probouleuma.

2. Des deux autres textes de Tite-Live où le même mot *referre* se trouve employé, il est difficile de rien tirer : en XXXI, 25, 9, toute indication manque pour décèler le sens et la place de cette *relatio* dans la session de l'assemblée ; en XXXVIII, 31, 2, s'il semble bien (cf. *infra*, p. 366, n. 2) qu'on puisse penser à un probouleuma, ce n'est nullement certain.

3. Cf. *supra*, pp. 150 sqq. Si la Confédération achaïenne ne possédait pas de corps officiellement appelé *boulè*, il serait nécessaire, évidemment, d'attribuer toujours aux magistrats la fonction probouleumatique. Si elle possédait une boulè, il se pourrait encore que les magistrats eussent exercé cette fonction concurremment avec cet organisme selon les cas.

4. Je penche pour elle parce que je penche également pour la première des deux solutions envisagées à la n. précédente.

5. En conséquence, Tite-Live se serait trompé en plaçant la *relatio* après les discours des ambassadeurs.

6. Ce devait être à peu près impossible lorsque des ambassadeurs survenaient à l'improviste. Le probouleuma devait alors se borner à indiquer très brièvement qui ils étaient et quels rapports la Confédération entretenait avec l'Etat qu'ils représentaient.

7. Je ne crois pas qu'à l'ouverture de la synklètos de Sikyon à l'automne 198, lorsque l'affaire à discuter faisait partout l'objet de toutes les conversations (Liv., XXXII, 19, 9 ; 20, 4) et avant de laisser parler les ambassadeurs, un long exposé ait été nécessaire.

cipales données ; elle pouvait n'aboutir à aucune conclusion ferme ; mais elle pouvait aussi se terminer par un projet de décret formellement présenté à l'approbation de l'assemblée ¹. Simple hypothèse, mais qui ne laisse subsister aucune contradiction entre les cas où les magistrats, c'est-à-dire le stratège et les damiorgoi agissant en commun, paraissent recommander dès le début des séances une solution déterminée ² et ceux où l'assemblée, hésitante, est certainement livrée à elle-même ³.

La presque totalité des récits d'assemblées achaiennes qui nous sont parvenus concernent des débats de politique extérieure ; on y voit donc très souvent intervenir des ambassades. Qu'il s'agisse d'ambassadeurs achiens rendant compte de la mission qu'ils ont accomplie ⁴, ou d'ambassadeurs étrangers qui exposent le but de leur démarche ⁵, la

1. Alternative bien connue pour les probouleumata à Athènes.

2. Il n'en existe aucun exemple sûr. Voici cependant quelques cas qu'il est au moins permis d'interpréter de la sorte : — 1^o Liv., XXXVIII, 31, 2 : il n'y est question que de Philopoïmen ; mais il est possible et même probable que celui-ci, qui n'est pas encore en désaccord avec les damiorgoi (30, 4 est assurément postérieur : cf. *Mél. Glotz*, t. I, p. 50, n. 6), parle au nom des synarchiai. — 2^o Liv., XXXIX, 36, 6-37, 17 : ce discours n'est pas le probouleuma, car il est trop long et suit le discours d'Appius Claudius (36, 3-4) ; mais la décision prise dans une assemblée immédiatement antérieure (35, 5-8) montre que les Achiens sont en très grosse majorité favorables à la politique défendue par Lykortas ; si donc il y a eu un probouleuma, il devait conclure comme Lykortas, dont j'interprète le discours comme une défense du probouleuma contre les objections d'Appius Claudius. — 3^o Le cas me paraît à peu près identique en Pol., XXIII, 17, 6-11 : Lykortas préside (6) ; Polybe ne signale rien avant son discours ; il parle donc au nom des synarchiai ; son discours, trop long, n'est pas le probouleuma ; mais, s'il y a eu probouleuma, il concluait comme Lykortas dont le discours est fait pour développer et compléter le probouleuma. — 4^o Pol., XXIV, 8, 1-7 : le stratège Hyperbatos est président (1) ; il ne peut pas mettre en délibération cette affaire de sa propre autorité et sans l'assentiment des damiorgoi ; or, toute l'argumentation de Lykortas et les événements antérieurs (cf. *REA*, 1928, t. XXX, pp. 59-61) montrent que consulter l'assemblée, c'est l'inviter à revenir sur la décision prise précédemment ; s'il y a eu probouleuma, je ne puis donc croire comme Hermann⁶-Swoboda, p. 405, n. 4, qu'il n'ait pas conclu. — 5^o Pol., XXVIII, 12, 2 : οἱ περὶ τὸν Ἀρχωνα (1) ne doit pas désigner le seul Archon ; en tout cas, il est contradictoire d'invoquer ce texte et d'affirmer en même temps (Swoboda, *Klio*, 1911, p. 460 et n. 3 ; Hermann⁶-Swoboda, p. 405 et n. 4) que le stratège *scheint an dem Probuleuma der Damiurgen nicht mit teilgenommen zu haben*.

3. Le cas est plus fréquent et plus sûr. En 198, à Sikyon, la première *relatio* (Liv., XXXII, 20, 4) n'a certainement pas conclu. Les cinq ou six affaires dont la synodos de Mégalopolis en 185 est saisie (Pol., XXII, 7, 5 sqq. ; cf. *supra*, pp. 343 sq.) sont discutées sans qu'un seul projet de décret présenté par un probouleuma serve de base à la discussion : ce sont les discours des ambassadeurs achiens ou étrangers qui jouent ce rôle. Il en est de même en Pol., XXVIII, 7 : si οἱ περὶ τὸν Ἀρχωνα (1) ont annoncé qu'ils soutiendraient la demande d'Attalos (1-2), ils ne l'ont pas fait au début dans un probouleuma positif, puisqu'au milieu du débat l'opinion du stratège est encore inconnue (6). Cf. encore XXIX, 23, 8 sqq., et 24, 6 sqq.

4. Pol., XXII, 7, 5 ; 9, 2 ; etc.

5. Liv., XXXII, 19, 11-12 ; Pol., XXII, 7, 8 ; etc.

parole leur est toujours donnée en premier lieu. Dans les synklêtoi, leur audition paraît normalement occuper la plus grande partie du premier jour de la session, sinon la journée tout entière ¹. Les étrangers ne sont introduits dans l'assemblée que quand le moment est venu d'examiner l'affaire qui les intéresse ². Mais ils ne sont pas exclus de la séance, aussitôt leur communication terminée, et ils assistent au débat que celle-ci fait naître. Au cours de ce débat, des questions peuvent leur être adressées ³ et eux-mêmes peuvent demander à prendre de nouveau la parole ⁴. Une telle demande paraît, toutefois, être demeurée exceptionnelle, sauf de la part des légats romains. Ceux-ci, en effet, — et sans doute aussi précédemment le roi de Macédoine ⁵ — participent activement aux débats, prononcent souvent plusieurs discours, argumentent avec les orateurs citoyens ⁶. C'est évidemment qu'ils ne sont pas traités comme des ambassadeurs ordinaires : ils sont à ces derniers ce qu'est Rome aux autres États étrangers. C'est aussi qu'ils ne se présentent pas comme de simples ambassadeurs, mais comme de véritables négociateurs qui viennent « conférer avec les Achaïens. ⁷ ». On s'explique ainsi la grande liberté dont ils jouissent et que le bureau de l'assemblée ne puisse pas leur refuser la parole chaque fois qu'ils manifestent le désir de la prendre.

Les ambassadeurs entendus, la parole passe aux citoyens et normalement, dans une synklêtos, le second jour de la session est consacré à l'exercice de ce droit ⁸. Il s'accompagne du droit de déposer des projets de

1. A Sikyon, à l'automne 198, les discours des ambassadeurs remplissent la première journée (Liv., XXXII, 19, 11-13). Et cette pratique s'accorde sans peine avec la règle du dépôt des projets de décret le second jour (Pol., XXIX, 24, 10). Toutefois, la discussion par les citoyens achaiens peut commencer dès le premier jour. La preuve s'en trouve en Pol., XXIX, 24, 6 sqq. : en l'espèce, il ne nous est pas signalé que les ambassadeurs égyptiens aient repris la parole ; ils ont dû cependant parler (je corrige ici l'interprétation que j'ai apportée, *REA*, 1933, t. XXXV, p. 460) ; mais Polybe a jugé inutile de répéter ce qu'il avait déjà résumé en 23, 8. Ainsi le débat s'ouvre dès la première séance lorsque les discours des ambassadeurs en laissent le temps.

2. Pol., XXII, 7, 8 ; 9, 13.

3. Pol., XXII, 9, 5 ; Liv., XXXII, 21, 15.

4. Pol., XXXIII, 16, 4. C'est le seul exemple en dehors des ambassadeurs romains.

5. Puisque les facilités dont disposent les représentants qualifiés de Rome pour obtenir la réunion d'une synklêtos sont les mêmes que celles dont avait disposé le roi de Macédoine (cf. *supra*, pp. 200 sqq.), on est conduit à pousser plus loin l'assimilation. D'ailleurs, la liberté dont il est ici question n'est certainement pas le résultat d'une loi.

6. Exemple très net en Liv., XXXVIII, 36, 3-4, et 37, 19.

7. Pol., XXIII, 5, 17 : διαλεχθῆναι τοῖς Ἀχαιοῖς.

8. Cf. *supra*, n. 1.

décret et certainement, bien qu'aucun exemple formel n'en existe nulle part ¹, de proposer des amendements aux projets déjà connus. Bien entendu, nul n'est contraint de donner à son discours une conclusion aussi nette. Un texte de Polybe paraît même impliquer que les projets de décret ne peuvent pas être déposés dans une *synklêtos* avant le second jour : ainsi, les orateurs qui parlent dès le premier jour, si l'audition des ambassades leur en laisse le temps, devraient se borner à la discussion générale de l'affaire débattue sans aboutir à une proposition formelle ².

Sans qu'il ait, d'ailleurs, à déposer pour cela un projet de décret, il est permis à un citoyen, qui n'est pas membre du bureau, d'invoquer l'incompétence de l'assemblée ³, c'est-à-dire à la fois de présenter un « rappel au règlement », en l'espèce à la légalité, et de demander l'ajournement du débat. Dans le seul cas de ce genre qui soit connu, en 168, le bureau s'incline aussitôt et nous ignorons si l'assemblée eût dû ou pu être consultée, toute affaire cessante, sur cette « motion d'ordre », dans l'hypothèse où le bureau n'aurait pas reconnu le bien-fondé de l'observation qui lui était adressée.

Un autre texte fait connaître une intervention d'un simple citoyen qui pose, en somme, — il est vrai assez tardivement au cours de la délibération, — ce qu'on appellerait aujourd'hui « la question préalable ». Mais l'incident est rapporté trop brièvement pour qu'on puisse en tirer profit afin de tenter de préciser la procédure parlementaire achaienne ⁴.

Le héraut, « comme c'est la coutume chez les Grecs », invite ceux qui désirent parler à prendre la parole ⁵. Ce détail, joint à l'affirma-

1. Hermann⁶-Swoboda, p. 405, n. 6, cite comme exemple d'amendement Pol., XXVIII, 12, 3 sqq.; je n'y découvre rien de semblable : après avoir voté un décret, l'assemblée donne des ordres au stratège pour son exécution et désigne une ambassade ; ce ne sont pas là des amendements. Mais, si le droit de proposer un projet de décret existe, celui de proposer un amendement existe aussi *a fortiori*.

2. Polybe parle à la première séance d'une *synklêtos* ; cependant, le projet de décret correspondant à l'opinion défendue par lui n'est proposé que le second jour : Pol., XXIX, 24, 7-10.

3. Ainsi Kallikratès en 168, alors que rien ne permet de supposer qu'il soit *daniorgos* : Pol., *ibid.*, 5.

4. Pol., XXXIII, 16, 7. Avec cette différence qu'elle n'est pas posée au début de la délibération, c'est bien l'équivalent de la question préalable : les deux motions contradictoires sont repoussées.

5. Liv., XXXII, 20, 1 : *sicut Graecis mos est*. C'est le *τίς ἀγορεύειν βούλεται* ; bien connu à Athènes et dans d'autres Etats grecs ; la remarque explicative de Tite-Live est à rapprocher du texte de Cicéron, *In C. Verr.*, IV, 64, 142 : cette coutume surprenait les Romains.

tion par Polybe de l'existence de l'ἰσηγορία chez les Achaïens ¹, montre que chaque citoyen ayant accès à l'assemblée possède le droit d'intervenir. Assurément, les sources mentionnent très rarement des discours de citoyens étrangers à la classe dirigeante, c'est-à-dire de citoyens qu'elles ne signalent pas ailleurs comme magistrats, ambassadeurs ou membres influents d'un parti politique ². Mais leur silence est peut-être suspect. Il trouve, en effet, une explication satisfaisante dans le désir de Polybe de faire un sort aux seules interventions importantes par la réputation de leur auteur ou par leur intérêt intrinsèque. Si la seconde condition est remplie quand la première ne l'est pas, Polybe se borne très souvent à résumer le sens du discours sans préciser le nom de l'orateur ³. C'est ainsi que, sur cinq citoyens au moins qui se sont fait entendre dans un même débat devant une synodos, deux seulement sont nommés ⁴. De même, des formules comme « la masse achaienne était prête à... » ⁵ ou « les dispositions de la foule penchaient vers... » ⁶ sous-entendent, au moins en certains cas ⁷, des opinions exprimées dans des discours formels et non pas de simples interruptions, cris et manifestations d'approbation ou de contradiction. Aussi faut-il conclure à une liberté de parole plus largement exercée en pratique qu'il ne paraît si l'on s'en tient à l'*index oratorum* que le dépouillement des sources permet de dresser. On se souviendra, toutefois, de ce qui a été aperçu précédemment des mœurs aristocratiques de la prétendue démocratie achaienne ⁸. On ne s'imaginera donc pas que les petites gens aient osé rivaliser d'éloquence, de perspicacité et d'habileté politique avec les gouvernants et les chefs de partis devant un ou plusieurs milliers de citoyens aisés, sinon tous riches, venus de toutes les cités péloponnésienes : dépayés et, à vrai dire, étrangers

1. II, 38, 6 et 42, 3 : il s'agit de l'ἰσηγορία entre les différents Etats-membres de la Confédération (II, 38,8) ; mais elle implique l'autre dans l'esprit de Polybe.

2. Je n'aperçois pas, en effet, dans Polybe d'autre exemple que celui de Kassandros d'Aigine (XXII, 8, 9).

3. Dans le cas cité à la note précédente, il était indispensable de préciser que la parole était prise par un Aiginète : ainsi, l'exception confirme la règle.

4. Pol., XXVIII, 7, 5 sqq. Cf. aussi XXIX, 24, 6 : λόγων γινομένων πλειόνων, alors qu'un seul orateur est nommé en 7.

5. XXIX, 23, 9 : τὸ μὲν πλῆθος τῶν Ἀχαιῶν ἔτοιμον ἦν...

6. XXXIII, 16, 2 : ἔρρεπιν ταῖς γνώμας οἱ πολλοί... Des formules de ce genre sont extrêmement fréquentes.

7. Au cours de la synodos du récit de laquelle est tirée la phrase citée à la note précédente, il semblerait, à interpréter strictement Polybe, qu'un seul citoyen aurait pris la parole, et pour faire avorter le débat (XXXIII, 16, 7-8) : c'est manifestement impossible.

8. Cf. *supra*, pp. 335 sq.

dans cette foule pour eux anonyme, ils devaient bien vite se convaincre qu'ils s'étaient fourvoyés; ils n'avaient assurément d'autre ressource que d'écouter et de se taire.

Si la discussion prend un peu d'ampleur, le stratège est presque fatalement amené à y participer. Au contraire, les autres membres du bureau, les damiorgoi, n'interviennent pas, ou du moins jamais un discours n'est attribué à un damiorgos¹. Mais les affaires importantes, surtout celles qui relèvent de la politique extérieure, ne peuvent pratiquement pas être traitées sans que le stratège fasse connaître son opinion : Polybe l'affirme comme un fait reconnu². Il convient d'ailleurs, semble-t-il, de distinguer entre divers types d'interventions du stratège : le partage, souvent impossible, s'impose en certains cas. Tantôt le stratège est l'interprète des synarchiai, c'est-à-dire du collège qu'il constitue en se joignant aux damiorgoi et qui joue le double rôle de collège de magistrats et de bureau de l'assemblée. A ce titre, si un probouleuma recommandant une solution déterminée est présenté à l'assemblée au début de la discussion, celle-ci peut rendre indispensables des explications complémentaires ou un essai de réfutation de certaines objections imprévues³. A ce titre encore, et plus spécialement comme président de l'assemblée et du bureau, on voit le stratège Aristainos demander des précisions sur un projet de décret et, celles-ci n'étant pas fournies, renvoyer à plus tard la ratification de ce projet⁴. Tantôt le stratège agit seulement en son nom personnel⁵ : c'est cer-

1. Le très petit nombre des damiorgoi nommément désignés comme tels est d'ailleurs chose très notable : l'inscription *Sylloge*³, t. I, n° 519, en fait connaître un Liv., XXXII, 22, 5, un autre et Pol., XXXVIII, 13, 4, deux autres (malgré Hermann⁶-Swoboda, p. 400, n. 2, le deuxième est certainement Stratos de Tritaia et non pas Tritaieus de Stratos : cf. Pol., XXVIII, 6, 2 et 6 ; etc.). On considère souvent (Hermann⁶-Swoboda, *loc. cit.* ; Busolt-Swoboda, p. 1564, n. 1 ; p. 1566, n. 2) que Pol., XXII, 10, apporte les noms de plusieurs damiorgoi en exercice en 185. Pour partager cette opinion, je trouve qu'il y a parmi eux trop d'anciens stratèges (au moins trois : Philopoïmen, Diophanès, Lykortas) ; le collège des damiorgoi aurait eu un recrutement bien distingué (*summus magistratus* de Liv., XXXVIII, 30, 4, ne suffit pas à justifier l'hypothèse) ; surtout Philopoïmen avait été stratège l'année précédente (Pol., XXII, 7, 1-2) et le nommer aussitôt damiorgos aurait été empêcher la reddition des comptes et les procès possibles. Aussi irais-je plus loin que Niccolini, pp. 213 sq., qui me paraît avoir seul relevé tous ces détails : αἱ ἀρχαί de Pol., XXII, 10, 2, a sans doute un sens plus large et correspond non seulement au collège des synarchiai, mais aussi à tous les anciens stratèges consultés — exceptionnellement ou en vertu d'un usage normal ? — à cause de l'importance de la décision à prendre.

2. Pol., XXVIII, 7, 6 : ἐκάλει γὰρ τὰ πράγματα τὴν τοῦ στρατηγοῦ γνώμην.

3. Cf. *supra*, p. 366, n. 2.

4. Pol., XXII, 9, 5-12.

5. C'est ici, à mon sens, que réside la différence entre les institutions achiennes et attoliennes à laquelle Philopoïmen fait allusion en 192 (Liv., XXXV, 25, 7). L'expli-

tainement le cas d'Aristainos à Sikyon en 198¹ ; c'est certainement aussi celui de Philopoïmen devant une synklêtos en 192². D'une façon ou d'une autre, le principal magistrat de la Confédération achaïenne peut aisément prendre part au débat, exposer et soutenir son opinion : chef de l'armée, mieux informé que quiconque de la situation intérieure et extérieure du pays, il a toute liberté de défendre sa politique et, lorsque le peuple souverain le désavoue ou refuse de le suivre³, c'est assurément en pleine connaissance de cause.

Il est très difficile d'apprécier la qualité moyenne des discours prononcés, puisqu'aucun ne nous est parvenu dans son texte original et intégral. On doit donc se borner à constater d'une part qu'aucun citoyen achaïen n'a laissé de nom dans l'histoire de l'art oratoire et que Polybe ne fait l'éloge de l'éloquence d'aucun d'eux, d'autre part que les gouvernants achaïens, fréquemment appelés à parler en public, possèdent évidemment ce minimum de qualités innées ou acquises sans lequel le meilleur administrateur, diplomate ou homme de guerre⁴ ne saurait parvenir dans une démocratie grecque aux magistratures électives.

Il n'est pas moins malaisé de se faire une idée de ce qui peut plaire à l'ensemble des assistants. Ce serait chose possible pour Polybe

cation qu'en a tentée H. Swoboda, *Klio*, 1911, t. XI, pp. 458 sqq., atteint certainement la vérité lorsque, sous l'expression latine *sententiam dicere*, elle retrouve l'expression grecque γνώμην εἰπεῖν (cf. aussi *Klio*, 1919, t. XVI, pp. 338 sq.). Mais elle n'est pas satisfaisante pour l'essentiel, puisque, p. 463, elle aboutit à la constatation dass *Persönlichkeiten stärker sind als Gesetzesparagrafen*. On rendrait fort aisément compte de tous les faits en apparence contradictoires, si on admettait que le stratège aitolien ne pouvait pas, à la différence du stratège achaïen, présenter une motion à titre personnel dans une délibération *de bello* : ainsi, dans tous les cas aberrants, il agirait au nom des apoklêtoi ou de la boulê.

1. Liv., XXXII, 21.

2. Liv., XXXV, 25, 7-8. Cf. aussi Pol., XXVIII, 7, 6-7 ; XXXVIII, 13, 6 sq. — Le stratège peut émettre un avis personnel soit quand le probouleuma n'a pas recommandé une décision au nom de tous les magistrats, soit quand, pour une raison ou une autre (par exemple Liv., XXXV, 25, 4-6), le probouleuma est devenu caduc, soit peut-être aussi lorsque le stratège a une opinion différente de celle de la majorité des damiorgoi. — Ainsi, à mon sens, le stratège ne parle pas toujours au nom des synarchiai (*sic*, Swoboda, *Gr. Volksbeschl.*, p. 173, corrigé d'ailleurs par les pp. 138 sq.), ni toujours en son nom personnel (*sic*, Swoboda, *Klio*, 1911, pp. 460 sq., et Hermann-Swoboda, p. 405), mais tantôt à un titre et tantôt à un autre. Dire, comme Busolt-Swoboda, p. 1558, qu'il agit de telle ou telle façon *in gewissen Fällen* me paraît assez dangereux : l'expression introduit une idée de réglementation (explicitement affirmée par Dubois, p. 154) que rien ne permet de soupçonner nulle part.

3. Plut., *Aratos*, 37, 5.

4. Le jugement émis par Polybe sur Diophanès en XXII, 10, 4, ἀνθρώπος στρατιωτικώτερος ἢ πολιτικώτερος, porte sur ses qualités de diplomate et d'homme d'Etat, non pas sur son talent d'orateur.

qui se proclame non seulement insensible, mais hostile à l'usage des procédés de rhétorique et qui préfère la parole simple, nette et directe¹. Mais Polybe a reçu une éducation et acquis une expérience militaires et politiques qui sont certainement étrangères à l'immense majorité de ses concitoyens. Au vrai, une assemblée achaïenne demeure une foule de niveau intellectuel et culturel assez médiocre : les effets les moins nuancés, les arguments sentimentaux et les raisonnements spécieux portent sur l'auditoire² dont les passions sont, au surplus, faciles à éveiller.

Car ces assemblées sont parfois tumultueuses. Il n'est pas rare, en effet, que les sources signalent des murmures, des cris, des interpellations de banc à banc³. Un observateur averti discerne aisément, au cours même du débat et avant l'ouverture du scrutin, en quel sens la majorité est prête à se prononcer⁴ : il faut bien que des manifestations extérieures lui permettent ce pronostic. Lors de la crise finale, en 146, les passions se déchainent : les légats romains sont incapables de se faire écouter ; interrompus et insultés, ils sont finalement expulsés et l'assistance partage l'« enthousiasme » qui pousse le stratège Kritolaos aux pires hardiesses de langage⁵. Assurément, ce sont là des incidents d'une gravité exceptionnelle. Mais, sans que des scènes comparables se fussent déjà produites, plusieurs assemblées, tenues antérieurement et dans des circonstances normales, permettraient de prévoir qu'elles étaient possibles.

III

A la fin du débat, le bureau se trouve en présence d'un ou de plusieurs projets de décret, proposés par lui-même⁶ ou par des citoyens, sur lesquels il convient de consulter l'assemblée. Il procède alors à ce que Tive-Live appelle une *relatio*⁷.

En soi, le terme n'est pas clair. S'agit-il, comme le pensent les critiques récents, de la recommandation ferme, officiellement adressée au

1. On connaît les reproches qu'il adresse à Phylarchos (II, 56 sqq.) et à Timaios (XII, 25 sqq.).

2. Cf. Pol., XXII, 7-9 ; XXXVIII, 12, 7 sqq.

3. Liv., XXXII, 22, 1-2 ; Pol., XXII, 8, 13 ; 9, 6 ; etc.

4. Pol., XXVIII, 7, 8 ; XXIX, 23, 9 ; 24, 5 ; 25, 1 ; etc.

5. Pol., XXXVIII, 12, 2-4 ; 7 : θεάτρον συνεμβουσιῶντος ; 8 sqq.

6. Dans le cas d'un probouleuma positif.

7. XXXII, 22, 3 sqq.

peuple par le bureau, d'adopter un projet déterminé¹ ? L'interprétation n'est guère satisfaisante. En effet, cette *relatio* ne serait autre chose, dans cette hypothèse, que le probouleuma ; mais, si l'on s'en fie à toutes les analogies, la lecture du probouleuma est faite au début, non pas à la fin de la discussion ; au surplus, on l'a vu, Tite-Live, dans son récit de la même assemblée, a signalé une *relatio* antérieure qui correspond bien plus naturellement au probouleuma ordinaire chez les Grecs². A moins donc d'imaginer deux probouleumata successifs et différents, présentés l'un sans conclusion avant la délibération, l'autre avec projet de décret après la clôture du débat, — et l'hypothèse est peu faite pour séduire, — cette seconde *relatio* doit avoir une autre signification. On la découvre sans peine en regardant le texte d'un peu près.

Il s'agit de la synklêtos de Sikyon qui, à l'automne 198, fait passer la Confédération de l'alliance macédonienne à l'alliance romaine. Le probouleuma des magistrats n'a préconisé aucune décision³ : les préférences du collège des synarchiai ne se sont donc pas manifestées. Mais, en son nom personnel, le stratège Aristainos a exprimé une opinion et recommandé d'accepter les propositions de Rome⁴. Aucun autre orateur citoyen n'a pris la parole⁵ ; aucun projet de décret contradictoire n'a donc été déposé. C'est dans ces conditions qu'un désaccord s'élève parmi les dix damiorgoi qui constituent seuls le bureau, puisque le stratège s'en est exclu par l'initiative qu'il a prise⁶. Voici la phrase de Tite-Live : « Cinq [damiorgoi] déclaraient qu'ils devaient *referre* sur l'alliance romaine et ouvrir le scrutin ; cinq assuraient qu'aux termes de la loi il était interdit aussi bien aux magistrats de *referre* qu'à l'assemblée de décider rien de contraire à l'alliance avec Philippe

1. Hermann⁶-Swoboda, p. 405 ; Niccolini, p. 215 ; Busolt-Swoboda, p. 1558. J'ignore où Schwahn, col. 1258, ll. 15-18, trouve de quoi appuyer son assertion : *Bei Stimmengleichheit unter den Damiurgoi... begründete jeder Teil von ihnen... sein eigenes Votum*. Dubois, p. 141, est tout aussi fantaisiste. Weissenborn-Müller, *ad locum*, présente une explication assurément inadmissible : *ein Beschluss konnte... nur gefasst werden, wenn... die Mehrzahl der Damiurgen sich für einen Antrag erklärte*.

2. Liv., XXXII, 20, 4 ; cf. *supra*, pp. 363 sqq. Swoboda, dans *Klio*, 1911, p. 461, n. 1, et Hermann⁶-Swoboda, p. 405, n. 8, relève la première *relatio*, en l'interprétant comme un probouleuma, et n'aperçoit cependant pas qu'il aboutit ainsi à deux probouleumata.

3. Il y a eu un probouleuma (qui nous est peut-être signalé en 20, 4) et ce probouleuma n'a pas conclu : sinon, il y aurait au moins une *sententia* qu'Aristainos pourrait prendre pour base (21, 2) et une majorité se serait déjà formée dans le collège des synarchiai.

4. *Ibid.*, 20, 3-21, 37 ; il a déposé un projet : cf. *supra*, p. 360, n. 1.

5. C'est impliqué en 22, 1-2.

6. Cf. *supra*, pp. 359 sqq.

[V de Macédoine]¹. » Le sens du mot *referre* dans cette phrase demeurerait obscur, si Tite-Live ne définissait pas de nouveau, quelques lignes plus loin, l'attitude prise par les damiorgoi hostiles à la *relatio* : «... ce groupe, écrit-il, qui empêchait le projet de décret d'être lu et les suffrages d'être recueillis² ». Il s'agit donc simplement³ de lire le projet de décret qu'a déposé Aristainos. Dès lors, la véritable solution s'impose : cette seconde *relatio* correspond à la *pronuntiatio sententiarum*⁴ à laquelle procède, avant le vote ou *discessio*, le magistrat qui préside le Sénat romain, c'est-à-dire au choix et à la lecture des textes définitifs entre lesquels l'assemblée sera appelée à se prononcer. Le bon sens montrait que cet acte était indispensable⁵ ; il est heureux, cependant, qu'un texte vienne prouver qu'il était effectivement accompli⁶.

En la circonstance, d'ailleurs, l'acte revêt une importance considérable qu'il doit au caractère anormal de la situation. Le bureau de l'assemblée se trouve, en effet, saisi d'un unique projet de décret, celui d'Aristainos, et d'un projet sur lequel la loi lui interdit de consulter les citoyens⁷. Pour lui, par conséquent, accepter de faire une *relatio* sur ce sujet, c'est-à-dire de le lire devant l'assemblée et de le soumettre à ses suffrages, c'est *ipso facto* prendre parti : c'est révéler qu'à ses yeux

1. Liv., XXXII, 22, 3 : *quinque relatuos de societate Romana se aiebant suffragiumque daluos ; quinque lege cautum testabantur, ne quid, quod adversus Philippi societatem esset, aut referre magistratibus aut decernere concilio ius esset*. L'expression *suffragium dare* n'est pas officielle à Rome ; le sens qu'elle a pour Tite-Live n'est cependant pas douteux ; cf. IV, 49, 16. Dans notre passage, il est évident qu'elle est calquée sur une expression grecque comme *δοῦναι τὴν ψήφον* ou *ἀποδοῦναι χειροτονίαν* qui se rencontrent avec ce sens dans les inscriptions (cf. Brandis, *RE*, t. V, s. v. *Ekklesia*, col. 2176). Il semble étrange qu'elle ait pu être mal interprétée ; je me demande toutefois si une erreur sur elle n'est pas à l'origine de phrases comme celles de Hermann⁶-Swoboda, p. 405 (*der Strateg. . . gab sein Votum gesondert und nach ihnen [den Damiurgen] ab*), ou Schwahn, col. 1258, ll. 17 sq. (... *begründete jeder Teil von ihnen [den Damiurgen]*) und der *Strategie besonders sein eigenes Votum*).

2. Liv., XXXII, 22, 5 : *partis eius, quae decretum recitari perrogarique sententias prohibebat*.

3. *Sententias perrogare* est l'équivalent de *suffragium dare*, avec cette seule différence que la première expression provient du vocabulaire du Sénat romain tandis que la seconde convient à une assemblée populaire. Mais on a déjà vu que Tite-Live dans ce récit utilise indifféremment les deux vocabulaires : cf. *supra*, pp. 363 sq. Dans ces conditions, *decretum recitare* correspond à *referre*.

4. Mommsen, *Droit public*, trad. fr., t. VII, pp. 176 sqq. ; Willems, t. II, pp. 194 sq.

5. Il faut classer les projets et les amendements, pour éviter les votes multiples qui pourraient être contradictoires.

6. La seule objection possible vient du mot *referre* qui, à Rome, ne désigne rien de semblable. Mais, pratiquement, la *relatio* du président du Sénat romain déviait parfois de son caractère réglementaire : cf. Mommsen, pp. 146 sq., et Willems, p. 177. D'autre part, Tite-Live n'est pas hypnotisé par le souci de l'emploi exclusif du mot juste : cf. *supra*, p. 364.

7. Liv., XXXII, 22, 3 : *lege cautum... ne*, etc. Cela a été bien vu par Freeman²,

la nécessité prime la loi, manifester une préférence, approuver le projet d'Aristainos. Mais refuser la *relatio* n'est pas davantage observer une impartiale et quète neutralité : c'est, en effet, sans permettre à l'assemblée d'exprimer son opinion ni lui laisser la responsabilité du choix, maintenir ce qui existe, c'est-à-dire l'alliance macédonienne et exposer la Confédération à subir seule — car le Macédonien a d'autres préoccupations — l'attaque de Rome et de ses alliés. Ainsi, en apparence, la question qui divise les damiorgoi est simple question de forme, importante sans doute, puisque le respect dû aux *nomoi* fédérales est en jeu, secondaire néanmoins dans une conjoncture aussi grave. En réalité, le sens profond du conflit est tout autre : il ne s'agit de rien de moins que de prendre parti contre l'allié de la veille, d'engager toute la politique achaïenne dans une voie nouvelle et incertaine ou bien, si l'on s'y refuse, de faire courir un péril mortel à la Confédération. On s'explique l'âpreté de la querelle qui naît autour de la *relatio* ; on s'explique aussi les erreurs commises par les modernes sur la signification *de jure*, sinon *de facto*, de son enjeu. Heureusement pour la sérénité des damiorgoi, il est certain que la *pronuntiatio sententiarum* n'a pu prendre qu'exceptionnellement un caractère aussi redoutable¹.

Afin d'y procéder, le bureau de l'assemblée est amené à examiner, après l'achèvement des débats, c'est-à-dire, dans une *synklêtos*, à la fin de la deuxième journée ou au début de la troisième², les projets de décret présentés par les orateurs.

p. 215, n. 2, et cette interprétation entrevue, semble-t-il, par K. B. Stark, dans Hermann⁵, p. 752, n. 15.

1. Je ne puis me résoudre, malgré l'avis des critiques récents cités plus haut, p. 373, n. 1, à voir un cas analogue à celui-ci dans Liv., XXXV, 25, 6. Il faut pour cela faire de *principes* l'équivalent de *damiorgoi* et rien n'est moins sûr. Il est peu probable que ce soit le sens du mot en XLI, 24, 19, car il eût été bien facile aux damiorgoi de ne pas laisser le stratège Xénarchos soumettre à l'assemblée la lettre de Perseus (23, 4). Mais, en XXXII, 21, 1, *principes* désigne probablement les membres de l'assemblée (cf. *supra*, p. 328, n. 1) ou au moins ceux d'entre eux qui ont l'habitude de prendre la parole : pour échapper à cette conclusion, il faut adopter l'hypothèse, émise par Freeman², p. 207, n. 2, mais à coup sûr inadmissible, que les orateurs des assemblées achaïennes s'adressent toujours au bureau de l'assemblée, comme ceux des Communes britanniques à *Mr. Speaker*. Puisqu'il n'y a pas impossibilité à donner au mot le même sens dans les deux autres textes, il faut évidemment le faire. En XXXV, 25, 6, après réception de la réponse de T. Quintcius, l'assemblée est hésitante ; ceux qui la guident ordinairement sont partagés — en deux groupes, non pas rigoureusement, mais à peu près égaux — ; l'avis de Philopoïmen va se révéler décisif. Tout cela s'explique fort bien sans intervention des damiorgoi en tant que tels : ceux-ci n'hésitent pas à faire la *relatio* ; ils n'ont pas à hésiter, car l'alliance romaine n'interdit pas aux Achaïens de déclarer la guerre à Nabis.

2. A Sikyon, en 198, l'opération commence à la fin du second jour et se continue au début du troisième : Liv., XXXII, 22, 3-4.

Il lui faut tout d'abord écarter les projets illégaux. Cela n'est précisé nulle part de façon catégorique et l'argumentation présentée en 198 par les damiorgoi hostiles à l'alliance romaine peut s'interpréter comme l'indice d'une garantie exclusivement réservée au principe de l'alliance macédonienne ¹. Mais il est permis d'estimer que cette alliance a été, sinon officiellement placée au rang des lois fédérales, du moins pratiquement assimilée à elles ². Il s'agirait alors de l'application particulière d'une règle générale valable pour toutes les lois et cette règle, dont on sait qu'elle était appliquée ailleurs ³, est trop naturelle pour que l'hésitation puisse subsister. Puisque les magistrats ont pour premier devoir de respecter et de faire respecter les lois, ils doivent s'abstenir de participer et, bien plus, s'opposer à tout acte illégal. Aussi leur est-il au moins moralement interdit, lorsque certaines conditions — dont nous ignorons tout — ne sont pas préalablement satisfaites ⁴, de laisser courir sa chance à un projet de décret contraire à une loi existante. Qu'en pratique cette interdiction n'ait pas constitué un obstacle infranchissable, c'est ce que révèle l'issue même de la synklêtos de Sikyon : un des cinq damiorgoi opposés au projet se détacha de ses amis et, passant à l'autre groupe, lui donna la majorité ; le scrutin fut ouvert et l'alliance romaine fut adoptée ⁵. Mais, aux mains de magistrats consciencieux et énergiques, ce droit ou plutôt ce devoir pouvait être un frein efficace contre les entraînements grégaires.

Il semble aussi que le bureau peut écarter certains projets pour d'autres motifs que leur caractère illégal ⁶. Le moins qu'on doive admettre est qu'il y parvient sous la forme adoucie de l'ajournement, sinon sous la forme brutale du refus : les sources en fournissent deux exemples ⁷. Mais peut-il le faire sans invoquer aucun prétexte ? Peut-

1. Il faut naturellement supposer que la garantie fut ensuite accordée au principe de l'alliance romaine.

2. L'obligation pour les magistrats de convoquer une synklêtos à la demande du roi de Macédoine revêt de même, certainement, un caractère légal. L'assimilation à une loi peut être obtenue par l'admission d'un décret « parmi les premières lois » : cf. *supra*, p. 187.

3. Cf. l'exemple célèbre de Socrate : Platon, *Apol.*, 34 b^{ff} ; Xén., *Hell.*, I, 7, 15 ; *Mém.*, I, 1, 18 ; etc.

4. Je songe — simple hypothèse — à quelque chose de comparable à l'ἄδεια athénienne.

5. Liv., XXXII, 22, 5-23, 1.

6. On connaît le pouvoir à cet égard discrétionnaire dont dispose le président du Sénat romain : cf. par exemple, Pol., XXXIII, 1, 6-8. Nulle part, nous n'avons pour les assemblées achaïennes quoi que ce soit de semblable.

7. Liv., XXXI, 25, 10 ; Pol., XXII, 9, 12 : dans ces deux cas, le stratège est l'in-

il, de même, apporter des remaniements aux textes déposés pour fondre en un seul deux projets similaires ou pour leur donner une forme régulière ? Nous l'ignorons.

Ces délibérations du bureau aboutissent à ce que Tite-Live, par un rapprochement d'ailleurs très discutable ¹, appelle la *relatio* et sur quoi son texte précédemment cité est le seul qui renseigne. Sans doute convient-il d'imaginer une lecture faite à l'assemblée des différents projets, paragraphes (en cas de vote par division ²) ou amendements sur lesquels elle va être consultée, lecture accompagnée d'indications relatives à l'ordre dans lequel elle devra voter sur ces textes et s'achevant par l'invitation à procéder au premier scrutin ³. Assurément, il est à peu près inévitable qu'à ce moment les préférences du bureau se trahissent plus ou moins nettement, si même il n'a pas pris officiellement position auparavant. Mais le bureau des assemblées achaiennes, composé des magistrats fédéraux, ne considère certainement pas, et ses commettants ne considèrent pas davantage, que la neutralité parfaite soit l'idéal vers lequel il doit tendre ⁴.

IV

Le bureau de l'assemblée portant à la connaissance des assistants les projets de décret admis par lui, il reste à procéder au vote. Selon quelle méthode ? Il faut ici distinguer une fois de plus les synklètoi et les synodoi.

Le troisième et dernier jour de séance est, dans les synklètoi, réservé au scrutin ⁵.

Il est certain que, dans ces assemblées, le vote s'opère cité par cité : plusieurs textes de Tite-Live n'autorisent sur ce point aucune hésitation ⁶. Les sources ne fournissent pas d'autre renseignement. Mais il est

terprète du bureau. En Liv., XLI, 24, 19, c'est l'assemblée, non pas le bureau, qui ajourne : cf. *supra*, p. 375, n. 1.

1. Cf. plus haut, p. 374, n. 6.

2. Aucun exemple n'en existe.

3. C'est ce que désignent les expressions *suffragium dare* et *perrogare sententias*.

4. Cf. *supra*, p. 362.

5. Liv., XXXII, 22, 4.

6. Pour l'assemblée de Sikyon en 198, Liv., XXXII, 20, 7 ; 22, 2, et surtout 22, 8 et 23, 1. Tout aussi net est XXXVIII, 32, 1, à propos aussi d'une synklètos : *omnium civitatum... consensu bellum... indictum est*. La conclusion que ces textes imposent n'est mise en doute que par Kahrstedt, col. 1420, ll. 56-59, mais certainement à tort : cf. *REA*, 1933, t. XXXV, p. 450.

permis de suppléer dans une certaine mesure à leur silence, car l'usage de ce mode de vote entraîne des conséquences évidentes.

La première est l'inutilité de toute prescription relative à un quorum global. Dans des circonstances normales, au moins un citoyen de chaque cité assiste à l'assemblée¹ : chaque cité peut donc exprimer matériellement son vote. A s'en tenir au décompte final, tel qu'il est établi par l'addition des résultats acquis dans chaque unité de vote, on dirait aujourd'hui que le nombre des votants² est toujours égal au nombre des inscrits³. L'hypothèse d'un quorum exigible pour chaque cité considérée isolément est théoriquement moins inadmissible⁴. Elle

1. On va voir bientôt que chaque cité délègue à l'assemblée au moins un représentant officiel muni de la liste des citoyens. Ce délégué possède et, bien entendu, exerce son droit de vote personnel. Ainsi, dans l'hypothèse la plus défavorable, même si personne n'a entrepris spontanément le voyage, chaque cité compte dans l'assemblée au moins un citoyen. — Le cas où une cité n'exprime aucun vote est exceptionnel et s'explique, non pas par le désintéressement politique des citoyens de cette cité dont aucun ne veut supporter les frais du déplacement, mais par une volonté d'hostilité exacerbée au projet soumis au vote : cf. la note suivante.

2. Dans l'hypothèse d'un quorum indispensable pour chaque cité, c'est-à-dire dans chaque unité de vote, la non-réalisation de ce quorum aboutirait à empêcher la cité de voter. Mais on va voir que l'hypothèse d'un pareil quorum n'est pas plus vraisemblable que celle du quorum global. — En est-il du nombre des suffrages exprimés comme du nombre des votants ? La question revient à se demander si l'abstention est admise. Nous n'avons sur ce point aucun renseignement formel et il faut se borner à remarquer que l'Antiquité paraît ne pas avoir connu l'abstention, ou plutôt ne pas avoir reconnu en elle une forme de jugement ayant sa valeur indépendante. Peut-être les cités pouvaient-elles faire en sorte qu'aucun de leurs citoyens n'assistât à l'assemblée ; mais nous ne voyons pas comment. Peut-être pouvaient-elles les empêcher de voter ; mais cela n'eût certainement pas pu être toléré souvent (cf. *infra*, p. 379, n. 3). Il est plus sûr que tous les citoyens d'une même cité pouvaient quitter l'assemblée au moment du vote, c'est-à-dire se refuser à voter : c'est ce que font en 198 les gens de Dymai et de Mégalopolis (Liv., XXXII, 22, 9). Toutefois, si le résultat final de pareilles décisions est identique à celui de l'abstention dans un scrutin moderne, elles traduisent un état d'esprit tout différent. Assurément, on pourrait aujourd'hui songer à s'abstenir dans un vote dont on estimerait l'objet illégal et c'est probablement l'illégalité du décret contraire à l'alliance macédonienne (*ibid.*, 3) qu'invoquent en 198 les citoyens de Dymai et Mégalopolis pour justifier leur départ ; mais celui-ci a d'autres causes, seules réelles (*ibid.*, 10). Au vrai, quitter l'assemblée ou ne pas y paraître est un acte très grave, qu'il faut interpréter presque comme une sécession, en tout cas comme l'indice que les citoyens d'une cité estiment un vote négatif insuffisant pour exprimer la violence de leur hostilité au projet soumis à l'assemblée : c'est donc beaucoup plus que l'abstention qui, le plus souvent, est un refus de prendre parti.

3. Contre l'hypothèse d'un quorum global, il faut en outre observer que la synklêtos est une assemblée convoquée, non seulement pour entourer la décision à prendre de certaines garanties, mais aussi et même essentiellement, au moins à l'origine, pour prendre une décision rapide sans attendre la prochaine synodos. Lui imposer un quorum, c'eût été lui interdire de trancher l'affaire qui lui était soumise, c'est-à-dire faire naître le retard qu'on avait voulu éviter en convoquant la synklêtos : on eût donc été exactement à l'encontre du but poursuivi.

4. On connaît, en effet, dans le monde grec plusieurs exemples d'assemblées où un quorum est nécessaire : à Athènes, pour les *ψηφίσματα ἐπ' ἀνδρῶν* (préférer Philochore,

semble cependant devoir être, elle aussi, rejetée. Le territoire fédéral est étendu. Les frais entraînés par le déplacement sont considérables. Ils demeurent entièrement à la charge des citoyens ¹. Autant de raisons pour qu'on n'ait pas songé à lutter contre un absentéisme, très favorable, d'ailleurs, aux intérêts politiques des classes dirigeantes ².

Un second corollaire, rigoureusement inévitable, est l'existence d'un contrôle destiné à empêcher un assistant de voter dans une cité à laquelle il n'appartient pas. Qui aurait pu opérer ce contrôle, sinon un ou plusieurs représentants officiels des autorités municipales de chaque État-membre ³ ? Il faut les imaginer munis de la liste de leurs concitoyens ⁴, vérifiant l'identité de ceux qui se présentent ⁵ et « pointant »

fr. 79 b, FHG, t. I, p. 396, à Plut., *Arist.*, 7, comme le font J. Carcopino, *Hist. de l'ostr. ath.*, pp. 85 sqq. = *Bibl. Fac. Lettres Paris*, t. XXV, pp. 149 sqq., ou G. Glotz, *Cité gr.*, p. 202, n'aboutit en fait qu'à augmenter le quorum nécessaire pour l'ostrakophoria; à Delphes; à Magnésie-du-Méandre; etc. (cf. Busolt³, p. 446, n. 3). L'hypothèse envisagée n'est qu'une adaptation d'une prescription de ce genre à une assemblée où l'on vote κατά πόλεις.

1. Cf. *supra*, pp. 331 sq.

2. Cf. *supra*, pp. 45 sq.

3. Cf. *infra*, p. 393, n. 3, une hypothèse sur ce que peuvent être ces représentants. — Peut-être certains termes ou détails à première vue étranges s'expliquent-ils en songeant à ces délégués des cités : cf. *supra*, p. 163, n. 3; p. 305, n. 1; p. 330, n. 2. — Bien qu'on n'aperçoive nulle part trace de leur existence, le vote est normalement impossible sans eux. Aussi l'absence de tout représentant d'une cité au moment du vote (soit qu'il n'y en ait eu aucun pendant toute la session, soit qu'il ait quitté l'assemblée lorsque s'ouvrait le scrutin) aurait-elle empêché le vote de la cité d'être émis. Mais cela apparaît bien gros de conséquences, car c'eût été un moyen trop simple pour les cités de cesser toute participation à la vie fédérale. Il faut donc se demander si, au moins dans certains cas, le bureau de l'assemblée n'aurait pas pu autoriser les simples citoyens originaires d'une cité récalcitrante présents à l'assemblée à s'organiser de leur mieux pour disposer du vote de la cité.

4. Il serait invraisemblable que le gouvernement fédéral eût disposé d'une liste complète de tous les citoyens achaiens possédant le droit de vote. L'équivalent des registres d'état civil ne peut avoir été tenu que par les cités; ce sont elles aussi qui procèdent, s'il y a lieu, à des recensements et, si les résultats en sont transmis aux autorités fédérales, ce n'est que globalement sans y joindre la liste nominative des citoyens. De toute façon, même si une liste générale avait existé, son maniement et sa consultation eussent été impraticables : vers 169, la Confédération pouvait mobiliser 30 à 40.000 citoyens (Pol., XXIX, 24, 8); les jeunes soldats âgés de moins de trente ans, qui n'ont pas accès à la synklètos, entrent dans ce nombre; mais les vieillards libérés du service militaire n'y figurent pas et, surtout, l'armée achaienne comprend fort peu de fantassins légers, c'est-à-dire de pauvres gens (Beloch, *Hist. Beitr. zur Bevölkerungsgesch.*, I, *Die Bevolk. der gr.-röm. Welt*, Leipzig, 1886, p. 156; cf. pp. 149 sqq. : plus de 150.000 citoyens pour le Péloponnèse). Les seules listes utilisables sont donc celles des cités.

5. Rien n'interdit de penser que ce contrôle de l'identité des citoyens a lieu à l'entrée de l'assemblée, même pour les deux premières séances consacrées à la délibération proprement dite. Il pouvait, en effet, y avoir intérêt, en cas d'affluence et pour éviter des désordres possibles, à empêcher d'entrer les non-citoyens et les citoyens âgés de moins de trente ans. Et cette tâche ne pouvait pas incomber aux autorités fédérales, qui ne possédaient pas les moyens matériels de l'accomplir. Mais, comme

les votants. Sans doute faut-il aussi se les représenter venus à peu près seuls, au moins pour les cités peu importantes et éloignées. Si quelques citoyens sans fonction officielle ont en même temps qu'eux accompli le voyage, ils leur servent de guides à tous les sens du mot. Ainsi, pratiquement, ces délégués des gouvernements locaux, c'est-à-dire des élites sociales de chaque cité, doivent disposer d'une assez forte proportion des voix ¹. Et cet état de choses ne peut pas ne pas avoir sa répercussion sur la politique fédérale qui échappe ainsi, le plus souvent, à l'influence des masses populaires.

Une troisième conséquence est l'impossibilité de la *chéirotomia*, du vote à mains levées, si fréquent cependant dans les assemblées politiques grecques ². Elle est évidente, puisque, le vote se faisant dans l'enceinte même de l'assemblée ³, la séparation stricte et perceptible à l'œil des assistants en une soixantaine de groupes correspondant chacun à une cité est matériellement irréalisable ⁴. La nécessité d'un contrôle efficace implique la *pséphophoria*, l'emploi d'urnes distinctes où chacun dépose son vote — sous une forme inconnue, ostrakon, jeton, caillou, etc. — selon sa nationalité locale.

Il est impossible d'en dire plus et rien ne permet d'apercevoir l'organisation pratique du scrutin. Le lieu affecté à l'assemblée était-il divisé par des barrières volantes en autant de parcs qu'il existait de cités, parcs à l'entrée desquels chacun se serait fait reconnaître, à l'intérieur ou à la sortie desquels chacun aurait voté ⁵ ? Ou bien installait-on côte à côte autant d'urnes que de cités, urnes devant lesquelles auraient défilé les citoyens pour jeter, après contrôle de leur identité, leur suf-

c'est seulement lors du vote et pour le vote que ce contrôle est rigoureusement indispensable et comme un premier contrôle à l'entrée de l'assemblée ne saurait en rendre inutile un second devant l'urne, je ne m'arrête qu'à celui-ci.

1. Tant à cause de leurs suffrages personnels, que leurs fonctions officielles ne peuvent nullement les empêcher d'émettre, qu'à cause des suffrages de ceux de leurs compatriotes qu'ils conseillent. — Puisqu'on vote par cités, les voix des villes éloignées du lieu de réunion constituent nécessairement la majorité.

2. Cf. Brandis, *RE*, t. V, s. v. *Ekklesia*, coll. 2193 sq.; Busolt ³, p. 454 et n. 2 ; etc.

3. En 198, les Dymaïens, les Mégapolitains et certains Argiens quittent l'assemblée pour ne pas participer au vote : Liv., XXXII, 22, 9.

4. Aussi nombreux qu'on consente à les imaginer, des χειροκρίται ou χειροσκόποι, tels qu'on en connaît à Elatéa ou Magnésie-du-Méandre (*IG*, t. IX, 1, n° 109; *IvM*, nos 110 a, l. 1; 110 b, l. 1; 111, l. 3), ne seraient parvenus à aucun résultat sérieux à cause du trop grand nombre des sections de vote.

5. Comme à Athènes sur l'agora pour les assemblées plénières (Philochore, fr. 79 b, *FHG*, t. I, p. 396 : εἰσοδοὶ δέκα, δι' ὧν εἰσιόντες κατὰ φυλὰς ἐτίθεσαν τὰ ὄστρακα; cf. J. Carcopino, *Hist. de l'astr. ath.*, pp. 76-78 = *Bibl. Fac. Lettres Paris*, t. XXV, pp. 142-143).

frage dans celle de leur cité ? Tout indice manque pour choisir l'une ou l'autre solution.

Rien ne laisse davantage discerner si le vote se fait par « oui » ou « non » successivement sur chacun des projets contradictoires¹ ou si ceux-ci sont simultanément soumis au choix des citoyens². Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, et même dans l'hypothèse la plus expéditive, la possibilité des amendements entraîne assurément la possibilité de plusieurs scrutins successifs sur une seule affaire. Aussi, et comme, pour chacun d'eux, les opérations du vote et du dépouillement doivent être assez lentes³, n'y a-t-il pas lieu de s'étonner qu'une séance entière ait été réservée, dans les synklétoi, à l'adoption du décret définitif.

Ce qu'on obtient de la sorte, c'est l'opinion des citoyens de chaque cité considérée isolément ou plutôt de ceux de ses citoyens qui sont venus à l'assemblée; ce n'est pas l'opinion de l'ensemble des citoyens achaïens. Comment passe-t-on de l'une à l'autre ? L'essentiel serait de savoir si, dans l'addition des résultats acquis dans chaque section de vote, chaque vote de cité était compté pour une voix ou si, au moins dans une certaine mesure, par l'attribution de plusieurs voix à certaines cités, l'importance relative des cités pesait dans la balance. Les critiques modernes se partagent en groupes à peu près égaux entre les deux hypothèses⁴ : l'un d'eux, même, les a soutenues successivement à deux ans seulement d'intervalle⁵. Au vrai, il faut avouer que les arguments présentés en faveur de l'une comme de l'autre n'ont rien de décisif.

1. C'est pourtant l'hypothèse la plus probable, parce que c'est ainsi que l'on procède partout en Grèce. Elle soulève une grave objection : cette procédure eût exigé beaucoup de temps. En fait, nous n'avons jamais trace, dans les sources, de plusieurs scrutins (sur Liv., XXXVI, 32, 4 et 9, cf. *infra*, pp. 394 sqq. et surtout p. 395, n. 1). Ce n'est pas que des thèses contradictoires, aboutissant à des projets différents et à des amendements, ne se soient pas opposées dans les assemblées. C'est, assurément, que les sources ne donnent pas, avec tous les détails, un compte rendu complet des assemblées; mais c'est aussi, sans doute, qu'ordinairement l'opinion de la majorité apparaissait très nette avant même le vote : il suffisait dès lors au bureau de consulter en premier lieu l'assemblée sur le projet qui paraissait devoir l'emporter.

2. L'hypothèse est logiquement inadmissible lorsque trois projets différents s'affrontent, car on a besoin d'une majorité, non pas relative, mais absolue.

3. Elles seraient plus lentes encore dans un vote par têtes, si on y procédait aussi par *psèphophoria*.

4. Pour l'égalité des voix : Freeman³, pp. 211 sqq.; Gilbert, t. II, p. 177; Szanto, p. 122; Busolt², p. 358; Schömann-Lipsius, t. II, p. 127; Caspari, pp. 218 sq.; Busolt-Swoboda, p. 1559 et n. 1; Walbank, p. 37. — Pour un nombre de voix variable : Klatt, p. 6; Beloch, *Gr. Gesch.*¹, t. III, 1, p. 628; t. III, 2, p. 186 (= *Gr. Gesch.*², t. IV, 1, p. 605; t. IV, 2, p. 234); Larsen, p. 334; Schwahn, col. 1253, ll. 27-33.

5. H. Swoboda penche pour une voix par cité dans Hermann⁶ (1913), p. 398, et

On a raisonné par analogie ¹ : la tentative était vouée à l'échec, non seulement parce qu'un tel raisonnement est toujours sujet à caution ², mais aussi parce que les exemples qu'on peut songer à invoquer sont entièrement contradictoires ³. On a relevé ⁴ les passages où Polybe vante l'égalité absolue qui existe entre les États-membres de la Confédération ⁵ : mais on n'a jamais cherché à démontrer — ce qui eût été indispensable, mais sans doute irréalisable ⁶, — qu'égalité est pour Polybe synonyme de nivellement et que la véritable égalité ne doit pas plus justement tenir compte des différences de fait qui se traduisent par une contribution financière et militaire plus ou moins lourde aux besoins de la politique fédérale. En sens inverse, on a fait valoir le rôle important joué par des villes comme Sikyon et Mégalopolis ⁷ : mais ne trouve-t-il pas sa justification dans le fait qu'Aratos et Philopoïmen en sont originaires, dans l'accroissement de prestige et de puissance que l'adhésion de ces cités valut à la Confédération et, en particulier pour Mégalopolis, dans l'influence dirigeante dont elles jouissaient auprès des cités voisines ⁸ ?

pour une répartition proportionnelle dans *Die gr. Bünde und der moderne Bundesstaat* (Rektoratsrede, Prague, 1915), p. 61, n. 163, comme dans *Die neuen Urkunden aus Epidauros* (Hermes, 1922, t. LVII), p. 521 sq.

1. En sens contraires, Busolt², p. 358, ou Caspari, p. 218, et Klatt, p. 6, ou Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, pp. 233-234.

2. Cf. *supra*, pp. 18 sqq. Ajoutons que tous les exemples cités à la note suivante se rapportent à des *synédria* et non pas à des assemblées primaires : toute comparaison avec la *synklêtos* achaïenne, comme d'ailleurs avec la *synodos*, est ainsi rendue impossible. Nous ne possédons aucune précision pour de véritables assemblées.

3. Pour l'égalité des voix, les *symmachies* péloponnésienne et athéniennes. Pour leur proportionnalité, la *symmachie* macédonienne (*IG*², t. II, 1, n° 236 b), les Confédérations lycienne (Strab., XIV, 3, 3, p. 664) et aitolienne (*IG*², t. IX, 1, 1, n° 188 = *Sylloges*, t. II, n° 546 B, l. 18).

4. Ainsi, entre autres, Freeman², pp. 212 sqq., et Caspari, p. 218.

5. II, 38, 6 ; 42, 3.

6. Caspari, p. 218, n. 40, invoque Pol., VI, 9, 5, qui ne prouve absolument rien. — Walbank, p. 37, paraît être conduit à sa conclusion par les textes où Plutarque (*Aratos*, 9, 6 ; 11, 1) déclare que, par son adhésion à la Confédération, Sikyon devint l'égal des petites cités achaïennes. Ces textes n'ont rien de décisif : d'une part, ils excluent seulement l'hypothèse d'une adaptation proportionnaliste parfaite, intégrale et immédiate ; d'autre part, il était de toute façon pénible pour une grande ville comme Sikyon de perdre son indépendance ; enfin, quelle est ici la valeur des appréciations de Plutarque qui ignore certainement la procédure des assemblées achaïennes ?

7. Klatt, p. 6.

8. Sikyon avait toujours constitué avant son adhésion un Etat isolé ; elle ne disposait donc d'aucune clientèle de fait. Le prestige et le rôle passé de Mégalopolis devaient au contraire lui permettre d'entraîner par son exemple de petites cités arcadiennes. La réforme opérée par Philopoïmen (Plut., *Phil.*, 13, 8 ; *Phil. et Tit. comp.*, 1, 5), lorsqu'il sépara du territoire de Mégalopolis et constitua diverses bourgades en cités immédiatement adhérentes, aboutit sans doute, même si les Mégalopolitains furent mécontents sur le moment de cette mesure, ainsi que le rapporte Plutarque (cf. Niese, *Beitr.*

L'argument en apparence le plus sérieux en faveur de la proportionnalité des voix a été tiré récemment d'une inscription d'Épidauros ¹. Cette inscription fournit la liste complète des nomographoi achaiens en fonctions à une date d'ailleurs inconnue ². Ils sont au nombre de vingt-quatre ³ et leurs noms sont classés par cités. Or, ces vingt-quatre nomographoi sont originaires de dix-sept cités. C'est dire que certaines cités (Argos, Mégalopolis ⁴, Sikyon, Aigion et Dymai ⁵) comptent trois ou deux nomographoi; c'est dire aussi que d'autres cités, en nombre plus ou moins grand selon la date qu'on assigne à la liste, ne fournissent aucun de ces magistrats. L'interprétation généralement donnée à ces deux faits ⁶ est que les cités importantes sont représentées par plusieurs de leurs citoyens au collège des nomographoi, tandis que les petites cités sont réparties en groupes dont chacun ne compte qu'un seul représentant, lui-même originaire à tour de rôle des diverses cités dont se compose le groupe ⁷. On ⁸ en conclut que les Achaïens savaient graduer selon son importance réelle la part d'influence revenant à chaque cité et qu'ils obéirent fort probablement au même principe en réglementant la procédure du vote aux assemblées ⁹.

zur Gesch. des ark. Bundes, dans *Hermes*, 1899, t. XXXIV, pp. 540 sqq., et *Gesch.*, t. III, pp. 36 sq.; Niccolini, p. 245 et n. 1), à renforcer l'influence de Mégalopolis dans la Confédération : cf. Freeman², p. 489; R. Weil, *Zeitschr. für Num.*, 1882, t. IX, pp. 223 sqq.; Niese, *loc. cit.*; Swoboda, *Klio*, 1912, p. 36, et Hermann⁶, p. 382, n. 5; Busolt-Swoboda, p. 1550, n. 3).

1. *IG*², t. IV, 1, n° 73.

2. Cf. *infra*, p. 384, nn. 2 et 3. La seule chose sûre est que l'inscription est postérieure à 229/228, date de l'adhésion d'Argos.

3. Vingt-cinq avec leur grammateus (P. Kavvadias en comptait, *Ἀρχ. Ἐφ.*, 1918, p. 126, vingt-cinq sans le grammateus, mais par suite d'une erreur aux ll. 27-28 qu'ont rectifiée Ad. Wilhelm, *Anz. Ak. Wien*, 1922, nos XV-XVIII, pp. 49 sqq., et H. Swoboda, *Hermes*, 1922, t. LVII, pp. 519 sq.). Mais, de même que le nom, l'ethnique de ce grammateus a disparu (ll. 29-30) et toute restitution est impossible, malgré Wilhelm et *SEG*, t. I, 1, n° 74. Il faut donc le négliger ici.

4. Trois nomographoi pour chacune de ces deux cités.

5. Ces trois villes ont chacune deux nomographoi.

6. Swoboda, dans *Hermes*, 1922, pp. 521 sq.; Busolt-Swoboda, p. 1562 (n. 6 de la p. 1561); Larsen, pp. 327 et 334; Hiller von Gärtringen, dans les *IG*²; Schwahn, col. 1249, ll. 38 sqq., et col. 1253, ll. 27 sqq.

7. Je précise sur ce dernier point, dans le sens le plus logiquement acceptable, les explications données qui ne sont pas toujours très claires.

8. Les auteurs cités n. 6, sauf Busolt-Swoboda qui, p. 1559, demeure fidèle au principe de l'égalité des voix.

9. Il convient de remarquer que cette inscription ne suffit pas à éclaircir la question, même si on admet comme certaines toutes les prémisses qui viennent d'être énoncées. D'une part, en effet, le nombre maximum des nomographoi originaires d'une même cité est seulement de trois; aussi Schwahn, col. 1253, ll. 27 sqq., admet-il simplement que les cités plus importantes ont eu deux et trois voix à la synklêtos. Or, le raisonnement de Beloch, *Gr. Gesch.*, t. IV, 2, pp. 232-234, aboutit pour la synklêtos à un total d'au moins un millier de voix de cités : pour y parvenir, ce ne sont

Mais ce raisonnement ne peut pas emporter la conviction. Rien ne prouve que la répartition des nomographoi, telle que cette inscription la fait connaître, soit due à autre chose qu'au seul hasard. Bien plus, à considérer la liste d'un peu près, l'hypothèse de l'élection ou du tirage au sort des nomographoi ἐκ πάντων¹, et non pas κατὰ πόλεις, apparaît comme la plus vraisemblable. Car, d'une part, il est impossible de découvrir et d'assigner à l'inscription une date² qui rende compte à la fois de la présence dans ce collège de citoyens d'Argos, Épidauros, Hermionè, Pellana et autres cités qui furent occupées par les troupes spartiates pendant la guerre de Kléoménès, comme de l'absence de citoyens de Corinthe, Tégéa, Mantinéia, Orchoménos, Aigine, villes trop importantes pour avoir été privées d'une représentation permanente et distincte³. Il n'est pas moins impossible, d'autre part, de justifier en droit comme en fait l'équivalence qui existe

plus trois voix qu'il faudrait attribuer à des villes comme Argos et Mégalopolis, mais une bonne cinquantaine. D'autre part, toutes les cités ont au moins une voix à la synklétos alors que toutes n'ont pas régulièrement un représentant au collège des nomographoi : pour maintenir la proportion, il faut multiplier le nombre des voix attribuées aux grandes cités. Toutes ces difficultés interdisent le transfert pur et simple à la synklétos des principes par lesquels on prétend expliquer la composition du collège des nomographoi.

1. En employant cette formule, je ne veux m'attacher qu'au principe de la répartition. On peut, en effet, imaginer des combinaisons, à vrai dire compliquées et improbables, mais abstraitement admissibles, dans lesquelles le hasard déciderait quelles cités désigneraient des nomographoi et combien chacune d'elles, tandis que les cités pourvoieraient ensuite à leur guise aux sièges qui leur seraient ainsi attribués.

2. Personne n'a jusqu'ici proposé de date et on s'en tient à un *terminus post quem* : 229/228 pour Swoboda et Schwahn, 223 [ou 224] selon Hiller von Gärtringen. D'ailleurs, pour être logiques avec eux-mêmes, Swoboda et Schwahn devraient accepter l'opinion de Hiller et celle-ci devrait être complétée. Car, dans l'hypothèse d'une répartition proportionnelle, il est impossible que Corinthe ne soit pas représentée : il faut donc que l'inscription soit postérieure à 224 ou 223, année où la ville passe aux mains de Kléoménès, puis d'Antigonos Doson, mais aussi qu'elle soit antérieure à 196, année où elle fait retour à la Confédération. Ce raisonnement s'impose lorsqu'on se borne à un examen rapide de l'inscription ; car la seule précision possible est, en réalité, la fixation à 229/228 du *terminus post quem*, par suite de la présence d'Argos.

3. On ne peut manquer d'être immédiatement frappé par l'absence de Corinthe ; après un instant de réflexion, celle des cités arcadiennes, Tégéa, Mantinéia, Orchoménos, surprend également. Swoboda, *Hermes*, 1922, p. 521, trahit bien cet état d'esprit. Dès lors, on est porté à songer à l'époque des plus grands succès de Kléoménès. Ce qui ruine cette explication, c'est, d'une part, la présence de villes que Kléoménès a occupées avant Corinthe, Pellana, Phénéos, Argos, Kléonai, Phlious, Épidauros, Hermionè (Pol., II, 52, 2), et, d'autre part, l'absence d'Aigine qui demeura achaïenne jusqu'en 210 (Pol., IX, 42, 5 ; XI, 5, 8 ; XXII, 8, 9). Si, à cause d'Aigine, on cherche à placer l'inscription après 210, il manque Tégéa et Mantinéia arrachées à Kléoménès par Antigonos Doson et rendues par lui à la Confédération. Les Achaïens ont exercé de dures représailles à Mantinéia (Pol., II, 56, 6 sqq.) et il se pourrait qu'ils eussent privé la cité de ses droits. Mais Tégéa ? — Sur l'importance des cités dont l'absence est impossible en temps normal dans l'interprétation ordinaire, cf. Beloch, *Die Bevolk. der gr.-röm. Welt*, pp. 119-128.

— chacune fournit deux nomographoi — entre Dymai et Aigion, petites cités de l'Achaïe proprement dite, et Sikyon, à coup sûr beaucoup plus peuplée qu'elles¹. L'interprétation donnée à cette liste est donc inadmissible². Si, d'ailleurs, on se refusait à reconnaître la force de ces objections, il demeurerait manifestement arbitraire d'étendre au décompte des voix dans les synklêtoi un principe proportionnaliste dont il n'existe aucune autre trace dans les institutions achaïennes³.

Tous les arguments invoqués — et il ne paraît pas qu'on puisse en découvrir d'inédits — se révèlent, ainsi, insuffisants et la prudence exige qu'on s'abstienne de conclure.

Cependant, une remarque doit être présentée : si le vote proportionnel a été en usage, il ne pouvait pas constituer une institution primitive. Car la Confédération reconstituée en 281/280 n'était destinée, dans l'esprit de ses fondateurs, à grouper qu'une douzaine de petites

1. On notera l'opposition établie par Plutarque, *Aratos*, 9, 6, entre Sikyon et les cités de l'Achaïe propre : les gens de Sikyon *ὑπέδουσιν*... *πολιτείαν τὴν Ἀχαιῶν οὕτε ἀξίωμα λαμπρὸν οὕτε μεγάλην ἰσχύϊν ἔχοντων τότε*. *Μικροπολῖται γὰρ ἦσαν οἱ πολλοί*, etc... Cf. aussi *ibid.*, 11, 1, où Dymai est prise comme type de ville insignifiante, toujours en comparaison de Sikyon. Cf. Beloch, *op. cit.*, pp. 118-119 et 129. — Peut-être serait-on tenté de justifier un traitement de faveur éventuel pour Dymai et Aigion en invoquant leur qualité de cités d'Achaïe propre. Mais il n'y a aucun privilège pour les vieilles villes achaïennes : Polybe l'affirme (II, 38, 8) et l'absence de Léontion, Kérynéia et Aigéira (cf. Pol., II, 41, 7) sur cette liste achève de le prouver. — Il faut remarquer que, si l'interprétation proportionnaliste était exacte, elle obligerait à admettre que l'organisation du collège des nomographoi fut chose tardive. En effet, dans un collège organisé dès les débuts de la Confédération, toutes les premières cités adhérentes auraient été représentées (et représentées également) ; les cités venues ensuite auraient obtenu des sièges créés spécialement pour elles, mais les anciennes n'auraient pas abandonné leur place ; or, il manque trois de celles-ci. Une organisation ou réorganisation tardive du collège n'est pas chose absolument invraisemblable : elle n'en vient pas moins compliquer l'hypothèse. — Enfin, il est difficile, à cause encore des cités d'Achaïe, de croire à des groupements de cités dont chacune fournirait à tour de rôle un nomographos. En effet, sur onze cités achaïennes (dix nommées par Polybe, II, 41, 7, plus Aschéion : cf. Swoboda, *Hermes*, 1922, p. 520 et n. 1), cinq — et c'est un minimum, car trois seulement sont absentes et on peut imaginer des groupes comptant plus de deux cités — auraient été gratifiées d'une représentation permanente : c'est assurément beaucoup trop pour des villes que Plutarque, *Aratos*, 9, 7, définit lors de l'adhésion de Sikyon *μιας ἀξιολόγου πόλεως σύμπαντες δημοὺ δύνανται οὐκ ἔχοντες* ; car on ne peut pas penser qu'elles aient été associées à des cités arcadiennes.

2. Avec l'élection, au scrutin uni- ou plurinominal, ou avec le tirage au sort *ἐκ πάντων*, toutes ces anomalies n'ont plus rien d'inadmissible.

3. Même en refusant — cf. *supra*, p. 370, n. 1 : Hermann⁶-Swoboda, p. 400 et n. 2, et Busolt³-Swoboda, p. 1564 et n. 1, invoquent ce texte pour montrer qu'il n'est pas tenu compte de l'origine ethnique dans les élections — de reconnaître en Pol., XXII, 10, trois Mégalopolitains (Diophanès, Lykortas, Philopoïmen) parmi les dix damiorgoi de 185, il reste que le collège connu le plus nombreux, celui des damiorgoi, ne compte que dix membres, ce qui est trop peu pour une combinaison proportionnaliste quelle qu'elle soit.

cités égales dans leur médiocrité ¹ : la moins insignifiante d'entre elles, Aigion ², se trouvait très largement récompensée du sacrifice que représentait pour elle la soumission à la règle commune par le fait qu'elle devenait le siège de toutes les assemblées ³ et la résidence des magistrats ⁴. L'idée d'adapter le rôle politique d'une cité à son importance réelle n'a donc pu venir à personne avant l'adhésion de Sikyon ; probablement même, elle n'a pas pu s'imposer comme une réforme utile avant que plusieurs villes importantes eussent adhéré, c'est-à-dire, pratiquement, avant que Corinthe, Argos et Mégalopolis fussent venues s'adjoindre à Sikyon. Aussi s'agit-il certainement d'une innovation assez tardive, non pas d'une coutume fondamentale et originelle. Certes, le silence absolu des sources ne signifie pas que la réforme n'ait pas eu lieu. Il vient seulement compliquer encore la question ⁵. Car, si la découverte d'un texte nouveau apportait un jour une preuve décisive en faveur de l'une ou de l'autre solution, l'intérêt de ce document dépendrait en grande partie de la date pour laquelle le renseignement fourni serait valable ⁶.

Les mêmes précisions chronologiques n'apparaissent pas indispensables pour le principe du vote par cités. Celui-ci, en effet, doit avoir été adopté dès le début de l'organisation fédérale, à cause des avantages évidents qu'il possède. D'une part, il répond à un besoin pratique. Si restreint qu'ait été à l'origine le territoire fédéral, il était inévitable que les citoyens de la ville où se tient l'assemblée fussent toujours plus nombreux sur les bancs de celle-ci que les citoyens de n'importe quel autre État-membre, sans doute même que les citoyens de

1. Cf. les textes de Plut., *Aratos*, 9, 6 et 7, cités *supra*, p. 385, n. 1.

2. Paus., VII, 7, 2.

3. Cf. *supra*, pp. 286 sqq.

4. C'est à Aigion que Kléomènes envoie un héraut apporter la déclaration de guerre, non pas à Argos où se trouvent alors les magistrats achaiens : Plut., *Kléom.*, 17, 4.

5. Freeman², pp. 212-213, présente de très fines observations qui ont ici leur intérêt. Il note que les cités nouvelles ont adhéré une par une et qu'ainsi on ne se trouva pas, à une date donnée, placé devant un problème d'ensemble ; — que celles d'entre elles qui adhéraient spontanément avaient le sentiment des avantages que leur vaudrait cette adhésion et ne pouvaient ainsi se montrer trop exigeantes ; — que celles qui adhéraient contraintes et forcées devaient subir bon gré mal gré la règle commune. Rien de tout cela n'est capable d'emporter la conviction, mais ébranle singulièrement l'hypothèse proportionnaliste.

6. Le texte n'autoriserait une conclusion pour toute la durée de la Confédération que dans deux cas : si, daté du milieu du III^e siècle au plus tard, il révélait qu'une répartition proportionnelle des voix était pratiquée dès cette époque (et l'hypothèse apparaît impossible) ; — si, valable pour 180 au plus tôt (époque de la fin des accroissements territoriaux et, probablement, des adaptations politiques qu'ils entraînent), il montrait que chaque cité ne possédait alors qu'une seule voix.

tous les autres États-membres réunis. Adopter le vote par têtes aurait donc été attribuer automatiquement la prépondérance de fait à une cité, conséquence d'autant plus redoutable que, au moins dans la période des débuts de la Confédération, les assemblées se réunissent toujours sur le territoire d'Aigion. Le vote par cités est seul équitable parce que, seul, il rétablit l'équilibre nécessaire entre les cités et procure à chacune la certitude que son opinion conservera sa valeur propre, quel que soit le nombre — et ce nombre dépend de circonstances accidentelles ou de l'état moyen des fortunes bien plus que du chiffre total de sa population civique — de ses citoyens présents à l'assemblée. D'autre part, le vote par cités répond à la conception même que les Achaiens se font de leur Confédération. Elle n'est pas un « État unitaire » dans lequel se fondent et disparaissent sans laisser de trace les divers groupes humains antérieurs à lui qui le composent. Elle est un « État fédéral » constitué par l'association, non pas d'individus, mais de cités, et dans lequel ces cités conservent leur personnalité et leur autonomie. Or, le vote par têtes n'aurait peut-être pas conduit à la destruction des cités ; du moins aurait-il contribué à leur déclin en ne leur accordant aucune influence, en tant que groupes constitués, dans la formation de la volonté nationale : il était par là-même dangereux. Le vote par cités, au contraire, est conforme au principe de l'« État fédéral » : en les respectant, en leur faisant jouer un rôle dans les institutions fédérales¹, il facilite la persistance des petites unités locales dont personne ne peut, sinon souhaiter, du moins croire possible la destruction. Ainsi, l'emploi de ce mode de scrutin n'a pas pu ne pas s'imposer de tout temps.

A quelque intention que réponde le vote par cités, il faut bien avouer, d'ailleurs, qu'il n'est pas sans reproche du point de vue abstrait de la stricte justice². Ou bien, en effet, les cités disposent toutes indistinctement

1. Il est impossible de ne pas noter ici que, dans les États fédéraux modernes de régime parlementaire, il est normal (Etats-Unis, Suisse, etc.) qu'une assemblée représente les citoyens comme individus, une autre les États-membres. Ce système peut se combiner avec le principe de l'égalité des États (dans le Sénat américain, par exemple) comme avec celui d'une différenciation proportionnelle à leur importance (le *Bundesrat* allemand entre 1871 et 1918). Freeman², p. 211, et nn. 3 et 4, précise certains cas où des constitutions américaines ont prévu des votes par États dans les assemblées, en accordant une voix à chaque État. Même dans un État unitaire comme la France, on retrouve, dans la répartition des sièges de sénateurs et de députés, le souci d'assurer une représentation au territoire, et non pas seulement aux citoyens.

2. Je n'invoquerai pas ici le fait que, pratiquement, les membres des classes aisées composent à peu près seuls les assemblées. C'est, en effet, le résultat de l'absence du *misthos ekklesiastikos*, et non pas du mode de vote pratiqué.

tement d'une voix, et cette équivalence est contraire à l'équité la plus élémentaire¹. Ou bien elles ont un nombre de voix variable et proportionnel à leur importance réelle ; mais, s'il en est ainsi, il est évident² que la majorité des votants, dans chaque section de vote, s'empare de toutes les voix attribuées à la cité et les utilise à son gré. Or, il n'est pas inconcevable que, dans une question très âprement controversée où la majorité finale est faible, l'addition des minorités³ pourrait faire apparaître une majorité différente, qui serait la majorité véritable. Une combinaison proportionnaliste intégrale serait aisément parvenue à donner un reflet plus fidèle de l'opinion des citoyens, sans porter la moindre atteinte au vote par cités : il eût suffi de prévoir la répartition des voix de chaque cité entre les diverses opinions, proportionnellement au nombre des suffrages recueillis par chacune. Mais une longue expérience n'est-elle pas nécessaire pour suggérer des corrections de ce genre à la loi brutale de la majorité⁴ ? Certainement imparfait tel que les Achaïens le pratiquaient, le vote par cités, en même temps qu'il s'harmonisait avec la structure interne de la Confédération, demeurerait infiniment plus juste que ne l'eût été, toutes choses égales d'ailleurs, le vote par têtes.

Le même scrutin est-il appliqué dans les synodoi ? Aucun texte n'autorise à l'affirmer et quelque hésitation est légitime ; car le transfert pur et simple aux synodoi d'une procédure qui n'est attestée que pour les seules synklètoi n'est pas sans faire difficulté⁵.

A première vue, il paraît s'imposer, puisqu'il n'existe entre les deux types d'assemblées aucune différence de nature. Si la synodos avait été composée de députés venus des cités fédérales en nombre variable selon

1. D'ailleurs, outre l'injustice que constitue cette équivalence, les observations qui vont suivre sur l'étouffement des minorités sont également valables pour ce cas.

2. Rechercher des combinaisons qui permettent aux minorités de conserver la part d'influence à laquelle elles ont mathématiquement et logiquement droit, est un souci moderne que l'Antiquité n'a pas ressenti. Je n'hésite pas à répondre négativement à la question que W. W. Tarn (*CAH*, t. VII, p. 738 : cf. *supra*, p. 60 et n. 4) laisse pendante.

3. Si 30 voix sont émises en faveur de A et 28 en faveur de B, A l'emporte. Mais si, dans le groupe A, un tiers des votants était favorable à B et, dans le groupe B, un quart seulement favorable à A, on obtiendrait en réalité, avec un système proportionnaliste, 27 voix pour A et 31 voix pour B.

4. Bien des exemples modernes révèlent, d'ailleurs, qu'il ne suffit pas d'apercevoir l'équité et la possibilité de ces corrections pour les adopter.

5. L'identité du mode de vote est affirmée par Busolt², p. 356, Hermann⁶-Swoboda, p. 398, Caspari, p. 218, Niccolini, p. 235, Busolt³-Swoboda, p. 1558. Aucun de ces auteurs n'a jamais tenté la moindre démonstration. On verra aisément tout ce que j'ai modifié et ajouté à l'opinion et à l'argumentation présentées naguère, *Mél. Glotz*, t. I, p. 62, n. 1.

la population de chacune d'elles, un système quelconque de vote par têtes eût été le plus naturel en même temps que le plus commode et il n'eût pas très sensiblement différé, sans toutefois en être le strict équivalent, d'un vote par cités où compte aurait été tenu de l'importance respective des cités¹. Mais, tout autant que la synklêtos, la synodos est une assemblée primaire. Pourquoi donc ne pas y procéder au vote selon le même principe, en vertu des mêmes raisons qui l'ont fait adopter à la synklêtos ?

Mais une observation d'ordre pratique vient directement à l'encontre de cette conclusion. Le vote par cités est nécessairement un vote par ψηφοφορία et non par χειροτονία² ; il implique un contrôle des votants et un dépouillement méthodique des bulletins de vote ou de ce qui en tient lieu. Il ne peut donc pas être opéré rapidement. Sa lenteur inévitable est peu gênante dans une synklêtos, assemblée qui, normalement saisie d'une affaire unique³, ne procède le plus souvent qu'à un scrutin unique⁴ et dispose d'une journée entière, après la clôture des débats⁵, pour formuler sa décision. Elle serait, en revanche, paralysante dans une synodos, assemblée appelée à trancher rapidement plusieurs questions au cours d'une même session⁶. Il convient d'ajouter que les questions portées devant les synodoi sont en général beaucoup moins graves que celles qui viennent devant les synklêtoi⁷ : les mêmes garanties d'équité n'y sont donc pas indispensables au même degré. Bref, autant le vote par cités convient aux synklêtoi, autant il apparaît mal adapté aux synodoi dont il prolongerait, sans profit réel le plus souvent, indéfiniment les sessions. Au vrai, le vote par têtes, qui

1. Bien plus exactement, c'eût été l'équivalent du système dont je viens de parler qui eût accordé une représentation proportionnelle à la minorité de chaque groupe de citoyens venus d'une même cité. Avec cette restriction, toutefois, que les cités n'auraient sans doute délégué à la synodos que des députés représentant l'opinion de la majorité. — Le vote par têtes à la synodos est admis par Szanto, *Das gr. Bürgerrecht*, pp. 122 sqq. ; Beloch, *Gr. Gesch.*², t. IV, 2, p. 233 ; Larsen, pp. 339 sq. ; Schwahn, col. 1255, ll. 3-6. Lorsqu'on identifie en droit la synodos avec la boulê, il est permis d'affirmer que ce vote s'impose logiquement et il implique qu'à la synklêtos chaque cité a un nombre de voix proportionnel à son importance ; Beloch (en disant, *op. cit.*, p. 234 : autant de voix qu'elle a de députés à la synodos) construit un système très cohérent, dès qu'on admet son point de départ ; au contraire, on remarquera l'embarras extrême que n'a pas pu cacher Hermann⁶-Swoboda, p. 391 (n. 2 de la p. 390).

2. Cf. *supra*, p. 380.

3. Cf. plus haut, pp. 341 sq.

4. *Ibid.*, p. 342, n. 3.

5. Liv., XXXII, 22, 4.

6. Cf. *supra*, pp. 342 sqq.

7. *Ibid.*, p. 214 et n. 3.

n'exclut pas la rapidité¹, constitue pour ces assemblées un mode de scrutin infiniment préférable au vote par cités.

Ainsi, ces deux raisonnements aboutissent à des solutions contradictoires. Or, ils sont irréfutables l'un et l'autre, chacun sur le terrain où il porte le débat. Choisir entre eux équivaldrait à faire un choix *a priori*, certainement impossible, entre les principes logiques et les nécessités pratiques. C'est donc un compromis qu'il faut rechercher, afin d'éviter cette impasse : les textes n'en suggèrent-ils aucun ?

L'un deux, en apparence décisif, ne doit pas être retenu. On a vu précédemment que l'élection des magistrats est une attribution normale de la *synodos*². Or, Plutarque mentionne qu'Aratos « l'emporta dans la *chéirotomia* » sur son concurrent à la stratégie³. A interpréter le mot strictement, il s'agit d'un vote à mains levées : et cette procédure est impraticable si on vote par cités. Mais le texte est fort peu probant. S'il est invraisemblable qu'on ait adopté pour les élections

1. Il permet, en effet, le vote à mains levées.

2. Cf. *supra*, pp. 209 sqq.

3. Plut., *Aratos*, 35, 7 : ἐκράτησε τῇ χειροτονίᾳ. Hermann⁶-Swoboda, p. 399, et Busolt-Swoboda, p. 1563, invoquent le texte pour montrer que l'élection des magistrats se fait *durch Handaufheben und Handmehr*. On n'a jamais utilisé ce détail pour déterminer le mode de vote pratiqué dans les synodoi. Tout d'abord, parce que personne n'a aperçu l'incompatibilité de la *chéirotomia* et du vote par cités. Ensuite, parce qu'ordinairement (cf. plus haut, p. 209 et n. 2) on imagine des assemblées spéciales pour procéder aux élections, les *archairésiai*. — Je ne crois pas qu'on ait jusqu'ici invoqué, en faveur d'une conclusion analogue, le texte Pol., II, 43, 1 (traduit et cité plus haut, p. 297 et n. 4), dans lequel le verbe *προχειρίζεσθαι* est employé pour parler de l'élection du grammateus et des deux stratèges annuels. Assurément, on ne peut pas soupçonner Polybe d'avoir commis une erreur. Mais son texte n'est valable que pour la période des vingt-cinq premières années de la Confédération, soit 280/255. En effet, ἐκ περιόδου indique (cf. Pol., VI, 20, 7) que les magistrats étaient choisis à tour de rôle dans les diverses cités (peut-être la même cité ne fournissait-elle, la même année, qu'un seul des trois magistrats). Et le mot *προχειρίζομεναι*, où il ne faut pas négliger le préfixe *προ-*, indique que les cités dont le tour était arrivé désignaient elles-mêmes ceux (ou celui) de leurs citoyens qui allaient devenir magistrats fédéraux. Or, pour cette désignation, une *chéirotomia* était tout indiquée : il n'existait point de subdivision du corps civique dont les membres pussent ne pas venir en grand nombre à l'assemblée municipale et dont il fallût, en conséquence, sauvegarder les droits. Qu'une assemblée fédérale eût, ensuite, à ratifier ce choix préalable, la chose est possible, sans être indispensable. Mais il ne s'agissait que d'une formalité rituelle, pour laquelle le mode de scrutin utilisé était sans importance. On remarquera, d'ailleurs, que le participe de Polybe s'applique uniquement à l'élection dans les cités. Au contraire, lorsque, en 255, le roulement entre cités cessa d'être pratiqué et lorsque les élections furent l'œuvre, en fait comme en droit, des assemblées fédérales, tout, logiquement, devait changer ; des précautions s'imposaient (cf. la note suivante) afin de sauvegarder l'égalité des cités fédérales et, si la *pséphophoria* n'était point pratiquée déjà dans les assemblées fédérales, il est probable qu'elle fut alors adoptée. — Lorsque Strabon (VIII, 7, 3 : cf. plus haut, p. 297 et n. 5) emploie le verbe *χειροτονεῖσθαι*, il ne mérite aucune confiance, car ce mot lui est suggéré par celui de Polybe dont il n'aperçoit pas la nuance.

un mode de vote différent de celui qui est en usage pour les scrutins ordinaires¹, il se peut que Plutarque ait commis une erreur, car il n'a certainement aucune connaissance précise de ce détail des institutions achaiennes : trouvant seulement l'idée d'élection dans la source qu'il utilise à cet endroit, il n'est pas inconcevable qu'il ait introduit de son chef le mot *χειροτονία*². Il se peut aussi que le mot, soit pour Plutarque, soit même pour sa source, ait ici le sens général d'« election » : c'était un vocable d'emploi trop courant pour qu'il n'eût rien perdu de sa valeur primitive, échappant en cela au sort commun de tous les termes de la langue « parlementaire »³. On ne saurait donc rien tirer de ce texte⁴.

Il n'en est probablement pas de même d'un détail fourni incidemment par Polybe dans son récit de la synodos tenue à Mégalopolis en 185. L'assemblée est saisie de l'offre de 120 talents faite par Euménès ; Apollonidas de Sikyon, puis l'Aiginète Kassandros se montrent violemment hostiles à l'acceptation⁵ et leurs discours ont tant d'effet sur l'assistance « que tous rejettent avec des cris le présent proposé »⁶.

1. Diverses considérations eussent pu y conduire. Tout d'abord, le fait que les élections se font habituellement dans le monde grec par *chéirotonia* : cf. Koch, *RE*, t. III, s. v. *χειροτονεῖν*, col. 2225 ; Brandis, *RE*, t. V, s. v. *Ekklesia*, col. 2193 ; Busolt¹, p. 454 et n. 2. Ensuite, la nécessité de gagner du temps ; il faut, en effet, élire au moins une quinzaine de magistrats : *damiorgoi*, *stratège*, *hipparque*, *navarque*, *grammateus*, *tamias*. Mais ce ne sont pas là des raisons suffisantes pour imposer cette conclusion. Toutes les élections ne se font pas en Grèce par *chéirotonia* : cf. au moins (si on repousse l'opinion de Bury, *Class. Rev.*, t. XIII, p. 99, sur Bacch., V, 186) *IG*², t. II, n° 624, l. 15, et *IG*, t. XII, 5, n° 585 *A*, ll. 10 sqq. En revanche, elles se font dans de nombreux Etats au scrutin de liste (cf. Busolt¹, p. 469, n. 3) ; il n'est pas prouvé qu'elles se fissent ainsi chez les Achaiens (Pol., XXVIII, 6, 9, montre seulement la désignation, par un parti, de deux candidats, l'un à la stratégie, l'autre à l'hipparchie, et ne préjuge pas du scrutin utilisé à l'assemblée), mais cela demeure possible. Les deux arguments présentés au début de la note n'emportent donc pas la conviction. — En sens inverse, il faut surtout remarquer que la *chéirotonia* pour les élections n'eût, de toute évidence, abouti à rien d'autre qu'à faire élire les magistrats par les citoyens de la cité où se tenait l'assemblée. C'eût été certainement injuste. C'eût été aussi dangereux pour la politique fédérale ; car ces citoyens, plus nombreux que ceux des autres cités, se recrutaient par conséquent dans des classes sociales moins aisées. Enfin, cette dernière constatation aboutirait à rendre incompréhensibles les renseignements qu'on nous donne sur l'influence des *ἱππεῖς* dans le choix du stratège (Pol., X, 22, 9 ; Plut., *Phil.*, 7, 4 ; cf. *supra*, pp. 210 sq.). Aussi est-ce sans hésitation que je repousse l'hypothèse de la *chéirotonia* même pour les seules élections.

2. D'autant plus aisément que l'élection des magistrats se fait plus communément dans les Etats grecs à mains levées.

3. En fait, tous les mots de cette langue ont pris souvent un sens purement métaphorique ; on parle de *ψῆφος* ; *ψηφίζεσθαι*, *ψηφισμα*, alors que le vote a eu lieu à mains levées ou même par acclamations (à Sparte, Thuc., I, 87), et inversement (*αἶνος*, étymologiquement, s'applique à ce qui est acclamé) : cf., entre bien d'autres, Brandis, *RE*, t. V, s. v. *Ekklesia*, col. 2193 ; Keil, p. 379 ; Busolt¹, pp. 454 sq.

4. Il faudrait reprendre le même raisonnement au sujet du mot *χειροτονία* en Plut., *Phil.*, 12, 5 : il y signifie uniquement « vote », au sens large.

5. Pol., XXII, 7, 3 ; 5 ; 8-8, 12 : cf. *supra*, pp. 102 sqq., 154 sqq., 332 sqq.

6. Pol., XXII, 8, 13 (texte cité plus loin, p. 392, n. 2).

Polybe n'ajoute rien d'autre et cette phrase paraît impliquer que les cris de désapprobation suffisent pour indiquer la volonté de l'assemblée. Certes, et en tout état de cause, il ne peut s'agir là que d'une procédure expéditive et sommaire ; car les Achaïens n'en sont assurément pas demeurés au scrutin par acclamations pratiqué dans la Sparte classique et qualifié de « puéril » par Aristote¹. Mais elle est, à coup sûr, moins scandaleusement irrégulière si la synodos utilise en temps normal le vote par têtes et non pas le vote par cités. L'indication fournie par cet incident n'est nullement impérative : il se peut que Polybe veuille dire qu'on vota en criant, les cris accompagnant et ne constituant pas le vote ; il se peut aussi que le cas soit exceptionnel. Le texte n'en conserve pas moins une valeur certaine.

Bien plus, il semble qu'il fournisse le moyen de résoudre toutes les difficultés. Rétablissons, en effet, la phrase de Polybe dans son intégrité : « De tels discours [ceux d'Apollonidas et de Kassandros] ayant été tenus, la foule en reçut une si vive impression que personne n'osa parler en faveur du roi [Euménès] et que tous rejetèrent avec des cris le présent proposé². » Il n'est pas trop hardi d'estimer que les deux précisions apportées par Polybe sont, dans l'esprit même de l'écrivain, destinées à se compléter, en ce sens que la seconde s'explique par la première : c'est sans doute l'absence de tout contradicteur qui autorise l'assemblée et son bureau à se satisfaire d'un vote irrégulier, puisqu'aucun doute n'est, de la sorte, possible sur ce que serait l'issue d'un vote exprimé selon les formes prescrites. Et n'est-on pas, dès lors, conduit à généraliser, ce qui ferait disparaître la contradiction précédemment aperçue ? Supposons, en effet, qu'en principe la synodos vote par cités avec la même procédure que la synklêtos : les Achaïens auraient poussé aussi loin que possible l'assimilation nécessaire des deux assemblées et sauvegardé, avec l'organisation fédérative de leur État, le droit qu'avait chaque cité, même éloignée du lieu de réunion, d'exercer sa part d'influence sur les décisions communes. Supposons en même temps qu'une procédure plus rapide impliquant théoriquement le vote par têtes — chéirotônia, acclamations, etc. — puisse être appliquée lorsque l'unanimité ou même une très forte majorité est acquise de façon non

1. Arist., *Pol.*, II, 9, p. 1271 A, l. 10 : *πικιδριώδης*. D'autres exemples sont connus (Brandis, *op. cit.*, coll. 2194-2195 ; Busolt, p. 455, n. 2), mais tardifs ; l'usage a un caractère aristocratique très prononcé (Keil, p. 379).

2. *Pol.*, XXII, 8, 13 : *Τοιούτων δὲ γενομένων λόγων, ἐπὶ τοσούτον παρέστη τὸ πλῆθος ὥστε μὴ τολμήσαι μηθένα συνεπειν τῷ βασιλεῖ, πάντες δὲ μετὰ κραυγῆς ἐκβαλεῖν τὴν προτεινομένην ἡμεραν*.

douteuse à un projet de décret et, par exemple, quand aucune voix discordante ne s'est élevée lors des débats : les Achaiens auraient par là très heureusement corrigé ce que le premier principe présentait d'incommode et permis à la synodos d'expédier rapidement, sans multiplier les scrutins languissants, les petites affaires courantes inscrites et normalement seules inscrites, à son ordre du jour ¹. Sans aucun doute, ce sont là seulement des hypothèses, qui ne trouvent d'autres appuis que des raisonnements *a priori* d'une part, un détail d'interprétation discutable dans un récit de Polybe d'autre part. Mais ces hypothèses sont trop satisfaisantes et vraisemblables, en droit comme en fait, pour ne pas être préférées au *non liquet* qui ne manquerait pas, à défaut d'elles, de s'imposer ².

Aussi n'hésitera-t-on pas à conclure que le bureau d'une synodos disposait de plusieurs moyens pour soumettre un projet de décret à l'assemblée. L'un, à coup sûr le plus fréquemment employé, n'aboutissait pas, à proprement parler, à un vote : il consistait à constater que le projet réalisait l'adhésion ou la réprobation générales. Mais, si la question à trancher était délicate ou si un désaccord s'était manifesté dans l'assemblée, on procédait au vote par cités et par pséphophoria ³ ; peut-être, afin de garantir contre un « escamotage » possible d'un

1. Aucune trace n'existe d'une procédure équivalente à la *prochéirotonia* athénienne en interprétant celle-ci, avec la majorité des critiques, comme un vote préalable pour savoir si l'assemblée adopte aussitôt après sa lecture le probouleuma ou décide d'ouvrir un débat : cf. sources essentielles et bibliographie dans Busolt Swoboda, p. 996, n. 5). Il n'en existe, d'ailleurs, pas davantage trace dans aucun Etat grec. Ne peut-on estimer que la procédure expéditive, dont j'émetts ici l'hypothèse, était dans une certaine mesure susceptible de la remplacer ? — Les assemblées parlementaires modernes connaissent et pratiquent de même plusieurs modes de vote, le vote à mains levées n'étant utilisé que quand aucune « demande de scrutin » n'a été déposée. La Chambre des députés française applique une procédure spéciale lorsqu'aucun débat ne doit s'ouvrir. Partout et toujours, les assemblées délibérantes se trouvent placées devant la même contradiction entre la nécessité de garantir la sincérité d'une décision et la nécessité d'aller vite.

2. Incertitude dont le caractère et la cause seraient plus graves que pour les questions, si nombreuses, qui n'ont pas pu être tranchées au cours de cette étude. Là, en effet, ni le raisonnement ni les sources n'ont pu permettre de trancher ; ici, au contraire, le silence des sources demeurant identique, le raisonnement aboutirait à une contradiction insoluble.

3. Il s'ensuit qu'au moins un représentant officiel de chaque cité devait assister à chaque synodos afin de contrôler cette pséphophoria, car on ne pouvait pas être sûr à l'avance qu'il ne faudrait procéder à aucun scrutin de ce genre au cours de la session. D'autre part, on a déjà vu, plus haut, p. 162, que, si la Confédération possède une boulè, les bouleutes, c'est-à-dire les délégués de chaque cité à la boulè, sont dans l'obligation d'assister aux séances de la synodos. Une hypothèse assez tentante serait de confondre ces deux catégories de représentants des cités à la synodos et d'admettre que le contrôle du vote par cités est opéré par les bouleutes de chaque cité... s'ils existent. Cette hypothèse doit naturellement valoir aussi pour les synklètoi.

bureau trop habile, ce vote régulier était-il de droit lorsqu'un seul citoyen le demandait ¹. Tout se trouvait ainsi satisfait : le souci d'une nécessaire rapidité comme le désir de dégager, sans contestation possible, la véritable volonté nationale.

V

Le vote achevé, l'unique ou le dernier décret adopté, il semble que l'assemblée n'ait autre chose à faire que se séparer.

Toutefois, un texte de Polybe, qui ne peut certainement pas recevoir une autre interprétation, place à ce moment un discours du stratège, en l'espèce Philopoïmen ². Lorsque l'assemblée — synodos ou synklêtos ? nous l'ignorons — a déjà pris les décisions qu'elle doit prendre, ce discours exhorte les citoyens à tenir leurs armes en bon état et à leur accorder plus de soin qu'à leurs vêtements. Il recommande donc une réforme des mœurs, et non pas des mesures dont un décret quelconque puisse, sous menace de sanctions, ordonner à tous l'observance. Aucun débat ne s'ouvre après ce discours ; aucun scrutin n'intervient ; aucun décret n'est adopté ou rejeté. Il apparaît ainsi que l'assemblée, auparavant délibérative, vient de se transformer, sa fonction délibérative une fois remplie, en une réunion apolitique de citoyens réduits au simple rôle d'auditeurs passifs : ce qu'ils écoutent ainsi, docilement, c'est une leçon de morale.

C'est, très probablement, de la même façon qu'il convient d'interpréter un détail du récit fait par Tite-Live, d'après Polybe, d'une synklêtos réunie pendant l'été de 191 ³. L'assemblée a délibéré sur une demande du représentant de Rome, T. Quinctius Flaminius. Elle a voté un décret qui donne satisfaction à celui-ci ⁴. Il reprend alors la parole avant que l'assemblée se sépare. Le résumé fourni de son discours par Tite-Live n'oblige nullement à penser que le débat se poursuit ⁵ ;

1. Autre hypothèse : ce vote aurait été nécessaire lorsque les représentants officiels d'une cité (cf. la note précédente) le demandaient.

2. Pol., XI, 9, 1 sqq. Sur cette assemblée, cf. *supra*, pp. 95 sqq.

3. Liv., XXXVI, 31, 10 (qui montre clairement qu'il s'agit d'une synklêtos) et 32, 2-9. Sur cette assemblée, cf. *Premiers rapports*, pp. 349 sqq.

4. Niccolini, p. 142, ne signale et n'aperçoit certainement pas ce scrutin ni ce décret. Pourtant, Liv., XXXVI, 32, 4 est formel, puisqu'on y trouve les mots *decretum est*.

5. À l'extrême rigueur, on pourrait penser que le premier scrutin a porté seulement sur une question de procédure. Les mots ... *ut T. Quinctio ea res permetteretur* appuieraient même, en apparence, l'interprétation. Mais quel point de procédure pourrait-il être nécessaire de trancher préalablement au débat sur le fond ? Je n'en puis imaginer qu'un seul : il serait interdit à une assemblée de délibérer sur une pro-

aussi bien, puisque son objet n'aurait pas été modifié, à quoi pourrait logiquement correspondre cette réouverture de la discussion sur une question débattue avant le scrutin et tranchée par celui-ci ? Au contraire, le texte se concilie très aisément avec une autre hypothèse, infiniment plus plausible. Ayant éprouvé quelque résistance avant d'obtenir gain de cause, craignant que la demande qu'il a présentée et le décret qu'ils ont dû voter ne laissent les Achaïens mécontents de lui-même et de Rome, désirant répandre quelque baume sur la plaie qu'il sait avoir ouverte, il saisit l'heureuse occasion que lui fournit la présence en un même lieu d'un grand nombre de citoyens, de ceux-là mêmes qui, venant de s'incliner devant la volonté de Rome, informeront leurs compatriotes absents et exerceront ainsi une influence décisive sur l'opinion, pour commenter le débat qui vient de se terminer. Il le fait en dehors du cadre « parlementaire » normal ; son discours demeurera dépourvu de toute sanction matérielle ¹ ; c'est un effet uniquement moral qu'il désire obtenir et, en leur adressant d'utiles conseils politiques, il affirme et cherche à démontrer aux Achaïens qu'il a agi dans l'intérêt bien compris de leur patrie.

Ainsi, dans le cas de Philopoïmen en 208/207 comme dans celui de T. Quinctius en 191, on se trouve en présence d'orateurs qui, une fois épuisé l'ordre du jour d'une assemblée, profitent de ce qu'elle ne s'est pas encore séparée pour adresser des exhortations, et comme des manifestes, aux citoyens réunis. Il se peut que le procédé, incontestablement commode, soit efficace. De toute façon, il faut, pour se hasarder à l'employer, posséder une grande autorité morale sur la masse des auditeurs. Car ceux-ci ne sont plus traités en ces occasions comme les

position de cession de la moindre parcelle du territoire fédéral. Or, nous ne possédons nulle part trace de ce principe. Au surplus, les détails donnés par notre récit sur le débat qui précéda le vote (32, 3-4) s'appliquent sans aucun doute à un débat sur le fond, et non pas à une querelle de procédure.

1. La dernière phrase du texte (32, 9) doit être correctement interprétée. *Zacynthus Romanis traditur* signifie, comme l'indique bien Weissenborn-Müller, *ad loc.*, que le décret, dont le vote a été signalé précédemment (4), est matériellement exécuté après la fin de l'assemblée. *Adsentienti omni concilio* signifie, non pas qu'il y a eu un second vote, unanime, après le second discours de Flamininus, mais simplement que des marques d'approbation unanime ont pu être aperçues dans l'assemblée après ce discours. Enfin, les mots *nec Diophane ultra tendere auso* n'impliquent nullement que, par son second discours, T. Quinctius ait ouvert un nouveau débat ; stratège, c'est-à-dire président du bureau de l'assemblée, Diophanès eût certainement pu essayer de répliquer au discours du Romain ; il eût pu aussi tenter d'user de ses pouvoirs pour contrecarrer ou au moins retarder, après la séparation de l'assemblée, l'exécution du décret voté auparavant ; c'est tout cela que Tite-Live signale qu'il n'a pas osé faire.

membres d'une assemblée politique, mais comme ceux d'un groupe éphémère que le hasard propice semble avoir constitué afin de faciliter auprès d'eux une tâche de prédication, d'enseignement ou de propagande. Le consentement du bureau de l'assemblée n'est donc pas seul indispensable : on ne peut pas se passer du consentement, au moins tacite, des citoyens que l'on prétend endoctriner et, s'il est tout acquis, pour des raisons d'ailleurs très différentes, à un Philopoïmen et à un T. Quinctius Flaminius, il en est beaucoup d'autres qui ne l'obtiendraient pas.

Au demeurant, les sources ne fournissent pas d'autres exemples de faits identiques ou analogues. Partout ailleurs, lorsque des précisions sont fournies, on voit, après le vote, le président « renvoyer » l'assemblée ¹, c'est-à-dire proclamer la fin de sa session, et les citoyens repartir εις τὰς ιδίας ἑκάστοι πόλεις ², tandis que les magistrats pourvoient à l'exécution des mesures prises.

Telle est l'idée qu'on peut se faire de la procédure et des séances des assemblées achaïennes. Elle demeure très imparfaite. Les pages qui précèdent risquent fort d'apparaître comme une simple revue des difficultés qui s'opposent à l'intelligence précise et complète du fonctionnement de ces assemblées. La liste est longue des questions, parfois très importantes, pour lesquelles il faut constater l'absence de toute donnée ou bien, faute de renseignement décisif, l'impossibilité de conclure. S'abandonner à des plaintes amères serait, toutefois, excessif : existe-t-il, en effet, beaucoup d'États grecs où l'organisation et le déroulement des séances des assemblées demeurent pour nous choses moins mystérieuses ?

1. Liv., XXXI, 25, 10, et XXXII, 20, 3 : *dimittere*.

2. Pol., XXII, 9, 14 ; formule équivalente en V, 2, 1 ; cf. XI, 10, 7 (après le discours du stratège). Sur l'interprétation de cette expression et d'expressions analogues, cf. *REA*, t. XXXV, 1933, p. 453.

CHAPITRE DIXIÈME

CONCLUSION

ASSEMBLÉES ACHAIENNES ET ASSEMBLÉES GRECQUES. ORGANISATION TARDIVE ET PROGRESSIVE DE LA SYNKLÈTOS.

I. — EN QUOI LES ASSEMBLÉES ACHAIENNES RESSEMBLENT AUX AUTRES ASSEMBLÉES GRECQUES ; EN QUOI ELLES DIFFÈRENT D'ELLES. — II. COMPARAISON SOMMAIRE AVEC LES ASSEMBLÉES AITOLIENNES. — III. L'ORGANISATION, PROBABLEMENT PROGRESSIVE, DE LA SYNKLÈTOS DOIT SE PLACER ENTRE 220 ET 200.

Après cet examen détaillé des diverses questions que soulèvent les assemblées achiennes, le moment est venu de formuler quelques observations générales qui paraissent se dégager d'une étude nécessairement morcelée. Malgré leur lenteur et leur longueur, ces recherches laissent subsister bien des obscurités ; mais les résultats dès maintenant atteints ne sont pas, pour autant, négligeables.

I

Au vrai, et à juger les choses d'un peu haut, après les assemblées athéniennes — mais naturellement très loin derrière elles —, les assemblées achiennes sont les assemblées grecques que nous connaissons le mieux ou, si l'on préfère, le moins mal. Il serait sans doute possible, même en excluant Athènes, d'aboutir à une intelligence plus complète et plus précise d'une assemblée démocratique grecque. Mais cette assemblée demeurerait idéale et abstraite. L'image qu'on s'en ferait serait une juxtaposition de traits d'époques différentes provenant d'États différents : elle n'aurait donc pas le même intérêt. Elle n'aurait pas non plus le même caractère : plus complète pour tout ce qui touche aux principes juridiques, elle demeurerait plus éloignée de la réalité véritable, car on n'y pourrait suivre que plus vaguement l'application pratique de ces principes. A cet égard, si les indications

fournies pour les assemblées achaiennes sont insuffisantes à satisfaire la curiosité de l'historien, certaines sont néanmoins précieuses.

La raison de cet état de choses se discerne aisément. C'est qu'en général notre connaissance des assemblées grecques a pour base essentielle l'étude des décrets transmis par les inscriptions. Et, certes, il ne pourrait venir à l'esprit de personne de méconnaître la valeur inappréciable de cette catégorie de sources ; elle a, cependant, ses limites. Les inscriptions sont des documents officiels, qui envisagent toutes choses sous l'angle de la procédure. Elles négligent donc les débats eux-mêmes pour ne s'attacher qu'à la décision finale ; elles s'attardent aux formalités juridiques, mais taisent les incidents de séance et les détails concrets¹. Au contraire, les textes littéraires, qui passent ordinairement sous silence ce qui est simple mécanisme, procèdent à des récits, font s'affronter les orateurs, décrivent l'assistance et signalent ses manifestations : ils font vivre les institutions, qu'il est impossible de connaître réellement en les isolant des hommes pour qui et par qui elles fonctionnent. Or, si le matériel épigraphique achaien est insignifiant en soi comme en comparaison de ce qu'il est souvent ailleurs, la documentation littéraire se révèle à la fois plus abondante, plus riche en détails et plus digne de confiance pour la Confédération achaienne que pour tout autre État grec, Athènes exceptée.

Ainsi s'explique, sans doute, la souplesse dont font preuve les institutions achaiennes. Cette souplesse est, à première vue, surprenante. Il est assurément étrange qu'une loi réservant à la synklétos l'examen de certaines questions bien précisées n'ait pas été toujours automatiquement respectée et que de simples citoyens aient dû en rappeler l'existence aux magistrats. Il ne l'est pas moins que, la loi confiant au collège des synarchiai, c'est-à-dire au stratège et aux dix damiorgoi, le soin de convoquer une assemblée et de déterminer la ville où elle devrait se tenir, le seul stratège Philopoïmen ait pris en 188 la liberté de lancer une convocation pour Argos, alors que les damiorgoi en lançaient une autre pour Aigion. Deux exemples indiscutables d'illégalité caractérisée. En découvrirait-on, ailleurs, d'aussi incontestables et aussi graves ? Il ne le semble pas, pourvu du moins qu'on persistât à

1. Peut-être paraîtrait-il ici faire trop bon marché des observations présentées par R. Laqueur dans ses *Epigraphische Untersuchungen zu den griechischen Volksbeschlüssen* (Leipzig-Berlin, 1927). Mais, si même elles atteignent parfois la vérité (cf. l'opinion sévère exprimée par P. Roussel, *REA*, t. XXX, 1928, pp. 235 sqq.), on m'accordera sans doute que ce peut être seulement dans certains cas exceptionnellement favorables. Je veux, au contraire, m'en tenir ici à une vue d'ensemble.

exclure Athènes de cette comparaison, — et cette réserve indispensable apporte la clef de ces anomalies.

Partout, en effet, les nécessités pratiques font plier les principes juridiques : la vie, en maintes circonstances, contraint à adapter ou à négliger les lois. Mais les inscriptions ne seraient pas ce qu'elles sont, des documents officiels, si elles ne parvenaient pas à donner toujours l'impression que les formes légales n'ont pas reçu le moindre accroc : elles doivent pallier de leur mieux ces irrégularités, au moins en les taisant. Les sources littéraires, au contraire, ne peuvent pas manquer de les mentionner, sous peine de rendre inintelligibles les incidents et les conflits qu'elles ont provoqués. Ainsi, il est inévitable que, en partant d'une documentation exclusivement ou essentiellement épigraphique, on soit conduit à s'imaginer des institutions au fonctionnement constamment régulier et sans heurts, alors qu'une documentation littéraire fournit une image à peu près exactement inverse.

A vrai dire, les deux conclusions sont également fausses. En temps normal et dans l'immense majorité des cas, les lois sont respectées : il est évident qu'elles l'ont été pour la plupart des décrets que les inscriptions font connaître et qui ressortissent aux affaires courantes d'une collectivité politique. C'est seulement dans les grandes occasions, lorsque l'enjeu en vaut la peine ou quand des circonstances exceptionnelles semblent absoudre les pires audaces, qu'on peut songer à transgresser les règles juridiques : et les textes littéraires accordent nécessairement un intérêt particulier à tout ce qui sort de la routine quotidienne, conflits violents et crises graves, où l'évolution normale de la politique et de la vie d'un peuple subit un brusque temps d'arrêt ou reçoit une impulsion précipitée. De là, sans aucun doute, l'intensité du contraste qui se manifeste entre la Confédération achaienne et les autres États grecs : si celle-là paraît moins legaliste que ceux-ci, le hasard auquel nous devons notre documentation en est seul responsable.

Les assemblées achaiennes n'apparaissant pas à l'historien sous le même angle que les autres assemblées grecques, il est difficile de les soumettre à une mesure commune. On est, cependant, fatalement amené à tenter au moins une comparaison.

Souvent, d'ailleurs, la similitude est évidente. L'existence d'assemblées ordinaires, réunies à dates fixes, et la possibilité de convocations d'assemblées extraordinaires sont choses très courantes. L'accès à

toutes les assemblées de tous les citoyens d'âge légal est une règle qui ne souffre aucune exception dans un État démocratique. L'absentéisme de la plupart des ayants droit s'observe également partout. Il en est de même des grandes lignes du fonctionnement des assemblées : publication de l'ordre du jour en même temps que de la convocation, identité de l'organe constitutionnel qui convoque et du bureau de l'assemblée, nécessité du *probouleuma* et, en conséquence, interdiction à l'assemblée de sortir efficacement de son ordre du jour, audition directe des ambassades nationales ou étrangères, droit de parole et initiative des projets de décret accordé à tous les assistants, etc.

Cette concordance n'a rien de surprenant. A l'époque hellénistique, c'est aussi en matière politique que se généralise une sorte de *koinè* et presque tous les États républicains du monde grec modèlent alors leurs institutions sur le type général de l'État démocratique. Il y a plus, d'ailleurs. En effet, la plupart au moins des traits communs qui viennent d'être relevés n'ont aucun caractère spécifiquement démocratique. Ils se retrouvent dans bon nombre de constitutions aristocratiques qui, en réalité, se bornent à réserver le plein exercice des droits politiques à une minorité, c'est-à-dire à faire dépendre la qualité de citoyen véritable — de citoyen « actif » — de certaines conditions, inaccessibles à la grande masse des citoyens ordinaires. Ces traits relèvent donc plutôt d'habitudes grecques très générales et d'origine lointaine, qui n'appartiennent à aucun régime politique et constitutionnel déterminé.

Mais, si les assemblées achaiennes ressemblent ainsi par bien des points aux autres assemblées grecques, elles en diffèrent bien plus souvent encore et leur originalité est certainement plus grande qu'on ne l'attendrait. Sans prétendre en relever tous les indices, il convient de souligner ici les plus importants.

Le plus notable est sans doute la grandeur, théorique et pratique, du rôle des *synarchiai* et, dans ce collège, du stratège. Nulle part ailleurs, semble-t-il, on n'aperçoit aussi nettement l'étendue des attributions des magistrats. Peut-être est-ce parce que, nulle part ailleurs, les exemples n'en sont aussi nombreux ou plutôt aussi également répartis entre les divers domaines où l'action des magistrats peut se manifester. L'ensemble des pouvoirs que possèdent et exercent les magistrats achiens demeure, néanmoins, impressionnant. Si même, en effet, la Confédération achaienne est dotée d'une boulè, ce sont les magistrats qui jouent le rôle normalement dévolu à une boulè ou à

ses représentants : pourvoir aux cas urgents en recevant des ambassades étrangères et en envoyant à l'étranger des ambassades achaïennes ; convoquer toutes les assemblées et établir leur ordre du jour ; rédiger le probouleuma ; présider les séances ; guider matériellement et politiquement les débats ; fixer l'ordre dans lequel les projets seront soumis au vote. Ce sont là des droits ou des possibilités qui viennent s'ajouter à ceux que possèdent habituellement les magistrats d'un État grec et dont les magistrats achaïens ne sont pas le moins du monde frustrés. Les utiliser ne pouvait pas ne pas mener — si scrupuleux que fût l'usage qui en était fait — à exercer une grosse influence sur la politique fédérale.

Il n'est pas jusqu'à la souplesse des lois achaïennes qui ne contribue à augmenter encore l'action personnelle des magistrats. On n'entend pas, par là, faire de nouveau allusion aux libertés prises assez fréquemment en pratique avec les prescriptions légales ; les magistrats ou au moins certains d'entre eux en sont cependant, dans les cas connus de nous, les premiers et les seuls bénéficiaires. On songe à certaines lois ou coutumes qui, dans leur principe même, laissent aux magistrats une appréciable liberté d'interprétation et de choix. Ainsi la loi qui ordonne la réunion d'une synodos à certaines époques de l'année : telle qu'il a paru possible de la reconstituer, les règles qu'elle pose ne sont rien moins qu'étroites, puisqu'une même session de l'assemblée peut se tenir à deux mois d'intervalle, peut-être même davantage ; c'est donc à l'intérieur de périodes assez largement délimitées que le choix de la date incombe aux magistrats. Ainsi encore pour le lieu de la réunion, à partir du moment où Aigion perd en fait ou en droit son monopole : dès la guerre de Kléoménès, les magistrats peuvent exciper de circonstances exceptionnelles pour convoquer une synklètos ailleurs qu'à Aigion et, dès la fin du III^e siècle, ils paraissent être entièrement libres de choisir, pour cette catégorie d'assemblées, la ville qu'ils préfèrent ; à partir de 188, sans doute leur liberté est-elle identique pour les synodoi et ne sont-ils nullement astreints à les convoquer à tour de rôle dans les diverses cités fédérales. Au moins sur ces deux points, la loi achaïenne fait donc preuve d'une souplesse intrinsèque, qui n'est pas sans intérêt, d'ailleurs, pour apprendre à connaître et pour apprécier les institutions fédérales, car ce caractère n'est pas, que l'on sache, très fréquent dans l'Antiquité grecque. Mais il importe surtout de remarquer que ces lois n'ont pas été conçues ni rédigées dans un esprit de suspicion à l'égard des

magistrats ; elles ne les ont pas ligotés dans un réseau serré d'obligations précises ; elles laissent une large place à leur initiative, les autorisent ou plutôt les incitent à juger par eux-mêmes en s'inspirant des circonstances.

Ainsi les lois et les mœurs s'accordent pour donner aux magistrats, en face des assemblées et dans les assemblées, une autorité plus grande qu'ils n'en possèdent d'habitude dans un État grec démocratique. Cette conclusion se trouve confirmée, tout au long de l'histoire achaïenne, par l'influence dirigeante qu'exerce le stratège : pourvu qu'il fût assuré de la collaboration des damiorgoi, ce magistrat ne pouvait pas, le plus souvent, éprouver grand'peine à faire accepter sa politique par les assemblées fédérales.

Une autre originalité, moins grave de conséquences, mais également très remarquable, est l'existence de la loi qui réserve à la synklêtos l'examen des questions d'alliance ou de guerre. Cette loi est d'un type très particulier. Là où existent assemblées régulières et assemblées extraordinaires, les lois qui interviennent pour réglementer la compétence des assemblées ont normalement pour but et pour effet d'inscrire à l'ordre du jour de telle ou telle assemblée régulière une affaire ou un ordre d'affaires déterminées. La loi achaïenne, au contraire, enlève aux assemblées régulières, en tant que telles et parce que telles, la connaissance de certaines questions pour lesquelles elle ne fait confiance qu'à des assemblées extraordinaires. La seule procédure connue qui soit à peu près comparable à la procédure achaïenne est celle que l'on appliquait à Athènes pour les *ψηφίσματα ἐπ' ἀνδράσι*. Encore l'assemblée athénienne réunie dans des conditions spéciales pour procéder au vote définitif sur un décret de ce genre n'était-elle convoquée, au moins pour l'application de l'ostracisme, qu'après un vote préalable d'une assemblée ordinaire affirmant que la question méritait examen. Ainsi, l'assemblée régulière n'était pas écartée *a priori* : son avis favorable était nécessaire à l'origine même de la procédure. La différence est donc sensible et les Achaïens ont, en l'espèce, réalisé une combinaison dont l'originalité foncière n'est pas douteuse.

Il convient encore de relever la règle des trois jours pour la session des synklêtoi, règle extrêmement curieuse sous tous ses aspects. En effet, il ne paraît exister rien de semblable nulle part ailleurs en Grèce : pour autant que nous possédions des renseignements sur ce point, il semble avoir été admis conventionnellement, sans que la moindre réglementation parût nécessaire, qu'une assemblée politique

siégeait un seul jour. L'adoption d'une loi en la matière et l'extension du délai à trois jours sont donc déjà choses nouvelles. Mais le plus remarquable est certainement que ce délai maximum vaille aussi comme délai minimum et que cette mesure s'accompagne de la répartition obligatoire et symétrique, entre les trois journées de la session, des différents actes de la procédure « parlementaire ». Ainsi, sans égards à l'objet du débat comme à l'intensité inégale de l'intérêt qu'y peuvent porter les citoyens, toutes les synklètoi sont coulées dans le même moule, soumises au même lit de Procuste ou plutôt, ce qui est pire, à la même division tripartite d'un même lit de Procuste. Cette conception est quelque peu déconcertante et il n'est pas trop hardi d'estimer qu'elle a dû entraîner, dans l'application pratique, des inconvénients, parfois même assez graves. Mais l'essentiel est ici d'indiquer que, dans l'état actuel de notre documentation, il n'existe aucune trace, dans aucun autre État grec, d'une règle qui puisse, si peu que ce soit, être rapprochée de celle-ci. Peut-être une trouvaille heureuse fera-t-elle connaître un jour, ici ou là, un précédent ou une imitation. On avouera, cependant, que l'éventualité est assez improbable et que l'originalité des institutions achaiennes possède sur ce point les plus grandes chances de demeurer incontestée.

Enfin, le mode de scrutin en vigueur dans les assemblées achaiennes constitue une particularité intéressante de celles-ci. Qu'on ait eu recours, non pas à la chéirotonia, qui est le procédé ordinairement utilisé dans les assemblées grecques, mais, toujours dans les synklètoi et au moins en principe dans les synodoi, à la psèphophoria, voilà déjà qui n'est pas négligeable. Toutefois, la véritable différence entre les assemblées achaiennes et les assemblées grecques du type courant réside à cet égard dans le vote par cités adoptés par celles-là. Ce scrutin a son équivalent dans le vote *curiatim*, *centuriatim* ou *tributim* pratiqué dans les assemblées romaines. Il semble, au contraire, que la Confédération achaïenne en fournisse le seul exemple sûr dans le monde hellénique et pour une assemblée primaire. Partout, en effet, où l'on peut suivre jusqu'à son terme et de façon certaine la procédure du scrutin dans une assemblée primaire grecque, on aperçoit que les votes y sont dénombrés *viritim*, même quand ils sont recueillis à l'intérieur de groupes constitués. Le cas le plus frappant est celui des assemblées plénières qui, à Athènes, sont appelées à désigner les victimes de l'ost-racisme : les citoyens y sont répartis et votent par tribus, mais les tribus jouent seulement le rôle de sections de vote et non pas d'unités

de vote. Il se peut, il est même probable qu'une information plus complète révélerait l'adoption, dans d'autres États que la Confédération achaienne, d'un mode de scrutin comparable à celui des assemblées romaines : il présentait trop d'avantages, au moins dans un « État composé » et de grande étendue territoriale, pour être demeuré inaperçu et, une fois connu, inutilisé. Mais ce n'est affirmé par les sources actuelles que pour les assemblées achiennes.

On s'en est tenu volontairement, dans cette énumération, aux singularités les plus saillantes et les mieux attestées. Il eût été possible d'allonger cette liste : l'insuffisance de notre documentation, les incertitudes qu'elle provoque trop souvent, tant en face des assemblées achiennes qu'en face des autres assemblées grecques, tout interdit, d'ailleurs, de lui donner un caractère définitif. Telle quelle, elle suffit cependant pour montrer l'originalité indéniable des assemblées achiennes.

II

Si les assemblées achiennes présentent ainsi des différences sensibles avec le type normal des assemblées helléniques, c'est manifestement, au moins en grande partie, parce que l'État achaien lui-même n'est pas construit sur le type courant des États grecs. Tout peut, en effet, s'expliquer par son caractère d'État fédéral et d'État territorialement très étendu. Ces deux caractères dépendent, d'ailleurs, si étroitement l'un de l'autre qu'à vrai dire ils n'en font qu'un : État unitaire, la Confédération achaienne n'eût jamais pu bénéficier d'une telle extension territoriale ; car l'esprit d'autonomie des cités demeurerait une force avec laquelle il était indispensable de compter. Mais le plus important par ses conséquences est ici l'étendue du territoire fédéral. Elle aboutissait fatalement, en effet, à transformer l'assistance à l'assemblée en une très lourde charge pour les citoyens originaires des cités lointaines. Dès lors, elle contraignait à donner aux magistrats, seuls véritablement informés parce qu'ils étaient le seul rouage constitutionnel permanent, une indépendance et une autorité plus grandes. En revanche, elle contraignait à imaginer un ensemble de précautions pour empêcher l'étouffement des débats : ainsi se justifie l'existence de la loi qui devait automatiquement réserver à l'examen de la synklêtos les questions les plus graves ; ainsi se justifient de même l'étirement obligatoire sur trois jours de la session des synklêtoi et la répartition impérative entre eux des divers actes de la procédure ; ainsi se justifie enfin

— et c'est là qu'intervient aussi, de façon très directe, la conception juridique d'État fédéral — le mode de scrutin adopté, qui maintenait leur juste part d'influence aux États-membres éloignés, dont les citoyens n'avaient pu venir qu'en petit nombre.

Les Achaïens avaient donc su adapter, au moins dans une certaine mesure, le fonctionnement de leurs assemblées aux conditions particulières de leur organisation politique et de leur action. Tout cela peut apparaître insuffisant et la seule innovation vraiment efficace eût été la création d'une assemblée de députés. Ils n'ont pas cherché à la réaliser, si même certains d'entre eux en ont conçu la possibilité ; ils s'en sont tenus à des palliatifs.

Or, si l'ingéniosité de ces adaptations n'est pas douteuse, leurs conséquences directes et inévitables ne peuvent pas être dissimulées. Pratiquement, elles ont privé de l'exercice normal de leurs droits politiques théoriquement égaux pour tous les citoyens, les Achaïens à qui leurs occupations ou leur pauvreté interdisaient de lointains déplacements répétés plusieurs fois dans l'année, c'est-à-dire les grandes masses populaires. Dans chaque assemblée, le niveau social de la majorité des assistants devait être assez faible, à cause du contingent fourni par la cité où se tenait la réunion et les cités immédiatement voisines. Encore faut-il, au moins pour les synklètoi, tenir compte de la durée de la session, légalement fixée à trois jours : il s'agissait donc pour un ouvrier de perdre trois journées consécutives de salaire, pour un petit artisan ou paysan trois journées consécutives de travail, et cette obligation, pesante pour tous, devait apparaître excessive à plus d'un. Mais, de toute façon, les citoyens venus des cités lointaines disposaient des voix de la très grande majorité des unités de vote : or, ces citoyens ne pouvaient appartenir qu'aux classes aisées qui n'avaient, ainsi, aucune difficulté à imposer leurs vues dans la direction de la politique fédérale. Si l'on ajoute que les élections aux magistratures se font selon le même mode de scrutin, que seuls peuvent pratiquement exercer les charges publiques ceux à qui leur situation de fortune permet de consacrer une année entière au service de l'État et que, néanmoins, les magistrats disposent dans la Confédération d'un pouvoir de droit et de fait plus considérable qu'il n'est normal dans la plupart des États grecs, on achève ainsi de démontrer le mécanisme qui, derrière une façade d'institutions démocratiques, animait une réalité strictement oligarchique.

Il serait intéressant de savoir si ces diverses solutions, qui entraî-

naient inéluctablement ces conséquences, étaient à la même époque adoptées par des États placés dans des conditions juridiques et géographiques semblables, c'est-à-dire dans d'autres États fédéraux helléniques englobant un vaste territoire. S'il en était ainsi, les assemblées achiennes pourraient être prises comme le type représentatif des assemblées fédérales hellénistiques, à peu près au même titre que les assemblées athéniennes sont étudiées, d'un consentement unanime, comme exemple caractéristique des assemblées populaires dans un État grec unitaire et démocratique.

Sans doute, l'assimilation des deux cas ne peut pas être totale. L'analyse intrinsèque et la chronologie révèlent, en effet, que les institutions athéniennes ont servi de modèle à bien des cités grecques lors de leur passage à un régime démocratique. Dès le ^v^e siècle, Athènes avait plus ou moins violemment imposé à la plupart des villes qui adhéraient à son empire une organisation sociale et politique calquée sur la sienne propre. Par la suite, son prestige était demeuré vivace et une sorte de contagion démocratique avait gagné presque tous les États helléniques. Ainsi, les lois athéniennes sont bien l'exemple le meilleur qui puisse être adopté de toute une série de constitutions, puisque celles-ci, souvent, dérivent d'elles. Il ne peut pas, au contraire, en être de même pour les institutions achiennes qui sont de création assez récente et d'application plus récente encore à un territoire étendu. Des États fédéraux importants existaient avant la Confédération achaienne et celle-ci ne paraît pas avoir eu de filiales, même simplement morales : l'intérêt d'une Confédération, qui ne pose *a priori* aucune limite à son extension territoriale possible, est d'absorber, en obtenant leur adhésion, les États capables de sympathiser avec elle, non pas de constituer à côté et en face d'elle d'autres États fédéraux qui, même organisés à son image, deviendraient nécessairement un jour ou l'autre des rivaux. Aussi n'est-ce pas pour avoir servi de modèle à d'autres assemblées fédérales grecques que les assemblées achiennes mériteraient de devenir classiques.

Mais elles ont un mérite, que possèdent aussi dans leur catégorie les assemblées athéniennes : elles sont mieux connues que les assemblées d'aucun autre État fédéral. Elles pourraient, ainsi, offrir un intérêt au moins didactique et fournir un exemple, commode parce que assez abondant en détails, de l'organisation et du fonctionnement d'un rouage politique qui demeurerait essentiel dans les Confédérations hellénistiques, bien qu'il ne pût plus y jouer le rôle presque omnipotent qu'il avait joué ou continuait à jouer dans les cités démocratiques. Encore con-

viendrait-il d'être assuré que les assemblées achaiennes présentent un nombre suffisamment grand de traits communs avec les assemblées de plusieurs États fédéraux, sinon de tous.

La comparaison nécessaire est malheureusement impossible dans l'immense majorité des cas et, là où existent quelques éléments qui permettent de la tenter, elle est loin de faire apparaître une grande similitude. C'est avec la Confédération aitolienne que cette comparaison paraît le plus tentante : en effet, État de structure interne juridiquement identique, elle atteint une extension géographique analogue. Or, si certains rapprochements s'imposent, peut-être les différences sont-elles plus nettes encore, au moins sur les points précédemment retenus comme caractéristiques.

Dans les assemblées aitoliennes, le rôle politique des magistrats, en particulier du stratège, est certainement beaucoup plus important que dans les assemblées athéniennes. Mais, et sans prétendre ici le moins du monde soumettre à une même pesée des choses incommensurables parce qu'elles dépendent en grande partie de l'autorité personnelle exercée par des hommes sur d'autres hommes, il est manifeste que les magistrats aitoliens étaient moins isolés et, de ce seul fait, moins libres, en face des assemblées fédérales, que les magistrats achaiens. Il existait certainement, en effet, une *boulè* aitolienne¹. Son action pratique est difficile à apprécier. Toutefois, même si l'on estime qu'elle demeurerait étrangère à l'étude et à la rédaction des *probouleumata* présentés à l'assemblée, elle était un organe moins nombreux, par conséquent plus facilement et plus fréquemment réuni que l'assemblée : son existence suffisait à limiter l'initiative des magistrats. Il existait en outre chez les Aitoliens un collège d'*apoklètoi*, qu'il est impossible de considérer comme l'équivalent pur et simple de celui des *damiorgoi* achaiens. Ceux-ci, au nombre de dix seulement, sont de véritables magistrats puisque, avec le stratège, ils forment le collège des *synarchiai*. Au contraire, les *apoklètoi* aitoliens ne peuvent pas faire cause commune avec le stratège : pour autant qu'on puisse imaginer ce qu'ils sont, ils constituent une commission permanente de la *boulè*, élue par celle-ci ; s'il en est bien ainsi, c'est leur origine même qui les met à l'écart des magistrats puisqu'ils ne sont pas désignés directement par les suffrages populaires. En tout état de cause, puisqu'ils sont au moins trente, ils sont plus nombreux que les

1. Pour les allusions faites, dans les pages qui suivent, aux institutions aitoliennes, je renvoie d'une façon générale, sauf références ou discussions plus explicites, à l'exposé de Busolt-Swoboda, pp. 1519 sqq.

damiorgoi achiens : leur masse fait d'eux un corps nettement distinct des magistrats et, si leurs attributions les obligent à collaborer avec ceux-ci, cette collaboration prend nécessairement le caractère d'un contrôle. Aussi les rapports des magistrats aitolien avec les apoklètoi font-ils, au moins à certains égards, songer à ceux des magistrats athéniens avec les prytanes bien plus qu'à ceux des magistrats achiens avec les damiorgoi. Et l'existence de cet organe interposé entre les magistrats et les assemblées fait du système aitolien, quant au rôle respectif de ces deux rouages constitutionnels, une solution intermédiaire entre le système athénien et le système achaien.

Estimerait-on, d'ailleurs, ces observations peu convaincantes que l'interdiction faite par la loi au stratège aitolien de présenter aucun projet de décret dans une délibération *de bello*¹ fournirait un argument décisif pour ne pas attribuer à ce magistrat une autorité comparable à l'autorité que possède le stratège achaien. Celui-ci conserve, même pour les délibérations de cette nature, une liberté entière ; lorsqu'il s'agit pour l'assemblée de décider une guerre, il n'est pas, comme son collègue aitolien, suspect *a priori* au regard de la loi de songer surtout à la mission qui lui incombera de conduire cette guerre et de ne pas demeurer indifférent au prestige militaire et au butin qu'il y pourra recueillir. Une prescription de ce genre, inconnue des Achiens, mais intégrée dans les lois aitoliennes, est à plusieurs égards révélatrice des différences qui existent entre les deux peuples : plus naturellement belliqueux, les Aitoliens tiennent également leurs magistrats dans de moins lâches lisières, au moins quant à la théorie constitutionnelle qui n'a pas pu ne pas exercer une influence sur la pratique quotidienne.

La dissemblance apparaît aussi nette au sujet de la compétence respective des deux types d'assemblées. Les Aitoliens, qui se réunissent seulement deux fois par an en assemblée régulière, tiennent aussi à l'occasion des assemblées extraordinaires. Mais aucun domaine défini n'est réservé par la loi à celles-ci. Les assemblées régulières aitoliennes délibèrent, en effet, avec pleins pouvoirs de décision sur la guerre et la paix²,

1. Liv., XXXV, 25, 7 ; cf. plus haut, p. 370, n. 5.

2. Bien plus, le texte Liv., XXXI, 32, 3, affirme que, seules, les deux assemblées régulières annuelles peuvent, légalement, délibérer *de pace belloque*. On serait donc en face d'une législation exactement inverse de la législation achaienne. R. Flacelière (*Les Aitoliens à Delphes*, p. 44, n. 1), qui ne distingue d'ailleurs pas les assemblées extraordinaires et les assemblées de l'armée, paraît accepter le renseignement. Mais de très fortes raisons ont été justement invoquées pour ne pas l'admettre : cf. Nissen, *Krit. Unt.*, p. 128 ; H. Swoboda, *Klio*, t. XI, 1911, pp. 457 sq. ; Hermann⁶⁻

c'est-à-dire sur les questions les plus graves que la loi achaienne soustrait à leur examen. Est-ce parce que les Aitoliens n'ont pas jugé indispensable d'entourer de garanties particulières les décisions à prendre en ce domaine ? Et, par exemple, parce que leurs assemblées régulières, moins fréquentes, attireraient une assistance assez nombreuse ? Ou bien ont-ils imaginé d'autres mesures qui tendaient au même but, mais dont la nature et l'existence même nous échappent ? Il n'importe : laisser, comme il faut le faire, ces questions sans réponse ne diminue pas la différence qui existe, en l'espèce, entre les Confédérations aitolienne et achaienne.

Là doit malheureusement s'arrêter cette comparaison. Car, sur les autres points caractéristiques des lois ou règlements appliqués dans les assemblées achaiennes, les renseignements manquent pour les assemblées aitoliennes. Les synklètoi achaiennes étaient astreintes à siéger trois jours : nulle part ne se laisse soupçonner une règle semblable pour les assemblées extraordinaires de la Confédération aitolienne. Le mode normal de vote dans les assemblées achaiennes était le vote par cités : nous ignorons tout de celui qui était en usage dans les assemblées aitoliennes¹. Le fait que la boulè aitolienne était composée de représentants des cités en nombre variable et proportionnel à l'importance

Swoboda, p. 358, n. 11 ; Busolt-Swoboda, p. 1520, n. 1. On voit, en réalité, les assemblées extraordinaires aitoliennes délibérer *de pace belloque* aussi bien que les assemblées régulières.

1. Il est incontestable qu'au moins les principaux magistrats fédéraux aitoliens, les stratèges, n'ont pas été, dans l'ensemble de l'histoire aitolienne, également recrutés dans toutes les villes ni même dans toutes les régions de la Confédération. W. Dittenberger, *Die delphische Amphiktionie im J. 178 v. Chr.*, *Hermes*, t. XXXII, 1897, pp. 171-173, a présenté à ce sujet des remarques assurément excessives. On constate, néanmoins, que des villes comme Trichonion, Naupaktos, Stratos, ont fourni plus de stratèges fédéraux que les autres cités (références et indications parallèles pour d'autres magistratures dans Hermann-Swoboda, p. 364, n. 6). Le fait est ordinairement (*ibid.* et Busolt-Swoboda, p. 1527 et n. 2) expliqué par la réunion à Thermon de l'assemblée d'automne qui procédait aux élections : cette assemblée était naturellement fréquentée surtout par les citoyens des villes proches de Thermon (au nombre desquelles se rangent Trichonion, Naupaktos et Stratos). Cette explication suppose donc qu'au moins les élections aitoliennes se faisaient en votant par têtes : ce scrutin seul pouvait donner une influence dominante aux citoyens venus en plus grand nombre des cités les plus proches. Mais, dans la Confédération achaienne aussi, toutes les cités fédérales n'ont pas vu également certains de leurs fils parvenir à la stratégie : Mégalopolis a été, assurément, privilégiée à cet égard avec — pour s'en tenir au début du III^e siècle — Philopoïmen, Diophanès et Lykortas. Or, il est sûr que Mégalopolis ne devait cet avantage ni au scrutin par têtes, puisqu'il n'était pas pratiqué, ni à la proximité du lieu de réunion de la synodos électorale qui, jusqu'en 188, s'est tenue à Aigion. Ce rapprochement oblige à ne pas considérer comme certaine l'explication de Swoboda et de Busolt pour la Confédération aitolienne : rien ne permet d'affirmer que les magistrats aitoliens étaient élus au vote par têtes.

de chaque cité conduit à penser qu'on y votait par têtes, car il eût été inutile, dans le cas contraire, de doser la représentation des diverses cités. Mais, de ce qu'un certain scrutin est en usage à la boulè, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il soit aussi celui des assemblées. Vote par têtes et vote par cités, ces deux modes de scrutin dérivent de principes différents et opposés, mais dont chacun a sa valeur ; donner à l'un d'entre eux une préférence exclusive est sacrifier ce que l'autre peut comporter de juste et de fécond. Réserver à chacun son domaine propre d'application est donc une solution tentante¹ : pourquoi n'aurait-elle pas été imaginée et appliquée par des États antiques ? On ne saurait, par conséquent, se fier à aucun raisonnement logique pour découvrir le mode de vote en usage dans les assemblées aitoliennes. Sur ce point, toute comparaison est impossible entre elles et les assemblées achaiennes.

Les résultats auxquels aboutit cette étude ne présentent donc pas, pour le moment au moins, un intérêt qui dépasse le cadre des assemblées achaiennes. Ils ne sont valables que pour elles, puisqu'on ne retrouve avec certitude dans la Confédération aitolienne la mise en pratique d'aucune des solutions dont on pouvait penser que l'adoption par les Achaïens répondait aux besoins et aux caractères propres d'un grand État fédéral hellénistique. Peut-être la découverte de documents nouveaux ou les progrès de l'étude des sources dès maintenant existantes apporteront-ils un jour un démenti à cette restriction. Alors, mais alors seulement, pourra s'élargir la portée d'une monographie consacrée aux assemblées achaiennes : il faut s'en tenir actuellement aux synodoi et aux synklëtoi achaiennes sans poursuivre davantage des rapprochements prématurés et infructueux.

III

Si l'enquête menée dans les pages qui précèdent a atteint la vérité, on voit bien qu'il n'existe pas entre la synodos et la synklëtos de différences profondes résultant d'une opposition de principe dans la constitution même de ces assemblées. La synodos n'est pas composée de représentants des États-membres, ni la synklëtos seule ouverte à tous les citoyens d'âge légal. Nécessairement, ce contraste fondamental, s'il avait existé, en eût entraîné d'autres et ses répercussions eussent

1. Cf. plus haut, p. 387, n. 1.

dû s'apercevoir dans les différents chapitres de cette étude. Il n'en a rien été : l'opinion admise par la presque unanimité des historiens modernes doit être entièrement révisée.

Assurément, des différences se sont révélées entre les deux types d'assemblées. Il faut bien, d'ailleurs, qu'il en ait existé ; car la langue officielle n'aurait pas adopté deux noms distincts pour désigner une assemblée toujours semblable, en droit et en fait, à elle-même. Mais ces différences ne tiennent pas à la composition juridique des assemblées.

En dernière analyse, on l'a vu, elles ont pour origine unique le caractère exceptionnel des synklètoi qui s'oppose à la convocation régulière de la synodos quatre fois chaque année. Dès lors, par un réflexe psychologique très naturel, la synklètos attire une assistance plus nombreuse que la synodos. Le reste s'ensuit logiquement : la synklètos devient la grande assemblée, celle à qui l'on réserve les affaires les plus graves, dont on entoure les débats du maximum de garanties ; la synodos, au contraire, devient la petite assemblée, celle qui expédie les affaires courantes et qui peut sans inconvénient s'accommoder d'une procédure rapide. Tel est, semble-t-il, tout le secret des différences qui existent entre les deux assemblées.

La synklètos et la synodos *deviennent...*, vient-on d'écrire : et c'est bien, en effet, le mot essentiel. Il introduit l'idée d'évolution, évolution à laquelle il faut maintenant s'attacher, pour tenter à la fois d'en justifier l'hypothèse et de la préciser. Bien qu'on ait dès l'abord marqué sa probabilité et même sa nécessité pour les institutions d'un État qui a duré cent trente-quatre ans et dont le cadre géographique s'est, dans l'intervalle, démesurément étendu, les modifications constitutionnelles précises relevées au cours de ces recherches ont été rares et de portée, à vrai dire, restreinte. Mais, à juger d'ensemble, comme le moment en est venu, l'importance des phénomènes inévitables d'adaptation apparaît dominante.

Il serait en premier lieu invraisemblable que les deux types d'assemblées eussent reçu, dès le début et des auteurs mêmes de la constitution fédérale, leur forme définitive. C'est sous cette forme qu'ils se sont ici révélés ; mais la plupart des textes qui ont permis de les caractériser concernent le ^{II}^e siècle et il est logiquement impossible de transporter aux origines ce qui n'est attesté que pour une époque tardive.

En effet, si les deux ensembles de lois et d'usages qui donnent à l'une et à l'autre assemblées leur physionomie propre étaient fonda-

mentaux et contemporains de l'organisation même des assemblées, il faudrait admettre qu'un Sieyès achaien avait dès l'origine pressenti les conséquences pratiques de la répétition fréquente des synodoi et du caractère exceptionnel des synklètoi, puisque lois et usages sont en rapport étroit avec ces conséquences. De celles-ci, il a été affirmé qu'elles étaient psychologiquement très normales, la répétition engendrant la monotonie et l'indifférence, tandis que l'exceptionnel conserve son attrait. Mais, s'il est facile de reconstruire *post eventum* l'enchaînement des causes et des effets, il l'est beaucoup moins de prévoir à l'avance les incidences plus ou moins lointaines d'une disposition législative de cet ordre.

En l'espèce, d'ailleurs, les Achaiens durent être d'autant moins clairoyants que l'organisation de leur Confédération s'accompagna assurément d'un élan d'enthousiasme sur la durée duquel il était humain qu'ils s'illusionnassent : comment auraient-ils pu penser que beaucoup d'entre eux se désintéresseraient bientôt d'assemblées au début très assidûment fréquentées ?

Enfin, il convient surtout de remarquer que l'absentéisme n'a dû se faire sentir aux assemblées et commencer à apparaître dangereux qu'à partir du moment où le territoire fédéral prit une certaine extension géographique. C'est seulement quand la route à parcourir jusqu'au lieu de réunion est devenue longue que les citoyens des classes pauvre et moyenne ont pu reculer devant les difficultés et les frais qu'entraînait pour eux la présence aux assemblées fédérales. Or, quand les Achaiens reconstituèrent leur Confédération en 281/280, ils n'ont trouvé sur ce point aucun enseignement dans l'expérience qu'ils héritaient du premier koinon : celui-ci ne s'était jamais étendu à une superficie considérable ; il ne paraît même pas être jamais parvenu à grouper de façon durable toutes les cités de l'Achaïe propre¹ ; la longueur du déplacement à entreprendre n'avait donc pas pu empêcher l'assistance, d'être toujours honorable aux assemblées du premier koinon. D'autre part, les Achaiens n'ont certainement pas prévu en 281/280 que le nouvel État fédéral dont ils jetaient les bases juridiques commencerait trente ans plus tard, avec l'adhésion de Sikyon, à franchir les frontières de leur petite patrie : ils ne pouvaient donc pas deviner que la très grande majorité des citoyens manifesterait un jour de l'indifférence à l'égard des assemblées fédérales et s'abstiendraient d'y participer.

1. Cf. *Mél. Cumont*, t. I, pp. 6-7.

On est ainsi conduit à imaginer, pour la période des débuts de la Confédération, une législation beaucoup moins différenciée que pour le II^e siècle, un type unique d'assemblée n'appliquant, dans ses débats comme pour ses votes, qu'un règlement unique, étudiant et tranchant selon la même procédure toutes les affaires fédérales, qu'elles ressortissent à la politique extérieure ou intérieure. Dans ces conditions, peu importait que ces assemblées fussent régulières ou extraordinaires, que leur session se tint à l'intérieur ou en dehors des époques prévues par la loi, puisque cette distinction de pure forme demeurerait sans conséquence pratique d'aucune sorte. On notera, d'ailleurs, que les magistrats n'étaient pas enserres, pour la convocation des assemblées régulières, dans des délais étroits : la législation, en l'espèce, était souple et, puisque la compétence de ces assemblées était illimitée, rien ne les empêchait de mettre à profit cette souplesse. On notera aussi que le nombre, la complexité et l'urgence des affaires à traiter demeurèrent certainement médiocres tant que la Confédération ne joua aucun rôle politique important. En fait, donc, au cours de cette période, il dut être très rarement convoqué d'assemblée extraordinaire, parce que le besoin ne s'en faisait pas sentir et parce que, en avançant ou en reculant la date habituelle d'une assemblée régulière, les magistrats achiens parvenaient aisément à leurs fins, c'est-à-dire à obtenir une décision juridiquement valable. Peut-être même aucune assemblée réunie alors ne fut-elle officiellement considérée comme une assemblée extraordinaire ni convoquée comme telle.

Simple hypothèse, assurément. Elle a, cependant, l'avantage de rendre très simplement compte d'une anomalie assez étrange du vocabulaire officiel achien.

Les deux assemblées s'appelaient respectivement *synodos* et *synklêtos*. Or, ces deux noms, si on considère, non plus leur sens spécifiquement achien, mais, plus largement, leur sens grec, ne s'opposent pas l'un à l'autre. *Synklêtos*, c'est, selon l'usage normal en Grèce, l'assemblée extraordinaire, hors série, réunie en cas de besoin imprévu. *Synodos*, c'est simplement la réunion, le convent, l'assemblée, et le nom peut s'appliquer indifféremment à une assemblée régulière ou à une assemblée extraordinaire. En bonne logique, on s'attendrait à voir le mot précisé, pour qu'il pût s'opposer sans risque de confusion au mot *synklêtos*, par quelque épithète qui en restreindrait le sens trop général, ἐννομος, νόμιμος, ou toute autre de même signification. Il n'en est rien, au moins dans la langue officielle. L'explication la plus satis-

faisante de cette bizarrerie est que les deux noms ne sont pas entres en même temps dans le vocabulaire politique achaïen.

Dès lors, la solution est évidente. D'une part, le mot le plus récent ne peut être que *synklëtos*, dont la signification est plus étroite. D'autre part, il n'a pu être adopté qu'à un moment où *synodos* était déjà, à cause d'un assez long usage, fortement enraciné tel quel dans le vocabulaire : en eût-il été autrement que l'adoption du nom nouveau eût entraîné une modification du nom ancien auquel il venait s'opposer. Par là, les mots laissent entrevoir la réalité qu'ils recouvrent. Pour que *synklëtos* n'ait reçu qu'assez tardivement droit de cité, il faut que l'organisation de l'assemblée désignée sous ce nom soit elle-même assez tardive. De même, pour que *synodos* ait pu prendre et conserver le sens restreint d'assemblée régulière, alors que son sens étymologique et originel est plus large, il faut qu'il n'y ait pas eu, pendant un délai assez long, d'autres assemblées que des assemblées régulières : ainsi, et ainsi seulement, le sens du mot a pu s'étrécir, s'attacher définitivement et s'identifier à l'assemblée régulière, la seule à laquelle il s'appliquât tout d'abord puisqu'elle était la seule existante. Quelques exceptions, pourvu qu'elles fussent demeurées rares, c'est-à-dire quelques réunions d'assemblées juridiquement reconnues et proclamées extraordinaires, n'auraient pas suffi, d'ailleurs, à empêcher cette sorte de cristallisation. Car une seule chose importait, en l'espèce : l'impression d'ensemble laissée sur les Achaïens eux-mêmes par le fonctionnement de leurs institutions. Précisément, l'idée qu'on peut se faire de celui-ci par un raisonnement logique est en parfait accord avec toutes ces remarques.

L'hypothèse permet aussi d'apporter une explication nouvelle à un texte de Polybe qui a déjà¹ retenu l'attention. Cette explication n'est pas la seule possible ; elle n'est pas non plus à l'abri de toute objection ; elle est cependant infiniment moins défectueuse que toutes les autres explications imaginables.

Il s'agit des préliminaires de la guerre de Kléoménès. Les magistrats achaïens ont, tout d'abord, simplement décidé de résister aux attaques des Lacédémoniens. « Mais, voyant par la suite que Kléoménès fortifiait impudemment [l'ouvrage] appelé Athënaïon sur le territoire des Mégapolitains et qu'il se montrait avec évidence un ennemi cruel

1. Cf. ci-dessus, pp. 68 sqq. Le texte, dont la traduction va être de nouveau donnée, a été cité p. 68, n. 8.

pour eux, alors, ayant réuni les Achaïens, ils [les magistrats] décidèrent *avec la boulè* d'entreprendre ouvertement les hostilités contre les Lacédémoniens. » Ce qui, on l'a vu, fait difficulté dans ce texte, c'est le nom de *boulè* dont il qualifie une assemblée manifestement inattendue, comme le montrent les circonstances de sa convocation et les termes mêmes utilisés pour relater cette convocation. Or, si *boulè* peut avoir chez Polybe le sens large d'« assemblée délibérante »¹, il est incontestable qu'il y revêt une nuance et s'applique particulièrement à l'assemblée qui, à la belle époque de la Confédération, se voit officiellement réserver le nom de *synodos*, c'est-à-dire à l'assemblée qui, à cette époque, est l'assemblée régulière : c'est ce que prouve sans conteste la phrase où Polybe, pour opposer une *synodos* à une *synklètos*, appelle celle-là *la boulè*². Il faut donc admettre qu'ici aussi *boulè* est l'équivalent de *synodos*.

Comment parvenir à concilier ces obligations contradictoires si la *synklètos* a existé de tout temps en face de la *synodos*, a été organisée dès le début de la Confédération avec sa compétence et sa procédure particulières, si les deux noms ont été adoptés dès l'origine pour désigner deux types d'assemblées spécifiquement distincts ? Au vrai, cette assemblée, convoquée à l'improviste par les magistrats achaïens pour examiner la riposte qu'appelle l'insolence lacédémonienne, ne peut être qualifiée de *synodos*, ou de tout autre nom synonyme de celui-ci, que si le mot *synodos* n'a pas toujours eu le sens précis et restreint qu'il possède par la suite. Il est possible que cette assemblée soit en droit comme en fait extraordinaire, c'est-à-dire que, cette année-là, chacune des assemblées régulières prévues par la loi ait été réunie à son heure dans des conditions plus normales : on se trouverait alors en face d'une des exceptions précédemment envisagées, qui n'ont pas suffi à modifier l'évolution linguistique déjà commencée. Mais il n'est pas davantage impossible que, par convention ou en usant d'un artifice juridique, cette assemblée ait été considérée comme régulière et que sa réunion ait tenu lieu d'une des sessions exigées par la loi. Ce n'est donc pas de ce côté que l'explication proposée pourrait se heurter à un obstacle. La difficulté viendrait plutôt de ce que Polybe, après avoir clairement désigné l'assemblée comme extraordinaire par le contexte, l'aurait ensuite appelée d'un nom réservé, à

1. Cf. *supra*, pp. 154 sqq.

2. *Ibid.*, pp. 73 sqq.

l'époque où il vivait et écrivait, à une assemblée régulière, accolant ainsi l'une à l'autre, sans paraître s'en apercevoir, des données inconciliables. Mais mieux vaut mettre au compte de Polybe une inadvertance, bénigne d'ailleurs — parce que, si tout s'explique par une évolution constitutionnelle, qu'il connaît assurément, l'écrivain comprend et croit que son lecteur comprend — et qui ne serait pas la seule que contienne son œuvre, que renoncer à cette interprétation très préférable à toutes les autres.

Un dernier argument doit être présenté ou plutôt rappelé ici. Il a déjà été noté que la loi qui donne aux synklètoi une compétence exclusive pour toute les grandes questions de politique extérieure était très probablement postérieure à l'été 220¹. On voit, en effet, trois synodoï successives prendre seules à cette date toutes les mesures qui ont pour conséquence immédiate et voulue de faire éclater et de déclarer officiellement la guerre. Or, si justifiée que puisse être en d'autres circonstances l'hypothèse d'une violation de la loi de compétence, l'illégalité trois fois répétée dont il s'agirait en l'espèce serait trop effrontée et grave de conséquences pour être vraisemblable. Il est beaucoup plus simple et légitime d'admettre qu'à ce moment la synklètos, si même elle existait officiellement, ne possédait pas encore le monopole des affaires les plus graves.

Ainsi se trouve confirmée l'hypothèse d'une période primitive où les deux types d'assemblées n'auraient pas été différenciés, où la synklètos n'aurait pas possédé tous les caractères originaux qu'elle présentera par la suite et où la plupart des assemblées, pour ne pas dire toutes les assemblées, auraient en conséquence été théoriquement, sinon pratiquement, des assemblées régulières. Une réforme est donc intervenue : il y a eu à cet égard innovation au cours de l'histoire achaienne.

Convient-il de considérer cette réforme comme un tout homogène, dont toutes les parties seraient contemporaines et devraient être rapportées à une date unique ? Il ne le semble pas.

Le sens général de la réforme n'est pas douteux. L'expérience montrait que, avec l'accroissement du territoire fédéral, il était vain d'espérer attirer de façon normale la grande masse des citoyens achaiens aux assemblées fédérales. L'absentéisme commençait à sévir ; il se révélait dangereux pour la stabilité et l'avenir de la Confédération,

1. Cf. plus haut, pp. 228 sq. et en particulier p. 229, n. 2.

car il était un signe de lassitude qui pouvait devenir un signe de désaffection. On se décida donc à faire la part du feu en organisant deux catégories d'assemblées, dont l'une serait définitivement sacrifiée à cause de sa banalité et des limites posées à sa compétence, mais dont l'autre, du moins, acquerrait un pouvoir d'attrait efficace et durable par son caractère extraordinaire et l'importance des affaires qui lui seraient soumises.

S'il en est bien ainsi, le rôle attribué à l'évolution dans l'histoire des assemblées achaiennes ne doit pas être limité à ce qui vient d'en être dit et il est nécessaire de supposer que la constitution de la synklêtos en un type d'assemblée irréductible au type de la synodos s'est faite en plusieurs étapes. En effet, les diverses particularités de la synklêtos forment, semble-t-il, un ensemble trop complexe et disparate pour que les réformateurs aient pu le concevoir et le faire pénétrer en bloc dans les lois et dans les mœurs.

Au vrai, dans cet ensemble, une mesure se révèle plus essentielle et lourde de conséquences que toutes les autres : la création d'un domaine réservé à la compétence exclusive de la synklêtos. C'est aussi celle qui dut paraître le plus apte à obtenir le résultat désiré. Sans doute n'interdisait-elle pas de soumettre à la synklêtos une question moins importante. Mais, si cette possibilité n'était pas exclue, il n'en était fait usage que dans des circonstances exceptionnelles. Au surplus, l'adoption de cette procédure signifiait que les magistrats ressentaient, à l'improviste, la nécessité d'aboutir à une décision rapide : envisagée sous cet angle, une affaire secondaire parvenait aisément à se hausser au premier rang. L'annonce de la convocation d'une synklêtos constituait donc toujours un événement politique digne d'éveiller l'attention des blasés et des demi-indifférents. Ainsi, la loi qui réserve à la synklêtos les grandes affaires de politique extérieure est la loi fondamentale.

On aperçoit, d'ailleurs, aisément qu'elle contenait en germe toutes les autres mesures. Car elle ne put pas ne pas avoir pour effet d'aggraver encore, dans la synodos désormais conçue comme assemblée régulière et secondaire, l'absentéisme dont souffrait déjà la synodos conçue, selon le sens étymologique du mot, comme assemblée unique, compétente en toutes choses quelle que fût l'époque de sa réunion. A partir du moment où l'ordre du jour de la synodos se restreignit en temps normal à l'expédition des affaires courantes, l'assistance s'y fit évidemment de moins en moins nombreuse. Au contraire, les citoyens vinrent en plus grand nombre à la synklêtos quand cette

assemblée fut devenue seule maîtresse des destinées de la Confédération ; ils lui réservèrent la presque totalité de l'intérêt qu'ils étaient capables de porter à la gestion de la chose publique. Ainsi, l'élan était donné et rien ne put empêcher l'évolution de se poursuivre : d'autres lois vinrent compléter la loi de compétence ; les usages anciens se modifièrent et des usages nouveaux s'instaurèrent.

D'une part, la rigidité du règlement des synklëtoi fut renforcée. Il importait, en effet, de placer, grâce à l'application d'un formalisme strict, les décisions de ces assemblées essentielles à l'abri de toute suspicion. C'est dans cet esprit que doivent s'interpréter la loi sur la durée et l'ordonnance de leur session, le caractère impératif et limitatif de leur ordre du jour, l'emploi exclusif du scrutin par cités et par pséphophoria. D'autre part et en sens inverse, le fonctionnement des synodoi se fit plus souple. Il était, en effet, indispensable de leur permettre d'épuiser rapidement un ordre du jour dont l'intérêt s'affirmait de plus en plus médiocre. Leur session fut plus courte et leur procédure plus libre ; des questions purent y être traitées à l'improviste ; le vote par acclamations, peut-être par chéirotonia, y fut utilisé au moins en certains cas. Ainsi, la différenciation se fit toujours plus nette entre les deux types d'assemblées.

Est-ce à dire que l'adoption de la loi de compétence fut la première en date des mesures qui organisèrent la synklëtos ? Pour tentante que soit une réponse affirmative, elle se heurte à une objection grave. En effet, la loi de compétence ne paraît pas, on l'a vu, être antérieure à l'été 220. Or, pendant la guerre de Kléoménès, on rencontre trois assemblées convoquées à Lerna, Argos et Sikyon pour discuter de la paix et de la guerre ¹. Si la nature des questions inscrites à leur ordre du jour est insuffisante à cette date pour prouver quoi que ce soit, il reste le fait de leur convocation sur le territoire d'une cité autre qu'Aigion, et ce fait conduit à les considérer comme des synklëtoi. La plus ancienne de ces trois assemblées datant de 225 ou 224, l'organisation de la synklëtos ne pourrait pas être postérieure à l'été 220.

Néanmoins, il n'est pas indispensable de s'incliner devant cette objection, qui n'est pas sans appel. La réunion hors d'Aigion a une valeur certaine, qu'à une date un peu plus tardive on n'hésiterait pas à esti-

1. Cf. plus haut, pp. 310 sqq. Je n'avais pas encore aperçu la nécessité des réserves que je vais être amené à présenter, lorsque j'ai considéré l'assemblée de Lerna comme une synklëtos du type normal, *REA*, t. XXXV, 1933, p. 462,

mer décisive. Mais, pendant la guerre de Kléoménès, elle ne suffit pas à emporter la conviction. Faire de ces trois assemblées de véritables synklëtoi aboutit, en effet, si l'explication donnée de la présence du mot *boulè* dans le texte de Polybe relatif aux débuts de la guerre de Kléoménès est exacte, à placer la création de la synklëtos entre 229/228 et 225/224, c'est-à-dire en pleine guerre. Or, il est difficile de croire que, pendant une guerre si longtemps désastreuse, au milieu des angoisses que ses vicissitudes procurèrent aux dirigeants achaiens, ceux-ci eussent conservé l'esprit assez libre pour concevoir et réaliser une mesure d'ordre constitutionnel de si grande importance.

Aussi paraît-il préférable de faire des assemblées de Lerna, Argos et Sikyon des exceptions, justifiées par la gravité extrême des circonstances au moment de leur convocation, ou, plus exactement, ce qu'on pourrait appeler des « pré-synklëtoi », des synklëtoi « avant la lettre », on veut dire avant l'organisation distincte et définitive de la synklëtos. La date de 225/224 ne constitue donc pas un *terminus ante quem* certain et celle de l'été 220 conserve sa valeur comme *terminus post quem* possible.

Voudra-t-on découvrir le *terminus ante quem* dans cette assemblée qui, au printemps 218, est transportée par les magistrats, à la demande du roi Philippe V, d'Aigion à Sikyon ¹ ? Cet incident fait apparaître un nouvel élément qui a dû précipiter l'évolution : l'intervention de l'allié puissant qui, afin de négocier avec les Achaïens, avait besoin de facilités diverses qu'il était impossible de lui refuser, sinon même de ne pas lui offrir. Or, l'alliance macédonienne remonte à 224 ou 223 ; elle a donc pu, en 218, déjà porter ses fruits. Toutefois, il serait peut-être encore imprudent de s'arrêter à cette date. En effet, on peut à la rigueur admettre qu'il s'agit d'un nouveau cas exceptionnel, d'un de ces expédients illégaux qui marquèrent sans doute la période de tâtonnements immédiatement antérieure à la réforme.

Au vrai, rien n'atteste avec certitude l'existence de la synklëtos avant les assemblées d'Argos en 200 et de Sikyon en 198, les premières qui révèlent des caractères indubitables et spécifiques : l'ordre du jour de l'assemblée d'Argos est considéré par le stratège comme strictement limitatif ² et la règle des trois jours est appliquée à l'assemblée de Sikyon ³.

C'est donc à une conclusion assez lâche qu'il convient de s'en tenir,

1. Cf. ci-dessus, pp. 308 sqq.

2. *Ibid.*, pp. 347 sqq.

3. *Ibid.*, pp. 338 sqq.

en plaçant entre Sellasia, qui marque (222 ou 221) la fin de la guerre de Kléoménès, et 200 l'organisation complète de la synklëtos. A tous égards, cette période convient à cette réforme. D'une part, elle avait été précédée d'une crise très instructive : les gouvernants achaiens avaient dû faire face par des moyens de fortune, en convoquant des assemblées à Lerna, Argos et Sikyon, à des nécessités exceptionnelles et ils avaient subi l'expérience douloureuse des défections survenues lors du conflit avec Lacédémone. Ainsi, ils devaient être naturellement enclins à se créer légalement un instrument d'action politique plus souple que la synodos, au moins quant au lieu de réunion, et à combattre les tendances séparatistes en cherchant à rénover, par des mesures législatives appropriées, l'intérêt que portaient les citoyens aux affaires fédérales. D'autre part, l'alliance macédonienne, définitivement assise, avait ses exigences. En outre, si la guerre des Alliés occupe le début de la période envisagée, elle ne fait pas courir à la Confédération des périls comparables à ceux de la guerre de Kléoménès : il est donc possible qu'elle n'ait pas absorbé toute l'attention des Achaiens ni fait taire toute préoccupation d'ordre intérieur. Enfin, cette période est suffisamment longue pour qu'on puisse y placer à la fois l'adoption de la loi essentielle, c'est-à-dire de la loi de compétence, et la série des modifications, de droit ou de fait, qui en furent la conséquence et aboutirent à la constitution définitive de deux types distincts d'assemblées.

Il ne peut s'agir là que d'une hypothèse et celle-ci doit s'accompagner de sérieuses réserves : elle se fonde sur des indices bien plus que sur des preuves ; elle implique l'existence d'une période antérieure de tâtonnements, d'expériences et de compromis, dont rien ne permet d'apprécier la durée. En l'état actuel de nos sources et puisqu'il faut choisir, l'hypothèse demeure pourtant la plus plausible ¹.

1. D'autres critiques ont déjà pensé que la synklëtos n'a pas existé comme telle dès les débuts du koinon achaien de l'époque hellénistique et aurait été organisée plus tardivement. Mais ils estiment alors, en général, que cette assemblée aurait eu pour origine l'assemblée de l'armée. Cf. Francotte, *Polis*, p. 233 ; Br. Keil, p. 422. L'opinion la plus complète est, en l'espèce, celle qu'expose Niccolini, p. 236 et p. 263, et qu'adopte Larsen, p. 336 : l'organisation définitive de la synklëtos, à laquelle n'étaient admis que les citoyens de plus de trente ans, aux dépens de l'assemblée de l'armée où avaient accès les citoyens plus jeunes, serait un *provvedimento di carattere oligarchico* et constituerait *a change in a conservative direction*. L'hypothèse me paraît appeler deux objections. D'une part, elle explique fort mal pourquoi l'armée peut continuer à jouer un rôle politique occasionnel à une époque où la synklëtos, incontestablement, est définitivement organisée. D'autre part, il faudrait que l'assemblée de l'armée eût joué normalement, avant la création de la synklëtos, le rôle politique de celle-ci ; l'interprétation que me paraît appeler Pol., IV, 7, 3 sqq. (cf. plus haut, pp. 220 sqq.), fait disparaître l'unique commencement de preuve auquel on pourrait être tenté de songer.

Ainsi, en cette fin du III^e siècle où la victoire de Philopoïmen à Mantinée permet d'entrevoir le moment où la Confédération sera autre chose qu'un État satellite de la Macédoine, s'accomplit la principale réforme constitutionnelle de l'histoire achaïenne. Cette réforme fixe définitivement, dans ses traits essentiels, l'organisation des assemblées fédérales. Ayant subi, de la sorte, un minimum d'adaptation à leurs devoirs nouveaux et aux mœurs de leurs « usagers », ces assemblées vont avoir, dans la première moitié du II^e siècle, à examiner et à trancher les problèmes politiques en face desquels sa situation, nouvelle, de grande puissance hellénistique, placera la Confédération achaïenne.

VU, le 27 avril 1938 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

J. VENDRYÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

INDEX ¹

I. — INDEX HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE ²

- ACHAÏE — région de petites cités : 385, 1 —
Hélîké, détruite en 373, puis Aigion en
furent les plus importantes : 284 sq. —
les douze villes d'A. en 281/280 : 285, 3
— quatre reconstituent la C. a. : 20 —
elles ne songent alors qu'à l'A. : 61, n. ;
152 sq. ; 385 sq. ; 412 — la guerre des
Alliés en A. en 217 : 87, 3 ; 88 sq. ;
90, n. — la C. a, s'étendant hors de
l'A., ne peut plus marquer la même vé-
nération pour le Zeus achaien : 302, 1.
- ACHAÏENS — existence ancienne d'une
C. a. : 282 et 5 — ce premier koinon
utilise l'Hamarion pour ses assemblées :
283 sqq. — il est obscur et peu solide :
412 — il disparaît après 281/280 : 20, 1
— la C. a. se reconstitue en 281/280 :
20 — ses progrès territoriaux : 20 — son
importance dans la politique méditerranéenne au II^e siècle : 6 ; 152 — la modé-
ration habituelle des dirigeants fédéraux :
56, 4 ; 82 ; 137 ; 211 ; 335 sq. ; 380 ;
405 — les révolutionnaires n'arrivent au
pouvoir qu'en 147/146 : 335 — destruc-
tion de la C. a. par les Romains en 146
et organisation, un peu plus tard, d'un
nouveau koinon achaien : 281 ; 290 sq.
- AIGAI, cité d'Achaïe, disparue et rattachée
à Aigéira ou à Aigion : 285, 3 ; 287, 4.
- AGAMEMNON — aurait réuni les chefs grecs
à Aigion : 281.
- AIGÉIRA — a peut-être reçu Aigai : 287, 4.
- AIGINE — son importance : 384 — son
sort et celui de ses habitants en 210 :
103 sqq. — la C. a. ne réclame pas A.
en 196 : 109, 2 — pourtant, elle ne ren-
once pas à la regretter : voir KASSAN-
DROS d'Aigine.
- AIGION — la plus importante des cités
d'Achaïe après 373, petite au regard
d'autres villes péloponnésienes : 284 sq. ;
385 — la légende sur l'allaitement de
Zeus à A. : 290, 1 — le site : 279, 4 —
les acquisitions territoriales : 286 sqq. ;
surtout 287, 4 — les sanctuaires d'A. :
281 — après la disparition d'Hélîké, hé-

1. Le nombre placé après les signes : ou ; indique le numéro de la page. Le nombre placé après une virgule ou le mot « et » indique le numéro de la note. La lettre « n. » après une virgule renvoie à la partie de la dernière note de la page précédente qui est placée à la page dont le numéro vient d'être indiqué. On a abrégé en « C. a. » le nom, qui devait revenir souvent, de la « Confédération achaienne » ; les autres abréviations se rapportent toujours, pour chaque article, au sujet de l'article.

2. Pour complet qu'on ait désiré réaliser cet index, les détails insignifiants et sans rapport avec l'histoire achaienne ou celle de la période envisagée n'y ont pas été relevés. On n'y trouvera, par exemple, ni le nom de Philippe II (3, n. ; 53, n.), ni celui d'Alexandre (3, n.), ni celui de Démosthène (179, 2 ; 188), ni celui de Mytilène (340, 2) : il n'a pas semblé qu'aucun lecteur pût jamais songer à les rechercher dans le volume. Afin de ne pas y répéter la substance de la plupart des autres articles, on s'en est tenu, dans l'article ACHAIENS, aux généralités.

- rite l'Hamarion et devient le siège des assemblées de la C. a. : 284 sqq. — adhère en 275 à la C. a. reconstituée : 298 — dans la C. a. agrandie, sa prépondérance n'apparaît pas redoutable : 303, 3 — sert de lieu de réunion à toutes les assemblées : 294 sqq. ; 308 — fournit deux des nomographoi de l'inscription d'Épidauros : 383 — une inscription fédérale trouvée auprès d'A. : 292 sq. — c'est à A. que Kléoménès envoie un héraut après la rupture des pourparlers de paix : 312, 9 ; 386, 4 — les synodoi de l'année 200 : 67 sq. ; 78 ; 220 ; 264 — la synodos électoral de 218 : 251 — l'assemblée réunie au printemps 218 à A. et transférée Sikyon : 308 sq. ; à 361, 2 ; 358 ; 419 — en 217, Euripidas envahit l'Achaïe jusqu'à A. pendant une session de la synodos : 88 et 5 — des synklêtoi hors d'A. dès la fin du III^e siècle : 308 sqq. — une synklêtos à A. en 192 : 315 — A. lutte contre la réforme proposée en 188 par Philopoi- men : 304 — elle perd son privilège pour les synodoi : 64 ; 303 sqq. — mais il se réunit encore des synodoi à A. au II^e siècle : 305, 4 — des synklêtoi également : 317 et 1 — une assemblée à A. à l'automne 147 : 126.
- ARTOLIENS — leurs succès militaires au IV^e siècle et au début du III^e : 19, 1 — leur mainmise sur Delphes : 19, 1 — ayant précédé la C. a., leur organisation est, pour celle-ci, un modèle et un idéal : 18 sq. — ont possédé, puis cédé à Kléoménès avant le début de la guerre de Kléoménès Mantinéia, Tégéa, Orchoménos : 72, n. ; 311, 6 — leurs expéditions dans le Péloponnèse et leurs pillages provoquent la guerre des Alliés : 220 sq. ; 225 sq. ; 252 sq. — ils perdent Klarion : 243, 3 — leur entente avec Sparte et Élis et les expéditions d'Euripidas en 217 : 87 sqq. — la flotte achaienne, en 217, pille les côtes aito- liennes : 92, n. — en 210, ils reçoivent Aigine des Romains et la vendent à Attale : 103.
- AKROCORINTHE — une garnison achaienne y résiste après la prise de Corinthe par Kléoménès : 312.
- ALKIBIADÈS, Spartiate condamné à mort par les Achaïens : 182, 4 ; 183, 3.
- AMPHIARAION, sanctuaire d'Oropos : 27 ; 31, 1.
- ANDRONIDAS — agit avec Kallikratès en 168 : 339, 3.
- ANTIGONOS DOSON — les démarches des Mégalo-politains et des Achaïens auprès d'A.D. : 65, 3 ; 352 sq. — la C. a. s'entend avec lui et lui cède Corinthe : 312 ; 384, 2 — il fonde la Symmachie : 2, 1 ; 53, n. — séjour prolongé dans le Péloponnèse : 200, 4.
- ANTIOCHOS III — a conclu avec la C. a. un traité d'amitié : 215 ; 216, 1.
- ANTIOCHOS IV — attaque l'Égypte en 168 : 190.
- ANTISTHÈNÈS, écrivain critiqué par Polybe : 5, 2.
- APELLÈS, conseiller de Philippe V, menacé les deux Aratos et fait élire Épératos : 200 ; 251.
- APOLLODOROS d'Athènes, source de Stra- bon : 283, 2 et 3 ; 289, 1 ; 292, 1 ; 299, 3.
- APOLLONIDAS de Sikyon — ami politique de Philopoi- men et Lykortas : 102 — son discours contre l'offre d'Euménès II en 185 : 102 ; 155 sq. ; 333 sq. ; 391.
- ARATOS — Phylarchos, utilisé par Plu- tarque, lui est hostile et Polybe, favo- rable : 5, 2 — a écrit des *Mémoires* que Polybe utilise : 71, 2 — a exercé dix- sept ou seize stratégies : 243, 2 — et a eu une grande influence : 179, 1 — vit à Argos dans sa jeunesse : 114, n. — plusieurs fois attaqué par Lydiadas : 180, 2 — sa politique à la veille de la guerre de Kléoménès : 68 sqq. ; surtout 72, n. — ses difficultés avec les Achaïens : 181, 2 — s'entend avec Anti- gonos Doson par l'intermédiaire des Mégalo-politains : 352 sq. — la crise finale où, élu stratège autokrator, il accepte, malgré une partie de l'opinion, l'alliance macédonienne : 131, 1 ; 246, 3 ; 312 ; 353, 6 — élu stratège à Argos : 113, 2 — sa politique à la veille de la guerre des Alliés : 220 sq. ; 224, 3 ; 253 — battu à Kaphyai, essuie des reproches, mais se justifie : 225 ; 229, 2 ; 258, 1 ; 263, 6 ; 343, 4 — sort de charge en 219 : 254

- menacé en 219 par Apellès : 200 — boude, puis se réconcilie avec Philippe V en 218 : 309 — son entrée en charge en 217 : 85 ; 240 ; 254 — son action militaire et politique au début de la belle saison 217 : 85 ; 87 sqq. ; 93 — sa sortie de charge en 217 ou 216 ? : 241 sqq. — sa mort en 213 : 247, 3.
- ARATOS LE JEUNE — stratégie en 219/218 : 251 ; 254 — menacé par Apellès : 200 — se réconcilie à Sikyon avec Philippe V : 309.
- ARCADIENS — ne forment pas une Confédération distincte au début du II^e siècle : 91, n. ; 106, 1 ; 169, n.
- ARCHON — assiste à la réunion des archai en 185 : 193, n. — l'un des inspirateurs du sophisme opposé à Q. Caecilius : 197 — le discours que lui prête Tite-Live en 174 est suspect : 339, 2 — sa désignation et son élection, coûteuse, comme stratégie à l'automne 170, tandis que Polybe est élu hipparque : 197 ; 240, n. ; 248 sqq. ; 256, 1.
- AREUS, Spartiate condamné à mort par les Achaïens : 182, 4 ; 183, 3.
- ARGOLIDE, ARGOS — Aratos, dans sa jeunesse, vit à A. : 114, n. — assemblée convoquée à A. en vue d'une entente avec Kléoménès : 311 ; 418 sq. — la ville inspire confiance aux Achaïens : 311 ; 312, n. — elle est prise par Kléoménès : 89, n. ; 301, 1 ; 311, 7 — puis se soulève contre lui et redevient achaienne : 243, 3 ; 312, n. — Aratos est élu stratège : 113, 2 — Méthana, en A., appartient à l'Égypte : 20, 2 — séjours de Philippe V à A. dans l'hiver 219/218 : 251 — A. et la guerre des Alliés en 217 : 86, 1 ; 87, 3 ; 93 — l'offre de Philippe V à l'assemblée d'A. en 200 : 313 ; 347 ; 349 sq. — des synklètoi de la C. a. à A. au II^e siècle : 317 et 3 — A. fournit trois des nomographoi de l'inscription d'Épidauros : 383 — l'assemblée d'A. au début de 188 : 237 ; 304 sq. ; 323, 6 — le refus opposé en 185 à Q. Caecilius : 129, 1 ; 190, 3 — la synklètos d'A. lors de l'affaire d'Oropos : 27 sqq. — Hiéron d'Aigéira n'est pas nécessairement propriétaire à A. : 27, n.
- ARISTAINOS — ses qualités politiques : 104 ; 195, 5 — il est favorable à Rome : 104 — sa stratégie de 199/198 et son rôle à l'assemblée de Sikyon : 240, n. ; 325 ; 360, 1 ; 364, 9 — stratège en 185, il fait ajourner le renouvellement de l'alliance avec l'Égypte : 64 ; 103, 5 ; 344, 4 ; 370 — il ne peut pas empêcher le rejet de l'offre d'Euménès : 102 sqq. — il réunit les archai : 193, n. ; 370, 1.
- ARISTOMACHOS, ancien tyran d'Argos — fauteur de la prise d'Argos par Kléoménès : 311, 7 — sa mise à mort après une procédure, sans doute sommaire, devant l'armée : 182, 4 ; 234, 4.
- ARISTOTE — son influence sur la philosophie politique de Polybe : 159 — sa distinction des trois pouvoirs : 159 — sa définition de la démocratie : 51, 5 — les rapports des assemblées populaires et des nomoi : 188 — son opinion sur les misthoi : 336.
- ASCHÉION, cité d'Achaïe : 285, 3 ; 385, 1.
- ATHÉNAION, lieu fortifié par Kléoménès sur le territoire de Mégalopolis : 68 ; 414.
- ATHÈNES — Polybe renseigne sur ses institutions : 8 — le jugement qu'il porte sur la démocratie d'A. : 336, 1 — les Ligues maritimes d'A. : 3, n. ; 18, 2 ; 53, n. — les alliés d'A. adoptent ses institutions : 406 — le régime des Cinq Mille prévu en 411 et le recul à trente ans de la majorité civique : 47 ; 141, 2 — toute-puissance des assemblées à A. au IV^e siècle : 188 — passage de T. Quinctius à A. en 192 : 324, 5 — le conflit entre Oropos et A. et l'appel des Oropiens à la C. a. : 26 sqq.
- A. ATILIUS SERRANUS, chef de la flotte romaine en 192 : 324, 5.
- ATTALE I^{er} de Pergame — achète Aigine aux Aitolien : 103 — conclut une alliance avec la C. a., qu'il aide diplomatiquement, et fait des dons à Sikyon : 109, 2.
- ATTALE, fils du précédent et frère d'Euménès — demande à la C. a. le rétablissement des honneurs d'Euménès : 186, n. ; 273.
- Q. CAECILIUS METELUS, ambassadeur romain auprès des Achaïens en 185 — ne peut pas, à sa grande colère, obtenir la réunion d'une assemblée : 129, 1 ;

- 190, 3 ; 195 sq. ; 198 sq. ; 202, 5 ; 208 ; 348.
- Q. CAECILIUS METELLUS MACEDONICUS — informé de l'agitation dans le Péloponnèse, envoie des ambassadeurs à Corinthe au printemps 146 : 125, 3 ; 126 sq.
- CONFÉDÉRATION ACHAIENNE — raisons du choix de ce nom : 2, 1 — voir ACHAIENS.
- CONFÉDÉRATION AITOLIENNE — raisons du choix de ce nom : 2, 1 — voir AITOLIENS.
- CONFÉDÉRATION ARCADIENNE : voir ARCADIENS.
- CONFÉDÉRATIONS maritimes d'Athènes, péloponnésienne de Sparte : voir LIGUE à l'index INSTITUTIONS.
- CORINTHE — son importance : 384 — ville industrielle : 132 sq. — ne frappait pas ses monnaies fédérales lors de sa première adhésion à la C. a. : 168, n. — perdue pour la C. a. en 224 ou 223 : 312 ; 384, 2 — réunion à C. du synédion de la Symmachie en 220 : 226 — fait retour à la C. a. en 196 : 384 — T. Quinctius y séjourne en 192 : 324, 5 — des synodoi s'y tiennent après 188 : 305, 4 — une synodos y est saisie en 154 de demandes de secours des Rhodiens et des Crétois : 219 — synodos de C. pour l'affaire d'Oropos : 26 sqq. ; 219, 5 ; 319 sq. — synodos de février 168 pour une demande égyptienne : 189 sqq. ; 228 ; 271 ; 339, 3 — synodos du printemps 146 au milieu de l'exaltation des assistants : 121 sqq. ; 132 ; 372.
- CORINTHE (Ligue de) : voir LIGUE à l'index INSTITUTIONS.
- CRÈTE, CRÉTOIS — Polybe renseigne sur les institutions des villes de C. : 9 — en guerre contre les Rhodiens, les C. demandant secours aux Achaïens en 154 : 219.
- DAMOKRITOS, stratège achaien, condamné à une forte amende : 182, 4 ; 183, 1.
- DÉINOKRATÈS de Messène — accompagne T. Quinctius en 183 : 349, 4.
- DÉLIENS — réfugiés après 167 en territoire achaien et admis comme citoyens fédéraux : 113, 1.
- DELPHES — aux mains des Aitoliens : 19, 1 — son rôle dans la vie aitolienne : 4 et 1 — les décrets aitoliens : 4, n.
- DÉMÉTRIOS POLIORKÈTÈS — rénovateur et hégémon de la Ligue de Corinthe : 3, n. ; 29, 1 ; 53, n. — ne triomphe pas des Aitoliens : 19, 1.
- DÉMODOKOS, hipparque achaien en 217, résiste à un raid d'Euripidas : 91 ; 93.
- DIAIOS — son élection pour remplacer Kritolaos en 146 : 212, 5 ; 213, 5 — mal vu par Polybe : 130, 2.
- DIODÔRE DE SICILE — ses défauts : 16, 2 — un exemple pour l'année 185 : 157, n.
- DIOPHANÈS — son caractère : 195 ; 371, 4 — réalise l'unité péloponnésienne : 303, 1 — son attitude en face de T. Quinctius en 191 : 395, 1 — assiste en 185 à une réunion des archai : 193, n. ; 370, 1 — hostile à Philopoïmen et à ses amis : 195.
- DORIMACHOS, chef de bandes aitoliennes qui, en 220, envahissent le Péloponnèse : 252 sq.
- DYMAI — petite cité d'Achaïe : 385 — participe en 281/280 à la reconstitution de la C. a. : 20 ; 285, 3 — fournit deux des nomographoi de l'inscription d'Épidauros : 383 — sa place dans une syntéléia en 219 et 217 : 90, 1 ; 92, 1 — ses citoyens mobilisés en 219 : 92, 1 — en 217 : 91 ; 92, 1 ; 93 — ils quittent en 198 l'assemblée de Sikyon : 378, 2.
- ÉGYPTE : voir LAGIDES.
- ÈLÉIENS, ÈLIDE, ÈLIS — indifférence de familles rurales pour la politique : 45, 1 — campagne et succès de Philippe V pendant l'hiver 219/218 contre les È. : 251 — en 217, alliés des Aitoliens, les È. menacent la Messénie et font des expéditions en Achaïe : 87 ; 89, 1 ; 91 ; 93 ; 300 — adhèrent à la C. a. en 191 et ne tentent jamais de s'en séparer : 4, 1 ; 303, 4 — synklêtos tenue à È. en 188 à la demande de M. Fulvius : 45, 1 ; 237 ; 307, 8.
- ÈPAMINONDAS — établit un régime démocratique en Béotie et conduit des expéditions dans le Péloponnèse : 48.
- ÈPÉRATOS — élu stratège en 218 grâce aux intrigues d'Apellès : 251 — la date de son entrée en fonctions : 252 — et de sa

- sortie de charge : 254 — sa mauvaise administration : 86.
- ÉPIDAUROS** — fouilles et inscriptions achiennes du sanctuaire : 3 et 5 — faible rôle d'É. dans la vie de la C. a. : 4, 1 — l'inscription relative à la Ligue de Corinthe de Dêmétrios Poliorkètès : 29, 1 — l'inscription des nomographoi achiens : 183 sqq. ; 383 sqq. — É. fournissait un des nomographoi de l'inscription : 384.
- ÉRATOSTHÈNES**, source de Strabon : 289, 1.
- EUMÈNÈS II**, roi de Pergame — conserve Aigine acquise par son père Attale I^{er} : 103 sqq. — participe aux guerres contre Nabis : 109, 2 — obtient des Achiens en 190 le renouvellement ou la conclusion d'une alliance et des renforts : 95, 1 ; 109, 2 ; 346, 4 ; — reçoit des honneurs illégaux : 185, 2 et 3 ; 346, 4 — en 185, fait une offre de 120 talents qui est repoussée : 81 ; 102 sqq. ; 154 sqq. ; 332 sqq. ; 336, 8 ; 391 sq. — la vraie raison de ce refus est l'hostilité contre Rome : 103 sq. ; 336, 8 — mais la même assemblée renouvelle l'alliance qui l'unit à la C. a. : 103, 6 ; 343, 6 — la suppression et le rétablissement de ses honneurs : 185, 3 ; 186, n.
- EURIPIDAS**, Aitolien chef des troupes éliennes en 217 — dirige une razzia en Achaïe : 88 ; 90, n. ; 300 — est battu par Lykos : 89 — une seconde tentative avorte dès le début : 91 ; 93.
- M. FULVIUS NOBILIOR** — son intervention lors de la réforme de 188 : 237 ; 304 sq. — et du conflit entre Sparte et la C. a. : 237.
- GRANDE-GRÈCE** — les Achiens de G.-G., au v^e siècle, créent, à l'imitation des Achiens du Péloponnèse, un Hamarion pour y tenir leurs assemblées : 35, 3 ; 283.
- GUERRE DE KLÉOMÈNÈS** — ses préliminaires : 68 sqq. ; 414 sq. — les succès de Kléomènes : 311 sq. ; 384 — les négociations des Achiens avec Antigonos Doseon : 65, 3 ; 352 sq. — les négociations des Achiens avec Kléomènes et les assemblées de Lerna et d'Argos : 310 sqq. ; 418 sq. — l'accord des Achiens avec Antigonos : 312.
- GUERRE DES ALLIÉS** — bien connue grâce à Polybe : 250 sq. ; 263 — les préliminaires : 220 sqq. ; 264, 4 — la déclaration de guerre : 226 — les événements de 220 : 252 ; 264 sqq. — l'hiver 219/218 : 251 sq. — le printemps 218 : 308 sqq. — les événements de 217 : 85 sqq. — la fin de la G. : 240 sq.
- HAMARION-HOMARION** — sanctuaire de Zeus, lieu de réunion ancien des assemblées fédérales : 277 sqq. — appartenant autrefois à Héliké, depuis 373 à Aigion : 286 sqq. — son emplacement : 289 ; 293 — abandonné au profit de la ville d'Aigion par les assemblées : 294 sqq. ; 308 — désaffecté ou détruit en 146 : 291 — un H. créé au v^e siècle en Grande-Grèce : 283.
- HÉLIKÈ**, la plus importante des villes d'Achaïe, sur le territoire de laquelle se trouvait l'Hamarion, lieu de réunion des assemblées achiennes, détruite en 373 : 284 sqq.
- HÉRAKLÉIDÈS**, source de Strabon : 287.
- HÉRAKLIDES** — la légende du retour des H. : 283 et 3.
- HERMIONÈ**, ville d'Argolide : 384.
- HIÉRON d'Aigéira** — son rôle dans l'affaire d'Oropos : 26 sqq. — n'est pas nécessairement propriétaire à Argos : 27, n.
- HOMAGYRION** — sanctuaire situé à Aigion même, distinct de l'Hamarion : 279 sqq. — peut-être créé après 146 : 290 sq.
- HYPHERBATOS**, stratège achien dont l'avis n'est pas suivi par une assemblée : 181, 2.
- ILLYRIE** — Rome y possède des territoires au début du II^e siècle : 324, 5.
- IONIENS** — légende des I. chassés par les Achiens : 283 ; 285, 2.
- S. JULIUS CAESAR**, ambassadeur romain auprès des Achiens à l'automne 147 — à Aigion et à Tégéa, soutient en vain la cause des Lacédémoniens : 126 ; 128 — reçoit une réponse insolente de Kritolaos et repart très irrité pour l'Italie : 126 ; 128 sq.
- KALLIKRATÈS**, Achien partisan de Rome — très critiqué par Polybe : 130, 2 ; 197 ; 339, 2 — Tite-Live fabrique le dis-

- cours qu'il lui prête en 174 : 339, 2 — son intervention à la synodos de Corinthe en 168 : 37 ; 189 ; 228 ; 339, 3 ; — dénonce aux Romains des Achaïens, dont Polybe : 197, 1 — en 154, fait décider la neutralité entre Rhodiens et Crétois : 190, n. ; 219 — intente un procès à Ménalkidas : 180, 2.
- KAPHYAI, ville d'Arcadie prise par Aratos au début de la guerre de Kléoménès : 72, n. — défaite subie par Aratos à K. en 220 : 215 ; 229, 2 ; 258, 1.
- KASSANDROS d'Aigine — vit, hors de sa patrie, en territoire achaien : 105 — sa situation juridique : 106 sqq. ; surtout, 116 sq. — obscur avant et après la synodos de Mégalopolis en 185 : 103 ; 107, 7 ; 119 sq. — parle, à cette assemblée, contre Euménès : 103 sqq. ; 391 — ce faisant, joue un rôle que lui soufflent les adversaires du roi et de Rome : 107, 7 ; 118 sqq.
- KASSANDROS de Troie, amateur de distinctions de tous pays — obtient la nationalité fédérale achaienne : 113, 1 — sans doute purement honorifique : 119, 3.
- KENCHRÉAI, point de départ des ambassades alliées envoyées à Sikyon en 198 : 314.
- KERYNÉIA, ville d'Achaïe, qui perdit sans doute son indépendance au profit d'Aigion : 285, 3 ; 287, 4.
- KLARION — pris aux Aitolien par Timoxénos : 243, 3.
- KLÉITOR — synklétos à K. en 184 : 205, 5 ; 307, 7.
- KLÉOMÉNÈS III, roi de Sparte — Polybe lui est hostile, mais Phylarchos, qu'utilise Plutarque, favorable : 5, 2 — ses projets réformateurs encore inconnus au début de la guerre : 73, 1 — prend aux Aitolien, avant la guerre, Mantinéia, Tégéa, Orchoménos : 72, n. ; 311 et 6 — la fortification de l'Athénaiion et les préliminaires de la guerre : 68 sqq. ; 414 sq. — ses succès, un moment interrompus par d'infructueuses négociations avec la C. a. : 89, n. ; 301, 1 ; 311 sq. ; 384 ; 386, 4 — ils s'expliquent en partie par le prestige révolutionnaire qu'il valent ses réformes à Sparte : 311 ; 335 ; 353 ; — mais les dirigeants de la C. a., conservateurs, lui sont très hostiles : 335 — il perd Argos, qui se révolte : 243, 3 ; 312, n.
- KLÉONIKOS de Naupaktos, proxène achaien, fait prisonnier en 217 et libéré sans rançon : 267, 1.
- KRITOLAOS — stratège achaien en 147/146 : 126 — très critiqué par Polybe : 127 sqq. ; 130, 2 — son entrevue à Tégéa avec S. Julius Caesar et sa réponse insolente à l'automne 147 : 126 ; 128 sq. ; 271 — sa tournée de propagande antiromaine dans le Péloponnèse pendant l'hiver 147/146 : 126 ; 133, 1 — ses négociations pendant le même hiver avec des États grecs : 127, 1 ; 129, 2 — son discours véhément à l'assemblée de Corinthe au printemps 146 : 153 sq. ; 361 ; 372 — il a des adversaires : 142 — il est proclamé stratège autokrator : 131, 1 — meurt en 146 : 212, 5 ; 213, 5.
- KYKLIDAS, stratège en 201/200, partisan de l'alliance macédonienne, écarte une proposition de Philippe V : 313 ; 347 ; 349 sq.
- KYNATHA, ville d'Arcadie — Polybe critique ses citoyens : 265, 4 — qui négligent l'enseignement de la musique : 140.
- LACONIE, LACÉDÉMONE, LACÉDÉMONIENS : voir SPARTE, SPARTIATES.
- LADOKÉIA (bataille de) — sa date incertaine : 246, 1.
- LAGIDES — hégémonie sur la Confédération des Nésiotes : 53, 1 — entretiennent des mercenaires achaiens : 278 — en 185, le renouvellement de leur alliance (Ptolémée V) avec la C. a., réalisé par une ambassade achaienne, est ajourné par une assemblée : 64 ; 343, 6 ; 344, 1 et 4 — demandent (Ptolémées VI et VII), en 168, un secours militaire et nommément Lykortas et Polybe : 36 ; 190 ; 197.
- LÉONTION, cité d'Achaïe : 285, 3.
- LERNA — bourgade du territoire d'Argos : 310, 2 — assemblée de la C. a. convoquée à L. pour une entente avec Kléoménès, mais qui ne se réunit pas : 311 sq. ; 418 sq.
- LADIADAS de Mégalopolis — attaque Aratos : 180, 2.
- LYKORTAS — père et informateur de Polybe : 8 ; 197 — rend compte d'une

- ambassade en Égypte devant une synodos à Mégalopolis en 185 : 64 — ami politique de Philopoïmen, participe sans doute à l'organisation de l'incident de l'Aiginète Kassandros : 120, 1 — assiste en 185 à une réunion des archai : 193, n. ; 370, 1 — est l'un des inspirateurs du refus opposé à Q. Caecilius : 197 — devenu stratège à l'automne 185, inspire sans doute les ambassadeurs envoyés à Rome pour justifier les Achaïens : 197 et 4 — prépare en 184 la réception d'un ambassadeur romain en faisant condamner à mort deux Spartiates : 205 sq. — à la mort de Philopoïmen, en 182, est élu stratège, réprime la révolte de Messène et fait réintégrer la ville dans la C. a. : 25, 3 ; 124, 2 ; 207, 2 ; 212 sq. ; 231, 1 ; 274 sq. ; 276, 1 ; 353 — l'emporte dans une assemblée sur le stratège Hyperbatos : 181, 2 — en 168, à Corinthe, est directement atteint par l'argumentation de Kallikratès, car il est nommé demandeur par le roi d'Égypte et l'assistance paraît prête à approuver la demande : 197 ; 339, 3.
- LYKOS — hypostratège achaien en 217, agit à deux reprises contre Euripidas et ses soldats éliens : 88 sqq.
- LYSIPPOS, stratège achaien en 202/201, refuse d'agir contre Nabis : 181, 2.
- MACÉDOINE — exerce l'hégémonie sur la Confédération des Nésiotes : 53, 1 — une loi achaienne interdit tout projet de décret hostile à l'alliance avec la M. : 185, 2 ; 373 sqq. — une autre loi donne au roi de M. ou à ses représentants le droit de demander la réunion d'une assemblée : 200 sqq. ; 203, 3 — la place du roi de M. dans une assemblée de la C. a. : 367 — les progrès territoriaux de la C. a. sont arrêtés quand elle est l'alliée de la M. : 20 — position des partis dans la C. a. en face de la M. en 199 et 198 : 329, 3 — voir aussi ANTIGONOS DOSON ; PERSEUS ; PHILIPPE V ; TAURION.
- MACHANIDAS, tyran de Sparte battu et tué à Mantinée : 269.
- MAGNÉSIE, MAGNÈTES-DU-MÉANDRE — vers 207/206, les M. envoient une ambassade à la C. a. : 187 — le décret fédéral et l'inscription qui en résultent ; 3, 3 ; 187 — auteurs des inscriptions les M. ont groupé les décrets à leur guise ; de là, le prétendu décret des Arcadiens : 91, n.
- MANTINÉIA, cité d'Arcadie — son importance : 384 — dépendance aitolienne, prise, perdue et reprise par Kléoménès : 311 et 6 — victoire de Philopoïmen sur Machanidas à M. : 240, n. ; 269 — son retentissement et son intérêt pour la C. a. : 269 et 1 ; 421.
- Q. MARCIUS PHILIPPUS — ambassadeur chargé d'une mission auprès des Achaïens en 183 : 348 sq. — en 168, envoie une lettre aux Achaïens : 339, 3.
- MÉGALOPOLIS, MÉGALOPOLITAINS — la fortification, par Kléoménès, de l'Athénaiion sur le territoire de M., provoque la guerre entre la C. a. et Sparte : 68 sqq. ; 414 sq. — les M. servent d'intermédiaires à Aratos pour ouvrir les négociations avec Antigonos Doson : 65 sq. ; 352 sq. — 1.000 M. armés à la macédonienne combattent à Sellasia : 86 — réunion à M. d'une assemblée de l'armée en 220 : 221 ; 223 — en 217, la C. a. décide que M. fournira 550 soldats : 86 — Aratos pacifie, peut-être grâce à ses mercenaires, la ville déchirée par des troubles et recrute des soldats : 86 ; 89, 1 — Taurion doit défendre M. : 87, 3 — les M. quittent l'assemblée de Sikyon en 198 : 378, 2 — à partir de 188, M. peut servir et sert de rendez-vous à des synodoi : 64 ; 305, 4 — le Thersilion est-il utilisé à cette fin ? : 356 — la séparation des bourgades arcadiennes par Philopoïmen : 307, 4 ; 382, 8 — son vrai résultat est d'augmenter la clientèle de M. : 382, 8 — M. fournit trois des nomographoi de l'inscription d'Épidauros : 383 — en 185, une synodos tenue à M. examine cinq affaires, dont les offres d'Euménès II et de Séleukos IV : 64 ; 102 sqq. ; 215 ; 332 sqq. ; 343 sq. ; 346 ; 391 sq. — en 182, après la mort de Philopoïmen, Lykortas y rallie l'armée et est élu stratège par elle : 212 ; 274 sq. — après la répression de la révolte messénienne, une synodos tenue à M. réintègre Messène dans la C. a. : 207 ; 353 —

- règlement d'un conflit de frontières avec Thouria : 26, 1 ; 175, 1.
- MÉNALKIDAS, Spartiate, stratège achaien accusé après sa sortie de charge : 180, 2 ; 182, 4 ; 183, 1.
- MESSÈNE, MESSÉNIENS — en 220, envahie par les Aitoliens, M. demande et obtient le secours de la C. a. : 220 sqq. ; 225 ; 253 — en 220, elle demande à être admise dans la Symmachie macédonienne : 225, 4 — en 217, envahie, menacée par les Spartiates et les Éléiens, M. conclut une convention avec Aratos et Taurion : 87 et 3 ; 89, 1 ; 91, 1 — en 201, M. est attaquée par Nabis : 181, 2 — Diophanès critique la politique de Philopoïmen à l'égard de M. : 195 — en 182, Lykortas réprime rapidement la révolte de M. après la mort de Philopoïmen : 26, 1 ; 124, 2 ; 212 sq. ; 214, 1 ; 274 sq. ; 276, 1 — M. est réintégrée dans la C. a. par une synodos tenue à Mégalopolis : 206 sqq. ; 231, 1 ; 274 sq. ; 353 — elle obtient une exemption de contributions : 207, 2 — mais elle perd Thouria : 26, 1 — et des M. sont bannis ou condamnés à mort : 182, 4 — aucune assemblée de la C. a. tenue à M. n'est connue : 307, 8.
- MÉTHANA, ville d'Argolide, possession égyptienne : 20, 2.
- MIKKOS, hypostratège achaien en 219, mobilise des citoyens : 92, 1.
- NABIS, roi de Sparte — attaque Messène en 201 : 181, 2 — menace les villes achaiennes en 200 : 313 ; 347 — perd en 195 les bourgades périèques : 20, 2 — en 192, en guerre contre la C. a. : 314 ; 375, 1.
- NAUPAKTOS — ville qui a fourni plusieurs stratèges aitoliens : 409, 1 — date de la paix de N. : 240 sq. ; 267, 1.
- NÉMÉENNES — célébrées en juillet : 241, 1 ; 266, 5 — leur célébration facilite la prise d'Argos par Kléoménès : 89, n. ; 301, 1.
- NIKODÈMOS d'Élis — ambassadeur achaien à Rome faisant son rapport en 185 à la synodos de Mégalopolis : 343, 6 ; 344 et 3.
- NIKOSTRATOS, stratège achaien — date de son entrée en charge : 240, n.
- OLÉNOS, ville d'Achaïe disparue : 285, 3.
- OLYMPIE — petit nombre des inscriptions achaiennes trouvées à O. : 3 et 5 — faible rôle du sanctuaire dans la vie de la C. a. et explication : 4, 1 — l'inscription sur les frontières de Thouria et Mégalopolis : 25 sq.
- ORCHOMÉNOS, ville d'Arcadie — son importance : 384 — rend un culte à Aphrodite : 280 et 6 — devient achaienne : 105 sq. — puis aitolienne : 72, n. ; 311, 6 — puis appartient à Kléoménès : 72, n. ; 311 — une tentative d'Aratos pour la reprendre à la veille de la guerre de Kléoménès : 72, n.
- OROPOS — l'inscription d'O. : 26 sq. — la date du conflit entre O. et Athènes : 26 — la demande de secours d'Oropiens exilés auprès des Achaïens et la procédure suivie par ceux-ci : 26 sqq. ; 40, 2 ; 319 sq. — existence d'Oropiens partisans d'Athènes : 30, 2 — retour des exilés à O. : 27.
- PATRAI, cité d'Achaïe — participe à la reconstitution de la C. a. : 20 ; 285, 3 — lors de la première période où Corinthe appartient à la C. a., frappe pour cette ville des pièces fédérales : 168, n. — son territoire pillé en 220 par les Aitoliens : 220 — sa place dans une syntéléia en 217 : 90, 1 ; 92, 1 — ses citoyens mobilisés en 217 : 91 ; 92, 1 ; 93.
- PAUSANIAS — ses défauts : 16 sq. — sa valeur en général médiocre : 182, 4 ; 189, 1 — sa précision sur l'époque de l'expédition contre Messène en 182 : 274 sq. ; 275, 1 — a voyagé dans le Péloponnèse : 292 — sa description de la ville d'Aigion : 279 sqq.
- PELLANA, cité d'Achaïe qui fournit un des nomographoi de l'inscription d'Épidauros : 285, 4 ; 384.
- PÉLOPONNÈSE — sa population : 379, 4 — unité du P. dans la C. a. : 20 et 2.
- PERGAME : voir ATTALE 1^{er} ; ATTALE ; EUMÈNÈS II.
- PERSEUS — sa lettre à la C. a. en 174 : 375, 1.
- PHARAI, cité d'Achaïe — participe à la reconstitution de la C. a. : 20 ; 285, 3 — en 220, son territoire pillé par les Aitoliens : 220 — ses citoyens mobilisés en 219 : 92, 1 — sa place dans une synté-

- léia en 217 : 90, 1 ; 92, 1 — en 217, Euripidas traverse son territoire non défendu par Lykos : 88, 5 ; 89, 1 — ses citoyens mobilisés en 217 : 91 ; 92, 1 ; 93.
- PHILIPPE V de Macédoine — peut faire réunir une assemblée de la C. a. : 200 sqq. — entraîné à la guerre en 220 : 226 — sa campagne de l'hiver 219/218 dans le Péloponnèse : 251 sq. — donne Psophis à la C. a. : 234 — ses négociations avec les Achaïens au printemps 218 et l'assemblée déplacée d'Aigion à Sikyon : 200 ; 308 sq. ; 316 ; 358 ; 419 — en 217, utilise Kléonikos pour aboutir à la paix de Naupaktos : 267, 1 — son offre, en 200, à la C. a. et le refus de celle-ci : 347 ; 349 sq. — l'attitude des partis achaiens pour et contre son alliance en 199 et 198 : 329, 3 — son abandon par la C. a. en 198 : 375.
- PHILOPOIMEN — biographies de Polybe et Plutarque : 96, 3 — fort admiré par Polybe qui ne lui adresse qu'une critique : 197 ; 198, 1 — a été huit fois stratège : 243, 2 — sa grande autorité auprès des autres magistrats et de l'opinion : 177, 2 ; 179, 1 ; 236, 6 ; 323 — son hipparchie de 210/209 et la réforme de la cavalerie : 96 et 1 ; 97, 1 ; 101 sq. — devient stratège à l'automne 208 : 95 ; 240, n. — sa réforme de l'infanterie : 96 sqq. ; 101 sqq. ; 394 sqq. — sa victoire à Mantinée : 269 ; 421 — en 201, part pour soutenir Messène : 181, 2 — son avis est décisif en 192 pour la guerre contre Nabis : 375, 1 — inspirateur d'une politique malgracieuse à Rome : 104 — qui le rend suspect à Rome, mais est soutenue par la majorité des Achaïens : 304 — sa réforme de 188 : 237 ; 303 sqq. — devient stratège à l'automne 187 et envoie une ambassade à Rome : 177, 2 — le conflit avec Sparte pendant sa stratégie de 189/188 : 234 et 5 ; 236 sq. — en 185, ses partisans sinon lui-même organisent l'intervention de Kassandros d'Aigine : 120 — assiste à une réunion des archai : 193, n. ; 370, 1 — Diophanès critique sa politique spartiate et messénienne : 195 — P. inspire le sophisme opposé en 185 à Q. Caecilius : 129, 1 ; 197 — il sépare de Mégalopolis des bourgades : 307, 4 ; 382, 8 — sa mort dans l'été de 182 : 25, 3 ; 212 ; 274 sq. ; 276, 1.
- PHYLARCHOS — historien critiqué par Polybe : 130, 2 — utilisé par Plutarque pour son *Kléoménès* : 5, 2 — lui donne l'idée de la responsabilité de la C. a. à l'origine de la guerre : 71, 2.
- PLUTARQUE — ses défauts : 16 sq. — pour son *Kléoménès*, se sert de Phylarchos : 5, 2 — pour son *Philopoïmen*, de la biographie spéciale de Polybe : 96, 3.
- POLYBE — fils de Lykortas : 8 ; 197.
son œuvre historique — auteur d'une biographie de Philopoïmen : 96, 3 — ses *Histoires* : 5 sqq. — ce qui nous en reste : 6, 2 — le point de départ : 8, 1 — les coupures chronologiques : 244, 2 — ses préoccupations moralisantes et didactiques : 13, 1 ; 196 — le respect de la religion : 52, n. ; 296 — son jugement sur la démocratie : 335 sq. — les réserves qu'il impose à la démocratie : 52, n. — écrit pour des Grecs contemporains : 12 et 6 — son style : 13 sq. — sa langue pour les assemblées de la C. a. : 9 sqq. ; 35 sq. — sa bonne information sur la C. a. : 6 sqq. — mais n'exposait pas les institutions ni leur évolution : 8 sq. ; 22 — réserves nécessaires sur son impartialité et ses qualités : 12, 1 — une expression inexacte : 44 sq. — le rôle de l'*excerptor* : 14, 2 ; 36, 3 ; 78, n. ; 127, 1 ; 130, 3 ; 205, 5 ; 249 sq. — P. grossit et dramatise dans son récit de l'assemblée de Corinthe en 146 : 131, n. — bon polémiste : 130 — il critique d'autres écrivains : 5, 2 ; 13, 1 ; 130, 2 — il vitupère les gens de Kynaitha : 265, 4 — favorable à Aratos, il est hostile à Kléoménès : 5, 2 ; 71, 2 — il admire Philopoïmen : 197 ; 198, 1 — il attaque son ennemi personnel Kallikratès : 130, 2 ; 197 ; 339, 2 — et les dirigeants achaiens de 147/146 : 127 sqq. ; 130, 2 — P. et les discours prononcés dans les assemblées de la C. a. : 156, 1 ; 346 ; 369 ; 371 sq. — il est influencé par la philosophie politique d'Aristote : 159 — sans exiger autant que lui de la démocratie : 52, n. — son œuvre a été utilisée par des historiens

- postérieurs : 5 sq. ; 16 sq. ; 21, 3 ; 96, 3 ; 283, 2 ; 289, 1 ; 299, 3.
- son rôle politique dans la C. a.* — sa carrière et son rôle : 7, 1 ; 8 ; 197 ; 256, 1 — en 170/169, son discours dans l'affaire des honneurs d'Euménès : 185, 3 ; 256, 1 ; 346, 4 — demandé avec des secours achaiens par les ambassadeurs égyptiens, appuie leur requête que Kallikratès fait échouer : 88, n. ; 197 ; 339, 3 — son exil provoqué par la dénonciation de Kallikratès : 7, 1 ; 197, 1.
- PSOPHIS — Philippe V, dans l'hiver 219/218, y est retenu par la neige et donne la ville à la C. a. : 234 ; 251.
- PTOLÉMÉE V ÉPIPHANÈS, VI PHILOMÈTOR, VII EUERGÈTÈS II (PHYSKON) — voir LAGIDES.
- T. QUINCTIUS FLAMININUS — en 194, organise le koinon thessalien avec une constitution censitaire : 53, 1 — sa tournée diplomatique de 192 en Grèce et le conseil donné aux Achaïens : 314 et 8 ; 324 et 5 ; 375, 1 — en 191, obtient des Achaïens la cession de Zakynthos et les exhorte à la fin de l'assemblée : 209, 1 ; 394 sq. — en 183, de passage en Grèce, cherche à se mêler des affaires achaiennes, mais se heurte à un refus habile des Achaïens : 202, 5 ; 319 ; 348 sq.
- RHION d'Aitolie, point de rassemblement, en 220, de bandes aitoliennes se préparant à envahir le Péloponnèse : 253.
- RHODES, RHODIENS — deux dikastai r. dans la C. a. : 186, n. — en 154, les R. en guerre contre les Crétois demandent des secours à la C. a. : 219.
- RHYFES, cité d'Achaïe disparue : 285, 3.
- ROMAINS, ROME — Polybe et les institutions de R. : 8 sq. — R. possède des territoires illyriens : 324, 5 — en 210, les R. prennent Aigine, vendent les habitants et donnent l'île aux Aitoliens : 103 ; 104, 5 — les Achaïens, en 200, refusent de se laisser entraîner contre R. : 347 ; 349 sq. — l'attitude des partis achaiens pour et contre R. en 199 et 198 : 329, 3 — en 198, la C. a. entre dans l'alliance de R. : 314 — sous la menace d'une attaque de R. : 375 — la gêne procurée aux R. par la variété des calendriers grecs : 202 ; 367 — la loi achaienne ordonnant la réunion d'une assemblée à la demande de R. : 189 sqq. ; 200 sqq. — la place des ambassadeurs r. dans les assemblées de la C. a. : 367 — R. organise le koinon thessalien : 53, 1 — les R. aidés par Euménès contre Nabis : 109, 2 — envoi d'une mission diplomatique en Grèce en 192 : 324 — rapides progrès territoriaux de la C. a. à partir de l'alliance r. : 20 — ambassade achaienne à R. dans l'hiver 187/186 : 177, 2 — la politique achaienne malgracieuse à R. : 103 sq. — l'affaire de Q. Caecilius en 185 et la semonce du Sénat aux Achaïens : 189 sqq. ; 202, 5 ; 208 ; 348 — une lettre de R. à la C. a. en 182 : 231, 1 — R. sollicitée par Ménalkidas : 180, 2 — les débuts du conflit final entre R. et la C. a. : 124 sqq. ; voir aussi S. JULIUS CAESAR — les ambassadeurs r. expulsés en 146 de l'assemblée de Corinthe : 132 — les R. sont très mal vus des Achaïens en 146 : 372 — mais ont néanmoins des partisans : 142 — la déclaration de guerre, en fait, aux R. : 130, 4 ; 142 — R. détruit la C. a. : 291 — R. crée des koina en Grèce et en Orient : 53, 1 — et un koinon achaien après 146 : 290 sq.
- SÉLEUCIDES : voir ANTIOCHOS III ; ANTIOCHOS IV ; SÉLEUKOS IV.
- SÉLEUKOS IV — en 185, offre un cadeau aux Achaïens qui le refusent, mais renouvellent avec lui un traité d'amitié : 157, n. ; 215 ; 216, 1 ; 343, 6 ; 344, 1.
- SELLASIA — les controverses sur la date : 65, 3 — 1.000 Mégalopolitains armés à la macédonienne combattent à S. : 86.
- SÉNAT romain : voir ROMAINS, ROME.
- SIKYON — son importance : 385 et 1 — son adhésion à la C. a. est jugée par Plutarque comme une déchéance : 382, 6 — donne deux des nomographoi de l'inscription d'Épidauros : 383 — à la fin de la guerre de Kléoménès, le siège de S. et l'assemblée qu'Aratos y convoque : 312 ; 418 sq. — en 218, Philippe V y fait transférer une assemblée pour se réconcilier avec Aratos père et fils : 309 ; 358 ; 361, 2 ; 419 — des synklêtoi à S. au II^e siècle : 317 et 2 — l'assemblée de Sikyon en 198 — le choix de la ville :

- 314 — l'émotion causée par la convocation : 325 sqq. — la gravité de la question à trancher : 374 sq. — les séances : 338 sq. ; 359 sq. ; 373 sqq. ; 376. — S. reçoit des dons d'Attale I^{er} : 109, 2 — une synklêtos tenue à S. en 192 déclare la guerre à Nabis : 314 ; 324 ; 375, 1 — une synklêtos en 182 réintègre Sparte dans la C. a. : 206 et 7 — la synklêtos de 168 : 37 ; 44.
- SKOPAS, chef de bandes aitoliennes qui envahissent le Péloponnèse en 220 : 252 sq.
- SOSIKRATÈS, hypostratège achaien condamné à mort : 182, 3.
- SPARTE, SPARTIATES — Polybe renseignait sur les institutions : 8 ; 9, 2 — S. n'a jamais réuni autant de territoires péloponnésiens que la C. a. : 23 — au début de la guerre de Kléoménès, S. possède Tégéa, Mantinée et Orchoménos : 72, n. — en 217, les S., alliés des Aitoliens, envahissent et menacent la Messénie : 87 ; 89, 1 — des bourgs périèques de Laconie enlevés à Sparte : 20, 2 — le conflit avec les Achaiens en 189/188 : 236 sq. — se poursuit en 185 : 195 — en 184, des S. sont condamnés à mort : 182, 4 ; 206 ; 234 — en 182, S. demande et obtient sa réintégration dans la C. a. : 206 et 6 ; 214, 1 ; 231, 1 — l'affaire de Ménalkidas : 180, 2 — les S. convoqués à Tégéa en 147 par S. Julius : 126 — le conflit avec la C. a. : 126, n. ; 128 — décision prise contre Sparte en 146 à Corinthe : 130, 4 ; 142 — aucune assemblée connue de nous ne s'est tenue à S. : 307, 8 — voir aussi KLÉOMÉNÈS ; MACHANIDAS ; MÉNALKIDAS ; NABIS.
- STRABON — dates de sa mort et de la rédaction du livre VIII : 291, 6 — n'a visité en Grèce que Corinthe : 292, 1 — sur l'Achaïe, utilise des sources antérieures à 146 : 290, 4 ; 292, 1 — Apollodoros : 283, 2 et 3 ; 289, 1 ; 292, 1 ; 299, 3 — Ératosthènes : 289, 1 — Héraklèidès : 287 — Polybe : 283, 2 ; 289, 1 ; 299, 3 — au total, ce qu'il dit de l'Achaïe est médiocre : 289, 1.
- STRATOS, ville qui fournit plusieurs stratèges aitoliens : 409, 1.
- P. SULPICIUS GALBA — en 210, prend Aigine aux Achaiens et inflige de mauvais traitements à la population : 103, 6 ; 104, 5.
- SYMMACHIE *hellénique* ou *macédonienne* — Ligue créée par Antigonos Doson : 2, 1 — les États-membres ratifient individuellement les déclarations de guerre : 53, n. ; 226 ; 326, 1 — la question de l'adhésion de Messène en 220 : 225, 4 — la déclaration de guerre au début de la guerre des Alliés : 226 ; 326, 1.
- TAURION, chef des troupes macédoniennes dans le Péloponnèse — aide le stratège Timoxénos à prendre Klarion : 243, 3 — conclut en 217 une convention avec Aratos et les Messéniens : 87 — ne remplit pas les obligations qu'il a assumées : 87, 3 ; 89, 1.
- TÉGÉA ville d'Arcadie — son importance : 384 — dépendance aitolienne tombée aux mains de Kléoménès : 72, n. ; 311 — tentative d'Aratos contre elle à la veille de la guerre de Kléoménès : 72, n. — d'après l'accord de 217, doit être défendue par Taurion : 87, 3 — l'entrevue de T. entre S. Julius Caesar et Kritolaos : 126 ; 271 sq.
- THÈBES — Polybe renseignait sur ses institutions : 8 — son jugement sur la démocratie de T. : 336, 1.
- THERMON — sanctuaire fédéral aitolien dont les fouilles ont fourni de nombreux décrets : 4, 1 ; 279.
- THOURIA — détachée de Messène : 26, 1 — contestations frontalières avec Mégalopolis : 26, 1 ; 175, 1.
- TIMAIOS de Tauroménion, historien vivement critiqué par Polybe : 5, 2 ; 130, 2.
- TIMOXÉNOS — au moins quatre fois stratège achaien : 243 et 1 — les dates des deux premières stratégies sont contestées : 243, 1 — malgré les succès militaires remportés, n'est pas un homme d'État de premier plan : 243 et 3 — stratège en 221/220, se refuse à mobiliser et transmet ses pouvoirs à Aratos avant la date fixée : 220 sq. ; 224 ; 253 — stratège en 217/216, quand est-il entré en charge et quel rôle joue-t-il dans l'œuvre générale de restauration ? : 241 sqq.
- TITE-LIVE — respectueux de la religion :

- 296 — utilise Polybe pour les choses achaïennes : 16 sq. — pour son récit des événements de l'hiver 189/188, suit fidèlement sa source : 21, 3 — les difficultés qu'il rencontrait pour le vocabulaire : 313, 1; 363 sq. — ses défauts d'historien : 16 — un exemple d'erreur probable : 365, 5 — les discours surtout, refaits par lui, doivent être suspectés : 339, 2; 341, 4; 346, 1; 364, 9.
- TRICHONION, ville d'Aitolie qui a fourni plusieurs stratèges : 409, 1.
- TRIPHYLIE — conquise par Philippe V pendant l'hiver 219/218 : 251 — demeure macédonienne en 217 : 87, 3.
- TRITAIÀ, cité d'Achaïe — participe en 281/280 à la reconstitution du koinon : 20; 285, 3 — son territoire pillé en 220 par les Aitoliens et ses plaintes à la C. a. : 220 — sa place dans une syntéléia en 219 et 217 : 90, 1; 92, 1 — en 219, ses citoyens mobilisés : 92, 1 — en 217, son territoire menacé par Euripidas : 93, 2.
- TROIE — légende du colloque des chefs grecs à Aigion avant le départ contre T. : 281.
- ZAKYNTHOS, cédée à Rome à la demande de T. Quintcius : 209, 1; 394 sq.
- ZÈNON de Rhodes, historien critiqué par Polybe : 5, 2; 13, 2.
- XÉNARCHOS, stratège achaïen, soumet à une assemblée, en 174, une lettre de Perseus : 339, 2; 375, 1.
- XÉNARÈS, confident des projets réformateurs de Kléomènes : 73, 1.

II. — INSTITUTIONS :

- ACHAIENS — nom officiel de la C. a. : 52, 1.
- le koinon classique* — ses institutions nous sont inconnues : 152 — les A. de Grande-Grèce leur empruntent au ^{ve} siècle : 35, 3; 283.
- le koinon hellénistique* — imite au début le koinon classique : 152 — est organisé au début pour l'Achaïe propre et cette origine modeste aura toujours sa répercussion : 61, n. ; 152 sq. ; 385 sq. ; 412 — les réformes subies par ses institutions, leur petit nombre, leur nécessité, leur retard : 20 sqq. — le but et le caractère général de l'organisation fédérale : 18; 115, n. ; 169, 1 — les institutions et les mœurs y sont démocratiques en principe, oligarchiques en fait : 56, 4; 82; 137 sq. ; 211; 335 sq. ; 380; 405 — Polybe fait l'éloge de ces institutions, mais ne les expose pas : 8 sq. — peuvent-elles être prises pour type d'institutions fédérales hellénistiques ? : 406 sqq.
- le koinon romain* : 281; 290 sq.
- ADHÉSION d'un nouvel État-membre à la C. a. : 206; 208 — voir RÉINTÉGRATION.
- AGE — d'accès aux assemblées dans les États grecs : 140 sq. — à Athènes : 140, 1; 141, 2 — à Sparte : 140, 2 — dans la C. a. : 44 sq. ; 139 sqq. — d'accès aux magistratures : 141, 3.
- AGORA — nom courant de l'assemblée du peuple dans les États grecs : 77 — à Athènes, nom des assemblées du dème ou de la tribu : 77, 3.
- AITOLIENS — institutions bien connues sur certains points par les inscriptions de Delphes et de Thermon : 4 et 1 sq. —

1. Il n'a été rien relevé, dans cet index, de ce qui concerne les assemblées achaïennes, pour lesquelles la table des matières a paru fournir un guide suffisamment détaillé. Il n'a été consacré d'articles spéciaux qu'aux états assez fréquemment cités dans le volume. Mais l'article ACHAIENS s'en tient aux généralités et à ce qui n'a pas trouvé place dans un des autres articles.

- vue d'ensemble de leurs institutions : 407 sqq. — voir aussi APOLLON ; APOKLËTOI ; ASSEMBLÉE ; BOULÈ ; ÉLECTION ; PANAITOLIKA ; STRATÈGE ; THERMIKA ; THERMIOS ; THERMON.
- AMBASSADES — leurs rapports avec les assemblées : 160 sq. — avec la synodos : 230 — avec le stratège : 160 ; 177 — les ambassadeurs achiens peuvent être jugés à leur retour : 180, 2 — les ambassadeurs achiens et étrangers dans les assemblées : 366 sq.
- APHRODITE — divinité d'Orchoménos invoquée dans un serment : 280 sq.
- APOKLËTOI aitolien : 150 ; 371, n. ; 407.
- APOTËLËIOI — chefs des contingents des cités achiennes : 167, 4.
- APOLLON Thermios — divinité adorée par les Aitolien : 279.
- ARBITRAGE — du pouvoir fédéral achiens entre États-membres : 166 ; 175, 1 — choix des arbitres : 137.
- ARCHAI dans la C. a. — le mot désigne les magistrats : 322, 7 et 8 — probablement aussi les anciens stratèges : 193, n. ; 370, 1.
- ARCHAIRËSIAI — dans les États grecs : 212 — dans la C. a. : 58 ; 209 sqq. — leur date à Athènes : 257, 2 — leur date dans la C. a. : 239 sqq. — peuvent (à Athènes : 345, 4 ; dans la C. a. : 270, 2 ; 345) traiter d'autres affaires — voir aussi ÉLECTION.
- ARCHONTES — tirage au sort des a. à Athènes : 58, 5 — ce que recouvre en principe et souvent en pratique le mot dans la C. a. : 322, 9.
- ARISTOCRATIE dans les États grecs — distingue des citoyens actifs : 400 — retarde l'âge d'accès aux assemblées : 141, 2 — pratique un régime censitaire : 53, 1 ; 137 sq. — le système des quatre boulai en Béotie et à Athènes en 411 : 47 sq. — n'ignore pas le tirage au sort : 84, 1.
- dans la C. a. — existe en fait derrière une façade démocratique : 56, 4 ; 137 ; 335 sq. ; 380 ; 405.
- ARMÉE : organisation dans la C. a. — l'a. relève du pouvoir fédéral : 166 — les États-membres fournissent les contingents civiques : 167 — et, en cas de négligence du gouvernement central, peuvent engager des mercenaires dont le trésor fédéral leur rembourse la solde : 166, 4 — âge du service militaire : 211, n. ; 235, n. ; 379, 4 — levée en masse : 92 — effectifs civiques : 88, n. ; 379, 4 — mercenaires : 85 sqq. ; 181, 2 — réunion générale de l'a. en temps de paix : 101 — voir aussi CAVALERIE, CHALKASPIDES, ÉPILEKTOI, GARNISONS, INFANTERIE, SYNTËLËIA.
- pouvoirs politiques et judiciaires — dans plusieurs États hellénistiques : 253, 4 — dans la C. a. : 77, 6 ; 182, 4 ; 212 sq. ; 221 sqq. ; 234 — où l'a. équivaut à la synklêtos : 213 ; 233 sqq. — sans que celle-ci soit l'assemblée de l'a. régularisée : 420, 1.
- ASSEMBLÉE de l'armée : voir ARMÉE.
- ASSEMBLÉE populaire (voir aussi ARCHAIRËSIAI ; ÉLECTION ; MISTHOI ; SCRUTIN).
- dans les États grecs — traits communs : 399 sq. — le bureau : 357, 4 ; 362, 3 — l'a. ne se réunit pas spontanément : 362, 3 — siège souvent au théâtre : 356, 2 — les assistants sont assis : 356 — leur répartition en groupes dans l'a. : 357, n. — l'introduction « après les affaires sacrées » : 363, 3 — le héraut invite les citoyens à parler : 368, 5 — le quorum : 29, 1 ; 378, 4 — ignorance de l'abstention : 378, 2 — la chéirotônia : 380 — le vote par « oui » ou « non » : 381 et 1 — le scrutin par têtes : 403.
- dans les démocraties grecques — l'a. primaire est indispensable : 56 — et souveraine : 51 — elle tend à tout régler par des décrets : 188.
- à Athènes — la convocation et l'ordre du jour : 321, 4 ; — le bureau : 359, 3 — l'a. maîtresse de son ordre du jour : 351, 5 — la toute-puissance de l'assemblée populaire au IV^e siècle : 188 — la répartition des citoyens en groupes : 357, n. — les parcs pour les tribus : 380, 5 — quand sont entendues les ambassades ? : 364, 8 — le quorum : 29, 1 ; 378, 4 — la prochéirotônia : 393, 1 — voir aussi OSTRACISME, PSËPHISMATA.
- dans les Confédérations d'États — absence de l'a. : 52 ; 158.
- dans les États fédéraux — existence générale

- de l'a. : 54 — l'a. régulière a-t-elle disparu ? : 54 sq.
- dans la Confédération aitolienne* — assemblée primaire : 59, 4 — assemblées régulières et extraordinaires : 59 ; 150 — elles délibèrent également sur la paix et la guerre : 408, 2 — l'assemblée régulière d'automne se réunit dans des villes variables : 303, 5.
- dans les États-membres de la C. a.* — l'a. peut rendre la justice : 167, 5.
- à Rome* — quelques mots du vocabulaire des a. : 364 — le vote par groupes : 403.
- ATHÈNA — divinité fédérale achaienne avec l'épiklêsis Hamaria : 278 — a, mais sans épiklêsis, sa statue dans l'Homagyon d'Aigion : 280.
- ATHÈNES — voir AGE ; AGORA ; ARCHAI-RÉSIAI ; ARISTOCRATIE ; ASSEMBLÉE ; BOULÈ ; BOULEUTE ; LIGUE ; MISTHOI ; NOMOTHÊTAI ; OSTRACISME ; PROCHÉI-ROTONIA ; PROËDROI ; PRYTANÊIS ; PSÊ-PHISMATA ; QUORUM ; SYNKLÊTOS ; TIRAGE AU SORT.
- ATIMIE locale et fédérale chez les Achaïens : 114, n.
- BOULÈ (voir BOULEUTE) — « synédriôn » en est l'équivalent fréquent : 59 ; 67, 1 ; 150 ; 158, 2 — sens très large du mot dans un texte de Polybe : 154 sqq.
- dans les États grecs* — est classée dans les archai : 51, 5 ; 107, 4 ; 334, 4 — son existence générale : 150 — son rôle normal et ses pouvoirs limités dans les régimes démocratiques : 29 et 2 ; 51 ; 107, 4 ; 145 ; 160.
- à Athènes* — sa composition représentative : 51 — ses séances : 85, 1 — l'importance de son rôle politique : 179, 2 — ses représentants président l'ekklêsia : 362, 3.
- dans les États composés* — existe dans toutes les Confédérations d'États : 52 ; 158 — existe en général, mais manque parfois peut-être, dans les États fédéraux : 54 ; 150 sq. — sa composition : 382, 3 — incertitude sur l'importance de son rôle : 54 sq.
- en Béotie* — le système des quatre boulai avant 378 : 47, 2 — leur suppression : 48 et 3 — dans l'État démocratique organisé à partir de 378, l'existence d'une b. n'est pas prouvée : 54, 2 ; 150, 2 ; 153, 1 — les béotarques en jouent peut-être le rôle : 48, 3 ; 153, 1.
- dans la Confédération aitolienne* — son existence : 59 ; 150 — formée de députés : 62 — au nombre minimum de 1.000 : 81 — proportionnellement à l'importance des cités : 382, 3 — son rôle : 407.
- dans la C. a.* — le problème de son existence : 150 sqq. — stratège et damiorgoi en jouent peut-être le rôle : 365 sq. — dans les États-membres, la b. rend parfois la justice : 167, 5 — les élections à la b. locale ont parfois un caractère politique : 329, 3 — la b. locale sert de cadre officieux à des discussions sur des questions de politique fédérale : 325 sqq.
- BOULEUTE — à Athènes, tirage au sort des b. : 51 — dans la C. a., sens très large du mot dans un texte de Polybe : 157 sqq. — les b. achaiens reçoivent-ils un misthos ? : 331 sqq. — le recrutement des b. municipaux : 328 ; 329, 3 — voir aussi BOULÈ.
- BOULEUTÈRION municipal ou fédéral — à Mégalopolis : 65 — à Aigion : 66.
- CALENDRIER — delphique : 239, 4 — olympique : 263 sq. — achaien : 239, 4 — ses variations : 242 sqq. — le lever des Pléiades : 252 — le c. politique était-il en relation avec les lunaïsons ? : 261, 4 ; 268, 1.
- CAVALERIE achaienne — ordinairement dix fois moins nombreuse que l'infanterie : 97, 1 — réformée en 210/209 par Philopoïmen : 95 sq. ; 103, 1 — réunie par lui pour des manœuvres en temps de paix : 97, 1 — corps aristocratique et riche : 97, 1 ; 137 ; 211 ; 336 — influence des cavaliers pour les élections à la stratégie : 210 sq. ; 336 ; 391, 1 — voir HIPPARQUE.
- CHALKASPIDES achaiens ou soldats « armés à la macédonienne » : 86.
- CHÉIROTONIA — sens figuré possible du mot : 390 sq. — son emploi dans les assemblées grecques : 380 — n'est pas employée dans les synklêtoi achaiennes : 380 — l'est peut-être, pour certains scrutins peu contestés, dans les synodoi : 389 sqq.
- CHÉIROKRITAI et CHÉIROSKOPOI — contrô-

- leurs de la chéirotomia dans certains États grecs : 380, 4.
- CITÉS adhérentes aux États fédéraux : voir *ÉTATS-MEMBRES*.
- CITOYENNETÉ : voir *NATIONALITÉ*.
- CONFÉDÉRATION ACHAIENNE — raisons de l'emploi de ce nom : 2, 1 — voir *ACHAIENS*.
- CONFÉDÉRATION AITOLIENNE — raisons de l'emploi de ce nom : 2, 1 — voir *AITOLIENS*.
- CONFÉDÉRATION BÉOTIENNE — la Béotie forme-t-elle un État fédéral avant 386 ? : 47, 2 — ses institutions avant 386 : 47, 2 ; 53, 1 ; 158 — sa destruction en 386 : 48, 3 — ses institutions après 378 : 48, 3 ; 61, n. — voir *BOULÉ*.
- CONFÉDÉRATION D'ÉTATS — type d'organisation politique opposé à l'État fédéral : 2, 1 ; 52, 1 — elle n'a pas de rapports directs avec les individus : 52 — a un conseil, mais pas d'assemblée primaire : 52 ; 158 — la nationalité dans la C. d'É. : 105 —
- CONFÉDÉRATIONS maritimes d'Athènes, péloponnésienne de Sparte : voir *LIGUE*.
- CONTRIBUTIONS dans la C. a. — payées au pouvoir fédéral par l'intermédiaire des États-membres : 119, 2 ; 166 sq. — exemption de c. votée par une assemblée pour Messène : 207, 2.
- DAMIORGOI — institution ancienne dans le Péloponnèse : 173 sq. — leur origine dans le gouvernement central de la C. a. : 173 sq. — institution fréquente dans les États-membres : 173 et 1 ; 174, 1 et 2 — les dix d. fédéraux : 323, 1 — toujours mal connus individuellement : 370, 1 — même pour l'année 185 : 193, n. ; 370, 1 — le stratège les éclipse sans doute : 177, 2 — forment-ils la gérousia ? : 154 ; 361 — ils forment, avec le stratège, les synarchiai : 322, 9 — et, à ce titre, convoquent les assemblées : 323 — qu'ils président : 357 sqq. — ils sont sans doute, avec le stratège, les auteurs du probouleuma : 363 sqq. — en 182, ils sanctionnent probablement de leur présence une élection par l'armée : 213, 5.
- DÉMÈTER PANACHAIA — son sanctuaire à Aigion à l'époque de Pausanias : 281 — les monnaies ne portent sans doute pas son effigie : 168, n.
- DÉMOCRATIE dans les États grecs — ne se conçoit pas sans assemblée primaire : 56 — incompatible avec le régime des quatre boulai : 48, 5 — et avec l'hypothèse d'un cens : 137 sq. — l'âge légal d'accès aux assemblées : 140 — la boulè, son rôle et ses pouvoirs dans les d. : 29 et 2 ; 51 ; 107, 4 ; 145 ; 160 — ne généralise ni ne monopolise le procédé du tirage au sort : 84, 1 — succès des institutions d. à l'époque hellénistique : 400 — elles ne sont souvent qu'une façade : 56 et 4.
- dans la C. a. — proclamée par les Achaïens : 56, 4 ; 335 — existe en principe, non pas en fait : 56, 4 ; 82 ; 137 sq. ; 211 ; 335 sq. ; 380 ; 405.
- DIKASTAI achaïens — jugent et condamnent : 180, 2 et 3 ; 182 ; 183, 2 — ne paraissent pas être permanents : 185, 3 — ni posséder des pouvoirs définis une fois pour toutes : 186, n. — leur rôle à l'égard des décrets : 185, 3 — deux d. rhodiens dans la C. a. : 186, n.
- DROIT de cité : voir *NATIONALITÉ*.
- DROITS civils et politiques dans l'ensemble des États-membres attachés, dans les États fédéraux hellénistiques et dans la C. a., à la possession de la nationalité fédérale : 110 sqq.
- EKKLËSIA : voir *ASSEMBLÉE*.
- EKKLËSIA des synèdres à Élatéia : 80, n.
- EKKLËSIA (mikra) à Sparte : 80, n. ; 136, 4.
- ÉLECTION des magistrats — dans les États grecs en général : 210 ; 212 ; 391, 1 — à deux degrés à Mantinée : 58, 5.
- dans la Confédération aitolienne — se fait à l'équinoxe d'automne : 254 — au scrutin par têtes ? : 409, 1 — un stratège élu par l'armée : 235, 4.
- dans la C. a. — de 280 à 255 : 297 ; 390, 3 — l'assemblée électorale est la synodos : 58 ; 209 sqq. — un stratège élu par l'armée : 212 sqq. — la date de l'é. : 239 sqq. — l'emploi de la chéirotomia : 390 sq. — les mœurs électorales : 249 ; 334, 4 ; 343, 2.
- voir aussi *ARCHAIRÉSIAI*, *SCRUTIN*, *TIRAGE AU SORT*.
- ÉLECTORAT et ÉLIGIBILITÉ — dans les

- cités-membres d'un État fédéral : 111-112.
- ENKTEÏSIS : 110.
- ÉPIDAMIORGOS à Sparte : 174, 1.
- ÉPIGAMIA : 110.
- ÉPILEKTOI — emplois et sens du mot pour la C. a. : 85, 6 — leur âge en 190 : 95, 1.
- ÉTAT FÉDÉRAL — s'oppose à la Confédération d'États : 2, 1 ; 52, 1 ; 53 — le partage de compétence entre pouvoir fédéral et États-membres : 115, n. ; 151 sq. ; 166 sqq. — multiplicité des combinaisons réalisées : 19 ; 175 sq. — le principe du vote par cités : 386 sq. — la nationalité dans les É. f. : 105 ; 169 sqq. — les droits attachés à la nationalité fédérale : 109 sqq. — la constitution est ordinairement celle d'une cité : 54 ; 56 — la boulè : 54 ; 62 ; 150 sqq. — l'assemblée primaire : 54 sq. — l'élection des magistrats par les citoyens : 58 — les pouvoirs des magistrats : 179, 1 ; 404 — plusieurs É. f. grecs et détails sur leurs institutions : 53, 1 ; 54, 2 — la C. a. peut-elle être prise pour type de l'É. f. hellénistique ? : 406 sqq.
- ÉTATS-MEMBRES — dans les États fédéraux — partagent la compétence avec le pouvoir fédéral : 115, n. ; 151 sq. — leur nationalité : 105 ; 169 sqq. — les droits que la nationalité fédérale donne chez eux : 109 sqq.
- ans la C. a. — leurs rapports avec le pouvoir fédéral : 166 sqq. — les garnisons fédérales : 172, 5 — l'arbitrage du pouvoir fédéral entre eux : 166 ; 175, 1 — le vote par cités aux assemblées a pour but de sauvegarder leur existence : 386 sq. — leur égalité : 335, 10 ; 369, 1 — leur adhésion : 208 — les serments, les stèles : 206 ; 207, 2 ; 280, 6 — leur réintégration : 206 sqq. ; 209, 1 ; 231, 1 — leur sécession : 208 — leur nationalité : 105 ; 169 sqq. — ses rapports avec la nationalité fédérale : 112 sqq. — leur rôle, avant 255, dans la désignation des magistrats fédéraux : 297 ; 390, 3 — leurs autorités publient les convocations aux assemblées fédérales : 321 — leurs contrôleurs aux assemblées fédérales : 379 sq. — leurs institutions locales : 171 sqq. — leurs boulai : 325 sqq. ; 328 ; 329, 3 — ils frappent les monnaies dites « fédérales » : 167, 6 — mais certains aussi des monnaies autonomes : 168, n.
- FINANCES : voir CONTRIBUTIONS, TRÉSOR.
- FLOTTE : voir MARINE.
- GARNISONS fédérales achiennes dans des cités-membres : 172, 5.
- GÉRONTES, GÉROUSIA — à Dymai : 114, n. — à Mégalopolis : 65, 1 — à Sparte : 154, 5 — dans la C. a. : 153 sq. ; 361.
- GRAMMATEUS fédéral achiien — magistrat : 323 — avant 255 : 297 — perd en 255 la meilleure part de son influence politique : 21, 3 ; 135, n. ; 299.
- GRAMMATEUS des nomographoi achiens : 184, n.
- HAMARION-HOMARION — sanctuaire fédéral achiien : 277 sqq. — son organisation matérielle : 356 — un H. créé au ^{ve} siècle par les Achiens de Grande-Grèce : 283.
- HAMARIOS-HOMARIOS — épiklèsis du Zeus fédéral achiien : 278 sq.
- HESTIA — la présence de son autel dans l'Hamarion fédéral achiien a un sens politique : 281, 2.
- HIPPARQUE — magistrat fédéral achiien : 323 — n'a pas l'autorité du stratège à l'assemblée : 102, 1 — ses rapports, avant Philopoïmen, avec les cavaliers qu'il commande : 210 sq. — réforme de la cavalerie par Philopoïmen h. : 95 sq.
- HOMAGYRIOS — épiklèsis d'un Zeus dont Pausanias signale le sanctuaire à Aigion : 279 sqq.
- HYPOSTRATÈGE dans la C. a. — nombre et fonctions : 90, 1 ; 92 et 1 — l'h. de Patrai ou de Pharai en 217 ? : 90, 1 — magistrat fédéral : 323 — un h. condamné à mort : 180, 3 ; 182, 3.
- IMPÔTS : voir CONTRIBUTIONS.
- INFANTERIE achiienne — ordinairement dix fois plus nombreuse que la cavalerie : 97, 1 — recrutement moins aristocratique que la cavalerie : 97, 1 — mais les fantassins légers, donc les pauvres, y sont en faible proportion : 379, 4 — ne peut pas être réunie en temps de paix : 97, 1 — voir aussi ARMÉE ; CHALKASPIDES ; ÉPILEKTOI.
- JUGES, JUSTICE dans la C. a. — les j. fédé-

- raux : 157; 166; voir DIKASTAI — les j. des États-membres : 167 — la j. rendue par l'armée et des assemblées : 182 sq. — voir aussi TRIBUNAUX.
- KOINON, KOINA : voir CONFÉDÉRATION d'ÉTATS, ÉTAT FÉDÉRAL.
- KOINON ACHAIEN : voir ACHAIENS.
- LIGUE — nuance attachée au mot : 2, 1.
- Ligue de Corinthe* — organisation meilleure que celle des autres « Ligues » : 3, n.; 53, n.
- Lignes maritimes d'Athènes* — ne marquent pas de progrès vers l'État fédéral : 3, n.; 18, 2; 53, n.
- Ligue péloponnésienne* — ne marque pas de progrès vers l'État fédéral : 3, n.; 18, 2; 52, 1; 53, n.
- LOIS dans la C. a. — lois des États-membres : 167 — lois fédérales : 166 — leur souplesse : 275 sqq.; 306 sq.; 317; 401 sq. — leurs violations : 39 sq.; 185, 2; 212 sqq.; 214 sqq.; 232 et 3; 374 sqq. — voir aussi NOMOS.
- MAGISTRATS, MAGISTRATURES — mots latins qui s'appliquent mal aux choses grecques : 181, 2.
- dans les États grecs* — leur élection : 212; 391, 1 — ils président parfois les assemblées : 357, 4 — leurs pouvoirs étendus dans les États fédéraux : 404.
- dans la Confédération aitolienne* — les m. paraissent moins libres que dans la C. a. : 407 sq. — y sont-ils élus au scrutin par têtes ? : 409, 1 — la date de l'élection : 254.
- dans la C. a.* — les divers m. : 322 sq. — élus par la synodos : 209 sqq. — à quel scrutin ? : 390 sq. — les mœurs électo-
rales : 249; 334, 4; 343, 2 — les dates de l'élection et de l'entrée en charge : 239 sqq. — la question du misthos : 334, 4 — le collège des synarchiai : 322 et 9 — le stratège et les autres m. : 358 sq. — les m. et les lois : voir LOIS — possibilités de déposition, jugement, condamnation : 180 — les pouvoirs des m. : 177 sqq. — les m. et le probouleuma : 153; 178, 1; 365 sq. — ils convoquent et président les assemblées : 319 sqq.; 357 sqq. — leurs rapports avec les ambassades : 160 — et les autorités des États-membres : 321, 3 — la reddition des comptes et l'interdiction de la réélection immédiate : 180, 2.
- MARINE achaienne : 93, n.; 166.
- MÉGALOPOLIS — a conservé, dans la C. a., ses institutions traditionnelles : 172, 2 — voir BOULEUTÉRION; GÉROUSIA; SYNÉDRION; THERSILION.
- MERCENAIRES — au service de la C. a. : 85 sqq.; 166, 4; 181, 2 — m. achaiens au service de l'Égypte : 278.
- MESURES — système unique dans la C. a. : 166.
- MISTHOI — à Athènes : 331, 3 — dans la C. a., pour les assemblées : 331 sqq. — pour les magistrats : 334, 4.
- MONNAIES achaiennes : 166 sqq.; surtout 167, 6.
- NATIONALITÉ — simple dans les États unitaires et les Confédérations d'États : 105 — normalement double dans les États fédéraux et la C. a. : 52, 1; 105 sq.; 166 sq. — mais possibilité d'une nationalité fédérale non accompagnée de nationalité locale : 113, 1; 116 sqq. — nationalité honorifique : 113, 1 — l'acquisition ou la perte d'une nationalité locale entraîne l'acquisition ou la perte de la nationalité fédérale : 114, n. — mais possibilité de la possession de plusieurs nationalités locales : 114, n. — les droits dans tous les États-membres attachés à la possession de la nationalité fédérale : 109 sqq.; 169 sq. — l'acquisition d'une nationalité locale lors de l'acquisition de la nationalité fédérale : 170 sqq. — ces deux problèmes demeurent insolubles pour la C. a. : 112 sqq.; 170 sqq.
- NAVARQUE fédéral achaien : 323.
- NÉMÉENNES — se célèbrent en juillet : 241, 1; 266, 5.
- NOMOGRAPHOI achaiens — leurs fonctions : 183 sqq. — leur nombre, leur recrutement, leur répartition : 383 sqq.
- NOMOS — sens du mot : 189, 1; 309 — opposition avec le pséphisma dans les États grecs et dans la C. a. : 183 — les assemblées pratiquement maîtresses des n. dans les États démocratiques : 188 — et dans la C. a. : 183 sqq. — voir aussi LOIS.
- NOMOTHÉTAI à Athènes : 184, 2.
- OLIGARCHIE : voir ARISTOCRATIE.

- OSTRACISME, OSTRAKOPHORIA à Athènes — la procédure : 357, n. ; 379, n. ; 402 ; 403 sq. — voir PSÈPHISMATA.
- PANACHAIA — épiklèsis d'une Dèmèter adorée à Aigion à l'époque romaine : 281.
- PANAITOLIKA — l'une des deux assemblées régulières aitolienes : 59 — se réunit dans des villes variables : 303, 5.
- POIDS — système unique dans la C. a. : 166.
- POLITIQUE extérieure dans la C. a. — réservée au pouvoir fédéral et interdite aux États-membres : 166 et 3 — échappe souvent en fait aux assemblées : 177 sqq.
- PROBOULEUMA (voir BOULÈ) — normalement indispensable à une assemblée grecque : 363 et 4 — son absence et sa recherche dans les récits d'assemblées achaïennes : 363 sqq. — est sans doute l'œuvre des synarchiai dans la C. a. : 365 sq. — sa place dans la procédure : 363 sqq. ; 373.
- PROBOULOI dans la C. a. — mot utilisé par le seul Plutarque : 159, 3 ; 213, 5 — sans doute les damiorgoi : 213, 5 ; 234, 5 — assistent à l'élection d'un stratège par l'armée et la sanctionnent de leur présence : 234, 5.
- PROCHÉIROTONIA à Athènes : 393, 1.
- PROÈDROI à Athènes : 359, 3.
- PRONUNTIATIO SENTENTIARUM — au Sénat romain : 374 — son équivalent dans les assemblées achaïennes : 374 sqq.
- PROXÉNIE fédérale achaïenne : 293 et 1.
- PRYTANÈIS — à Troizen : 174, 2 — à Athènes : 359, 3.
- PSÈPHISMA — opposition avec le nomos dans les États grecs et dans la C. a. : 183 ; 185 ; 189, 1.
- PSÈPHISMATA *ep'andri* à Athènes — la procédure : 29, 1 ; 357, n. ; 378, 4 ; 402.
- PSÈPHOPHORIA dans les assemblées achaïennes : 380 ; 388 sqq.
- QUORUM dans des assemblées — à Athènes ou dans des États grecs : 29, 1 ; 378, 4 — la règle ne paraît pas exister dans la C. a. : 29, 1 ; 378 sq.
- RÉBELLION d'un État-membre contre la C. a. : 208.
- RÉINTÉGRATION dans la C. a. d'un État-membre révolté : 206 sqq. ; 209, 1 ; 231, 1.
- RELATIO — au Sénat romain : 364, 6 ; 365, 1 — les actes désignés par ce mot dans des récits d'assemblées achaïennes : 363 sqq. ; 373 sqq.
- SCRUTIN — par acclamations à Sparte et, à l'occasion, dans la C. a. : 392 — par psèphophoria dans les synklètoi achaïennes : 380 — par psèphophoria ou par un procédé plus expéditif dans les synodoi : 388 — emplois du s. de liste en Grèce : 391, 1 — ordinairement *viritim* en Grèce : 403 — par groupes à Rome : 403 — par têtes pour les élections aitolienes ? : 409, 1 — par cités dans la C. a. : 377 sqq. — les raisons de ce s. : 386 sq.
- SÉCESSION d'un État-membre dans la C. a. — est une rébellion : 208.
- SERMENTS au nom de la C. a. par Zeus Hamarios et Athèna Hamaria : 278.
- SPARTE — a conservé, de 192 à 188, ses institutions originales dans la C. a. : 177, 2 — la C. a. a imposé en 188 par la force les institutions achaïennes : 174 ; 177, 2 — des lois à S. : 167, 5 — voir aussi AGE ; EKKLÈSIA ; ÈPIDAMIORGOS ; GÉRONTES ; LIGUE ; SCRUTIN.
- STRATÈGE — à Argos, vrai magistrat ? : 114, n.
- dans la Confédération aitolienne — le mode d'élection : 409, 1 — la date de l'élection : 254 — son droit d'initiative dans les assemblées : 370, 5 — il a moins de liberté que le s. achaïen : 408.
- dans la C. a. — les deux s. de 280 à 255 : 297 sq. — en 255, la charge, devenant unique, devient prépondérante : 21, 3 ; 178, n. ; 299 — le stratège et les assemblées : 322 sq. ; 357 sqq. ; 370 sq. — les dates d'élection et d'entrée en charge : 239 sqq. — importance du s. : 322, 6 ; 358 sqq. — les pouvoirs militaires : 177 — le s. et la politique extérieure : 160 ; 177 sq. — le s. autokrator : 131, 1 ; 246 ; 312, 8 — mais les assemblées demeurent souveraines : 128 ; 181 sq. — les s. peuvent être déposés, jugés et condamnés : 180 — la reddition des comptes et l'interdiction de la réélection immédiate : 180, 2 — certains hommes d'État plusieurs fois s. : 243, 2 — réunion pro-

- bable, en 185, des anciens s. : 193, n. ; 370, 1.
- SYMMACHIE *hellénique* ou *macédonienne* — Ligue créée par Antinogos Doson : 2, 1 — possède un synédriion : 226 — mais les États adhérents ont à ratifier les déclarations de guerre : 53, n. : 226 ; 326, 1.
- SYMPOLITĒIA — mot grec le plus apte à désigner un État fédéral : 2, 1 ; 208, 2.
- SYNARCHIAI — le mot montre l'organisation collégiale de plusieurs magistratures : 322 — institution assez répandue : 173, 1 — président parfois les assemblées : 357, 4 — dans la C. a., groupent le stratège et les damiorgoi : 322 et 8 — l'activité et le rôle : 153, 1 ; 178, 1 ; 319 sqq. ; 357 sqq.
- SYNÉDROI — à Êlatéia : 80, n. — dans la C. a., le seul Plutarque en parle, de façon suspecte : 159, 3.
- SYNÉDRIION — voir BOULĒ dont le mot est souvent l'équivalent : 59 ; 67, 1 ; 158, 2 — à Mégalopolis : 65, 1 — dans la C. a., le seul Pausanias en parle, de façon suspecte : 159, 3.
- SYNKLĒTOS — joint à *ekklēsia*, nom de l'assemblée extraordinaire à Athènes : 146, 1 — désigne-t-il la boulē dans d'autres États grecs ? : 146, 2 — nom du Sénat romain : 11, 1 ; 146, 2 — et du Sénat carthaginois : 11, 1.
- SYNTĒLĒIA dans la C. a. — en 217, subdivisions militaires : 90, 1 ; 91 sq. — voir aussi HYPOSTRATĒGE.
- TAMIAS fédéral achaien : 323.
- THÉÂTRE — son emploi pour les assemblées achaiennes : 66, 6 ; 355 sq. — et grecques : 356, 2.
- THERMIKA — assemblée régulière aitolienne d'automne : 59.
- THERMIOS — épiklēsis de l'Apollon adoré par les Aitoliens à Thermon : 279.
- THERMON — sanctuaire fédéral aitolien : 4, 1 ; 279 — lieu de réunion de l'assemblée aitolienne d'automne : 409, 1 — nombreux décrets aitoliens connus grâce aux fouilles de T. : 4, 1 ; 279.
- THERSILION — à Mégalopolis, grand édifice à usage politique : 356 et 1.
- TIRAGE AU SORT — dans les régimes démocratiques et aristocratiques : 84, 1 — à Athènes pour les bouleutes et les archontes : 51 ; 58, 5 — dans la C. a., la seule trace concerne la désignation d'une garnison destinée à un poste dangereux : 84, 1.
- TRAHISON (procès de haute) — les assemblées achaiennes jugent des procès de haute t. : 182 sq.
- TRĒSOR fédéral achaien — alimenté par les contributions des États-membres : 119, 2 ; 167 et 4 — doit rembourser aux États-membres les dépenses causées par l'engagement des mercenaires nécessaires à leur défense : 166, 4 — la détresse du t. en 217 : 92, n. — et, souvent, au III^e siècle : 335.
- TRIBUNAUX dans la C. a. — fédéraux : 166 — et locaux : 167 — voir JUGES.
- VOTE : voir SCRŪTIN.
- ZEUS Hamarios-Homarios — divinité fédérale achaienne : 168, n. ; 278 sq. — son sanctuaire est situé hors d'Aigion : 279 sqq.

III. — TEXTES DISCUTÉS, EXPLIQUÉS OU COMMENTÉS

INSCRIPTIONS.

- IG*, t. V, 2, n° 345 : 167, 6.
- IG*, t. VII, n° 188 : 56, 4 ; 137, 4.
- IG*, t. VII, n° 411 (= *Sylloge* 3, t. II, n° 675 ; autres publications citées, p. 33, n.) : 26 sqq. ; 219, 5 ; 319 sq.
- IG*², t. IV, n° 73 : 184 sqq. ; 383 sqq.
- IvM*, n° 38 (= *Sylloge* 3, t. II, n° 559) : 91, n.
- IvM*, n° 39 : 80, 1 ; 187 ; 320, 2.
- IvO*, n° 46 : 25 sq.
- IvO*, n° 47 (= *Sylloge* 3, t. II, n° 665) : 56, 4 ; 137, 4.
- SGDI*, t. II, n° 1774 : 239, 4.

POLYBE.

- II, 37, 9-11 : 115, n. ; 157 sqq. ; 167, 6 ; 169, 1.
 II, 38, 6 et 42, 3 : 369, 1 ; 382.
 II, 43, 1-2 : 297 ; 390, 3.
 II, 46, 5-6 : 68 sqq. ; 414 sq.
 II, 47, 4-48, 7 : 352.
 II, 50 : 352 sq.
 II, 50, 10 : 66.
 II, 54, 3 : 269, n.
 IV, 3, 1-9, 7 : 220 sqq.
 IV, 6, 7-7, 10 : 252 sq.
 IV, 7, 1-2 : 78 ; 263.
 IV, 9, 2 : 225, 4 ; 326, 1.
 IV, 14, 1-15, 4 : 225.
 IV, 14, 1 : 263.
 IV, 14, 9 : 263, 6.
 IV, 15, 2 : 225, 4 ; 326, 1.
 IV, 20, 7 : 140 sq.
 IV, 26, 2 et 7 : 326, 1.
 IV, 26, 7-8 : 67 sq. ; 226 ; 264.
 IV, 37, 1-3 : 254.
 IV, 67-V, 2 : 251 sq.
 IV, 72, 5-7 : 234 et 3.
 V, 1, 1-2 : 251 sq.
 V, 1, 6-9 : 200 ; 259, 2 ; 308 sq. ; 359 ; 419.
 V, 1, 11 : 252, 4.
 V, 30, 7 : 254.
 V, 91, 5 sqq. ; 259, 2 ; 266, 2.
 V, 93, 1 : 266, 2 ; 342, 1.
 V, 94, 1 : 161, 1.
 V, 94, 1-95, 7 : 88 sqq. ; 266.
 V, 95, 5 : 87, 3.
 V, 95, 5-6 : 266 et 4.
 V, 95, 12 : 267, 1.
 V, 105, 3 : 267, 1.
 V, 105, 10 : 241.
 V, 106, 1-3 : 241 sqq.
 X, 22, 9 : 210.
 X, 23, 9 : 102, 1.
 XI, 9-10 : 64 ; 95-102 ; 276, 2 ; 301 ; 394 sqq.
 XXII, 3-4 : 177, 2.
 XXII, 3, 6 sqq. : 230, 4.
 XXII, 7, 2-9, 14 : 343 sq.
 XXII, 7, 3 : 154 sqq. ; 332 sqq.
 XXII, 7, 6 : 64 sqq.
 XXII, 8, 1-8 : 156 ; 333 sq.
 XXII, 8, 9-12 : 103 sqq.
 XXII, 8, 13 : 391 sq.
 XXII, 10, 2 : 193, n. ; 370, 1.
 XXII, 10, 12 : 192.
 XXII, 12, 6 : 189 sqq.
 XXIII, 5, 14-18 : 202, 5 ; 319 ; 348 sq. ; 367.
 XXIII, 16 : 353.
 XXIII, 16, 12 : 124, 2 ; 207, 2 ; 213, 1 ; 274 sq.
 XXIII, 17, 1-2 : 207, 2.
 XXIII, 17, 5 sqq. : 25 ; 206 et 7 ; 231, 1 ; 358, 4 ; 366, 2.
 XXIV, 2 : 205, 1 ; 207, 2 ; 341, 4 ; 342, 3.
 XXIV, 6, 3 sqq. : 230, 4.
 XXIV, 8 : 230, 4 ; 358, 4 ; 366, 2.
 XXVIII, 3, 7 et 10 : 77, 6 ; 79, 1 ; 124, 2.
 XXVIII, 6, 1 : 250, 1.
 XXVIII, 7, 1 sqq. : 185 sqq. ; 248 sqq. ; 270, n. ; 273 ; 334, 4.
 XXVIII, 12, 2 sqq. : 230, 4 ; 366, 2.
 XXIX, 23, 1-24, 6 : 37 ; 271 et 3.
 XXIX, 23, 1 et 8 : 271 et 3.
 XXIX, 24, 5 : 77, 2 ; 189 sqq. ; 196 sqq.
 XXIX, 24, 6-25, 7 : 342, 1 ; 367, 1.
 XXIX, 24, 6 : 44 ; 68, 4 ; 73 sqq. ; 147.
 XXIX, 24, 10 : 338 sqq.
 XXIX, 25, 2 : 66, 6.
 XXXII, 7, 3-4 : 113, 2.
 XXXIII, 16 : 190, n. ; 369 et 7.
 XXXVIII, 10, 4 : 270, n.
 XXXVIII, 11, 5 : 126 ; 128 ; 271.
 XXXVIII, 11, 6 : 128, 2.
 XXXVIII, 12, 2-13, 7 : 121 sqq. ; 272 ; 372.
 XXXVIII, 12, 2 : 121 sqq. ; 125 sq.
 XXXVIII, 12, 5 : 132 sq.
 XXXVIII, 12, 7 : 66, 6.
 XXXVIII, 13, 1 : 153 sq. ; 361.
 XXXVIII, 13, 4 : 370, 1.
 XXXVIII, 13, 6 : 129, 2 ; 130, 4.
 XXXVIII, 13, 7 : 131, 1.
 XXXVIII, 15, 1 : 211 sq.
 XXXVIII, 17, 1 : 213, 6.
 XXXVIII, 18, 3 : 185, 3.

TITE-LIVE.

- XXVIII, 7, 17 : 41, 3.
 XXXI, 25, 2-11 : 313 sq. ; 347 sqq.
 XXXI, 25, 9 : 347, 5 ; 352, 1 ; 365, 2.
 XXXI, 32, 3 : 408, 2.
 XXXII, 19, 9-23, 1 : 364, 1 et 2.
 XXXII, 19, 9 : 325 sqq.
 XXXII, 20, 1 : 365, 1.
 XXXII, 20, 3-6 : 364, 9.
 XXXII, 20, 4 : 341, 4 ; 363 sqq.
 XXXII, 21, 1 : 328 et 1 ; 375, 1.
 XXXII, 22, 2-3 : 359 sqq.
 XXXII, 22, 3-8 : 372 sqq.
 XXXII, 22, 3 : 363, 7.
 XXXII, 22, 4 : 338 sqq.
 XXXII, 22, 8 : 363, 7.
 XXXV, 25, 4 : 313, 3.
 XXXV, 25, 6 : 328, 1 ; 375, 1.
 XXXV, 25, 7-8 : 371.
 XXXV, 25, 7 : 370, 5.
 XXXV, 48, 1 : 41, 3.
 XXXVI, 31, 10 : 394 sqq.
 XXXVI, 35, 7 : 209, 1 ; 342, 3.
 XXXVIII, 30, 2-5 : 21, 4 ; 186 ; 294 sqq. ;
 303 sqq. ; 313, 1.
 XXXVIII, 30, 4-5 : 237 et 3 ; 323, 6.
 XXXVIII, 31, 2 : 236 et 6 ; 363, 5 ;
 366, 2.
 XXXVIII, 32, 1 : 237 et 1.
 XXXVIII, 32, 3-4 : 45, 1 ; 237.
 XXXIX, 35, 5-8 : 205 sq.
 XXXIX, 36, 6-37, 17 : 206 ; 366, 2.
 NLI, 24, 13-14 : 339, 2.
 NLI, 24, 19 : 375, 1.
 XLII, 6, 1 : 41, 3.

AUTEURS DIVERS.

- Plut., *Aratos*, 30, 7 : 180, 2.
 Plut., *Aratos*, 35, 7 : 180, 2 ; 390 sq.
 Plut., *Aratos*, 44, 5 : 113, 1.
 Plut., *Phil.*, 7, 4 : 210, 5.
 Plut., *Phil.*, 9 : 96, 3.
 Plut., *Phil.*, 12, 5 : 181, 2 ; 391, 4.
 Plut., *Phil.*, 21, 1 : 212 sq. ; 274 sq.
 Paus., VII, 7, 2 : 284 sq.
 Paus., VII, 24, 2 sqq. : 279 sqq.
 Paus., VII, 14, 4 : 272, 4.
 Paus., VII, 24, 4 : 287.
 Strab., VIII, 7, 3 (= Cas., p. 385) : 283 ;
 297 ; 390, 3.
 Strab., VIII, 7, 5 (= Cas., p. 387) : 287 ;
 297.
 Diod., XXIX, 17 : 157, n.

IV. — MOTS ET EXPRESSIONS

DONT LE SENS EST DISCUTÉ, EXPLIQUÉ OU COMMENTÉ.

- ἀγορά : 11 ; 77.
 αἶνος : 183, 5 ; 391, 1.
 ἀκμή σίτου : 93, 1 ; 274 sq.
 ἄλσος : 287, 3.
 ἀναδιζόναι διαζούλιον ὑπέρ..... : 358, 4.
 ἀριστίνδην : 56, 4 ; 137, 4.
 ἀρχαί : 51, 5 ; 193, n. ; 322, 7 et 8 ;
 370, 1.
 ἀρχαιρέσσαι : 209 ; 212.
 ἄρχοντες : 173, 1 ; 322 et 8 sq. ; 358.
 οἱ Ἀχαιοί : 23, 2 : 46 ; 80 ; 114, n. ;
 148 sq. ; 180, 3 ; 182, 4 ; 319 sq.
 βουλευέσθαι : 67 et 1 ; 156.
 βουλευταί : 157 sqq.
 βουλευτήριον : 62 sqq. et surtout 67 ;
 155 sq.
 βουλῇ : 11 ; 28, 1 ; 36, n. ; 46, 5 ; 62 ;
 66 sqq. et surtout 74-75 ; 77 ; 155 sq. ;
 162 sqq.
 γνώμη : 326, n.
 γνώμην εἰπεῖν : 325, 7 ; 371, n.
 διαβούλιον : 67 ; 327, 2 ; 358, 4.
 δόγμα : 183, 5.
 δόξαντος τοῖς Ἀχαιοῖς : 319 sq.

- εἰρήνη : 57, n.
 ἐκκλησία : 28, 1 ; 77 sqq.
 ἐκ περιόδου : 297, 4 ; 390, 3.
 ἐπείσκλητος : 146, 1.
 ἐπίλεκτοι : 85, 6.
 εὐνομία : 57, n.
 θέατρον : 66, 6.
 ἰσονομία : 57, n.
 ἡ καθήκουσα σύνδοσις : 39, 2 ; 68, 1 ; 264, n.
 καταγορεύειν : 180, 2.
 καθιστάναι : 254 sq.
 αἱ κοιναὶ σύνδοσις : 154 sqq. ; 327, 2.
 κοινὸν τῶν Ἀγαθῶν : 182, 4.
 νεανίσκοι : 95, 1 ; 140 sq.
 νέοι : 141, 1.
 νόμιμα : 241, 5.
 νομογράφοι : 183 sqq.
 νόμον γράφειν : 184, 2.
 νόμον τιθέναι : 184 sqq.
 νόμος : 183 ; 189, 1 ; 294, 4 ; 309.
 ὄχλος, ὄχλοι : 46, 2 ; 81 sq. ; 138 ; 148.
 παρακαλεῖν : 85, 5.
 οἱ περὶ τ. δ. : 89, 1 ; 366, 2.
 τὸ πλῆθος, τὰ πλῆθη : 46 ; 81 sq. ; 138 ; 148.
 πλουτίνδην : 56, 4.
 πόλισμα : 287, 4.
 οἱ πολλοί : 46 ; 81 sq. ; 138 ; 148 ; 213, 6.
 προβουλεύεσθαι : 156.
 προβουλεύειν : 156, 3.
 προβούλευμα : 156.
 προβουλή : 156.
 πρόγραμμα : 321, 4.
 προγραφή : 321, 4.
 πρόσκλητος : 146, 1.
 προχειρίζεσθαι : 390, 3.
 ἡ πρώτη ἀγορά : 273.
 συγκαλεῖν : 189, 1.
 συγκαλείς (συνκλείς) : 146, 1.
 σύγκλητος : 10 sq. ; 28 et 1 ; 32, 3 ; 146 et 2 ; 413 sq.
 συμμαχία : 2, 1.
 συμπολιτεία : 2, 1.
 συνάγειν, συνάγεσθαι : 25, 4 ; 70 ; 121 sqq. ; 124 et 2.
 συναθροίζειν : 70 ; 124, 2.
 συναρχαί : 173, 1 ; 322 et 9.
 οἱ συνάρχοντες : 322, 8.
 συνέβαινε συμπορεύεσθαι : 44, 2 ; 74.
 συνεδρεύειν : 67, 1.
 συνεδρίον : 59 ; 67, 1 ; 150 ; 158, 2.
 σύνδοσις : 10 ; 28 et 1 ; 32, 3 ; 35, 3 ; 38, 2 ; 69 ; 155 ; 162 sqq. ; 413 sq. ; 415.
 χαλκάσπειδες : 86.
 χειροτονία : 390 sq. ; 391, 4.
 ψῆφος, ψηφίζεσθαι, ψήφισμα : 391, 3.

censere : 364, 2.
communia concilia : 327, 2.
concilium : 17, n. ; 41, 3.
contio : 17, n. ; 364, 1.
conventus : 41, 3 ; 313, 1.
decretum recitare : 374, 3.
magistratus : 363, 6 et 7.
perrogare sententiās : 364, 2 et 5 ; 374, 3 ; 377 et 3.
principes Achaeorum : 328 et 1 ; 375, 1.
pronuntiatio sententiarum : 374.
pro sententia ou sententiis dicere : 325, 7 ; 330 et 1 ; 364 et 3.
recitare decretum : 364, 1 ; 374, 3.
referre et relatio : 363 sqq. ; 372 sqq.
sententia : 364, 2.
sententiam dicere : 325, 7 ; 371, n.
suadere : 326, n. ; 364, 1.
suffragium : 364, 1 et 4.
suffragium dare : 374, 3 ; 377 et 3.
veterani : 95, 1.

ERRATA

Des difficultés techniques, aperçues trop tardivement pour qu'il pût y être remédié, ont empêché de conserver les accents sur E et E dans les notes, alors qu'ils ont pu être maintenus dans le texte.

- Page 9, n. 5, l. 5 : tout
— 67, n. 1, l. 13 : συνεδρεῖν
— 72, l. 10 avant la fin des notes : auraient
— 77, n. 3, l. 5 : Larisa
— 115, n. 2, l. 3 : *wahrscheinlich*
— 137, n. 6, l. 6 : d'une
— 154, dernière ligne du texte : Ceux pour qui la synodos est
— 231, n. 1, l. 3 avant la fin : donc
— 263, n. 2, l. 2 : je crois avoir suffi-
— 278, n. 10 : *Ant. ég. du Musée*
— 284, n. 3, l. 2 : Ἀγᾶξ
— 296, n. 2, l. 4 : A. et M. Croiset
— 303, n. 5, l. 2 : déjà
— 303, n. 5, l. 3 : selon les
— 308, n. 6, l. 2 : *infra*, p. 309
— 314, n. 4, l. 5 : synklêtos
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	VII
ABRÉVIATIONS ET RÉFÉRENCES.....	XI

INTRODUCTION

LES SOURCES ET LA MÉTHODE.....	I
--------------------------------	---

Valeur des inscriptions en matière d'institutions : pp. 1-2 ; — leur rareté pour les institutions achaïennes : pp. 2-5. — Les rapports des sources littéraires et des *Histoires* de Polybe : pp. 5-6. — Les nombreux récits d'assemblées achaïennes dans l'œuvre de Polybe : pp. 6-9. — L'imprécision du vocabulaire de Polybe : pp. 9-11 ; ses raisons : pp. 11-14. — Nécessité d'interpréter les faits, non les mots : pp. 14-16. — Les autres historiens ; Tite-Live : pp. 16-17. — Les dangers de la méthode comparative : pp. 18-20. — L'évolution constitutionnelle et les survivances du passé : pp. 20-24. — La méthode à suivre : p. 24.

CHAPITRE PREMIER

SYNODOI ET SYNKLÊTOI. APERÇU DES PRINCIPALES QUESTIONS.....	25
---	----

L'inscription d'Olympie : pp. 25-26. — L'inscription d'Oropos : pp. 26-27 — et ce qu'elle enseigne : les noms officiels des deux assemblées : p. 28 — et l'interdiction à la synodos de trancher certaines affaires : pp. 28-31 ; — les questions que l'inscription permet de poser : pp. 31-34. — Polybe emploie toujours exactement le mot *synodos* : pp. 35-36. — L'incident de 168 : pp. 37-38. — Adoption de critères provisoires pour classer les assemblées indéterminées : pp. 38-41.

CHAPITRE DEUXIÈME

LA COMPOSITION DES ASSEMBLÉES. — LA SYNKLÊTOS ASSEMBLÉE PRIMAIRE. FRAGILITÉ DE L'OPINION COURANTE SUR LA COMPOSITION DE LA SYNODOS.....	42
---	----

Importance pratique et logique du problème de la composition des assemblées : pp. 42-43.

- I. La synklêtos, assemblée primaire ouverte à tous les citoyens de plus de trente ans : pp. 43-45. — Sa composition réelle habituelle : pp. 45-46.
- II. Les conceptions des historiens modernes sur la composition de la synodos : l'hypothèse des quatre boulai : pp. 47-48 ; — assemblée primaire ou assemblée de députés ? : p. 49 ; — l'opinion aujourd'hui courante est celle de l'assemblée de députés : pp. 49-50.
- III. La boulè des États unitaires démocratiques n'ayant jamais été souveraine : pp. 50-51, — le synédriion des Confédérations d'États n'étant composé que d'ambassadeurs : pp. 52 — et les États fédéraux grecs paraissant n'avoir eu d'habitude qu'une constitution calquée sur celle d'une cité : pp. 53-56, — la conception admise de la synodos fait des Achaiens le peuple grec qui s'est le plus approché du régime représentatif de type moderne : pp. 56-60. — Mais l'importance de cette conséquence rend nécessaire une démonstration irréfutable : pp. 60-61.
- IV. Examen et réfutation des arguments invoqués : a) ils impliquent la rigoureuse exactitude du vocabulaire de Polybe : pp. 62-63 ; — b) l'emploi du mot *bouleutérion* ne montre pas que la synodos soit identique à une boulè : pp. 63-67 ; — c) la synodos est souvent appelée *boulè* par Polybe : pp. 67-68 ; — mais il y a un cas douteux : pp. 68-73 — et cette synonymie, si elle permet de croire à une identité de fait, n'oblige pas à conclure à une identité de droit : pp. 73-75.

CHAPITRE TROISIÈME

LA COMPOSITION DES ASSEMBLÉES (*suite*). — LA SYNODOS ASSEMBLÉE PRIMAIRE. 76

- I. Le vocabulaire de Polybe à propos des synodoi, *agora*, *ekklesià*, etc., convient plutôt à une assemblée primaire qu'à une assemblée de députés : pp. 76-83.
- II. L'examen des récits d'assemblées ne révèle aucune différence extérieure entre synodoi et synklètoi : pp. 84-85. — Une preuve décisive de la composition primaire des synodoi : les événements militaires et une synodos de l'été 217 : pp. 85-95. — Une assemblée de 208/207, ordinairement considérée comme une synodos, est une assemblée primaire : pp. 95-102. — L'Aiginète Kassandros parle dans une synodos en 185 : pp. 102-105 ; — il est probablement dépourvu de nationalité locale effective : pp. 105-117 ; — donc cette synodos n'est pas une assemblée de députés : pp. 117-120 — K. J. Beloch n'est pas parvenu à démontrer que l'assemblée tenue à Corinthe au printemps de 146 soit une synklêtos : pp. 121-126 ; — elle est, au contraire, une synodos : pp. 126-131 ; — or, elle est une assemblée primaire : pp. 132-133.
- III. La synodos, comme la synklêtos, est donc une assemblée primaire : pp. 133-135.

CHAPITRE QUATRIÈME

LA COMPOSITION DES ASSEMBLÉES (*suite et fin*). — QUESTIONS ANNEXES ET CONSÉQUENCES. 136

- I. La synodos n'est pas une assemblée censitaire : pp. 136-139.
- II. La limite d'âge y est probablement trente ans, comme à la synodos : pp. 139-141.
- III. La vraie différence entre synodoi et synklètoi n'est pas dans leurs attributions différentes : pp. 142-143. — Mais, tandis que la synodos, si elle était une assem-

blée de députés, devait tenir des sessions extraordinaires : pp. 143-145, — assemblée primaire, elle est nécessairement une assemblée régulière et la synklêtos une assemblée extraordinaire : pp. 145-147.

IV. La composition de fait et habituelle des synodoi : — les citoyens y sont moins nombreux qu'aux synklêtoi : pp. 147-148 ; — leur répartition inégale selon les cités et les classes sociales : 148-149.

V. La question de l'existence d'une boulè : — l'argument d'analogie et l'argument théorique ne permettent pas de conclure : pp. 150-153 ; — le texte sur la gérousia : pp. 153-154 ; — le texte sur l'offre d'Euménès II : pp. 154-156 ; — le texte sur les bouleutes : pp. 156-159 ; — l'*argumentum a silentio* : pp. 160-161.

VI. Explication de l'emploi du mot *boulè* pour désigner la synodos : — a) s'il existe une boulè : pp. 162-163 ; — b) s'il n'existe pas de boulè : pp. 163-164.

CHAPITRE CINQUIÈME

LA COMPÉTENCE DES ASSEMBLÉES..... 165

I. Pouvoir central et États-membres : — répartition générale des attributions : pp. 166-168 ; rapports des nationalités fédérale et locale : pp. 169-171 ; — les institutions des États-membres : pp. 171-175 ; — impossibilité de préciser dans le détail le type d'État fédéral réalisé par la Confédération achaïenne : pp. 175-176.

II. La place des assemblées dans le pouvoir central : — les pouvoirs des magistrats : pp. 177-182 ; — le rôle judiciaire des assemblées : pp. 182-183 ; — les assemblées, les nomographoi et les nomoi : pp. 183-188.

III. Les prescriptions légales sur la compétence des assemblées : — les textes et leur véritable interprétation : pp. 189-198 ; — la loi sur la compétence réservée de la synklêtos : pp. 198-200 ; — la loi concernant la Macédoine, puis Rome : pp. 200-204.

IV. La synklêtos, en fait, n'a pas de limite à sa compétence : — elle prend des décisions touchant la politique intérieure : pp. 205-209 ; — bien que l'élection des magistrats soit une attribution normale de la synodos : pp. 209-212, — l'assemblée de l'armée, donc l'assemblée la plus proche de la synklêtos, élit un stratège en 182 : pp. 212-214.

V. La synodos, en fait, empiète parfois sur le domaine réservé à la synklêtos : — renouvellement d'alliance : pp. 215-216 ; — déclaration de guerre en cas d'invasion : pp. 216-217 ; — dans quatre cas où on considère ordinairement comme préliminaires les débats de la synodos, la synodos agit, en réalité, comme une assemblée souveraine : pp. 217-224 ; — toutes les décisions qui mènent à la guerre en 220 sont prises par des synodoi : pp. 225-227. — S'agit-il d'illégalités ou bien la loi sur la compétence réservée de la synklêtos fut-elle adoptée tardivement ? : pp. 228-229.

VI. La répartition des affaires répond surtout, pratiquement, à des raisons d'opportunité : pp. 229-232.

CHAPITRE SIXIÈME

LES DATES DES ASSEMBLÉES..... 233

I. La plus grande liberté existe pour les synklêtoi, réunies plus ou moins fréquemment selon les circonstances : pp. 233-238.

- II. La date de la synodos électorale : — le passage de mai à l'automne pour l'entrée en charge des magistrats : pp. 239-240 ; — il se réalise entre 217 et 208 et il n'est peut-être qu'un retour à des habitudes antérieures : pp. 240-247.
- III. La date de la synodos électorale et le délai qui sépare l'élection de l'entrée en charge : — pour l'année 170 : pp. 248-250 ; — pendant la guerre des Alliés : pp. 250-255. — La date de la synodos électorale peut flotter entre des limites assez larges : pp. 255-262.
- IV. Les autres synodoi : — la méthode à suivre : pp. 262-263 ; — l'année 220 : pp. 263-266 ; — l'année 217 : pp. 266-267 ; — confrontation des deux années : pp. 267-268 ; — avant 220 : pp. 268-269 ; — après 217/208 : pp. 269-275.
- V. Tableau des quatre synodoi annuelles et de leurs dates approximatives : pp. 275-276.

CHAPITRE SEPTIÈME

LE LIEU DE RÉUNION DES ASSEMBLÉES..... 277

- I. Le sanctuaire fédéral, l'Hamarion : pp. 277-279. — Il est distinct de l'Homagyon signalé à Aigion par Pausanias : pp. 279-282. — Il dépendait auparavant d'Héliké et ne fut rattaché à Aigion qu'après la disparition de cette cité : pp. 282-292. — Donc il était situé hors d'Aigion, dans la direction d'Héliké : pp. 292-293.
- II. Les synodoi, réunies tout d'abord dans l'Hamarion, se sont de bonne heure tenues à Aigion même : — un texte où Tite-Live traduit Polybe : pp. 294-297 ; — un texte de Strabon : pp. 297-300 ; — les raisons de commodité : pp. 300-301 ; — conclusion : pp. 301-302.
- III. La réforme de Philopoïmen en 188 : — ses raisons : pp. 302-303 ; — son adoption : pp. 303-305 ; — les stipulations et l'application de la nouvelle loi : pp. 305-307.
- IV. L'évolution des synklétoi : — en 218, Aigion est leur siège régulier, sauf raisons exceptionnelles : pp. 308-310 ; — les raisons exceptionnelles pour les synklétoi de la guerre de Kléoménès : pp. 310-313 ; — à la fin du III^e et au début du II^e siècle, le privilège d'Aigion a disparu pour les synklétoi : pp. 313-317.

CHAPITRE HUITIÈME

LE FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES. — AVANT LA RÉUNION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX DES SESSIONS..... 318

- I. La convocation : — les ordres possibles des assemblées aux magistrats : pp. 318-321 ; — l'édit de convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour : pp. 321-322 ; — le stratège et les damiorgoi conjointement auteurs de la convocation : pp. 322-323.
- II. Le délai entre la convocation et la réunion : pp. 324-325. — Le texte de Tite-Live sur les débats dans les boulai locales en 198 : pp. 325-331.
- III. L'absence des misthoi : — le texte sur l'offre d'Euménès II prouve l'inexistence du misthos bouleutikos : pp. 332-334 ; — et le misthos ekklesiastikos est invraisemblable : pp. 335-337.

- IV. Les synklêtoi doivent siéger au plus et au moins trois jours, chaque journée ayant son affectation propre : pp. 337-341. — Aussi ne discutent-elles qu'une seule affaire : pp. 341-342. — Les synodoi peuvent discuter plusieurs questions : pp. 342-345. — Aussi leur durée ni minima ni maxima n'est-elle, probablement, fixée par la loi : pp. 345-346.
- V. La synklêtos ne peut pas sortir de son ordre du jour : pp. 347-351. — La synodos, avec l'assentiment des magistrats, peut être saisie à l'improviste : pp. 351-354.

CHAPITRE NEUVIÈME

LE FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES (*suite et fin*). — LES SÉANCES..... 355

- I. L'organisation matérielle : pp. 355-357. — Le stratège et les damiorgoi constituent le bureau : pp. 357-358. — Le rôle prépondérant du stratège : pp. 358-359. — Mais, s'il dépose personnellement un projet de décret, le stratège s'exclut du bureau : pp. 359-361. — Les pouvoirs réglementaires et politiques du bureau : pp. 361-362.
- II. Les débats : — la question du probouleuma : pp. 363-366 ; — les ambassades achaïennes et étrangères : pp. 366-367 ; — les interventions des citoyens : pp. 367-370 ; — les interventions du stratège : pp. 370-371 ; — les discours et les manifestations de l'assistance : pp. 371-372.
- III. Le bureau examine les projets de décrets, écarte les textes illégaux et ouvre le scrutin : pp. 372-377.
- IV. Dans les synklêtoi, le vote se fait par cités, donc par pséphophoria : pp. 377-381. — L'hypothèse de la proportionnalité des voix et l'inscription d'Épidauros : pp. 381-388. — Dans les synodoi, la même procédure est seule régulière, mais les scrutins ordinaires se font au vote par têtes : pp. 388-394.
- V. Les exhortations de Philopoïmen et de T. Quinctius après le vote : pp. 394-396. — La dispersion des assistants : p. 396.

CHAPITRE DIXIÈME

CONCLUSION. — ASSEMBLÉES ACHAIENNES ET ASSEMBLÉES GRECQUES. ORGANISATION TARDIVE ET PROGRESSIVE DE LA SYNKLÊTOS..... 397

- I. Une documentation littéraire, plus concrète qu'une documentation épigraphique, fait connaître de plus fréquentes illégalités dans la Confédération achaïenne que dans d'autres États grecs : pp. 397-399. — En quoi les assemblées achaïennes ressemblent aux autres assemblées grecques : pp. 399-400. — En quoi elles diffèrent d'elles : pp. 400-404.
- II. Le caractère fédéral de l'État achaïen explique ces particularités : pp. 404-405. — Toutefois, les assemblées achaïennes ne peuvent pas être prises pour types d'assemblées fédérales hellénistiques, car les termes de comparaison manquent, notamment avec les assemblées aitoliques : pp. 406-410.
- III. Synodoi et synklêtoi n'ont pas coexisté de tout temps : pp. 410-413. — La synklêtos a été organisée la dernière : pp. 413-416. — Son organisation a été progres-

sive : pp. 416-418. — Son organisation définitive se place probablement entre 220 et 200 : pp. 418-420.

INDEX.....	422
I. INDEX HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE.....	422
II. INSTITUTIONS.....	433
III. TEXTES TRADUITS, DISCUTÉS OU COMMENTÉS.....	440
IV. MOTS ET EXPRESSIONS DONT LE SENS EST DISCUTÉ, EXPLIQUÉ OU COMMENTÉ.....	442
ERRATA.....	444
TABLE DES MATIÈRES.....	445

